

LA MAISON D'ORLÉANS A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

LA JEUNESSE
DE
PHILIPPE-ÉGALITÉ
(1747-1785)

THÈSE POUR LE DOCTORAT
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR
AMÉDÉE BRITSCH

« Après tout ce qui a été écrit et
peint ou *colorié* sur ces sujets, il
n'y a plus qu'une grande exactitude
et une scrupuleuse recherche du
vrai qui puisse attacher encore ».

SAINT-BEUVE.



PAYOT, PARIS
106, BOULEVARD ST-GERMAIN

1926

Tous droits réservés.

LA MAISON D'ORLÉANS A LA FIN DE
L'ANCIEN RÉGIME

LA JEUNESSE DE PHILIPPE-ÉGALITÉ

(1747 - 1785)

LA MAISON D'ORLÉANS A LA FIN DE L'ANCIEN RÉGIME

LA JEUNESSE
DE
PHILIPPE-ÉGALITÉ
(1747-1783)

THÈSE POUR LE DOCTORAT
PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR
AMÉDÉE BRITSCH

« Après tout ce qui a été écrit et
peint ou *colorié* sur ces sujets, il
n'y a plus qu'une grande exactitude
et une scrupuleuse recherche du
vrai qui puisse attacher encore ».

SAINT-BEUVE.



PAYOT, PARIS
106, BOULEVARD ST-GERMAIN

1926

Tous droits réservés.



Premier tirage Mars 1926

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.
Copyright 1926, by Payot, Paris.

A mes premiers Maîtres

FRANCISQUE VIAL

PIERRE DE NOLHAC

Affectueux hommage.

A. B.

PRÉFACE

J'avais entrepris dès 1904¹ la biographie de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, dit Egalité. : j'étais curieux d'entrer dans le secret de cette figure qui d'abord paraît équivoque au regard soupçonneux de l'histoire. Mais, à l'examen, l'homme se déroba comme une ombre légère pour s'effacer dans son milieu. Bien qu'il ait tenté de secouer cavalièrement le joug des usages et des obligations de son rang, sa personnalité propre reste plutôt mince, inconsistante, une fois dépouillée de sa dignité sociale. Il eût compté parmi ces grands seigneurs aimables qui ne laissent derrière eux qu'une ou deux anecdotes, s'il n'avait incarné la Maison d'Orléans, à l'heure tragique de son destin.

Ces princes, fils de vieille monarchie, valent rarement par le caractère. Du moins sont-ils représentatifs d'un règne, d'une époque, d'une tradition ; leur vie, insignifiante en soi, ouvre de larges horizons, semblable à ces plaines usées qui font d'autant mieux ressortir le relief des monts d'alentour. « J'ai pensé, observait Talleyrand², qu'un tableau de la vie de M. le duc d'Orléans donnerait les traits et la couleur du règne faible et passager de Louis XVI ; qu'il mettrait sous les yeux d'une manière sensible le relâchement général des mœurs publiques et particulières sous son règne, ainsi que la dégradation dans les formes du gouvernement et les habitudes de l'administration. »

¹ A. BRITSCH. *Philippe-Egalité avant la Révolution* (Rev. des Etudes histor., juillet-octobre 1904).

² Mém., I, 146.

C'est ainsi que mon ouvrage, débordant peu à peu le cadre strict d'une biographie, s'est haussé logiquement jusqu'à ce titre général : La Maison d'Orléans à la fin de l'Ancien Régime. J'ai tâché de considérer Louis-Philippe-Joseph non plus comme un homme nouveau qui venait au monde, libre de ses actes, tel qu'un député frais élu ou un ministre tout neuf, mais comme l'héritier d'une lignée, l'aboutissant de cette force politique et sociale, faite de sentiments et d'intérêts liés, qui siégeait au Palais-Royal, face aux Tuileries, hors de Versailles.

Dans ses velléités et ses fantaisies, ce prince, qui ne manquait ni d'esprit ni de cœur, touchait à tout. Ce livre présente donc quelque variété, comme sa vie et ses goûts : difficile cousinage des princes avec la famille royale, intrigues ministérielles, affaires parlementaires, franc-maçonnerie, hippomanie et anglomanie, relèvement de la marine et guerre d'Amérique, essais de spéculation, métamorphose du Palais Royal et révolution du commerce parisien, aéronautique, plaisirs de société et orages de cour, fièvre de nouvelles et de médisance, fabrication de l'opinion, la plupart des traits et des hommes de ce temps, la plupart des questions et des modes qui ont occupé ou amusé les sujets de Louis XV finissant et de Louis XVI à ses débuts, retrouvent ici leur place.

La matière abondait au gré de l'information que je désirais diverse : il fallait se borner. Si ce premier volume s'arrête au 18 novembre 1785, le jour même où Louis-Philippe-Joseph duc de Chartres devient duc d'Orléans et chef de la Maison par la mort de son père Louis-Philippe le Gros, ce n'est point que je me sois attardé vainement sur la jeunesse d'un prince médiocre. Je l'ai fait à dessein. J'ai voulu, pour rompre avec les précédents biographes qui ont noirci le jeune homme des fautes de l'homme fait, descendre cette vie, non la remonter, d'accord avec le bon sens et la justice.

Le duc de Chartres n'a point à répondre des défaillances du duc d'Orléans. Il ne s'agit ici ni d'un plaidoyer, ni d'un réquisitoire. « Indulgentia, Indulgentia, quel joli mot ! nous en avons tous besoin », prononçait un délicieux curé de Paris dans certain dialogue de Maurice Donnay. Il ne convient pas

de classer les personnages d'autrefois en aimables et en horribles : nombre de ceux que loue la mode historique furent insupportables à leurs contemporains, tandis que d'autres, aujourd'hui réprouvés, furent charmants à vivre. Ils ne sont devenus odieux que dans la suite, par passion politique. Tel a été le sort de Louis-Philippe-Joseph, dit Egalité.

Plaise donc au lecteur de ne chercher ici qu'un homme, décrié pour avoir bravé l'opinion d'une bonne part des privilégiés, ses pairs, un homme sans plus avec ses travers, ses agréments, sa faiblesse sous le poids d'un nom qui l'excède. Sans doute le jugera-t-on peu fait pour l'ambition, et moins riche de moyens qu'on ne le suppose d'ordinaire, puisque cette fortune d'Orléans, cette fameuse fortune qui passe pour avoir payé au moins les premiers frais de la Révolution, — comme si elle avait pu survivre intacte à l'ancien état de choses ! — était déjà obérée entre les mains du duc de Chartres, réduit dès 1780 à écorner l'apanage, inaliénable en droit.

Neuilly-sur-Seine, ce 30 septembre 1925.

A. B.

CHAPITRE PREMIER

L'ENFANCE DE LOUIS-PHILIPPE-JOSEPH

Le jeudi 13 avril 1747, la duchesse de Chartres accouchait promptement d'un fils au château de Saint-Cloud. Le Roi, prévenu dès les premières douleurs, avait dépêché, selon l'usage, un secrétaire d'Etat, M. de Saint-Florentin, qui n'arriva qu'après la délivrance¹. Le duc de Montpensier, qui naissait dans cette maison des fêtes et des plaisirs, était enfant de l'amour-plutôt que de la raison.

Mariés le 17 décembre 1743, Louis-Philippe d'Orléans, duc de Chartres, et Louise-Henriette de Bourbon-Conti comptaient ce jour-là trente-cinq ans ensemble. Ils s'étaient aimés sans façon et sans mesure, avec un appétit de libres amants. Ils ne se quittaient point et se cherchaient toujours : le jeune duc en oubliait les devoirs de l'étiquette, la duchesse la modestie qui la parait naguère. Par leurs regards, leurs transports impatients, ils avaient trouvé le moyen, selon la duchesse de Tollard, de rendre le mariage indécent².

Au printemps de 1744, Louis-Philippe d'Orléans, parti à l'armée de Flandre, écrit chaque jour à sa femme, sans compter les lettres extraordinaires des courriers qui sont lues avidement, et bientôt, la duchesse, en compagnie de sa mère, la princesse de Conti, rejoint dans les camps son mari pour le suivre jusqu'à la tranchée. Elle dînait avec les offi-

¹ LUYNES, VIII, 181.

² GENLIS, *Mém.*, éd. Ladvocat, II, 58.

ciers auxquels le prince, trop distrait, ne parlait guère. Après la Cour et la Ville, l'Armée se trouvait témoin de leur passion réciproque.

En avril 1745, la duchesse de Chartres, grosse de six mois, se dispose de nouveau à suivre le duc en campagne, préférant aller accoucher en Flandre plutôt que de le quitter. Mais le prince, alourdi par la graisse, se blesse le genou au jeu du mail ; il doit garder le lit et rappeler son équipage déjà parti. Le 13 juillet, la princesse accouche d'une fille, M^{lle} de Chartres, qui ne vivra point. Relevée le quatorzième jour, elle roule dès le 27 août sur les routes royales, vers Bagnères et Barèges où son mari va soigner sa jambe, longue randonnée à travers le royaume dont on cite la rapidité et les brèves étapes.

La flamme du duc brûle encore aussi vive en février 1746 ; le samedi 5, se trouvant pour la première fois du voyage de Choisy, il laisse la royale société pour rejoindre sa femme et coucher à Versailles. C'est à Saint-Cloud que l'amoureux ménage habite le plus souvent, libre des obligations de l'étiquette, dans une récréation perpétuelle coupée de voyages. La jeune duchesse n'a point l'humeur sédentaire : elle ne s'attarde guère auprès de son fils nouveau-né. Elle se relève bientôt de ces secondes couches et dans la nuit du dimanche 28 mai 1747, elle part pour Bruxelles avec son mari. « Madame la duchesse de Chartres compte rester en Flandre toute la campagne¹. »

Cette lune de miel, si marquée et si publique, prolongée même après sa naissance, n'a point garanti de la calomnie la légitimité du duc de Montpensier. Il la trouve au berceau ; elle devait s'attacher à lui désormais.

En avril 1747, la succession au trône de France semblait mal assurée par la postérité directe de Louis XV. Marie-Thérèse, infante d'Espagne, mariée à Louis, Dauphin de France, le 23 février 1745, était morte sans enfant le 22 juillet 1746, dans sa vingtième année. Le Dauphin venait de se remarier, pressé par l'intérêt dynastique². Une rougeole, une petite

¹ LUYNES. VI, 410 ; VII, 213 ; VIII, 230.

² Il avait épousé Marie-Josèphe, princesse de Saxe, dans la chapelle royale de Versailles, le 9 février 1747.

vérole suffisait pour enlever le père et le fils et mettre en présence les Bourbons d'Orléans et les Bourbons d'Espagne : car ceux-là ne s'étaient pas sincèrement soumis à une renonciation qu'ils désavouaient, comme imposée par la guerre. Ce parti de la Maison d'Anjou gagnait trop à rendre suspecte la filiation de la Maison d'Orléans pour ne point saisir la première apparence et accréditer la fable utile à ses desseins.

L'incrédulité bizarre du chef même de la Maison d'Orléans, Louis le Pieux, qui avait abdiqué les honneurs du monde pour se retirer à Sainte-Geneviève, le servit à souhait. La solitude, l'austérité et l'étude forcenée de la théologie avaient quelque peu dérangé l'esprit de ce petit-fils de Louis XIV et de M^{me} de Montespan, prédisposé à la folie par le quartier Mortemart. Les mémoires d'un chevalier de Béthune l'avaient initié à une métempsychose qui se mariait tant bien que mal avec le christianisme. Selon ces songeries, les personnes qu'on estimait ne mouraient pas ; elles quittaient simplement la terre pour reparaitre ensuite. C'est ainsi que le duc d'Orléans se refusait à admettre la mort de l'abbé d'Houteville, son bibliothécaire, décédé en 1744, celle de M^{me} de Gontaut qu'il avait aimée et dont il fit maintenir obstinément la pension sur ses états de dépenses, celle de Philippe V, roi d'Espagne et de sa fille, la première Dauphine¹.

Par quelle fantaisie s'imaginait-il que son fils Louis-Philippe duc de Chartres, ne pouvait être père ? Il s'obstina dans cette prévention presque jusqu'à la mort, se refusant à voir ses petits-enfants. « Ce qui est très singulier, c'est que si l'on « traite cette affaire avec lui, il donne des raisons si fortes et « si séduisantes qu'on a bien de la peine à le condamner. « C'est ce qui rend plus horrible la noirceur de ceux qui lui « ont mis de telles idées dans l'esprit et qui ont cherché à « les y établir par de prétendues preuves². » Lors de la naissance du duc de Montpensier, raconte d'Argenson qui servit cinq ans Louis le Pieux, une méchante pauvre lui présenta un placet pour demander aumône et récompense, car

¹ D'ARGENSON, *Journal*, éd. Rathery, VII, 429; BARBIER, éd. de la Villegille, III, 151; BESENVAL, éd. Barrière, p. 39, sq.

² LUYNES, X, 91.

M^{me} la duchesse de Chartres lui avait acheté son enfant pour le supposer à la Maison. « Depuis cela, il avait cru, avec une foi de martyr, que ce fait horrible était véritable, comme si un ange était descendu pour le lui dire, à quoi ajoutant de la mésestime pour sa belle-fille et peu d'estime pour son fils, il avait cru tous ses petits-enfants supposés¹... »

Aussi, le 13 avril 1747, lorsque l'écuyer du duc de Chartres vint lui annoncer à Sainte-Geneviève l'heureuse venue d'un fils, fut-il mal accueilli du grand-père incrédule. M. de Chalmazel, l'envoyé de la Reine, reçut à son compliment cette réponse bizarre : « Monsieur, plaisanterie ou compliment, je suis bien obligé à la Reine ; je vous prie de la remercier de l'honneur qu'elle me fait². » Contre tout usage, le duc de Chartres dut écrire lui-même, à défaut du chef de la Maison, aux souverains et aux princes étrangers. « La vie retirée « qu'a embrassée mon très honoré Seigneur et Père, M. le « duc d'Orléans, expliqua-t-il au Pape, ne m'a pas permis de « me dispenser de faire part de cette nouvelle à Votre Sain- « teté³... »

À la Cour où Louis le Génovéfain passait pour fol et où l'on exagérât volontiers son extravagance, cette incrédulité importait peu auprès des gens de bonne foi ; mais, exploitée dans le peuple qui vénérât le prince comme un saint, jusqu'à se disputer ses hardes comme des reliques le jour de sa mort, elle pouvait compromettre l'honneur et la sûreté de la Maison d'Orléans.

Cependant la passion conjugale du duc et de la duchesse de Chartres s'éteignait. Le 21 novembre 1748, soit dix-neuf mois après la naissance du duc de Montpensier, d'Argenson aux écoutes et volontiers confident des valets, notait la première brouille du ménage.

« Le duc voit sa femme aux heures des repas, mais il fait lit à part. » Avec la satiété, la lassitude est venue. La sépara-

¹ D'ARGENSON, VII, 129.

² LUYNES, VIII, 182.

³ Arch. Nat., R¹ 827. Le duc de Chartres dut même présenter au roi un mémoire à ce sujet, peu après la mort de sa grand'mère (1^{er} février 1749). Voy. CHOPPIN DE JANVRY. *Un saint à la Cour de Louis XV. Le duc Louis d'Orléans* (Le Correspondant, 25 janvier 1889).

tion s'affiche en 1749 ; au mois d'août, le duc part pour Bourbonne soigner une nouvelle entorse, mais seul cette fois¹. La duchesse montre un amant couchant, le comte de Melfort, avec qui elle s'égare sans vergogne dans le bois de Boulogne². Le ménage, après avoir amusé le public de ses ardeurs, l'occupe de ses brouilles et de ses chamaillis. Désormais, s'ils logent encore ensemble, chacun suit sa fantaisie avec la même franchise qu'il apportait naguère aux amours légitimes.

Ces libres mœurs et les propos hardis de la duchesse de Chartres effacèrent aussitôt le souvenir des premières années de fidélité conjugale. L'on expliqua par cette inconduite la prévention de Louis le Génovéfain contre ses petits-enfants, et d'enfant supposé, le duc de Montpensier devint enfant adultérin³.

Il se peut que la princesse, fanfaronne de vice et qui se riait des médisances, ait contribué à établir cette fable par une de ces boutades⁴ dont elle se plaisait à étonner les gens et dont son *Testament*⁵ en couplets donne une verte idée. La calomnie, si peu sûre de son fait, ne sut à quel nom se tenir. Le nom et la personne varia suivant les bouches et selon l'hostilité ou la haine : on cita le comte de Melfort, le cocher Lacroix, l'abbé de Martin⁶, qui se vantait lui-même d'être le père du prince. Les royalistes, pendant la Révolution et la Restauration, choisirent pour le régicide l'origine la plus vile : fils du cocher Lacroix, Philippe-Egalité avait été renié à bon droit par Louis d'Orléans. Ce cocher, affirmait la tradition anti-orléaniste, vivait encore à Paris en 1810 ; il rappelait à s'y méprendre le prince maudit, qui, un jour de cynisme, l'avait avoué pour père⁷.

¹ LUYNES, IX, 462.

² D'ARGENSON, V, 495.

³ Voy. la chanson sur la Cour et les courtisans (1748). RAUNIE, VII, 125.

⁴ Comme on l'avait priée de nommer le père de son fils parmi les amants que lui attribuait la chronique, elle aurait répondu :

« Quand on tombe sur un fagot d'épines, sait-on celle qui vous a blessée ? » (LAURENTIE, *op. cit.*, III, 359).

⁵ Voy. RAUNIE, VII, 304.

⁶ OBERKIRCH, *Mém.*, II, 82.

⁷ Il aurait été cocher chez le banquier Duruct. Voy. L.-G. MICHAUD, *Biographie de Louis-Philippe d'Orléans*, p. 13, note.

Les faits et les dates démentent ces calomnies incertaines et contradictoires, imaginées après coup par la haine politique. Laurentie, l'historien sévère de la Maison d'Orléans, toujours prêt à l'anathème, n'a pas osé les prendre à son compte. « On se vengea du prince scandaleux en lui disputant sa naissance. On ne pouvait croire à tant de perversité, si son origine même n'était souillée ; on rappela les débauches de la mère pour expliquer l'avilissement du fils ... et on voulut que Louis-Philippe fût né de ses adultères avec un cocher...¹ » Si les pamphlétaires en appellent à la ressemblance, ne suffit-il point de comparer les portraits de Louis-Philippe le Gros et de Philippe-Egalité pour reconnaître le même type en deux générations : même port de tête engoncée dans les plis du menton, même visage replet, même front fuyant, mêmes yeux bien fendus sous l'arc prononcé du sourcil, le nez gras, bourbonien, un peu tombant, la bouche humide et sensuelle². De Louis-Philippe le Gros à Louis-Philippe roi, le rapport ne frappe pas moins ; la filiation du grand-père au petit-fils est affirmée par les portraits.

Les contes d'enfants supposés ou illégitimes encombrant à satiété l'histoire des dynasties, dont le droit ne réside que dans les procès-verbaux d'accouchement. « C'est un problème de « savoir si la calomnie trouve plus d'appui dans la malignité « naturelle à l'homme que dans son amour pour les choses « extraordinaires, qui lui fait rejeter tout ce qui est simple et naturel³. » Peu de princes qui n'aient vu contester leur naissance. Les écrivains légitimistes qui, invoquant la répugnance de Louis XIII pour l'hymen, tiennent Monsieur, chef de la Maison d'Orléans, pour fils de Mazarin, n'ont pas remarqué qu'ils avilissaient par là même son frère aîné Louis XIV et toute sa descendance. En dépit de l'aveu fanfaron qu'arracha peut-être au prince le mépris de la calomnie, Philippe-Egalité ne doutait point de son père Louis-Philippe

¹ LAURENTIE, *op. cit.*, IV, 5.

² Comparer entre autres le portrait du père gravé par Le Beau (1775) d'après de L'Orme et le portrait du fils en chevalier du Saint-Esprit, peint par Gallet (Musée de Versailles).

³ SÉNAC DE MEILHAN. *Du gouvernement, des mœurs et des conditions en France*, Hambourg, 1795, p. 39.

le Gros et il se traitait comme son fils : observant dès la quarantaine le régime des jockeys, ne buvant que du vin blanc coupé d'eau, il tâchait à se préserver de l'obésité paternelle et de l'apoplexie, cet héritage que les d'Orléans se léguaient de père en fils¹.

*

Fils d'amours légitimes et manifestes, le duc de Montpensier fut ondoyé, le jour même de sa naissance, au château de Saint-Cloud, par Messire Jacques Prieur, aumônier de la Maison, en présence du curé de la paroisse, suivant la permission de l'Archevêque de Paris, datée du 5 avril. Puis le prince anonyme, qui devait attendre un nom jusqu'à l'âge où il recevrait le supplément des cérémonies du baptême, fut remis aux mains de la marquise de Rochambeau, sa gouvernante. Désignée et donnée par la grand-mère Conti, cette respectable Vendômoise, déjà quinquagénaire et fort grosse, avait l'humeur sereine d'une aimable conteuse qui prit du charme avec l'âge ; peu agréable aux hommes par sa laideur rubiconde, elle avait de quoi plaire aux enfants². Avec elle l'honnêteté et la sagesse se penchèrent sur le berceau ducal.

Trois femmes du commun, établies à Saint-Cloud, se succédèrent pour achever la nourriture de l'enfant. Un service de cinq femmes et de deux valets assistait la gouvernante. Le prince habita, hiver comme été, le château de Saint-Cloud, ce palais des eaux vives, des verdure et des horizons, d'où l'on cueillait Paris d'une seule vue et dont le parc profond s'étendait jusqu'aux avenues de Versailles. La faculté recommandait ce séjour pour la pureté de l'air.

L'un des premiers jours de février 1752, les Parisiens l'aperçurent pour la première fois par les vitres d'un carrosse : on l'amenait avec sa sœur cadette³ à son grand-père moribond qui l'embrassa en maugréant. Ce fut l'unique entrevue de Louis le Génovéfain avec son petit-fils et la

¹ ROUZET DE FOLMON, *op. cit.*, I, 190 et IV, 120.

² GENLIS, *Souvenirs de Félicie*, éd. Barrière, p. 74 ; LUYNES. VI, 410.

³ Mademoiselle, née le jeudi 9 juillet 1750.

mauvaise grâce du sauvage dévot à le reconnaître fit dire dans la suite que le saint prince, illuminé par la mort, avait rénié et maudit par avance le futur régicide.

Le 4 février, le duc de Montpensier devenait par cette mort duc de Chartres et, suivant commission du 20 mars, colonel du régiment d'infanterie de Chartres. Il n'avait pas encore cinq ans sonnés et jouait en robe sous l'œil des femmes dans l'appartement qu'il habitait conjointement avec sa sœur. De cette première enfance, aucune image, aucun souvenir ne nous est resté. Les bambins de sang royal n'avaient pas alors plus d'histoire que les petits du peuple : Louis XV ne voulait point qu'on portât le deuil de ses enfants décédés avant sept ans¹. Et la mémoire des menus gestes du petit Montpensier a disparu avec ses humbles nourrices.

Son père, qui tenait à le retirer le plus tôt possible des mains des femmes, s'était préoccupé, dès février 1751, d'obtenir l'assentiment du Roi et par lui, le consentement de Louis le Génovéfain. Le chef de famille se trouvait d'autant plus intéressé à cette décision qu'on lui proposait pour gouverneur de son petit-fils, le chevalier de Pons, son propre chambellan. Le duc de Chartres se garda bien d'aller lui parler en personne ; il en écrivit à M. de Silhouette, chancelier de la Maison, se retranchant de son mieux derrière la réponse approbative du Roi. Cette lettre si embarrassée et si respectueuse montre bien la gêne qu'apportait aux affaires de la Maison l'humeur de Louis de Sainte-Geneviève.

Au Palais-Royal, ce jeudi 18 février 1751.

« Vous lui réitérerez les assurances de ma soumission la
 « plus respectueuse et vous lui demanderez s'il approuve et s'il
 « autorise le choix du chevalier de Pons, si le chevalier de Pons
 « peut lui en aller demander son agrément et si j'en puis parler au
 « Roi comme d'une chose autorisée par mon Père. Vous lui direz
 « aussi que je lui demande pour mon fils l'appartement qu'il
 « occupait au Palais-Royal et s'il veut bien avoir la bonté d'ap-
 « prouver les dépenses qui pourraient se trouver nécessaires pour
 « mettre cet appartement en état de recevoir mon fils...

¹ LUYNES, VII, 141.

« Vous n'omettez de faire connaître à mon Père que le respect et la timidité m'ont retenu et empêché de lui aller parler
« moi-même de tout ce que je vous charge de lui dire... »

L. PHIL. D'ORLEANS.

Mais le prince intraitable ne voulut rien entendre : il répondit le lendemain par un billet bourru (19 février 1751) :

« Sitôt que l'on me produit une lettre du Roi, je dois me taire
« avec respect. Je n'ôterai point le chevalier de Pons de chez moi ;
« je ne donne point le logement dans le Palais-Royal. »

LOUIS D'ORLEANS¹.

Devenu duc d'Orléans le 4 février de l'année suivante, Louis-Philippe put disposer du chevalier de Pons et du Palais-Royal et agir selon ses intentions.

Le lundi 3 juillet 1752, le petit duc de Chartres quittait les femmes pour passer aux hommes : il comptait cinq ans et trois mois moins quelques jours. Son père le fit dépouiller de sa robe et examiner sous ses yeux selon l'usage ; puis il le confia au gouverneur qui le fit revêtir de ses nouveaux vêtements et le conduisit dans l'appartement qui avait été réservé.

*

L'enfant que venaient de manier médecins et chirurgiens, avait de qui tenir pour les vertus et pour les vices. Il recueillait à la cinquième génération l'héritage physique et moral d'une lignée trop voisine du trône pour que les moindres actes de chacun de ses membres ne fussent pas inscrits dans la tradition populaire comme dans la mémoire des courtisans.

Son trisaïeul, Philippe, le chef de famille, avait trouvé dans son berceau la valeur militaire de son père Louis XIII auquel il ressemblait assez pour piquer Saint-Simon — et la mollesse voluptueuse de sa mère Anne d'Autriche. Son

¹ Arch. Nat., K. 144 et Musée n° 971.

premier aumônier, Daniel de Cosnac, tenta de décider cette âme équivoque qu'avait énervée l'éducation sournoise dictée à Mazarin par la raison d'État ; mais les actes qu'il tira de lui ne furent que des velléités sans lendemain et le désœuvrement où le retint la méfiance de l'ainé-Roi, fit déborder en lui le côté féminin. Dans le soldat de Cassel, dans le « sac-à-terre » qui crânait dans les tranchées, au grand dépit de Louis XIV, l'on vit régner les goûts et les défauts d'une femme : gourmandise, coquetterie, bavardage, dévotion superstitieuse, esprit de noises et de brouilles, passion du jeu, tous travers qu'on lui pardonnerait aisément pour sa tendresse paternelle, sa bonté indéniable, son élégance, son goût des bibelots et des beaux meubles, sa bonne grâce charmante en société, sans le vice abominable qui l'asservit à ses mignons et eût déshonoré tout autre qu'un Fils de France. L'apoplexie le foudroya en plein souper, à soixante-et-un ans (9 juin 1701). La Cour regretta en lui le maître de maison qui avait fait de Saint-Cloud le palais des délices. Il jetait à Versailles « les amusements, l'âme, les plaisirs » ; lui absent, « tout y semblait sans vie et sans action ».

Son second mariage (21 décembre 1671) servit autant la Maison d'Orléans que la politique de Louis XIV. Les cours d'Allemagne formaient alors une pépinière d'épouses fécondes, élevées simplement ; elles apportaient en dot une belle réserve de santé et d'honnêteté, propre à redresser les lignées. Elisabeth-Charlotte de Bavière, fille de Charles-Louis de Bavière, comte Palatin du Rhin, Electeur de l'Empire, et de Charlotte de Hesse, rendit à son fils toutes les forces que le père avait gaspillées dans le luxe et les jouissances.

Rarement prince fut mieux doué que ce Philippe d'Orléans, II du nom, resté sous le nom de Régent le plus populaire, après Henri IV, de nos princes d'Ancien Régime. Assez de talents brillèrent en lui pour illustrer un particulier. Aucune science, aucun art qu'il n'ait essayé : peinture, gravure, musique, chimie, astronomie, mécanique. Philosophe et libre esprit, il éprouve toutes les curiosités du siècle chercheur qui commence ; il se plaît avec les savants, les artistes, mieux qu'avec les gens de qualité et sa conversation, qui s'étend sur

toutes choses, charme les académies en corps, et particulièrement l'Académie des Sciences. Mais ce ne sont là que les passe-temps d'un homme qui s'ennuie, qui s'étourdit de plaisirs et de jeux, d'une énergie qui ronge son frein.

Soldat et capitaine avant tout, il aime la guerre et s'y applique. Dès dix-sept ans, il reçoit le baptême du feu à Mons (1691) sous le regard du roi ; blessé à Steinkerque (4 août 1692) de deux coups de feu, il reparaît l'année suivante à Neerwinden (16 juillet 1693) où il mène sans relâche la cavalerie à l'ennemi. Entre deux campagnes, il avait épousé à Versailles, le 18 février 1692, Marie-Françoise de Bourbon, légitimée de France, bâtarde du roi, dans l'espoir qu'on accorderait au gendre les commandements qu'on refusait au neveu. Après sa belle fougue de Neerwinden, il attendit douze ans, douze ans de débauche, de rancœur et d'effacement au profit du duc de Bourgogne. Rappelé à l'armée en juin 1706, il montre en Italie un beau réveil d'énergie qui « le grandit de trois pouces¹ » et l'entraîne aux aventures d'Espagne où l'ardeur de l'action et l'ivresse d'agir seul lui soufflent l'idée de garder le trône que Philippe V ne sait défendre. La haine de M^{me} des Ursins le dénonce à la Cour comme un usurpateur. Dans l'épidémie de rougeole pourprée qui emporte, avec tant de personnes, trois dauphins, coup sur coup, la calomnie voit le maléfice de l'élève d'Humbert : désespéré, il réclame des juges et la Bastille. Mais il était si bon, si faible, si incapable de haïr que, devenu maître, il accueillit dans les Conseils ses propres ennemis. La Régence le produisit en plein jour, avec tous ses défauts, ses talents et ses bonnes intentions déjouées par « ses amies » l'indécision et la défiance, par son goût pour la division et les voies détournées. Il eût mieux vu et mieux fait, s'il avait pu s'arracher aux habitudes de débauche qui l'avaient saisi dans le désœuvrement². Grand prince à tout prendre, aimé du populaire malgré la ruine du système de Law, aimable même à ses vic-
times, comme l'avocat Barbier qui ne peut s'empêcher de lui

¹ MADAME, *Corresp.*, trad. Jaeglé, 2^e éd. II, 43.

² SAINT-SIMON, éd. Chéruel, XII, 258 et 440 ; Em. Bourgeois, *Le secret du Régent*, p. 5 sq.

rendre justice¹, il plaira toujours par la richesse de sa nature, sa bonté désarmante, son incroyable oubli des injures. Prince d'action plutôt que de parade auquel la destinée, en la personne de Louis XIV, fut avare d'occasions autant que la nature avait été prodigue, il trouva trop tard et trop peu son emploi, et souffrit de vivre sous la discipline d'une monarchie installée. Tempérament de prétendant plutôt que de roi, il eût aimé conquérir un royaume comme Henri IV, moins par convoitise d'une couronne que pour la joie de la conquête et l'enchantement des intrigues².

Ce soldat affable et libertin engendra un dévot sauvage et replié qui ne parut point aux armées. Ame d'étude et de pénitence, Louis d'Orléans dit *le Pieux*³ tenait de sa mère Marie-Françoise de Bourbon, qui retrouvait en lui sa propre nature, ce combat de l'amour et du jubilé qui agita quelques mois avant sa naissance, Louis XIV et M^{me} de Montespan, séparés par les remords du carême, mais bientôt réunis. Ce débat qui se continuait, selon M^{me} de Caylus, sur le visage et dans le caractère de leur fille adultérine, se perpétua chez leur petit-fils qui prit au quartier Mortemart un brin de folie. Né frère, délicat et pieux, il connut une fringale de plaisirs⁴ qui amusa son père, mais il se rangea tôt et s'offusqua de travailler avec l'impudent Dubois. Tendré époux d'une princesse de Bade qui vécut juste pour lui donner un fils, il se recueillit dans le veuvage, heureux de lutter contre la concupiscence. Choqué bientôt par les mœurs de Louis XV, découragé par son inaction et son impuissance politique, il se retira à Sainte-Geneviève après avoir marié son fils. La prière, la charité et l'étude le retranchèrent peu à peu du monde. Ses lubies de solitaire le rendirent importun à sa Maison, ridicule à la Cour et à la Ville. Mais les provinces et le petit peuple de Paris, reconnaissants à sa bienfaisance, respectueux de sa sainteté, le révérent⁵. Il exerça de fait le ministère de la

¹ BARBIER, I, 193.

² SAINT-SIMON, XIII, 177.

³ D'ARGENSON, III, 159; PIERRE NARBONNE, *Journal*, 693 sq.

⁴ MADAME, *Corresp.*, II, 114 et 267; III, 53, 60, 98; D'ARGENSON, III, 368.

⁵ D'ARGENSON, VI, 175 et VII, 100.

charité en France comme à l'étranger, à Berlin, en Silésie, dans toute la chrétienté.

Ce moine bénévole, qui se mortifiait et s'appliquait à la théologie, était possédé de l'esprit de réforme et d'examen ; il tenait à remonter aux sources de l'Écriture pour éclairer sa foi. Par ce sens critique, par sa passion pour les sciences naturelles qu'il cultivait avec Guettard, il appartenait à son siècle. Son testament si ferme et si net témoigne d'une foi virile, rare chez les princes, voire même chez les particuliers : on n'eût pas attendu pareille force d'âme du maniaque qui amusait la Cour.

Son fils, Louis-Philippe, dit *le Gros*, Allemand par sa mère « jusqu'au bout des ongles¹ », d'esprit court, mais de sens exigeants, renoua la tradition militaire et sensuelle de la famille. Bien élevé et tenu de près par son précepteur Balleroy qui lui prêchait l'économie et le confiait au marquis d'Argenson pour l'entretenir de politique², — suivi avec sollicitude par son père qui ne craignait rien tant pour lui que le démon de la chair et le péché mortel, il devait vivre de tutelle en tutelle, échangeant celle de son gouverneur pour celle de sa femme, puis, veuf, celle de sa maîtresse Marquise pour celle de son épouse secrète M^{me} de Montesson.

A quinze ans, c'était un garçon lourd et corpulent, très civil, plus estimable qu'aimable et que l'on songeait à marier, crainte des maîtresses et vu la hâte du père de se retirer dans la dévotion et l'étude. M. de Balleroy, en bon gouverneur très attaché à la grandeur de la Maison, l'avait guidé dans sa conduite déférente envers le Roi comme dans le tendre sentiment qui le portait vers Madame Seconde, Henriette de France. Ce mariage, qui eût géminé les droits au trône des princes d'Orléans, faisait rêver tout haut leurs clients. Mais la défiance du vieux Fleury rejetait leurs espoirs sur une alliance étrangère — où là aussi il ajournait et contrecarrait leurs démarches. Ce qu'ils craignaient le plus arriva. De guerre lasse, Louis le Pieux, qui ne s'obstinait guère devant les traverses, se déclara pour M^{lle} de Conti,

¹ D'ARGENSON, II, 386.

² *Ibid.* III, 49, 115.

le parti qu'il décriait, la veille encore, auprès de son fils¹.

Du moins si le sang et l'exemple des Conti lui répugnaient, la jeune princesse lui agréait-elle par toute sa personne. Belle comme le jour, elle exauçait le souhait qu'il formait pour son fils, celui d'une épouse désirable qu'il pût aimer fidèlement. A cette beauté répondait une éducation que sa mère Louise-Elisabeth de Bourbon-Conti avait surveillée à dessein, car elle avait entrepris et médité de loin ce projet de mariage.

Née le 20 juin 1726, Louise-Henriette de Bourbon-Conti sortait à peine du couvent ; elle montrait la fraîcheur et la modestie d'une vie pieuse et régulière. En compagnie de sa mère qui ne la quittait point, elle paraissait dans le monde qui louait sa gaité et son maintien. Quand elles soupaient en ville, la mère, laissant la compagnie et le jeu, se levait à huit heures sonnant pour mener coucher sa fille et revenait ensuite². Elles s'étaient mises l'une et l'autre sous la direction de Jomard, curé de Versailles, qui publia le mariage le premier dimanche de l'Avent 1743. Elles ne manquaient aucun office ; après, elles n'y reparurent plus³. Cette éducation attentive, qui jurait avec les mœurs des Bourbon-Conti, avait levé toutes les hésitations du duc d'Orléans. Le duc de Chartres, qui d'abord n'avait témoigné aucun empressement pour sa fiancée, s'enflamma d'une passion juvénile. Les deux jeunes gens qui sortaient de tutelle, se trouvaient à l'avenant, aussi neufs, aussi curieux. N'allèrent-ils pas à l'Opéra, pour la première fois, le surlendemain de leur mariage ? Jusque-là le duc de Chartres n'avait eu permission que d'aller aux spectacles de la cour.

Dès novembre 1744 le gouverneur Balleroy, qui gênait décidément les ébats du jeune couple⁴, fut disgracié et Louis-Philippe tomba sous la tutelle de sa femme, qui, joignant l'esprit à la fermeté, domina Saint-Cloud comme le Palais Royal.

Les services militaires relèvent un peu cette jeunesse

¹ D'ARGENSON, III, 173 sq.

² LUYNES, V, 184.

³ NARBONNE, *op. cit.*, 614, note.

⁴ LUYNES, V, 183, 227 et VI, 136.

débonnaire. Durant la guerre de Succession d'Autriche, il paya de sa personne dans les campagnes de Flandre et d'Allemagne de 1742 à 1747. Dettingen¹, Fontenoy, Raucoux, Lawfeld furent les belles journées de sa vie. Mais il n'était ni assez décidé, ni assez appliqué pour échapper à la destinée inactive de sa Maison et obtenir un commandement d'armée². Il trouva un regain d'honneur à Hastenbeck³ pendant la campagne de 1757, puis ce fut l'oisiveté sans retour. Louis XV, qui aimait en lui ses propres défauts, le goût de l'amusement et l'horreur de l'application, le retint auprès de lui, beaucoup par défiance, un peu par amitié⁴. Ce prince, qui eût pu faire figure de soldat, ne resta qu'un bon vivant, bonhomme un peu berné, croyant et suivant le dernier venu⁵.

Privé de son « Burrhus » Balleroy, il dépensait sans gloire sa sève allemande et sa vigueur plantureuse dans les plaisirs, le bruit et le mouvement de la chasse où il se rompait le corps en chevauchées violentes ; sa lourdeur lui occasionnait maintes chutes et entorses⁶. Peu de goûts et des moindres ornaient ce désœuvrement de chasseur qui préférait les chevaux-aux livres. Paresseux et sans curiosité, il ne voit dans les arts, quand il devient bâtisseur, que le moyen de meubler les belles demeures ; bibelotier, il réunit des porcelaines de Chine⁷ ; de la littérature il ne goûte que le théâtre de salon, parades et proverbes. L'œuvre de Collé, son lecteur, donne la mesure de son goût et de son esprit. Acteur chez lui, chez le Roi, chez M^{me} de Pompadour, il jouait rondement les paysans ; son aisance amusait quand il savait son rôle. A la conversation il préférait le jeu, où il menait grand bruit⁸. Doué de plus de bon sens que d'esprit, il plaisait cependant dans le monde par sa facilité et

¹ *Campagnes du Maréchal de Noailles*. Amsterdam, 1760, t. I, 249.

² LUYNES, VI, 122.

³ BARBIER, IV, 229.

⁴ D'ARGENSON, II, 174.

⁵ BESEVAL, éd. Barrière, 73 sq.

⁶ LUYNES, VI, 424 et IX, 462.

⁷ Voy. le *Livre Journal de Lazare Duvaux*, éd. Louis Courajod. Paris, 1873, 2 vol. in-8°.

⁸ LUYNES, VII, 223 et VIII, 364, 427.

son égalité ; n'aimant point la gêne, il ne gênait personne.

Il s'accordait avec sa femme pour prodiguer fêtes et réceptions ; Saint-Cloud devenait de nouveau, comme au temps de Monsieur, le palais des délices. Toute la belle jeunesse s'y rendait de Paris, par série de plus de soixante personnes. Plusieurs jours de suite, on y donnait la comédie et des soupers de cent couverts. A Paris, ils tenaient de même la plus noble cour, présidant à un jeu effréné ; ce train somptueux endettait la Maison d'Orléans. Magnifiques dans les grands spectacles, dans les dépenses qu'il ne voyait point, mais avare de son argent de poche, Louis-Philippe se retirait parfois du jeu avec un gros gain¹. A ce jeune prince longtemps retenu, cette fièvre d'amusements ne suffisait pas. Quand il fut délaissé par sa femme, il se rua dans les plaisirs, courant les ruelles et les filles, passant trois ou quatre nuits de suite sans se coucher, maltraitant sa santé comme ses affaires. En mars 1755, ce viveur de trente ans souffrait d'une grosse attaque de goutte et son médecin le prévint que s'il ne réglait pas ses mœurs, la faculté ne répondrait plus de ses jours².

Ainsi vivaient les parents du jeune duc de Chartres, tandis qu'il poursuivait son éducation sous la direction cérémonieuse du chevalier de Pons.

*

De Monsieur, frère de Louis XIV, à son arrière-petit-fils, Louis-Philippe le Gros, les princes d'Orléans, malgré les différences individuelles, gardent un air de famille très frappant. Soumis de père en fils à la même destinée, entraînés aux mêmes espoirs, chagrins des mêmes déconvenues, ils se ressemblent de gestes et d'attitude. A la parenté du sang se joint la parité du destin qui façonne sur des circonstances identiques tempéraments et caractères et leur impose un uniforme.

Ils partagent leur vie entre la guerre et les plaisirs, selon

¹ LUYNES, XI, 340.

² D'ARGENSON, VI, 153 et VIII, 442.

les événements et surtout selon la bienveillance du Roi. Ils choisiraient plutôt la guerre, si la défiance royale ne défendait aux cadets de s'illustrer, de se montrer à l'armée et aux provinces. Plus le souverain s'éloigne de ses sujets par une étiquette asiatique, moins les princes et les grands peuvent s'approcher des soldats et des peuples, par des campagnes et des voyages. Eux aussi doivent se figer dans la représentation, simples officiants du culte royal. « Dans les monarchies, l'homme qui a de l'énergie n'a souvent d'autres ressources que les plaisirs. » Ce mot désenchanté de Sénac de Meilhan¹ explique le destin de la noblesse française, du jour où la monarchie toute puissante a supprimé les luttes et les troubles où se formaient les caractères, où se dépensaient les tempéraments. La pire inquiétude pour l'homme bien né est de ne pas trouver son emploi. La monarchie mourut d'avoir négligé l'énergie de sa noblesse. Les princes d'Orléans se sont livrés d'autant plus aux plaisirs que les aînés régnants multipliaient leurs ressources et leurs moyens, voulant suppléer par les richesses et les apparences de grandeur aux réalités qu'ils leur refusaient dans le gouvernement et à l'armée.

Les femmes ont sauvé la Maison qui risquait de s'anéantir dans la mollesse. Chacune d'elles compte, soit par la santé et la vertu, soit par la force de l'esprit et la grâce. L'heureuse alternance dans les mariages de l'Allemande et de la Française servit la lignée à l'insu des calculs matrimoniaux. L'une renouvelle et rafraîchit le sang, l'autre pourvoit aux grâces du corps et de l'esprit. L'Allemande recrée le type et l'épaissit, la Française l'affine à nouveau, lui rend l'air de chez nous. La branche d'Orléans reste plus nationale que la branche aînée, trop fournie de sang étranger.

Dès la tige même de la race, les héritiers du nom d'Orléans tiennent fort de la mère. Il semble que le père n'ait plus une nature assez franche, assez vive pour l'imposer dans l'hymen et la transmettre à son rejeton.

Vis-à-vis de Monsieur, joli, féminin et vicieux, Madame, la

¹ *Considérations sur l'esprit et les mœurs*, Londres, 1787, p. 106.

Palatine, robuste et dodue, respire la santé, l'honnêteté ; virile autant que son mari est efféminé, elle déborde de bon sens et de vertu grognonne. On respecte en elle une personne consistante, sûre, tout d'une pièce, fidèle dans l'amitié comme dans la rancune¹. Trop entière, plus estimée qu'écoutée, cette rude Allemande n'agit guère sur les affaires de la Maison. Si elle transmet à son fils le Régent son embonpoint, son visage large et haut en couleur, son menton à replis, sa gaucherie à la danse, ne lui doit-il pas cette valeur franche et modeste, ce ressort qui parfois le redressait et laissait tout espérer de lui ?

Avec M^{lle} de Blois, s'insinue dans le sang d'Orléans l'orgueil espagnol de Louis XIV, l'esprit et la folie des Mortemart. Du grand Roi, elle tenait quelque esprit d'ordre, des Mortemart plus de hauteur et d'esprit que de beauté, assez belle cependant au regard des autres femmes, mais laide aux yeux de sa mère et de sa tante qui lui reprochaient sa disgrâce. Née et élevée en cachette, elle resta jusqu'à son mariage la plus délaissée et la plus maussade de ces enfants illégitimes. Elle modela à son image le visage et l'âme de son fils Louis d'Orléans, qu'elle aimait avec passion autant qu'elle négligeait ses filles. Une sympathie les unissait elle et lui, égale à l'antipathie qui les séparait l'un et l'autre du Régent. Yeux bridés, nez fin, bouche menue, les traits sans proportions de la mère se retrouvent chez le fils taciturne, frêle, mince de taille, né fatigué².

Mais, plus haute que tendre, entêtée de sa naissance, elle se souciait moins de son fils et de la Maison où elle était entrée que de son droit de bâtarde. Son esprit si délié, qui se possédait dans les plus vifs mouvements de l'âme³, servit peu à son frère le duc du Maine qu'elle préférait aux siens, encore moins à son fils dont l'intérêt s'effaçait devant son propre orgueil⁴. Par sa longue vie, par l'autorité qu'elle garda jusqu'au bout

¹ SAINT-SIMON, XI, 204.

² Voy. Bibl. Nat. Est. collect. Hennin, le portrait de M^{lle} de Blois le jour de son mariage avec le duc de Chartres et, de Louis d'Orléans, le portrait peint par Ch. Coypel, gravé par P. Drevet.

³ SAINT-SIMON, XVI, 71.

⁴ D'ARGENSON, III, 256 et 319 sq.

sur ses entours, elle semble la princesse éminente de la Maison, celle qui a le plus agi sur l'histoire de la famille.

Elle maria son fils et son petit-fils, selon son goût, à l'encontre des visées politiques de la Maison. Pour son fils elle choisit Auguste-Marie-Jeanne princesse de Bade, fille de Louis-Guillaume prince de Bade-Baden, généralissime des troupes de l'Empire, et de Françoise-Sibille de Saxe Lawembourg : cette bru modeste¹, qui lui devrait son rang de première princesse du sang, ne la chicanerait point sur ses prérogatives de Fille de France et d'Altesse Royale. Blanche et potelée, la petite princesse se soumit aux volontés de sa belle-mère. C'est pour lui obéir, dit-on, que prise à Versailles des premières douleurs de l'enfantement, elle prit en voiture le chemin de Paris pour accoucher au Palais-Royal. Elle se trouva mal en chemin et, le jeudi 8 août 1726, elle mourait des suites de ces couches pénibles, n'ayant pas vingt-deux ans². Restait son fils Louis-Philippe, né l'année précédente, le 12 mai 1725, témoin vivant de sa rondeur, de sa figure et de son esprit un peu communs.

Quel dommage porta à la Maison ce veuvage prématuré de Louis d'Orléans ! il le livra à toutes les bizarreries auxquelles il se trouvait enclin, il le désarma devant sa mère impérieuse qui vécut au Palais-Royal, « en reine détrônée³ » jusqu'au samedi 1^{er} février 1749, âgée de 71 ans, assez pour faire triompher auprès de son fils et de son petit-fils les menées de la princesse de Conti et voir naître son arrière-petit-fils, le duc de Montpensier.

Par la faute de cette douairière hautaine, la Maison d'Orléans tombait une fois de plus en quenouille. Comment Louis-Philippe le Gros se maintiendrait-il devant Louise-Henriette de Bourbon-Conti, digne héritière de cette lignée libertine et remuante, en marge du trône et qui se dédommageait par ses libres allures de l'éloignement de ses espoirs, gaspillant dons et talents en impertinence, fugues et scan-

¹ BARBIER, I, 206. Bell a peint le portrait de cette princesse en 1725 ; l'original se trouve à Rastadt. Le Musée de Versailles en possède une copie d'Alluys.

² BARBIER, I, 243.

³ D'ARGENSON, III, 256.

dales ? Aussi bien ce mariage était-il désapprouvé par les conseillers de la Maison qui auraient souhaité pour Louis-Philippe la main d'une princesse allemande, telle la seconde fille de l'Electeur de Bavière, capable d'appuyer son gendre contre la Maison d'Espagne, en cas de compétition à la couronne de France¹.

Petite-fille de François-Louis de Bourbon, prince de Conti et de la Roche-sur-Yon, dont l'esprit et la grâce enjôlaient tout le monde, courtisans et cordonniers, malgré la malveillance royale, — qui plaisait à toutes sans être bien fait, — assez aventureux pour être ambitieux, mais trop amoureux pour conquérir une couronne, heureux en fin de compte que les circonstances ne l'aient pas mis à même de tromper les espoirs qu'il promettait² — fille de ce Louis-Armand, plus lettré que soldat, aussi spirituel que crapuleux, Louise-Henriette avait été élevée avec soin, comme tous les Conti, par une mère entreprenante et tenace, capable de « remuer l'Achéron » pour tirer un trône à son fils³. Retenue d'abord par l'éducation, la générosité de son sang déborda quand elle se vit la femme libre d'un mari faible et timide. Dès lors, la fantaisie dévora sa vie qu'elle voulut courte et bonne. Brune candide et piquante à la fois, aux yeux brillants et tendres, à la bouche amoureuse, elle ravissait par une grâce toute franche que ne gâtait pas une tenue négligée et le défaut du buste qu'elle portait en avant⁴. Mais les plaisirs, les nuits blanches, les voyages répétés, les ragoûts singuliers à l'esprit-de-vin et à l'eau de la reine de Hongrie⁵, lui surchauffèrent le sang et boutonnèrent son visage, grêlé par la petite vérole en 1754⁶.

Sa verve hardie la portait à toutes les fanfaronnades et à toutes les extravagances ; elle aimait à étonner et à déconcerter⁷ ; mal lui en prit pour sa réputation et sa mémoire. On

¹ D'ARGENSON, III, 173.

² Voy. le portrait de ce prince écrit par Lassay.

³ D'ARGENSON, IV, 175 sq.

⁴ CASANOVA, *Mém.* Bruxelles, 1879, II, 272 sq.

⁵ D'ARGENSON, VIII, 240.

⁶ LUYNES, XIII, 164.

⁷ MOREAU, *op. cit.*, I, 170.

prit pour effronterie de mœurs ce qui n'était qu'effronterie d'esprit. Elle ne pouvait retenir un bon mot sur ses lèvres et on lui en prêta auxquels elle n'avait pas songé. Ceux et celles qu'écorchaient ses mots redoutables, se vengèrent en feignant de la croire quand elle se calomniait elle-même. Selon le témoignage du prince de Montbarey¹, qui ne la goûtait guère, elle n'accueillait pas tous les amants qu'on lui prêtait, mais ses manières libres et ses discours sans mesure la décriaient dans toute la France. Les papiers polissons qu'on trouva dans ses tiroirs, à sa mort, ne doivent pas nous en faire accroire. C'était là jeux de grandes dames que se permettaient même les abbés, sans peur des mots. M^{me} Dupin, la grand'mère de G. Sand, laissa de pareilles chansons à sa petite-fille. « ... J'en ai brûlé de tellement obscènes que je n'aurais jamais osé les lire jusqu'au bout et celles-là écrites de la main d'abbés que j'avais connus dans mon enfance et sortant du cerveau de marquis de bonne race... Venant d'une personne aussi chaste et aussi sainte que ma grand-mère, ils me brûlaient les yeux²... » Trouvés chez une princesse du sang et écrits à l'article de la mort, les couplets de Louise-Henriette de Bourbon-Conti, qui eussent ailleurs passé inaperçus, ont fait anecdote.

En dépit de sa réputation, elle savait la distance de la parole aux actes, elle frôlait le scandale, elle n'y tombait point. Un soir, au Palais-Royal, il lui prit d'agacer un jeune Hollandais, qu'elle trouvait joli garçon. Le jeune homme, la prenant pour une fille, voulut aller vite en besogne. Elle en fut très choquée et appela la garde. C'était là encore une espièglerie familière aux grandes dames et à quoi s'amusera plus tard Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon, la vertueuse fille du duc de Penthièvre³. Telle est l'aventure qui laissa dire que la duchesse d'Orléans recherchait l'amour des passants, la nuit, dans les bosquets du Palais-Royal et sur laquelle M^{me} Guénard, baronne de Méré, a brodé le roman polis-

¹ *Mém.*, II, 224.

² GEORGE SAND, *Histoire de ma vie*, I, 85 sq.

³ Comte DE MORIOLLES, *Mém.*, p. 5.

son¹, que citent les libellistes et des historiens sans défense. La malignité tire parti de tout ; la princesse la provoquait à plaisir, bernant l'opinion, pleine de l'orgueil d'une race qui, se jugeant amoindrie par les événements, affectait par dépit le dédain de tous et de tout.

Mère aimante et câline, juste envers son mari à qui elle demanda pardon de ses désordres, bonne au fond du cœur, car sa méchanceté s'en tenait aux paroles, cette railleuse impénitente crâna devant la mort et l'accueillit avec esprit. Elle se fit prier pour recevoir le curé de Saint-Eustache qui lui parla au nom de Dieu. « Comment, M. le Curé, c'est Dieu qui a dit tout cela ? — Oui, Madame — En êtes-vous bien sûr ? — Oui, sans doute, Madame, c'est Dieu lui-même¹. » Elle avait, comme sa mère, « ce courage d'esprit qui eût fait celui du cœur dans un héros² ». Cette acceptation du destin, en pleine jeunesse, au moment de quitter la vie qu'elle aimait et ses enfants qu'elle chérissait, relève son dévergondage ; Collé qui l'abhorre, reconnaît en elle « la plus grande intrépidité³ » : Barbier, qui goûtait sa libre pensée, respecte avec le public son « héroïsme ».

Cette mère si hardie et si délurée s'impose à son fils qui la rappellera au physique par ses yeux noirs et brillants, sa jolie taille, sa jambe belle, au moral par la fantaisie, l'esprit agressif et le mépris de l'opinion. Si elle ne sert point les desseins politiques de la Maison, du moins elle ravive l'esprit et élance le type de la race qui s'était épaissie⁴.

De Monsieur à Louis-Philippe le Gros, la famille avait singulièrement perdu en élégance et en finesse. Le visage, les formes s'étaient empâtés. Le nez si long de Monsieur, dans le fin visage qu'il montrait à la fleur de la jeunesse⁵, se gonflait maintenant dans une face bouffie et rubiconde. Louis-Phi-

¹ *Le Palais-Royal ou Mémoires secrets de la duchesse d'Orléans, mère de Philippe*, par D. F. HAMBOURG, an XIV, 2 vol. in-12.

² GRIMM, *Corresp.*, éd. Tournoux, XIV, 139.

³ D'ARGENSON, IV, 175.

⁴ Cette princesse a été peinte par Nattier en Hébé. Voy. GRUYER, *La peinture au château de Chantilly. Ecole française*, p. 286.

⁵ Voy. le portrait de Petitot, le portrait de C. Nocret gravé par Aubert et la gravure de Nanteuil.

lippe le Gros ressemble à Louis XVI par la lourdeur et la mollesse des traits¹. Hors Louis le Pieux, bizarre exception, les princes d'Orléans se sont alourdis dans les plaisirs et la bonne chère. L'obésité les prend dès la jeunesse, l'apoplexie les menace dès la force de l'âge. Elle frappe Monsieur à 61 ans et aucun de ses descendants ne dépasse ce terme. Le Régent est foudroyé à 49 ans 4 mois, Louis-Philippe le Gros succombera à la goutte à 60 ans et demi ; Louis le Pieux s'éteint avant 49 ans.

Leur mine reposée, trop fleurie, souvent bourgeonnée, indique leur oisiveté ; la détente de leurs traits dénonce l'affaissement du caractère. Ce ne sont pas des princes de bataille qui luttent pour la couronne ou la vie ; ils naissent installés dans leur dignité et leur apanage que personne ne conteste. Il leur manque les circonstances, les difficultés qui forment les grands comme Henri IV ; Monsieur lui-même ne semble s'être souvenu des troubles de la Fronde que pour mieux savourer la quiétude des temps. Assaillis de flatteurs et de rapporteurs, traités comme des malades que l'on ménage sans cesse, ils perdent toute netteté d'esprit et de caractère, toute qualité de décision et d'action. Si Louis le Pieux montre quelque tenacité dans les petites choses plutôt que dans les grandes, les autres manquent étrangement de solidité ; par faiblesse et inconsistance, ils ne persévèrent pas dans la parole donnée ; ils appartiennent à leurs entours. A peine la calomnie, qui les guette d'autant plus qu'ils approchent du trône, les émeut-elle parfois. La nonchalance les porte à la bonhomie, à l'oubli : ils se dérobent même à l'application qu'exige la rancune ou le ressentiment².

Ils tendent à s'éloigner de Versailles, où ils se sentent en tutelle, du Roi et des ministres qu'ils boudent quand des grâces leur sont refusées, pour se former une cour où ils règnent, et où rien ni personne ne les contrarie. L'étiquette royale, qui se relâche, favorise cet émiettement de la cour versaillaise en cours princières. Comme Louis XV et Louis XVI, les

¹ Voy. la gravure de Le Beau (1775), d'après le portrait peint par de Orme.

² SAINT-SIMON, I, 19 ; XII, 214, 216.

princes d'Orléans, fatigués de la représentation et de la gêne, s'éprennent de la vie privée et familière. Louis le Pieux et Louis-Philippe le Gros abdiquent presque, de leur vivant, titres et honneurs : l'un se retire au couvent à Sainte-Genève, l'autre à la campagne, à Sainte-Assise.

Leur cour s'embourgeoise. Ils vivent en famille, plus encore que le roi, la reine et leurs enfants séparés malgré eux et retenus par l'appareil royal. Aussi échangent-ils les embarras de la représentation pour les tracas domestiques. Les querelles de ménage, les brouilles, la petite guerre de mari à femme, de père à fils, de mère à fille, de bru à belle-mère troublent sans cesse le Palais-Royal et Saint-Cloud de cancan et d'éclats. Ils s'aiment au demeurant, se soignent dans la maladie et, quand vient la mort, ils pleurent comme de petites gens. Monsieur et son fils s'aimaient tendrement ; le Régent s'installait nuit et jour au chevet de sa fille préférée, couchée par la fièvre ; quand il voit sa mère moribonde, il ne la quitte point et la pleure amèrement¹, bien qu'il se souvienne encore des verges qu'elle lui avait appliquées. En octobre 1732, Louis le Pieux prend la petite vérole auprès de son fils qu'il avait tenu à garder lui-même² ; en janvier 1749, sur le désir de sa mère qui vient de recevoir l'Extrême-Onction, il cède à son entêtement et embrasse son fils en disant : « *Maman le veut*³. » Louis-Philippe le Gros veille sa femme infidèle, atteinte de petite vérole (février 1754) ; il ne la laisse que deux heures par jour, le temps de sa promenade hygiénique et la duchesse, touchée, le remercie de ses soins et lui demande pardon de ses fautes⁴. Ces tendres affections, sujettes à l'humeur et aux brouilles, rapetissent nos princes et les rapprochent du peuple qui les préfère à la branche régnante.

Pour ces princes bourgeois qui languissent dans l'inaction ou la retraite, la grande affaire est de se distraire, d'occuper le temps. Quand manque la chasse ou l'amour, ils réclament de leurs familiers la vie et l'amusement. Des goûts ornent ce

¹ SAINT-SIMON, III, 31 et XIX, 86.

² BARBIER, I, 466.

³ LUYNES, IX, 302.

⁴ BARBIER, IV, 7 et d'ARGENSON, VIII, 240.

désœuvrement : ils varient suivant l'esprit de chacun ; cependant à travers les caprices et les fantaisies, une tradition se perpétue. Le goût de Monsieur pour les meubles et les belles demeures, le goût du Régent pour les tableaux et pour les sciences sont passés avec leurs collections dans le patrimoine familial. Louis le Pieux, le plus appliqué et le plus studieux, s'est consacré aux sciences naturelles autant qu'à la théologie et à l'hébreu ; Louis-Philippe le Gros, moins intellectuel, s'est contenté d'être un amateur de théâtre, chasseur, bâtisseur et bibelotier. Ces goûts appellent autour d'eux des savants, des artistes, des musiciens, des gens de lettres, des acteurs, tous gens de peu, avec lesquels ils se plaisent non moins qu'avec leurs courtisans. Ils trouvent en eux des hommes plus nouveaux, à l'esprit plein de ressources, dont les libres allures et la familiarité les reposent de la société noble. Dans ce patronage des arts et des sciences, ils recherchent autant un passe-temps qu'une satisfaction d'orgueil, un moyen d'agir et d'échapper à leur néant politique. Au ministère des arts, ils joignent celui de la bienfaisance et de la charité, le seul que le roi et les ministres ne leur disputent point, et ainsi, rendant au pays une grande part de ce qu'ils en reçoivent, fournissent une raison d'être à leur état de princes du sang.

Les charges de la Maison, les offices de l'apanage et des terres patrimoniales, les pensions, les bienfaits, les charités groupaient autour d'eux toute une clientèle, dont l'intérêt et le dévouement les entretenaient dans le sentiment de leur rang et de leurs droits. Aussi ces princes, amoureux de la vie privée, se montrent-ils chatouilleux sur l'étiquette ; ils défendent âprement leur préséance et leurs prérogatives contre la branche régnante, contre les princes légitimés, même contre les ducs. A l'occasion, malgré l'horreur de la gêne, ils haussent leurs manières. Ce sentiment ombrageux, le sourd mécontentement où les tient la disproportion entre leur grandeur apparente et leur impuissance politique, les disposent à la fronde. Ils jugent et critiquent ce gouvernement où ils ne participent pas, comme une pièce de théâtre qu'ils regardent en spectateurs. De l'esprit frondeur, ils passent parfois à l'opposition manifeste. Il advient même que le dégoût de leur inac-

tion les soulève ; ils songent à des fugues, témoin le duc de Chartres, futur Régent, qui en 1701 s'ennuyait de battre les galeries de Versailles et le pavé de la Cour. Et il se proposait, avec d'autres jeunes têtes, « de faire un trou à la lune, tantôt pour l'Espagne et tantôt pour l'Angleterre¹. » Car au fond de l'âme, quelle que soit leur mollesse, les princes d'Orléans n'abdiquent pas leur rôle dans l'Etat : leur clientèle ne le permettrait pas. Vienne l'occasion, il semble qu'ils secoueraient leur nonchalance sous la pression de leurs conseillers et qu'ils sauraient maintenir contre leur rivale, la Maison d'Anjou, leur droit conventionnel à succéder au trône².

En 1752, le jeune duc de Chartres, héritier de ces mœurs et de ces exemples, y joignait encore la tradition des Conti dont il tenait fort par sa mère, ainsi qu'il le prouvera par la suite. Venu à la jonction des deux branches Orléans et Conti, il trouve redoublé, exagéré en lui le tempérament princier. Ces princes du sang de France se ressemblent tous par l'humeur et les mœurs ; esclaves de leur rang, ils sont astreints aux mêmes conditions qui les façonnent pareillement. Comme les d'Orléans, les Conti forment une lignée d'hommes de plaisirs, d'autant plus éhontés que, plus éloignés du trône, ils sont contraints à moins de retenue que leurs cousins. Enfants terribles de la famille royale, désintéressés à leur corps défendant des affaires du royaume, ils rompent leur ennui par des saillies de rébellion. L'arrière grand-oncle et l'arrière grand-père du duc de Chartres s'esquivalent en Hongrie pour guerroyer, malgré l'ordre de Louis XIV. « Je vous en ferai voir assez, prenez patience » leur avait-il dit ; et, non contents d'avoir désobéi, ils osèrent dénigrer dans une lettre qui fut saisie, « ce roi de théâtre quand il faut représenter, roi d'échecs quand il faut se battre. » Comme les d'Orléans, les Conti suivent une noble tradition militaire que renouvelle l'oncle du jeune duc ; la royauté absolue n'a pas éteint en eux toute énergie frémissante. Louis XIV, puis Louis XV tentèrent de détourner sur la

¹ SAINT-SIMON, III, 59.

Témoignage précis de Guettard, SOULAVIE. *Mém.*, VI, 57.

Pologne des velléités d'ambitions où leurs cousins marquèrent plus de fantaisie que de fermeté.

Cette ascendance, riche de vertus et de vices, où brillent sur un fond gris de mollesse les talents du Régent, l'esprit et la valeur de plusieurs, promet à l'enfant plus d'élégance que de force, plus d'esprit que de jugement, plus de curiosité que de vouloir. Tels sont les dons des fées aux princes voluptueux de l'Ancien Régime. Selon l'horoscope que Madame tirait de son fils, il manque à toutes ces grâces la consistance et l'esprit de suite. Quel vigoureux naturel, quelle forte éducation n'eût-il point fallu au duc de Chartres pour échapper au sang, à la tradition, à l'histoire, aux exemples flatteurs du Régent et des Conti?

CHAPITRE II

L'ÉDUCATION

« M. le duc de Chartres, sorti de la première enfance, passa à l'éducation, et alors ses gouvernantes furent des hommes, car il n'y eut guère entre ses bonnes et ses premiers instituteurs que la différence de la faiblesse des femmes à la complaisance des hommes¹. »

Le témoignage hautain de Talleyrand dépasse la vérité par malveillance. M^{me} de Genlis, si rigoureuse pour les chefs d'éducation qui l'ont précédée dans l'histoire, se montre moins cassante et plus équitable. Si, en bonne institutrice, elle déplore que l'instruction du prince ait été manquée, qu'il n'ait « appris rien² », sauf les usages, elle reconnaît du moins avec Besenval³ que l'on soigna le ton et les manières de l'élève. Malgré ce souci de politesse, l'éducation contraria peu chez l'enfant la nature et l'hérédité. Trop indulgente à sa paresse, elle resta inefficace comme souvent chez les princes : il n'en reçut aucune direction. Ce n'est pas que son gouverneur et ses maîtres eussent été mal choisis, ainsi que l'affirme le prince de Montbarey⁴.

Emmanuel-Louis-Auguste, chevalier de Pons, avait bien servi le Roi aux armées. Colonel du régiment de Bassigny,

¹ TALLEYRAND, *Mém.*, I, 149.

² *Mém.*, II, 180.

³ *Mém.*, 319.

⁴ *Mém. aut.*, II, 225.

puis mestre de camp lieutenant de l'Orléans-dragons (1749), il avait possédé à la fois la confiance du père et du fils, du feu duc d'Orléans, dont il était chambellan, et de l'ex-duc de Chartres. C'était un gentilhomme de belle tenue et de bonnes mœurs, intraitable sur l'étiquette, et auquel les malveillants trouvaient l'esprit guindé, voire de la morgue. Une fort belle figure, l'air majestueux qu'il garda jusque dans l'extrême vieillesse, sa politesse exquise lui valurent en 1752, conjointement avec la charge de gouverneur du duc de Chartres, celle de premier gentilhomme de la chambre du duc d'Orléans. Ce mentor de la Maison s'était rendu aussi indispensable dans les divertissements de Saint-Cloud et de Villers-Cotterets que dans le cérémonial. Il jouait la comédie, à faire envie aux acteurs de profession ; il incarnait notamment Alceste avec une noblesse inconnue à la Comédie Française. Le 1^{er} mai 1759, à quarante-sept ans, il devait épouser Anne-Claudine Mayneaud de la Tour, veuve du riche financier Mazade, — d'une beauté reconnue par tous, même par M^{me} de Genlis — et joindre à ses vertus celles du mari modèle. Il prit alors le titre de comte de Pons Saint-Maurice et tous deux offrirent le « tableau parfait de l'amour conjugal⁴ ».

Cependant cette belle tête, haut portée, sonnait un peu le vide pour un gouverneur. Son orgueil de gentilhomme dédaignait le savoir et la culture de l'esprit, d'autant mieux que sa profonde ignorance ne le gênait point dans la conversation, où il plaisait. Son dédain de l'étude et de la littérature s'étendait aux gens de lettres qu'il écartait de la table du prince : Collé ne l'a point pardonné à ce « Sottenville », « patricien bouffi de noblesse et vide de sens ». Le chevalier de Pons prit sa charge de haut, en homme de condition qui n'accepte que par attachement pour la Maison et sans appointements, afin de trancher sur les instituteurs. Au sous-gouverneur, au précepteur et aux autres maîtres qu'il avait désignés, il abandonna le soin des études. Lui-même ne surveilla que la politesse, les manières et le ton de son élève. Peu importait le

⁴ GENLIS, *Mém.*, II, 185. Le portrait du chevalier de Pons par Carmon-telle figure dans la collection de Chantilly.

reste : un prince en sait toujours assez quant il connaît les usages, le cérémonial et l'histoire des maisons.

Aux instituteurs eux-mêmes, il ne demandait guère autre chose. Il avait recommandé pour sous-gouverneur Etienne Lauréault de Foncemagne, membre de l'Académie des Inscriptions et de l'Académie française « homme des plus instruits de l'histoire de France, qui connaît le monde, qui a des mœurs, de la vertu, de la religion et qui d'ailleurs est gentilhomme¹. » Cette qualité emportait tout. Au sous-gouverneur était adjoint comme précepteur l'abbé Allaire « vertueux, instruit et spirituel². » Ces deux bons esprits pouvaient suppléer à l'ignorance du chevalier de Pons et instruire solidement leur élève. Mais l'enfant, déjà « prodigieusement gâté par sa mère » se déroba par indolence et par caprice. En vain l'exhortèrent-ils à l'application et se plainquirent-ils au gouverneur : le duc de Chartres avait remarqué l'indifférence du chevalier de Pons pour l'étude. Il lassa ses maîtres, M. de Foncemagne le premier qui n'avait accepté qu'à contre-cœur cette dépendance lourde à son grand âge. Ils n'enseignèrent que pour la forme et l'enfant n'en fit qu'à sa guise. Sa mémoire et sa facilité même lui épargnaient l'effort et l'engageaient à l'indolence. Il promenait sur tout une curiosité courte et inquiète, sans s'arrêter à rien, pour s'amuser plutôt que pour s'instruire. Il commença quelques sciences, quelques langues, mais n'en apprit aucune tout à fait. Dès qu'il avait effleuré une chose, il la délaissait par ennui : il comprenait et se contentait vite, comme son aïeul le Régent.

Dans ce perpétuel caprice, il marquait toutefois quelques dispositions pour les mathématiques, du goût pour le dessin et la musique. Il essaie de graver à l'eau-forte des dessins de Carmontelle³ ; il protège Mozart, l'enfant prodige, lors de ses premiers concerts (1764). Plus tard, il regrettera de ne s'être pas appliqué davantage aux langues vivantes de l'Europe

¹ Arch. Nat., K. 144.

² GENLIS, *Mém.*, II, 180. Voy. GRUYER, *Les Portraits de Carmontelle*, p. 37.

³ Bibl. Nat. Est. Album des Amateurs. Duc de Chartres : Manœuvre de Saint-Gloud, 1761.

qu'il eût aimé à parler toutes. D'instinct, il allait plutôt au pratique, mais même dans ces leçons de plaisance, son attention se fatiguait aisément. Au moins apprit-il les règles de l'orthographe, n'en déplaise à Talleyrand : ses lettres intimes le prouvent de reste.

La fantaisie seule présida à ces lâches études en la personne de Carmontelle. Dès 1759, il lui fut attaché comme lecteur avec mission « de lui remettre sous les yeux, dans les moments vides de la journée » les leçons de mathématiques, de fortifications et de dessin, « sans le désagrément qu'à presque toujours pour la jeunesse l'air de leçon et d'étude¹. » Cet agréable répétiteur était un présent du gouverneur qu'il avait accompagné en Westphalie, comme aide-de-camp, durant la campagne de 1757. « Tout le mérite militaire de « Carmontelle se réduisait à relever des plans dans la dernière « perfection, à découper savamment la dinde de son général et à dessiner les caricatures de toute la dragonaille de « l'armée². »

On comprend que ce dessinateur charmant, doublé d'un auteur de proverbes, ait plu davantage à l'enfant que ses maîtres en titre ; mais confier à un amuseur l'élève qui de lui-même songeait plus au passe-temps qu'à l'étude, ce choix donne la mesure du chevalier de Pons comme pédagogue.

L'instruction du duc de Chartres fut donc celle d'un enfant gâté : point d'attention, point d'application, nul travail. Il n'acquît aucune notion solide ; toujours lui répugnera l'étude, même la lecture. Il n'aima pas les livres : s'il regardait sa collection de tableaux, il négligeait sa bibliothèque qui renfermait surtout des encyclopédies et des ouvrages pratiques. Ainsi il ne tira point de ces années de tutelle le profit sans quoi l'instruction reste vaine : le goût du sérieux et l'habitude de l'effort. Toute sa vie l'atteste ; dès son adolescence, on peut définir son caractère : il est tout en curiosité, tout en mobilité, sans volonté aucune.

¹ *Arch. Nat.*, K. 142, dossier cité. Voy. son portrait par lui-même, reproduit par Gruyer, *op. cit.*, p. 46, et A. JAL. *Dict. critique*.

² D'ap. R. de Lédans. GRUYER, *op. cit.*, Introd.

*

S'il fut mal instruit, on ne saurait dire qu'il ait été mal élevé, abandonné à lui-même ou aux valets. « Le comte de « Pons Saint-Maurice, quoiqu'avec de l'esprit un peu guindé « et de la morgue, s'occupa de sa fortune personnelle beau- « coup plus que de surveiller son élève et laissa les sous- « ordres, les valets et les complaisants s'emparer de sa « confiance et servir tous ses goûts¹. » Le prince de Montbarey soulage ici quelque rancune : il exagère, aux dépens du comte de Pons, un reproche qui s'adresse en général à tous les gouverneurs de princes : « Les gouverneurs de « princes ne peuvent être que des gens de haute qualité qui « ont d'ordinaire plutôt le dessein de leur fortune dans l'Etat « que le soin et l'application nécessaires à un tel service et « considèrent plus l'avantage qui leur en revient que l'ins- « truction de celui qu'on commet à leurs soins²... » Le comte de Pons fit plutôt mieux que pis : trop respectueux des convenances pour rien changer à la coutume, il considéra à la fois sa fortune et son élève. Honnête homme, il l'avait entouré d'honnêtes gens ; si ses idées trop courtes et ses préjugés d'homme de condition le portèrent à négliger l'esprit de l'enfant, il ne délaissa pas sa personne. Attentif au ton, aux manières et aux mœurs, il régla la vie du prince avec le souci des formes. Meticuleux et ponctuel, il fit consigner sous ses yeux les *Principales époques relatives à Monseigneur le duc de Chartres* (1747-1776) par Fontaine, le secrétaire des commandements du jeune duc. Cette chronique, qui conte par le détail la vie toute extérieure du duc de Chartres, trahit, malgré la discrétion officielle, les préoccupations du chevalier de Pons et l'esprit de cette éducation. Elle se tait sur l'emploi du temps, la méthode de travail, la matière des leçons ; hors le sous-gouverneur, le précepteur et le lecteur qu'elle cite, elle ne nous présente aucun des

MONTBAREY, II, 225.

P. LENET, *Mém.*, éd. Michaud, p. 424.

autres maîtres. Nous savons seulement qu'ils étaient tous payés, sans distinction, à raison de mille livres par an, et qu'ils recevaient en outre cinq cents livres pour leurs frais de voiture de Paris à Saint-Cloud ou de Paris à Versailles. Le maître de dessin, comme premier peintre du duc d'Orléans, le maître d'écriture comme valet de chambre du feu duc, le maître de danse, Mellier, comme ordonnateur des bals et des divertissements de Saint-Cloud, Rousseau le maître d'armes, comme ayant déjà enseigné au grand-père et au père, recevaient un traitement particulier. Les arts d'agrément et les exercices du corps allaient donc de pair avec les lettres et les sciences ; ils l'emportaient sûrement dans l'opinion du gouverneur, indifférent au programme d'études, au nom et à la personne des instituteurs : car il croyait avec tout le monde que l'usage et le commerce des gens de qualité sont les meilleurs des maîtres pour enseigner ce qu'il faut.

Les déplacements, les maladies, les premières démarches qui initient l'élève au cérémonial, voilà les faits de cette jeunesse princière qui paraissent dignes d'être relevés. Chaque démarche, chaque cérémonie amène explication et réflexions, comme il convient en de graves sujets ; par menues remarques perce la vanité du gouverneur et du secrétaire des commandements qui s'entendent à user des gazettes pour se mettre à l'honneur en compagnie du duc de Chartres. Cette suite de procès-verbaux témoigne de l'importance que M. de Pons attachait à sa charge et de la conscience qu'il apportait à remplir ses devoirs ; il entendait sans doute proposer cette éducation en modèle et fixer les usages pour l'avenir, fixer, mais sans innover. Etablir l'usage était alors le grand souci des hommes d'ordre. Le code de l'étiquette ne pouvait s'appliquer, à coup sûr, à chacune des circonstances de la vie sociale : les prétentions de chaque Maison ou de chaque corps brouillaient à l'envi la tradition orale. Trop souvent l'on se réglait sur ce que telles personnes assuraient avoir vu ; constatés par écrit, les précédents faisaient autorité. Un gouverneur qui compte ses pas et mesure ses gestes pour l'instruction de ses successeurs échappe, sinon au reproche de frivolité, du moins au soupçon d'insouciance.

Ce chef d'éducation, étranger aux études et qui ne payait de sa personne que dans les cérémonies, obéissait à la tradition de sa charge où seule appelait la naissance, fût-on dépourvu de talents et de savoir. Il s'acquittait auprès de son élève « du service ordinaire chez tous les princes » tant à sa toilette que durant la journée. Lorsque le duc, qui mangeait seul, se mettait à table, il s'asseyait à un des côtés pour le servir ; et ce fut ainsi jusqu'à ce que le prince eût pris l'âge de se servir lui-même.

Il paraît bien que ces premières années ne l'intéressèrent qu'à demi. « Les gouverneurs des princes sont sujets à les négliger en leur enfance et à vouloir se rendre maîtres de leurs esprits quand ils commencent à leur être utiles¹. » Le chevalier de Pons s'était déchargé sur le sous-gouverneur de l'obligation de coucher dans la chambre de son élève et sur le premier valet de chambre du soin de fixer la dépense avec les marchands. Il ne se crut pas rivé à l'enfant et se ménagea des congés pour suivre les affaires de cour ; même il ne se priva point de faire la campagne de Westphalie en 1757. Aussi bien joignait-il à la charge du gouverneur du fils celle de premier gentilhomme de la chambre du père et avait-il à diriger l'un et l'autre, trop heureux de quitter la table de l'enfant pour assister le père débonnaire, qui relevait son importance. Ne le surprenons-nous pas dans une lettre écrite de Saint-Cloud à conseiller Louis-Philippe le Gros sur la conduite à tenir envers M^{me} de Pompadour² (1754) ?

Il pouvait se fier pleinement au sous-gouverneur et au précepteur qui le remplaçaient en son absence. Tous trois unis ensemble « par la plus grande amitié, la plus grande intelligence et le plus grand désir du bien de la chose, avaient « senti combien il était essentiel que M. le duc de Chartres « fût toujours observé de la manière la plus exacte et ne voulurent s'en rapporter uniquement qu'à eux seuls. Ils partagèrent ensemble les heures de la journée, de manière que « l'on peut dire que, pendant tout le temps de l'éducation, le

¹ P. LENET, *op. cit.*, p. 424.

² Arch. Nat., K. 569. Lettre inédite.

« prince n'a jamais été un moment sans une de ces trois personnes avec lui. »

M. de l'oncemagne couchait dans la chambre du prince ; le premier valet de chambre et le valet de chambre de garde y reposaient aussi, tous deux devaient chaque matin rendre compte de la nuit au gouverneur qui comparait leurs rapports pour en juger l'exactitude.

Quatre valets de chambre, un barbier et un chirurgien composaient d'abord le service du prince (3 juillet 1752) qui s'accroît avec les années. Le 1^{er} janvier 1762, sa Maison comprend, outre le gouverneur, le sous-gouverneur et le précepteur : un secrétaire des commandements, M. Fontaine ; un lecteur, M. de Carmontelle ; un trésorier, M. Montheau. Aux cinq valets de chambre s'ajoutent : un garçon d'appartement, un suisse Belair, cinq valets de pied, un frotteur et deux blanchisseuses. Le sieur Pottié Desportes, premier valet de chambre, jouait le rôle d'intendant. A lui revenait le soin des emplettes, de la garde-robe et des dépenses courantes. Il en tenait registre exact dont chaque mois le gouverneur vérifiait et visait les feuilles. Sur la foi de cette signature, le chancelier d'Orléans ordonnait au Trésor de remettre au sieur Desportes l'argent nécessaire. La dépense annuelle de la garde-robe n'atteignait pas d'abord deux mille écus, sauf quand il fallait renouveler le linge « objet fort cher ». Mais quand le jeune prince commença à paraître et dut revêtir quantité d'habits, plus recherchés et plus magnifiques, elle monta à 20.000 livres. Les dépenses courantes varièrent moins ; fixées à mille écus les premières années, elles ne dépassèrent pas dans la suite 7.000 à 8.000 livres, y compris les voitures des maîtres, quand ils venaient de Paris à Saint-Cloud ou à Versailles¹.

Le jour de l'an, le trésorier général du duc d'Orléans portait au jeune prince, de la part de son père, la somme de ses étrennes, et, le premier de chaque mois, la somme de ses menus plaisirs. L'enfant remettait aussitôt cet argent de poche au sieur Desportes qui en était comptable envers le gouverneur.

¹ Arch. Nat., R⁴ 1068.

Les étrennes fixées à cent louis passaient presque toutes dans la main des gens de la Maison, puis, quand il parut à la Cour, dans celles des gens du Roi. La somme des menus plaisirs s'accrut avec l'âge ; de dix louis par mois, elle en vint à cinquante et au-delà. Il sut les dépenser à l'occasion, en bon prince, témoin ces quarante louis qu'il glissa au fond d'un cornet de dragées pour aider un officier qui l'avait touché par sa fierté de pauvre.

Ce trait, rapporté par M. de Foncemagne à M^{me} de Genlis, atteste la bonté dans un cœur de quinze ans. Il dément le regard malveillant que Talleyrand a jeté sur le portrait de l'enfant : « Je n'imiterai pas, avait-il annoncé, ceux qui recherchent péniblement dans les mots que bégaie un enfant, l'horoscope de ses vices ou de ses vertus... » et cependant il ne se tient pas d'insinuer quelques remarques. « Son « caractère n'annonçait encore rien de saillant ; on pouvait « cependant remarquer qu'il trouvait une sorte de satisfaction « maligne à embarrasser les personnes qui l'approchaient, « espèce de méchanceté gaie, brouillonne et hautaine que la « bienveillance appelle espièglerie.

« On a remarqué aussi que, dans sa première jeunesse, il « ne montra jamais de reconnaissance ni pour ses parents, ni « pour ses maîtres et qu'il n'avait aucun attachement pour « les compagnons de ses jeux. Quoique ce soit dans les « enfants des défauts purement négatifs qui ne caractérisent « aucun penchant, cependant ils annoncent une grande « froideur de cœur. »

L'on peut s'étonner que Talleyrand, malgré son dédain des faiseurs d'horoscopes, ait péché lui aussi par observation rétrospective et qu'il ait recueilli les jugements en retour de ceux qui, regrettant d'avoir trouvé jadis le prince aimable, fouillaient dans leurs souvenirs et ceux de son enfance pour nourrir coûte que coûte la haine du régicide.

« Dès son enfance, écrit au contraire Rouzet de Folmon, « il n'avait jamais permis qu'on maltraitât en sa présence « les moins intéressants d'entre les animaux... » Si suspect que semble ce témoignage, dicté à l'auteur par la duchesse d'Orléans dans un dessein de réhabilitation, il rend sans doute

meilleure justice, car, parvenu à l'âge d'homme, le duc a fourni les preuves de sa bonté¹.

De fait, l'enfant plaisait à tous. Nous le voyons pour la première fois, à l'âge de treize ans, dans un portrait gravé d'après Carmontelle² (1760). Le père et le fils, tous deux de profil à gauche, selon la pose chère à l'artiste, regardent devant eux. Le duc d'Orléans est assis au large dans un fauteuil ; le duc de Chartres, à cheval sur le bras gauche du siège, passe tendrement le bras droit autour du cou paternel, sa jambe droite reste en l'air, tandis qu'il se tient sur son pied gauche tendu. Le profil lourd, la posture accablée du père contrastent avec la figure légère de l'enfant, à peine posé sur le bras du fauteuil. A ce moment nous n'en pouvons rien dire, sinon que ce visage éveillé promet de l'esprit et que cette grâce puérile annonce une jolie tournure.

*

Loin de rappeler le gros enfant bouffi que fut son père, il est fin et délicat, plutôt frêle. D'Argenson le jugeait, lui et sa sœur, d'une assez mauvaise venue. « Il a toujours paru
« d'une complexion délicate, surtout dans la première
« enfance, mais il s'est pourtant élevé sans donner de véri-
« tables inquiétudes et l'on crut, dès les premiers moments, évi-
« ter de l'accoutumer à de trop grands ménagements. » A la fin de 1752, une mauvaise fièvre l'affaiblit et il tarda longtemps à se rétablir. Pendant deux ans il parut languir, mais sur la fin de 1754, le chevalier de Pons, de retour à Saint-Cloud après quelque absence, le retrouve guéri et rassure le père. « Ses forces, son embonpoint, ses couleurs et sa gaité
« augmentent chaque jour et je ne crois pas en vérité qu'il
« soit possible d'y rien désirer de mieux³. »

Quelle que fût la santé des princes, un danger les guettait,

¹ Montjoie lui accorde entre toutes les grâces du maître de maison la bonté compatissante envers ses gens. *Op. cit.*, I, 76.

² L'original manque dans la collection de Chantilly.

³ *Arch. Nat.*. K. 569, lettre citée.

la petite vérole, qui emportait à l'improviste adolescents ou hommes faits et tranchait les lignées. L'épidémie de 1715, qui avait frappé coup sur coup trois dauphins, obsédait encore les mémoires. Pour assurer l'avenir de son fils et de sa Maison, le duc d'Orléans songea à l'inoculation, dont l'usage était réprouvé en France. Cette « périlleuse et détestable invention » selon l'expression du *Dictionnaire de Trévoux*, présentée dès 1727, avait été mal reçue ; ce n'est guère qu'en 1758 que les travaux de La Condamine réduisirent la prévention générale. Encore le 8 juin 1763, le Parlement rendait-il un arrêt qui l'interdisait provisoirement dans les villes et les faubourgs, jusqu'à ce que se fussent prononcées la Faculté de Médecine et la Faculté de Théologie ; car l'inoculation posait un cas de conscience : un bon chrétien peut-il se procurer une maladie à laquelle il pourrait échapper ? Libre seulement aux imprudents de se faire inoculer à la campagne, sous condition de ne reparaitre en ville que six semaines après la guérison.

Ce fut d'un bel exemple au premier prince du sang de se décider envers et contre tous et d'exposer son fils et sa Maison à ce qui ne semblait encore qu'une expérience, une fantaisie. Il demanda la permission du Roi, maître des démarches et de l'existence des princes du sang. « Vous êtes maître de vos enfants » répondit Louis XV. La duchesse d'Orléans pleura, sans décourager son mari : « Allez cependant votre chemin, lui dit-elle dans les larmes¹. » Le prince s'adressa d'abord à Kerpatry, le médecin le plus réputé de Londres pour l'inoculation. Mais sa lettre resta sans réponse, et comme les affaires entre la France et l'Angleterre allaient alors au pis, il résolut de mander Tronchin de Genève. Cet élève favori du grand Boerhave prétendait, selon de Luynes, qu'il avait inoculé 20.000 personnes sans en perdre une seule. Tronchin examina longuement le duc de Chartres ; son dos semblait s'arrondir et l'on craignait que sa mère ne lui eût transmis la bosse des Conti. Le médecin genevois le pendit à une porte, mania son corps et tit craquer ses os. Il le regarda

¹ D'ARGENSON, IX, 236.

vivre pendant plusieurs jours ; après quoi, il répondit au père du succès.

Survinrent M. de Kerpatry, envoyé par le gouvernement anglais, instruit enfin des désirs du prince, et le chirurgien écossais Ostie, qui avait pratiqué plusieurs années comme inoculateur dans les hôpitaux de Londres. Mais le duc d'Orléans s'en remit entièrement à Tronchin et la porte du duc de Chartres fut interdite à toute personne de la Faculté, sauf au chirurgien ordinaire, M. de Saint-Martin, et à l'apothicaire Lebrun, « pour être bien certain que M. Tronchin n'essuierait aucune contradiction, ce qui n'est que trop ordinaire chez les princes. »

Le mercredi 24 mars 1756, le duc d'Orléans vint prendre congé du Roi pour six semaines, selon l'usage des gentilshommes qui s'installaient au chevet des malades contagieux, et ce jour même, à neuf heures du soir, Monseigneur et Mademoiselle sa sœur furent inoculés pareillement. Le père déclara qu'aimant sa fille comme son fils, il serait bien fâché qu'on pût croire qu'il voulût tenter d'abord l'épreuve sur sa fille pour la sauvegarde de son fils¹. Défense rigoureuse fut faite à tous ceux qui n'avaient pas subi la petite vérole d'approcher l'enfant. Le sous-gouverneur, M. de Foncemagne, dut donner sur ce point l'exemple aux autres. Tout tremblait au Palais-Royal, mais la maladie prit son cours régulier « et chaque période en arrivait ainsi que M. Tronchin les annonçait d'avance. » Durant la convalescence, une sorte d'érysipèle boursoufla la figure de l'enfant ; Tronchin, se refusant à croire que ce fût une suite de l'inoculation, calma l'inquiétude ; quelques jours après l'humeur se dissipa et le visage se détendit. Dès la guérison, la duchesse d'Orléans parut à l'Opéra avec ses deux enfants ; tous trois furent applaudis « comme une bonne pièce nouvelle ».

Le duc d'Orléans récompensa magnifiquement le médecin et distribua des gratifications aux gens de son fils à ceux qui avaient servi le jeune malade comme à ceux qui avaient dû s'éloigner. Tronchin reçut pour sa part 24.000 livres comp-

¹ LUYNES, XIV, 478.

tant et une boîte d'or que recouvrait le portrait du prince et de ses deux enfants ; la duchesse y joignit le sien dans une boîte d'or, garnie de diamants. Ce succès lui rapporta davantage encore en réputation. « Il fit fureur à Paris et remporta un argent immense¹. » L'événement dépassa Tronchin et la Maison d'Orléans : ce fut la démonstration la plus brillante de l'inoculation². Cette « fantaisie » augmenta, depuis cet exemple qui parla sans doute mieux au public que les mémoires de La Condamine. Le duc d'Orléans, en servant sa Maison, avait servi le royaume et les lumières et il tint à ce que la leçon donnée sur ses enfants ne fût pas diminuée par la malveillance. Neuf ans après (janvier 1765) M^{lle} d'Orléans fut incommodée par une éruption à la peau. Les anti-inoculistes ne manquèrent pas de répandre qu'elle était prise de petite vérole. Le duc la fit examiner par quatre médecins célèbres, entr'autres par Bouvard qui passait pour hostile à cette méthode : tous certifièrent qu'il n'y avait pas la moindre apparence de petite vérole. En effet, quatre jours après, Mademoiselle se trouvait quitte et le prince ordonnait aux médecins de dresser procès-verbal du fait et de leur consultation, afin de les rendre publics.

Ainsi, dès l'âge de neuf ans, le duc de Chartres éveillait le bruit public, — héros involontaire d'une nouveauté qui semble l'acte le plus relevé de son père, ce bon vivant un peu benêt. Après cet événement, sa santé ne fournit guère matière aux nouvellistes. Au commencement de 1757, il prend une rougeole que conduit M. Petit de Reims, premier médecin du duc d'Orléans ; sur la fin de l'été 1761, des accès de fièvre le contraignent à suivre un régime. Le 15 avril 1763, il tombe malade au château de Versailles, assez gravement pour qu'on craigne une fièvre putride. Cinq jours après une rougeole se déclarait. Le Roi, instruit par Sénac, défendit qu'on le transportât et prescrivit que l'on fît passer la maladie pour une fièvre scarlatine.

¹ COLLÉ, éd. H. BONHOMME, *op. cit.*, II, 46 sq.

² Voy. DUFORT DE CHEVERNY, *Mém.*, I, 290 sq., le récit des préparatifs et des inquiétudes d'une inoculation quelques années plus tard en 1763 (lui, sa femme et son fils, âgé de 7 ans).

Hors ces maladies puériles, le duc de Chartres grandit et se développe à souhait, grâce aux exercices que Tronchin a recommandés pour lui avant son départ. Durant l'été de 1757, il commence à monter à cheval au manège de Saint-Cloud, puis aux environs, sous les yeux du comte de Lubersac, sous-lieutenant des chevau-légers que supplée souvent M. de Genouilly.

*

Cependant le chevalier de Pons ne gouvernait encore qu'un prince anonyme ; il lui tardait que son élève fût en âge d'être baptisé, nommé, et de paraître à la Cour. Ce n'est pas que le duc de Chartres eût vécu jusqu'ici en reclus ; aux approches de l'hiver 1752, il s'installait à Paris, et Saint-Cloud n'est plus pour lui qu'une résidence d'été. Le gouverneur hâte pour l'enfant l'apprentissage du cérémonial, avec quoi commence proprement son rôle et les prérogatives de sa charge. Le 22 mai 1754, le duc pose, au nom de son père, la première pierre du portail de Saint-Eustache, cérémonie en règle où le chevalier, derrière son élève, joue le premier rôle et dont il communique volontiers la relation au sieur Dardenne, garde des archives de la Maison⁴. Moins de cinq ans après, le prince assiste à une pompe plus grave, qui n'intéresse plus seulement sa curiosité d'enfant : le 2 janvier 1759, il reçoit à la porte du Palais-Royal le Saint Sacrement que le duc d'Orléans, suivi de tout un cortège aux flambeaux, avait accompagné à pied depuis l'église Saint-Eustache. Au milieu de la chambre du grand appartement maternel, il entendit, à la droite de son père, les exhortations du curé à sa mère mourante. Quand la duchesse eut reçu l'extrême-onction suivant l'usage de Paris, elle fit approcher son fils et sa fille, qu'on avait mandée du couvent de la Madeleine, et leur donna sa bénédiction. Après la communion, le jeune prince reconduisit le Saint Sacrement jusqu'à la grande porte du

⁴ *Arch. Nat.*, R¹, 1068, n° 1713.

Palais-Royal où le curé le bénit. Le 9 février suivant, à cinq heures un quart du matin, la duchesse d'Orléans mourait de la poitrine, à trente-trois ans moins quatre mois. Le père et le fils partirent aussitôt pour Saint-Cloud, tandis que le comte de la Marche, neveu de la défunte, se rendait à Versailles pour en faire part au Roi. Par lettres patentes du 2 mars, enregistrées au Parlement le 5 du même mois, Louis XV déférait au duc d'Orléans la « tutelle, administration, régime et gouvernement des personnes et biens » de Monseigneur le duc de Chartres et de Mademoiselle, et instituait M^{me} la princesse de Conti, leur grand'mère, pour leur subrogée tutrice. Le dimanche 11 mars, le tuteur, suivi du comte de Pons, prêtait serment, debout et sans chapeau, entre les mains du Roi¹. M. Dardenne, secrétaire du conseil du duc et garde de ses archives, fut agréé pour tuteur onéraire, M. de Montheau pour trésorier, tous deux sous l'avis et le contrôle du conseil de la Maison, établi conseil de cette tutelle.

Cette année 1759 ouvre la vie officielle du duc de Chartres et le rôle actif du gouverneur qui goûte enfin les flatteries de sa charge. Le prince termine sa douzième année et touche à l'âge de raison ; c'est le temps pour un prince du sang de paraître aux yeux du Roi et de recevoir le supplément des cérémonies du baptême. Le 5 octobre, le prince couche à Versailles pour la première fois ; le lendemain 6², il attend Louis XV, dans son cabinet, auprès du comte de Pons qui avait obtenu, selon l'usage, la faveur de suivre son élève à l'intérieur. Au sortir de l'appartement royal, le duc d'Orléans mène son fils chez la Reine, puis chez tous les membres de la famille royale. La Reine, qui ne doit point le salut aux

¹ *Arch Nat.*, K. 142. La lecture des serments fut faite par M. de Saint-Florentin, dans les termes qui suivent. « Vous jurez et promettez de bien « et loyalement garder, régir et gouverner les personnes de nos cousin « et cousine, vos enfants mineurs, et faire administrer leurs biens comme « un bon père et un tuteur est tenu de le faire, ainsi vous le jurez et « promettez ? ».

² Remarquons ce jour pour ceux qu'émeuvent les coïncidences et les rapprochements de dates : Louis XVI a quitté Versailles trente ans, jour pour jour, après la présentation du duc de Chartres à son aïeul. Au lendemain de la Révolution, il fut à la mode d'en rechercher les signes dans maintes circonstances antérieures. Je m'étonne qu'aucun libelliste n'ait dénoncé les 5 et 6 octobre 1759 comme présage des 5 et 6 octobre 1789.

princes du sang, ne chicane pas sur l'étiquette et embrasse l'enfant à plusieurs reprises. Les deux princes se tiennent debout chez le Dauphin et chez la Dauphine qui, non encore relevée de couches, les reçoit de son lit. Le duc de Bourgogne, le duc de Berry et les autres Enfants de France les reçoivent debout ; le duc de Chartres appelle le duc de Bourgogne *Monsieur*, malgré le Dauphin qui désire pour son fils du *Monseigneur*. Madame Infante à sa toilette, Madame Adélaïde, Mesdames Victoire, Sophie et Louise se lèvent et saluent le duc de Chartres, elles s'asseyent ensuite sur des fauteuils et les deux princes sur des pliants. Ces minuties et cette étude de l'étiquette présentaient dès l'abord au jeune duc l'image de la famille royale, plus désunie et plus troublée, à mesure qu'elle s'accroissait et se ramifiait, par le souci de marquer l'ordre de naissance et de distinguer les rangs.

Durant ce premier séjour à la Cour, il exerça quelques-unes des prérogatives de son rang : on lui fournit l'occasion de donner la chemise au Roi qui voulut bien s'asseoir pour lui en donner l'aise ; il présenta aussi la serviette à la Reine et au Dauphin, à leur dîner. Quelques dames de la cour lui firent visite, il la leur rendit et il fut aussi chez le duc de la Vauguyon, qui, comme gouverneur du duc de Bourgogne, méritait cette attention.

Cette présentation avait préparé l'enfant à la pompe du baptême. Louis XV, parrain, désigna la Reine pour marraine et fixa la cérémonie au dimanche 18 novembre suivant. Ce jour-là, à l'heure de la messe, il sort de son cabinet, précédé du Dauphin et des princes du sang. Pour la première fois, le duc de Chartres, ayant à ses côtés le comte de Pons, marche à son rang princier. Vêtu, coiffé et chaussé de moire d'argent piquée de diamants, il porte une épée d'argent. Une simple rosette de ruban blanc noue ses cheveux ; la chemise, la veste et l'habit sont attachés par derrière, prêts à découvrir le col pour les onctions. La messe dite, il remet épée et chapeau à son gouverneur et s'agenouille sur un carreau devant l'autel, entre le Roi et la Reine. Louis XV nomme son filleul *Louis-Philippe*, la Reine, selon la coutume, y ajoute celui de

Joseph, par culte pour le père nourricier de Jésus¹. Quand l'officiant prononce les mots : *Accipe vestem candidam...* Nicolas du Bouillet, comte de Lyon, évêque d'Autun, premier aumônier, pose sur la tête de l'enfant le créneau d'argent ; il l'ôte à la fin de la cérémonie et présente la plume au Roi et à la famille royale pour signer les registres posés sur un prie-Dieu ; l'aumônier de quartier fait signer les princes et princesses du sang. Puis le Roi remonte en cortège vers son appartement. Le duc d'Orléans lui renouvelle ses remerciements dans son cabinet et lui présente des dragées ; il rend la même honnêteté au Dauphin, à la Dauphine, à chacun des membres de la famille royale. Le comte de Pons, en qualité de premier gentilhomme de la chambre, porta les dragées aux princes et princesses du sang. M. Liébault, contrôleur des menus, distribua les boîtes à Versailles, aux personnes de la Cour, et, de retour à Paris, à toutes les dames du Palais-Royal². Le Roi, suivant l'usage, signa une ordonnance de 12.000 livres au nom du gouverneur, pour les gens attachés à son filleul.

Louis-Philippe-Joseph fit encore cet hiver quelques voyages à Versailles, mais il résidait toujours à Paris. Jusqu'alors il avait mangé seul : il commence à recevoir du monde à dîner, mais personne à souper, pour ne pas retarder son coucher. L'abbé Aubry, curé de Saint-Louis, qui dès 1754, avait été choisi pour confesseur, alors qu'il était premier vicaire à Saint-Eustache, le prépare à la communion et à la confirmation. Dans un entretien particulier, le curé de la paroisse s'assure par lui-même de l'instruction et des dispositions du premier communiant. Le dimanche 20 avril 1760, fête de la dédicace de Saint-Eustache, sa paroisse, le prince est reçu à la porte de l'église par le curé en surplis et en étole qui lui présente l'eau bénite et le conduit du côté droit à la stalle la plus proche de l'autel. Il communie au cours d'une

¹ LUYNES, XV, 37.

² Les sieurs Villiers et Péquet, confiseurs, fournirent à cette occasion à M. Liébault, contrôleur des menus et argenterie de la chambre du duc d'Orléans, plus de 225 douzaines de boîtes de dragées ; et le fournisseur Le Moine deux épées à garde d'argent pour les deux gardes de la manche qui assistèrent à la cérémonie. La dépense s'éleva à 9.756 livres.

messe basse : le comte de Pons et M. de Foncemagne tiennent la nappe. Puis il monte manger un morceau de pain dans la salle des marguilliers qui auraient voulu lui offrir un déjeuner qu'on refusa par convenance et respect du sacrement ; après quoi, il retourne à l'église dans sa stalle et entend la grand'messe durant laquelle il reçoit les honneurs dus aux princes du sang, descendants de saint Louis : les encensements, l'Evangile à baiser et la paix qu'on lui porte à sa place, n'étant point d'usage qu'il aille à l'offrande. Au sortir de l'église, le curé sous le porche lui présente l'eau bénite et le reconduit jusqu'à son carrosse. Desportes, le premier valet de chambre, fait l'aumône aux pauvres rassemblés et donne pourboire aux tambours de ville qui avaient battu à l'arrivée du prince : au Palais-Royal, nouvelle assemblée de pauvres, autre détachement de tambours « car, quelque peu de rapport qu'ils eussent à cette cérémonie, ces Messieurs font une occasion de tout. » Un mois après, le 24 mai, veille de la Pentecôte, le duc de Chartres se rendait en carrosse à l'Archevêché, accompagné de ses gouverneur, sous-gouverneur et précepteur et précédé de ses gentilshommes et de son confesseur. Au milieu de la messe, célébrée par l'Archevêque en habits pontificaux, il reçut à genoux la confirmation. Le lendemain, il retournait à l'Archevêché pour y exprimer des remerciements en règle, puis il gagnait Versailles et de là Saint-Cloud pour y passer l'été (24 mai 1760).

*

Désormais, le duc de Chartres est traité en personnage, il a passé treize ans, et son père s'efface à dessein pour lui ménager l'occasion de remplir toutes les fonctions de prince du sang. De cérémonie en cérémonie, il continue l'apprentissage du cérémonial et de l'étiquette.

Quelques jours avant chaque cérémonie, le Roi le fait avertir par le grand maître du jour et de l'heure où il l'emploiera. Le lundi 30 mars 1761, il conduit au Val-de-Grâce le cœur du feu duc de Bourgogne. A la nuit tombante, il monte en

manteau de deuil dans les carrosses du Roi¹ sur la grande cour des Tuileries ; il se place dans le fond à la gauche du premier aumônier qui, portant le cœur, monte le premier ; devant, vis-à-vis du premier aumônier, s'assied le duc de la Vauguyon, et, vis-à-vis du jeune prince, le duc de Brissac nommé par Louis XV pour l'accompagner. A la portière droite du côté du cœur, se tenait l'aumônier de quartier ; à la portière gauche près du duc de Chartres, le comte de Pons, son gouverneur. Les valets de pied, tenant des flambeaux, marchaient aux portières. La prieure du Val-de-Grâce, à la tête de la communauté et d'un clergé nombreux, vient dans le cloître² au-devant du cœur et échange un discours avec le premier aumônier. Après l'office célébré dans le chœur des religieuses, on passe dans la chapelle de la reine Anne où le cœur est descendu dans le caveau, au murmure des prières accoutumées. « Alors M. le duc de Chartres, après avoir
 « fait à M. le duc de la Vauguyon une honnêteté sur la triste
 « cérémonie qu'il venait de remplir, sortit, reconduit par
 « M. de Dreux et le maître des cérémonies et après avoir prié
 « M. le duc de Brissac de ne pas l'accompagner, il monta
 « dans son carrosse pour revenir au Palais-Royal. »

Le 9 juillet suivant, à Notre-Dame, il mène Madame Sophie à la cérémonie du catafalque de la Reine d'Espagne³.

Le 24 juillet, il se rend pour la première fois au Parlement ; le Roi y doit tenir son lit de justice à 10 heures du matin. Auprès de son père, il attend l'arrivée de Louis XV qu'il reçoit au bas de l'escalier de la Sainte-Chapelle. Louis-Philippe-Joseph portait manteau et habit de moire grise⁴, avec

¹ Comme c'était la première fois que le duc de Chartres montait dans les carrosses du Roi, il fit donner aux cochers vingt louis d'or.

² Le duc de la Vauguyon se mit toujours à la gauche du duc de Chartres et fit passer le duc de Brissac à sa droite, observant l'un et l'autre d'être toujours un peu plus en arrière. « Mais, dans les endroits du cloître où le passage était trop étroit, M. de la Vauguyon demandait à M. le duc de Chartres la permission de passer devant Lui, comme ne pouvant s'éloigner du cœur. »

³ Marie-Amélie de Saxe, femme de Charles III, morte le 27 septembre 1760.

⁴ « C'est une erreur de croire que le noir soit affecté pour les habits des cérémonies. On est le maître de la couleur ; cependant l'usage est si constamment suivi que ce ne fut que par la grande jeunesse de M. le duc de Chartres que l'on crut pouvoir s'en écarter. »

veste, parements et revers d'étoffe rose et argent ; au cou, le rabat de dentelle plissée formait cravate. Cette démarche ne manqua pas d'ouvrir une dispute d'étiquette. Certains parurent croire que les princes du sang ne doivent prendre séance au Parlement qu'à l'âge de quinze ans. Quelques exemples les détrompèrent : Louis d'Orléans, le grand-père, entre autres, né le 4 août 1703, avait pris séance le 10 août 1717. La présence de Louis XV ajourna le compliment que le premier président devait selon l'usage au jeune prince pour cette première séance ; mais, quand l'année suivante, le duc de Chartres revint, pour la seconde fois, à la réception du duc de Praslin (20 décembre 1762), M. de Molé, premier président, se refusa à le complimenter malgré l'avis royal, déclarant que ce discours, réservé à la première séance, « ne pouvait se remettre à la seconde, ce qui paraîtrait, contre toute règle, annuler la première. » C'est ainsi que le premier président, esquivant sa harangue, épargna au prince adolescent une réponse en public, devoir qui d'ordinaire gêne beaucoup les princes qu'effraie le son de leur propre voix. Les huissiers pensèrent autrement que M. de Molé. Ils réclamèrent au duc de Chartres doubles droits pour la séance du 20 décembre 1762 qu'ils s'obstinèrent à regarder comme la première¹.

La réception dans l'ordre du Saint-Esprit souffrit moins de dispute : le duc achevait sa quinzième année, c'était l'âge reçu chez les princes du sang pour devenir chevalier des ordres du Roi. Nommé et élu chevalier au chapitre tenu à Versailles, le jour de la Chandeleur (2 février 1762,) il se prépare à sa réception. Le 3 mai, il se rend à Conflans, maison de campagne de l'Archevêque de Paris, commis par Louis XV pour « informer de la religion, âge, vie et mœurs » du nouvel élu. Le jeune prince, curieux de visiter cette demeure, avait accepté aussitôt le dîner que M. de Beaumont y désirait lui offrir. Le comte de Pons, lieutenant général des armées du Roi, frère aîné du gouverneur, le comte de Thiard, maréchal de camp et premier écuyer du duc d'Orléans, et M. Secousse,

¹ Chaque prince du sang payait aux huissiers 50 livres pour sa première séance et 25 pour toutes les autres, sauf quand le Roi s'y trouvait : la présence royale annulait ce droit. Le premier prince du sang payait le double.

curé de Saint-Eustache, servent de témoin à cette information. Le surlendemain, le duc de Chartres, agenouillé sur un carreau, l'épée au côté et le chapeau sous le bras, prononçait devant l'Archevêque de Narbonne, grand aumônier de France, sa profession de foi, la main droite étendue sur l'Évangile que tenait debout l'abbé Le Rat, secrétaire de la grande aumônerie : son gouverneur et son confesseur, l'abbé Aubry, l'assistaient comme témoins. Le 27 mai, il communie dans la chapelle de Saint-Cloud. Le 29, il répète dans celle de Versailles les révérences et le cérémonial sous les yeux de M. de Perseville, huissier de l'ordre du Saint-Esprit. Le 30, fête de la Pentecôte, jour traditionnel des réceptions, le novice, tout habillé d'argent, chaussé de bas de soie blancs et d'escarpins de velours blanc, les épaules couvertes du manteau court de velours noir, coiffé de la toque de velours noir, garnie d'un bouquet de plumes blanches que relève l'aigrette noire, l'épée dans le fourreau de velours blanc, au cou le rabat de point plissé, arrive dans la chambre du Roi, à l'ouverture du chapitre. M. de Bignon, maître des cérémonies de l'ordre, vient l'y chercher et l'introduit dans le cabinet royal où Sa Majesté le reçoit chevalier de Saint-Michel¹. Le chapitre en cortège descend à la chapelle : le duc de Chartres, comme novice, précède les chevaliers, ayant à sa gauche son gouverneur. Louis XV s'assied auprès de l'autel, parmi les officiers de l'ordre ; le duc de Chartres s'approche entre le Dauphin et le duc d'Orléans, ses parrains. Le groupe « formait un coup d'œil ravissant. L'innocence de l'âge du « candidat., l'éclatante blancheur du costume qu'il portait, « l'embonpoint même des deux princes qui étaient à ses côtés, « tout contribuait à rehausser l'éclat de sa physionomie et de « ses forces et à donner à ce tableau une sorte de magie. Les « assistants étaient dans l'admiration ; et malgré la sainteté « du lieu, malgré le respect que commandait la cérémonie, « plus d'un ne put s'empêcher de s'écrier que ce n'était point « un enfant, que c'était un ange qu'on recevait chevalier². »

¹ Tous les novices recevaient l'ordre de Saint-Michel avant de recevoir celui du Saint-Esprit.

² MONTJOIE, *op. cit.*, I, 75, sq., témoignage peu suspect de bienveillance.

A genoux, Louis-Philippe-Joseph jure devant Sa Majesté, les deux mains sur le livre des Evangiles que tient le chancelier ; puis il signe le serment. Le prévôt de l'ordre présente à Louis XV le grand manteau de velours noir, doublé de satin orange, brodé en bordure du collier de l'ordre et au milieu de flammes d'or ; il en revêt le chevalier, par-dessus il pose le mantelet d'or vert, doublé et brodé de même. Alors le Roi prend le collier de l'ordre de la main du grand trésorier et le met au cou du jeune prince, lui disant : « *Recevez de notre main le collier de notre ordre du benoît Saint-Esprit, etc... Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit* ». Au-dessus de la nef, les dames du Palais-Royal occupaient une travée brillante et dans le bas s'étaient groupés les officiers de la Maison d'Orléans¹.

Ces pompes compassées flattèrent moins le jeune prince que son premier voyage dans l'apanage, l'été de l'année suivante. Ce fut le 4 juillet 1763 que le nouveau chevalier des ordres du Roi partit pour Villers-Cotterets², qui dépendait alors du bailliage de Crépy, capitale du duché de Valois. Le duc d'Orléans le mit en route deux jours avant lui, afin que sa présence n'empêchât point les honneurs qu'il désirait qu'on rendit à son fils³. A Versailles, le duc de Chartres se sentait soumis à une étiquette chatouilleuse qui lui rappelait sans cesse la hiérarchie de la famille royale ; à travers l'apanage, il goûta, en souverain et dans la nouveauté de ce premier voyage, des honneurs qui ne s'adressaient qu'à lui. Dès le Mesnil, bien qu'il n'eût pas encore touché les terres de la Maison, un employé des fermes vint à la portière du carrosse,

¹ L'état des menues dépenses faites pour la réception s'éleva à 8.174¹17⁹⁴. L'habillement complet coûta 3.793¹17⁹⁴ « sans y comprendre le rabat qui « avait été acheté précédemment pour la première séance que M. le duc « de Chartres prit au Parlement. L'habillement était fort magnifique et « garni d'une très grande quantité de diamants et de perles. Il est vrai « que ces dernières étaient fausses, mais on ne put pas s'en faire un scrupule, puisqu'on en avait agi de même pour les Enfants de France sur « les habits qu'ils avaient à leur baptême. » (Dimanche et lundi 18-19 octobre « 1761).

² Villers-Cotterets ne fut érigé en bailliage qu'en 1785.

³ « Dans le même temps, M. le duc de Berry partit pour Compiègne : « c'était son premier voyage et le Roi voulut qu'il le devançât pour les « mêmes raisons » *Arch. Nat.*, K. 142.

chanter des couplets de sa façon dont le refrain était répété, en musique, par une troupe de villageoises. Quatre lieues avant Villers-Cotterets, à la poste de Léviguen, une compagnie de cadets à cheval de la ville de Crépy mit à sa vue l'épée à la main et s'obstina à l'escorter sous l'orage et la pluie jusqu'à la montagne de Vauciennes. Là l'escorte s'accrut : le lieutenant des chasses du duc d'Orléans fit entourer le carrosse par tous les garde-chasse à cheval ; la troupe des cadets de Villers-Cotterets et la compagnie de l'arquebuse de Soissons les précédèrent sous la pluie continue jusqu'à l'entrée de la ville. On avait simulé des portes avec des branches d'arbres pour le prétexte d'offrir les clefs au jeune prince : le prévôt, suivi de quelques magistrats, les lui présenta. La bourgeoisie en armes bordait les rues jusqu'au château, l'averse éteignait les lumières qu'on avait disposées sur les fenêtres, bien qu'il fit encore grand jour. Le prévôt se retrouva dans la cour du château pour offrir le vin de ville avec son compliment.

Le lendemain 5 juillet, le présidial, l'académie¹ et la ville de Soissons, la ville et le chapitre de Crépy, la ville et l'abbé de Villers-Cotterets vinrent tour à tour complimenter le prince qui les écouta, chapeau en tête et l'épée au côté, et sut marquer à chacun sa sensibilité. Puis défilèrent dans la cour la compagnie de l'arc de Soissons, les cadets de Villers-Cotterets et la bourgeoisie qui avaient voulu reparaitre en meilleur ordre et en plus belle tenue que l'orage ne le leur avait permis la veille. Le soir, le duc de Chartres parcourut la ville illuminée ; tous les habitants l'acclamèrent. Le surlendemain les mêmes compagnies honorèrent des mêmes démonstrations l'arrivée du duc d'Orléans qui, le dimanche suivant, pour témoigner sa satisfaction de tant de zèle, tint table ouverte devant le château : des instruments invitaient à la danse. Quand le peuple fut attablé, les deux princes parcoururent l'esplanade ; les principaux officiers de la Maison se détachèrent pour porter dans chaque groupe la santé du père et

¹ M. Charpentier, directeur de l'académie de Soissons, dit au jeune prince : « C'est ici le lieu principal de l'apanage unique qui soit en France, apanage, titre éminent et sublime, signe toujours représentatif de l'ancien partage du royaume... »

du fils, saluées des plus vives acclamations. La foule dansa jusqu'au jour et l'on distribua force gratifications aux tambours et aux instruments qui avaient accompagné chaque corps ou mené le bal.

Les seize ans de ce prince charmant à la fleur de l'adolescence donnaient quelque sincérité à cette joie de commande. Un renom de bonne grâce avait précédé le duc de Chartres dans l'apanage. « Il était alors adoré et des Parisiens et de sa famille... » écrit M. de Lédans, l'ami et le commentateur de Carmontelle qui le crayonna à Villers-Cotterets, pendant cet été même¹ (1763). Svelte sous l'habit vert à large bordure jaune² qui découvre le jabot de dentelle fleuri d'un bouquet de roses, il se tient tête nue, de profil à droite, dans un paysage printanier, où des arbres d'un vert clair se dessinent sur un ciel bleu tendre. Ses cheveux poudrés, frisés aux tempes, se relèvent au-dessus du front et descendent en queue sur le dos ; l'air vif et dégagé dans la pose dictée par l'artiste, il porte noblement, et sur ce visage aux joues rondes l'orgueil de race le dispute plaisamment à l'espièglerie de l'enfance. Autour du col, le collier noir de Saint-Michel et le cordon bleu du Saint-Esprit aident à sa gravité contenue ; le tricorné noir jeté sous le bras gauche, l'épée à poignée d'or en verrou marquent son aisance cavalière. Cette jeune prestance, qui ne sentait ni la leçon ni l'étude, devait ravir le gouverneur.

*

Aussi gracieux et aussi fier, il pouvait se montrer aux soldats et remuer les cœurs. Des diverses fonctions princières, la plus brillante et la plus flatteuse était le commandement de parade aux armées, celle aussi que Roi et ministres rognaien le plus volontiers et que les princes cherchaient âprement à retenir et

¹ Voy. GRUYER, *Les Portraits de Carmontelle*, p. 7-8. L'original du portrait est daté par erreur de 1760 ; M. Gruyer indique la date de 1762 ; mieux vaut dire 1763, puisque le duc de Chartres y porte l'habit uniforme de Villers-Cotterets où il ne vint pour la première fois qu'en 1763.

² La culotte est verte comme l'habit, les bas sont blancs, les souliers à boucles d'argent.

à étendre. Aussi l'art et l'histoire militaires, le dessin et l'étude des fortifications, la stratégie et la tactique tenaient-ils une grande place dans leur éducation ; ils commençaient avec les jeux de l'enfance et le jeune prince recevait parmi ses jouets son premier grade et son premier régiment. A la mort de son grand-père, avant même de passer aux hommes, Louis-Philippe-Joseph d'Orléans avait obtenu, par commission du 20 mars 1752, le régiment d'infanterie de Chartres. En mai 1758, son père demanda, en son nom, le régiment de cavalerie de Bellefonds que laissait vacant le mestre de camp promu au grade de maréchal de camp¹. A ce régiment de cavalerie de Chartres était bientôt incorporé celui de Trasnignies (4 janvier 1762) dont le mestre de camp demeurait mestre de camp lieutenant en second sous le chevalier de Durfort. Le 1^{er} janvier 1764, à la veille de ses dix-sept ans, le jeune prince recevait de son père le détail des régiments de Chartres et, durant l'été, il quittait Villers-Cotterets pour passer en revue son régiment de cavalerie qu'on avait envoyé en quartier dans le voisinage, à Noyon. Le 12 août, le duc de Chartres couchait à Compiègne et le lendemain, revêtu de l'habit uniforme du régiment, — habit blanc à revers rouges, gilet blanc, culotte blanche, — menait vers Noyon, ville de l'apanage, dans son carrosse à six places, son gouverneur, les comtes de Schomberg et de Clermont-Gallerande, chambellans du duc d'Orléans, l'abbé Allaire, son précepteur et le chevalier de Foissy, son écuyer. Noyon lui renouvela les honneurs qu'il avait reçus lors de sa première entrée à Villers-Cotterets. La compagnie de l'arc de la ville se porta à sa rencontre pour l'escorter à cheval et l'épée à la main. A la porte, le maire et les échevins lui offrirent, après compliment, le vin de ville. Les officiers du bailliage royal, le lieutenant du Roi, de la ville, les officiers de la maîtrise se présentèrent ensuite tour à tour. Le long des rues, la bourgeoisie se tenait sous les armes ; les acclamations éclataient autour du carrosse. Un capucin vint à la portière haranguer le duc au nom de sa communauté ; les écoliers même lui

¹ Commission du 7 mai 1751, Régiment à 4 escadrons ; taxe payée à M. de Bellefonds, 22.500 livres.

récitèrent des vers latins et poussèrent des vivats, en faveur de quoi il leur fut accordé congé. Hors de la ville, à l'entrée de la plaine, le prince et sa suite montèrent à cheval ; il passa sur le front du régiment, puis parcourut les rangs. Après la manœuvre qui le satisfit, il se rendit au château de Varennes, chez le marquis de Barbançon, où il félicita le corps des officiers ; puis il prit en particulier chacun de ceux pour qui il avait demandé des grâces ou à qui il destinait des présents et dina au milieu d'eux. Dans l'après-dîner, un détachement de cavaliers à pied répéta sous ses yeux le maniement des armes avec la plus grande précision. Le soir, à travers Noyon, la bourgeoisie en armes lui rendit de nouveau les honneurs.

L'été suivant (1765) il y eut à Compiègne une suite de parades militaires sous le regard du Roi. Divers corps s'assemblèrent et campèrent à Soissons pour s'exercer d'ensemble aux différentes manœuvres qu'ils devaient exécuter pour la revue royale. Soissons appartenait à l'apanage : le duc de Chartres prit envie d'aller les voir de Villers-Cotterets. Le 6 juillet, le marquis de Beuvron, maréchal de camp, le saluait dans la plaine soissonnaise, à la tête des régiments de cavalerie Royal-Bourgogne, Royal-Etranger et Royal-Navarre. Le prince passa tout le long de la ligne ; devant chaque régiment, le major lui remettait l'état de la composition du corps. Après les exercices, les troupes, en belle tenue, défilèrent devant lui, il voulut les suivre jusque dans leur camp.

Quand il entra dans Soissons pour dîner chez le marquis de Beuvron qui tenait le plus grand état, le canon tonna plusieurs fois ; la milice bourgeoise bordait les rues sur son passage. Une garde d'infanterie du régiment des recrues de Soissons lui rendit les honneurs devant la maison où il reçut la visite de tous les officiers en corps, mestre de camp en tête. Le canon tira de nouveau à son départ et il dut congédier, non loin de la ville, l'escorte de cavaliers qui le reconduisait, pareille à celle qui était venue le matin à sa rencontre.

Le 22 juillet, il retournait à Soissons dîner chez le duc de Coigny, colonel-général des dragons, afin de voir manœuvrer l'après-midi quatre régiments de dragons : colonel général, mestre de camp général, Dauphin et Schomberg. Quand il

passa devant les escadrons, le guidon blanc du colonel général, qui prétend ne devoir saluer que le Roi et son chef, s'inclina par honnêteté. Une poussière épaisse gâta le spectacle des évolutions et aveugla la carrossée de belles dames qui étaient venues de Villers-Cotterets en robe blanche uniforme¹. L'on finit la journée à la comédie, établie aux portes de la ville, et, le rideau baissé, toute la compagnie soupa chez le comte de Schomberg avec les officiers de dragons.

Quelques jours après (30 juillet), le duc de Chartres se rendait à Compiègne pour suivre le Roi aux revues des troupes rassemblées. Il y parut sans habit uniforme, car les princes du sang ne portaient l'uniforme de leurs régiments que quand le Roi ou eux-mêmes les passaient en revue. La dernière journée (31 juillet), celle des dragons, fut close par un souper magnifique offert au Dauphin par le duc de Coigny dans une grange voisine. Le duc de Chartres et le prince de Condé y accompagnèrent le Dauphin ; puis l'on se retira sous une grande tente. Au son des violons, le Dauphin prit la comtesse d'Egmont, le duc de Chartres la princesse de Guéménée, le prince de Condé la marquise de Belsunce, le duc de Fronsac la marquise de la Force, pour la première contredanse : ils ouvrirent par la dragonne le bal qui continua après la retraite du Dauphin.

*

Les plaisirs se mêlaient dans cette éducation aux graves démarches, car ils formaient une part du rôle princier qu'il fallait enseigner. Ils gardaient à la Cour une importance offi-

¹ « Elles avaient établi pendant le voyage de Villers-Cotterets de porter toutes, les jours de chasse, des robes blanches, parce que les hommes gardaient ces jours-là l'habit de l'équipage. L'uniforme des dames qui contrastait avec celui des hommes faisait, surtout aux soupers, un effet charmant, d'autant plus que les officiers de la Maison avaient soin, ces mêmes jours, non seulement d'assortir le fruit, mais même l'entremets aux couleurs des robes des dames et des habits des hommes.

Celles d'entre elles qui furent à Soissons, devant aller voir les manœuvres toutes dans la même calèche, voulurent y porter ce même uniforme, imaginant que le coup d'œil en serait agréable. Aussi eut-il, à tous égards, le succès qu'elles en pouvaient attendre... » *Arch. Nat.*, K. 142.

cielle : les *Plaisirs du Roi* n'occupaient-ils pas un service du royaume ? Le plus somptueux et le plus ordinaire de ces passe-temps, c'était la chasse à quoi présidaient le grand veneur, le grand fauconnier et le grand louvetier, maîtres de toutes les forêts et buissons de France. Autrefois l'on n'organisait que deux grandes chasses l'année et « à l'issue des Parlements qui ne se tenaient que deux fois l'an »¹ : maintenant Sa Majesté chassait à son gré, une ou deux fois la semaine. Louis XIV, dit-on, avait recommandé à ses descendants de se dépenser à la chasse pour échapper à la mélancolie qui guettait les princes de sa famille². Outre la chasse à tir, à courre et au vol, la pêche aux cormorans, — les ballets, le théâtre, les spectacles, l'opéra, le jeu de la paume et du volant qui employait un maître-paumier et six marqueurs ou paumiers-raquetiers, amusaient le Roi. Une chasse au cerf, une partie de volant, suivait un cérémonial comme une séance au Parlement ; chaque plaisir comportait des règles et des usages qui ne s'apprenaient qu'à la Cour. Vers l'automne de 1761, le duc de Chartres s'installe à Versailles pour y passer les hivers. L'année suivante, il chasse pour la première fois avec son père dans la capitainerie de Vincennes (23 août 1762) ; et il arrive qu'à lui seul il tue 125 pièces, nombre que n'atteignit ni le duc d'Orléans, ni aucun des autres chasseurs. Le 20 septembre, il va courre le cerf, pour la première fois aussi, dans la forêt de Bondy ; la poursuite est des plus vives : le duc d'Orléans, à qui l'on apporte le pied de la bête, en fait hommage à son fils. Ainsi instruit, le jeune prince pouvait partager les plaisirs du Roi. Admis cette année même au voyage de Fontainebleau, il commence à chasser avec Louis XV et à souper avec du monde : il se couche plus tard. En juillet 1765, il séjourne à Compiègne, auprès de Sa Majesté, et le 11 juillet, le comte de Pons écrit à M. Fontaine : « M. le duc « de Chartres a été à la chasse avec M. le duc d'Orléans dans « le carrosse du Roi : l'un et l'autre soupèrent le même jour « dans ses cabinets. Ainsi vous voyez que c'est bien le cas de

¹ *L'Etat de la France*, 1749, t. II, 263.

² COKE, *L'Espagne sous les rois de la Maison de Bourbon*, trad. MURIEL, t. V, 408, note.

« dire qu'il n'y a plus d'enfants¹. » Le 17 août, le duc de Chartres se rend à Chantilly pour une première visite.

L'émancipation approchait. Dès la fin de 1761, le sous-gouverneur M. de Foncecagne, fort affaibli par l'âge et le chagrin du veuvage, avait demandé à se retirer. M. de Chateaubrun, l'un des quarante de l'Académie française, qui en 1758 à la mort de M^{me} de Foncecagne avait rempli quatre mois durant les fonctions de la charge, le remplaça en titre le 6 novembre ; mais sa santé l'obligea bientôt à la retraite (16 août 1763). Comme le terme de l'éducation approchait, on crut surperflu de désigner un successeur. Le 23 décembre 1763, le prince assistait pour la première fois à la séance des princes et pairs² que présidait le duc d'Orléans au Palais-Royal, à l'occasion du décret de prise de corps décerné par le Parlement de Toulouse contre le duc de Fitz-James. Le 13 avril 1765, il comptait dix-huit ans accomplis : son père jugea qu'il avait passé l'âge des lisières et il lui enleva son gouverneur le 20 juin, jour de son départ pour Villers-Cotterets. Mais il ne lui donna pas toute sa liberté ; il trouva bon que le comte de Pons, premier gentilhomme de sa chambre, en perdant la qualité de gouverneur, n'en restât pas moins assidu auprès de son fils. Louis XV, pour seconder cette sollicitude paternelle, accorda au comte les entrées de sa chambre afin qu'il pût chaperonner le prince à la Cour et rendre compte au père de la conduite du duc de Chartres devant Sa Majesté. Le duc d'Orléans engagea de même son premier écuyer le comte de Thiard, et ses chambellans, le chevalier de Durfort, le comte de Schomberg et le marquis de Barbantane, à s'arranger ensemble pour que l'un d'eux pût toujours suivre son fils au dehors, en toute occasion. En janvier 1766, il demandait au Roi les grandes entrées pour le duc de Chartres : le jeune prince commence à accompagner Louis XV dans ses voyages particuliers. Le 7 janvier, il était entré au Conseil de la Maison d'Orléans³. Avec l'hiver

Arch. Nat., K. 142.

¹ Les princes du sang sont pairs nés et jouissent de toutes les prérogatives des pairs, dont le premier prince du sang préside l'assemblée.

² Le conseil de la Maison se composait alors du chancelier garde des

s'achève sa dix-neuvième année : alors seulement son père l'affranchit de tout mentor et lui laisse pleine liberté.

Ainsi finissait cette éducation, faite de figuration et de pompes plutôt que d'étude et d'efforts, imprévoyante pour s'être trop attachée à des apparences qui déjà en imposaient moins au peuple spectateur et perdaient de leur sens au regard de ceux mêmes qui y jouaient le plus grand rôle. Le duc de Chartres avait été élevé comme si la monarchie de Louis XIV devait durer dans l'immobilité : son gouverneur s'obstinait près de lui à fixer les usages et les mœurs, alors que changeaient idées et sentiments et que les nouveautés levaient dans les têtes. Le bouleversement des choses ne devait-il pas prendre au dépourvu le nonchalant élève du comte de Pons ? Quel dût être son désarroi, si l'on compare les scènes cérémonieuses qu'avait apprises l'adolescent aux journées violentes que vécut l'homme fait !

Ce vain apprentissage annonce bien le métier à quoi était destiné le jeune prince, le seul emploi de ses dons et de ses loisirs qui lui était offert : plus de représentation que d'action, plus d'honneurs que de pouvoir. Cependant, si muettes que fussent ces fonctions de figurant, elles importaient aux princes du sang pour se maintenir devant le public, car insensiblement ils se sentaient rabaissés dans leur inaction ; faute de pouvoir, ils se raccrochaient à ces formes vides avec tenacité. « ... Les princes du sang, écrivait alors à « Louis XV le duc d'Orléans, ont encore à représenter à Sa « Majesté qu'il leur paraîtrait juste que, toutes les fois qu'il « est question d'Eux pour quelques cérémonies où on les « emploie de quelque manière que ce soit, le Roi eût la « bonté de leur faire connaître d'avance ses intentions, parce

sceaux, chef du conseil et surintendant des maisons, finances et bâtiments, d'un premier conseiller, de trois secrétaires des commandements et du cabinet, d'un contrôleur général des finances, de deux intendants des finances, d'un trésorier général et des parties casuelles, de cinq conseillers, d'un secrétaire du conseil, d'un garde des archives, d'un audencier garde des rôles de la chancellerie, de deux agents des affaires, d'un chauffe-cire et de deux huissiers de la chancellerie. D'Houry était l'imprimeur. Depuis 1757, l'abbé de Breteuil, bailli grand croix de l'Ordre de Malte, abbé de la Charité et de Saint-Eloi de Noyon et prieur de Saint-Martin des Champs à Paris, exerçait la charge de chancelier ; l'abbé Ome-lane, abbé de Corbigny, tenait alors la place de premier conseiller.

« qu'occupés, comme ils doivent l'être, de ce qui leur est dû,
 « relativement à l'honneur qu'ils ont d'être princes du sang
 « de France, ils prendraient la liberté de représenter au Roi
 « les distinctions dans lesquelles il est de la dignité de la Cou-
 « ronne qu'on les conserve, et qui avec le temps se perdent
 « ou deviennent matière à contestations pour avoir été négli-
 « gées dans les occasions qui se présentent de les entretenir
 « dans toute leur intégrité¹. » En quel embarras s'était mise
 la royauté pour payer d'honneurs cet ombrageux cousinage !
 De fait ces parents gênants souffraient du mensonge de leur
 fausse grandeur².

Cette représentation au Roi trahit l'esprit qui inspirait sans
 doute les leçons de cérémonial reçues par le duc de Chartres.
 Son père, son gouverneur, les conseillers de la Maison ne
 devaient-ils pas lui enseigner ce qui lui était dû, tout ce qui
 lui était dû, — plutôt que ce qu'il devait au Roi et à l'État ?
 et à quoi pouvait tendre pour la monarchie cette dignité
 chatouilleuse des princes du sang, sourdement mécontents,
 enclins à remontrer sans cesse, à contester, à revendiquer,
 dans la crainte de déchoir ?

¹ Au baptême des quatre Enfants de France, le duc de Berry, les comtes de Provence et d'Artois et Madame, fils et fille du Dauphin (18 et 19 octobre 1761), le duc d'Orléans nomma le duc de Berry au nom du roi Auguste de Pologne. Le duc de Chartres devait nommer le comte de Provence au nom du roi Stanislas de Pologne. Ces deux rois, pour éviter de rendre aux princes ce qui leur était dû, n'envoyèrent pas de procuration en forme, mais prièrent simplement Louis XV de désigner qui bon lui semblait. Le duc d'Orléans se plaignit de ce manque d'égards dans le mémoire cité. Une indisposition survenue le 15 octobre empêcha le duc de Chartres d'être le parrain par procuration du comte de Provence, le futur Louis XVIII ; ce fut son oncle Conti qui le remplaça. (*Arch. Nat.*, K. 142.)

² Le prince de Condé écrivait au prince de Montbarey, dans une lettre où il se plaignait vivement de M. de Saint-Germain, ministre de la guerre. « ... Vous nous dites : Il n'y aura rien de changé. C'est pour le public que vous vous trouvez offensés. Qu'est-ce que cela vous fait ? — Ce que cela nous fait ? Mais tout est pour le public. C'est pour le public que nous sommes Princes du Sang de France ; car, si personne ne le savait, nous en serions beaucoup moins flattés ou honorés... » A Chantilly, ce 6 juin 1776. *Arch. Nat.*, R⁴ 828.

CHAPITRE III

LE MARIAGE

L'émancipation du duc de Chartres était attendue de toute la société du Palais Royal : on espérait que le jeune maître ramènerait la gaieté, le monde et les plaisirs qui s'en étaient allés depuis que le duc d'Orléans, sans goûter la liberté du veuvage, s'était mis en ménage avec *Marquise* des Italiens. Elle lui avait donné un fils (janvier 1759), alors même que se mourait la duchesse d'Orléans et, deux ans et demi après, des jumeaux fils et fille (7 juillet 1761). Ce double événement, déclaré sans vergogne à sa cour, et célébré par des fêtes intimes où la gauloiserie se mêlait à la sensiblerie, avait soumis davantage encore à sa maîtresse le faible quadragénaire¹.

Si ses devoirs de premier prince du sang appelaient parfois le duc à Versailles ou à Compiègne, il vivait le plus souvent à Bagnolet, parmi quelques fidèles attristés, avec la chasse et le théâtre pour passe-temps. On ne se gênait guère à Bagnolet : la présence de Marquise, qui écartait les dames du Palais-Royal, fléchissait l'étiquette. Collé, qui fournissait de farces et de parades graveleuses ce théâtre de campagne, y savourait son importance, rendant grâces à la favorite d'épargner aux gens de lettres le voisinage humiliant des grands. Hors le vicomte de Polignac, auteur fieffé et trop heureux de

¹ Etienne-Marie-Perrine Le Marquis dite *Marquise*, née à Dinan (Côtes-du-Nord) décédée à Paris, rue de Grammont, le 9 février 1806, avait porté, dit-on, l'éventaire de marchande d'huîtres avant de figurer et de danser à la Comédie Italienne. Depuis 1758, elle appartenait au duc d'Orléans, à qui elle avait sacrifié son goût pour le marquis de Villeroy. J.-B. Defernex modela son buste en Diane chasserresse (1766).

faire jouer ses pièces, les autres gentilshommes ne s'accommodaient guère de cette vie casanière. La maîtresse du lieu excluait non seulement la bonne compagnie, mais la mauvaise. Elle avait rangé le prince : plus de soupers en petites maisons dont le souvenir rendait plus morne encore aux familiers cette bourgeoise retraite. Le duc d'Orléans rompait chaque jour avec le monde et manquait à sa naissance. Le comte de Pons Saint-Maurice, « grand-prêtre des bienséances », se lamentait et annonçait la fin de la Maison ; les autres chambellans déploraient moins cette déchéance que la tristesse qu'elle répandait. Ils s'ennuyaient et maudissaient Marquise à l'exemple des dames du Palais-Royal, moins privées de la société du prince que du mouvement et des fêtes qu'elle apportait. Chacun souhaitait le congé de la danseuse et complotait une révolution de palais par un changement de maîtresse.

Le duc aimait tendrement son fils et sa fille légitimes : seul, cet amour paternel pouvait attaquer l'habitude qui, depuis neuf ans, l'attachait à Marquise. Déjà l'entrée dans le monde du duc de Chartres avait obligé le prince à se reprendre, à accorder davantage à la représentation. Le comte de Pons n'avait pas manqué de lui remontrer l'indécence de cette vie qui éclaboussait la Maison, alors qu'elle devait briller de tout son éclat pour mettre le jeune prince à même de se marier selon sa naissance. Et Mademoiselle d'Orléans n'allait-elle pas paraître à son tour à Versailles pour recevoir le supplément des cérémonies du baptême (jour de la Pentecôte 1767)? Le duc d'Orléans accompagnait son fils chez son beau-frère Conti, chez les Choiseul, chez Mesdames de Luxembourg, de Beauvau et de Mirepoix, les trois maréchales qui rassemblaient en hommes et femmes la fleur de la société. Le bonhomme, gros comme un muid, faisait de bonne grâce ressortir par contraste l'élégance du jeune homme.

Les plus nobles maisons de Paris se disputèrent alors l'honneur de recevoir le prince héréditaire de Brunswick, avec d'autant plus d'empressement que la Cour gardait quelque réserve envers l'un de nos vainqueurs de la dernière guerre. Ce fut un concours de repas et de fêtes à étourdir l'hôte dont

on vantait la politesse et les agréments. Le duc d'Orléans ne peut se dispenser de le traiter magnifiquement à Villers-Cotterets (18 juin 1766) et ce retour à la vie mondaine parmi les cajoleries de ses hôtes l'amusa comme une nouveauté. Au mois d'août suivant, il séjourna volontiers à Villers-Cotterets et cette saison brillante sembla le ressaisir. Tronchin, enfin installé auprès du prince, appela à sa suite d'illustres malades comme la maréchale de Beauvau, la plus noble et la plus obligeante des grandes dames « par l'esprit, le ton, les manières et l'air franc et ouvert qui lui était particulier¹ ». Le duc joua la comédie avec M^{me} de Montesson, une blonde sensible, avec M^{me} de Ségur² la jeune dont l'élégance et la douceur enjolivaient le visage, avec la marquise de Barbantane³, dame de la feuë duchesse, et dont on louait l'esprit et les mœurs, parce qu'elle avait su résister aux entreprises du prince. Louis-Philippe le Gros revint enchanté, la bouche pleine d'éloges pour sa compagnie, éloges éloquentes chez cet homme lourd qui ne s'animait pas aisément. Aussitôt il commandait à Collé une pièce d'ariettes pour la saison suivante à Villers-Cotterets. Le théâtre de Bagnolet ne comptait plus dans son esprit : les grandes dames semblaient avoir triomphé de la fille de théâtre.

Cependant le duc, repris par sa lâche habitude, retournait à Bagnolet. Un matin, vers la mi-octobre, il partait pour la chasse avec Marquise, habillée en homme, quand survint le duc de Chartres, devancé à franc étrier par le baron de Besenval. Il arrivait inopinément, au sortir d'un bal chez la maréchale de Mirepoix, poussé par la fantaisie de chasser avec son père. Marquise s'esquive : mais le fils caresse le père, il serait chagrin de le gêner et le prie de prendre avec lui toute sa compagnie. Attendri, le bonhomme rappelle Marquise qui court au duc de Chartres en s'écriant : « Monseigneur, êtes-vous sensible au bonheur de faire des heureux ? Voilà le plus beau jour de ma vie ! je vous le dois. » Et tous trois de chasser et de dîner ensemble. Le fils serait même resté à

¹ GENLIS, *Mém.*, I, 379.

² *Ibid.*, II, 31.

³ *Ibid.*, II, 174.

souper, si le père, s'armant de fermeté, ne l'eût enfin renvoyé.

Le lendemain, pris de honte à la réflexion, le duc d'Orléans adressait à sa maîtresse un billet de congé, qu'il montrait à plusieurs de ses courtisans pour leur marquer sa décision. Il lui signifiait net de ne plus paraître dans aucune de ses maisons, ne voulant désormais souffrir personne entre son fils et lui. La nouvelle de cette rupture se répandait aussitôt dans le public : seule Marquise se flattait encore d'un retour de faveur. Mais déjà la Cour lui désignait pour remplaçante M^{me} de Montesson, l'une des nobles actrices de Villers-Cotterets. Collé, qui regretta la maîtresse « franche, serviable, la meilleure enfant du monde », soupçonnait la marquise d'avoir arrangé la scène de Bagnolet en auteur anonyme ; il lui parut que cette surprise avait été concertée avec le duc d'Orléans lui-même. Elle fut plutôt soufflée au duc de Chartres seul par le comte de Pons ou le chevalier de Durfort, qui possédait la confiance et l'amitié du jeune prince. D'ailleurs toute la Maison d'Orléans, toutes les dames du Palais-Royal l'auraient volontiers ménagée et chacun s'en félicita pour l'heure.

Le père s'enquit auprès du fils des raisons ou des conseils qui l'avaient amené soudain à Bagnolet. Sentimental, il ne refusait pas d'obéir à son cœur, mais sans duperie. « Mon papa, répondit le jeune homme, il y a longtemps que je souffrais de ne pouvoir être toujours avec vous. Je savais vos raisons : j'ai voulu une bonne fois vous mettre à l'aise et j'ai espéré que, le premier pas fait, il ne resterait plus de barrière entre nous. — Hé bien ! mon fils, vous m'avez rendu service, vous m'avez ouvert les yeux, j'ai renvoyé Marquise. Vous ne trouverez plus avec moi que les gens avec qui il vous convient de vivre et rien ne pourra plus nous éloigner l'un de l'autre, même pour quelques instants ». Et le duc de Chartres sauta au cou de son père dans l'élan de la joie et du remerciement. Tel est le touchant récit, arrangé pour l'agrément de la société, que M^{me} de Jonzac adressa à M^{me} du Deffand.

L'émancipation du duc de Chartres avait donc amené par contre-coup la libération du duc d'Orléans, rendu au monde

par l'amour paternel. Dans le Palais-Royal délaissé, qui depuis l'incendie de l'Opéra (6 avril 1763), se trouvait en proie aux maçons, le prince offrit une fête somptueuse à Christian VII de Danemark¹. Ce réveil du Palais transformé annonçait comme le relèvement de la Maison, rajeunie par le fils. Les ouvriers travaillaient encore dans l'aile droite et les contrôleurs des menus et du garde-meuble ne purent disposer que de l'aile gauche. Le prince avait fait dorer à propos les rampes du magnifique escalier. Huit jours durant, l'on besogna dans les offices et les cuisines. Une longue suite de fourneaux fut installée le long de la grille du jardin de Chartres et six cents domestiques servirent le souper de 666 couverts, distribués en douze tables. Le duc d'Orléans et Mademoiselle, sortie pour la circonstance du couvent de Panthémont, présidaient la première où avaient pris place le roi de Danemark, le prince de Condé et les ministres ; le duc de Chartres présidait la seconde, cependant que le public se pressait au dehors pour admirer la façade de Contant d'Ivry que prolongeait, presque achevée, celle de l'Opéra. Au dessert l'on présenta à Sa Majesté Danoise le plan en relief de Copenhague et de ses environs, le tout en sucre et fort exact. Christian VII ouvrit ensuite le bal masqué avec Mademoiselle ; dès les premières danses, le duc d'Orléans glissa d'un faux pas dans le salon d'Oppenordt et se cassa le tendon d'Achille². Il dut se retirer et le duc de Chartres continua seul de faire les honneurs du bal. Cette chute malencontreuse est à retenir comme l'image brutale de la retraite insensible et prochaine du père devant le fils.

Désormais les moindres événements s'accorderont avec la faiblesse du duc d'Orléans pour effacer l'un et produire l'autre. Le public remarque maintenant le duc de Chartres aux cérémonies où il paraît à son avantage. Les badauds le connaissent et le désignent du doigt parmi ses pairs. Gaze-tiers et nouvellistes le citent à son rang dans leurs comptes-

¹ Dans la nuit du 24 au 25 novembre 1768.

² Cette scène, peinte par E. Devéria, figurait dans la galerie historique du Palais-Royal, créée par le roi Louis-Philippe. VATOUT, *Le Palais-Royal*, p. 339.

rendus, mais suspendent encore leur jugement. Le 13 novembre 1765, le dauphin Louis était administré ; le duc de Chartres arrivait trop tard de Paris, où il était allé passer vingt-quatre heures, pour tenir avec son père la nappe de communion, mais il suivait le bon Dieu de retour à la chapelle. Le 13 mars 1766, il mène le deuil entre le duc de Bourbon et le comte de la Marche au service solennel pour le repos de l'âme de don Philippe, duc de Parme, frère du roi d'Espagne et gendre de Louis XV ; le 12 juin suivant, il préside, à côté de son père, au service célébré pour Stanislas I^{er}, roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar, père de la Reine, décédé le 23 février à Lunéville. Il accompagne le Dauphin et Mesdames de France au service solennel d'Elisabeth Farnèse, reine douairière, veuve de Philippe V de France, roi d'Espagne (27 novembre 1766). Le jour de la Pentecôte 1767, le Roi et la Reine nomment sa sœur Mademoiselle, qui reçoit le supplément des cérémonies du baptême, et l'aumônier de quartier présente la plume au duc de Chartres qui signe au registre. Entre temps, le 13 août 1766, sur le désir du marquis d'Armentières, il venait de Villers-Cotterets passer la revue de la garnison de Metz, campée à Soissons ; prié, après la revue royale de Compiègne, au magnifique souper offert à Sa Majesté par le lieutenant général, il ne manquait pas de s'éloigner, quand Louis XV se mit à table, afin de laisser à son hôte l'honneur de donner la serviette royale.

Ces obligations de prince du sang ne dépensaient ni le temps ni les forces du jeune homme. Les mœurs de son temps et de son rang l'engageaient à les gaspiller en plaisirs plutôt par air que par besoin. Si le duc de Chartres avait paru dans le monde à quinze ans (1762), il ne se trouve libre de sa personne que quatre ans plus tard, au printemps de 1766, à la veille de ses dix-neuf ans accomplis. Alors seulement commence dans sa vie le chapitre des mœurs, si chargé dès l'abord, à croire les libellistes, qu'il faudrait l'écrire en latin.

Ses biographes les plus graves ont aveuglément anticipé sur les faits. Laurentie réproouve sa jeunesse « flétrie avant d'être commencée ». Ducoin le présente vers 1767 « âgé de vingt ans à peine, comme le patron et le héros des roués de

son temps ». Loin d'avoir été un débauché précoce, il sembla d'abord paresseux au plaisir. Sa retenue inquiéta même le duc d'Orléans qui craignait que ne reparût en son fils la vicieuse indifférence de Monsieur pour les femmes. Pareil aux pères de comédie qui pressent les jeunes gens de jeter leur gourme, il s'entremet avec ses chambellans pour fournir au novice une maîtresse toute neuve : il se vantait de cette « précaution fort prudente et fort tendre pour la santé de son fils¹ ». C'est ainsi que Rosalie, dite Duthé, déniaisa le jeune prince (mars 1766). Elle avait quinze ans et ces premières leçons d'amour commencèrent son renom et sa fortune. De simple espalier d'Opéra, elle devint courtisane de grand luxe et l'une des plus somptueuses, car rarement débuts furent aussi notoires dans les annales de la galanterie. Cette blonde charnue comme un beau fruit, mais sans esprit et de figure moutonne, ruina par la suite bien des seigneurs, tel le marquis de Genlis, et surtout des Anglais, tel lord d'Egremont². Le duc de Chartres ne s'attacha pas à cette première maîtresse : mené par des viveurs d'expérience, il fit le tour des plaisirs de Paris. Les rapports du policier Marais³ nous content par le menu ses fredaines ; ils nous renseignent sur le lieu, la date, l'heure de ses plaisirs, sur le nom et le nombre de ses compagnes et compagnons. Grâce à cette comptabilité monotone, nous savons tout ce qu'il faut ignorer, comme si nous avions consulté les registres de l'entremetteuse ou, mieux encore, épié par le trou de la serrure... La Cour était informée comme nous et, le 3 octobre 1767, le duc de Chartres et sa compagnie se plaignaient à la Brissault d'être trahis par des commérages. Cependant l'inspecteur de police ne montrait ses carnets à personne. « Souvent, ce sont ces Messieurs ou leurs camarades, lit-on en marge de cette note du

¹ GENLIS, *Mém.*, II, 183 et ROUZET DE FOLMON, *op. cit.*, I, p. 26.

² *Espion anglais*, II, 184 et III, 214 ; Bach., 5 sept. 1772. M^{lle} Duthé passe volontiers la Manche et c'est en Angleterre qu'elle se réfugie dès les premières journées révolutionnaires. De Londres elle écrit au banquier Perrégaux « son cher tuteur » qui gère ses affaires. Plusieurs de ces lettres sont passées en vente chez Charavay.

³ Bibl. Nat., Mss fr. 11.360. C. Piton les a publiés à la hâte, en trois séries, sous le titre : *Paris sous Louis XV*. La 3^e série (Paris, 1910) seule concerne le duc de Chartres.

9 octobre 1767, qui content eux-mêmes leurs histoires. »

Ces histoires ne variaient guère : passades chez la Brissault, où il débute le 27 février 1767, à 7 heures du soir, dans les bras de M^{lle} Lavigne, dite Durancy, l'étoile des pensionnaires ; chez la dame Gourdan, le 11 mars 1768 ; des allées et venues de filles requises chez la Guérin ou fournies comme petites bourgeoises par la demoiselle La Mule, qu'il fait amener dans un petit appartement du Palais-Royal (24 mars 1767) ou à sa petite maison, rue Saint-Lazare, n° 10 (25 décembre 1767) ; ce sont le plus souvent des soupers gaillards, en compagnie de belles et parfois avec leur patronne, car la Brissault a bon caquet. Ils se suivent durant l'été et l'automne de 1767 : souper chez le prince de Ligne le 28 août : Monseigneur perd cent louis au jeu et folâtre avec Joséphine. Le 12 septembre, souper chez M. de la Tour du Pin ; le 30, chez le prince d'Eustin de Suède, à la Chaussée d'Antin ; le 3 octobre, chez le vicomte de Rochechouart. Le 27 octobre, M. de Conflans traite magnifiquement ses amis à Issy, dans la maison du comte de Valentinois. On se met à table à 10 h. et demie, l'on y reste gaiement, retenu par la chère délicate jusqu'à 1 heure du matin, puis, jusqu'à 7 heures, tous les convives, — le duc de Chartres, le comte et le chevalier de Coigny, le duc de Fronsac, le comte d'Osmond, le comte de Besenval, le chevalier de Durfort, le chevalier de Guines — retiennent les demoiselles Saint-Germain, Seignory, Farine, Julie, qui se retirent satisfaites et de la fête et du gain.

Si le duc de Chartres change volontiers de compagne, il renouvelle peu la liste de ses compagnons. Chaque fois se retrouvent près de lui les mêmes viveurs, tous ses aînés. Plusieurs même comme Besenval, l'original comte d'Osmond, le comte de Thiard, le marquis de Conflans — le « Lovelace militaire » qui vidait d'une haleine sa botte remplie de vin et ne souffrait jamais d'être surpassé dans les excès — le marquis de Vierville atteignent ou dépassent l'âge du duc d'Orléans. Charles, chevalier de Durfort, l'aîné du duc de Chartres de quatorze ans, passe aux yeux de Marais pour l'agent secret de ces premiers plaisirs. Il ne les partage que discrètement, retenu qu'il est par son attachement pour

M^{me} de Cambis. Premier gentilhomme de la chambre du duc d'Orléans en survivance et concurrence du comte de Pons Saint-Maurice, il avait été engagé par le prince à suivre les premiers pas du duc de Chartres qui se confiait à lui. C'est le seul homme qu'il ait véritablement aimé, selon M^{me} de Genlis. Le chevalier de Durfort valait par le goût et le sens plutôt que par l'esprit et le savoir. Ses mœurs raisonnables et ses manières choisies le distinguaient au regard des femmes. Mais il ne s'inquiétait guère de diriger le prince, soit qu'il fût lui-même peu enclin aux remontrances, soit qu'il sentît qu'un mentor eût été impatiemment supporté par le jeune duc, dans les ébats d'une liberté toute neuve. Le père ne l'avait-il pas chargé d'enhardir son fils plutôt que de l'assagir?

Le duc de Chartres était donc livré à l'entraînement de l'exemple, forçant la nature pour égaler ses aînés dès l'abord. Outres ces viveurs accomplis, anciens compagnons de son père, que l'âge modérait malgré eux et qui ne montraient dans ces parties que l'assurance de l'habitude, — d'autres, que l'âge rapprochait du jeune prince, y apportaient l'ardeur de la pleine jeunesse. Charles-Joseph, prince de Ligne, né en 1735, partageait sa vie entre Paris et Bruxelles. Seigneur de belle mine, aussi brillant à la guerre que dans le monde, il ne laissait pas d'être naturel, malgré quelque prétention à la singularité. *Charlot*, ainsi que l'appelait familièrement le duc de Chartres, perdait au jeu avec une grâce charmante et volait au plaisir comme au combat. Il lui arrivait de quitter Bruxelles après déjeuner, d'arriver à l'Opéra juste au lever de la toile et, le spectacle fini, de courir toute la nuit pour regagner Belœil¹. — Le duc de Fronsac, né en 1736 du duc de Richelieu et de Sophie de Lorraine, veuf le 6 février 1767 de M^{lle} de Hautefort, renchérisait sur le libertinage paternel. Les trois Coigny se ressemblaient peu : le duc, né en 1737, homme doux et poli, était généralement aimé et estimé. Le comte, son cadet (1740) passait pour le plus spirituel des trois frères ; caustique et mordant, il intimidait les femmes de son

¹ Voy. mon étude : *Charles-Joseph, prince de Ligne* (Le Correspondant, 25 juillet 1914).

regard fixe et questionneur, lancé d'un visage coloré où s'ouvraient deux larges narines. Le chevalier, né en 1743, qu'on appelait *Mimi*, sans doute pour sa jolie figure, toujours nonchalant, causait peu, mais jetait des mots que l'on citait ensuite, gardant son air narquois, même quand il voulait plaire². Le vicomte de Rohan-Chabot, né en 1740, que Carmontelle nous a dessiné à vingt ans, très élégant dans son costume de velours bleu clair, relevé d'un gilet blanc brodé d'or, connaissait et aimait les arts ; on vantait son aménité et sa politesse qu'il dépouillait par trop avec les filles, s'il faut en croire une note de police. Le petit-fils du maréchal de Berwick, Jacques-Charles, marquis de Fitz-James, dont l'amitié pour le duc de Chartres dépassera la camaraderie du plaisir, était aussi son aîné de quatre ans.

Seul de ces compagnons de fête, Armand-Louis de Gontaut comte de Biron, bientôt duc de Lauzun, avait le même âge que le duc de Chartres. Nés la même année et presque le même jour, à la mi-avril 1747, d'une condition presque également brillante, d'un même tour d'esprit, ils allaient de pair comme des jumeaux. Marié trop jeune à M^{lle} de Boufflers, le comte de Biron ne s'embarrassait pas d'égards pour la timide épousée : il continuait sa vie de garçon en petit appartement. Durant quelque temps, il fit, chaque semaine, le trajet en poste de Paris à Rouen pour retrouver la demoiselle Beaujeu, de la Comédie Rouennaise. Puis, épris de Sarah Bunbury, jolie Anglaise dont la coquette beauté avait étourdi Paris, il partait en Angleterre et faisait cent folies pour la joindre. « Il aime le mouvement, l'occupation, il n'a rien à faire... » et il s'agitait dans son désœuvrement pour se donner l'illusion de l'action. « C'est un joli garçon, il est simple, bon enfant, sans airs et il pourrait devenir quelque chose de bon, si on l'occupait et si on le tirait de la société de nos imbéciles de jeunes gens³. » Lauzun fléchissait la sévérité de M^{me} du Deffand qui soupa plusieurs fois avec lui chez la grand-maman. La duchesse de Choiseul, au contraire de son mari, trouvait son neveu plaisant et le défendait en bonne tante.

² GENLIS, *Mém.*, I, 373.

³ M^{me} DU DEFFAND, *op. cit.*, 18 février et 19 avril 1767.

C'était lui le vrai camarade du duc de Chartres ; ensemble, ils projetaient leurs parties. Mais Lauzun, élevé à la diable, avait été très tôt abandonné à lui-même. Le vicomte de Rohan-Chabot avait pris à tâche de le dégourdir et, dès octobre 1765, alors que le duc de Chartres était encore chaperonné, il lui offrait un souper avec demoiselles dans sa petite maison. Par l'expérience précoce, Lauzun se trouvait donc, lui aussi, l'aîné du duc de Chartres dans la vie de plaisir.

Le maître débauché, que Ducoin présente comme le patron des roués dès sa vingtième année, n'en est que le plus jeune et le plus novice. Il fait ses caravanes, en apprenti qui brûle de passer maître. Le jour de sa première visite à dame Brissault, par crainte de paraître emprunté, il paie d'effronterie et rudoie M^{lle} Lavigne, dite Durancy, qui blâme sa grossièreté et ses jurons de charretier. « Plusieurs demoiselles l'ont trouvé tel et tout annonce en lui un fond de libertinage crapuleux... Il a cette obligation, à ce qu'on pense, à M. le vicomte de Chabot, qui mène tout à la dragonne et avec lequel il fait souvent des parties de débauche ». Sans doute l'élève avait outré la manière du maître, agacé peut-être par les airs prétentieux de la fille, comme par cette Rozette qu'il voulut abandonner à ses gens, afin de la mortifier, dans le souper du 30 septembre 1767. Manuel, dans la *Police de Paris dévoilée*, fit un sort à cette note de Marais que répèteront à l'envi libellistes et historiens pour marquer le naturel du prince. Mais sur cet excès d'impudence, inspiré par la jeunesse et l'exemple, jugera-t-on sans retour le caractère du duc de Chartres comme s'il ne s'était pas formé et modifié par touches successives ? N'avait-il pas appris sa leçon du vicomte de Chabot qui, selon M^{me} de Genlis, si difficile sur les bienséances, passait pour un « modèle accompli de politesse et d'aménité » ?

« Pour rectifier un semblable caractère, observait Marais, il serait à souhaiter qu'il devînt amoureux véritablement d'une femme honnête qui eût assez d'ascendant sur lui pour l'obliger à prendre un ton plus galant et à se défaire de termes qui feraient rougir la plus vile créature.... » Le jeune prince,

qui se croyait tenu de jurer en mauvaise compagnie, n'avait pas attendu le conseil du policier. Il ne sera jamais enjôlé par une fille : seules des femmes de qualité le retiendront ou le subjugueraient. En janvier 1767, il papillonne chez les Choiseul avec maints jeunes gens autour de milady Sarah Bunbury, née Lennox, qui avait failli devenir reine d'Angleterre. Coquette à l'air naïf et caressant, elle entraîne après elle toute la jeune noblesse, sans paraître décourager personne. Le duc de Chartres, d'abord empressé, laisse la place à Lauzun, qui semble favori : c'est qu'il courtise M^{me} de Cambis, conquête enviable pour un béjaune. La vicomtesse est flattée de ses hommages et laisse croire qu'elle ne les repousse pas. Un dimanche de janvier 1767, elle entre avec lui, sous un masque, au bal de l'Opéra et ne quitte pas son bras. Ils se rencontrent à point nommé au spectacle où ils échangent des mines¹.

C'était une grande dame hautement apparentée que Gabrielle-Charlotte-Françoise d'Alsace-Hénin Liétard, vicomtesse de Cambis, sœur du prince de Chimay et de M^{me} de Caraman et nièce de la marquise de Boufflers, mère du chevalier. Elle approchait de la quarantaine et, malgré des marques de petite vérole, elle était plus recherchée que les toutes jeunes femmes, tant sa taille était noble et belle, tant son esprit respirait la vérité et l'impertinence. Des jolies femmes qui brillaient autour de Choiseul, c'était celle dont M^{me} du Defand faisait le plus de cas. L'aveugle clairvoyante goûtait fort sa sincérité. La vicomtesse chantait « comme les anges » et plaisait sans artifice, en dépit d'une humeur inégale brusque et décidée. Le temps ne semblait pas l'atteindre : sa coquetterie plus sèche, plus piquante et plus froide avec l'âge, lui valait plus de succès encore que dans la première jeunesse. Profondément attachée au chevalier de Durfort, jusqu'à se désespérer de le savoir en danger de mort, elle ne se défendait pas de caprices accessoires. Le duc de Richmond, fort épris, parvint à l'attendrir. Elle apprit l'anglais pour entretenir avec lui une correspondance à laquelle chacun fut exact.

¹ Note de Marais, 30 janvier 1767.

Gibbon puis Thomas Walpole rivalisèrent avec le jeune lord¹.

Le chevalier de Durfort, la maison des Choiseul et des trois maréchaux fournissaient à M^{me} de Cambis et au duc de Chartres des occasions de rencontre. Un tour d'esprit pareil, brusque et véridique, les rapproche en cette année 1767. Au reste, ce caprice les flattait mutuellement. C'était un soupirant agréable à la vicomtesse que ce tout jeune prince difficile à fixer et qu'elle enlevait au cortège de Sarah Bunbury. Quelles faveurs plus précieuses pour le jeune prince que celles de cette charmeuse, si fière en son plein été ! Le duc d'Orléans ne pouvait souhaiter à son fils liaison plus désirable. M^{me} de Cambis témoignait dans le présent et pour l'avenir contre le jugement sévère de l'inspecteur Marais, soufflé par M^{lle} Lavigne.

Le temps du célibat est bref pour les princes. Leur devoir « d'étalon royal² » les oblige sans délai à prendre femme.

Il n'en est pas du mariage des princes comme de celui des particuliers. Les moindres intérêts, l'amour, l'aversion, le hasard même peuvent décider de ceux-ci au lieu que, dans les autres, tout se doit peser mûrement ; les inclinations n'y sauraient être consultées et les intérêts médiocres n'y sont aussi comptés pour rien. Ce n'est que par de grands motifs qu'il faut que tout s'y détermine et le principal intérêt le doit constamment emporter sur toutes les autres considérations.

... En examinant sur ce pied ce qui peut être convenable à Monseigneur le duc de Chartres, on s'aperçoit facilement que le plus grand intérêt de la Maison est désormais de soutenir le droit qu'elle a de succéder immédiatement à celle du Roi au trône de France, que le moyen le plus efficace pour l'assurer, c'est d'y intéresser le plus de puissances qu'il est possible... De sorte qu'il ne reste plus qu'à découvrir quelle alliance pourra le plus contribuer à fortifier son parti et à diminuer celui qui lui est opposé ou le mettre hors d'état de nuire...

¹ Sur Sarah Bunbury et sur M^{me} de Cambis, voy. M^{me} DU DEFFAND *op. cit.*, passim. et, pour contre-partie, GENLIS, *Mém.*, II, 33.

² Mot de d'Argenson., III, 159.

C'est ainsi que le juriste Obrecht, chargé de considérer les divers partis qui s'offraient au fils du Régent, ouvrait son *Mémoire ou Réflexions concernant le mariage de Monseigneur le duc de Chartres et quelques autres alliances propres à assurer le droit de la Maison d'Orléans sur la succession immédiate de la Couronne de France*¹ (1721).

Le droit conventionnel des princes d'Orléans à succéder au trône de France, par la renonciation expresse de la Maison d'Anjou, commande durant le dix-huitième siècle la conduite et en particulier les desseins matrimoniaux du Palais-Royal, car c'est par les mariages que se redressent ou s'abaissent les familles. Obrecht conseillait de marier le jeune roi Louis XV avec M^{lle} de Montpensier et le duc de Chartres avec la princesse de Bavière. M^{lle} de Montpensier devait rattacher le Roi à la branche d'Orléans et le dérober dans l'avenir aux influences qui le porteraient à déroger aux clauses du traité d'Utrecht ; la seconde alliance devait séparer la Maison de Bavière de celle d'Espagne, dont elle dépendait par les liens du sang² et l'intérêt des subsides, et joindre en Allemagne aux amitiés acquises d'autres intelligences³ qui contraindraient l'Empereur à se déclarer pour la famille d'Orléans. C'est entre le mariage à l'étranger, qui doit intéresser davantage l'Europe au droit conventionnel de la Maison, et l'union avec la branche régnante qui à l'égal d'une adoption reconnaîtrait ce droit, que balancent durant le siècle les conseils d'Orléans : l'un accroît le parti orléaniste au dedans, l'autre l'accroît au dehors, toujours contre l'Espagne.

La Maison d'Anjou n'a pas accepté franchement sa renonciation : elle surveille les affaires de France, secondée par le parti des Légitimés, même par les Condé et les Conti jaloux de leurs cousins d'Orléans. La pensée intime des ministres français, comme Fleury, s'accorde avec les vellétés de l'Espagne. Ils ont hérité l'arrière-pensée de Louis XIV qui tenait ces renonciations pour extorquées et entendait bien que, le

¹ Aff. Etr. France, 312.

² L'électeur d'alors était oncle du roi d'Espagne.

³ L'électeur de Cologne et l'évêque de Münster qui se rangeraient « inmanquablement » du parti bavarois.

cas échéant, elles fussent sans effet. Aussi, depuis le traité d'Utrecht, nos diplomates n'avaient-ils jamais renouvelé ces renonciations dans les autres traités avec l'Espagne, tel celui de Séville¹. L'opposition des ministres et l'hostilité espagnole veillent d'autant mieux que, durant les deux tiers du siècle, la branche aînée semble sur le point de manquer et l'effet des renonciations tout près de se produire. Les princes d'Orléans marchent sur les talons de leurs aînés, Louis XV et son Dauphin : ils essaient de sauver par leurs égards et leur complaisance l'odieux de cette condition difficile.

Le 4 septembre 1729, Marie Leczinska donnait un Dauphin à la France et Louis le Génovéfain ordonnait des fêtes dans tout l'apanage pour célébrer cette venue qui l'éloigne du trône. Ce Dauphin unique est attaqué de petite vérole le 1^{er} août 1752, à vingt-deux ans. S'il vient à mourir, le petit duc de Bourgogne, malingre et chétif, âgé de quelques mois, séparera seul du trône Louis-Philippe le Gros qui ne laisse pas d'être embarrassé de sa contenance, sous les yeux de ceux qui lui prêtent des « châteaux en Espagne »². Il fêtait magnifiquement à Saint-Cloud, le dimanche 24 septembre 1752, la convalescence du Dauphin et se prodiguait en attentions. Mais le 22 février 1761 mourait le duc de Bourgogne et le 20 décembre 1765 son père, le Dauphin, laissant trois fils, encore enfants, à la merci d'une épidémie.

La fragilité de la descendance de Louis XV, si incertaine quand on se rappelait les trois Dauphins enlevés coup sur coup sous le regard douloureux de l'aïeul Louis XIV, entretenait à la Cour des espoirs et des craintes contraires qui mettaient à la gêne le duc d'Orléans. En attendant la compétition, on cherchait à se diminuer par la calomnie, par des chicanes d'étiquette. Les rapports du Palais-Royal avec l'ambassade

¹ Voy. d'ARGENSON, *Journal*, 30 juillet 1741. Les sentiments de Louis XIV à ce sujet éclatent dans les considérations des lettres patentes de mars 1713, toutes enveloppées de regrets, si frappants dans une déclaration royale. Le Roi n'y admettait les renonciations de son petit-fils et n'y supprimait les lettres patentes de décembre 1700 que la mort dans le cœur. Il évitait de nommer son neveu qu'il répugnait à reconnaître pour son successeur éventuel et s'en tenait à une formule qui, ne citant personne, laissait place aux Légitimés qu'il ne pouvait décemment désigner.

² M^{me} DU HAUSSET. *Mém.*, 67.

d'Espagne se hérissaient de difficultés, guerre sourde qui stimulait chez nos princes indolents le sentiment de leurs droits. Le mariage de Madame Aînée, fille de Louis XV, avec l'Infant avait été fixé à Versailles pour le 26 août 1739 et le duc d'Orléans, comme premier prince du sang, devait l'épouser par procuration. Mais la Cour d'Espagne par une préférence choquante adressa tous pouvoirs à M. le Duc, et Louis XV dut déclarer qu'il aimerait mieux envoyer sa fille en Espagne sans être mariée, que de souffrir ce passe-droit, cette dérogation à l'ordre de naissance parmi les princes de son sang¹. Une fête suivit chez M. de la Mina, ambassadeur d'Espagne où Madame Première paraissait comme Infante. Le duc d'Orléans, invité sans façon par un simple gentilhomme, refusa de s'y rendre ; les autres princes du sang l'imitèrent et la nouvelle Infante se trouva seule de la famille royale à cette fête en son honneur². Excité par ces tracasseries, Louis le Génovéfain, malgré son détachement du monde, restait sensible et chatouilleux sur l'article de la succession à la couronne. Il était résolu à pousser jusqu'au bout son devoir de chef de Maison. Déjà retiré à Sainte-Geneviève, « il déclara un jour à Guettard de l'Académie des Sciences, qui lui était attaché et de qui je tiens l'anecdote, que si le Dauphin, fils de Louis XV, fût mort de la rougeole, et si l'Espagne eût tenté de lui disputer la Couronne de France, il fut sorti, une épée à la main et à cheval de l'abbaye de Sainte-Geneviève, où il était entré le chapelet à la main³. »

Son fils Louis-Philippe, quoique faible et timide, n'était pas moins attaché aux droits de sa naissance. Il avait été pénétré de ses devoirs par son gouverneur Balleroy et par d'Argenson, deux graves conseillers, et il se souvenait des menées malveillantes qui avaient traversé ses projets de mariage. De même que son père, désarmé devant le duc de Bourbon par la mort du Régent, avait été réduit à épouser une princesse de Bade, — de bonne maison sans doute et alliée à maints princes de

¹ D'ARGENSON, *Journal*, 19 mai 1739.

² *Ibid.*, 31 août 1739.

³ SOULAVIE, *Mém.*, VI, 57.

l'Europe, mais trop peu relevée pour le duc d'Orléans, — Louis-Philippe, que les politiques du Palais-Royal avaient souhaité marier avec Madame Seconde¹ ou, au pis-aller, avec la seconde princesse de Bavière, avait dû, lassé par les atermoiements du ministre Fleury, se contenter d'une Conti, parti le plus avantageux qu'il trouvât dans son cousinage, au grand dépit des Condé.

Lui aussi recherche d'abord à l'étranger pour son fils une princesse capable d'ajouter au lustre et à l'influence de la Maison. Sur le conseil du comte de Thiard, approuvé par le comte de Pons, il choisissait déjà Cunégonde de Saxe, apparentée par ses sœurs à trois familles régnantes². Cunégonde est laide et de sept ans l'aînée du duc de Chartres ; mais, selon le sévère Obrecht, les inclinations ne sauraient être consultées. La Dauphine, sa sœur, dans une lettre pleine de raison, prévient son frère Xavier, le régent de Saxe, et l'engage à décliner ce projet d'union qui ne ferait le bonheur ni de l'un ni de l'autre. Elle craint le voisinage d'une sœur que séparerait d'elle « la différence énorme du rang », si désagréable à mesurer, et qui par jalousie ne manquerait point d'adopter trop vivement les espoirs des princes d'Orléans qui talonnaient son mari et ses fils³. Pour la troisième fois depuis le siècle, la Maison d'Orléans était déçue dans ses prétentions par la méfiance de la branche régnante.

A défaut du mariage politique au dehors, se présentait au dedans pour le duc de Chartres un parti convenable, sinon par la naissance, du moins par la richesse. Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon, fille du duc du Penthièvre, achevait sa quinzième année⁴. Elle devait partager un jour avec son frère, — Louis-Alexandre-Joseph-Stanislas, prince de Lamballe, qui venait d'épouser Marie-Thérèse-Louise de Savoie-Carignan — les biens immenses dont Louis XIV avait comblé le duc du Maine et le comte de Toulouse pour qu'ils

¹ D'ARGENSON, t. III, 159 et 347.

² ROUZET DE FOLMON, *op. cit.*, IV, 8.

³ Lettre du 8 décembre 1764. Sur les mariages manqués de la princesse Cunégonde, voy. G. STRYIENSKI, *La Mère des trois derniers Bourbons*, I, 332.

⁴ Elle était née le 13 mars 1753.

pussent soutenir leur rang difficile de Légitimés. Louis-Jean-Marie de Bourbon, duc de Penthievre, fils unique et légataire universel du comte de Toulouse, amiral de France depuis 1734, gouverneur et lieutenant-général de Bretagne, dont il possédait plus d'un sixième, devait recueillir bientôt par surcroît toute la succession de son oncle, le duc du Maine. De ses sept cousins, deux seulement avaient survécu, gardant le célibat. L'un, le prince de Dombes, était mort en 1753, l'autre, le comte d'Eu, plus excentrique encore que son frère, avançait fort en âge¹. Le duc de Penthievre administrait et entretenait ses domaines avec le plus grand soin. Selon l'état dressé au 1^{er} janvier 1788, à quoi il faut ajouter la dot de sa fille, il possédait 2.562.340⁹⁷^d de rente en revenus patrimoniaux, et touchait chaque année 644.956¹ en grâces du Roi². Il était homme d'ordre jusqu'à l'excès, dérangé, disait-on, à force d'arrangement; il aimait trop tendrement sa fille pour ne pas la bien partager, malgré son fils.

L'abbé de Breteuil, chancelier de la Maison d'Orléans, qui passait pour habile homme d'affaires, préférait l'argent solide aux vagues perspectives des diplomates. Ce parti lui parut plus avantageux pour son jeune maître que ceux qu'on s'obstinait à rechercher au dehors pour n'essuyer que des déboires. C'était duperie que de croire aux mariages politiques et aux ententes des Cours. Quel que fût le choix du duc de Chartres, l'Europe ne s'en déciderait pas moins, selon son intérêt, le jour où s'ouvrirait, par défaillance de la branche aînée, la succession au trône de France, et son intérêt le plus clair, au moins l'intérêt de la quadruple alliance, c'était de maintenir le principe de renonciation contre l'Espagne qui convoitait la réunion des deux couronnes. Mieux valait accroître au dedans le parti de la Maison que rêver de l'accroître au dehors. Or l'argent régnait déjà sur la société

¹ Le comte d'Eu mourra le 13 juillet 1775, laissant malgré ses dettes, selon le calcul des novellistes, trente-six millions de biens dont vingt-quatre millions de biens substitués rapportant 600.000 livres de rente. La convention qu'il venait de signer avec le roi, par l'entremise de l'abbé Terray, pour se rétablir dans ses affaires, n'était pas encore exécutée et le duc de Penthievre put recueillir la succession complète, à charge d'acquitter les dettes (Bach., 14 juillet 1775).

² BERTIN, *op. cit.*, append., note C.

française, plus puissant que le roi ; il menait choses et gens, même à la Cour, tombée dans la finance¹. Plus la Maison d'Orléans enrichie de domaines au soleil, de rentes sur la gabelle ou sur l'Hôtel de ville de Paris, aurait de charges et de grâces à dispenser, plus elle compterait de clients et de partisans, résolus à soutenir son droit conventionnel. Un mariage d'argent semblait donc le plus sûr calcul d'une prévoyante politique.

Au demeurant, M^{lle} de Penthievre était l'arrière-petite-fille de Louis XIV et doublement apparentée au duc de Chartres par sa mère, Marie-Félicité d'Este de Modène, petite-fille du Régent et par sa grand'tante paternelle, M^{lle} de Blois, l'arrière-grand'mère du duc de Chartres. Ce n'était qu'une princesse légitimée sans doute, mais les légitimés n'avaient-ils pas été déclarés de sang royal, appelés à succéder au trône, au défaut des princes légitimes ? Par elle, la Maison d'Orléans se rapprocherait encore de la race de Louis XIV, la race régnante.

Elevé par le marquis de Balleroy dans l'horreur des bâtards que rafraichissaient sans cesse en lui les tracasseries de l'étiquette, le duc d'Orléans n'entra pas aussitôt dans les raisons de son chancelier. Son premier mouvement fut de repousser ce projet. Aurait-il oublié les principes de son éducation que son premier gentilhomme de la chambre les lui eût vivement représentés. Le comte de Pons, si soucieux de la grandeur de la Maison, ne pouvait supporter l'idée de cette mésalliance « pour de l'argent ». Loin de renouveler la tache qu'avait infligée aux armes de la Maison le mariage du Régent avec M^{lle} de Blois, ne valait-il pas mieux chercher à l'effacer ? Et le comte de rappeler, l'embarras et la honte de Monsieur consentant, l'indignation de Madame révoltée et le soufflet qu'elle avait appliqué pour faire monter le rouge au visage de

¹ Collé écrivait, en avril 1764, sur la mort de M^{me} de Pompadour : « Tout ne se donnait pas : la plupart des choses se vendaient ou s'achetaient ; d'où il suit nécessairement qu'il s'est répandu dans tous les états une âpreté et une avidité effroyables pour l'argent et que l'argent paraît seul aujourd'hui donner de la considération. Elle a même rendu toute la cour financière : les gens de la plus grande qualité n'ont point dédaigné, n'ont point regardé comme une bassesse d'avoir des intérêts dans es affaires et des croupes dans les fermes générales, »

son fils humilié, toutes les suites de cette union funeste, dont le Palais-Royal n'avait tiré qu'un déshonneur sans profit. Cette magnifique fortune, que convoitait l'abbé de Breteuil, ne reviendrait-elle pas au prince de Lamballe, fils unique et principal héritier ? M^{me} de Penthievre n'en recueillerait que la part modeste faite aux cadets ou aux filles.

Cependant le prince de Lamballe, pourri de débauche, subissait en dernier recours à l'hôtel de Toulouse une opération secrète qui lui laissait la vie, sans espoir de paternité. Sa sœur hériterait donc tôt ou tard, en fin de compte, de tous les biens paternels, à quoi se joindraient ceux du comte d'Eu, soit trois millions de rente⁴, selon les calculs. Déjà les prétendants s'annonçaient, l'Infant, fils du duc de Parme, le prince de Carignan, frère de M^{me} de Lamballe. Le duc d'Orléans ne refuse plus d'entrer en pourparlers : il se confie au duc de Choiseul que le duc de Penthievre écoute avec la confiance de l'amitié et toute la considération que l'on doit au ministre en place. Louis XV n'approuva ces dernières démarches que de mauvaise grâce. Il se défiait assez de ses cousins pour craindre le comble de fortune qu'atteindrait par ce mariage l'héritier de la Maison d'Orléans. A-t-il tenu nettement les propos que M^{me} d'Oberkirch lui prête avec Choiseul, puis avec le duc de Penthievre ? La baronne rédigeait ses souvenirs, alors même que les premières journées révolutionnaires travaillaient le royaume et troublaient les esprits ; ces paroles ont tout l'air de prédiction après coup. Louis XV consentit, parce que, pénétré de sa naissance plus qu'aucun roi, il pensait que la richesse, même démesurée, ne pouvait combler l'énorme différence que creusait le rang entre les aînés et les cadets, entre les Fils de France et les princes du sang. Il songeait aussi, dans son horreur de la bâtardise et des mésalliances que si par ce mariage la Maison d'Orléans s'enrichissait d'argent, elle s'appauvissait d'honneur et s'éloignait du trône en joignant au lambel de ses armes, brisure des cadets, une surbrisure, la barre humiliante des bâtards.

⁴ BESENVAL, *Mém.*, 41-46.

Pour sa part, le duc de Penthièvre n'avait pas lieu d'hésiter. On lui a accordé par la suite trop de réflexions et de répugnances. Peut-être les amis d'autres prétendants, ennemis de la Maison d'Orléans, essayèrent-ils de le détourner de ce projet en lui remontrant combien l'esprit et les mœurs du Palais-Royal juraient avec sa dévotion et ses vertus. Mais il n'ignorait point qu'il était seul de son rang à vivre saintement et qu'il eût en vain parcouru l'*Almanach royal* pour trouver un jeune prince de sagesse édifiante. Ces différences de goûts et de mœurs, dont on fait cas, n'avaient pas effacé les souvenirs communs qui le liaient au duc d'Orléans : leur cousinage, leur camaraderie d'enfance, leur émulation à l'armée. Cousins germains, nés la même année, ils avaient grandi et joué ensemble comme des frères.

A la mort du comte de Toulouse (1^{er} décembre 1737), c'est Louis le Génovéfain, son neveu et son ami, qui est nommé tuteur honoraire du duc de Penthièvre, âgé de douze ans ; lui qui s'emploie auprès du cardinal Fleury pour assurer à cet enfant la survivance des charges et des régiments paternels, bien que son propre fils du même âge n'ait pas encore de régiment. C'est entre le duc d'Orléans et le duc de Chartres, ses parrains, que le jeune Penthièvre est reçu chevalier des Ordres du Roi, le vendredi 2 février 1742. L'automne suivant, les deux jouvenceaux marchent à l'armée de Flandre, en qualité de volontaires. Tous deux se conduisent vaillamment à Dettingen, le duc de Chartres avec « du courage, de l'activité et du sens », le duc de Penthièvre, « avec son sang-froid ordinaire au milieu du plus grand feu » : aussi Louis XV les fait ensemble maréchaux de camp le mardi 9 juillet 1743¹. Marie-Félicité d'Este, princesse de Modène, avant qu'elle devint duchesse de Penthièvre, avait failli épouser son cousin germain, le duc de Chartres. Peu s'en était fallu que l'adresse de sa mère ne l'emportât sur l'habileté de la princesse de Conti, douairière².

¹ LUYNES, IV, 88, 250 et V, 64. Ce sont les termes du maréchal de Noailles dans sa lettre au Roi, Les princes du sang ne passaient pas par le grade de brigadier.

² F. V. TOUSSAINT, *Anecdotes curieuses...*, p. 253.

Les deux princes avaient donc vécu de pair l'enfance et la jeunesse, leurs jours s'étaient emmêlés. Le duc de Penthièvre connaissait la bonhomie du duc d'Orléans dont chacun vantait les bons procédés. Sa fille ne pouvait trouver meilleur beau-père. Sans doute Louis-Philippe-Joseph, duc de Chartres, avait pris trop volontiers depuis deux ans les mœurs de son temps et de son rang. C'était un libertin, qui ne semblait point pire que ses compagnons, sans mauvaise réputation encore et qui pouvait se ranger. Enfin, pensée douce au cœur d'un veuf qui sur six enfants en avait perdu quatre, sa fille ne s'éloignerait pas, elle s'installerait près de lui et non hors du royaume, comme son rang et sa fortune auraient pu l'y obliger.

Au reste, quels que fussent les sentiments privés du duc de Penthièvre, la chose emportait tout. Avant d'être dévot et père, il était prince et légitimé, et il estimait à son prix l'honneur inespéré, que lui accordait le premier prince du sang en lui demandant sa fille. Il faut lire les pages où Saint-Simon nous peint la première réception au Parlement du duc du Maine et du comte de Toulouse, avec les honneurs de princes du sang ; il faut voir le comte de Toulouse droit, froid, les yeux baissés, couvert d'une modestie honteuse, sous le murmure de l'assemblée frémissante, pour pénétrer l'âme d'un légitimé. Si Louis XIV avait tiré ses bâtards du néant par des charges et des donations répétées, il n'avait pu, malgré son édit de juillet 1714 et sa déclaration du 23 mai 1715, les élever aux princes du sang royal. Dès juillet 1717, un édit les dépouillait de leur droit de succession à la couronne ; au lit de justice du 26 août 1718, sur la requête des princes du sang et des pairs qui protestaient contre les prérogatives des légitimés, le Régent les ramenait au rang que leur assignait la date d'érection de leur pairie. Seul, le comte de Toulouse, chef du Conseil de Marine et aimé de tous, gardait le droit de préséance à titre personnel et viager. Les légitimés restaient de fait au rang intermédiaire entre les princes et les gens titrés, honnis des uns et des autres, comme des déclassés. Pour chaque cérémonie, ils avaient leur rang à débattre, à disputer, à conserver ; avant, c'était la crainte de l'humilia-

tion, pendant, la gêne, et après, de pénibles souvenirs. Ils devaient, semblait-il, obtenir sans cesse le pardon, l'excuse de leur naissance. Louis XIV lui-même, l'esprit tourmenté par le remords, avait confessé au duc du Maine qu'il avait fait pour eux tout le possible et qu'à eux seuls appartenait de soutenir leur rang par le mérite. Lui qui avait marié « dans les nues » ses filles légitimées, il s'opposa toujours au mariage de leurs frères ; il ne feignit pas de dire et de répéter que ces espèces-là ne devaient jamais se marier¹. Ce fut à grand'peine et « sous le seul prétexte de la conscience » que le duc du Maine arracha la permission de se marier. Le comte de Toulouse n'osa la demander, du vivant de son père. Une malédiction poursuivait dans leur postérité les amours coupables du Grand Roi. La mort emporte à seize ans, au retour de sa première campagne, le comte de Vermançois, amiral de France, fils de la duchesse de La Vallière (18 novembre 1683). Le fils de la duchesse de Fontanges ne survit pas à sa mère morte à vingt ans (1681). M^{me} de Montespan perd le comte Vexin, âgé de onze ans, et ses deux derniers-nés au berceau. Au berceau encore meurent l'aîné et les trois derniers rejetons du duc du Maine. Le duc de Penthhièvre lui-même pleurait successivement le duc de Rambouillet, le duc de Châteauvillain, le comte de Guingamp, une fille qu'il ne pouvait élever. Et à ces deuils blancs s'ajoute le veuvage. Son dernier-né prend la vie de sa mère sans lui survivre (30 avril 1754).

Fils du comte de Toulouse qui n'avait tenu son rang qu'avec une « modestie honteuse », pieux lui-même et tourmenté de scrupules, minutieux sur l'étiquette, révérencieux et cérémonieux, le duc de Penthhièvre sentait vivement la gêne de sa condition équivoque. Sa bonne grâce n'avait pas apaisé la sourde protestation des gens titrés. L'année même de son mariage (1744), la noblesse demandait au Roi que les enfants à naître du prince ne pussent occuper un rang intermédiaire entre les princes du sang et les pairs du royaume². Grâce à Dieu, sa fille s'évaderait par son mariage avec le duc de Chartres de cette

¹ SAINT-SIMON, X, 239 sq.

² Arch. Nat., K. 142, n° 11, copie du mémoire.

pénible condition, elle échapperait au cauchemar d'une naissance douteuse. Pour elle et ses petits-enfants disparaîtrait le trait humiliant qui séparait sur l'*Almanach royal* les princes du sang des légitimés. Le duc de Penthièvre soumit donc volontiers au Conseil de la Maison d'Orléans tous ses papiers, l'état exact de ses biens, comme son testament. L'on se buta à la modicité de la dot qui ne pouvait dépasser 50.000 écus de rente, au moins du vivant du père. Alors même le prince de Lamballe, dont l'on avait désespéré trop vite, sembla revivre et cette résurrection ajournait ou diminuait des trois quarts les espérances de sa sœur. Repris par sa répugnance, le duc d'Orléans rompit les pourparlers et le public pensa que le comte de Pons, l'emportant cette fois sur l'abbé de Breteuil, avait fait prévaloir contre le projet ses raisons d'éloignement.

Le duc de Penthièvre ressentit l'affront de ce marchandage et de cette rupture : on le traitait en financier. Choiseul, irrité contre le duc d'Orléans qui l'avait engagé à la légère vis-à-vis du Roi et du prince, proposait à Sa Majesté M^{lle} de Penthièvre pour le comte d'Artois. Mais le Roi, ferme sur l'orgueil du sang, repoussa net l'idée de mésallier un Fils de France. Cependant le prince de Lamballe mourait à Luciennes le 6 mai 1768 : et Louise-Marie-Adélaïde de Penthièvre devenait la plus riche héritière du royaume et de l'Europe. Le prince de Condé, dont les affaires étaient fort obérées, songeait qu'une telle bru apporterait dans sa Maison le trésor des mille et une nuits et il sollicitait Choiseul de faire agréer du Roi et du père son fils, le duc de Bourbon. Le duc de Chartres abandonnerait-il à son cousin un si beau parti ? Réunis aux domaines d'Orléans, les biens de l'héritière dépasseraient six millions de rente, selon Besenval ; huit millions, selon M^{me} d'Oberkirch. C'étaient les chiffres que l'on chuchotait.

« Quelque temps après la mort de M. le prince de Lamballe — dit sans détour une relation¹ écrite pour les Archives du Palais-Royal, M. le duc d'Orléans se décida à chercher à renouer le mariage dont il avait été question

¹ Arch. Nat., K. 142, n° 22.

précédemment... » La modicité de la dot ne faisait plus question, puisque M^{lle} de Penthievre se trouvait désormais légataire universelle de son père. Par la duchesse de Grammont, l'on regagna son frère Choiseul ; par le marquis de Puisieux, homme de vertu et d'autorité, arbitre reconnu des débats d'honneur¹, le duc de Penthievre. Louis XV permit officieusement au duc d'Orléans de reprendre les démarches et informa le duc de Penthievre de son entière approbation. S'il faut en croire Besenval, la baronne d'Oberkirch et E. Delille, le secrétaire intime de la future duchesse d'Orléans, l'inclination décidée qui menait M^{lle} de Penthievre vers le duc de Chartres aurait seule emporté le consentement paternel. Petite pensionnaire à l'abbaye de Montmartre, elle ne l'avait jamais vu qu'une fois, un jour de sortie, chez M^{me} de Modène, où il lui avait donné la main pour la conduire à son carrosse. Il s'était aussitôt fixé dans sa mémoire sous la figure du Prince Charmant, et de retour au couvent elle avait déclaré qu'elle n'en épouserait jamais d'autre. Elle aurait supplié son père de ne pas la rendre malheureuse en contraignant ce sentiment.

Le duc de Penthievre pouvait-il tenir rigueur au duc d'Orléans devant l'insigne honneur que lui renouvelait le premier prince du sang en lui demandant sa fille derechef, décidément cette fois ? Cette reprise n'en coûtait qu'à l'amour-propre de son cousin ; elle réparait de la meilleure façon la vilaine manière dont on avait brisé les premiers pourparlers. Par ce mariage les légitimés rentraient dans la famille légitime. Dans sa personne s'éteindrait le scandale de bâtardise, dont avait tant souffert la famille royale et la noblesse de France. Telle était la distance qu'il apercevait entre les princes du sang et sa propre personne, que son premier mouvement, au lendemain des noces, sera de refuser la main à sa fille qui veut y poser ses lèvres. Dans son esprit cérémonieux le baise-main de la duchesse de Chartres à lui, prince légitimé, ne se pouvait plus, en dépit du respect filial. Il le lui témoigna en grande assemblée dans le souper du 19 avril 1769². Il fallut que le

¹ M^{me} DE GENLIS. *Mém.*, II, 140.

² TRONCHIN, *op. cit.*, chap. VII.

duc d'Orléans attirât lui-même la main paternelle vers la bouche de sa bru, en déclarant que « cela serait toujours ainsi ». La jeune duchesse sauta au cou de son beau-père, les yeux mouillés de reconnaissance. Tous trois pleurèrent et s'embrassèrent : ce bon procédé du duc d'Orléans pouvait faire oublier les calculs de son conseil. Néanmoins le duc de Penthièvre ne manquera pas désormais, dès qu'il aborde la duchesse de Chartres, de la nommer *Madame* une fois, avant de l'appeler : *ma fille*¹.

Quand les gens d'affaires des deux Maisons eurent réglé les articles du contrat (fin décembre 1768), les deux princes allèrent publiquement demander l'agrément du Roi qui fixa la cérémonie au 5 avril suivant. Louis XV déclara le mariage, le 1^{er} janvier 1769, selon les nouvelles à la main de la Bibliothèque Mazarine, le mercredi 4 au matin, suivant la *Gazette de France* du 6 janvier. Les novellistes l'avaient annoncé dès le 29 décembre.

Ce fut donc la mort du prince de Lamballe qui détermina le mariage de sa sœur avec le duc de Chartres. Plus tard, les libellistes, sans souci de la date, accusèrent le prince d'avoir fait empoisonner par Vénus son « beau-frère » Lamballe²... Cependant, lorsque le fils du duc de Penthièvre tomba malade, le duc d'Orléans n'avait pas encore accueilli le projet que seul le fâcheux état du jeune prince le porta à considérer. Le duc de Penthièvre, selon le prince de Ligne³, « n'a jamais accusé son gendre d'avoir entraîné son fils dans « la débauche, car le duc de Chartres n'a jamais voulu avoir « M. de Lamballe dans sa société... » A ce témoignage d'un ami de Marie-Antoinette, se joint celui de Marais pour démentir la calomnie acceptée par Talleyrand et par M^{me} Campan. « Pour moi, note le policier le 12 juin 1767 au sujet du prince de Lamballe, je pense qu'il a l'obligation (de son mal) aux belles connaissances que lui ont procurées MM. de Duras. » Rouzet de Folmon cite un M. de Wargemont,

¹ Bibl. Nat., Mss. Nouv. acq. fr. 6.582. *Souvenirs de Dom Courdemanche*, II, 475 (octobre 1787).

² *La vie et les crimes de Philippe, duc d'Orléans*, Cologne, 1793, p. 11 et 12.

³ *Pensées et lettres...*, éd. Didot, 1859, p. 134.

de la légion de Soubise, pour avoir damné l'âme du prince de Lamballe. Comment rapporter au duc de Chartres une mort qui ne put l'enrichir qu'en déterminant un projet incertain, dont le jeune homme laissait le soin au chef et au conseil de sa Maison. Les jeunes princes ne se mariaient pas : on les mariait.

L'union du duc de Chartres avec M^{lle} de Penthièvre, l'héritière même que le prince de Condé avait convoitée pour son fils, risquait de gâter le cousinage des princes d'Orléans et des Condé, toujours ombrageux. L'alliance de Louis-Philippe le Gros avec une Bourbon-Conti, propre cadette des Condé, n'avait-elle pas déjà offusqué les maîtres de Chantilly ? Le duc d'Orléans accorda la politique avec l'amour paternel en promettant sa fille au duc de Bourbon¹. Son conseil mena de front les pourparlers des deux mariages qui furent arrêtés presque la même semaine. Louis XV déclara le 8 janvier les accordailles de Mademoiselle avec le duc de Bourbon. La disproportion d'âge ajournait l'hymen à l'année suivante ; cet obstacle n'avait pas tenu devant l'intérêt de chacun bien entendu.

Selon le duc de Choiseul, le Roi jugeait l'alliance convenable pour Mademoiselle, qui n'aurait pas le chagrin de sortir du royaume, et fort avantageuse pour le duc de Bourbon, qui y trouvait honneur et argent². La branche de Condé se rapprochait ainsi du sang royal dont chaque génération l'avait éloignée : issue de l'oncle d'Henri IV, elle devait

¹ Louis-Henri-Joseph de Bourbon-Condé, duc de Bourbon, né le 13 avril 1756, et Louise-Marie-Thérèse-Bathilde d'Orléans, née à Saint-Cloud le 9 juillet 1750, mariés le 24 avril 1770.

² Les articles du contrat, passé devant les secrétaires d'Etat en présence du Roi le 23 avril 1770, constituaient en dot à la future épouse quatre millions en avancement d'hoirie, payables et exigibles seulement après le décès de son père — outre les biens et droits qui lui revenaient de feue la duchesse d'Orléans, sa mère, dont elle devait partager incessamment avec son frère, la succession encore indivise. En attendant, le duc d'Orléans s'obligeait de payer, par chacun an, à sa fille, dès le jour de la cohabitation, la somme de 100.000 livres sans retenue, en quatre termes égaux. Du Roi, la future épouse recevrait 50.000 livres de pension et le duc de Bourbon 60.000, à quoi s'ajouteraient de son côté 50.000 livres de rente, revenu des biens qu'il tenait de sa mère et 100 000 livres l'an que lui verserait son père par quartiers et sans retenue. (Voir le projet de ce contrat daté du 7 janv. 1769. Bibl. Nat., Mss. Nouv. acq. fr. 21.448, f° 7).

remonter jusqu'à saint Louis pour citer un aïeul Roi de France.

Le duc de Chartres et M^{lle} de Penthievre, mieux assortis par l'âge, devaient être unis dès la fin du carême. Doublement cousins issus de germains, ils croisaient à plaisir les liens de parenté. Par leur arrière-grand-père le Régent, ils appartenaient de la main droite à Louis XIII, et par leur arrière-grand-mère M^{lle} de Blois, qui se trouvait aussi grand'tante de la future épouse, de la main gauche à Louis XIV. Louis le Génovéfain, grand-père du duc de Chartres, avait été l'oncle de la duchesse et du duc de Penthievre, après avoir été le neveu du comte de Toulouse, leur beau-père et père. Le Roi et le duc d'Orléans demandèrent chacun au Pape les dispenses sur ce degré de parenté. Elles parvinrent directement aux futurs conjoints, en forme de bref, exempt des frais de fulmination¹. Le duc d'Orléans, par déférence pour le Parlement et pour obéir à l'arrêt du 26 février 1768 ordonnant qu'y fussent présentées toutes les expéditions faites en cour de Rome, crut bon de soumettre le bref aux magistrats.

L'Archevêque de Paris, qui protestait contre cet empiètement du Parlement en matière religieuse, s'était refusé jusqu'alors à accorder son visa et toutes dispenses de bans ou d'interstices de fiançailles à ceux qui se prêtaient à cette formalité. Il hésita quelques jours, en l'occurrence, puis, dans la crainte que le mariage ne fût célébré à Saint-Cyr, qui dépendait du diocèse de Chartres, il porta lui-même au Palais Royal les papiers en bonne et due forme, avec permission de joindre la cérémonie des fiançailles à celle du mariage², afin d'éviter une difficulté d'étiquette³. Les bans furent publiés à Saint-Eustache, paroisse commune du duc de Chartres et du duc de Penthievre, à Montmartre, paroisse de fait de la future qui habitait l'abbaye, et, le même jour,

¹ Selon une distinction particulière en cour de Rome aux descendants de saint Louis.

² *Arch. Nat.*, K. 142, relation citée.

³ Aux fiançailles, que d'ordinaire l'on célébrait la veille, la jeune fiancée aurait dû porter la mante à traîne longue de cinq aunes. Mais dernière des princesses légitimées, elle n'eût trouvé aucune princesse pour la lui porter. Les fiançailles jointes au mariage, il n'était plus question de mante.

19 mars, à Versailles, paroisse du Roi, chef de famille¹. Il fallut encore une sentence de l'Official pour corriger sur les registres de Versailles l'extrait baptistaire de la jeune princesse qui, dans son trouble, au jour solennel du baptême, avait interverti en signant l'ordre de ses prénoms.

Déjà s'agitaient les gens titrés et tous ceux qui à la Cour pouvaient appartenir indéfiniment au duc d'Orléans ou au duc de Penthièvre. Les princes du sang inviteraient-ils à la cérémonie? qui et dans quelle forme? A quel degré s'arrêterait-on? Un mariage princier, et particulièrement le mariage du fils du premier prince du sang, éveillait des prétentions, engageait débats et contestes. Hommes et femmes saisissaient l'occasion d'empiéter, de créer un précédent, qui la prochaine fois permettrait de gravir encore un degré; c'était une bataille ouverte sur l'étiquette, un épisode flagrant de la guerre sourde qui portait continuellement la noblesse à rogner la distance qui la séparait des princes, à gagner sur eux. Les princes du sang qui, depuis Louis XIV, voyaient les prérogatives leur échapper une à une, résistaient à cette indiscretion qui allait à la confusion des rangs, d'autant plus entêtés qu'ils s'éloignaient du trône et qu'ils devaient parer par les dehors à cette lente déchéance qui les rendait plus faibles contre ces prétentions.

Le duc de Penthièvre était civil et trop obligeant pour ne pas admettre ses proches, tous ses proches, à la cérémonie qui flattait son orgueil princier. Un légitimé ne pouvait faire le renchéri: il invita, pour la signature du contrat et pour la célébration du mariage, les Noailles, ses parents maternels, et généralement tous ses alliés au moindre degré. Le duc d'Orléans resta strict sur l'étiquette, malgré les sollicitations indirectes de MM. de Bouillon et de la Trémoille qui prétendaient avoir été invités à la visite royale, lors de son mariage. Car, si la cérémonie fournissait à la noblesse un prétexte d'empiètement, elle offrait aussi aux princes l'occasion de regagner le terrain perdu. Louis-Philippe le Gros n'invita personne, et avec la meilleure raison du monde. Il s'effaçait

¹ *Arch. Nat.*, K. 546, n° 30, copie des bans et certificats en latin du curé de Saint-Eustache et du curé de Versailles.

devant Louis XV : ce n'était point lui, le père, qui mariait son fils, mais bien le Roi, chef de famille. La cérémonie se célébrait à Versailles chez Sa Majesté : simple invité lui-même¹, il ne pouvait se permettre d'inviter les autres.

Cependant, comme il était bonhomme, il voulut s'abriter derrière la résolution commune de ses pairs. Les princes du sang convoqués chez lui à Versailles, avant la signature du contrat, décidèrent qu'à l'avenir ils n'inviteraient personne aux noces ni pour la signature, ni pour la célébration, mais qu'ils accueilleraient chez eux ceux de leurs proches qui voudraient bien se présenter à la visite du Roi. Sollicité d'admettre à sa table, au souper, plusieurs dames de la Cour titrées ou non titrées, ainsi qu'il l'avait permis autrefois en pareille circonstance, Louis XV ne se laissa point fléchir.

Le contrat fut passé le 4 avril, à 7 heures du soir, dans le cabinet de Sa Majesté et signé par le Roi, la famille royale, les princes et princesses du sang, enfin par les légitimés, chacun à son rang. Aussitôt le comte de Pons s'en fut chez M^{lle} de Penthièvre pour lui remettre les diamants réservés à son usage et les bijoux, présents du duc d'Orléans. Le soir, le duc de Penthièvre réunissait à souper les princes du sang et les plus considérables de ses parents.

Le lendemain mercredi 5, à midi, toute la famille royale, les princes et princesses du sang rassemblés chez Sa Majesté, s'acheminèrent vers la chapelle. Le duc de Chartres, donnant la main droite à M^{lle} de Penthièvre et marchant à sa gauche, précédait le cortège. Comme dans les contes, l'époux rayonnait d'or et l'épousée brillait d'argent. Le prince était vêtu

¹ Témoin la lettre que laissa au Palais-Royal, en l'absence du duc d'Orléans, le marquis de Dreux, grand-maitre des cérémonies :

28 mars 1769.

MONSIEUR,

Le Roi m'a ordonné d'inviter, de sa part, V. A. S. à se trouver aux cérémonies de la signature du contrat de mariage et du mariage de M. le duc de Chartres avec M^{lle} de Penthièvre, qui se feront à Versailles le mardi et le mercredi 4 et 5 du mois d'avril prochain. Le jour du mariage, les Princes et Princesses souperont avec le Roi.

Je suis avec un profond respect

de V. A. S.

Monseigneur, etc.

Très humble..., etc.

d'étoffe d'or à réseaux; il portait l'habit à manteau et chausses larges de même étoffe et doublé de soie cerise, le tout enrubanné cerise et or. M^{lle} de Penthièvre était habillée d'étoffe blanc d'argent, couleur des princesses le jour de leur mariage¹. Devant l'autel, le duc de Chartres, averti qu'il se trompait de place, enjamba lestement la traîne de la mariée pour se mettre à sa droite². Cette désinvolture en pleine cérémonie choqua les hommes graves. Le couple s'agenouilla sur les marches du sanctuaire pour recevoir la bénédiction du grand aumônier de France, M. de la Roche-Aymon, qui célébra la messe. Dans la nef et les travées se pressaient les personnes de la Cour, de service ce jour-là, et nombre de courtisans en habits magnifiques. Les veuves s'étaient enveloppées de voiles pour la circonstance. La grande tribune, où d'ordinaire le Roi entend la messe, avait été réservée aux familiers du Palais-Royal. Les mariés dînèrent chez le duc de Penthièvre, qui, toujours attentif à épuiser la liste de ses invités, avait prié beaucoup de monde de Versailles, ses plus proches parents.

Le soir, la famille royale se rassemblait à nouveau chez le Roi et, mêlée aux personnes de la Cour, se dispersait à travers les salons garnis de tables à jeu. Le duc de Chartres joue au lansquenet avec Louis XV dans le salon de la guerre, la duchesse au cavagnole dans la pièce suivante, à la table du Dauphin, en compagnie du comte de Provence, du comte d'Artois, de Madame et des princesses du sang. Vers 9 h. le jeu cesse et le Roi se met à table dans le salon d'Hercule. C'est un fer à cheval de 22 couverts, autour duquel se rangent Fils et Filles de France, princes du sang et légitimés. Au milieu des convives, le duc de Chartres fait vis-à-vis à sa femme. Après souper, l'on repasse dans le cabinet du Roi, qui peu après envoya l'un après l'autre les mariés à leur toilette. Quand furent ouvertes les portes de la chambre à coucher, le duc de Chartres, en manteau, tête nue et sans épée, la

¹ Point de couleurs fixées pour l'habit du marié. Si les fiançailles avaient été célébrées la veille et séparément, les fiancés y auraient porté des étoffes noir et or.

² *Biogr. des Contemporains* (15^e vol.), notice attribuée par le duc d'Aumale au roi Louis-Philippe.

duchesse en robe de chambre, se placèrent au pied du lit, à droite et à gauche, et le grand aumônier, selon le rite liturgique, bénit la couche nuptiale afin d'attirer sur l'hymen princier la faveur divine. Puis Louis XV se retira dans la chambre de l'époux qui, après avoir reçu la chemise des mains royales, acheva de se déshabiller. Dès que le jeune prince se fut glissé dans la ruelle droite du lit, à côté de sa femme, les rideaux du pied du lit furent tirés de chaque côté et le couple resta une minute sous le regard du Roi et de l'assistance : le duc de Chartres, les cheveux noués d'un ruban, gardait son bonnet à la main. Alors Sa Majesté, d'un geste patrilial, ordonna de fermer les rideaux et sortit en cortège, non sans avoir ordonné aux deux pères de rentrer pour embrasser les mariés.

Le lendemain, après la messe, le duc d'Orléans présenta à sa bru toutes les personnes de sa Maison ; elle leur distribua des nœuds d'épée et, vers 4 h. après-midi, elle se mit sur son lit, en grand habit, pour recevoir la visite du Roi et de la famille royale. Louis XV ne vint qu'après la chasse, au soir tombé, et ne prit pas le temps de s'asseoir. Les membres de la famille royale se présentèrent successivement, chacun d'eux reçu et reconduit en cérémonie par les princes, les princesses du sang et toutes les personnes de la Maison. Entre-temps, nombre de dames titrées rendirent visite de bonne grâce à la duchesse de Chartres, reconnaissant ainsi la dignité supérieure de son rang. Mais M^{mes} de Brionne, de Bouillon et de Rohan, la duchesse de La Trémoille, piquées de n'avoir pas été priées à la cérémonie, se gardèrent de paraître et demandèrent le lendemain une présentation en forme. Les jours suivants, le duc d'Orléans suppléa aux invitations qu'il n'avait pu faire, comme invité du Roi, en priant, groupe par groupe, à des soupers d'apparat les dames présentées. Cependant nouvellistes et gazetiers colportaient « l'ennuyeux récit de tous les habits de la noce : broderies, réseaux, paillettes et paillons, fleurettes, fleurs et fleurons » qui faisait bâiller M^{me} du Deffand. L'on assurait à la Ville que le prince et la princesse portaient chacun sur eux le jour des noces pour près d'un million de diamants.

Le surlendemain soir, le nouveau ménage rentrait au Palais-Royal salué par un feu d'artifice; le 9, il assistait à l'Opéra et présidait le souper splendide que leur offrait le duc d'Orléans, tandis que s'illuminaient les maisons et façades sur les jardins. La jeune duchesse se prodiguait pour contenter la curiosité des Parisiens : pour la première fois, elle allait au spectacle où son père, retenu par la dévotion, ne l'avait jamais menée. Accompagnée de sa tante, la comtesse de la Marche, qui lui tenait lieu de mère et de sa belle-sœur, M^{lle} d'Orléans, elle se montrait le 12 à la Comédie Française, le 15 à la Comédie Italienne. Le 12 et le 14, le duc de Penthièvre traitait à souper 150 personnes¹. Enfin, le 24, ayant épuisé les compliments de la Cour et de la Ville, les jeunes mariés se retirèrent à Saint-Cloud jusqu'au voyage de Marly.

A la mi-mai, le prince de Conti leur offrit une semaine de fêtes à l'Isle-Adam où cent personnes furent conviées avec tous les princes du sang ; à la mi-juin, Mademoiselle les recevait à Issy dans le château que son oncle Conti lui avait prêté pour l'été et leur donnait une féerie de l'invention de Carmontelle².

Invité du Roi qui, comme chef de famille, pourvoit aux noces des princes du sang, le duc d'Orléans n'avait pas cru bon de donner une fête au Palais-Royal. Il se contenta d'un souper et d'une aumône de cinq cents louis aux pauvres de Saint-Eustache, sa paroisse³. C'est à Villers-Cotterets, dans son apanage où il faisait figure de souverain, qu'il préféra ordonner des réjouissances particulières. Il évita ainsi la confusion et l'encombrement qu'eût produits à Paris l'indiscretion générale.

¹ Ces formalités d'étiquette de la cérémonie nuptiale semblent plus significatives à la veille de la Révolution. Elles montrent que, si la vanité du Tiers-Etat souhaitait la confusion des ordres, la vanité de la noblesse travaillait, au dedans même de l'ordre, à la confusion des rangs.

² *Nouv. extraord.*, 28 avril, 23 juin 1769.

³ Collé, que la rigueur de l'étiquette avait sans doute écarté de la cérémonie, parle du mariage avec mauvaise grâce. « Il n'y a point eu de fêtes ; M. le duc d'Orléans a donné 500 louis aux pauvres de Saint-Eustache, sa paroisse. Par ce trait de charité, sa politique épargne trois ou quatre cent mille francs. » Il les réservait pour Villers-Cotterets.

Il y eut branle-bas au Palais-Royal pour préparer le voyage de toute la Maison. Un mois à l'avance, on s'inquiéta d'aménager les appartements de Villers-Cotterets que les officiers durent céder au plus grand nombre possible d'invités. Outre les dames de la Cour, on comptait trente-six invitées. Tronchin, lui-même, le médecin vénéré, dut abandonner son logement au duc d'York. La jeune duchesse arriva le 29 juin, à 10 h. du soir, au château. On lui offrit, comme bienvenue, une fête agreste de la façon de Carmontelle : un chœur de jeunes filles, de l'âge de la princesse, choisies pour leur minois, à dix lieues à la ronde, vêtues de blanc et de rose, la houlette à la main, chanta des couplets de Collé, mis en musique par Monsigny, qui vantaient l'innocence champêtre. Le 1^{er} juillet, la duchesse de Chartres reçut dans sa chambre la grande députation de Soissons, magistrats et officiers en habit de cérémonie qui récitèrent leurs compliments ¹. Sur la terrasse défilèrent ensuite en musique trois compagnies qui avaient bon air. L'on s'ingénia pour varier les plaisirs des invités. L'on courut le cerf dans la forêt de Rets et le lièvre dans le petit parc voisin du parterre, les femmes en cabriolet, les hommes à pied... Et chaque soir, après le souper qui comptait au moins cent cinquante couverts, il y avait jeu, bal et concert où l'excellent orchestre du prince de Conti s'alliait à celui du duc d'Orléans. Pour inaugurer la nouvelle salle de spectacle, M^{me} de Montesson désirait jouer la *Gabrielle d'Estrées* de Sauvigny. Par déférence pour le duc de Penthièvre qui, n'allant jamais au théâtre, eût préféré entendre *Athalie* ou *Polyeucte*, le comte de Pons décida que l'on s'en tiendrait à la *Partie de chasse d'Henri IV*. Les enfants même ne furent pas négligés : ils jouèrent des proverbes que Carmontelle composa à leur intention. Enfin, le duc d'Orléans, accompagné des princes, se rendit au camp de Verberie, pour y passer une grande revue en l'honneur de sa bru ².

¹ Un recueil de pièces, provenant de la maison de Penthièvre, contient le texte des dix compliments adressés à la princesse. Bibl. Chambre Députés : Z. 492, fol. 14-23.

² TRONCHIN, *op. cit.*, chap. VII.

Cependant les entrepreneurs se hâtaient d'achever les réparations du Palais-Royal : en octobre les maçons laissaient la place aux jardiniers, aux treillageurs et aux sculpteurs qui tapissaient à neuf les boulingrins, redressaient treillis et statues dégradées par de longs travaux. On annonçait merveille de la nouvelle salle de l'Opéra, dont on promettait l'ouverture au duc d'Orléans pour la mi-décembre. Le vieux palais, enfin délivré des ouvriers, s'était renouvelé, embelli pour recevoir le jeune ménage.

Les princes devaient regagner Paris vers la Saint-Martin. Mais l'inoculation, à laquelle la duchesse de Chartres se soumit de bonne grâce au château du Raincy (16 octobre) pour complaire à son mari et à son beau-père, ajourna ce retour. La princesse, rétablie dès novembre, acheva sa quarantaine à Rambouillet, dans le château paternel¹.

¹ *Nouv. extraord.*, 24 mars, 6, 19, 20, 31 oct., 21, 24 nov., 8 déc. 1769.

CHAPITRE IV

EN MÉNAGE

Les époux, qui comptaient trente-huit ans ensemble, n'étaient point de raison à disposer de leurs revenus. Aux termes du contrat¹, le duc d'Orléans se réservait la jouissance et l'administration de tous leurs biens, aussi longtemps qu'il le jugerait bon ; par contre, il se chargeait de les nourrir et entretenir avec chevaux et équipages, de les loger et meubler à Paris et hors Paris et de les faire servir par ses officiers et domestiques. En l'absence d'une belle-mère, la jeune duchesse de Chartres entraît donc au Palais-Royal comme maîtresse de maison.

Elle y apportait plus de tendresse que d'esprit et plus d'esprit que de volonté. Dans la suite des princesses d'Orléans, elle se présente comme la plus faible, la plus effacée, sans énergie le long de circonstances difficiles que seul affronte le caractère. Ame dépourvue de ressources, toujours ployante, elle recherche partout une tutelle : père, mari, amies et ami, auxquels elle s'abandonne mollement et trop vite. Aux jours de malheur, son esprit de femme-enfant sera le champ clos des amitiés rivales : M^{me} de Genlis, M^{me} de la Charce, M^{me} de Chastellux, et l'amour filial contre l'amour conjugal et l'amour maternel. Les années, l'expérience, les peines l'alanguiront, l'attristeront sans l'instruire ni l'affermir. Sa piété même, dont

¹ *Arch. Nat.*, R¹ 826. Selon la coutume de Paris, il fallait 25 ans accomplis pour disposer pleinement de tous ses meubles et immeubles. Cependant le mariage donnait *ipso jure* l'administration de ses biens au jeune époux, même s'il n'avait pas vingt ans. La vente ou l'échange lui étaient loisisbles, mais non la donation.

elle perdra la fleur dans la société du Palais-Royal — piété d'habitude plus que de conviction — ne peut la soutenir ni la redresser. Petite bourgeoise au cœur tendre, aux nerfs fragiles, prête aux larmes, même aux convulsions¹, elle n'est pas d'humeur à disputer aux autres le cœur des siens. Témoin des derniers jours du règne des femmes, elle ne compte guère dans la vie de son mari et de ses enfants, faute de fermeté autant que de coquetterie.

Dans la galerie féminine du siècle finissant, c'est un des rares visages qui ne soient pas mutins. Trop petite pour paraître belle, elle ne manque pas d'attraits, mais ses attraits manquent de piquant. L'on remarque sa bonté sensible, non ses bras blancs et ronds, ni ses jolies mains, ni son pied menu, ni l'opulente chevelure blond châtain dont la masse crêpée, relevée sur le front, lui grandit la tête hors mesure. Sa grâce, faite d'honnêteté et de modestie, plaît au cœur plus qu'aux yeux ; dès la présentation, elle charme les gens du Palais Royal par son accueil singulièrement affable, par son innocence d'intentions et de paroles, par ses yeux de pervenche qui s'émerveillent d'un rien. Nous la voyons, peinte par Vanloo, deux ans avant son mariage, dans le tableau *la Tasse de chocolat*². C'est encore l'élève de l'abbaye de Montmartre, au visage doux et pur dans sa rondeur et sa fraîcheur de couvent. Elle respire à l'aise, entre son père et sa grand'mère, la comtesse de Toulouse, derrière sa belle-sœur Lamballe et tout près de son frère. Sans les vêtements brodés et les chamarrures des deux hommes, l'on croirait une famille de bourgeois, pleinement contents d'être ensemble. Depuis, la mort a rétréci cette intimité ; la jeune fille s'est serrée davantage contre son père, qui vit, le regard sur elle, elle, ne pensant que par lui. Le Prince Charmant qui se glisse entre eux ne diminuera point ces échanges de l'amour paternel et de l'amour filial. Carmontelle nous présente en 1770 la petite pensionnaire devenue princesse. Assise de profil à droite

¹ Et. ALLAIRE, *Le duc de Penthièvre*, Paris, 1889, in-8°, p. 265.

² Le musée de Versailles possède une copie de ce tableau ; l'original se trouvait au temps de Louis-Philippe, dans le Cabinet des Médailles du Palais-Royal. Voy. VATOUT, *Le Palais Royal*, p. 335.

près d'une large baie qui montre un parc, elle étale sur une causeuse bleu tendre sa robe rose tendre à demi-panier. Elle se guinde un peu dans le corsage serré dont les dentelles blanches bouillonnent autour de la gorge et des bras. Les fatigues de la représentation ont aminci le visage de dix-sept ans, presque sérieux, et affiné les traits. Malgré les fleurs qu'elle laisse pendre de sa main droite et le livre ouvert sur sa jupe par contenance, elle semble embarrassée de sa grandeur, même devant l'artiste. Contrainte dans son maintien, elle n'a ni l'abandon, ni l'air espiègle de sa belle-sœur, la duchesse de Bourbon, en son grand habit de poupée d'apparat.

Le duc de Penthièvre est un beau-père de 44 ans, peu gênant pour son gendre, malgré sa jeunesse ; sachant toiser le haut rang où s'est élevée sa fille, il garde sa place de légitimé. Il ne fréquentera guère le Palais-Royal, car, comme les gens de rang incertain, il n'aime pas le monde où il se sent mal à l'aise, à la fois par crainte du péché et par orgueil de prince. Parfois il y paraît stupide même, tournant toute une soirée un éventail entre ses doigts, sans dire mot¹. Il ne reprend aisance et bonhomie que chez lui, dans sa petite cour de dévots et de prêtres, où personne ne saurait manquer à Dieu ni à lui-même. Cérémonieux pour autrui comme pour soi, il s'égaie cependant en bon curé de campagne, taquinant volontiers dom Courdemanche qui nous l'a montré au vrai, en famille, dans un déjeuner d'huîtres improvisé au Tréport² (1787). Ce gros rire, ces travers de dévot tâtilleur et révérencieux ne diminuaient pas le prince qui professait et pratiquait l'amour des pauvres. A l'exemple de son cousin germain Louis le Génovéfain, il se considérait comme l'un des intendants de Dieu, chargé de répartir les biens de la terre à lui confiés ; il remerciait les mendiants « courtisans du Seigneur » qui acceptaient son aumône. Il édifiait jusqu'aux moines, quand, à son hospice de Vernon, vaquant lui-même de la cuisine au réfectoire, il servait les vieillards et les infirmes. Aussi les hommes de la Révolution, qui ne con-

¹ Marquise de Fitz-James à comtesse d'Hunolstein, 18 août 1773.

² Et. ALLAIRE, *op. cit.*, p. 265.

naîtront ni grands ni nobles, ne lui refuseront-ils pas le respect qu'il marquait aux misérables.

Le duc d'Orléans et le duc de Penthievre se ressemblaient par l'âge, la bonhomie et la tendresse. Mais le duc de Penthievre avait su occuper son veuvage par la continuité des petits devoirs exactement remplis : amiral, grand veneur, gouverneur et lieutenant-général de Bretagne, il s'acquittait avec soin de ses hautes charges. Le souci de la ponctualité l'avait même conduit à la passion de l'horlogerie ; il possédait une belle collection de montres et de pendules¹ qu'il travaillait à mettre d'accord, symbole des diverses occupations qu'il menait de pair. La dignité de sa personne et de sa vie, nette, ordonnée, minutieuse, commandait des égards. Toutefois ce prince légitimé, d'un autre âge et d'autres mœurs, ne pouvait prendre autorité sur un gendre fier de sa naissance, livré au monde et intraitable sur ses caprices. Le duc de Chartres respectera et ménagera son beau-père, dont il espère recueillir les charges et les biens : il ne le consultera point. Les vertus des Penthievre, inutiles au gendre, le laisseront abandonné à lui-même, surtout à d'autres, plus enjôleurs et plus agissants. L'estimable dot morale que M^{lle} de Penthievre apportait au duc de Chartres, — et qui pouvait conjurer les maléfices cachés dans sa dot solide, aliment d'intrigues et de convoitises, — reste inefficace. Faible et timide autant que son père est neutre et réservé, elle ne pourvoit son mari que d'argent.

Une femme de tête eût convenu plus qu'une enfant sensible à ce duc de Chartres que la cérémonie et les réceptions du mariage venaient de livrer aux commentaires du public. Il avait reçu les grâces du corps et de l'esprit : grand, bien tourné, la jambe belle, il était fait pour plaire. D'une pres-tance singulière aux heures de représentation, il se montrait d'ordinaire simple et leste de manières². Des yeux noirs³, bien fendus sous l'arc du sourcil, égayaient d'une lueur d'espièglerie son visage aimable et plein. Le front uni, un

¹ H. BONHOMME, *Le duc de Penthievre*, p. 107.

² MONTJOIE, *op. cit.*, I, 71 sq. ; GENLIS, *Mém.*, II, 180.

³ ROTZET DE FOLMON, *op. cit.*, I, 40.

peu fuyant, sans pli de réflexion ni ride de volonté, le nez charnu, prêt à bouffir sur la bouche épanouie que relevait aux coins la malice du sourire, le menton gras et plissé, tous les traits mous, comme détendus, indiquaient l'oisif de grand air. Alors ses vingt-deux ans trépignent : il ne songe qu'à s'ébattre, comme un poulain lâché. Il excelle à tous les exercices : adroit et gracieux cavalier, vigoureux escrimeur, danseur charmant et le seul homme qu'on regardât volontiers¹ aux quadrilles de la Dauphine et de la Reine, tandis qu'on riait de la gaucherie du marquis de La Fayette. « Tout ce qui reste de l'ancienne cour de France, écrivait plus tard Talleyrand, regrette de l'y avoir applaudi, dansant des béarnaises dans le costume d'Henri IV ou faisant des pas nobles avec les habits de fête que les jeunes gens portaient à la cour de Louis XIV. » Hardi chasseur, il garde son sang-froid et son agilité dans les pires dangers : tombé sous le boutoir d'un sanglier, il s'échappe prestement comme un toréador. Il aime le mouvement, le bruit, les chiens, les chevaux, les traîneaux, les voitures, les courses imprévues, les randonnées de chasse qui dévorent le temps et l'espace.

Cette agitation inlassable annonce un esprit inquiet, impatient de se dissiper. « M. le duc de Chartres est comme le mercure qu'on ne peut fixer². » Sa pétulance le mène de l'enfantillage à la gaminerie, du badinage à la facétie, de la désinvolture à l'effronterie. Il ne supporte qu'avec dépit toute obligation, toute contrainte ; il peste contre les programmes tracés d'avance, qui ajournent ou excluent le caprice. Il chérit l'aventure, le désordre qui surprend ou embarrasse autrui et charme la monotonie des jours désœuvrés³. Volontiers il choquera les usages reçus, non par mal-

¹ M^{me} du Deffand à H. Walpole, 25 janvier 1767.

² COLLÉ, *Journal*, juin 1767.

³ « ... Car vous ne vous plaisez que dans le désordre. Si cela est, ne revenez pas ici car, je vous le répète, c'est une paix profonde, une douceur charmante et des attentions continuelles... » lui écrivait de Forges M^{me} de Genlis, le 23 juillet 1772. Et le duc de Chartres mandait de Chantilly à son amie, le 4 août 1772 : « ... D'ailleurs, la vie qu'on mène ici est beaucoup plus agréable, depuis que ma sœur est accouchée, qu'elle ne l'était auparavant. On n'est point obligé de se promener ; on fait ce qu'on veut... »

veillance, mais par goût du changement qui l'amuse. Rien ne lui plaît tant que de festoyer le vendredi saint ou d'organiser une partie bruyante pour le premier jeudi de carême¹. Ne faut-il pas trouver des plaisirs nouveaux, varier la vie à tout prix ? De là ce mélange d'espiègleries et de farces, de paris puérils et de folles gageures, de fantaisies baroques ou intelligentes qui composent la vie émiettée de Louis-Philippe-Joseph et fournissent de riens badauds et nouvellistes.

Les facéties du jeune prince font anecdote ; on les conte à plaisir dans les cafés et sur les promenades. A la fin de décembre 1768, le comte de Fitz-James, viveur des plus fringants, épousait Marie-Claudine-Sylvie de Thiard et déclarait au duc de Chartres qu'il tenait à se ranger. Le prince l'invita à enterrer sa vie de garçon pour dire adieu à leurs « coquines » et il lui offrit le souper des veuves dans un appartement tendu de noir, où le fiancé rencontra trois demoiselles voilées de crêpe et dans le plus grand deuil. — En juin 1774, la duchesse de Bourbon, qui devait recevoir dans sa maison de Vanves la duchesse de Chartres et la princesse de Lamballe, refusa d'admettre aucun homme à la partie, malgré l'insistance de son frère. Au jour dit, l'on annonça aux trois princesses réunies le passage d'un dompteur avec son tigre et son ours. Elles consentirent à les voir : les animaux commencèrent par quelques gentillesques puis, soudain, pris de fureur, brisèrent leur chaîne et montèrent au château. Les spectatrices s'enfuirent, épouvantées. La valetaille avait le mot : c'était l'heure du dîner. Les fauves s'attablèrent et firent avertir les princesses qu'ils dévoreraient tout le repas, si elles n'arrivaient aussitôt. Après maintes singeries, le duc de Chartres dépouilla la peau d'ours, le comte de Fitz-James la robe de tigre ; leur conducteur, M. de Thiard, posa son fouet et les mystifiées rirent tout de bon.

Cette espièglerie faisait attribuer au jeune prince les farces anonymes. Le jour de la Purification de 1772 (2 février), le Roi avait laissé espérer jusqu'au dernier instant qu'il nommerait dix cordons bleus. Il n'en fut rien : il s'amusait des

¹ Bach., 24 février 1776.

brigueurs. A minuit sonnant, l'on vit entrer au bal de l'Opéra une troupe de dix masques, dont le nez s'allongeait démesurément. A chaque trompe pendait un ruban bleu et sur les larges narines l'on pouvait lire : *chevalier des Ordres du Roi*. Cette mascarade narguait les ambitieux déçus, l'on en rechercha l'auteur et l'on désigna généralement, en désespoir de cause, le duc de Chartres, dans la pensée que lui seul ou quelqu'un de son rang avait pu braver la rancune des vanités ainsi écorchées.

Les passe-temps les plus futiles retenaient le prince, embarrassé de ses loisirs. Il se prend de goût pour Comus, le joueur de gobelets, et suit ses leçons. La chronique rapporte que, le mardi 21 juin 1773 de neuf heures du matin à trois heures de l'après-midi, il est resté chez l'escamoteur à répéter des tours. L'on saisit le parti que la malignité pouvait tirer de ce caprice contre un joueur assidu. Le jeu sévissait alors plus que jamais dans la haute société, comme une industrie secrète que cachait mal la politesse. Hommes et femmes de qualité en attendaient des ressources, comme naguère du parfilage. La vie de Versailles et de Paris délabrait les fortunes ; il fallait soutenir son rang, vaille que vaille. Le besoin, aggravant les risques, excitait d'âpres convoitises, talonnait la passion des mondains. Le duc de Chartres jouait comme un démon, attirait à sa table les plus gros joueurs. Le lansquenet, le cavagnole lassaient nos joueurs blasés ; ils demandèrent des émotions plus violentes à un jeu anglais, le *kreps*, sorte de passe-dix à deux dés, qui enrichissait ou ruinait les gens en un clin d'œil. Le kreps fit fureur au Palais-Royal durant le carnaval de 1777 : les enjeux s'accrurent follement. Ne pouvant manier les piles d'or qu'ils risquaient, les joueurs imaginèrent d'employer des jetons ou des fiches à leur nom de 10, 15, 20, 100 louis, véritables lettres de change qu'ils tenaient en boîte et qu'il fallait acquitter le lendemain sans délai. Le nouveau jeu reprit de plus belle, l'automne suivant, au voyage de Fontainebleau. Un Anglais, Smith, ex-colonel dans l'Inde, qui avait annoncé 200.000 louis à perdre, fut présenté à L. L. M. M. Les princes se disputèrent ce beau joueur, ainsi qu'une proie à dépouiller ; on le vit attablé sans

façon, les coudes sur la nappe, entre le comte d'Artois et le duc de Chartres. Le 7 décembre, on prétendait que Smith avait déjà gagné 1.500.000 livres¹ ; par contre, le duc de Chartres, dès la fin de novembre, avait perdu 30.000 louis d'or².

Ces pertes le dépitaient sans vider sa bourse. Le perdant semble toujours dupe : il aimait à gagner, plutôt par amour-propre que par avidité. Aussi recherchait-il paris et gageures, où l'esprit intervient plus qu'aux jeux de hasard.

Comme les modes d'écuries et d'équipages, comme les paniers, la manie du pari nous était venue d'Outre-Manche, vers la fin du règne de Louis XIV. Les Anglais pariaient à propos de tout et de rien, sur les chevaux, sur les événements, sur la mort éventuelle du Grand Roi, sur la durée du système de Law, sur la fin prochaine du Régent. Depuis lors, les goûts de Londres avaient conquis Paris. Nos anglo-manes pariaient à l'envi, par désœuvrement autant que par bel air. Ces gageures étaient raisonnables ou baroques, suivant qu'on topait le matin ou après souper. En novembre 1776, le duc de Chartres, le duc de Lauzun et le marquis de Fitz-James pariaient 200 louis à qui irait le plus vite à pied de Paris à Versailles. Lauzun renonçait à mi-chemin, Chartres aux deux tiers, Fitz-James arrivait gagnant, sain et sauf, chez le comte d'Artois qui, ravi de cette course, le faisait saigner et coucher, crainte d'une fluxion de poitrine³. L'année suivante, le comte de Genlis gageait qu'il ferait le chemin de l'ontainebleau, aller et retour, avant que le duc de Chartres n'eût piqué 500.000 points sur du papier, l'un après l'autre. Le duc de Chartres s'y exerça d'avance, comme il paraît dans le sixième tableau de la lanterne magique qu'on montrait au Palais-Royal⁴. Il piquait, piquait jusqu'à 5.000 fois d'abord, puis au-delà. Cependant il perdit. Ces gagenres, fameuses à la Cour et à la Ville, amusaient les petits-maîtres qui discutaient sur l'issue et pariaient à leur tour.

¹ Bach., 7 février 1772, 21 juin 1773, 6 juin 1774, 21 février et 7 déc. 1777.

² *Corresp. secrète*, 21 nov. 1777.

³ Métra, Bach., 30 nov. 1776.

⁴ Institut, Fonds d'Orléans, XLVIII, 336.

Les courses hippiques, qui flattaient à la fois le goût du jeu et des gageures, l'amour du cheval et l'anglomanie, rassembleraient maints plaisirs pour le duc de Chartres. A la suite du comte de Lauragais et de Lauzun, déjà familiers du turf anglais et propriétaires d'écuries à Newmarket¹, il s'y donna avec passion, entraînant le comte d'Artois et la Reine, si bien que cette fantaisie, réglée chaque année d'avantage, prit pour la première fois en France un semblant d'institution². Les deux princes s'empressaient d'organiser aux Sablons une première course, avec jockeys et paris : parmi les badauds venus à cheval, en croupe et à pied, la Reine et ses dames, juchées sur une estrade découverte où s'accrochait une mauvaise échelle, regardèrent le combat, debout le plus souvent, malgré la pluie et le vent qui dérangeait leurs plumes et s'engouffrait dans leurs jupes. Le cheval de Lauzun mourut de sa victoire³. Cet essai enchantait tout le monde et, dès juillet, le comte d'Artois faisait annoncer, pour le premier octobre suivant, des courses où ne seraient admis que des chevaux français, d'origine vérifiée. Ainsi en convint-il avec son cousin le duc de Chartres qui subvenait comme lui aux premiers frais de l'établissement⁴. Le 4 octobre 1775, par un jour charmant, les quatre coureurs des deux princes, du duc de Lauzun et du marquis de Conflans se mesuraient aux Sablons « le nouveau Newmarket français » et le cheval bas-normand de Lauzun, monté par un petit Anglais, gagnait vivement la poule : 25 louis par tête de coureur déposés à l'avance chez un notaire. La Reine, toujours présente, félicitait le jeune vainqueur et consolait gracieusement les vaincus⁵.

Quelques jours après cette réunion engageante, l'accord conclu entre le comte d'Artois et le duc de Chartres s'élargit pour admettre d'autres seigneurs. Le 30 octobre était passé

¹ R. BLACK, *Horse racing in France*, London, 1886, 8°, p. 8, sq.

² Voy. mon étude : *Les courses de chevaux sous Louis XVI* (Le Correspondant, 25 juin 1914).

³ Bach., 11 et 17 mars 1775 ; J.-N. MOREAU, *Mes Souvenirs*, II, 236.

⁴ *Nouv. extraord.*, 18 juillet 1775.

⁵ Métra, 5 octobre 1775.

à Fontainebleau un acte secret¹ par lequel les stipulants s'engageaient pour dix ans à verser une rente de 600 livres, afin d'avoir le droit de faire courir un cheval à deux saisons différentes, au 15 avril et au 4 octobre de chaque année. Ne seraient inscrits que les chevaux français, reconnus par trois experts désignés. Il semblait moins question, maintenant, d'imiter par plaisir les courses anglaises que d'ennobler la race chevaline du royaume, qu'on voulait égaler à celle d'Outre-Manche. Mais cette bonne intention, digne de princes du sang, ne se soutient pas. La fièvre du jeu l'emporte ; on ne se soucie plus guère que de gagner poules ou paris et c'est à qui découvrira en Angleterre le coureur fabuleux qui rapportera à son maître gloire et profit. Les deux épreuves réservées aux chevaux français sont perdues, sinon oubliées parmi les autres courses qui se répètent, se multiplient aux Sablons, à Neuilly, à Vincennes comme dans un salon de jeu les parties de cartes. Sur les programmes d'importance ne figurent que des chevaux anglais ; entre eux se livrent les luttes le plus regardées de 1776 et 1777, les deux années par excellence d'hippomanie.

Le duc de Chartres s'occupe avec sollicitude de ses écuries. Les 12, 17, 22 février 1776, ses chevaux l'emportent sur ceux du comte d'Artois et le 27 mars, sur ceux de Lauzun qui jusque là gardaient l'avantage. Malgré sa dignité de prince du sang qui le retient au rivage, le jeune prince parle de se rendre à Newmarket, afin de s'instruire par ses yeux². Assidu aux exercices d'entraînement, il est payé de ses soins. Son champion, Glow-Worm, fils de l'immortel Eclipse, triomphe de King-Pépin, devant les Anglais venus en foule³ à la fameuse course du 13 novembre. Le comte d'Artois, vaincu, ne se tient pas de fureur. Au printemps suivant (1777) l'écurie de Chartres l'emporte encore par les beaux jours qui favorisent les courses des Sablons. En janvier 1778, des courses quotidiennes se terminent à la Muette, au Temple ou à Monceau ; tour à tour la

¹ *Journ. de Paris*, 15 avril 1777.

² *M^{me} du Deffand à H. Walpole*, 31 mars 1776.

³ *Bach.*, 11, 12, 14 nov. ; *Nouv. extraord.*, 22 nov. ; Marie-Antoinette à Marie-Thérèse, 12 nov. 1776.

Reine, le comte d'Artois et le duc de Chartres donnent à dîner¹. Toutes ces réunions sont prétexte à la badauderie et aux divertissements de tout genre ; la rage de la mode et la fureur de la spéculation cachent l'intention utile. Les novellistes rechignent à consigner l'annonce et le résultat de ces spectacles, les couleurs des jockeys, l'âge et le poids des coursiers ; ils jugent futiles et prétentieux les programmes que publie fidèlement le *Journal de Paris*. Ils n'en croient pas encore Bourgelat et le Boucher du Crosco² qui, invoquant l'exemple des Anglais, avaient, dès 1770, recommandé ces épreuves qui devaient transformer à la longue le cheval français.

Si, comme son aïeul le Régent, le duc de Chartres raffole du séjour de Paris et de ses plaisirs d'hiver, il le quitte volontiers dès le printemps et l'abandonne l'été durant. Rien n'égale sa passion des voyages, dont la dissipation est le meilleur remède à l'ennui. « Je m'aperçois que tous les jours mon goût pour les voyages augmente, mandait de Bruxelles le jeune prince à M^{me} de Genlis le 29 juillet 1773, car mon plaisir en partant d'un lieu pour aller dans un autre augmente à chaque fois. Malgré cela, je suis persuadé que je m'en dégoûterai et que d'ici à douze ou treize jours, cela sera absolument passé... » En effet, il fallait que la marche fût prompte, varié l'itinéraire et prochain le retour à Paris. C'étaient moins des voyages que des courses en poste, qui brûlaient maints relais, dont on citait la rapidité et l'incognito expressément gardé. Il n'annonçait son passage, que pour recommander le silence et l'abstention d'honneurs³. Le titre neutre de comte de Joinville, qui le déguisait presque toujours en chemin, lui épargnait les charges de l'étiquette et les lenteurs du cérémonial.

Son premier voyage fut une tournée militaire dont on

¹ Bibl. Maz., *Nouv. à la main*, 25 février, 4 mars 1777 et 11 janvier 1778.

² *Mémoire sur les haras par M. L. B.* Utrecht et Paris, Lacombe, 1770, 8°.

³ « Vous n'oubliez pas, Monsieur le Maréchal, notait-il de sa main au bas d'un itinéraire qu'il communiquait à Ségur, que vous m'avez promis d'écrire pour défendre les honneurs » (21 août 1784).

attendait l'occasion¹. Le duc de Chartres n'avait assisté jusqu'alors qu'à des revues ou des manœuvres de parade, près de Compiègne ou de Villers-Cotterets ; il désirait visiter les provinces-frontière, examiner les forteresses et connaître par lui-même le service des places. Les conseillers du Palais-Royal attachaient une grande importance à ce premier voyage de l'héritier de la Maison. Tandis que les itinéraires du Roi et du Dauphin ne dépassaient point Rambouillet, la Muette, Choisy ou Compiègne, le duc de Chartres devait voyager. Au temps où le cardinal Fleury traversait les projets de mariage de Louis-Philippe le Gros, le jeune prince pour préluder à son établissement s'était rendu de la mer à la Meuse, tout le long des Flandres, en compagnie du maréchal de Puységur, avec une cavalcade de deux cents personnes (juin 1741). On voulait qu'il y reçût des troupes et des peuples conquis tous honneurs et respects, qu'il se montrât « bel homme de cheval et populaire » et qu'il entrât dans les villes de guerre « avec un grand fracas » suivi du gouverneur de la province².

Le mariage opulent qui venait de s'accomplir avait étendu dans les provinces le nom du présent duc de Chartres. Au mois de septembre 1769, une cavalerie nombreuse se trouvait rassemblée à Metz et à Strasbourg. Le régiment de Chartres-infanterie tenait garnison dans la citadelle strasbourgeoise ; Chartres-cavalerie appartenait au corps de Nancy. Metz, Nancy, Strasbourg, c'étaient là trois places dont la forte garnison, les fortifications modèle, les arsenaux, les écoles d'artillerie et d'équitation serviraient l'instruction militaire du prince. Afin que le fils du premier prince du sang fût en état de paraître avec magnificence, cent mille livres furent destinées à ces quinze jours de voyage, dont le comte de Thiard, lieutenant général des armées du Roi et premier écuyer du duc d'Orléans, devait régler la marche et la dépense. Le duc de Chartres, qui voyageait cette fois en qualité de prince du sang, recevrait tous les honneurs dus à son rang et au delà.

¹ Le détail de cette première tournée est consigné sous le n° 23 des *Principales époques...* qui relatent, pour chaque année, les divers voyages du prince.

² D'ARGENSON, *op. cit.*, 23 et 29 janv. 1741.

Choiseul qui mandait aux maréchaux de Contades et d'Armenières et au comte de Stainville l'itinéraire princier, ajoutait, toujours en coquetterie avec les princes du sang, que les honneurs prescrits sur le passage du duc de Chartres « pouvaient être outre-passés dans les choses qui paraîtraient lui plaire. »

De la part du jeune prince, il n'y avait point d'exigences à redouter. Le fils du premier prince du sang désirait voyager « lestement », sans encombre, et réduisit au strict sa suite et ses équipages. Point d'officiers de bouche ni de valetaille. Trois seigneurs de bon conseil l'accompagnaient dans sa voiture à quatre places : le comte de Thiard, le comte de Blot et le marquis de Barbantane. M. de Foissy, l'écuyer, et Fontaine, le secrétaire des commandements, suivaient avec deux pages dans un second carrosse. Deux valets de chambre, Maublanc et Mogé, les précédaient en cabriolet pour assurer d'avance les relais. Il y avait loin de ce modeste équipage au cortège fastueux qui avait suivi par les Flandres en 1744 Louis-Philippe le Gros, duc de Chartres.

Parti du Palais-Royal le 17 septembre à une heure du matin, le prince fait halte à onze heures près Dormans, sous un bouquet d'arbres, évite Châlons où l'intendant lui préparait une fête et couche à Vitry-le-François, mais hors la ville, à l'auberge du *Soleil d'Or* : il refuse l'étendard et la garde d'honneur qui doit veiller sur sa personne, comme il congédiera, chemin faisant, les escortes qui ne peuvent que ralentir sa marche. Le lendemain il ne descend point de voiture à Bar-le-Duc où la légion royale, commandée par le comte de Coigny, est rangée en bataille ; il traverse Toul, salué par l'artillerie et gagne Nancy, à six heures et demie du jour. Accueilli à la porte de Stanislas par l'état-major de la place, il traverse la ville à pied jusqu'au gouvernement, entre deux haies de grenadiers, au bruit du canon. La présentation, les compliments et les harangues des divers corps de la ville, la parade et les belles manœuvres des grenadiers de France, la comédie, un souper « servi en café » chez M. de la Galaizière, intendant de Lorraine, et suivi d'une agréable fête, remplirent la première journée (19 septembre)

qui fut suivie d'autres pareilles. Le même programme se répéta à Metz et à Strasbourg.

L'entrée à Metz (22 septembre) fut plus militaire et triomphante encore que celle de Nancy. Le régiment de Salis bordait de files rouges les hautes lignes de la forteresse ; le prince chevauchait entre des Tatars ou housards. Au polygone, M. de Gribeauval, lieutenant général d'artillerie, explique lui-même au duc la mécanique de toutes les pièces. Grosses pièces et pièces de campagne, pierriers et obusiers tirèrent à la butte ; le prix fut gagné plusieurs fois. On lança des bombes qui toutes touchèrent ou frôlèrent le but. Conduit ensuite au fort de Guise, le prince vit les étonnantes fortifications de Bellecroix. Le lendemain 23, après la manœuvre de la cavalerie et des dragons assemblés, il examina la citadelle dans toutes ses parties : les différents ouvrages, la salle d'armes, les ateliers où les ouvriers travaillèrent devant lui. Le 24, il quittait le bal du Gouvernement à 3 h. 1/2 du matin et à 10 heures se rendait sur les bords de la Moselle pour voir jeter un pont de bateaux, tandis qu'un corps ennemi s'opposait au passage de la rivière. Ce fut un beau simulacre, avec mousqueterie soutenue, où l'artillerie fut maniée avec une légèreté et une célérité incroyables.

Le duc de Chartres traversa de nouveau Nancy pour gagner Strasbourg, par la nuit la plus noire. Il entra dans la place au jour tombant (25 septembre) par la porte de Saverne, à pied et en grand cortège, au fracas de toute l'artillerie. Le corps de ville lui offrit un tonneau de vin du Rhin peint sur les deux fonds aux armes d'Orléans ; peint aussi le haquet sur lequel il fut présenté au prince et amené à Paris, au Palais-Royal, aux frais de la ville de Strasbourg. Le 26, il passa le Rhin sur le pont de bois, entra dans le fort de Kehl qui commande le pont sur le territoire de l'Empire, se rendit à la comédie et soupa chez le maréchal de Contades, où la danse le retint jusqu'à trois heures du matin. Le 27, dès 9 heures, il visita l'arsenal où l'on coula en sa présence quatre pièces de canon de 24 — puis les remparts, les forts et la citadelle, enfin l'hôtel des haras « où il vit dans le plus

grand détail tous les chevaux que l'on y élève et que l'on y forme ». Après dîner, manœuvres de cavalerie dans la plaine dite des Bouchers, redoute, c'est-à-dire bal de jour, dans la salle de comédie illuminée : vingt-quatre couples assortis par le prêteur royal et vêtus en paysans dansèrent à la mode allemande. Après avoir soupé chez l'intendant, le duc les retrouva à la Tribu des Marchands, au *Poêle des Miroirs*, où le corps de ville lui offrit bal et souper. « Le Prince y dansa comme à la redoute avec de jeunes Allemandes et prit part à ces fêtes publiques avec cette gaieté et cette bonté qui le caractérisent particulièrement et qui lui attachent tous les cœurs. »

Le lendemain 28, il courut toute la journée, de 7 heures du matin à 8 heures du soir, pour regagner Nancy illuminé. Il y soupa au gouvernement avec le duc de Choiseul, arrivé dans l'après-midi et prit soin, le lendemain, de s'écarter pour lui laisser rendre les honneurs par la troupe. Le 30 au matin, à 4 heures, au sortir de la fête que lui offrait le comte de Stainville, il repartait pour Paris par Toul, Bar-le-Duc, Vitry-le-François, Epernay, où il logeait à l'auberge, et le premier octobre, après une journée de course, coupée d'une simple halte d'un quart d'heure entre Château-Thierry et Vivrai, il arrivait au Palais-Royal à sept heures du soir, après avoir prodigué à propos sur sa route de magnifiques gratifications à la maréchaussée, aux escortes d'honneur, aux troupes, aux ouvriers, aux mendiants. Ainsi s'accomplit cette première tournée militaire qu'on jugeait de si grande importance, — débauche d'honneurs, de parades, de manœuvres, entrecoupés de dîners et de soupers, suivis de fêtes ou de bals, à lasser les plus endurants. Cette visite rapide qui mettait en branle-bas les villes-frontière et où tout lui était présenté en spectacle, ne pouvait guère instruire le jeune prince. Il examinait tout au débotté, avec la hâte d'en finir, comme si, descendu dans une ville, il brûlait déjà de gagner l'autre.

Dans les premiers jours de mai 1772, il se rend à Rennes, puis à Brest, où il reste six jours. Roquefeuil, le commandant de la marine, s'efforce de le retenir par le détail des objets intéressants du port ; très affable, le duc ne paraît pas s'en-

nuyer, cependant il ne tient pas en place. En juillet suivant, il accompagne à Forges la duchesse qui va prendre les eaux. M. de Crosne, l'intendant de Rouen, espère que le prince l'honorera d'une visite. Mais le duc traverse la ville à sept heures du matin, voit le port et sort sans avoir été reconnu. Déjà las des honneurs de son rang, il préfère voyager désormais à sa guise en simple gentilhomme. Si les villes y perdent des fêtes et des réjouissances, le gouverneur et les intendants du royaume, et surtout à l'étranger nos ministres, se félicitent de cet incognito, car la venue d'un prince du sang, qui affirme sa qualité, cause force embarras et contestes.

Le 24 juillet 1773, un peu avant onze heures du soir, il quitte le Palais-Royal, en compagnie du marquis de Fitz-James, du chevalier de Durfort et de Foissy, son écuyer. Cette fois il court à treize chevaux sous le nom de comte de Joinville, son nom de voyage ; un seul carrosse, que précèdent un piqueur et la chaise de poste de ses quatre valets, compose l'équipage. Il reçoit les honneurs militaires à Cambrai et à Bouchain, évite Valenciennes et s'en va coucher à Belœil chez le prince de Ligne, qui l'hébergera aussi à Antonin et à Bruxelles. C'est en compagnie de son hôte et du chevalier de Coigny qu'il visite la Flandre autrichienne : les potagers et les serres chaudes de Belœil, la machine à feu de Mons qui protège contre l'invasion des eaux une mine de charbon, le champ de bataille de Fontenoy, la manufacture de porcelaine de Tournai ; à Bruxelles, le palais du prince Charles et divers cabinets d'histoire naturelle et de curiosités ; à Malines, les magasins d'artillerie de l'Impératrice « en assez mauvais ordre » ; à Liège, la belle verrerie où il fit emplette. Anvers le retient deux heures ; Spa, ville de plaisirs, le garde trois jours (1-3 août). Il est charmé de l'imprévu qu'y produit « l'assemblage prodigieux » des différentes nations. Il y danse à cœur-joie au Vauxhall, dès l'arrivée, après trente et une heures de marche. « ... Je croyais que je serais mort de fatigue écrit-il le soir même à M^{me} de Cambis, mais huit heures de sommeil en carrosse m'ont fait le même effet que si je les avais passées dans mon lit. J'ai dîné comme un ogre et ai été de là à l'assemblée où j'ai vu danser

pendant trois heures des Anglaises... » Lui-même y danse beaucoup et le lendemain mande à la duchesse : « Je suis arrivé à Spa hier à quatre heures après-midi. J'ai déjà fait connaissance avec tout le monde... J'ai été à toutes les fontaines et déjeuné au salon où tout le monde se rassemble après. Il y a beaucoup de personnes aimables, peu de femmes jolies ; en tout, il me semble qu'on y mène une vie fort agréable¹... »

Le 3 août, il enfourche un cheval du pays pour traverser les Ardennes, couche à Voisins sur une botte de paille et, le lendemain, entre en carrosse à Luxembourg à six heures du soir. Sans tarder, il visite le fameux ouvrage fortifié, appelé le *Bouc*, avec tous ses souterrains. Le voyage finit en tournée militaire. A Luxembourg, le 5 au matin, il assiste à la manœuvre du régiment d'infanterie du prince de Liège, l'après-midi, à celle des grenadiers de l'Impératrice. Le 6, avant le départ, le prince de Ligne lui montre un essai de sa fantaisie : il avait armé les fusils de quelques soldats d'un long sabre pour remplacer la baïonnette. L'arme parut impraticable au duc de Chartres qui s'en fut coucher à Metz par Thionville. Les manœuvres au polygone, la parade, les exercices d'artillerie, la comédie remplirent deux journées. Le 8, il partait à minuit de Frescaty, maison de l'évêque de Metz chez qui il soupait, passait le 9 à Verdun, vers 5 h. du matin, s'arrêtait une seule fois en route, pour manger, à Dormans à 6 h. du soir, et arrivait au Palais-Royal le lendemain 10 août, à 6 heures du matin.

C'était une gageure de vitesse qu'il avait gagnée ; dans la relation de chaque voyage, Fontaine, le secrétaire des commandements, ne manque point d'indiquer l'horaire exact qui fut tenu de point en point. Il semble que le prince voyage montre en main, comme s'il poursuivait des paris répétés. Evidemment le plaisir étourdissant de la course à fond de train dépasse pour lui tous les autres. Chaque année presque amène un grand voyage, une tournée, si coûteuse qu'elle soit, car l'incognito ne suffit pas à le préserver des honneurs qu'on

¹ Aff. Etr. France, 319, n° 152 et 152 bis.

rend au prince du sang dans l'espoir de gratifications. Le 29 juin 1775, à neuf heures du soir, il part pour Rochefort faire sa première campagne de mer et revient le 12 septembre à quatre heures du matin. Le 8 avril 1776, il emmène la duchesse à Toulon où il doit s'embarquer et passe par Bordeaux où l'attendent des fêtes. Débarqué à Brest et parti d'Auray le 20 août, il rentre au Palais-Royal le 21 à deux heures du matin. Le 15 mai 1777, le comte de Joinville quitte Paris à 6 heures du soir pour la Hollande et revient le 7 juin à 8 heures et demie du matin. A la fin d'août il songe à repartir en Lorraine quand la naissance prématurée de deux jumelles l'oblige à contremander son voyage. L'année suivante, le 12 février 1778, il se met en route pour Brest d'où il revient le 3 mars.

Entre chacune de ces tournées il y a les randonnées de chasse, les petits voyages à Chanteloup, à Villers-Cotterets, au Raincy, à Fontainebleau, à Compiègne, dans toutes les demeures princières de l'Île-de-France où l'on chasse, où l'on joue, où l'on s'amuse. Sans doute chacun de ces voyages, ainsi que nous le verrons, relève dans son principe, sinon d'une intention politique, au moins d'une curiosité, mais le plaisir de changer de lieux, de brûler l'étape, de courir sans répit fait oublier bientôt la raison ou le prétexte du départ. Cette manière de voyager péint son homme.

Dans ces zigzags impatientes il apprend sans doute plus que dans les livres ; il se donna ainsi une seconde éducation, plus profitable que la première, parce qu'elle convenait mieux à sa pétulance. Au repos, ce voyageur trépidant ne s'attarde guère dans sa bibliothèque où figurent en bonne place le fameux ouvrage de Ph. Et. Lafosse, *Cours complet d'hippiatrique ou traité complet de la médecine des chevaux*, grand in-folio aux belles planches en couleurs, plusieurs brochures sur les haras et le *Calendrier des Courses* de James Weatherby, secrétaire-archiviste du Jockey-Club anglais de Newmarket. Le prince n'est ni liseur ni bibliophile¹. Dix armoires lui suffisent contenant cinq cents ouvrages environ, auxquels

¹ « Vous qui ne lisez guère », lui écrit M^{me} de Genlis le 8 août 1772. On rapporte qu'il ne lut pas dix volumes depuis son émancipation jusqu'à sa mort, MONTJOIE, *op. cit.*, I, 78.

se joignent maintes cartes en boîtes ou montées sur grandes feuilles. Le catalogue tient en peu de pages, sous quelques rubriques¹. C'est une bibliothèque toute personnelle, qui trahit les goûts d'un maître presque indifférent aux plaisirs de l'esprit. Elle n'a pas été composée ni fournie en bloc par le libraire pour meubler une salle, elle s'est formée, au fur et à mesure des fantaisies du prince. Hors de rares classiques, quelques romans, quelques volumes de théâtre ou de poésie à lui dédiés ou offerts en hommage, qu'il serait malséant de ne pas posséder ou d'ignorer dans la conversation, on n'y trouve guère que des livres pratiques, traités, manuels, dictionnaires, atlas, tous ouvrages qu'on consulte et qu'on feuillette, mais qu'on ne lit point. L'art militaire et l'histoire de France sont représentés décemment, chacun par une cinquantaine d'ouvrages, comme il convient chez un prince. Les 45 numéros de la rubrique *Marine* témoignent de son goût le moins inconstant et de son intention la plus suivie. Les langues étrangères (l'anglais d'abord, l'allemand et l'italien ensuite), la géographie et l'hydrographie, les guides et les relations de voyage, les cartes des comtés anglais, des Pays-Bas autrichiens et de la Hollande, même de la partie septentrionale de l'Empire Ottoman, disent les projets du voyageur. Treize ouvrages de médecine et de chirurgie, vingt sur les arts mécaniques, trente-sept de physique et d'histoire naturelle rappellent divers caprices scientifiques.

Il s'intéresse avec le prince de Condé aux expériences de Guibert de Préval, médecin de la faculté de Paris qui prétend avoir perfectionné un remède écossais, spécifique sûr contre les maladies secrètes². En 1775, il lui plaît d'étudier le mouvement des planètes et il commande à l'architecte Piètre les devis d'un observatoire³. Trois ans plus tard, sur l'idée de M^{me} de Genlis, il organise dans les galeries du deuxième étage du Palais-Royal un musée miniature d'arts et métiers sous la direction des célèbres mécaniciens Périer qui font exécuter les modèles

¹ *Catalogue de la Biblioth. de M^{or} le duc de Chartres*, Bibl. Maz. Mss. 4240.

² Bach., 6 mai 1771.

³ *Arch. Nat.*, Plans Seine, 3^e classe, 548, n° 3.

réduits de tous les outils nécessaires au menuisier, à l'ébéniste, au carrossier, au serrurier, au lamineur. On y joint même des fourneaux de laboratoire pour la chimie, la céramique, la fonte des métaux¹. La mode est aux récréations scientifiques et aux cours particuliers. M^{me} de Genlis, dame pour accompagner la duchesse de Chartres et qui ne perd pas l'occasion d'ajouter à ses talents ou à son savoir, engage la princesse à donner au Palais-Royal trois fois la semaine après-dîner, la récréation d'un cours complet d'histoire naturelle par Bomare. Suivent un cours de physique par Sigault de la Fond, et un cours de chimie appliquée aux arts par Mittouart ; la duchesse se prête à ce programme encyclopédique dans l'idée d'occuper son mari. Le prince y paraît quelquefois ; le duc de Croÿ le rencontre à la fin de mars 1772 aux leçons de récapitulation du cours mondain de Valmont de Bomare.

Le catalogue de cette bibliothèque, qui vise non à l'ornement de l'esprit, mais à l'utilité, parle comme un aveu. Le duc de Chartres se fût contenté d'une encyclopédie courte et claire qui lui eût fourni en un clin d'œil les éléments des sciences appliquées, les notions indispensables sur les inventions qui rendent la vie plus variée, plus facile, plus confortable. Esprit curieux et touche-à-tout dans l'ordre pratique, il lui suffit de voir plutôt que de savoir, d'effleurer tout sans rien pénétrer.

A la réflexion et à l'étude il préférerait sans doute les arts d'agrément : le dessin, la peinture, la gravure, et surtout la musique. Mais aucun ne l'attache, il ne s'y livre que par caprice. Il lui arrive de partager les menus travaux de la duchesse qui s'essaie à peindre ou à graver des pierres que des flatteurs prennent « pour de superbes antiques². » A la fin de juillet 1772, il travaille du matin au soir à un petit dessin, mais c'est à l'intention de M^{me} de Genlis, la maîtresse de l'heure, qui le lui a commandé ainsi qu'on donne un devoir à un écolier, pour retenir sa pensée³. Au moins

¹ Les restes de ce musée bijou se trouvent au Conservatoire des Arts et Métiers.

² ROUZET DE FOLMON, *op. cit.*, I, 152.

³ Aff. Etr. *France* 319, 24 juillet 1772.

l'élève de Carmontelle se connaît-il en dessins et tableaux mieux que l'ordinaire des amateurs et ces essais ne lui en font pas accroire : il se défend de toute prétention au talent.

Malgré sa connaissance de la musique, il se refuse à chanter par amour-propre, parce qu'il croit avoir la voix fausse. Dès 1764, il protège Mozart qui donne ses premiers concerts. Assidu à la séance de musique qui se tient chaque lundi chez son oncle Conti, il suit volontiers les premières d'opéras, dont il prédit la carrière. Dans les premiers jours de janvier 1768, il gage qu'*Ernelinde* ne dépassera pas vingt représentations et il gagne. En novembre 1769, il assiste au concert organisé par Garinès au profit de l'école gratuite de dessin, que semble négliger le grand monde. Le 5 septembre 1777, à peine relevé d'une fluxion de poitrine, il se rend avec tous les partisans du chevalier Glück à la répétition générale d'*Armide*, sans danses, décoration, ni accessoires, et on l'applaudit.

Cependant, il ne raffole pas autant que l'entourage de son père du théâtre de société ; car le rôle de spectateur lui convient mieux que celui d'acteur. Encore faut-il que la pièce évite les longueurs, qu'elle s'entremêle d'ariettes et de duos accompagnés d'un orchestre nombreux. Quand le duc de Chartres ne « désempare pas » comme à la première de *l'Île sonnante*, le succès est assuré¹. Il n'est pas d'humeur à apprendre des rôles ni à les répéter. Passe pour la parade ou le proverbe qu'on peut jouer au pied levé et relever de gaités. Dans une fête à huis-clos (le 2 mai 1768), il tient ainsi le rôle du père dans *l'Impromptu de campagne*, un acte de Poisson et amuse fort sa sœur par ses bouffonneries. Il avait débuté en juin 1766 dans le rôle de Lucas, du *Henri IV* de Collé et après la répétition, l'auteur frappé de son indifférence, écrivait : « M. le duc de Chartres n'a aucune sorte de talent pour jouer la comédie... Il ne la jouera jamais et l'on doit même présumer qu'il n'aura aucun goût pour le théâtre. » Mais il court les spectacles singuliers et burlesques. Il se rend à six chevaux chez un cordonnier qui joue *Zaïre* dans sa boutique et lui fait un sort. Le 8 décembre 1772, il inaugure

¹ COLLÉ, *Journal*, juin 1767.

avec le comte de la Marche le spectacle de M^{lle} Guimard qui s'ouvrait, malgré la défense de l'archevêque, sur une salle pleine de jolies filles. Là du moins, il retrouvait ses maîtres, l'imprévu et le désordre.

Espiègeries, gageures, jeu, courses de chevaux, voyages, fantaisies scientifiques ou artistiques, intentions de mécénat, forment un pêle-mêle inconsistant, où l'on ne discerne aucun goût véritable, aucune direction. Cette dissipation trahit moins de jeunesse que de lassitude, moins de curiosité que d'ennui, le dégoût précoce de ceux qui, habitués à voir leurs désirs aussitôt satisfaits, ne souffrent point de limites à leur plaisir et fuient de caprice en caprice le néant d'une vie désœuvrée. Le besoin d'échapper à soi-même, la peur de l'ennui poursuivent ce grand seigneur inquiet, ainsi que Marie-Antoinette et les siens. La première chose qu'ils attendent de leurs entours, c'est le talent d'amuseur, l'agrément plutôt que le mérite, ce que les souverains d'autrefois réclamaient de leurs bouffons. Tronchin, observant les hôtes de Villers-Cotterets aux fêtes qui suivirent le mariage du duc de Chartres, écrivait à sa fille : « Ces gens-là sont sans ressources, un plaisir manqué les désespère. Il est vrai que toutes les afflictions de leur âme sont on ne peut plus courtes. Un rien les afflige, mais un rien aussi les distrait. C'est l'onde qui chasse l'onde. »

Cependant la fille du vertueux Penthievre se met au ton du Palais-Royal ; la petite pensionnaire se débrouille, elle s'affine dans la conversation quotidienne où pétillie le meilleur esprit de Paris, elle s'essaie même à discuter. Elle y prendra le goût de l'espièglerie jusqu'à se déguiser dans le jardin du Palais-Royal pour mystifier un gentilhomme¹, jusqu'à singer les ridicules des députés de l'Assemblée Nationale². A peine tiendra-t-elle son sérieux à la chapelle devant les gamineries du vicomte de Ségur³.

Plaire à son mari, partager ses fantaisies pour le retenir

¹ MORIOLLES, *Mém.*, p. 5.

² *Vie secrète de L. M. A. de Bourbon-Penthievre, duchesse d'Orléans*, Londres 1790.

³ Gouverneur Morris, *Mémorial*, éd. Pariset.

près d'elle ou le suivre le plus souvent possible, voilà son unique soin. Pour lui témoigner son approbation et sa soumission de chaque heure, elle ne saurait mieux faire que de l'imiter. A son exemple, elle voyage incognito en Italie, sous prétexte d'aller voir son grand-père le duc de Modène (mai-juillet 1776)¹ ; pendant un voyage de Marly et en l'absence du duc, elle s'échappe en Hollande jusqu'à Amsterdam avec M^{me} de Lamballe, toutes deux cachées sous les noms de comtesses de Joinville et de Lisigny (24 mai-2 juin 1778)². *L'Espion anglais* prétend que « dans les commencements de son mariage, instruite du goût de son mari pour les voluptés clandestines, elle voulut aller en bonne fortune à sa petite maison et faire avec lui une orgie d'autant plus délicieuse qu'aucun remords, que nul repentir funeste ne pouvait la suivre. » Il est vrai qu'un beau jour, elle se rend à la folie de Mousseaux, en compagnie de la princesse de Lamballe et de la comtesse d'Hunolstein. Après le dîner, le duc alors en deuil et en habit de visite, monte en postillon à la tête de huit chevaux, sa belle-sœur en cocher sur le siège, sa femme dans la voiture et la comtesse derrière en laquais. Le fringant équipage parcourt ventre-à-terre le faubourg Saint-Honoré, remonte vers la barrière de Chaillot et rentre à Mousseaux, laissant les passants persuadés que le prince est en partie de filles³.

Comment la duchesse ne se serait-elle pas prêtée de bonne grâce à cette escapade ? Son amour n'admet point de bornes à la complaisance. Un trait des *Souvenirs de Félicie* en mesure toute la profondeur. Le duc de Chartres, malgré le serment qu'il a tenu à sa réception de chevalier du Saint-Esprit, ne se soucie pas de lire chaque jour l'office du Saint-Esprit. Et, pour expier cette négligence, sa femme a fait vœu de dire régulièrement, à sa place, cet office qui dure deux heures. Elle porte en secret le livre dans son sac à parfiler. « Remplir avec tant de constance le devoir d'un autre ! se faire une

¹ GENLIS, *Mém.*, t. III, abbé Galiani, *Lettres*, éd. Asse, t. 2 ; F. Masson, *Le cardinal de Bernis depuis son ministère*, 1884, p. 376.

² *Nouv. extraord.*, 19 mai 1778, sq.

³ ROUZET DE FOLMON, *op. cit.*, I, 28.

obligation sacrée de le remplacer chaque jour et cela à son insu ! et avec cet éclat de jeunesse, dans un tel rang, au milieu de tant de dissipation ! »

Tant de soins et de dévouement importunent parfois le prince qui laisse percer par boutades l'impatience des égards qu'il doit à sa femme, aux dépens de sa liberté. Il s'irrite à Forges, où ayant mené la duchesse, dans les premiers jours de juillet 1772, il reste quelques jours, pour les beaux yeux de M^{me} de Genlis. Puis, dans la fièvre amoureuse qu'excite la séparation et au souvenir de cette contrainte, il donne au diable la tendre épouse qui, soignant à l'éther un mal de dents, incommodait alors l'amante jusqu'à la nausée.

... Quoique vous me mandiez que votre mal tient à deux dents qui seront bientôt arrachées, écrit-il à la favorite, cependant comme il y en a une qui n'est pas dans votre chère bouche, bien au contraire, elle pourrait bien la garder toujours contre vous et jecrois qu'à la longue cette odeur-là vous ferait véritablement mal. — Je voudrais bien que le chevalier (de Durfort) m'apprit demain qu'on lui a arraché toute la mâchoire. Je ne serais même pas fâché que la langue fût partie avec⁴ ...

D'où il paraît que les naïvetés proverbiales de l'innocente duchesse agaçaient parfois le mari blasé. Quelque temps après son mariage, comme elle se tenait à la fenêtre, un de ses gentilshommes, voyant passer quelques demoiselles dans le jardin du Palais-Royal, dit : « Voilà des filles. » — « Comment pouvez-vous savoir qu'elles ne sont pas mariées ? » lui demande candidement la princesse⁵.

Mais le charme de sa douceur, de sa sensibilité, de son honnêteté, agit même sur sa rivale qui se prend à plaider la cause de l'épouse auprès du mari. Le duc de Chartres écrit à l'amante, point à sa femme : « On est, comme toujours, très éloignée de se plaindre, lui observe M^{me} de Genlis, mais moi, mon enfant, je ne vous approuve pas et je m'attends à vous voir réparer cette négligence qui m'afflige. Vous êtes mon bien, vous êtes à moi, j'en dispose et je suis toujours sûre

⁴ Aff. Etr. France, 319, Paris, 24 juillet 1772.

⁵ VIGÉE-LEBRUN, *Souvenirs*, I, 20 ; GENLIS, *Mém.*, III, 26.

d'avance que vous ferez tout ce que je désire¹... » Et quelques jours plus tard, elle ne se tient pas de démontrer au duc la beauté d'âme de sa victime.

M^{me} la duchesse de Chartres a une très belle âme ! Qu'elle est pure, honnête et sensible ! Ecoutez-là dessus un détail qui m'a frappée et qui vous touchera. C'est au sujet de M^{me} la duchesse de Bourbon ; d'abord, en apprenant qu'elle était heureusement accouchée d'un garçon, elle s'est livrée à une joie aussi vive que franche et rien ne l'a ramenée à une comparaison affligeante ; ensuite, en lisant votre lettre où vous paraissiez inquiet de la santé de l'enfant, elle a fait alors un retour sur elle-même et s'est mise à pleurer en se rappelant combien il est cruel de perdre son enfant. Ce trait dit tout. Il peint un cœur aussi noble, aussi généreux que tendre. Je vous prie d'y réfléchir²...

Sans doute se mêle à cette compassion la gratitude de l'institutrice (toujours présente chez M^{me} de Genlis) pour celle qui fournit un joli trait moral et l'occasion d'une leçon, mais enfin la duchesse force la bienveillance, presque l'admiration d'une rivale.

Comment n'attendrait-elle pas l'homme qu'elle enveloppe de tendresse ? Au fond, il est touché, pénétré sinon d'amour au moins d'une estime, d'un respect qui lui commandent de ménager ses illusions. Il paie ses dettes sans barguigner³, contre l'ordinaire des maris, et lui multiplie les égards que Lauzun refuse à sa femme. « Le duc de Penthievre aimait M. le duc d'Orléans, déclara plus tard le prince de Ligne⁴, à cause des égards qu'il a eus pour sa femme pendant dix ans qu'il fut excellent mari ».

Au reste, elle ne l'embarrassait pas de soupçons ni d'exigences. L'innocence lui tint d'abord les yeux fermés sur les infidélités du prince : puis, quand l'expérience l'eût rendue plus clairvoyante, sa tendresse, prête à toutes les concessions, s'accoutuma aux fantaisies du libertin. Elle accepta pour lui être agréable, s'appliquant à devenir sa meilleure amie, la camarade, avec laquelle il se gênât point, rassurée

¹ Aff. Etr. France, 319. Forges, 29 juillet 1772.

² Ibid., 4 août.

³ GENLIS, *Mém.*, III, 95.

⁴ *Pensées et Lettres*, Paris, Didot, 1859, in-16, p. 134.

par son inconstance même sur chacun de ses caprices.

Marié, le duc de Chartres continue donc sa vie de garçon, selon les mœurs de son temps et de son rang¹. « Les filles un peu brillantes de Paris purent quitter, au bout de quelques jours, le costume de veuve avec lequel elles s'étaient plu à paraître à l'Opéra, la première fois que M. Le duc et M^{me} la duchesse de Chartres y étaient venus ensemble² ». Cependant, si le nom du prince figure encore dans les rapports de police qui amusaient Louis XV, il s'en faut qu'il soit le plus souvent cité. Les trois Coigny, le marquis de Conflans, le prince de Conti, le comte d'Osmond, le marquis de Duras, le comte des Cars, le marquis de Fitz-James, le duc de Fronsac, le prince de Guéménée, le duc de Lauzun, le comte de Lauragais, le prince de Monaco, le marquis de Romey, le prince de Soubise prennent le pas sur lui, dans la chronique galante. Sa petite maison se trouve, non plus rue Saint-Lazare, n° 10, mais rue Blanche, n° 2. Le 2 août 1771, le policier Marais mentionne pour la première fois sa nouvelle maison de la barrière de Mousseaux, « vrai séjour de volupté ». En novembre 1772, en juillet 1773, les nouvellistes rapportent des sorties de souper qui font scandale dans les rues de Fontainebleau et dans les jardins du Palais-Royal. Mais, quoique la fable de ses orgies n'ait pas encore cours, il ne lui déplaît pas d'en faire accroire. L'anfaron de vices par goût du désordre et de la facétie, déjà il donne le change sur ses mœurs, en accréditant des bruits qu'il dédaigne de démentir, témoin cette course effrontée à travers le faubourg Saint-Honoré, où il fait passer pour des filles sa femme et sa belle-sœur.

Aux courtisanes, il n'accorde guère qu'un souper et qu'une nuit. Il ne s'attache — pour un temps — qu'aux dames de qualité. Les rapports de police nous ont désigné l'une d'elles, la première peut-être, M^{me} de Cambis ; le Cabinet noir a trahi le secret de M^{me} de Genlis. Talleyrand nous en cite trois autres : la princesse de Bouillon, la marquise de Fleury, la princesse de Lamballe lui prouvèrent leur amour et souffrirent de son

¹ Il faut retenir le mot de Collé. « Quoiqu'il soit homme de grande qualité, écrivait-il du vicomte de Polignac le 28 avril 1763, il a des mœurs. »

² TALLEYRAND, *Mém.*, I, 152.

inconstance. M^{me} de Genlis, seule, sut s'installer dans la vie du prince.

L'amour paternel ancrà cependant cette âme inconsistante dont l'extrême mobilité ressemblait à un défaut de cœur. La première grossesse de sa femme lui inspire une satisfaction qui paraît « excessive ». La pensée de cet enfant à venir le retient jusque dans ses plaisirs¹ : il redouble d'attentions auprès de la duchesse qui ne met au monde qu'un enfant-mort et ce sont maints subterfuges pour atténuer la douleur de la jeune mère². Quand naît leur fils aîné, le duc de Valois, (6 octobre 1773), ils se disputent « le poupon chéri » ; « c'est à qui jouera le mieux avec lui et, à cet égard, on dit que c'est M. le duc de Chartres qui l'emporte³. » Il lui écrivait gaie-ment, pendant un de ses fréquents voyages, en 1779 : *A M^{me} la duchesse de Chartres, grosse d'un cinquième enfant au moins, et c'est beaucoup*⁴. A l'automne suivant, Paris citait le mot bourgeois dont il avait accueilli la naissance du comte de Beaujolais (7 octobre) : « Quoi, dit-il à l'accouchée en soupesant le nouveau-né, vous ne me donnez qu'un enfant à moi qui ai travaillé pour quatre⁵ ? » Il est plus père que mari, tandis que la duchesse semble plus épouse que mère. Le 1^{er} septembre 1777, neuf jours après la naissance de ses jumelles, lorsqu'elle apprend la fièvre inflammatoire qui compromet la vie du prince, la fragile accouchée n'y tient plus et se fait porter dans la chambre du malade. Sur le seuil, comme on posait son fauteuil pour ouvrir les portes, elle part comme un trait et va se jeter dans les bras de son mari. Et chaque jour, jusqu'à leur mutuelle convalescence, elle répéta cette visite⁶.

¹ Rapport de police, 29 mars 1771 ; Bach., 29 juillet 1771.

² La princesse ignore qu'elle eût mis au monde une fille mort-née ; le Roi fit complimenter la famille comme si la petite princesse ne fût morte qu'après sa naissance ; on montra à la jeune mère, dès le premier instant, un enfant qui était né dans la nuit et qu'elle embrassa comme sien. L'on fit même imprimer une gazette exprès, qu'on substitua à la véritable, et dans laquelle elle ne trouva que ce qu'on voulait qu'elle sût. » *Principales époques...*, n° 24.

³ *Espion anglais*, I, 144.

⁴ ROUZET DE FOLMON, *op. cit.*, I, 153.

⁵ Bach., 15 oct. 1779.

⁶ *Principales époques...*, n° 1.

CHAPITRE V

LES AFFAIRES PARLEMENTAIRES ET LE REMARIAGE DU DUC D'ORLÉANS

Au défaut de la duchesse de Chartres et du duc de Penthièvre, le duc d'Orléans gardait-il quelque autorité sur son fils? Ne lui appartenait-il pas de tempérer la pétulance du jeune prince? Sa facilité le désarmait devant le duc de Chartres qui perpétuait l'entêtement capricieux de sa mère et des Conti. En irritant de sourds dissentiments, en marquant les contrastes du naturel et de l'âge, les affaires du Palais-Royal et les affaires du Roi (particulièrement les troubles parlementaires) vont prononcer la désunion du père et du fils.

Le duc d'Orléans se trouvait engagé, plus qu'il ne convenait à son humeur débonnaire, dans le conflit déclaré du Parlement avec le Roi. Pair de France né, il présidait, comme premier prince du sang, l'assemblée des princes et des pairs qui, réunie aux Chambres du Parlement de Paris, formait la Cour des pairs. Cette jonction, aussi chère aux magistrats qu'incommode aux ministres, ne déplaisait point à la plupart des princes et des pairs, jaloux de recouvrer, au nom d'anciennes prérogatives usées, quelque action politique dans l'Etat.

Au lendemain même du jour où le Régent avait rendu la parole au Parlement, la lutte s'était ouverte sur les édits bursaux pour continuer sur les affaires religieuses, lutte pied à pied où les déclarations royales ripostaient aux arrêtés et les remontrances aux lettres-patentes. Les magistrats tenaient l'enregistrement et le droit de remontrances avant l'enregis-

trement pour un véritable droit de contrôle législatif ; le Régent n'y voyait qu'un acte d'obéissance indispensable dont les Cours doivent « l'exemple aux autres sujets ». En vain Louis XV, qui avait enjoint à tous ecclésiastiques de recevoir purement et simplement la Constitution *Unigenitus*, avait-il interdit aux magistrats de tracer les limites du temporel et du spirituel : il avait dû, de guerre lasse, par la déclaration du 10 octobre 1755, dépouiller son Parlement de toute autorité en matière ecclésiastique, au profit du Grand Conseil, double du Parlement à la dévotion des ministres. Et le Parlement de contester sans trêve le ressort, le territoire et la juridiction de cette quatrième cour souveraine, dont il regardait les jugements non comme des *arrêts*, mais comme des *actes*.

Au début de 1756, un arrêt du Grand Conseil avait reçu, malgré les remontrances parlementaires, la forme exécutoire : « *Louis, par la grâce de Dieu...* » et le Parlement, pour aviser au parti à prendre, avait invité et averti les princes et pairs de venir prendre leurs places en la Cour, toutes Chambres assemblées, le 18 février. De mémoire de duc¹, c'était la seconde fois depuis son institution que le Parlement de Paris osait convoquer les princes et pairs pour délibérer sur les affaires publiques. La première avait été en 1610 sous la minorité de Louis XIII ; Louis XV se laisserait-il traiter comme mineur ? Les princes ne vinrent pas ; ils s'excusèrent par lettre portant qu'ils avaient reçu défense de se rendre au Parlement. Cette défense blessait leur dignité de pairs ; sur l'avis du prince de Conti, ils rédigent, pour revendiquer les droits intangibles de la pairie, une requête que signent les ducs et pairs. « Point de requête, un mémoire suffit » ! déclare Louis XV au duc d'Orléans et, sans déca-cheter le paquet, il le jette au feu.

Le Parlement décide de députer vers le Roi pour lui transmettre ses représentations. S'il a invité et averti les princes et pairs, c'est d'un double droit :

1° du droit que les princes et pairs ont de venir prendre en tout temps leurs places au Parlement, droit inaltérable et

¹ LUYNES, XV, 334.

dont le libre exercice est un attribut essentiel de la pairie.

2° du droit que le Parlement a d'inviter en tout temps les princes et les pairs de venir prendre leurs places et notoirement lorsque les lois fondamentales de la monarchie sont attaquées¹.

A quoi Luynes répliquait en quatre points avec les gens du Roi :

1. — Une pareille convocation est un attentat à l'autorité souveraine du monarque ; elle sépare les princes du sang de la personne du Roi lesquels, par le droit successif qu'ils ont au trône, par les lois de l'Etat et par l'usage observé constamment dans tous les temps, ne peuvent et ne doivent faire qu'un avec le Roi, en tout ce qui est fonction publique et politique.

2. — C'est réduire les princes et les pairs au rang de simples conseillers de la Cour supérieure, eux qui ne le sont que du Roi et de l'Etat...

3. — Le motif de la présente convocation est criminel, puisqu'il n'est autre que de délibérer à l'effet d'empêcher l'exécution d'une déclaration du Roi..

4. — Si les pairs d'Angleterre ne peuvent s'assembler en Parlement que par la convocation du Roi, peut-on penser que le Parlement de Paris ait le droit d'assembler ceux de France, lorsqu'il le juge à propos, sans permission du Roi et à l'insu même de Sa Majesté?...

Entre ces deux thèses, le duc d'Orléans n'avait pas le loisir de balancer. La tradition de sa Maison, que ses entours ne lui eussent pas laissé oublier, lui dictait de se ranger du côté parlementaire. C'est l'usage des cadets de branche régnante, annulés par système, d'incliner vers l'opposition pour que les aînés en viennent à compter avec eux. Les princes du sang de France supportaient d'autant moins volontiers sous Louis XV leur insignifiance politique que deux des leurs — le Régent et le duc de Bourbon — avaient naguère exercé le pouvoir, durant la minorité du Roi : et cet exemple les talonnait.

N'avaient-ils pas émis, en juin 1751, dans une requête

¹ Arrêté du samedi 21 févr. 1756.

commune inspirée par le remuant prince de Conti, la prétention d'avoir séance au Conseil¹ — d'où l'on éliminait cependant le Dauphin même — c'est-à-dire d'être ministres, dès l'âge du dix-huit ans? Les mécontents, qui souhaitaient alors le changement ou la réforme du régime, regardaient tous vers le duc d'Orléans et le prince de Conti, chefs désignés de l'opposition², l'un par son nom plutôt que par son goût, l'autre, moins près du trône, par son caractère.

Aux yeux de ceux qui enviaient la liberté anglaise, le Parlement représentait alors la résistance au despotisme ministériel. Dans le rang de l'opposition parlementaire, le duc d'Orléans ne pouvait rester en arrière de son beau-frère, le prince de Conti, sans manquer à sa Maison. Depuis que le Régent en avait appelé au Parlement du testament de Louis XIV et lui avait rendu, en échange d'un arrêt d'annulation, le droit de remontrances, le Palais-Royal avait lié partie avec les magistrats. La succession du Régent, si longue à débrouiller, celle de Louis le Génovéfain, les nombreuses affaires de l'apanage commises en première instance à la Grand'Chambre, selon la prérogative du premier prince du sang, mettaient les gens du duc d'Orléans en relations suivies avec les principaux conseillers. On faisait échange de coquetteries. Quand les princes venaient, de par le Roi, faire publier et registrer à la Cour des Comptes ou à la Cour des Aides des édits imposés en lit de justice, le premier président de ces Cours souveraines ne manquait pas de glisser dans sa harangue des compliments particuliers à l'adresse du Palais-Royal. Il invoquait volontiers Henri le Grand, le roi populaire, dont descendait la branche cadette ; sous le ton officiel perçait une sorte d'entente tacite, voire l'exhortation à l'action politique. Ainsi le 22 septembre 1759 le duc d'Orléans entendait à la Chambre des Comptes du premier président de Nicolai « les choses les plus flatteuses, mais en même temps les plus vraies sur ses qualités personnelles, sur la bonne administration des finances de sa Maison, sur l'exactitude des paiements des gages et pensions des per-

¹ D'ARGENSON, VI, 423.

² D'ARGENSON, VI, 403.

sonnes employées sur les états de son Trésor¹ », par contraste évidemment avec le gaspillage des deniers du Roi et l'état malheureux des peuples.

Le 17 janvier 1769, M. de Malesherbes, premier président de la Cour des Aides, haranguait le duc de Chartres en ces termes :

... Vous allez exercer au nom du Roi, Monsieur, l'acte le plus important de son autorité absolue : il est nécessaire que vous sachiez que ces magistrats qu'on réduit au silence ne voulaient élever la voix que pour faire parvenir au Roi les plaintes du peuple. Que ne pouvons-nous espérer que vous vous chargerez de remplir vous-même ce devoir dont il ne nous a pas été permis de nous acquitter... Henri le Grand, de qui vous tenez la naissance, a laissé dans les registres de cette Compagnie des monuments bien précieux qui constatent l'éloignement qu'il a toujours eu pour les actes d'autorité qu'on emploie aujourd'hui... « *Ce sont, a-t-il dit, des voies irrégulières qui ne ressentent que la force et la violence.* »

Les sentiments de Henri vous ont été transmis avec le sang que vous avez reçu ; ils ont été cultivés dès les premières années par les soins les plus heureux. Faites-les éclater, Monsieur, parlez au Roi lui-même...

Vos efforts seront guidés et secondés par ceux du Grand Prince qui vous a donné le jour. Il a été chargé, comme vous, de faire enregistrer les mêmes lois en présence des premières compagnies du royaume, et on a cru lire dans ses regards comme nous osons lire dans les vôtres, que la rigueur, dont il était obligé d'user, coûtait à son âme bienfaisante.

Nous ne craignons pas de vous assurer, Monsieur, que l'espérance renaîtra encore dans le cœur des Français, quand ils verront les princes du sang royal prendre le noble emploi d'être les intercesseurs de la nation auprès de son souverain².

Quelle que fût leur nonchalance, leur répugnance au moindre effort, les princes souffraient trop de leur nullité politique pour rester sourds à cet appel qui les priait de servir d'arbitres entre le Roi et le Parlement, entre les ministres et le peuple : c'était la voix de l'opinion qui redoublait celle de la tradition pour obliger le duc d'Orléans à soutenir son devoir de chef des pairs.

¹ Arch. Nat., K. 142, n° 21.

² Ibid., n° 21 bis.

Quand s'ouvre le procès de Damiens, au lendemain même de la grève parlementaire de protestation contre l'édit de discipline de décembre 1756, alors que les esprits se trouvaient encore chauds, le duc d'Orléans détermine de se rendre au Parlement, malgré M^{me} de Pompadour qui, brouillée avec Conti, craint que ces séances, rehaussées par la présence des pairs, ne soient prétexte à motions séditieuses. Louis XV, fléchi par la déférence de son cousin, dont la principale raison était de marquer son attachement à Sa Majesté, souffre que les pairs assistent au début de l'instruction criminelle¹.

Le 29 décembre 1763, si le duc d'Orléans vient, au nom des princes du sang et des pairs, dénoncer au Parlement de Paris l'arrêt rendu le 17 par le Parlement de Toulouse qui décrétait de prise-de-corps le duc de Fitz-James, ce n'est point pour défendre l'agent du Roi, le gouverneur, mais pour revendiquer les droits d'un pair, uniquement justiciable du Parlement de Paris, suffisamment garni de pairs, et pour maintenir la primauté de la Cour métropolitaine, en dépit de l'arrêt d'union du 7 juin 1764, qui reconnaissait l'unité de toutes les classes du Parlement. Aussi ne manque-t-il pas d'acquiescer aux remontrances que la Cour présente au Roi sur les violences exercées par le gouverneur du Languedoc contre la classe du Parlement séant à Toulouse.

Ce n'étaient là qu'incidents sans lendemain qui ne réclamaient du chef de la pairie qu'un brin de fermeté et ne le pouvaient brouiller avec le Roi. Le grave procès du duc d'Aiguillon allait le mettre longuement à l'épreuve en l'obligeant par sa condition de premier prince du sang — qui l'associait à la « haine parlementaire », aussi cruelle, selon Condorcet, que le despotisme ministériel, — à heurter de front l'autorité royale.

L'affaire d'Aiguillon-La Chalotais dépassait singulièrement les deux personnages ; ce n'était plus la querelle de deux hommes, du commandant de Bretagne et du procureur général au Parlement de Rennes, mais la lutte de deux partis également acharnés, entre lesquels personne ne pouvait res-

¹ LUYNES, XVI, 288 sq.

ter neutre, nommément le premier prince du sang. La Chalotais, grandi par la captivité et l'exil, incarnait la cause des gallicans et des philosophes contre d'Aiguillon, suppôt de l'ultramontanisme et du despotisme ministériel. Enhardi par la faiblesse de Louis XV qui avait rappelé de Bretagne le duc d'Aiguillon, l'ancien Parlement de Rennes rétabli ne pouvait accepter, comme terme de la lutte, les lettres-patentes du 24 décembre 1766 qui éteignaient toute la procédure dressée contre La Chalotais et consorts en leur assignant des lieux d'exil : il ouvrait bientôt une enquête sur la manière dont d'Aiguillon avait exécuté les ordres du Roi, en particulier l'édit contre les Jésuites, et saisissait le Parlement de Paris de son information qui tendait à inculper l'ancien commandant de la province non seulement d'abus d'autorité, mais encore de subornation de témoins contre La Chalotais, voire d'un projet d'empoisonnement. Le Parlement de Paris, Cour des pairs, dont le duc d'Aiguillon était justiciable, retint âprement l'occasion de s'ingérer dans l'administration royale, de la juger et de la contrôler : ainsi la *bulle Unigenitus* lui avait permis naguère de discuter des limites de la puissance civile et ecclésiastique.

Sept ans auparavant, il n'avait pas tenu rigueur au duc de Fitz-James, dont le procès eût été moins significatif ; il s'était borné à de simples remontrances. Mais depuis, les esprits avaient fermenté : un magistrat avait été emprisonné qui passait pour l'ennemi des Jésuites et l'ami des philosophes. L'agent du Roi, responsable de cette arrestation, était l'un des grands du royaume, commandant de province durant quatorze ans, le favori de M^{me} du Barry sinon du Roi, le protégé du clergé et des Jésuites. Devant l'opinion, les magistrats étaient tenus de s'attacher à lui sans merci : c'était le cas ou jamais de maintenir strictement toutes leurs prétentions. Il semblait que les grands seigneurs ne dussent pas favoriser l'empiètement des robins, mais à la grande déconvenue de Maupeou et du duc d'Aiguillon qui compaient opposer l'esprit de caste des ducs et pairs à l'esprit de corps des magistrats, la pairie fit cause commune avec la

robe, et si la Cour annula la procédure de Rennes, ce ne fut qu'une question de forme avant de la reprendre et de la poursuivre aussi vivement.

Le Parlement avait convoqué les princes et pairs en la Cour, toutes Chambres assemblées, le vendredi 30 mars 1770, pour délibérer l'affaire. Le Conseil du Roi jugea nécessaires des lettres-patentes pour valider cette convocation et déférer le litige à la Cour des pairs. A la séance convenue tous les pairs-princes, ducs et magistrats — d'accord sur le droit du Parlement à convoquer librement les pairs comme sur le droit des pairs à venir siéger en la Cour, à leur gré, — n'enregistrèrent ces lettres-patentes qu'avec réserve « sans préjudice des droits respectifs de la Cour des pairs et de chacun des membres d'icelle et sans que, des dites lettres et du dit enregistrement, on puisse induire la nécessité d'aucunes lettres pour le procès criminel des princes et des pairs et autres ayant séance en la Cour, dont la connaissance, l'instruction et le jugement appartiennent essentiellement et uniquement à la Cour, les formes requises dûment observées ».

La Cour des pairs ne s'annonçait pas conciliante : Maupeou la fit venir à Versailles pour le besoin de la cause. Elle n'admit ce transfert qu'à condition que seraient bannies de la séance toutes les formes du lit de justice. A l'unanimité, la Cour annula la procédure de Rennes et permit au procureur général d'informer contre le duc d'Aiguillon et son subordonné Audouard (7 avril 1770). Louis XV laisserait-il la Cour statuer en souveraine sur l'un de ses agents ? ce n'était plus le duc d'Aiguillon qui comparaisait devant les pairs, c'était le gouvernement, le Roi lui-même. Sa Majesté exigea la grosse de l'information, sans délai ni consultation (9 mai). La Cour obéit, mais ses commissaires, parmi lesquels comptaient le duc d'Orléans et les princes, commissaires-nés, — qui tous sauf le comte de la Marche se rendirent au comité, — arrêtaient des remontrances hautaines, comme rarement monarque en avait entendues. L'examen anticipé de la procédure annonçait l'interruption de l'affaire : des lettres-patentes qui rompraient le cours de la justice ne seraient que des lettres d'abolition,

nuisibles aux accusés, à la justice, au Roi lui-même.

« L'honneur ne se rétablissait pas par voie d'autorité, parce qu'on ne commandait point à l'opinion publique ». Mais, pour l'honneur d'un sujet, Sa Majesté devait-elle livrer à la critique l'exercice de son autorité ?

Les lettres-patentes prévues furent enregistrées au lit de justice du 27 juin 1770. Elles annulaient toutes les procédures de l'affaire et spécialement toutes les informations et dépositions.

« ... Quelques-uns des témoins avaient annexé à leurs dépositions des arrêts du Conseil... Ceux qui ont été chargés de l'exécution de ces ordres n'en sont comptables qu'au Roi et Sa Majesté se manquerait à elle-même, si Elle soumettait à une discussion judiciaire les détails du gouvernement de son royaume. »

Louis XV devait au duc d'Aiguillon de le justifier publiquement ; il se devait à lui-même de ne pas laisser pénétrer « jusque dans le sanctuaire de son administration ». Malgré l'arrêté de la Cour qui déclara fièrement, par la bouche du premier président d'Aligre, qu'elle entendait rester étrangère « à tout ce qui pourrait être dit ou fait au lit de justice » le chancelier passa prendre les avis. « Quand bien même, lui dit le duc d'Orléans, je ne serais pas lié par l'arrêté de la Cour, l'opération dont il s'agit est si contraire aux droits de la pairie et aux lois du royaume que mon honneur et ma conscience ne me permettent pas d'y prendre part. C'est là votre ouvrage et qui mécontente toute la pairie. »

Maupeou, ne pouvant désunir princes et magistrats, les sépara par la contrainte. Avant de quitter la salle du lit de justice, Louis XV, sur le conseil de son chancelier, pria le duc d'Orléans de signifier sa volonté à ses cousins : il leur interdisait de se trouver au Parlement le lendemain et d'y prendre part à aucune délibération sur cette affaire⁴. Quelque soumis qu'il fût aux ordres du roi, la commission était trop disgracieuse et trop contraire aux droits de la pairie pour que le duc s'en chargeât. Il observa que tous les princes étaient

⁴ M^{me} du Deffand à H. Walpole, 4 juillet 1770.

présents et que Sa Majesté leur pouvait exprimer ses ordres. Alors Louis XV de s'adresser au prince de Conti. « Vous entendez ce que je dis à M. le duc d'Orléans? — Oui, Sire, j'entends avec douleur des ordres aussi contraires aux droits de la pairie qu'à M. le duc d'Aiguillon. Vous venez de porter la plus grande atteinte aux droits de la pairie sans qu'il en résulte aucun bien pour votre service. »

« Je le veux », répliqua le Roi avec colère, en lui tournant le dos.

L'absence des princes, qui décapitait la Cour des pairs, devait affaiblir, dans la pensée de Maupeou, l'autorité des mesures que prendraient les magistrats. Le Parlement, remontrant que cette défense blessait l'essence et la dignité même de la pairie, déclara passer outre, attendu la contrainte que subissaient les princes et les pairs (28 juin). Le 2 juillet, il prononça contre le duc d'Aiguillon l'arrêt retentissant qui l'excluait de la pairie : le 3 au matin, Maupeou ripostait par l'ordre du Conseil qui cassait l'arrêté des magistrats. Une députation protestataire du Parlement ne fut reçue à Versailles que le 10 juillet et froidement : mais de retour à Paris, elle fut acclamée par le peuple et accueillie au Palais-Royal par le duc d'Orléans. Les Parlements de Bordeaux, Toulouse, Metz, Rouen, Rennes, prononçaient à leur tour la déchéance du duc d'Aiguillon. Les têtes s'échauffaient et M^{me} du Deffand prévoyait sous peu un changement inévitable.

L'affaire était engagée à ce point devant l'opinion qu'aucun des deux partis — gouvernement ou parlement — ne pouvait reculer sans perdre son prestige. Il fallait que l'un ou l'autre, l'ordre judiciaire ou l'ordre exécutif, fût fléchi, et il semblait bien que ce dût être le premier, puisqu'en droit monarchique il n'était qu'une émanation de l'autre. Pour prévenir tout retour offensif des magistrats contre le duc d'Aiguillon, en l'espèce l'autorité royale, et marquer sa volonté d'en finir, Louis XV alla jusqu'au bout de la contrainte. Le 3 septembre 1770, dans un bref lit de justice, Maupeou se fait remettre, au nom du Roi présent, toutes les minutes de tous les arrêts, remontrances et représentations

adoptés depuis le 7 avril dans l'affaire d'Aiguillon ainsi que toutes les pièces expédiées de Bretagne. Ordre de supprimer des registres tous actes relatifs à ce procès ; ordre, sous peine de désobéissance, au premier président ou à tout magistrat qui le suppléerait, de rompre toute délibération où il pourrait être question de rétablir, en tout ou partie, les pièces supprimées ; défense réitérée aux princes et aux pairs de se joindre aux magistrats pour discuter l'affaire. Princes, pairs et Parlement n'avaient été convoqués que dans la nuit à ce nouveau lit de justice, avec interdiction de s'assembler avant l'arrivée du Roi. Et, pour tirer la leçon de ce conflit, Louis XV dans un troisième lit de justice (7 décembre) imposait au Parlement l'*Edit pour règlement* que la Cour se refusait à enregistrer depuis le 28 novembre, avec force remontrances. Le préambule de cet édit rappelait nettement les Cours à la réalité du pouvoir absolu. De ces officiers qui prétendaient comme *représentants de la nation*, élever leur autorité à côté et au-dessus même de la sienne, puisqu'ils réduisaient par là son pouvoir législatif à la simple faculté de leur proposer ses volontés dont ils se réservaient d'empêcher l'exécution, Louis XV, fort de son droit divin, exigeait la stricte obéissance qui seule leur maintiendrait ce caractère de magistrats qu'il lui avait plu de leur imprimer. Il édictait donc :

ART. 1. — Défense à nos Cours de se servir des termes d'unité, indivisibilité, classes, et autres synonymes pour signifier et désigner que toutes ensemble ne composent qu'un seul et même Parlement, divisé en classes... Défense de correspondre et de communiquer... hors les cas prévus par le Roi... le tout sous peine de perte et privation de leurs offices.

ART. 2. — Défense de cesser le service, de donner des démissions combinées... sous peine de perte et privation des offices.

ART. 3. — Permis de faire des remontrances *avant* l'enregistrement des édits mais, *après*, défense de rendre aucuns arrêts contre leur exécution... défense à quiconque de signer les dits arrêts... de les signifier et mettre à exécution... le tout sous peine de perte et privation de leurs offices, et de poursuite et punition comme pour désobéissance à nos ordres.

Le Parlement subissait une seconde séance de flagellation.

Il ne pouvait souffrir d'être remis si nettement à son rang. C'était son esprit de corps, ses traditions, ses prétentions peu à peu usurpées et tolérées, tout l'orgueil de la robe qu'il lui fallait sacrifier. Il avait trop pris l'habitude de la résistance pour se soumettre : trois fois déjà en 1732, en 1754 et 1757, il avait obtenu de la royauté une capitulation. Il était résolu à lui en arracher une quatrième.

Le lundi 10 décembre, les magistrats arrêterent de cesser le service, parce que, déshonorés par les inculpations incluses dans le préambule de l'édit, ils ne pouvaient plus rendre la justice. Cette grève, décidée sous la menace d'une guerre avec l'Angleterre, prouvait la nécessité même de l'édit disciplinaire. Des lettres de jussion, présentées le 20 décembre, puis renouvelées le 3 janvier 1771 sur un ton plus conciliant, ordonnèrent au Parlement de reprendre le service. Le 7 janvier, il retournait à ses fonctions, mais déclarait qu'il ne reconnaîtrait jamais l'édit comme loi de l'Etat ; Louis XV répliqua au premier président qu'il en maintiendrait l'exécution. Le 15 janvier, les magistrats cessèrent de nouveau le service. La guerre était conjurée, et la disgrâce de Choiseul laissait à Maupeou les mains libres. Le 15, le 17 et le 18 janvier, par trois fois, le Parlement fut sommé en vain d'obéir. Alors, dans la nuit du samedi 19 au dimanche 20 janvier 1771, entre une heure et quatre heures du matin, chaque magistrat fut surpris dans le sommeil par deux mousquetaires porteurs d'une lettre de cachet qui le contraignait d'affirmer, par oui ou par non, l'obéissance ou la désobéissance au Roi. Trente-cinq refusèrent de se prononcer, cinquante signèrent oui, soixante-dix signèrent non. La nuit suivante, un huissier de la chaîne signifiait à chacun de ces derniers l'arrêt du Conseil qui, selon l'édit de décembre, confisquait leur office : puis deux mousquetaires tendirent aux magistrats, ainsi dépouillés, l'ordre d'exil. Mais le lundi 21, les autres conseillers, mécontents de l'humiliante distinction qu'on établissait entre eux et leurs confrères, déclarèrent qu'ils persistaient dans tous les arrêtés pris par la Compagnie entière. Dans la nuit du 21 au 22, ils reçurent à leur tour la visite de l'huissier et des deux mousquetaires. Tous partirent,

sans murmurer : la Cour des pairs était dispersée à travers le royaume. Le 24 janvier 1771, suivant des lettres-patentes datées de la veille, Maupeou installait au Palais le Conseil d'Etat comme parlement intérimaire.

Aussitôt le duc d'Orléans donnait à Fermé, son procureur, décharge de ses causes et procès ; le comte de Clermont, les ducs et pairs suivaient cet exemple. Ils ne pouvaient reconnaître ces juges improvisés sans se diminuer eux-mêmes ; pour eux la justice était bannie avec cette Cour des pairs, dont ils étaient à la fois les membres et les justiciables. La disgrâce de Choiseul, l'ami du Palais-Royal, disposait mal le duc d'Orléans à souffrir la besogne de son heureux rival. La chute de ce ministre avait été la défaite d'un parti qui brûlait de prendre sa revanche. La société française se divisait alors en deux camps où la passion religieuse et philosophique échauffait la rivalité d'intérêts : parlementaires et philosophes se groupaient autour de Choiseul contre Maupeou qu'appuyaient le clergé, les jésuites et la clientèle des du Barry. L'esprit de parti chassait le duc d'Orléans de la neutralité qu'eût préférée sa bonhomie. « Montrez-vous, grand prince, disait un placard affiché sur les murs du Palais-Royal, et nous vous mettrons la couronne sur la tête¹ ».

Sommés d'agir, les princes du sang se concertèrent donc à plusieurs reprises au Palais-Royal pour tenir ce rôle d'arbitres auquel les appelait à la fois l'opinion et la tradition. Un mémoire devait sortir de ces conciliabules quand, le 29 janvier 1771, Louis XV témoigna par lettre au duc d'Orléans sa surprise qu'il eût convoqué une assemblée de princes sur les affaires du Parlement, sans sa permission². Le duc s'en fut aussitôt à Versailles exprimer au Roi leur sentiment sur l'irrégularité et les graves inconvénients des opérations du chancelier : ni lui, ni ses cousins ne reconnaîtraient jamais pour parlement la chambre actuelle et ils suppliaient Sa Majesté de ne pas les contraindre à l'accompagner, si Elle y venait tenir un lit de justice. Louis XV se fâcha : il s'en prit au Régent qui avait préparé ces troubles en rendant aux Par-

¹ HARDY, éd. Tourneux, I, 208.

² Bibl. Nat. Mss. Nouv. acq. fr. 21.448, f^o 55 et 56.

lements le droit de remontrances. Le duc revint au Palais-Royal, assez déconfit. Il déclara que son affaire était faite, qu'il recevrait dans la nuit une lettre de cachet et ne voulut plus rien entendre du mémoire. Le prince de Conti proposa d'écrire une lettre commune pour se lier au duc d'Orléans, mais le prince de Condé, qui ne se souciait guère de partager la disgrâce probable de son cousin, s'y opposa et cette fois le mémoire resta en portefeuille. Il avait suffi d'une des vivacités du Roi pour rompre l'accord des princes, mais dans le public, qui interprétait comme une preuve d'énergie la démarche du duc d'Orléans à Versailles, le beau rôle restait au prince que ce succès de popularité devait entraîner à de nouveaux pas⁴.

Ce fut à la sollicitation du Parlement de Rouen que les princes intervinrent derechef auprès du Roi ; mais le duc d'Orléans ne se risqua plus seul à affronter Louis XV. Les magistrats normands avaient prié les princes et invité les pairs, en leur qualité de membres de la Cour, à plaider la cause du Parlement de Paris, en adressant à chacun d'eux copie authentique de leur arrêté du 5 février qu'ils avaient développé dans une lettre au Roi du 8 février suivant. L'arrêté remontrait à la façon d'un réquisitoire que l'édit de décembre 1770, subversif de toute loi, réduisait le Parlement « à l'alternative de se reconnaître coupable en l'enregistrant ou de paraître désobéir en refusant » ; il réprouvait les odieuses mesures du chancelier qui avait étouffé les lois sous l'appareil militaire : la brutale mise en demeure signifiée dans la nuit du 19 au 20 janvier, la rigueur des exils, la confiscation des offices sans jugement préalable, qui violait à la fois le droit de propriété et la loi de l'inamovibilité des offices. Les Normands réclamaient donc de la justice royale le rappel de l'universalité des membres du Parlement de Paris et leur rétablissement dans un office inamovible dont ils ne pouvaient être privés arbitrairement. Arrêté et lettre parurent aussitôt en éditions clandestines que la Ville rechercha. Guettés par le public, princes et pairs répondirent par lettre ouverte qu'ils s'emploieraient volontiers dans cette affaire « pour concilier

⁴ FLAMMERMONT, *op. cit.*, 253 ; *Journ. histor.*, I, 77.

la dignité et l'autorité du Roi avec les véritables intérêts de la Nation¹. » Leur mémoire était prêt quand Louis XV prévint le duc d'Orléans que toutes démarches en ce moment lui seraient très désagréables. L'avis royal trouva tous les princes réunis : ils répondirent en commun dans une lettre où ils firent passer la substance du mémoire qu'ils comptaient remettre le lendemain. Acquiesçant à l'arrêté et à la lettre du Parlement de Rouen, ils prenaient respectueusement, mais fermement position contre Maupeou pour le Parlement de Paris.

SIRE,

Occupés de nous acquitter de ce que nous regardons comme un acte de devoir, nous nous sommes trouvés tous ensemble chez M. le duc d'Orléans lorsqu'il a reçu la lettre de Votre Majesté et, dans cette circonstance, nous avons cru que nous devions avoir l'honneur de lui répondre, comme si elle était adressée à chacun de nous en particulier.

Oui, Sire, il est vrai, nous pensions devoir rendre compte à Votre Majesté de la réception de l'envoi qui nous a été fait par le Parlement de Normandie et des courtes réponses que nous y avons faites et, en même temps, nous nous sentions pressés par tous les mouvements que l'attachement à votre personne, à votre gloire, à la prospérité de votre règne, aux intérêts de votre sang et à ceux de votre postérité peuvent inspirer.

Plus intéressés qu'aucuns autres à la conservation des droits de votre couronne, au maintien de votre autorité et au bien de l'Etat, nous pensions aussi que ces grands motifs exigeaient plus particulièrement de notre naissance de ne pas différer davantage à faire connaître à Votre Majesté l'étendue du mal, la justice des réclamations en faveur de la loi et la vérité des faits contenus dans les représentations qui vous étaient faites. Votre Majesté nous défend toute démarche auprès d'Elle dans ce moment-ci : nous obéissons avec soumission. Mais, Sire, souffrez au moins que, dans cette lettre qui ne doit être vue que de Votre Majesté, nous nous acquittions de ce que notre honneur, notre conscience et l'amour de la vérité et du bien public nous prescrivent envers vous et envers nous-mêmes.

C'est donc sur cet honneur, sur cette conscience, c'est sur l'attachement pur que nous vous devons et dont nous sommes pénétrés, que nous croyons devoir vous dire que les principales dispositions de l'édit que l'on vous a présenté, comme utiles à votre

¹ Dossier précité, f° 18 sq.

autorité, l'ébranlent en prêtant au renversement des principes et des lois les plus saintes sur lesquelles elle est appuyée ; que les actes de rigueur que l'on vous a conseillés effraient tous vos sujets et déchirent le cœur de vos vrais serviteurs ; que Votre Majesté doit à Dieu et aux hommes de faire les plus sérieuses réflexions sur des conseils qui peuvent tenir à des vues particulières et sur des démarches auxquelles ils entraînent déjà et peuvent entraîner encore plus loin un cœur aussi droit et aussi bon que le vôtre : ce sont les nôtres, Sire, qui vous parlent. N'en méconnaissez pas la voix.

Nous sommes avec un profond respect,

Sire,

de Votre Majesté

les très humbles, très obéissants

et très fidèles serviteurs et sujets.

L.-PHIL. D'ORLÉANS, L. P. J. D'ORLÉANS, LOUIS-JOSEPH DE BOURBON,
LOUIS DE BOURBON ; L. F. DE BOURBON.

Paris, ce 13 février 1771¹.

Cette lettre, qui ne devait être vue que du roi, ne tardait pas à transpirer ; dès le 1^{er} mars, la *Gazette d'Utrecht* en publiait l'analyse, et cette première démarche collective des princes du sang, motivée comme une profession de foi, réconforta les parlementaires.

Maupeou n'en poursuivit pas moins sa réforme. Le 23 février 1771, entouré de tous les ministres, il faisait lire au Palais l'édit perpétuel et irrévocable créant dans les villes d'Arras, Blois, Châlons, Clermont-Ferrand, Lyon, Poitiers, un tribunal de justice qui, sous la dénomination de *Conseil Supérieur*, jugerait au souverain et en dernier ressort toutes les affaires civiles et criminelles dans toute l'étendue des bailliages composant son arrondissement. C'était morceler le ressort du Parlement de Paris qui couvrait plus de la moitié du royaume, l'amoindrir jusqu'à l'impuissance. Sans doute, les causes des pairs restaient réservées à ce parlement dont le chancelier annonçait l'installation prochaine. Mais comment les princes pourraient-ils se joindre en tant que pairs à ce nouveau parlement qui, aussi rapetissé, mutilé, n'offrirait

¹ Dossier précité, f^os 13 et 14.

plus que la caricature de l'ancienne Cour des pairs ? Le 19 mars, ils protestèrent d'avance, entre les mains de Sa Majesté, contre l'établissement de ce nouveau parlement. Ces mémoires et ces lettres, dont le texte exact restait secret, faisaient illusion au public qui prêtait au duc d'Orléans des mots plus crânes que de raison. L'un des pairs protestataires lui avait demandé : « Serons-nous exilés ? » Le prince aurait répondu : « Je n'en sais rien ; mais, si l'on m'y force, j'y suis bien décidé¹ ! » Ces nouvelles enhardissaient l'opposition dont la meute grossissait et montrait les dents.

Mesdames, filles de Louis XV, sauf Madame Louise, dévouée au clergé ultramontain — les princes du sang, moins le comte de la Marche, — la plupart des ducs et pairs, la majorité de la noblesse, la riche bourgeoisie alliée à la magistrature, même les gens de finance rejetés vers les robins par les mesures vexatoires de Terray, les moindres officiers de justice, toute la basoche, par esprit de corps et par intérêt, les marchands parisiens, qui voyaient clore les maisons des magistrats en exil et finir les réceptions, se liguèrent contre une réforme qui suspendait avec la justice la vie de société ; tous ces mécontents tenaient les yeux fixés sur le premier prince du sang. Une lettre circulaire anonyme exhortait les gentilshommes de la Cour à le prier de faire entendre la voix de la noblesse « soumise depuis longtemps au malheur de n'avoir point de chef, de représentant et de ne pouvoir s'assembler ». Vingt-cinq jeunes seigneurs lui écrivirent sur le modèle qu'avait fourni, disait-on, M. de Chabot, ami de Choiseul. Il semblait que tout le monde encourût l'exil et cette menace attristait les réunions ; car tous ces hommes qui s'agitaient par amour-propre s'effrayaient de leurs propos à la réflexion ; ne pouvant vivre qu'en compagnie, ils ne craignaient rien tant que l'éloignement de Paris l'hiver et la privation des plaisirs mondains. M^{me} du Deffand, qui risquait de rester seule à la Ville, désapprouvait fort la conduite des opposants qui s'attiraient du malheur à plaisir².

¹ J.-N. MOREAU, *op. cit.*, II, 68.

² Lettre à H. Walpole, 26 mars 1771. Elle lui envoie copie de la lettre anonyme adressée à la noblesse.

Sous la clameur publique, Maupeou achevait sa réforme. Le 13 avril 1771, Louis XV, entouré de ses petits-fils, tenait à Versailles un lit de justice où il faisait lire trois édits : l'un portait suppression et création d'offices dans le Parlement de Paris, l'autre supprimait la Cour des Aides, le troisième transformait le Grand Conseil, dont les membres devenaient conseillers au Parlement. Afin d'éteindre la vénalité dans cette Cour, d'y établir comme dans les Conseils supérieurs la gratuité de la justice et de proportionner à l'étendue du ressort le nombre des magistrats, le Roi jugeait indispensable de supprimer les offices anciens et d'en créer de nouveaux, inamovibles comme les précédents, mais qu'il accordait sans finance. Six mois étaient donnés aux anciens magistrats pour remettre leurs provisions et leurs quittances qui permettraient la liquidation et le remboursement de leurs charges. La nouvelle Cour, pour qui l'on érigeait à titre d'offices inamovibles 75 charges, comprenait une grand' chambre et une seule chambre des enquêtes. « Mon chancelier vous installera aujourd'hui, avait déclaré brusquement Louis XV aux gens du Grand Conseil. Je ne changerai jamais ».

« Vous serez seul » avait dit le Roi au comte de la Marche, à l'ouverture de la cérémonie¹. Les autres princes du sang, convoqués la veille au matin, lui avaient écrit immédiatement une lettre « très impertinente », selon la Dauphine, où, regrettant de n'avoir pu le déterminer par leurs respectueuses remontrances à rejeter les projets subversifs du chancelier, ils pensaient que leur devoir et leur conscience leur défendaient de prendre séance. Ils avaient Sa Majesté qu'ils faisaient signifier par huissier au greffe du Parlement, en exemplaire original signé d'eux tous, des protestations qui renouvelaient celle qu'ils avaient faite d'avance, entre ses mains, par lettre du 19 mars. Le 13 avril au matin, dans la courte séance qui précéda le départ pour Versailles, le greffier fit lecture aux membres du parlement intérimaire de ce document que les princes avaient signé dès le 4 avril, en prévision de l'événement :

¹ J.-N. MOREAU, *op. cit.*, II, 75.

Nous, soussignés, considérant...

Que ces différents droits, ainsi que toutes les lois fondamentales de la monarchie, se trouvent non seulement ébranlées, mais même renversées par les principales dispositions et notamment par le troisième article de l'édit de décembre dernier, enregistré par voie d'autorité, sans délibération libre et du très exprès commandement du Roi dans le lit de justice tenu à Versailles le 7 décembre dernier ;

Que cette troisième disposition de l'édit détruit toutes les lois en rendant possible et arbitraire l'abrogation des lois les plus saintes, ce que les actes exercés contre les membres du Parlement en exécution du dit édit n'ont déjà que trop évidemment prouvé...

Considérant que, pour la sûreté de notre honneur, de notre vie et de nos biens, nous ne pouvons reconnaître une Cour des pairs, dont, Nous princes du sang, sommes membres-nés et dont nous sommes uniquement justiciables par les prérogatives de notre naissance, que dans un tribunal fixe, composé de membres inamovibles, qui ne puisse être destitué que dans les cas prévus et dans les formes prescrites par les lois du royaume ;

Nous déclarons par ces présentes qu'en renouvelant, en tant que de besoin, la protestation que nous avons faite d'avance entre les mains de Sa Majesté dans notre lettre du 19 mars dernier, Nous, comme gentilshommes, protestons pour la conservation des droits de la noblesse ; comme pairs de France nés, pour celle des droits de pairs et des pairies, et, comme princes du sang, pour les droits essentiels de toute la nation, les nôtres, ceux de notre postérité et pour le maintien des lois qui les assurent.

Fait à Paris, le 4 avril de l'an 1771.

ont signé :

L.-P. D'ORLÉANS,
L.-P.-J. D'ORLÉANS (duc de Chartres),
LOUIS-JOSEPH DE BOURBON (prince de Condé),
L.-J. DE BOURBON (duc de Bourbon),
LOUIS DE BOURBON (comte de Clermont),
LOUIS-FRANÇOIS DE BOURBON¹ (prince de Conti).

Pour rehausser leur déclaration, les princes, durant que se tenait le lit de justice à Versailles, se montrèrent dans les rues de Paris ; seul le duc d'Orléans, moins frondeur, resta chez lui et vit peu de monde².

Cette protestation officielle qui circula bientôt dans Paris,

¹ Hardy a pris la peine de transcrire dans son *Journal* (I, 250), le texte des protestations principales dont il savait le poids.

² J.-N. MOREAU, *op. cit.*, II, 75.

manuscrite puis imprimée, irrita Louis XV. Il se fit apporter l'exemplaire resté en souffrance au greffe, sans qu'on y eût statué, et le jeta au feu, ainsi qu'il avait fait des précédents mémoires que lui avait remis les princes. Dès le lendemain, il leur signifiait défense de paraître à la Cour, devant sa personne et devant tout membre de la famille royale. Ils se soumirent, non sans se justifier.

Nous recevons les ordres de Votre Majesté et nous nous y conformerons avec autant d'exactitude que de douleur. Les couleurs dont on a su noircir aux yeux de Votre Majesté des démarches uniquement dictées par un attachement pur et sans bornes, la déterminent à nous priver d'un bonheur dont nous jouissons dès notre plus tendre enfance : nous n'avons pas dû penser qu'une voie légitime de droit, que nous avons été forcés de prendre pour satisfaire aux mouvements de notre conscience, pût nous attirer cette disgrâce. C'est d'après le zèle le plus pur que nous n'avons cessé de faire parvenir nos vœux à Votre Majesté et c'est d'après l'amour dont nous sommes pénétrés pour votre personne que nous ne cesserons de nous regarder comme des enfants malheureux, tant que nous n'aurons pas eu le bonheur de retrouver pour nous dans le cœur de Votre Majesté les sentiments d'un père.

L.-PHIL. D'ORLÉANS, L.-P.-J. D'ORLÉANS, LOUIS-JOSEPH DE BOURBON, L.-H.-J. DE BOURBON, LOUIS DE BOURBON, L.-F. DE BOURBON.

Paris, le 14 avril 1771¹.

Les princes du sang, malgré leur rôle de figurants, « jouissaient dans l'opinion de la nation d'une sorte de crédit et d'influence². » Les princes d'Orléans, voire Conti, passaient pour les enfants gâtés de la capitale, indulgente à des fredaines dont profitait le commerce parisien. Parents du Roi, qui ne pouvait les traiter en vulgaires sujets et leur devait d'autant plus d'égards qu'il les écartait jalousement du pouvoir, ils formaient, entourés de leur clientèle, une force sociale et politique, avec quoi les ministres devaient compter. Jusque-là, ils avaient bien témoigné leur désapprobation à Maupeou, mais leurs démarches étaient restées discrètes,

¹ Dossier précité, f° 15.

² Mercy à Marie-Thérèse, 19 février 1774.

officieuses. Leur lettre au Roi du 19 mars n'avait pas transpiré et l'ambassadeur d'Angleterre, bien informé d'ordinaire, n'avait pu s'en procurer le texte. Cette fois, leur protestation éclatait publique, motivée, en bonne forme, comme un acte notarié, engageant les signataires qui avaient affirmé leur sentiment par le refus de se rendre au lit de justice, acte de désobéissance au Roi. Au signal et à l'abri de ce haut exemple, se déchaîne l'opposition qui se sent une tête, invulnérable aux ministres, un patronage contre les rigueurs de l'autorité. De la stupeur qui eût suivi les coups de force du chancelier, l'on saute à la révolte ouverte dans les propos et les écrits. Les têtes tournent jusque dans l'entourage royal, les discours dépassent toute mesure, les mots de *tyrannie* et de *despotisme* sont proférés à la Cour comme à la Ville. L'arrêt du Parlement normand qui, dès le lendemain du lit de justice, flétrit les membres du nouveau parlement comme intrus, parjures et violateurs de leur serment et les met hors la loi, comme coupables d'avoir obéi au Roi, donne le ton de la passion publique. Cette discorde civile pénètre les familles, à la manière du fanatisme, jusqu'à rompre les liens du sang. Les femmes discutent âprement le droit public du royaume, objet de toutes les conversations, et ferment leur porte aux nouveaux magistrats dont plusieurs, intimidés par ces brimades, préfèrent désobéir au roi plutôt que de souffrir le haro général. A la protestation des princes font écho les remontrances des Parlements de province auxquelles répondent les pamphlets de Maupeou, qui provoquent de nouveaux pamphlets, et cette guerre de libelles entretient l'effervescence dans Paris et les villes parlementaires, voire aux sièges de bailliage et d'élection du ressort parisien, où les officiers subalternes protestent et démissionnent plutôt que de reconnaître les Conseils Supérieurs, dont on les veut faire ressortir. La maladresse du chancelier, qui a jeté le mépris sur ses opérations, excite chacun à discuter et à approfondir la constitution de l'État ; point d'aride dissertation qui rebute. On met en question l'origine et les limites du pouvoir royal, et force est bien à ceux qui vivaient dans l'illusion de constater l'indécision de la constitution monarchique, où

rien ne balançait la volonté souveraine, sinon la force des événements et des circonstances. On s'était complu dans l'idée d'une monarchie tempérée, on se réveillait en plein despotisme. « M. le Chancelier, depuis six mois, a fait apprendre l'histoire de France à des gens qui ne l'auraient jamais sue¹. » Si brutale était la découverte que d'aucuns songeaient à s'expatrier, comme naguère les protestants contraints par Louis XIV².

Il ne s'agissait pas seulement de théorie et d'opinion. Si l'on songeait à parler principes, c'est que l'on souffrait dans les faits. La suspension de la justice, que les tribunaux subalternes se refusaient à rendre, à l'exemple de l'ancien Parlement, gênait la vie sociale : les intérêts de la bourgeoisie marchande étaient atteints plus encore que ceux de la haute noblesse et de la robe. Les opérations de Terray s'alliaient à celles de Maupeou pour ruiner les rentiers : le 15 juin 1774, un arrêt du Conseil réduisait d'un dixième les rentes viagères et d'un quinzième les autres rentes. La misère planait sur Paris : dans le cours de l'année, l'on compta 65 suicides et 2550 faillites. Le royaume venait à peine d'esquiver une nouvelle guerre avec l'Angleterre ; ni la situation extérieure, ni l'état des finances royales ne laissaient la quiétude nécessaire à cette réforme parlementaire,

Pendant Maupeou tenait crânement tête à ces fureurs de l'opinion. Sachant que tout est de mode pour le caractère français, que le public se lasserait et que l'intérêt lui ramènerait tôt ou tard ses adversaires, il travaillait à imposer son parlement, coûte que coûte ; le doublement de la taxe des frais de procédure rallia les avocats procureurs qui, dès septembre, commencèrent à fournir décemment les audiences. Mais la réprobation publique pesait fort aux nouveaux juges dans ce temps où les plaisirs de société dominaient tout,

Le chancelier tenta de négocier en dessous main avec les princes du sang, les principaux de ses ennemis. Le duc de

¹ Mémoire rédigé par M^{me} Feydeau de Mesmes et d'Egmont pour le roi Gustave III. Voy. GEFROY, *Gustave III...*, 2^e édit., I, 232.

² Lettres de M^{me} d'Epinaÿ à l'abbé Gallani, 11 avril ; de Mercy à Marie-Thérèse, 16 avril 1771.

Ponthièvre, neutre en l'affaire, puisqu'en sa qualité de prince légitimé, il ne prenait séance ni au Parlement ni aux lits de justice pour éviter les pénibles contestes de préséance, porté d'ailleurs par principe et par nature à obéir aveuglément aux volontés royales, avait sollicité de ses cousins et particulièrement des princes d'Orléans une rétractation de leur manifeste. Lui-même, ainsi que le comte d'Eu, avait reconnu tacitement le nouveau parlement, en intervenant dans les procès de ses clients. Mais, tandis que Maupeou mésestimait l'opposition princière, en n'y voyant qu'une passade, les princes, comme le public, refusant de croire à la durée de cette réforme, n'étaient pas disposés à se rendre.

Le duc d'Orléans était poussé par le mouvement public qui défendait tout recul à sa faiblesse. Les protestations retentissantes au bas desquelles il avait, le premier, apposé sa signature, l'engageaient d'honneur, ainsi que son fils et ses cousins. L'auteur de ce manifeste (sans doute le prince de Conti aidé de Lepaige, bailli du Temple) avait rédigé la pièce à dessein dans le style « long, diffus, entortillé » d'un praticien qui cherche à « garrotter son client, dont il craint la mauvaise foi¹. » *Si nos corps pouvaient être à ce point contraints...* faisait-on dire aux princes, qui par ces mots étranges réclamaient d'avance contre leur propre présence au lit de justice, c'est-à-dire contre leur défaillance. Si le duc d'Orléans avait été mieux fait pour son rôle, ne serait-il pas intervenu dans l'affaire autrement que par un écrit de procureur ? Il se fût rendu au lit de justice pour ne pas irriter le Roi par un acte de désobéissance ; là, il eût pris la parole sans trouble. Sa harangue, ferme et respectueuse en pleine cérémonie, aurait ému le souverain, intimidé le chancelier, accru le nombre des pairs opposants ; et, consignée dans le procès-verbal du lit de justice, elle aurait reçu la même publicité que les protestations écrites, sans subir leur sort injurieux.

Le prince soutint cependant son rôle, au-delà de l'attente, car l'influence parlementaire s'exerçait non-seulement dans son conseil, mais encore dans son intimité, depuis qu'il s'était

¹ *Espion anglais*, I, 136.

soumis à M^{me} de Montesson, amie dévoué de la présidente de Gourgues, sœur de Lamoignon¹, cousine de Malesherbes, premier président de la Cour des Aides et l'auteur des fameuses remontrances du 18 février 1774.

Charlotte-Jeanne Béraud de la Haye de Riou, marquise de Montesson (Paris, 1737 — Paris, 6 février 1806), fille du marquis de la Haye, gentilhomme breton, l'un des caprices de la duchesse de Berry, avait été mariée promptement par sa mère, dès l'âge de seize ans, au marquis de Montesson, lieutenant général des armées du Roi et vieillard le moins ragoûtant du royaume. Sa jeunesse n'avait été qu'une longue mortification auprès de ce septuagénaire qui la cloîtrait à la campagne. La lecture, l'étude, les belles-lettres avaient charmé pour elle, fille d'une lignée de femmes savantes, l'ennui de ces loisirs forcés, où elle puisait la sagesse et l'art de la patience. Ce n'est qu'à la veille de son veuvage qu'elle quitte sa retraite pour paraître à la cour du duc d'Orléans².

Elle survient à point, au moment où les familiers du prince cherchent à le rendre au monde, au nom du jeune duc de Chartres, en éloignant Marquise qui l'embourgeoise pour le plus grand dommage de la Maison. Sur le théâtre de Villers-Cotterets, plus digne que celui de Bagnolet, elle fait valoir son talent de comédienne, où l'artifice domine la vérité et que Collé compare à celui de Clairon. Au cours des répétitions et des représentations qui étourdissent le prince quadragénaire, parmi les femmes de qualité qui rivalisent contre la courtisane, elle lui plaît et lui prend le cœur à une halte de chasse par un « gros père ! » lancé à propos, alors que le duc, baigné de sueur et hors d'haleine, dégrafe son col pour souffler bruyamment³. Le bonhomme n'a pas encore rompu avec Marquise qu'il se trouve déjà dans de nouveaux liens. Quand, à l'automne suivant, s'accomplit la révolution de palais qui évince la courtisane, Collé en désigne pour auteur anonyme M^{me} de Montesson que la Cour et la Ville tiennent dès lors pour maîtresse du prince. La marquise qui n'est pas encore

¹ AUGÉARD, *Mém. secrets*, p. 38.

² J.-N. MOREAU, *op. cit.*, II, 157 sq.

³ GENLIS, *Mém.*, II, 60.

veuve, s'indigne et gémit de ce bruit public. Deux ans plus tard, elle est la favorite en titre, en l'honneur de qui se donnent toutes les fêtes sur le grand théâtre de Saint-Cloud, sur celui du Raincy, terre que le prince vient d'acquérir pour sa dame, à la mesure de qui Collé taille le premier rôle de ses pièces à ariettes. Mais elle a convaincu la cour princière de sa vertu, qui ne déconcerte pas moins que la candeur du duc, soupirant comme un écolier¹. Veuve en 1769, veuve riche, puisqu'à son douaire se joint la fortune de son frère tué à Minden, adroite et jolie, offrant un parti fort sortable aux hommes de qualité, elle a trop bonne tête pour se contenter de la succession de Marquise. Elle ne s'est pas rendue. Forte de sa longue patience, elle a résolu d'amener le prince à ses fins par tous les pièges de la coquetterie, en particulier par la jalousie qu'entretient chez lui le sentiment qu'elle affiche pour le duc de Guines.

Cependant cette dépendance, où elle retient Louis-Philippe le Gros, alarme et indispose contre elle les gens graves de la Maison, M. de Pons, M^{me} de Barbantane, qui sentent l'extravagance de son projet : maîtresse, cela vaut mieux que Marquise, mais épouse ! nenni. Le Palais-Royal se divise en deux camps : aux amis de la favorite s'opposent les rigoristes qui, rangés derrière le duc de Chartres, aussi intraitable que son oncle Conti sur l'article de la naissance, veulent épargner à la Maison le ridicule de cette mésalliance ; car un abîme sépare les fleurs de lis d'une très petite demoiselle, veuve de petite maison. Tendre résistance, mais tenace, voyages, absence, tous ses efforts pour guérir le prince, tous les témoignages qu'elle entend donner de l'innocence de ses intentions, passent pour le manège d'une coquette consommée, car ils ne font qu'échauffer la passion du quadragénaire qu'elle supplie, les larmes aux yeux, de ne point la déshonorer. Elle le conduit à son gré envers et contre tous, et en décembre 1771, le mariage du duc d'Orléans et de la marquise de Montesson, qui ne semblait plus à Paris qu'une question de jours, était la fable de Versailles².

¹ COLLÉ, *Journal*, III, 111 et 206.

² *Journ. histor.*, 16 déc. 1771.

C'est par cette favorite toute-puissante, elle-même soumise à M^{me} de Gourgues, sœur de Lamoignon et cousine de Malesherbes, que ces chefs parlementaires inspiraient les démarches du premier prince du sang. Le duc ne voulut correspondre durant « cette malheureuse affaire » qu'avec ces hauts magistrats dont lui revenait le caractère circonspect, éloigné des excès et de la turbulence des robins. Telle était sa répugnance à la lutte, que, dans l'opposition même, il tenait à observer les formes. Tandis que les autres princes en disgrâce affectent, à l'heure des cérémonies de Versailles, lors du mariage du comte de Provence (14 mai 1771) par exemple, de se montrer en public à Paris¹, il reste au Palais-Royal dont il consignerait presque la porte. Son désir personnel est de négocier : aussi s'emploie-t-il pour faire revenir le président Lamoignon exilé trop loin en Forez, à sa terre de Bâville, distante de Paris et de Malesherbes d'environ dix lieues. Surmontant son aversion pour le duc d'Aiguillon, il consent à écouter Augeard qui lui transmet les offres de dévouement du personnage. L'ami de M^{me} du Barry se déclare prêt à obtenir contre Maupeou le rappel des princes d'Orléans à la Cour (14 mai 1771). Il songe alors à s'attaquer au chancelier qui ne s'empresse guère de le porter au département des affaires étrangères ; mais satisfait le 6 juin dans son ambition, il réclame le temps de prendre pied et, en septembre suivant, oubliant ses protestations, il tente, mais en vain et à sa confusion, de gagner Augeard, lui promettant fortune faite, s'il ramène au Roi le duc d'Orléans.

Les tracasseries et les vexations de Maupeou, qui fait narquer les princes par ses libellistes, endurcissent le Palais-Royal dans l'opposition². L'abbé Terray, secondant le chancelier, s'en prend aux biens des Altesses protestataires. « La meilleure manière de faire lever les protestations de ces Messieurs-là, c'est de leur couper les vivres. Il convient bien à des princes du sang de se mettre en état de révolte vis-à-vis de celui qui les fait vivre », déclare le contrôleur général à Augeard, en lui ordonnant d'exécuter strictement dans son

¹ *Journ. histor.*, 16 mai 1771.

² *Ibid.*, 16 déc. 1771.

département, dont relevait l'Orléanais, la déclaration royale du 26 mai 1771. Aux termes de cet arrêt du Conseil, le Roi, pour soulager ses peuples, était résolu de rentrer dans tous les droits de mutation, relief, rachat des domaines de la couronne anciennement engagés : libre aux engagistes, s'ils se prétendaient lésés, à remettre les domaines qu'ils détenaient. De ce fait le duc d'Orléans perdrait de 600.000 à 800.000 livres de rente. Jusqu'alors les princes du sang avaient été exceptés de l'exécution des édits de finance : c'était les faire rentrer dans le rang commun, les toucher au vif de l'orgueil. Devraient-ils renvoyer une partie de leurs gens, rapetisser leur maison, leur train ? Sacrifice cuisant pour des grands qui n'avaient guère de la puissance que les dehors. Un moment déconcerté, le duc d'Orléans se reprit : ce ne pouvait être qu'une mesure de représailles qui passerait avec Maupeou et son parlement.

Il donna l'exemple des retranchements auxquels sa maison se prêta de bonne grâce. Dès décembre 1771, il avait réduit son écurie et son équipage du cerf et, à la prière même de ses officiers qui appréhendaient chacun en particulier la suppression de leur emploi ou charge, diminué du cinquième les appointements et pensions¹. La duchesse de Chartres, qui avait spontanément réduit sa pension de 50.000 livres, insistait pour la remettre en entier². Le prince de Condé, qui avait vendu au Roi son ancien hôtel par un contrat que l'abbé Terray remettait en question, suspendait les travaux de son nouveau palais et, sans domicile à Paris, passait l'hiver à Chantilly. Le prince de Conti congédiait son fameux orchestre, digne d'un souverain³. A supporter crânement ces vexations, les princes gagnaient les applaudissements du peuple qui assurait que Louis XV ne voulait plus continuer au duc d'Orléans son état de maison de petit-fils de France⁴. La vérité était que le Roi, appointant les divers officiers du Palais-Royal, entre autres ceux de la chancellerie et du con-

¹ M^{mo} du Deffand à duchesse de Choiseul, 6 et 9 déc. 1771.

² *Nouv. extraord.*, 7 janv. 1772.

³ *Espion anglais*, I, 147 et 154.

⁴ *Nouv. extraord.*, 20 déc. 1771.

seil, avait rayé de la liste les avocats rebelles, les plus distingués du barreau, et le prince pour les conserver les payait à ses frais¹.

Mais les représentations de Louis-Philippe le Gros, qui réclamait des sursis pour défendre son bien, sa résistance aux receveurs des domaines et bois, le volumineux mémoire étudié, serré, où Bellisle, discutant la validité de l'arrêt, en appelait autant à la bienveillance qu'à la justice du Roi, malgré quelques propositions hardies sur l'origine des apanages à l'adresse du public, démentaient cette belle attitude et montraient à Maupeou que le coup avait porté². Le duc d'Orléans, en proie au ressentiment contre Terray et le chancelier, déclarait à Collé : « Quant à moi, je ne me rendrai jamais ! » Cependant ses mesures d'économie allaient mettre la gêne parmi ses clients, et déjà, selon la crainte publique exprimée par Collé, les entours du prince, fâchés de ne plus obtenir de grâces royales depuis l'exil de leur maître et se sentant menacés chacun dans sa charge ou ses revenus, semaient la lassitude et formaient sourdement le parti du rapprochement.

Cette affaire de fisc, en dépit des rigueurs que le Conseil semblait y apporter, devait finir par un accommodement³ ; car Louis XV, dont l'irritation s'adressait surtout au prince de Conti, ne se pouvait défendre de sympathie pour le duc d'Orléans qu'il savait opposant malgré lui. Aussi envoie-t-il au Palais-Royal quand la duchesse de Chartres accouche d'une fille mort-née (10 octobre 1771) et reçoit-il parfaitement le comte de Pons Saint-Maurice qui le vient remercier de ces égards. En revanche il ne souffle mot à la jeune princesse qui lui fait sa visite de relevailles et défend à la Dauphine de l'inviter à ses bals de Versailles⁴. C'est que les compliments de condoléances vont au beau-père, chef de la famille d'Orléans, tandis que l'accueil glacial revient au mari qui imite son oncle, le prince de Conti, dans son opposition tranchante et intraitable.

¹ *Journ. histor.*, 14 juill., 6 et 16 déc. 1771.

² Bach., 17 janv. 1772 ; *Journ. histor.*, 28 mars 1772 et sq.

³ *Nouv. extraord.*, 16 fév. 1773.

⁴ *Ibid.*, 22 et 25 oct. 1771 ; *Journ. hist.*, 16 déc. 1771.

Les patriotes se content à plaisir les boutades et les gestes du duc de Chartres. En octobre 1770, il s'échauffe contre le duc de la Vrillière qui s'étonne que M. de La Chalotais ne se soit pas rendu aux propositions avantageuses faites de la part du Roi. Il réplique qu'il estimait fort ce magistrat d'avoir préféré son honneur et le soin de sa justification à toutes les grâces de la Cour. Le courtisan s'étonne de ce propos : et le prince de lui fermer la bouche en lui exprimant son dédain pour une surprise aussi indécente¹. Sur la fin d'avril 1771, l'avocat Brousse rapportait à Moreau que l'abbé de Lucker, l'un des conseillers clercs du parlement intermédiaire, avait, en pleine grand'salle, reçu deux soufflets du duc de Chartres². On l'avait vu aux Tuileries, rencontrant son cousin, le comte de la Marche, le seul qui n'eût point signé la protestation des princes, feindre de l'ignorer. Dans l'impatience des mortifications que la disgrâce attirait aux princes, réduits à l'état de « bourgeois de la rue Saint-Denis », il défendait âprement les moindres de ses prérogatives, comme cette fois où la sentinelle, interprétant strictement la consigne, avait fait rétrograder son carrosse à la porte de la Comédie-Italienne ; il y retournait le lendemain par défi, prétendant bien échapper à la règle commune. Cette attitude cinglante lui valait des applaudissements redoublés, chaque fois qu'il paraissait en public, seul ou avec la duchesse, au Colysée ou à chaque pièce nouvelle ; l'incognito même ne le dérobaît pas à ces ovations³. On lui attribuait tout le mérite de l'opposition paternelle dont on ne s'expliquait la constance que par son entêtement juvénile.

Sa popularité, qui franchissait les murs de Paris pour gagner les villes parlementaires, éclata lors du voyage à Brest dont il obtint la permission, à la demande du duc de Penthièvre, pour voir manœuvrer l'escadre d'évolutions (3-13 mai 1772). Les hommages et les démonstrations, qui saluèrent son passage à travers la Bretagne agitée, ne laissèrent pas d'em-

¹ Bach., 3 oct. 1770.

² J.-N. MOREAU, *op. cit.*, II, 84.

³ *Journ. histor.*, 27 mai 1771 et 28 juill. 1772 ; Bach., 18 déc. 1771 ; Hardy, I, 306 et 369.

barrasser les ministres. « Vive le Roi, vivent les princes, criait sans relâche le peuple, vive notre Parlement et du pain ! » A Rennes, le jeune prince ne manqua pas d'éluder les compliments de l'actuel parlement « résidu abject de l'ancien ». La harangue de la noblesse bretonne, qui félicita le duc de ses qualités « patriotiques » et vit dans son arrivée le présage des événements les plus heureux, déplut fort à la Cour par ces allusions de circonstance que relevèrent malignement les Parisiens. Maupeou regretta que Sa Majesté n'eût point repris le consentement que le duc de Penthièvre avait surpris dans le tête-à-tête. Au Conseil des Dépêches, le chancelier rapportait aux encouragements tacites du duc de Chartres l'opposition que le procureur-syndic des Etats de Bretagne mettait, au lendemain de ce voyage triomphal, à l'enregistrement par le Parlement de Rennes de l'édit des deux vingtièmes du fait que cet impôt n'avait pas encore été consenti par la province. Et l'on crut que le prince avait brûlé les étapes de son voyage moins par impatience juvénile que par égard aux inquiétudes du ministère sur l'agitation des Bretons¹.

Rien encore, à cette date, ne laissait prévoir une éclaircie de la situation : accommodement de la part du Roi ou soumission de la part des princes. Ils avaient passé la semaine sainte à Paris et regagné sans fléchir, après les fêtes, leurs maisons de plaisance. Au Palais-Royal, le parti du rapprochement — nommément les têtes du Conseil, l'abbé de Breteuil, le chancelier, et Bellisle qui défendaient toujours contre les gens du Roi les revenus des terres engagées et jugeaient en esprits positifs tout ce que les intérêts du prince perdaient à cette disgrâce prolongée — gémissait que le duc d'Orléans n'imposât pas, en père, ses vues raisonnables et conciliantes à l'intransigeance du duc de Chartres, soumis à cette « mauvaise cervelle » du prince de Conti².

Le duc d'Orléans se trouvait bien empêché d'invoquer son autorité paternelle. L'amour de M^{me} de Montesson l'avait mis dans la dépendance de son fils dont il devait obtenir la com-

¹ *Journ. histor.*, 18-30 mai 1772 ; *Bach.*, 13 mai 1772.

² Le baron de Breteuil à l'abbé de Breteuil, Naples, 20 déc. 1772 et 9 janv. 1773.

plaisance. La marquise, qui rêvait de réduire l'hostilité du jeune prince pour consolider sa situation, n'exigeait-elle pas à leur hymen secret l'acquiescement de son futur beau-fils ? Aux confidences paternelles qui lui soumettent le projet d'un mariage de conscience, le duc de Chartres, qu'irritaient les cajoleries de M^{me} de Montesson dont il devinait aisément le dessein, répond obstinément qu'un fils n'a point de consentement à donner à son père. A la scène de tendresse que lui joue la favorite en désespoir de cause, il réplique froidement qu'il s'inclinera devant la résolution du duc d'Orléans, à condition que le temps la lui montre inébranlable. La marquise s'écrie qu'elle-même souhaite cette épreuve : elle propose deux ans et s'engage par écrit, d'accord avec le duc d'Orléans, de n'épouser le prince qu'au terme de ce délai. Selon M^{me} du Delfand, cet engagement aurait été souscrit dès la fin de juillet 1771 ; selon M^{me} de Genlis, huit mois seulement avant le mariage, soit fin août 1772, si l'on considère le 23 avril 1773, date exacte de l'hymen clandestin, soit fin novembre 1772, si l'on s'en tient au 28 juillet 1773, date du simulacre qui lui conféra une semi-publicité.

Quoi qu'il en soit, dès août 1772, la question du remariage troublait l'union familiale, puisqu'alors le duc de Chartres marquait quelque froideur à son père. Le 24 août 1772, veille de la Saint-Louis, il refusait d'aller au joli souper que M^{me} de Montesson offrait au duc d'Orléans pour sa fête¹, et, l'automne venu, il abrégait singulièrement son séjour au Raincy, où son père s'était établi pour octobre et novembre. Aussi la princesse de Monaco y trouve-t-elle le duc d'Orléans et la marquise « d'une tristesse mortelle² ». C'est alors que M^{me} de Montesson, désespérant de rallier son futur beau-fils et soucieuse d'affermir sa situation contre cette hostilité même, annonça à son prince qu'elle ne l'épouserait qu'avec le consentement écrit du Roi.

En novembre 1772, le bruit public lui attribuait cette prétention, irréalisable tant que durerait la disgrâce du duc d'Orléans. Les patriotes, sûrs que Maupeou solliciterait l'am-

¹ M^{me} de Boufflers à la princesse de Poix, 26 août 1772.

² Lettre à la marquise de la Vaupalière, 10 oct. 1772.

bition de la marquise, appréhendaient la prochaine défection d'un prince, dont l'amour aggravait la faiblesse ordinaire. L'attitude réservée du duc envers les gentilshommes normands leur donnait à penser que M^{me} Montesson travaillait pour le chancelier. La ténacité du fils ne prévaudrait point contre l'impatience du prince-amant. Aussi faible, le prince de Condé, sourdement engagé à la soumission par son amie la princesse de Monaco, n'offrait pas moins de prise à Maupeou¹. Il se lassait de la détresse où le tenait l'exil, comme son fils le duc de Bourbon se lassait d'attendre le cordon bleu, dont il avait passé l'âge ; surtout il mirait l'alliance de Mademoiselle, sa fille, « l'ange de la Cour », avec S. A. R. le comte d'Artois qui s'en montrait éperdument épris².

Ramener les princes, c'était l'important pour Maupeou. Seule, leur opposition détruisait sa besogne jour par jour en ce qu'elle l'empêchait d'aboutir. Tant qu'ils n'auraient pas reconnu par leur présence son nouveau parlement, ce tribunal ne pourrait se constituer en Cour des pairs, ni gagner auprès du public la considération qui déterminerait les anciens magistrats à liquider leur charge. Purement confisqués d'abord par les arrêts du Conseil (20-21 janvier 1771), les offices, en vertu de l'édit d'avril 1771 qui rapportait tacitement cette mesure illégale, devaient être remboursés, sous remise dans les six mois au contrôleur-général, chargé de la liquidation, des titres de propriété et provisions. Remettre ses titres pour un magistrat, c'était se démettre, accepter le fait accompli. Or, tant que les princes resteraient opposants, la réforme du chancelier ne semblait pas valable. La résistance des magistrats, qui suspendaient leur démission de ce fait, était donc liée à celle des princes ; mais d'autre part la constance des princes dépendait aussi de celle des magistrats, puisque, si ceux-là cédaient, la protestation princière en leur faveur perdait sa raison d'être. La tactique du chancelier consistait à entamer l'opposition simultanément des deux parts, en discréditant les magistrats auprès des princes par de fausses listes de liquidés, en discréditant les princes auprès

¹ *Journ. histor.*, 8-29 nov. 1772.

² *Espion anglais*, I, 151.

des magistrats par le bruit de négociations supposées avec la Cour.

En province, la plupart des magistrats, se sentant isolés ou se rappelant, d'après l'histoire du règne de Louis XIII, « les tristes exemples de la faible ressource qu'on trouve dans le crédit des princes brouillés avec la Cour¹, » s'étaient démis ; à Paris, soutenus par l'opinion et le voisinage des princes, ils avaient tenu bon. A la veille du premier délai qui expirait le 15 octobre 1771, Maupeou, pour décider les hésitants, publiait la liste des magistrats liquidés et insérait dans les gazettes un avis inquiétant pour les insoumis : « Tous les membres de l'ancien Parlement faisant liquider leurs offices, les princes du sang négocient afin de rentrer en grâce auprès de Sa Majesté, puisque leurs protestations et réclamations deviennent sans objet ». Le premier octobre, le duc d'Orléans chargeait Augeard de se rendre à Bâville pour recommander à MM. de Lamoignon et de Malesherbes d'empêcher toute liquidation. « Les avocats, lui dit le duc d'Orléans, trouvent déjà la fermeture de leur cabinet nuisible à leur appétit : ils disent même que si l'ancien Parlement se fait liquider, ils regarderont cet acte équivalent à une démission qui rendrait légale la besogne de Maupeou ». Mais, par un malentendu créé à dessein par Lamoignon qui, selon Augeard, finassa avec ses confrères pour rester seul l'homme des princes et de la France, tous les présidents à mortier, sauf Lamoignon, se firent liquider. Leur soumission, qui fut déclarée le jour même de l'échéance, resta sans effet. Sur le conseil de Lepaige, bailli du Temple, le président d'Ormesson fit valoir dans une belle lettre au Roi la distinction de l'office et de la finance qui embarrassa fort le chancelier. La liquidation ne visait qu'à éteindre la vénalité et à rembourser la finance : elle n'atteignait pas l'office qui demeurerait inamovible (2 mai 1772). Le délai, déjà renouvelé jusqu'à avril 1772, fut prolongé derechef par arrêt du Conseil jusqu'au 1^{er} janvier 1773. Passé ce terme, les insoumis ne seraient plus admis à la liquidation et perdraient leur droit

¹ L'abbé Térissse au comte de Houdelot, Rouen, 12 déc. 1772.

au remboursement. Cette dernière sommation ne semblait guère réduire les obstinés dont le dur exil se prolongeait cependant avec leur résistance. Le terme de rigueur avançait et, à chaque séance du Conseil, Louis XV s'informait par malice auprès de son chancelier du nombre des nouveaux liquidés.

Maupeou se retourna du côté des princes, dont le caractère n'égalait pas celui des magistrats. Puisque le Roi refusait de contraindre ses proches par un lit de justice, qui les eût obligés de venir siéger au nouveau parlement, force lui était de négocier un accommodement. Au début de décembre 1772, le chancelier se vit près d'aboutir en entreprenant le prince de Condé, par l'intermédiaire du comte de la Marche et d'accord avec l'abbé Terray, mais à l'insu des autres ministres et des autres princes. Le jeudi 3 décembre, les fins courtisans eurent vent de quelque intrigue ; le vendredi, ils furent instruits. Maupeou présenta le projet qu'il avait arrangé avec Condé comme tout neuf et dans l'idée qu'il devait ramener l'ensemble des princes. Le Roi l'approuva comme tel, et le comte de la Marche s'en fut le soumettre à ses cousins comme un projet personnel à lui et sur lequel il n'avait aucune mission. Les princes, assemblés au Palais-Royal le samedi 5 décembre, examinèrent la lettre qu'il proposait à leur signature. Le duc d'Orléans, et plus encore le duc de Chartres et le prince de Conti, demandèrent le temps de la réflexion. Le prince de Condé, tout décidé puisqu'il se trouvait dans le secret et impatient de gagner de primauté aux yeux de Louis XV, déclara que son parti était pris, qu'il écrirait la lettre dès le lendemain matin au plus tard : c'était, selon son ambitieux désir, la séparation qui lui permettait de devancer ses parents à la Cour. Mais cette soumission unique ne satisfaisait ni Maupeou, qui avait compté ramener avec Condé les princes d'Orléans au moins, ni le Roi qui attendait tous ses proches. Condé fut traité en quantité négligeable et perdit le bénéfice de son empressement. Le lundi 7, accompagné de son fils, il reçut à Versailles un accueil sérieux, et, comme il avait été obligé par Maupeou à retrancher de sa lettre la phrase la plus agréable à son hon-

neur et qui colorait le mieux son retour, il subit dans le public tout le démerite de sa défection. Chansons et épigrammes assaillirent le vilain personnage qu'il avait joué. Sa soumission n'ébranla en rien l'opiniâtreté des magistrats, et il parut clairement que seul l'exemple du duc d'Orléans les pourrait fléchir¹.

La faveur du Roi, las de cette brouille de famille et de cette guerre intestine, appartiendrait à celui ou à ceux des ministres qui rallieraient le premier prince du sang, chef des pairs. Cette circonstance n'échappait point au duc d'Aiguillon, fort intéressé d'autre part à se concilier en le rapprochant du Roi le duc d'Orléans, qu'il opposerait avec avantage au nouvel adversaire que Maupeou lui suscitait dans la personne de Condé.

Le soir même de son retour à Versailles, ce prince soupa chez M^{me} de Montesson avec le duc d'Orléans qui, par respect pour le Roi autant que par courtoisie, « n'avait pas cru devoir rompre » ce souper arrangé depuis huit jours. Le public, qui depuis la soumission de Condé guettait les princes d'Orléans et cherchait à surprendre leurs sentiments, les faisait parler. D'après les novellistes, le duc de Chartres, présent à ce souper, aurait éclaté contre son cousin que trahissait l'embarras. « Voilà la dernière fois que j'entre avec vous en pareille explication, aurait conclu l'ardent patriote. La politique exige que nous nous voyons, mais ne prétendez jamais à d'autres sentiments de ma part ».

Il sembla sur le moment que la piteuse posture de Condé, qui n'avait recueilli jusqu'à présent à la Cour et à la Ville que brocards et désagréments, n'engageait pas ses cousins à l'imiter. Au 14 décembre, le duc d'Orléans se disait plus ferme que jamais. « Annoncez partout que la conduite du prince de Condé ne me fait point changer et que je suis toujours le même », avait-il recommandé à l'un de ses gentilshommes qui partait pour affaires en province².

Or, dans l'entourage du prince et surtout parmi les Choi-

¹ Le marquis d'Enragues au baron de Breteuil, 9 déc. 1772; l'abbé de Breteuil au baron de Breteuil, 13 déc. 1772 et 10 janv. 1773.

² *Journ. histor.*, 12 et 14 déc. 1772.

seul, personne ne doutait qu'il n'eût le plus grand désir de rentrer en grâce comme son cousin. Pour l'en dissuader, l'on comptait beaucoup sur la princesse de Beauvau, revenue fort à propos de Lorraine à Paris, le jeudi 10 décembre ; car, à ce que l'on pensait, seul le duc de Chartres, aussi entêté que son oncle Conti, retenait encore son père¹, ce dont le public le remerciait par une nouvelle ovation à la Comédie-Française, où l'entrée de M^{lle} de Bourbon excitait le même soir un brouhaha réprobateur².

Cependant, dès le jeudi 17 décembre, se nouait au Palais-Royal une négociation que tout conspirait à pousser : la lassitude du Roi, l'intérêt pressant du duc d'Aiguillon et des ministres adversaires de Maupeou, le jaloux cousinage du duc d'Orléans et de Condé, enfin le sentiment du conseil du Palais-Royal qui jugeait avec la même désillusion que M^{me} du Deffand l'opposition des princes « cette prétendue faction qui n'a produit ni ne produira jamais d'autre effet que de n'être bonne à rien et de ne pouvoir procurer du bien à leurs amis, à leurs domestiques, à la chose publique et à leurs propres affaires ».

Le duc d'Orléans avait supporté sa disgrâce qui le laissait dépourvu de tout crédit pour sa personne et sa Maison, tant que les autres princes, sauf le comte de la Marche dont il n'avait cure, était logés à la même enseigne. Mais, du jour où il sentit les Condé à la Cour, lui à l'écart, la jalousie qui se perpétuait entre les deux branches le rongea et les raisons que lui représentaient les partisans du rapprochement s'imposèrent davantage à son esprit : les sacrifices que l'exil coûtait à la Maison servaient moins la cause parlementaire que ne l'eût fait sa présence à Versailles où, plus fort contre Maupeou, il aurait pu obtenir des délais pour les liquidations et modifier la composition actuelle du parlement³. Seuls faisaient obstacle à la réconciliation, Conti, dont l'obstination promettait l'affaire interminable, le duc de Chartres, son élève, et Bellisle dont l'esprit robin multipliait les objec-

¹ M^{me} du Deffand à H. Walpole, 13 déc. 1772.

² HARDY, I, 369.

³ Le marquis d'Entragues au baron de Breteuil, 9 déc. 1772.

tions. Il ne s'agissait plus cependant que de convenir des termes d'une lettre qui sauvât l'honneur des princes d'une part, l'autorité royale de l'autre⁴.

Le mutuel désir des deux parties aplanit ces difficultés de pure forme. Précisément alors le duc d'Aiguillon, qui voulait ramener le duc d'Orléans coûte que coûte, était disposé aux concessions. L'affaire fut enlevée en dix jours, du 17 au 27 décembre, dans un moment de discrédit de Maupeou, en moins de temps qu'on ne l'eût attendu de princes aussi déli-bérants, et fort inopinément, puisqu'il n'y avait guère appa-rence qu'après cette longue opposition les princes d'Orléans choisissent pour leur accommodement la veille même du délai de rigueur imposé aux magistrats insoumis, comme s'ils eussent voulu décider toutes les liquidations, à la pleine satisfaction du chancelier.

La négociation se noua par l'intermédiaire d'Augeard, d'Ai-guillon passant la main à de Boynes et à Trudaine, intendant des finances. Elle s'ouvrit sans tarder dans l'après-dîner du jeudi 17 décembre entre Trudaine et Bellisle, chez M. d'In-vault, le voisin de M^{me} de Montesson à la Chaussée-d'Antin. Les négociateurs, notamment Bellisle, par déliance de l'indis-crétion ordinaire aux princes, avaient exigé le secret du duc d'Orléans, qui le cacha même à son chancelier, l'abbé de Bre-teuil. Celui-ci, sollicité dès l'abord par de Boynes, de la part de d'Aiguillon, tenait en poche sa lettre toute prête à l'adresse du Roi, mais il se souciait trop de rester bien en cour et de pousser son neveu, le baron de Breteuil, alors ambassadeur à Naples, pour que le duc d'Orléans s'en remît à lui ; piqué de cette moindre confiance, l'abbé se consolait en songeant que, si Bellisle se réservait tout le mérite de l'af-faire, il en supporterait les suites. Dès le lendemain, les négociateurs semblaient d'accord. L'attitude inconciliable de Conti troubla quelque peu dans le moment les princes d'Or-léans, mais Louis XV, passant outre à cette défection, approuva qu'on continuât les pourparlers. Contre promesse d'une visite des princes à M^{me} du Barry, clause essentielle et

⁴ L'abbé de Breteuil à son neveu, 13 déc. 1772.

sur laquelle Trudaine revint avec insistance la veille même de leur retour à Versailles, les agents de d'Aiguillon transigèrent avec Bellisle qui voulait épargner à ses maîtres tout démérite devant l'opinion. D'ailleurs, plus honorables seraient les conditions de ce retour, plus il serait cuisant pour Maupeou et annunciateur de sa disgrâce... Aussi la coalition d'Aiguillon laissa-t-elle les princes « dégueniller »¹ dans leur lettre à Louis XV la besogne du chancelier, sans égard pour le souverain au nom duquel Maupeou avait agi. Il leur fut loisible d'alléguer la distinction des opinions dont ils ne pouvaient disposer devant Dieu et des démarches extérieures qu'ils devaient au Roi.

Cette lettre, distribuée publiquement dans les cafés dès le 30 décembre, parut imprimée avec couverture dès le 2 janvier ; et le Palais-Royal ne manqua point à la faire imprimer dans les feuilles étrangères à la suite de la note trop sèche, dont les princes avaient accepté l'insertion dans la *Gazette de France*².

LETTRE DE M. LE DUC D'ORLÉANS AU ROI

SIRE,

Nous avons été jusqu'à présent, mon fils et moi, persuadés que l'ordre rigoureux qui nous tient éloignés de la personne de Votre Majesté n'avait d'autre motif que notre réclamation. Pénétrés de douleur d'être depuis près de deux ans dans votre disgrâce, il nous restait du moins la consolation que nous donnait la pureté de nos intentions. Il ne nous est plus permis de douter que Votre Majesté regarde cet acte de notre part comme une désobéissance. Cette idée est trop affligeante pour que nous ne cherchions pas à nous justifier.

Elevés près du trône, dévoués à la personne de Votre Majesté, comblés dans tous les temps de ses bontés, nous vous avons donné

¹ Lettre de l'abbé de Breteuil, 10 janv. 1773.

² *Journ. histor.*, 30 déc. 1772; *Nouv. extraord.*, 8 janv. 1773. Voici la note de la *Gazette de France* du vendredi 1^{er} janv.

De Versailles, le 30 déc. 1772.

Le duc d'Orléans et le duc de Chartres, ayant écrit une lettre au Roi pour assurer S. M. que leur intention a été et sera toujours de soumettre leurs démarches à ses volontés, Elle leur a accordé la permission de se présenter devant Elle et ils ont eu l'honneur de Lui faire leur révérence le 29 de ce mois, ainsi qu'à la Famille Royale.

les marques les plus sincères de notre amour, de notre fidélité et de notre reconnaissance. Non, Sire, nous ne vous avons pas désobéi. Daignez nous écouter : nous vous exposerons nos sentiments, avec la loyauté et la franchise des Princes de votre sang.

Nous avons réclamé, Sire, contre l'exécution d'un projet qui nous a paru dangereux dans son principe, nuisible dans ses effets, mal conçu même dans les vues qu'il annonçait pour le maintien de votre autorité, et ne nous présentait dans son ensemble que de grands changements qui ne remédiaient à rien. Nous pouvons être dans l'erreur, mais il n'est pas en notre pouvoir de changer d'opinion. Notre façon de penser n'est pas incompatible avec l'obéissance due à votre autorité, dont nous serons toujours les plus zélés défenseurs. Nous vous devons la soumission la plus entière, non de nos opinions (nous ne pouvons en disposer), mais de nos démarches. C'est en quoi consiste la véritable obéissance à votre puissance souveraine, après celle que nous devons à Dieu.

Comme Princes de votre sang, nous devons plus que personne vous dire la vérité ; comme vos premiers sujets, nous vous devons l'exemple de la soumission : nous avons toujours cherché à vous rendre ce premier devoir et nous ne nous écarterons jamais du second.

Voilà, Sire, nos vrais sentiments ; nous les déposons avec sincérité dans le sein de notre Père, de notre Roi. Pesez-les, Sire, dans votre équité, suivez les sentiments de votre cœur et nous espérons que Votre Majesté, en nous rendant ses anciennes bontés, voudra bien nous permettre de lui présenter personnellement les hommages que nous lui devons à tant de titres¹.

27 décembre 1772.

Mais c'est moins sur cette lettre, qui scandalisait la Dauphine² sans contenter Conti, que sur le « plan de conduite » qui préciserait à l'avenir les démarches dues au Roi par les princes, que la négociation fut épineuse. Tel était le désir de d'Aiguillon de faire pièce au chancelier en ramenant les princes qu'il fit approuver par le Roi un plan qui, ne différant en rien de ce qu'ils avaient voulu faire, consacrait leur attitude de protestataires. Invités par le Roi à venir prendre séance au Parlement ou en un lit de justice, ils restaient libres de protester en vertu de leur opinion contre leur présence même, d'abord auprès de Sa Majesté puis, durant la séance,

¹ *Arch. Nat.* K. 164, n° 4.

² Lettre à Marie-Thérèse, 13 janv.

auprès du chancelier ; mieux encore, en cas de réception d'un pair, ils pouvaient, avec l'agrément royal, éviter la séance en quittant Paris avant l'invitation d'étiquette. Bref, sans risque de disgrâce, il leur était loisible de continuer leur désapprobation d'un tribunal qu'ils n'étaient point tenus de reconnaître. « Vous pouvez au surplus être très assuré, écrivait de Boynes à Trudaine le négociateur, qu'il ne sera question d'aucune punition contre celui qui pense différemment, mais il ne peut être rien mis par écrit à ce sujet⁴... »

... Dans le cas d'un lit de justice, les princes seront invités à l'ordinaire par le grand maître des cérémonies. Ils se rendront auprès du Roi et le supplieront de leur permettre de ne pas y assister. Le Roi leur répondra qu'il leur ordonne d'y venir et même d'y opiner au fond : ils diront que Sa Majesté connaît les raisons qu'ils ont de croire ne pouvoir y opiner comme princes et comme pairs, mais que, comme sujets obéissants, ils exécuteront ses ordres et qu'ils supplient Sa Majesté de ne pas compter leurs voix.

A la séance du même lit de justice, ils diront à M. le Chancelier quand il viendra prendre leurs voix : « Monsieur, nous ne sommes ici que par obéissance ; le Roi sait les raisons qui me font croire que, comme prince et comme pair, je ne peux opiner ; mais, pour exécuter les ordres de Sa Majesté je pense etc.... »

Ils ne répéteront pas : « Je supplie le Roi de ne pas compter ma voix.... » parce qu'ils l'auront déjà dit au Roi lui-même.

S'il est question de la réception d'un pair, le Roi les mandera et leur ordonnera d'aller au Parlement et d'y opiner sur la réception. Ils obéiront et diront au Premier Président, lorsqu'il prendra leurs voix, la même phrase qu'ils se proposent de dire au Chancelier dans le cas de lit de justice.

Si Sa Majesté aime mieux qu'ils se dispensent d'aller au Parlement, ils s'absenteront de Paris avant de pouvoir être invités.

Signé par les princes, ce plan de conduite fut remis au duc d'Aiguillon, qui en donna sans difficulté reconnaissance, par copie certifiée, au duc d'Orléans. Trudaine laissait également entre les mains du prince, sous condition de ne la montrer à personne et comme sûreté envers le Roi seul, copie garantie par lui de la lettre que lui avait écrite de Boynes le 27 décembre

⁴ Dossier précité, f^o 107/109. De Boynes joignait à sa lettre le texte du plan de conduite « qui a été mis sous les yeux du Roi et que Sa Majesté approuve. »

au nom de d'Aiguillon, clef véritable de la négociation, celle-là même qui assurait l'impunité aux princes désapprobateurs.

Le lundi 27 décembre, le duc d'Aiguillon se rendait à midi chez le prince de Conti, pour une dernière tentative infructueuse de conciliation et, de là, chez Trudaine où se trouvait Bellisle avec lequel il concluait l'accord. Le soir, à neuf heures, le secrétaire des commandements sautait au cou d'Augeard, venu au Palais-Royal : « Notre affaire est finie entièrement, lui jetait-il. Nous serons demain à dix heures à Versailles ». Dans la journée, le comte de Pons Saint-Maurice avait porté au Roi la lettre signée des deux princes auxquels Louis XV avait fait dire qu'il les verrait avec plaisir ; M^{me} du Barry l'avait chargé pour le duc de « choses très honnêtes ». Le lendemain mardi, Sa Majesté leur marquait le meilleur accueil, bien différent de celui qu'avait reçu Condé. Le Roi frappait sur la bedaine de Louis-Philippe le Gros, le complimentait sur sa réputation d'acteur amateur et le mettait en garde contre un certain Desessarts, acteur d'une bonhomie aussi corpulente, qui menaçait de lui « damer le pion ». La famille royale, qui voyait revenir avec le Palais-Royal une part des plaisirs de la Cour, accueillait cordialement les deux bons compagnons. Puis, selon l'article essentiel que Trudaine leur avait rappelé la veille au soir par un exprès, le père et le fils s'étaient fait annoncer chez M^{me} du Barry. Le duc de Chartres, désinvolte, avait badiné avec la comtesse flattée de cette familiarité ; mais le duc d'Orléans y avait paru avec un air grave¹. « Cette première démarche une fois faite, tout devient facile : on lui saura gré de tout ce qu'il fera et on suppléera à ce qu'il ne fera pas », avait certifié Trudaine à Bellisle².

Ce premier pas, sous les yeux de la Cour, vers une favorite méprisée de tout un puissant parti, devait beaucoup coûter aux princes, amis de Choiseul ; mais, pour pallier leur rapprochement inopiné, ne fallait-il point obtenir des grâces qui témoigneraient aussitôt devant l'opinion d'un crédit efficace et de leur fidélité à la cause parlementaire ? Le duc d'Orléans

¹ *Journ. histor.*, 30 déc. 1772, 6 janv. 1773.

² Dossier précité, f^o 112/113, lettre exprès de Versailles, 28 déc. au soir

insista pour qu'on libérât les Normands et qu'on prolongeât une fois de plus le délai des liquidations. Il ne devait obtenir la première grâce qu'à l'avènement de Louis XVI, mais l'autre trouvait d'autant plus de facilités qu'elle s'imposait au ministère.

Le retour à Versailles des princes d'Orléans n'avait pas répondu, du côté parlementaire, à l'attente des ministres intéressés. A la prière de Malesherbes, qui eût souhaité que le duc d'Orléans laissât passer, pour revenir au Roi, le délai de rigueur des liquidations, Augeard avait déjoué le calcul de d'Aiguillon qui comptait bien que cette démarche des princes, achetée à la veille du dernier délai, déciderait à liquider leur office les magistrats encore insoumis. Le mérite lui reviendrait auprès de Louis XV d'avoir fait situation nette là même où Maupeou avait manqué. Le fermier général fit imprimer dans la nuit chez M. de Barville, procureur général de la Cour des Aides, un avis circulaire qui fut distribué, dès le matin, dans toutes les études de notaires et chez tous les robins. « Les princes avertissent tous les membres des Cours Souveraines de ne pas se faire liquider. Ils vont à la Cour, à l'insu du Chancelier, négocier le retour du Parlement. » Déjà le ministère avait répandu, par la police, le bruit de la liquidation de Lamoignon et de Malesherbes, qui devaient entraîner les autres. Il fut pris : la réconciliation du Roi et des princes d'Orléans ne détermina aucune liquidation notable. Leur lettre qui se trouvait dans les poches de tout Paris, la circulaire d'Augeard, l'attitude irréductible de Conti¹ qui semblait attendre l'effet des pourparlers de ses cousins, reconfortèrent les magistrats que la nouvelle d'une défection du Palais-Royal avait pu d'abord émouvoir. Force fut donc de prolonger, une fois de plus, le terme de rigueur des liquidations, à la requête même du duc d'Orléans, jusqu'au premier avril 1773. Pour sauver la forme, l'on donnerait aux repentis une quittance datée du 31 décembre 1772.

¹ « Quant à M. le prince de Conti, on dit qu'il a répondu qu'il n'était point décidé s'il faisait bien ou mal, mais qu'il resterait comme il était. Ce retour des princes ne déterminera pas, je crois, ceux qui composaient l'ancien Parlement à se presser de donner leur liquidation... » Le prince de Tingry au marquis de Laurens. 30 déc. 1772.

Malgré ce gage, malgré les précautions qu'avait prises le Palais-Royal à l'égard du public, les critiques ne furent pas épargnées aux deux princes pour ce rapprochement inopiné et inopportun. Leur lettre au Roi, répandue avec commentaire comme une justification, « faisait l'objet de toutes les conversations et de toutes les disputes¹. » D'une remarque les patriotes réfutaient les excuses dont on voulait colorer cette conduite, qu'ils jugeaient la défection de parjures. « Qu'est-ce qu'une lettre, écrite dans des circonstances aussi critiques, qui a besoin d'un commentaire² ? »

Le clan des Condé, surpris de ce brusque événement, trouvait mauvais que Versailles eût témoigné aux d'Orléans plus de prévenances et d'égards qu'à Condé lui-même, qui avait eu cependant le mérite du premier pas ; jalouse qu'ils n'eussent pas laissé davantage à son ami le bénéfice de la primauté, M^{me} de Monaco déprisait leur lettre au Roi « cette lettre qu'ils ont fait répandre dans Paris — écrivait-elle le 12 janvier à la marquise de la Vaupalière — pour que personne ne doute qu'ils agiront toujours autrement qu'ils ne parleront³. » Les Choiseul surtout regardaient comme une trahison la visite à M^{me} du Barry que les princes avaient rendue d'eux-mêmes, sans que le Roi les y menât, « comme il eût été plus convenable. Mais vous connaissez l'embarras du Roi, observait à son neveu l'abbé de Breteuil⁴, il a voulu que que cela passât par un tiers, et de là les cris, les brocards et les improbations. » Si M^{me} du Deffand défendait auprès de Craufurt, de la duchesse de Choiseul et de l'abbé Barthélemy, la lettre des princes qu'elle « approuvait infiniment » comme « noble, pathétique et claire », elle convenait que c'était rétracter leurs protestations et elle abandonnait leur conduite à leur sévérité. « ... Je vous dis à l'oreille que je ne fais nul cas d'aucun prince ; que leur protestation, leur rétractation, leur récrimination, leur contradiction, tout cela me paraît de la bouillie pour les chats... »

¹ M^{me} du Deffand à H. Walpole, 5 janv. 1773.

² *Journ. histor.*, 2 janv. 1773.

³ *Aff. Etr. France*, 319.

⁴ *Ibid.*, 10 janv. 1773.

En vain les amis du Palais-Royal citaient-ils avec complaisance une lettre du duc d'Orléans où le prince, rendant compte au duc de Nivernais de sa lettre au Roi et des motifs de sa démarche, ajoutait que Sa Majesté lui avait donné sa parole royale qu'Elle ne l'obligerait jamais de reconnaître le parlement actuel et les autres nouveaux tribunaux. Il ne s'opposait pas à ce que son correspondant fit connaître ses dispositions à cet égard et même sa lettre, mais le duc de Nivernais, qui témoignait de cette lettre, se gardait d'en donner copie. Le silence règne au parterre quand les princes d'Orléans paraissent au spectacle¹. Nombre de noëls satiriques, commandés par Maupeou, blâment leur retour à Versailles et entretiennent la division entre eux et les Condé, crainte d'une coalition contre le chancelier. Au bal du lundi gras, un masque déguisé en mannequin se poste sous la loge même du duc d'Orléans ; à l'aide d'une ficelle, il fait tourner tantôt à droite, tantôt à gauche, les ailes d'un moulin qui le coiffe et où s'éteint et se rallume tour à tour une petite lanterne. Le prince, qui sous les yeux des spectateurs ressent au vif l'épigramme de cette pantomime, s'approche du plaisant pour le reconnaître : alors le masque de lui reprocher vivement sa défection et tous ses efforts pour débaucher Conti, puis il s'esquive parmi l'orchestre où il abandonne son panier d'osier².

Ces critiques échauffaient le duc de Chartres qui fréquentait les Choiseul et les Conti. En vain Trudaine suppliait-il le père et le fils de bien mesurer leur langage. « Vous pouvez être sûr, mandait-il à Bellisle le 4 janvier 1773, qu'il y a une cabale affreuse dans le pays d'où je viens³ et qu'on cherche à faire parler les princes. Croyez que cela est d'une importance à peine concevable pour M. le duc d'Orléans, M. le duc de Chartres, M. d'Aiguillon, M. de Boynes, le contrôleur général et tous tant que nous sommes. » Comment un prince pétulant ne se fût-il pas cabré sous les moqueries ? « ... On lui a fait tenir et on tient pour lui des propos qu'il serait fort à désirer qu'on ne tint pas, écrivait l'abbé de Breteuil à son neveu,

¹ *Journ. histor.*, 24 janv.

² *Bach.*, 2 févr., 6 mars.

³ Versailles.

mais c'est une tête ingouvernable et qui n'est pas à son dernier inconvénient... » Le duc de Chartres s'acharne à publier le plan de conduite, et comme on lui en montre les défauts, l'impossibilité de prévoir tous les cas, l'in vraisemblance que ne survienne point un fait qui les oblige de prendre parti, il entre en défiance, prétend qu'on l'a trompé et s'en prend à Bellisle auquel il écrit « une lettre à cheval et pleine de reproches ».

Le comte de la Marche écrit de son côté : il se plaint au Roi de ce que Versailles eût traité si différemment à leur retour les princes d'Orléans et les Condé, il somme par une lettre hautaine le duc d'Aiguillon de lui communiquer le fameux plan de conduite et le ministre refuse au nom de Sa Majesté. Le chancelier, Condé et le comte de la Marche se liguent contre les ministres qui ont négocié avec le Palais-Royal et qui ne laissent pas d'en être embarrassés. Car ils sentent le Roi las de ces tracasseries, de ces cabales ; le retour du duc d'Orléans n'a déterminé aucune liquidation, le père et le fils sont revenus à la Cour, mais dans les mêmes dispositions où les devait maintenir la pression du public ; les affaires parlementaires restent au même point. Maupeou, un moment ébranlé, reprend audace pour exploiter la déconvenue de ses adversaires et les propos rapportés ou supposés du duc de Chartres. Si Louis XV traite bien le duc d'Orléans, il reçoit mal le fils, et le 10 janvier 1773 la duchesse de Chartres, qui venait faire à Versailles sa visite de relevailles, se morfondait une demi-heure dans le cabinet du Roi, sans que personne de la famille royale lui adressât la parole¹.

Au printemps les bruits du mariage de M^{me} de Montesson avec Louis-Philippe le Gros se renouvelèrent avec consistance et, en vertu de l'adage *cui prodest is fecit*, les patriotes n'hésitèrent plus à rapporter la défection du prince à l'ambition de la marquise, que les promesses du chancelier auraient séduite². Cependant son nom ne paraît pas dans la lettre confidentielle du 10 janvier 1773, expédiée par voie sûre, où l'abbé de Breteuil explique à son neveu, notre ambas-

¹ L'abbé de Breteuil à son neveu, 10 janv.

² *Journ. histor.*, 8-29 nov. 1772 ; 9 févr., 3 mai, 6 juin 1773.

sadeur à Naples, tout le jeu de la négociation qui amena le retour des princes d'Orléans. En vérité, M^{me} de Montesson n'était pas femme à s'engager dans une affaire qui risquait de la discréditer à la Ville comme au Palais-Royal. Si sage et si patiente, comment eût-elle compromis, en le voulant hâter, le dénouement qu'elle laissait mûrir?

Ses amitiés personnelles la rangeaient franchement du côté parlementaire. Un familier du Palais-Royal, le fermier général Augeard, dont les *Mémoires* sont confirmés par le dossier inédit dont nous faisons usage, en témoigne nettement : si le duc d'Orléans était maîtrisé par M^{me} de Montesson, celle-ci l'était elle-même par la présidente de Gourgues, sœur de Lamoignon. C'était une amitié fameuse dans la société ; quelques lettres, interceptées par le cabinet noir, nous en attestent la chaleur et le dévouement. Une lettre de Lamoignon à la marquise prouve qu'elle était son informatrice, son soutien au Palais-Royal. Deux lettres de sa main ont survécu qui la déchargent de l'accusation des patriotes¹. A la veille du retour des princes à la Cour, elle y fait part à Bellisle de ses craintes, lui pose des objections et, jugeant de la situation avec une rare intelligence, lui déclare sans détour qu'elle préfère l'état de disgrâce des princes, si fâcheux qu'il semble, à ce rapprochement hasardeux. La guerre entre les ministres promettait beaucoup aux princes, soit que le chancelier, pour se soutenir, ait eu besoin d'eux à tout prix, soit que ses adversaires, pour le perdre, dussent les prendre pour prétexte. La résistance du duc d'Orléans lui assurait, le jour venu, à la Cour un crédit qui l'eût dédommagé de sa disgrâce présente. En se rapprochant ainsi par transaction, les princes s'en remettent au hasard ou se rendent à discrétion au duc d'Aiguillon. Il ne se peut qu'on leur permette d'ignorer indéfiniment le nouveau parlement. Vienne une circonstance qui les oblige à prendre un parti : « s'ils résistent, c'est alors qu'ils seront perdus pour jamais ; s'ils cèdent, ils seront déshonorés ».

Pour courir ces « horribles risques » que ne compense

¹ Dossier précité, f^{os} 63 à 66.

aucun avantage, vaut-il donc la peine de subir le blâme du public et des Parlements qui se croiront abandonnés ? Et la marquise de souhaiter qu'on exige par écrit de M. d'Aiguillon « une partie des choses qu'il a dites verbalement, afin de le lier au moins autant que possible » et que le duc d'Orléans convienne avec les autres princes d'un plan de conduite, pour prévenir la désunion qui les affaiblit envers les ministres. « Je voudrais au moins que, pour souvenir de M. le Prince de Condé, M. le Duc d'Orléans proposât de signer un écrit dans lequel tout ce qu'on peut prévoir serait détaillé, avec la conduite qu'on tiendrait dans chacun des cas. »

Le dimanche soir 27 décembre 1772, l'avant-veille du voyage à Versailles, elle revient à la charge, appréhendant les clameurs du public contre une démarche qu'elle eût souhaité retarder, vu la séparation du prince de Conti. « ... Je donnerais des années de ma vie pour que cet événement fût arrivé plus tard ou pour que M. le Prince de Conti ne se fût pas séparé. Mais, puisque ce parti est décidé, je vous demande en grâce de ne pas négliger un point qui ne paraît pas à l'esprit assez important pour attirer l'attention : c'est la gazette. Au nom de Dieu, que ce qu'on y mettra soit pesé par vous auparavant, que vous ne puissiez être compromis à la manière dont le Prince de Condé a été traité. On ne confondra que trop leur conduite... »

Pensera-t-on que M^{me} de Montesson ait écrit ces deux lettres pour se justifier par avance, alors qu'elle demandait le secret à Bellisle, trop heureux de le garder et de laisser tomber sur la favorite l'impopularité d'une négociation que lui-même avait conduite ? Aucun des conseillers du Palais-Royal n'eût démenti le bruit qui chargeait la marquise, dont l'ambition encombrante¹ menaçait la Maison d'une scandaleuse mésalliance, bruit qui redoublait pour elle l'aversion du duc de Chartres et disculpait envers lui les négociateurs.

Reste que, si la marquise n'a pas provoqué la soumission des princes, elle n'a point refusé d'en tirer parti ni d'en faire solliciter le prix par le duc d'Orléans, trop agréable à

¹ Elle faisait regretter *Marquise* ainsi qu'en témoigne une note que Collé ajoutait en 1780 à son *Journal* d'août 1766.

Louis XV pour que Sa Majesté le peignât délibérément. Louis-Philippe le Gros, mis à l'aise par les bonnes grâces du Roi et de M^{me} du Barry, les entretient volontiers de la longue épreuve à laquelle était soumis son amour pour la vertueuse dame : au souverain, chef de famille, sans le consentement écrit duquel aucun prince du sang royal ne se peut marier¹, il appartient d'y mettre fin. Mais Louis XV, intraitable sur les mésalliances et se souvenant trop des tracas qu'apporte dans les familles royales la présence de bâtards ou de légitimés, refuse obstinément, sourd aux promesses de discrétion et de modestie de la marquise qui s'engage de ne point paraître à la Cour. Que vaudraient-elles s'il survenait des enfants, puisque le consentement formel et par écrit du Roi rendrait l'union légale ? Cependant il ne s'oppose pas au mariage de conscience, c'est-à-dire au mariage clandestin qui doit rester secret. « M. l'Archevêque, écrivit-il de sa main, vous croirez ce que vous dira de ma part mon cousin le duc d'Orléans et vous passerez outre. » Le Roi remit ce billet laconique au prince, devant Bellisle qui l'accompagnait, avec ordre de le lui rapporter après la cérémonie. Le papier ne sortit de ses mains que pour passer dans celles de Christophe de Beaumont et c'est de celui-ci que Bellisle le reçut après la cérémonie pour le rendre au souverain².

M^{me} de Montesson ne se trouvait pas satisfaite de cet acquiescement à contre-cœur ; au moins fallait-il en profiter sans délai, crainte que Sa Majesté ne se rétractât, comme Louis XIV pour M^{lle} de Montpensier. « Gros père, épousez-la toujours, aurait conseillé M^{me} du Barry qui ne pouvait être défavorable aux mésalliances, nous verrons à vous contenter mieux ensuite : vous sentez que je suis fortement intéressée à vous seconder. Comptez sur moi³. » L'espoir d'obtenir davantage par la suite décida la marquise à abréger le délai de deux ans promis au duc de Chartres : le billet royal ne

¹ Voy. GUYOT, *Traité des droits*, éd. 1787, t. II, p. 378, le célèbre arrêt de 1635 rendu, sur les conclusions de Jérôme Bignon, avocat général, et après opinion du clergé, au sujet du mariage de Gaston, duc d'Orléans, avec Marguerite de Lorraine.

² GRIMM, *Corresp.*, XIV, 341.

³ *Espion anglais*, I, 141 et *Journ. histor.*, 6 juin 1773.

fournissait-il pas une excuse toute prête à cette anticipation ?

Le 18 avril 1773, l'Archevêque de Paris signa la dispense des trois bans, portant permission de fiancer et marier le même jour dans la chapelle de la marquise de Montesson, très-haut, très-puissant et excellent prince M^{gr} Louis-Philippe d'Orléans et haute et puissante dame Charlotte-Jeanne Béraud de la Haye de Riou. Le vendredi 23 avril, Poupert, curé de Saint-Eustache, les fiança et les maria devant le vicomte de la Tour du Pin, brigadier des Armées du Roi et Poret de Boisandré, gouverneur du Raincy, témoins du prince, et messire Jean de Pont, intendant de la généralité de Bourbonnais et messire de Mary, secrétaire général du gouvernement du Dauphiné, témoins de l'épouse. L'acte, qui n'alléguait pas l'autorisation du Roi, fut transcrit sur le registre paroissial de la main même du curé qui le dissimula dans la suite par une feuille de papier¹.

Le contrat de mariage avait été dressé en bonne forme. La prudente marquise avait tenu à ce qu'aucune des formalités possibles ne fût négligée : il ne lui manquait que le consentement formel de Louis XV. Pour y suppléer, elle obtiendra de Christophe de Beaumont un écrit authentique, où l'archevêque certifiait que le Roi, bel et bien consentant, l'avait autorisé à accorder toutes les dispenses nécessaires au mariage. Autant de pièces, insuffisantes sans doute pour la déclaration, mais qui constateraient de manière indéniable sa condition d'épouse. En se comparant à M^{me} de Maintenon dont rien n'attestait les liens avec Louis XIV, sauf une simple tradition, elle devait se réjouir pour sa gloire de posséder ces preuves.

Cependant les sollicitations répétées auprès de Louis XV et de M^{me} du Barry avaient donné l'éveil aux courtisans qui flairaient la date du mariage. « ... On murmure d'un autre (mariage), pour les premiers jours du mois prochain, écrivait M^{me} du Deffand à l'abbé Barthélemy le vendredi 23 avril, le jour même de la cérémonie clandestine ; il sera plus illustre, quoique le nom soit presque semblable : il faut retrancher

¹ Jal a donné cet acte dans son *Dict. critiq.*, éd. 1872, p. 927.

une S et un T au nom du futur de M^{me} Boucault (M, de Bourbon-Busset). C'est une manière de logogriphe mal énoncé : c'est l'effet de l'insomnie ». Le 3 mai, la princesse de Monaco l'annonçait pour le lendemain ⁴ ; le 18 mai, H. Walpole mandait à M^{me} du Deffand : « Voici la nouvelle que votre ami le Baron vient de me dire : c'est que M. le duc d'Orléans a épousé M^{me} de Montesson, mais que le mariage ne se déclarera point »,

Le bonheur du prince, qui par amour autant que par dignité répugnait à dissimuler, favorisait le bruit public. Son indiscrétion autorisa les témoins, qu'étouffait leur secret, à le trahir en confidence après trois semaines. Le duc de Chartres ne contint pas son indignation contre le couple qui l'avait joué. Il se brouilla avec son père qu'il bouda quinze jours durant. Il ménagea moins encore sa belle-mère dont il reçut l'explication avec plus de froideur hautaine que de colère. Repoussant les raisons d'un parjure, qui avait détruit sans retour toute confiance entre eux, il lui promit d'écrire une note historique, en marge de l'engagement spontané auquel elle avait failli².

Cette fâcheuse entrée en ménage commandait à M^{me} de Montesson une fausse sortie. Nia-t-elle au jeune prince que la cérémonie fût accomplie ? Et, pour prouver sa bonne foi autant que pour démentir les nouvellistes, s'offrit-elle à voyager jusqu'au terme promis ? Il est invraisemblable qu'elle entreprit de détromper le duc de Chartres, que les chambellans paternels n'avaient pas manqué de renseigner en bons courtisans. Bien plutôt, sentant toute l'humiliation de cette intrusion clandestine dans la famille d'Orléans, voulut-elle exciter son mari par l'absence à obtenir du Roi davantage. Ce départ imprévu pacifiait le Palais-Royal et calmait le fils de la maison en l'assurant que le mariage garderait son mystère, tant que Sa Majesté n'aurait point permis quelque publicité. Seule en effet la permission royale rendrait à M^{me} de Mon-

⁴ A la marquise de la Vaupalière, Aff. Etr. *France*, 319. C'est à ce dossier déjà cité que nous empruntons la correspondance du duc d'Orléans avec M^{me} de Montesson et les diverses lettres qui commentent les nouvelles du remariage.

² GENLIS, *Mém.*, II, 115.

tesson la vie tolérable au Palais-Royal et lui fournirait les moyens d'affronter le dédain du jeune prince. Ce serait une ascension en deux étapes, mais dont la seconde effacerait la première, si cuisante. Elle repassait le seuil de la petite porte qu'on avait claquée derrière elle avec insolence, bien décidée à ne rentrer que par la porte à deux battants, rien qu'entr'ouverts sans doute, mais qui lui laisseraient tête haute. Le duc d'Orléans se résigna, le cœur gros de soupirs, sur la promesse que cette séparation de convenance serait la dernière épreuve subie par son amour.

M^{me} de Montesson partit le 17 mai pour les Pays-Bas et la Hollande. Le bruit public l'avait précédée à Bruxelles : il faut fêter la duchesse, se disait chacun à l'oreille, et c'est comme duchesse d'Orléans que le prince Charles de Lorraine, vice-roi des Pays-Bas, reçut la voyageuse. « Le prince et moi, nous parlons de vous à tout moment, écrivait-elle de la Haye au duc le 27 mai. Il a des soins de moi inexprimables et on voit non-seulement que c'est par amitié pour moi, mais qu'il me regarde comme un dépôt qui lui a été confié ». Personne qui ne se mît en frais, car personne de cette belle société, bien informée de Paris, ne doutait que le mariage fût accompli. « M. de Stahrenberg dit qu'il sait l'époque de la noce. Elle était faite avant mon dernier voyage. Vous l'ignoriez donc ou vous n'avez pas voulu me le dire ? », mandait le 3 juillet à M^{me} de Genlis la comtesse de Mérode. M^{me} de Montesson savourait ces honneurs nouveaux, elle relevait à plaisir les nuances flatteuses de l'étiquette et ne manquait pas de recommander au duc M^{me} de Bentheim et le duc d'Avré « qui s'étaient mis en quatre » pour elle. Très simple, très honnête, elle avait réussi particulièrement à Bruxelles « où on l'aime à la folie. Cette vie à la longue m'ennuierait beaucoup, écrivait-elle à l'absent, parce que je n'ai pas assez de temps à moi, mais en passant il est doux de recevoir tant d'empressement ».

La correspondance du duc et de M^{me} de Montesson, interceptée par le cabinet noir, trahit, malgré la contrainte qu'ils s'imposent, de nouveaux époux séparés à regret. Les mots de tendresse viennent sans cesse au bout de la plume du prince qui manque parfois à la réserve convenue : « la moitié de moi-

même que je chéris le plus. Adieu, chère.... Ah! cela serait trop fort ! Adieu donc, chère amie. Je vous embrasse comme dans votre lettre du 22. » Et le lendemain il appuie sur cette note : « Adieu, ma chérie, adieu, adieu mon autre moi-même, je vous embrasse comme je vous aime. » Même de loin, il l'entoure de petits soins ; il s'inquiète de son estomac, de sa douleur au côté ou au sein : nous sommes dans l'intimité conjugale, le mari n'ignore rien des incommodités de sa femme. La marquise, qui doit faire écho à ces tendresses crainte de paraître froide, reste maîtresse d'elle-même. Elle songe volontiers à son train de maison, retient à Bruxelles une berline anglaise qui la tentait infiniment, confie au prince commission sur commission ; et celui-ci, prévenant, surveille les ouvriers occupés chez sa femme, essaie les chevaux bais qu'il lui destine. Evidemment, ils sont déjà en ménage. « Je ne vous remercie pas, mon ami, de vous occuper de mes affaires, lui mande-t-elle le 28 mai. C'est tout comme si je m'avisais de vous remercier de penser aux vôtres ; cependant, cela me fait plaisir. »

Elle lui recommande M^{me} de Gourgues, ma sœur, *notre* sœur, le prie de lui rendre visite le plus souvent possible. « Vous êtes l'un et l'autre ce que j'ai de plus cher au monde, il me serait cruel de vous voir désunis au lieu que je suis destinée à être si heureuse si, je l'espère, vous vous aimez mutuellement ». Le duc, oubliant la rancune d'un mauvais souper, s'y rendait docilement, essuyant l'humeur maussade de la malade. Et la nouvelle de cet accueil médiocre arrachait à la marquise, plus attachée à son amie qu'à son époux, le cri du cœur : « Que lui est-il arrivé ? Elle devrait jouir de me voir heureuse ». Dans ces lettres contraintes éclate l'aveu du mariage accompli.

Avant tout, M^{me} de Montesson revient au grand objet qu'elle poursuit, qui occupe le public depuis si longtemps et pour le succès duquel elle s'est mis une dernière fois en chemin, malgré son horreur des auberges. Il s'agit d'abord de démentir les bruits importuns, d'engager par cette diversion la Cour et la Ville à se défier de pareilles nouvelles ; il s'agit ensuite de prouver net au Roi, au duc de Chartres, à tous les

adversaires de la mésalliance, la constance du duc d'Orléans que l'absence ne guérit point et qui reste occupé à toute heure de son amie et pour son amie. Voilà le moyen d'obtenir du Roi davantage, sinon la déclaration du mariage, du moins la tolérance d'une semi-publicité qui ne réduirait pas l'épousée au rôle ingrat de « clandestine Altesse¹ ».

Ne suffirait-il pas au duc d'Orléans d'entretenir Louis XV de la voyageuse, comme d'une personne dont Sa Majesté savait les liens avec son cousin, de l'habituer à ce sujet et de gagner sur lui chaque jour pour l'amener à la reconnaissance tacite d'une situation de fait qu'il réprouvait de prime abord ? La marquise n'avait pas manqué de chapitrer le duc en ce sens et, dès son second billet, connaissant sa timidité, elle lui rappelait la tactique convenue. « Je voudrais que vous trouvassiez l'occasion de dire ce que vous avez projeté (18 mai). » Le prince, encore sous l'influence d'objurgations toutes fraîches, a obéi. « J'ai trouvé l'occasion de parler de vous dans les termes convenus. Cela a fort bien pris. » Que l'absente se rassure : le Roi a parfaitement reçu son cousin ; sa faveur est aussi grande que par le passé. « M^{me} du Barry est fort bien aussi et très à son aise, sans y être trop ».

Le duc de Chartres était plus malaisé à circonvenir que Louis XV. Il importait par dessus tout au bonheur des époux qu'il en vînt à reconnaître sa belle-mère ; mais il tenait trop de son oncle Conti, qui ne s'était jamais résolu à épouser M^{me} de Boufflers, si précieuse qu'elle lui fût. Cette humeur peu traitable mettait en grand souci M^{me} de Montesson qui, parmi les hommages de la société bruxelloise, gardait une sage réserve.

Elle se disposait à gagner Spa quand une fâcheuse nouvelle la rappela avant l'heure à Paris. M^{me} de Gourgues, « leur sœur », se mourait et expirait le jour même de son retour, le 13 juin 1773. Le deuil lui permit de se retirer au Raincy, à Saint-Port, puis à Marivault jusqu'au terme du délai promis ; mais plus l'échéance fixée approchait, plus les commentaires, les plaintes et les menaces rapportées ou supposées

¹ Marquis de Poyanne à sa femme, Villers-Cotterets, 13 août 1773.

du duc de Chartres venaient l'inquiéter dans sa retraite : et s'évertuant à la rassurer, le duc d'Orléans lui jurait qu'il porterait la tête sur un échafaud plutôt que de souffrir la plus légère atteinte à sa chère amie.

Cependant l'attitude du duc de Chartres, dont l'inconséquence est difficile à démêler, rassure le père. Après trois jours passés gaiement auprès de lui à Villers-Cotterets, le jeune prince lui dit adieu, les larmes aux yeux. « Le motif de son voyage est clair et me donne beaucoup d'espérance pour la suite... » S'éloigner pour ne pas désapprouver publiquement le remariage paternel, c'est une façon de consentir. « Mon fils a laissé ici toutes ses hardes, comme comptant revenir le mois prochain... » Il sait bien que M^{me} de Montesson s'y trouvera à titre d'épouse : il la reconnaîtrait donc ! « Je vous dis, chère amie, que tout va bien ! » Mais il n'osait parler net à son fils et remettait la confiance à son retour. A cette condition, le chevalier du Durfort, familier du jeune prince, l'assurait qu'ils seraient parfaitement contents l'un de l'autre,

Le samedi 24 juillet au soir, le duc de Chartres partait pour Bruxelles. Le mercredi 28, le duc d'Orléans et M^{me} de Montesson quittaient le Raincy à 3 heures pour se rendre à la Chaussée-d'Antin. « A minuit, les personnes qu'on attendait sont arrivées, et à 1 h. 1/2, ce qu'on devait faire a été fini. » L'acte clandestin du 23 avril les avait mariés devant l'Eglise : cette cérémonie supplémentaire du 29 au matin, verbalement autorisée par le Roi, était une manière de déclaration devant le monde qui permettrait aux époux de vivre ensemble sans contrainte, et à l'épouse de jouir d'un certain rang. La « publicité tacite » fut générale¹ le jour même, mais on ne savait à quoi s'en tenir et les questions se pressaient dans les lettres et les conversations.

« Les uns disent que le Roi a consenti, d'autres que ce n'est qu'une permission tacite ; une troisième édition prétend que le mariage n'a pas pu se faire sans un consentement de Sa Majesté. Jusqu'à ce que la chose soit éclaircie, vous resterez

¹ *Aff. Etr. France*, 319, n° 151.

dans les mêmes incertitudes que nous. Ce qu'il y a de certain, c'est que M^{me} de Montesson est la femme du duc d'Orléans... Le prince a l'air du bonheur¹... » Une visite de l'archevêque au Palais-Royal avait tout constaté². Mais la situation ne laissait pas d'être indécise. Y avait-il eu permission et sous quelle forme ? Aussi le premier abord à Villers-Cotterets fut-il contraint. Les hôtes du prince se tenaient sur leurs gardes. L'épousée prétendrait-elle se mettre au-dessus des dames de qualité ? Dans cette société si âpre sur les questions de préséance, toute prétention devait déchaîner la guerre. Le dimanche suivant, le duc déclare à ses officiers, sans attendre leur réponse : « Je viens de jurer à M^{me} de Montesson un sentiment qui m'est bien cher, et j'espère que désormais on lui rendra autant qu'à moi³. » Et il ne manqua pas de confier à plusieurs que « la personne intéressée » ne paraîtrait pas avoir changé d'état et ne ferait que redoubler de soins et d'attention. L'attitude de la marquise calma toutes les appréhensions. « Elle n'a point changé de nom, ni de ton, ni de manières, elle est toujours M^{me} de Montesson aux yeux du public. Elle a trop d'esprit pour ne point sentir la nécessité de ne rien changer à ses formes⁴. » Plus le prince s'attachait à publier ses liens, plus elle marquait de politesse et de simplicité. Stimulée par la difficulté même de la situation, elle travaillait à se faire pardonner le rang auquel elle était promue. Viendrait un temps où elle se dédommagerait ! Plus honnête et plus humble qu'auparavant, elle recevait le salaire de la sagesse en ralliant à peu près tout le monde. En quelques jours, l'aisance reprit dans son entourage «... On me paraît disposé à lui rendre beaucoup. C'est prendre le prince par son faible ; il m'y paraît très attaché. La publicité qu'il a mise dans sa Maison doit l'assurer qu'elle remplira son objet... C'est un beau rêve, en vérité. Je ne doute pas, par les formes que je vois, qu'il ne soit poussé aussi loin que possible. Personne cependant ne sait comment est faite la

¹ Aff. Etr. France, n° 160.

² *Ibid.*, n° 155.

³ *Ibid.*, n°s 155 et 167.

Ibid., n° 160.

permission : ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il y en a une¹ ». Seul le comte de Pons, mentor du Palais-Royal, était trop affecté pour quitter sa froide réserve. Ce remariage, qui portait le dernier coup à la Maison, lui semblait une catastrophe. La discrétion présente de M^{me} de Montesson, dont il convenait, ne le rassurait pas sur l'avenir. Comment ne chercherait-elle pas à gagner peu à peu ? Ne serait-elle pas portée à exiger d'autant plus qu'elle prétendrait moins ? Surtout, il s'effrayait des suites possibles de cette union². Ne ferait-elle pas plus de princes qu'elle ne faisait la princesse³ ? Quel serait le sort des enfants ? « Ils ne seront point bâtards, puisqu'il y aurait un mariage en face d'Eglise ? ils seraient inhabiles à succéder, puisque le mariage serait illégal ; il faudrait leur donner des rangs intermédiaires. Mais alors comme alors...⁴ »

La duchesse de Bourbon, sourde aux demi-mots de son père qui s'efforçait de lui faire entendre la situation, agissait simplement comme à son ordinaire. M^{me} de Montesson la trouvait « pas mal » à son égard, bien que la jeune princesse désirât avoir l'air d'ignorer. La duchesse de Chartres avait reçu de son mari semblable consigne : faire la bête avec assurance et effronterie, feindre d'ignorer à tout prix et se conduire sans affectation, tout en s'attendant « à faire beaucoup de choses qui lui déplairaient infiniment et que nous ne pourrions cependant pas nous dispenser de faire. »

Le comte de Pons comptait avec raison sur l'indocilité du duc de Chartres pour troubler le nouveau ménage et réagir sur l'indulgence des hôtes de Villers-Cotterets. De l'attitude du prince dépendrait la quiétude de M^{me} de Montesson. Irréductible, il ne manquerait pas de grouper les envieux, les hésitants et d'empêcher, au Palais-Royal même, cette reconnaissance du mariage que le duc d'Orléans quémandait à ses entours. Viendrait-il à Villers-Cotterets ? quand et dans quelles dispositions ? tel était le grand souci de la marquise

¹ Aff. Etr. France, n° 167.

² *Ibid.*, n° 156.

³ *Ibid.*, n° 159.

⁴ M^{me} du Deffand à H. Walpole, 23 mai.

qui parfois se laissait aller à l'espoir : « On dit pourtant qu'il se conduira bien ».

Dans son anxiété, elle allait jusqu'à tenter sa nièce, M^{me} de Genlis : si celle-ci engageait le duc de Chartres à se rapprocher de sa tante, M^{me} de Montesson assurerait en héritage aux enfants Genlis sa terre de Saint-Assise et sa belle maison de Paris, soit environ 70.000 à 80.000 livres de rente. Un billet du duc d'Orléans garantissait le marché que la nièce repoussa avec arrogance dans une lettre trop noble pour que l'auteur n'en fit confidence à la duchesse de Chartres ¹.

M^{me} de Genlis, qui entretenait avec sa « tantâtre » des rapports aigre-doux, non sans user par son entremise du crédit du Palais-Royal auprès du Roi, jouait entre le duc de Chartres et la marquise un double jeu. Maîtresse de l'esprit du jeune prince qu'elle avait d'abord subjugué par les sens, elle faisait valoir cet empire auprès du couple amoureux, les conseillant ou les renseignant à l'égard du fils, tandis qu'elle dictait au duc de Chartres la conduite à suivre envers sa belle-mère. Piquante comédie que ces deux princes, père et fils, menés par deux ennemies, la tante et la nièce, que l'intérêt social contraignait aux ménagements réciproques.

De Spa, l'une des haltes de son voyage pressé, le duc de Chartres récitait sa leçon à sa conseillère. Si son père écrivait pour s'épargner un aveu de vive voix, il lui répondrait aussi tendrement que possible, mais sans aucune allusion à l'événement annoncé. Telle était la décision formelle prise d'accord avec M^{me} de Genlis : ignorer obstinément, quoi qu'on écrive, quoi qu'on dise, afin de ne pas reconnaître l'union qu'on s'efforçait de rendre publique dans la Maison. « Voilà bien ce dont nous sommes convenus, n'est-ce pas ? n'ayez pas peur que j'aie oublié rien de ce que vous m'avez dit » (1^{er} août). Cependant l'astucieuse comtesse, annonçant à sa tante le prochain retour du jeune prince, la prie d'y mettre du sien, « s'il va à Villers-Cotterets ». Avec malice, elle exprime un doute pour prolonger l'inquiétude d'une tantâtre trop heureuse. Oubliant qu'elle s'adresse à son aînée,

mondaine d'expérience, cette régente-née lui fait ses recommandations comme au duc de Chartres et ne perd point l'occasion de moraliser. « Je m'en rapporte à vous, ma chère tante, pour le mettre à son aise. Vous fixerez l'un et l'autre tous les yeux : vous ne sauriez croire combien ce moment excite de curiosité, en général, de tout le monde et combien il est important peut-être au bonheur de tant de personnes réunies qui me sont toutes bien chères... Réunir à jamais ce qui doit s'aimer est un ouvrage digne de votre cœur et sans doute il importe à la tranquillité de votre vie¹... » M^{me} de Montesson répliquait qu'elle ferait en sorte d'obtenir par son maintien les bontés du jeune prince, à condition qu'il l'encourageât un peu... « Si la manière dont il a été avec moi depuis quelque temps subsistait, je ne saurais sortir de la réserve qu'elle semblerait m'imposer²... » L'impatience agitait les hôtes de Villers-Cotterets, pareils aux spectateurs dans l'attente du coup de théâtre final. Le duc de Chartres tardait à venir : le 13 août, une lettre de sa main que le marquis de Poyanne apportait à la duchesse de Bourbon semblait indiquer qu'il avait pris le parti de ne pas venir. M^{me} de Montesson en témoignait de l'humeur à son corps défendant, et sa cour menaçait de s'attrister. Enfin, le 22 août, elle annonçait l'arrivée du prince à la comtesse de la Massay «... M. le duc de Chartres, arrive, cela me trouble un peu. Cependant on assure qu'il sera bien... » L'entrevue de la belle-mère et du beau-fils malgré lui dura peu, puisque, le 26, la marquise avait regagné Paris.

M^{me} de Genlis, s'il faut l'en croire, s'unit à la duchesse de Chartres pour adoucir le jeune prince à l'égard de M^{me} de Montesson. Quand, trois semaines après le mariage clandestin du 23 avril, le secret fut découvert au duc de Chartres par l'indiscrétion ordinaire des cours, le jeune prince avait déclaré dans son ressentiment qu'il ne paraîtrait plus chez elle. Il y retourna cependant et y soupa trois ou quatre fois chaque hiver, par convenance mais sans accueillir les minau-

¹ Paris, 8 août.

² Villers-Cotterets, 11 août.

deries dont sa belle-mère cherchait parfois à l'envelopper¹.

Malgré le duc de Chartres et le comte de Pons, la publicité du mariage répondait à demi au vœu de M^{me} de Montesson qui nomme désormais le duc d'Orléans « mon tendre mari, mon mari », quand elle écrit à des familiers. Le chroniqueur Hardy avait annoncé l'événement pour le 26 juillet, mais le faisait célébrer sans pompe ni cérémonie à Sainte-Assise, paroisse de Saint-Port, près Melun, terre récemment achetée en l'honneur de la dame. En août, la Ville ne doutait plus que l'union ne fût accomplie, et chacun évaluait le sort magnifique que le duc d'Orléans avait fait à l'épousée : 500.000 livres de rente, dont 250.000 en viager, l'autre moitié en terres et rentes perpétuelles, selon le *Journal historique*, 200.000 livres seulement d'après M^{me} de Genlis qui attribue en propre à sa tante 40.000 livres de rente. Les époux ne voulaient plus de mystère. Le matin, le mari s'établissait en robe de chambre chez sa femme ; celle-ci faisait monter le portrait du prince en bracelet pour le porter au bras²... Mais publicité ne valait pas déclaration. La clandestine Altresse était réduite, faute de mieux, à rejeter son titre comme M^{me} de Maintenon, et à s'appeler M^{me} de Montesson tout court. Comme les patriotes avaient attribué aux calculs de son ambition la défection du duc d'Orléans, de même ils rapportèrent à sa rancune contre Maupeou qui, supposaient-ils, l'avaient jouée, l'opposition sourde et persistante du prince contre le chancelier, après son retour à Versailles. Les novellistes du *Journal historique* veulent que ce soit elle qui anime le duc contre Maupeou, contre Terray de qui elle avait lieu personnellement de se plaindre. Le soin de l'opinion, le

¹ GENLIS, *Mém.*, II, 121. L'auteur, pour qui les faits et les dates se brouillent souvent dans le lointain du souvenir, n'a pas distingué nettement les deux étapes de sa tante : le mariage clandestin, qu'elle ne put ignorer à sa date, et la cérémonie supplémentaire, dont elle fut presque témoin, puisqu'elle fut admise, avec deux ou trois autres personnes, à complimenter l'épousée, avant et après ; ce dont elle s'acquitta « avec caresses, tendresses et larmes » (*Aff. Etr. France*, 319, n° 151). Cette distinction ressort avec évidence de l'examen des documents sûrs : l'acte de mariage, publié par Jal, et le dossier épistolaire du cabinet noir, dont nous avons tiré parti.

² Dossier précité, n° 206.

besoin de ménager le duc de Chartres, toujours sous l'influence de Conti, la fidélité au souvenir de M^{me} de Gourgues et à ses amitiés parlementaires expliquent la conduite du duc d'Orléans, d'autant moins difficile que Louis XV se détachait de son chancelier dont les opérations l'avaient mis dans un inextricable embarras.

Avant même que le mariage fût accompli et que M^{me} de Montesson eût pu constater la prétendue fourberie de Maupeou à son égard, le duc d'Orléans avait marqué son obstination à ne point reconnaître le nouveau parlement. Dès les premiers jours de janvier 1773, il fait savoir qu'il ne le recevra point, bien que le tribunal ait sollicité l'honneur de lui rendre ses devoirs pour la nouvelle année¹. Le 25 mai suivant, il est désigné par le Roi pour représenter le deuil au service célébré à Notre-Dame pour l'âme du roi de Sardaigne : il devra, à l'offrande, échanger des révérences avec les Cours. S'il accepte, c'est reconnaître le nouveau tribunal avec lequel il ne saurait plus refuser de communiquer, en cas de lit de justice. S'il refuse, c'est perdre les bonnes grâces de Louis XV au moment même où il les brigue pour obtenir la semi-publicité de son remariage². Par bonheur, la goutte, une goutte réelle, lui épargne la peine de chercher un prétexte et de mentir « chose qui me coûte infiniment ». Il écrit à Sa Majesté qu'il est prêt, si Elle l'ordonne, à se faire porter dans sa stalle de Notre-Dame, car il ne peut marcher. Le public n'en croit rien, le duc d'Aiguillon non plus qui vient, la veille de la cérémonie, menacer le prince de la colère royale. Quand Condé, qui a demandé d'accompagner avec son fils le comte d'Artois au service, s'incline devant le nouveau parlement, « une voix s'élève, assez haut pour être entendue, *Consummatum est*. Le prince, ajoute-t-on, est devenu cra-moisi³... »

Le duc d'Orléans triomphe à bon compte dans le public ; il laisse jaser sur la lettre secrète qu'il a écrite au Roi, « d'autant qu'il est impossible que l'on s'en prenne à vous, » mande-

¹ *Journ. histor.*, 12 janv. 1773.

² *Ibid.*, 22 avril, 22-25 mai 1773.

Aff. Etr. France, 319, n° 114.

t-il à M^{me} de Montesson, certain d'ailleurs qu'on ne la critiquerait pas moins, si on en connaissait le texte. Un courtisan avisé, le marquis d'Entragues, lui assure que les petits nuages qu'il rencontrera à son retour à Versailles ne seront pas suivis. Maupeou et les siens chercheront bien à tirer avantage de l'échappatoire du prince, mais leurs adversaires en préviendront l'effet. Il lui revient que le Roi ne montre point de rancune. « Mais quoi qu'il en soit, cette tracasserie sera finie avant votre retour, assure-t-il du Raincy à M^{me} de Montesson le 25 mai 1773. Ah Dieu ! si... motus... Jugez donc, chère amie ; aussi prierai-je bien le bon Dieu tous les soirs en me mettant dans mon lit... »

Le duc de Chartres, qui n'avait pas une raison si pressante de ménager Louis XV, ne s'était même pas mis en peine d'un prétexte pour esquiver le catafalque. En vertu du fameux « plan de conduite », il avait prévenu l'ordre royal en quittant Paris pour un voyage de curiosité¹. Son opposition restait aussi tranchante qu'avant son retour à Versailles. Dès le 13 février 1773, il demandait au Roi, comme tous ceux qui cherchaient alors la considération, la permission d'aller à Chanteloup. Louis XV lui avait répondu comme à tout le monde : « Faites ce que vous voudrez ». Le prince prévint donc le duc de Choiseul de sa visite pour la première semaine du carême, dans une lettre gracieuse pour le duc et sa sœur M^{me} de Grammont, mais fort malhonnête pour la duchesse qu'il négligeait, avec une légèreté qui découvrait trop le défaut d'intérêt et de considération qu'il lui avait toujours marqué, malgré les attentions qu'elle croyait devoir à sa naissance. Le duc de Choiseul ne manqua pas dans sa réponse de rétablir à son rang le nom de la maîtresse de maison ; il éluda cet hôte gênant par la réflexion qu'il était irrespectueux au fils du premier prince du sang de communiquer par une démarche bruyante avec l'un des sujets en disgrâce². Le duc

¹ Le 22 mai, il s'en fut coucher à la maison abbatiale de la Trappe, y dina le lendemain et visita les haras près Argentan (*Arch. Nat.*, K 142).

² M^{me} du Deffand à H. Walpole, 17, 24, 27 févr. 1773 ; l'abbé Barthélemy à M^{me} du D., 19 et 24 févr. La marquise répondait à l'abbé, courrier par courrier « ... J'avais jugé que le grand-papa devait faire tout ce qu'il a

de Chartres ne suivait guère le conseil de l'ancien ministre qui l'avait mis en garde contre l'éclat de ses gestes princiers. Le 1^{er} mars 1774, chez son oncle Conti, il se faisait présenter Beaumarchais, au surlendemain de sa condamnation, sans crainte de déplaire au Roi en accueillant aussi publiquement un homme diffamé¹.

Les patriotes comptaient encore sur les deux princes qui, ignorant toujours le nouveau parlement, semblaient n'être revenus à Versailles que pour mieux travailler contre le chancelier. En juillet, en août 1773, les novellistes annonçaient des tentatives du duc d'Orléans, soutenu par de Boynes, auprès de M^{me} du Barry, à qui il soumettait un plan de réconciliation. Surpris par le Roi et menacé d'une nouvelle disgrâce, il avait répondu, disait-on, qu'il la subirait avec constance, si pénible fût-elle, pour le bien public qu'il ne pouvait abandonner². A la mi-octobre suivante, Hardy se laissait dire que les princes d'Orléans venaient de présenter à Louis XV un nouveau mémoire en faveur des anciens magistrats. Si l'on ne rétablissait l'ancien Parlement, au moins convenait-il de rembourser en espèces à chacun d'eux le prix de son office et de leur rendre la liberté dont ils étaient privés depuis près de trois ans.

D'ailleurs le Roi était las de soutenir Maupeou : ce mois d'octobre, il signa, contre l'avis du chancelier, pour constater la naissance du duc de Valois, le futur roi Louis-Philippe, un acte de notoriété qui contenait la clause : le *Parlement absent*. Manifestement il lui répugnait de contraindre ses proches à venir siéger au nouveau tribunal. Neuf ducs et pairs avaient évité de se faire recevoir depuis avril 1774. Le nouveau parlement ne serait pas réellement installé, tant qu'il n'aurait pas rallié les princes du sang, les ducs et pairs, dont la présence ferait de lui la Cour des pairs. Maupeou résista encore au scandale Goëtzmann-Beaumarchais, jugé le 26 février 1774. Mais quand Louis XV

fait ; c'est un joli garçon que cette Altesse, et son oubli de la grand'maman est un joli trait... »

¹ *Journ. histor.*, 26 févr. et 2 mars 1774.

² *Ibid.*, 18 juill. et 8 août 1773 ; Hardy I, 423.

mourut (10 mai), il était décidé, selon le témoignage formel d'Augeard et de Moreau¹, à renvoyer son chancelier ; déjà d'Aiguillon avait reçu mission d'épurer le nouveau tribunal, si décrié, pour le réconcilier avec les princes et les pairs.

¹ *Mes souvenirs*, II, 89.

CHAPITRE VI

LES PRINCES D'ORLÉANS ET LOUIS XVI AU DÉBUT DU RÈGNE

Tous les yeux se fixèrent sur le jeune Roi : se déciderait-il pour ou contre la nouvelle législation ? Les deux partis évaluaient leurs chances qui semblaient se balancer. D'une part, Maupeou, comptant sur les préventions que Louis XVI tenait du dauphin, son père, et de son gouverneur, M. de la Vauguyon, autant que sur l'appui des tantes du Roi et du clergé, observait que Sa Majesté n'avait point vu le prince de Conti ; de l'autre, les patriotes, espérant de la Reine, amie de Choiseul, notaient que le souverain ne se pressait guère d'admettre à son audience le nouveau parlement¹. Sa jeunesse, sa timidité, sa modestie, nourrie de bonnes intentions et de scrupules, qui le portait à tout écouter et le livrait sans défense aux avis contraires, enhardirent aussitôt les uns et les autres. Auprès de Louis XV, ils ne rivalisaient qu'à couvert et de biais, ménageant sa paresse qu'il s'agissait de tromper. A Louis XVI ils donnèrent l'assaut sans vergogne, le tiraillant de tous côtés, femme, frères, cousins, ministres, courtisans, si bien qu'il ne savait auquel entendre et qu'il était à craindre, selon la princesse d'Armagnac « qu'ils ne finissent par l'impatienter ou par le rendre indécis sur tout². »

Les parlementaires, et à leur tête, le Palais-Royal, attaquèrent aussitôt. Maupeou et les ministres, qui avaient approché du feu roi, ne pouvaient de quelques jours aborder

¹ *Nouv. extraord.*, 10 juin 1774.

² J.-N. MOREAU, *op. cit.*, II, 16.

son petit-fils : le temps pressait. Dès le dernier soupir de Louis XV, le 10 mai, le duc d'Orléans entamait la grande affaire dans son compliment de condoléance. Contre les vues intéressées qui chercheraient à tromper son Roi, il lui offrait la vérité, fort de son âge, de sa longue expérience et surtout de sa connaissance de l'opinion publique¹. Si l'attachement qu'il avait montré à Louis XV dans sa maladie l'éloignait également du jeune Roi, le duc et la duchesse de Chartres, hébergés à Choisy, tenaient compagnie à la famille royale, comme ils le feront à Marly, durant l'incubation de Louis XVI et de ses frères : mais Mesdames tantes veillaient tout auprès, dans le nouveau château. Les ministres du feu roi semblaient condamnés par la faveur même de M^{me} du Barry qui les avait soutenus, comme complices du scandale. Quels seraient les remplaçants ? Le duc de Chartres ne manqua pas de proposer « le Choiseul » d'abord à Monsieur, puis au Roi², mais Louis XVI et ses frères avaient hérité contre le hardi ministre d'une prévention telle que la jeune Reine elle-même ne pouvait la tourner. Cependant le duc d'Orléans se fie moins à son fils qu'au duc de Nivernais, l'un de ses mentors, le seul des courtisans qui eût permission d'aller à Choisy. Le bruit court que Maupeou voudrait faire revivre l'ancien usage des lits de justice, tenus par les rois à leur avènement, afin de forcer princes et pairs à reconnaître enfin son parlement par leur présence à cette cérémonie : M. de Nivernais engage l'abbé de Vermond à prévenir la Reine « qu'une telle démarche prendrait mal dans le public, vu la mauvaise composition du parlement actuel³. »

Le grand jour, dont le Palais-Royal se promet tout et en vue duquel l'on s'y concerte, c'est celui de la première audience que le duc d'Orléans recevra du Roi le jeudi 19 mai, et qui précèdera la première conférence de Sa Majesté avec les ministres⁴. L'idée de parler affaires avec le

¹ Bibl. Nat. Mss. Nouv. acq. fr., 21.448, f° 70.

² Abbé BAUDEAU, *Chronique secrète de Paris*, 11 et 17 mai (Rev. rétrosp., 1^{re} série, t. 3).

³ Dossier précité, f° 83 et 84.

Nouv. extraord., 27 mai.

jeune Roi, si peu intimidant, inquiète le faible prince. Il s'entretient de cette grave démarche avec M^{me} de Montesson, mais une ligne de conduite générale ne saurait lui suffire. Il demande à Bellisle réponse aux diverses questions qui assaillent son esprit, comme l'enfant que l'habitude de la tutelle éloigné de l'initiative. Il ne s'agit cependant que de remettre un mémoire, selon l'usage de l'ancien régime, usage qui dispense de peine et d'étude le prince qui le remet comme le souverain qui le reçoit. Mais « il faut bien réfléchir et bien peser ce qui vaut le mieux — ou d'avoir le mémoire dans ma poche, tout prêt à lui remettre, suivant ce qu'il me répondrait nommément sur l'article du chancelier — ou de se borner à lui proposer de rédiger par écrit mes idées pour les lui remettre quelques jours après... » Il appartiendrait évidemment au prince de choisir l'occasion, suivant le tour de la conversation, mais le bonhomme ne veut rien laisser à l'imprévu, c'est-à-dire à sa propre décision. Et ce mémoire, ne le faudrait-il pas communiquer au moins à M. de Nivernais, comme celui que l'on avait montré naguère à Compiègne au feu Roi?

... Parlerai-je de faire donner les démissions à tous les membres de l'ancien Parlement, comme un préalable nécessaire au rétablissement de l'inamovibilité et à avoir l'air de ne point blâmer ce que le feu Roi avait fait, — ou n'en parlerai-je pas? Mon avis serait de parler:

1^o parce que je crois que le reste de la besogne en serait plus aisé à faire, parce qu'il peut se trouver qu'ils soient plus nombreux que le point où on veut les réduire.

2^o je crois que cela donnerait au Roi une plus grande certitude de ma façon de penser et que je ne suis point parlementaire fil attaché aux anciens individus.

3^o M'offrirai-je pour faire donner les démissions? insisterai-je pour que, quoi qu'elles soient données, on les fasse rentrer sur leurs anciennes provisions, du moment que les démissions sont données et reçues? Je ne vois pas à quoi cela est bon et cela me paraît même contradictoire...

Au sens de ces réflexions, l'on devine qu'il écrit sous la dictée de M^{me} de Montesson. Il faut cependant que Bellisle,

doublant cette Egérie, lui trace son rôle de point en point, pour chaque alternative.

La veille même, le samedi 14 mai 1774, M. de Maurepas s'est empressé de faire sa révérence au Palais-Royal. Le duc d'Orléans doit-il voir le vieux ministre avant ou après l'audience royale? Et si M. de Nivernais et Bellisle jugent bon qu'il s'entretienne avec Maurepas, « *lui montrerai-je du désir d'entrer dans le Conseil, ne lui en parlerai-je pas?* » Ici perce l'arrière-pensée du Palais-Royal qui se renouvelle chez les princes du sang à chaque avènement. Il s'agit pour eux de reprendre dans l'Etat l'importance que leur a ôtée l'absolutisme de Louis XIV, bien que le duc ne présente cette ambition que comme un sacrifice à la chose publique, dans la pensée que son titre de ministre lui ménagerait assez de crédit auprès des parlementaires « pour les amener à ce que l'on désirerait d'eux. » Mais c'était un jalon bien difficile à poser pour le prince hésitant et timide : il n'était pas fâché que ses entours ne lui fissent pas confiance à cet égard. « L'avis de M^{me} de Montesson est que je ne parle pas moi-même du Conseil à M. de Maurepas, mais que, s'il y a quelques ouvertures utiles à lui faire sur ce point, elles doivent se faire de vous à M. de Nivernais et de M. de Nivernais à lui¹... »

Il apparaît donc bien par cette lettre que le Palais-Royal ne prenait point nécessairement son mot d'ordre au Temple : le duc d'Orléans ne suivait pas aussi docilement son beau-frère Conti, que Lepaige nous le laisse entendre dans ses papiers. Eût-il accepté par tempérament ce rôle subalterne que la défiance de cousinage entre les deux Maisons lui eût tracé une ligne de conduite différente, celle-là même que lui dictaient ses familiers et son humeur conciliante. Au contraire de Conti et de son bailli Lepaige, tous deux patriotes irréductibles, les conseillers de la Maison d'Orléans étaient gens de transaction et d'accommodement. Le Palais-Royal n'était parlementaire que dans la mesure prescrite par le soin de l'opinion, c'est-à-dire de sa popularité. Il se tenait dans une position moyenne d'arbitre qu'il était avantageux

¹ Dossier précité, f^{os} 77-79.

d'exploiter, au début de ce règne, auprès du jeune Roi, et qui tendait à le rehausser.

Le magistrat avec lequel le duc d'Orléans négociait le plus volontiers, c'était Lamoignon, le frère de M^{me} de Gourgues, l'ami et le correspondant de M^{me} de Montesson, qui ne voyait guère l'affaire du Parlement que par ses yeux. Or Lamoignon poursuivait le projet conciliant qu'il avait amorcé, du vivant du feu roi, projet qui flattait son ambition, puisqu'il le posait comme arbitre entre les magistrats et le Roi. Il avait lié partie avec d'Aiguillon — qui tenait à réussir là où Maupeou avait échoué — pour pouvoir rentrer, lui premier président, avec 80 membres de l'ancien Parlement, de ceux qui avaient suivi le mouvement par esprit de corps, mais qui, en conscience, déploraient les excès où s'étaient laissé entraîner les Chambres assemblées. Au Palais-Royal et aux amis du Parlement, Lamoignon présentait son plan « comme un noyau pour faire revenir la totalité de ce corps... Ce replâtrage était très avancé à la mort de Louis XV, » écrit Augeard qui doutait que Lamoignon eût rallié 80 confrères. Comme le duc d'Aiguillon restait provisoirement au pouvoir, l'avènement du jeune Roi n'avait pas découragé Lamoignon qui adressait à M^{me} de Montesson des notes secrètes dont le duc d'Orléans comptait tirer profit auprès de Louis XVI.

Je vous envoie aussi une note, écrivait-il à Bellisle dans la lettre citée ci-dessus du 15 mai 1774, que M. de Lam[oignon] a envoyée à M^{me} de M[ontesson], qui demande le plus grand secret. Elle lui a même renvoyé l'original, qui était de sa main, après l'avoir fait copier. Il me semble que l'on pourrait tirer parti de cet exemple d'une manière très avantageuse pour faire voir au Roi combien on est occupé de son autorité, combien on abandonne ou, pour mieux dire, on est éloigné d'adopter les principes que M. le prince de Conti a établis plusieurs fois que les pairs ne pouvaient s'assembler, de manière à délibérer, sans le Parlement de Paris, toutes les Chambres assemblées — précepte contre lequel M. de la Vauguyon était à feu et à sang, et par conséquent contre lequel le Roi d'aujourd'hui a de grandes préventions. »

Docile aux conseils de ses entours, tant qu'il s'agissait de principes, le duc se prêtait mal à l'attaque directe au

chancelier que Lamoignon lui soufflait pour la fameuse audience.

... Pour que ce parti soit convenable à mon caractère, il faut s'éclaircir : 1° si M. d'Aiguillon peut fournir par écrit (comme on me l'a avancé) qu'il a été autorisé par le feu Roi à se charger de la besogne, à l'insu du chancelier.

2° quelle preuve on a que le Roi actuel est instruit que le chancelier a voulu le brouiller avec le feu Roi.

3° avoir la preuve, tout aussi claire, que c'est le chancelier qui avait poussé le Parlement à faire l'arrêté qui invitait le Roi à aller tenir lit de justice ou séance.

Car je ne veux rien avancer au Roi sans en avoir la preuve en main et toute attaque personnelle, sans cela, a l'air d'intrigue et par conséquent ne me convient pas et je ne le ferai pas¹.

Au jour dit, Louis XVI reçoit et écoute le prince qui, remettant son mémoire « représente au Roi avec chaleur les vœux de la nation pour le rétablissement de l'ancienne administration de la justice à laquelle l'illustre Cour des pairs était inhérente. » Le jeune souverain se réserve sagement : « Je dois tout écouter, mais réfléchir beaucoup avant de prendre un parti de telle conséquence². » Le duc d'Orléans se promet de ne confier ses démarches vis-à-vis du Roi qu'aux personnes indispensables : MM. de Maurepas et de Nivernais, Sartine, Lamoignon³. Ces deux derniers trouvent le mémoire « d'une perfection achevée ; » M. de Nivernais s'entremet pour le Palais-Royal auprès du vieux ministre, qui a refusé toute conversation avec le duc d'Orléans, dans l'intérêt même de la cause parlementaire. « Sans Parlement, point de monarchie, professait Maurepas ; ce sont les principes que j'ai sucés du chancelier de Pontchartrain. » Mais il n'osait entamer la question devant Louis XVI qui abhorrait les Parlements plus encore que son grand-père. Tandis qu'il encourageait sous main les démarches du duc d'Orléans, il affectait avec le Roi la plus grande impartialité, l'engageait à écouter par conve-

¹ Dossier précité, f° 94, lettre à Bellisle, s. d.

² *Nouv. extraord.*, 10 juin.

Dossier précité, f° 73, lettre à Bellisle [20 mai].

nance le premier prince du sang, son aîné, et, sans lui donner aucune prise, à lui demander par écrit ses raisons qu'il soumettrait au chancelier. Aussi prudent que Maurepas, Sartine ne retournait pas au Palais-Royal¹.

Sous le nouveau règne comme sous l'ancien, les princes du sang protestataires, fidèles à leur premier sentiment, refusent de faire plaider devant le parlement Maupeou aucune des affaires de leurs domaines, restées en suspens². Mais voici qu'approche le service funèbre de Louis XV à Saint-Denis³. Le duc d'Orléans ne s'y peut trouver, sans rendre le salut au nouveau parlement, qu'il paraîtrait ainsi reconnaître. Il importe qu'il informe le Roi de ses intentions et que Sa Majesté se prononce. Avant ce nouvel entretien que le duc diffère jusqu'au dernier délai, Bellisle a charge de consulter Maurepas « s'il pense que je doive remettre au Roi, dans cette conversation, un mémoire plus étendu sur cette affaire où si je me bornerai simplement à lui parler de ma révérence, si le mémoire doit finir ou commencer ma conversation ou s'il fait l'objet d'une autre, si elle doit précéder ou suivre celle de la révérence⁴. » Dans cette nouvelle audience royale, le prince laisse échapper un fâcheux : *Cela est juste*, qu'il s'agit de reprendre ou de rectifier dans l'esprit de Sa Majesté. Aussi évite-t-il de se trouver à la Muette, le dimanche 5 juin, le jour où Louis XVI reçoit la petite députation du parlement (le Roi n'a admis que la petite : douze membres), car sa présence « pourrait le confirmer dans l'idée de ce qu'il croit que veut dire mon maudit *Cela est juste*⁵. »

Reste, jusqu'à la cérémonie des obsèques, le temps de décider le Roi contre Maupeou et son tribunal : ainsi la question de la révérence ne se poserait plus. Le 2 juin, la démission du duc d'Aiguillon ouvre l'espoir du Palais-Royal et des parle-

¹ Dossier précité, f° 75.

² *Nouv. extraord.*, 10 juin.

³ Le corps du feu roi avait été conduit sans cérémonie à Saint-Denis et descendu au caveau quelques jours après, suivant l'usage observé pour les rois qui meurent de la petite vérole : il ne s'agissait donc que d'une « représentation ».

⁴ Dossier précité, f° 75 et 76.

⁵ *Ibid.*, f° 81 et 82.

mentaires : c'est la liquidation de l'ancien ministère qui commence et, si Louis XVI tend à se séparer des serviteurs du feu roi, il se fera moins scrupule de revenir sur les ordres de son grand-père. Il s'agit de placer des alliés aux deux départements que laisse vacants le départ de d'Aiguillon. La nomination du comte de Muy à la guerre ne semble pas déplaire au duc d'Orléans, bien que ce dévot passe pour hostile aux robins. Mais le Palais-Royal n'épargne aucun moyen pour écarter des Affaires étrangères l'ambassadeur de Suède, Vergennes, protégé de Mesdames et du dauphin, père du Roi ; d'accord avec M^{me} de Montesson, le duc d'Orléans presse Bêlisle de chauffer Maurepas,

non-seulement par vous, mais par tous ses entours. Si vous ne pouvez pas le voir chez lui, voyez-le chez les la Rochefoucauld, mettez-les en jeu : voilà le moment de la crise, il ne faut rien épargner. Le meilleur moyen qu'il peut employer contre M. de Vergennes est son mariage. Vous savez sans doute, qu'étant ambassadeur en Turquie, il a épousé la veuve d'un tailleur et a reconnu plusieurs enfants qu'elle avait et qui n'étaient pas de lui...

Le prince souhaite que le beau-frère de Maurepas, M. de la Vrillière, imitant son neveu d'Aiguillon, cède la place à Sartine qui « lui serait ainsi qu'à nous, d'un grand secours¹. » Et le duc d'engager ce dernier par lettre à travailler contre Vergennes qui fut choisi cependant.

Mais la décision du Roi de subir l'inoculation à Marly avec ses deux frères et ses deux sœurs allait, une fois encore, écarter Maupeou de sa personne et le livrer, du 17 au 27 juin, à l'influence de Maurepas et des princes d'Orléans qui peuvent l'approcher. Le duc et la duchesse de Chartres tiennent fidèle compagnie à la famille royale ; le duc d'Orléans, installé à Saint-Cloud pour la circonstance, vient chaque jour à Marly. « Le chancelier et l'abbé Terray seront bien heureux s'ils sortent de là, les braies nettes, » remarque l'abbé Baudeau. « L'intrigue travaille la nouvelle Cour qui se divise en deux partis : « celui du Choiseul » et « celui de la prè-

¹ Dossier précité, f^os 101 et 102.

traile jésuitique. » La Reine, le duc de Chartres et la duchesse de Bourbon sont à la tête du premier ; Madame Adélaïde, Madame Louise la carmélite et le chancelier sont à la tête de l'autre, avec le comte de la Marche. « Le Maurepas, le Muy, tous les autres ministres, les gens sages et honnêtes tiennent un parti mitoyen auquel il est bien à souhaiter que le Roi se tienne¹. » Les Choiseul, qui viennent d'obtenir le retour à Versailles de l'ancien ministre (12 juin) semblent tout près d'évincer Maupeou. Le Roi a communiqué les mémoires du duc d'Orléans au chancelier qui y répond faiblement, à la grande surprise de Sa Majesté ; Maurepas a feint, vis-à-vis du souverain, de soutenir Maupeou pour combattre ensuite plus facilement ses réponses. L'affaire commence bien ; Sartine, qui seconde Maurepas, rassure le duc d'Orléans. Déjà le vieux ministre a « établi la méfiance vis-à-vis du chancelier que le Roi a fort bien pris. » L'abbé Terray lui-même doit, à son travail, attaquer « directement et fortement » Maupeou.

Les comités qui favorisent la brigue et la brouille — n'auront plus lieu. Cela se passera en travail particulier avec M. Maurepas et celui que le Roi voudra consulter, afin d'en écarter ceux du Conseil des Dépêches qui pourraient être contre nous, et, quand le Roi sera convenu de tout, pour lors, après s'être défait du chancelier, on assemblera à Compiègne un Conseil pour lire et statuer sur la manière du rétablissement²...

Pour éveiller dans l'esprit de Louis XVI l'idée flatteuse qu'il pourrait dès son avènement « rétablir une paix dont il avait été le gage à sa naissance », le duc d'Orléans lui apporte à Marly la gravure qu'on avait tirée en 1754 et que les patriotes recherchaient à l'envi : *Naissance de M^{rs} le duc de Berry, né à Versailles le 23 août 1754, qui sert d'époque au retour du Parlement*³. Sur le rivage, où débarquait Thémis, la balance sous le bras et le glaive à la main, comme échappée à la tempête, l'Aurore présentait au roi Louis XV le prince nouveau-né qui spontanément tendait ses petites mains vers la déesse de

¹ Abbé BAUDEAU, *op. cit.*, 13 juill.

² Dossier précité, f^{os} 95 et 96.

³ *Journ. histor.*, 12 et 17 juill.

la Justice. Les frères du Roi semblent même gagnés par leur cousin à la cause parlementaire. Le comte d'Artois, étourdi de plaisirs par le duc de Chartres, avait déclaré que, sans sa condition de Fils de France, il eût adhéré aux protestations des princes, qu'il jugeait la plus belle chose du monde¹.

Mais le Palais-Royal chuchote trop tôt victoire. Une indiscretion du duc d'Orléans à M^{me} de Montesson et de M^{me} de Montesson à ses amis compromet le travail de Maurepas contre Maupeou, qui ressaisit l'esprit du souverain. Le chancelier laisse entrevoir à Louis XVI l'entente du vieux ministre avec le duc d'Orléans, mené lui-même par le parti Choiseul ; il lui rappelle que la politique traditionnelle de la Maison d'Orléans la porte à se ménager d'avance parmi les magistrats et le peuple, un parti contre la branche d'Espagne pour l'éventualité que d'avait amener, selon Choiseul, la stérilité présumée de Sa Majesté et de ses frères. Le Roi, mis en défiance, échappe à l'intrigue qui l'enveloppe. « Le duc d'Orléans a bavardé, dit Maurepas à Augeard, l'affaire est manquée. Le Roi me soupçonne de m'entendre avec lui... Je n'ai plus qu'un seul moyen pour ôter au Roi toute espèce de soupçon : c'est d'exiler le prince. Demandez-lui si cela lui convient, sinon je ne me mêle plus de rien. »

Le refus des princes d'Orléans de se rendre au catafalque de Louis XV fournirait au ministre un motif de sévir : le duc d'Orléans consentit dans un entretien qu'il eut avec Maurepas le lundi 18 juillet. Le lendemain, le prince écrivait respectueusement à Sa Majesté les raisons qui lui défendaient de se rencontrer à Saint-Denis avec le nouveau parlement. Selon le plan de conduite que le feu Roi avait approuvé, il convenait de distinguer entre la présence des princes, démarche physique due au souverain, et leur liberté d'opinion que la religion et l'honneur commandent de respecter. Présents à un lit de justice, les princes par leur réserve satisfaisaient à leur conscience, mais dans cette cérémonie funèbre, où il n'y avait pas lieu d'opiner, une révérence « expression publique de l'opinion de celui qui la fait vis-à-vis le corps qui la reçoit »

¹ J.-N. MOREAU, *op. cit.*, II, 97 et *Nouv. extraord.*, 5 juill.

engageait leurs sentiments et constituaient à l'adresse du nouveau parlement un acte de reconnaissance auquel ils ne pouvaient se résoudre. « Demandez, Sire, à l'auteur de la funeste révolution qui afflige votre royaume : s'il n'y mettait pas de prix, il serait donc possible à Votre Majesté de m'en dispenser et s'il y en met, elle est donc une reconnaissance formelle de ce que Votre Majesté sait elle-même qu'il m'est impossible de reconnaître¹. » Quelle que fût sa peine de ne pas rendre ce dernier devoir à la mémoire du feu roi, le duc d'Orléans priait Louis XVI de le dispenser, lui et son fils, de la cérémonie du 27, en agréant des prétextes d'absence.

En réponse à cette lettre du 19 juillet, et sur l'avis même de Maurepas, le Roi signifiait aux princes d'Orléans l'ordre de ne plus paraître à la Cour (21 juillet). Le duc de Chartres qui devait chasser l'après-midi de ce jour avec Sa Majesté, conta l'événement au Colisée². Ils n'étaient exilés nulle part, mais le duc d'Orléans quittait Saint-Cloud, comme trop voisin de Versailles, pour revenir au Palais-Royal. Le gros public crut la cause parlementaire vaincue ; mais les courtisans informés ne se trompaient pas à ce semblant d'exil. « ... N'inférez pas de cette nouvelle qu'on est décidé à soutenir le nouveau parlement » mandait M^{me} du Deffand à Horace Walpole, le 24 juillet ; et des patriotes, pour relever le courage des leurs, remarquaient que cet éloignement de la Cour n'était que de simple décence, que les princes d'Orléans reprendraient bientôt à Compiègne l'intimité du monarque³, car Sa Majesté n'avait pris cette mesure qu'à contre-cœur « ... Le Roi ne pouvait pas les laisser à la Cour, dans le moment où ils refusaient d'aller au service de son grand-père », expliquait à sa mère Marie-Antoinette. Cette brouillerie, qui rompait les plaisirs de la jeune Cour, la fâchait particulièrement, elle et le comte d'Artois. La popularité des princes d'Orléans s'accrut aux dépens du trône : le jeune ménage royal en fut peiné. Tandis que le duc et la duchesse de Chartres étaient applaudis à l'Opéra, au lendemain de cette nouvelle dis-

¹ Dossier précité, f^o 71.

² *Journ. histor.*, 22 juill.

³ *Ibid.*, 31 juill.

grâce¹, la Reine et surtout le Roi étaient froidement accueillis sur les boulevards, au retour d'une visite à M^{me} Louise, à Saint-Denis, bien que le cortège royal traversât Paris pour la première fois (lundi 25 juillet). La raison en était l'exil du prince d'Orléans et du duc de Chartres ; « non pas que le public prenne grand intérêt à ces deux princes du sang, mais parce que l'on croit que leur disgrâce est un effet du zèle qu'ils ont marqué pour l'ancien Parlement, auquel le peuple est plus attaché que jamais². »

Cependant leur éloignement de la Cour ne ressemblait guère à une disgrâce. Ce même 25 juillet, et sur ces mêmes boulevards, la famille royale qui se promenait dans cinq carrosses avait salué à la rencontre avec de grandes marques d'affection les duchesses de Chartres et de Bourbon³. Le crédit du duc d'Orléans n'avait pas diminué à Versailles, puisque, après avoir libéré M^{lle} du Fossé, qui avait été embastillée sous le feu roi, il négociait et obtenait le rappel du père, Thomas du Fossé, ancien conseiller au Parlement de Rouen, qui, soupçonné auteur de la requête de la noblesse normande (1772), avait dû s'expatrier pendant 21 mois. La copie de la lettre du ministre Bertin au duc d'Orléans, en date du 10 août, courait Paris⁴. Quand le 1^{er} août la Cour s'installe à Compiègne, la duchesse de Chartres a permission d'y séjourner ; elle fait ordonner l'appartement de son beau-père et de son mari, les postes de la route, et ces préparatifs laissent croire qu'il s'agit des princes eux-mêmes qui auraient obtenu permission de venir saluer le Roi, dès le dimanche 7 août⁵. Le 11, le Roi, en chassant le cerf, aurait rencontré par hasard le duc d'Orléans qui chassait aussi, aux environs de Villers-Cotterets et l'aurait ramené à Compiègne, auprès de sa bru⁶. Ces rumeurs, dont les gens sages attendaient confirmation, n'annonçaient-elles pas le discrédit de Maupeou ?

De fait, les allées et venues entre Compiègne et Villers-

¹ *Journ. histor.*, 13 août.

² Mercy à Marie-Thérèse, Paris, 31 juill.

³ *Nouv. extraord.*, 9 août.

⁴ *Journ. histor.*, 17 août ; *Bullet. Soc. histor. de Normandie*, juin 1908.

⁵ Abbé BAUDEAUX, *op. cit.*, 4 et 12 août.

⁶ *Nouv. extraord.*, 19 août.

Cotterets trahissaient dès les premiers jours d'août des pourparlers souterrains¹. Le parti de Maurepas était pris : conservateur par tempérament, assagi par l'âge, il ne se souciait pas de soutenir la réforme du chancelier. Vieux courtisan, il préférait regagner les bonnes grâces d'une jeune Reine, aux yeux de qui il avait le tort d'occuper la place qu'elle destinait à Choiseul. Louis XVI, tout chagrin d'avoir puni ses cousins d'Orléans, plus chagrin encore de s'aliéner les Parisiens, était prêt à contraindre son propre sentiment pour répondre à ce que son mentor lui présentait comme le vœu de son peuple et la condition de la paix du royaume. Le premier pas et le moins difficile était le renvoi de ce Maupeou dont il risquait de partager l'impopularité, et qu'on lui désignait comme l'inspirateur des calomnies et des pamphlets abominables qui déjà salissaient Marie-Antoinette. « On tire à boulets rouges sur la Reine, notait l'abbé Baudeau dès le 11 juillet ; il n'y a pas d'horreurs qu'on n'en débite et les plus contradictoires sont admises par certaines gens. On lui donne M. le duc de Chartres et M. de Lamballe, le premier à son corps défendant et le second de bonne *voglie* ; puis M^{me} de Lamballe, M^{me} de Pecquiny, etc... » E conduit à deux reprises par le Roi, à l'heure du travail, Maupeou disait à l'un de ses intimes, le 22 août : « D'ici à quelques jours, il me renverra ; mais une fois moi parti, il est f...² » Pour prévenir l'ordre d'exil, l'abbé Terray envoyait sa démission à Sa Majesté le 23 ; le lendemain 24, veille de la Saint-Louis, le duc de la Vrillière venait reprendre les sceaux au chancelier et le duc d'Orléans griffonnait à Bellisle un billet triomphant :

Le chancelier est exilé à Roncherolles en Normandie ; M. de Miromesnil, garde des sceaux ; M. de Sartine à la marine. Le chancelier est parti à midi de Compiègne : il a été hué en partant par la populace. Je pars demain pour Chantilly, d'où je reviendrai vendredi après souper, pour partir samedi pour Sainte-Assise. Je vous crois aussi aise que nous. Je suis ivre de joie et je ne puis m'empêcher de vous embrasser de tout mon cœur³.

¹ J.-N. MOREAU, *op. cit.*, II, 98.

² *Ibid.*, II, 99.

³ Dossier précité, f° 103.

Les noms des nouveaux ministres promettaient le retour de l'ancien Parlement, mais la besogne du rétablissement n'allait pas toute seule. Il était malaisé d'accommoder d'une part le Roi, le comte de Provence, Mesdames, l'Archevêque de Paris et le haut clergé portés à défendre les opérations de Maupeou, d'autre part Conti et les magistrats, fermes dans leurs exigences. On n'eut raison de Louis XVI antiparlementaire jusqu'au fond de l'âme, qu'en lui persuadant qu'il ne rappelait pas l'ancien Parlement, mais qu'il en composait un nouveau, qui réconcilierait le gouvernement et le public. L'opposant le plus âpre fut le comte d'Aranda, ambassadeur d'Espagne, qu'on ne s'attendait guère à trouver dans cette affaire intérieure. Ami de Maupeou, dont lui revenaient l'énergie et la hardiesse, il ne se gênait pas pour dire tout haut, à la veille même de la disgrâce du chancelier, qu'il serait bien fâché de voir rétablir l'ancien Parlement, car cette mesure donnerait trop d'importance au duc d'Orléans qui en apparaîtrait l'artisan¹. Lorsque, le jour de la Saint-Louis, le peuple parisien manifesta, pour fêter la disgrâce de Terray et de Maupeou, il blâma dans divers salons la timidité du gouvernement qui n'avait pas osé réprimer le tumulte. Il intervint même directement, auprès de Maurepas, au nom de sa cour qui l'avait chargé de mettre tous obstacles à la rentrée du Parlement. « Il paraissait singulier, observe J.-N. Moreau², que le Roi d'Espagne annonçât ses précautions de si loin ; lorsqu'on faisait cette objection à M. d'Aranda, il répondait qu'il ne les datait que du jour où M. le duc d'Orléans avait fait connaître les siennes. » L'instruction, qu'avait reçue l'ambassadeur à Sainte-Ildephonse, le 9 août 1773, lui signalait l'état matrimonial du dauphin et de la dauphine. La famille royale, encore en nombre, était menacée d'extinction par l'infirmité du dauphin et du comte de Provence et cette défaillance, sans doute encore bien éloignée, provoquerait une situation bien critique pour la France et digne de toute l'attention de l'Espagne, « en raison

¹ Dépêches de lord Stormont, 17 août et 7 sept. Voy. FLAMMERMONT, *Rapport...*, p. 464 sq.

² *Op. cit.*, II, 103.

du voisinage, de la parenté et des intérêts politiques¹. » Dès le lendemain de la mort de Louis XV, les ambassadeurs d'Espagne et de Naples plaidaient ouvertement et à dessein, en grande compagnie, contre la renonciation de Philippe V au trône de France, tant pour lui que pour ses héritiers².

En vain Maurepas, qui s'efforçait de rallier les anti-parlementaires notables, et en particulier d'Aranda, dont la campagne pouvait émouvoir le timide Louis XVI, essayait-il de convaincre l'ambassadeur en de longs entretiens. « Ces Espagnols si froids, quand ils ont quelque chose en tête, sont des volcans ! » disait-il le mardi 4 octobre, après une de ces entrevues³. La hauteur du ministre étranger, qui posait comme un dogme l'impuissance de Louis XVI, blessa le jeune Roi dans son autorité souveraine et dans son amour-propre masculin. Le seul effet de cette opposition bruyante fut de tenir éloignés de la Cour le duc d'Orléans et son fils afin de marquer aux princes étrangers de la maison de Bourbon, que le Palais-Royal ne se mêlait en rien de la besogne que poursuivaient les ministres dans le plus grand secret, à l'écart des princes et des chefs parlementaires⁴.

Si les princes d'Orléans y participèrent, ce fut par des mémoires. Aussi quand, à la fin de septembre, le Roi faisait demander à ses cousins les clefs des logements qu'ils occupaient à Fontainebleau pour l'usage du comte d'Artois, dont l'appartement était en proie aux ouvriers, cette nouvelle frappait les patriotes, comme le signe d'une prolongation de disgrâce, et faisait mal augurer des affaires de l'ancien Parlement qui devait être trié⁵. Pour sauvegarder l'inamovibilité des magistrats, principe inébranlable chez les princes et les pairs, les ministres avaient songé à maintenir en exil ceux dont ils ne voulaient plus, tout en les reconnaissant pour conseillers au Parlement, mais le désir de mettre fin à tous mouvements de la compagnie les décida à rappeler tout le monde sans

¹ FLAMMERMONT, *Rapport...*, p. 475.

² Abbé BAUDEAU, *op. cit.*, 11 mai.

³ J.-N. MOREAU, *op. cit.*, II, 104.

⁴ *Journ. histor.*, 6 nov.

⁵ *Nouv. extraord.*, 11 oct.

distinction, même ceux qu'on avait liquidés, comme ne l'ayant été que par contrainte.

A la fin d'octobre, Louis XVI rappelait les exilés et ordonnait aux membres de l'ancien Parlement de se rendre à Paris pour le 9 novembre dans leur maison et d'y attendre ses ordres. S'il annonçait aux ambassadeurs sa détermination de rétablir les Parlements dans l'état d'avant 1771, il ne s'en expliquait pas avec eux. Les ministres qui avaient travaillé dans les comités quotidiens — Maurepas, Miromesnil, Turgot, Sartine — gardaient secrets les détails de l'opération que le duc d'Orléans et le prince de Conti ignorèrent jusqu'au 11 novembre, veille du lit de justice. Ce jour, princes et pairs furent convoqués à la séance qui se devait tenir le lendemain. Miromesnil dut venir au Temple pour mettre Conti au fait de l'événement et s'assurer de sa venue : car son absence aurait pu encourager le Parlement à refuser les conditions que Louis XVI mettait à sa rentrée. Avant le lit de justice qui devait rétablir dans leur office les magistrats suspendus depuis le 21 janvier 1771, le Roi présida une assemblée particulière de princes, pairs, grands officiers de la Couronne, gouverneurs et lieutenants de province qui devaient composer la future cour plénière. Des six édits annoncés par le garde des sceaux, deux soulevèrent des protestations : l'un rétablissait le Grand Conseil, en rappelant à leurs premières fonctions les membres du parlement Maupeou, l'autre décrétrait l'ordonnance de discipline.

Le prince de Conti déclara au garde des sceaux qui passait devant les bancs pour recueillir les opinions, que sa conscience lui défendait de consentir à l'enregistrement de cette dangereuse ordonnance et qu'aucun pair ne devrait siéger dans la cour plénière, instituée par elle et qui dénaturait la Cour de Paris. A son exemple, le duc de Chartres reprocha vivement au chancelier de lui proposer l'acceptation d'une loi si contraire à sa façon de penser et à sa conduite : il ajouta qu'il s'était fait exiler deux fois plutôt que de reconnaître le nouveau tribunal et qu'il se ferait exiler vingt fois, au besoin, pour la bonne cause. Dans les délibérations que poursuivit le Parlement, toutes Chambres réunies avec les princes et pairs,

sur les édits enregistrés au lit de justice, l'avis de Conti, ferme et tranchant, prévalut sur l'avis conciliant du duc d'Orléans. Des représentations furent exprimées au Roi qui répondit sèchement (18 janvier). Le duc d'Orléans opina, comme le président d'Ormesson, pour réserver d'itératives remontrances en temps opportun : il observait que la réponse royale limitait la cour plénière à un cas qui n'arriverait probablement jamais, qu'elle reconnaissait l'existence des lois primordiales, inchangeables et le droit du Parlement à maintenir ces lois, qu'elle respectait les droits de la pairie. Mais, à 102 voix contre 42 groupées par son cousin, Conti fit adopter un arrêté immédiat de protestation que Miromesnil feignit sagement d'ignorer. De même les magistrats, avec l'acquiescement tacite du gouvernement, tinrent pour nulle et non avenue l'ordonnance de discipline, vaine comme tous les règlements analogues dressés depuis 1718 contre les robins.

« L'avis de M. le duc d'Orléans a, dit-on, été mou, inutile et comme nul. Celui qui a prévalu, motivé fortement, plein de respect pour le Roi, d'amour pour le bien public, fort sage et tendant à la paix, à la conciliation des esprits, a fait d'autant plus de plaisir, qu'il a été ouvert par M. le prince de Conti, dont beaucoup de gens affectaient de craindre la chaleur, la franchise et la fermeté gauloise », écrivait Beaumarchais¹ à Sartine qui l'avait chargé de recueillir les bruits publics sur les délibérations parlementaires.

Le duc de Chartres, qui avait suivi son oncle, bénéficiait de sa popularité. Le 16 novembre, comme on jouait à la Comédie devant toute la France *Le mariage fait et rompu* et *la Partie de Chasse d'Henri IV*, il jouissait au foyer, durant l'entr'acte, des regards et des félicitations du public². Lui-même, le 8 novembre, avait donné à l'Opéra le signal des applaudissements qui saluaient l'entrée et la sortie de Maurepas. Telle était la crainte de ces manifestations que Louis XVI lui refusait la permission d'accompagner en Bretagne son beau-père Penthièvre qui devait ouvrir les Etats, le 20 décembre ; les ministres se souvenaient des

¹ *Œuvres complètes*, éd. 1809, VI, 310, lettre du 11 déc.

² J.-N. MOREAU, *op. cit.*, II, 110.

embarras qu'avaient provoqués son récent voyage à Brest. « Mon Cousin, il y a si peu de temps que nous sommes réunis, lui avait dit le Roi, est-ce que vous vous en lasseriez déjà ? Il n'est pas possible que nous nous séparions encore de sitôt. » Ce n'est qu'au lendemain du lit de justice, le dimanche 13 novembre, que les princes avaient reparu à la Cour. Le Roi avait présenté à la famille royale le vieux Conti, encore inconnu des nouvelles princesses Madame et la Comtesse d'Artois, et que fêtait tout Versailles¹. Le même jour, la grande députation du Parlement avait salué le Roi ; le mardi 15, elle se présentait à Paris chez les princes du sang, même chez le duc de Valois, fils du duc de Chartres, et chez le duc d'Enghien, fils du duc de Bourbon².

¹ *Journ. histor.*, 9 et 15 nov., 10 déc.

² *Nouv. extraord.*, 29 nov.

CHAPITRE VII

LA SOCIÉTÉ DU PALAIS-ROYAL LE GRAND MAÎTRE DES FRANCS-MAÇONS

En avril 1774, le curé de Saint-Eustache avait, au dire des novellistes, réconcilié le duc d'Orléans avec Dieu et avec son fils. Le prince, qui n'avait pas communiqué depuis longtemps, faisait ses pâques à l'édification du public qui ne doutait plus que son union avec M^{me} de Montesson ne fût légitime devant l'Eglise¹. La paix semblait d'autant mieux promise au Palais-Royal que le père avait cédé la place au fils. Épouse sans titre, dans une condition intermédiaire qui l'exposait également au ridicule et à l'envie, M^{me} de Montesson ne pouvait s'installer au foyer même de la Maison, où l'attendait la guerre impitoyable d'étiquette. Elle prit le sage parti de rester à la Chaussée d'Antin où son mari la suivit. Selon le mot du marquis de Caraccioli, ambassadeur de Naples, le duc d'Orléans ne pouvant faire M^{me} de Montesson princesse, se fera lui-même M. de Montesson².

La marquise habitait dans ce nouveau quartier un hôtel dessiné par Brongniart, qu'elle tenait de la munificence amoureuse du prince. Lui-même en avait surveillé le dernier aménagement durant le voyage de sa femme aux Pays-Bas³.

¹ *Journ. histor.*, 27 avril.

² GRIMM, *Corresp.*, XII, 388.

³ *Aff. Etr. France*, 319. f^o 112 et 124. Dès 1769, le prince s'était chargé des intérêts de la marquise. Il avait souscrit à son profit : 1^o par acte du 24 octobre 1769, une rente viagère de 12.000 livres contre cession de plusieurs parties de rentes, droits et portions de domaines près Sedan,

C'est dans la chapelle de cette demeure que le couple avait été fiancé et marié le vendredi 23 avril 1773.

Dès le 16 novembre 1772, le duc d'Orléans avait loué à bail emphytéotique, par l'intermédiaire du sieur de Mauvillain, régisseur des droits du Roi, mille toises de terrain sur la Chaussée d'Antin, près la rue de Provence, qu'il accroissait de dix-huit perches, par contrat du 7 mars 1773. Là s'élevait bientôt l'hôtel d'Orléans qui tenait l'angle sud-ouest des rues de Provence et Taitbout, à peine ouvertes. Le 19 juillet 1777, le prince cédait au sieur Armand son entrepreneur, 90 toises du terrain attenant à sa maison sur la Chaussée d'Antin, à charge d'y construire une maison de deux étages au moins (dont S. A. S. pourrait louer partie pour loger ses officiers), et de bâtir à ses frais les murs de la salle de spectacle de l'hôtel de la rue de Provence. Un mur mitoyen séparait au sud l'hôtel d'Orléans de l'hôtel Montesson ; l'on communiqua par une serre, jardins et cours devinrent communs. Mais chacun des époux conserva son entrée particulière : un suisse à livrée d'Orléans gardait la porte du prince, rue de Provence, un suisse en livrée grise gardait celle de M^{me} de Montesson sur la Chaussée d'Antin où l'hôtel d'Orléans avait encore issue par l'hôtel Valence-Timbrune, contigu à l'hôtel Montesson.

Enfin le 18 mai 1778, le duc d'Orléans acquérait du baron de Breteuil pour 474.200 livres 2.950 toises de terrain situé entre la rue de Chantierine et de Provence vis-à-vis son hôtel¹ : Brongniart y construisait sans délai de spacieuses écuries, qui débouchaient face à l'entrée principale de l'hôtel d'Orléans. C'est là, dans cette demeure nouvelle entourée de vastes jardins, où aucun souvenir d'histoire n'inquiétait son rêve de médiocrité, que le duc d'Orléans s'embourgeoisa.

Le duc et la duchesse de Chartres firent donc les honneurs du Palais-Royal, délaissé par le chef de famille qui venait de le remanier à grand frais. De 1752 à 1770, l'architecte Con-

d'un capital de 120.000 livres ; 2° par acte du 3 avril 1773, une rente de 50.000 livres à dater du 1^{er} janvier 1773, contre cession de plusieurs parties de rentes sur communautés et particuliers, et d'une maison à Paris, ladite vente faite pour 583.000 livres (*Arch. Nat.*, X^{1a} 9.181).

¹ *Arch. Nat.*, X^{1a}, 9.181.

tant d'Ivry, aidé de Moreau et de Piètre, n'avait cessé d'y travailler ; l'incendie de l'Opéra en 1763, qui avait endommagé la demeure princière, avait fourni l'occasion d'un complet rajeunissement. Au premier étage de l'escalier monumental, dont la double rampe en fer forgée par Corbin sur les dessins de Caffieri avait excité une louange unanime, trois portes s'ouvraient sur le vestibule, décoré de quatre colonnes ioniques cannelées. Celle de droite, couronnée par les bronzes de la *Victoire* et de la *Générosité* conduisait à l'appartement de parade que s'était réservé le duc d'Orléans ; celle du milieu, que surmontaient les armes d'Orléans portées par deux génies de six pieds, menait chez la duchesse de Chartres ; celle de gauche, que dominaient les figures de la *Paix* et de la *Renommée*, chez le duc de Chartres. La disposition de ces appartements privés était « aussi commode que magnifique ». Les célèbres portraits de Philippe II par le Titien, de Marie de Médicis, de Snyders et de sa femme par Van Dyck faisaient les quatre dessus de porte de la chambre à coucher de la princesse. D'autres Van Dyck, des Rubens, des Rembrandt, des Jordaëns, la plupart des tableaux de l'école flamande de la Maison décoraient l'appartement du jeune prince, où l'on n'admettait point les curieux¹.

Bien qu'il ne fût que l'hôte de son père qui, aux termes du contrat de mariage, nourrissait, entretenait et logeait en meublé le jeune couple avec chevaux et équipages, le duc de Chartres en agissait cependant à sa guise au Palais-Royal. Il commandait ainsi à Henri Piètre, contrôleur des bâtiments de la Maison, les plans et la coupe d'un observatoire qu'on poserait sur le comble de la salle à manger qui donnait sur la cour des Fontaines. L'architecte arrêtait son devis au chiffre de 48.904 livres 17 sols, non compris la machine mobile de l'intérieur et ses dépendances, qu'il ne pouvait apprécier « parce que c'est plutôt une affaire de temps que de matériaux². » Le prix de ces travaux, qui dépassait les prévisions, semblait lourd au jeune prince, qui en désirait cependant l'exécution, car il avait alors la fantaisie d'étudier les mouvements des planètes.

¹ DEZALLIER D'ARGENVILLE, *Voyage pittor.*, 6^e édit., 1778.

² *Arch. Nat.*, Plans, Seine, 3^e cl., 548, n^o 3.

Indépendant et capricieux, il tendait à rejeter la tutelle où le mettait son contrat de mariage qui, confiant au duc d'Orléans l'administration de ses biens, ne lui permettait d'engager aucune dépense sérieuse sans l'assentiment du chancelier de la Maison. Par l'intermédiaire de M^{me} de Montesson qui ne désespérait point de se concilier son beau-fils, en parlant intérêt, il obtint par degrés sa pleine émancipation. Le 1^{er} janvier 1776, le duc d'Orléans remettait au jeune ménage la jouissance et administration de leurs biens propres et personnels, énoncés au contrat et, conformément à l'une des clauses, leur payait, pour l'entretien de leur maison dont il n'était plus chargé, la somme annuelle de quatre cent mille livres par quartier. Il continuait néanmoins de les loger en meublé et de les faire servir par les officiers et domestiques de sa Maison ; mais, par l'article 5 de cette convention, il abandonnait à son fils les meubles qui garnissaient ses appartements, ceux de la duchesse de Chartres et des princes et princesses leurs enfants — et lui allouait six mille livres par an pour l'entretien et le renouvellement de ces meubles : seuls les tableaux, portés à l'inventaire du Palais-Royal, étaient exclus du don. Le 9 janvier suivant, le duc d'Orléans concédait également à son fils, pour dix-huit ans, une portion du parc de Saint-Cloud¹.

Le duc de Chartres se sentait maître dans ces résidences officielles de la Maison que délaissait son père. Au Palais-Royal, il ne tardait pas à exprimer non plus des désirs, mais des ordres. En 1778, d'ordre de Monseigneur, Piètre décorait des appartements de l'aile gauche, séparait en plusieurs pièces l'ancienne *Galerie des hommes illustres* et aménageait, pour leur faire pendant, une salle de bal². Cette même année, comme le duc d'Orléans étrennait ses nouvelles écuries de la rue de Provence, il consentit à un nouvel accord qui le libérait de l'obligation de loger à Paris les chevaux et équipages de son fils, moyennant la cession de l'hôtel des Ecuries de feu M^{me} la duchesse d'Orléans, rue de Richelieu, plus la somme de 830.000 livres pour prix principal des hôtels

¹ Arch. Nat., K. 142.

² V. CHAMPIER, *op. cit.*, t. 1, 381.

d'Uzès et d'York et construction sur leur emplacement de nouvelles écuries. Le duc de Chartres recevait aussitôt un acompte de 730.000 livres ; le reste lui serait payé au terme des travaux¹. Homme de cheval, il tenait à posséder des écuries modèles, comparables à celles d'Outre-Manche, qu'il souhaitait de fréquenter. En 1780, Poyer lui avait bâti des écuries monumentales au n° 13 de la rue Saint-Thomas du Louvre². Enfin, le 30 décembre 1780, le duc d'Orléans, de guerre lasse, cédait à son fils, par donation entre vifs, la propriété du Palais-Royal, circonstances et dépendances, mais se réservait la jouissance et la libre disposition de tous les tableaux, médailles, pierres gravées, statues, sculptures, bronzes, livres, bibliothèques et généralement de tous les meubles meublants et effets mobiliers, dont il continuait d'assurer la charge³. Cette réserve, sur laquelle revenait le codicille, rédigé le surlendemain même 1^{er} janvier 1781, était sans doute inspirée par M^{me} de Montesson, qui, cédant la place bon gré mal gré au duc de Chartres, entendait profiter des collections, des diamants et de l'argenterie de la Maison. Par son train elle s'assurerait le rang de princesse dont on lui refusait le titre : les agréments d'un luxe ingénieux, plus forts que les préjugés des boudeurs, feraient de sa maison l'une des premières de Paris. Le Palais-Royal fut un garde-meuble où elle puisa au nom du duc d'Orléans. Déjà cent quinze tableaux de l'école flamande s'en étaient allés au château du Raincy, acquis naguère en l'honneur de la marquise : le cabinet d'histoire naturelle, réuni par Louis le Génovéfain, fut dispersé à travers les serres et les galeries de l'hôtel de la rue de Provence⁴.

La cession du Palais-Royal ne fit que confirmer une situation de fait ; depuis le remariage du chef de la maison, le duc et la duchesse de Chartres en étaient les hôtes véritables. Leur jeunesse, la pétulance du prince, son besoin d'imprévu, son goût des nouveautés, de toutes les inventions qui rendent

¹ *Arch. Nat.*, X^{1a}, 9.181.

² Coût : 451.260 livres. *Arch. Nat.*, R⁴, 288.

³ *Arch. Nat.*, R⁴, 282.

⁴ *Ibid.*, X^{1a}, 9.181.

la vie plus confortable et plus variée, son esprit frondeur, ses avances aux hommes du jour, sa juste familiarité, qui chassait l'embarras d'un palais où la liberté favorisait les plaisirs gênés ailleurs par l'étiquette, faisaient de la société du Palais-Royal « la plus brillante et la plus spirituelle de Paris⁴. » M^{me} de Genlis, vieillie, ne s'en souvenait point sans attendrissement sous la Restauration. L'attrait du Palais-Royal, c'était d'abord, le jour durant, le jardin, la promenade à la mode, paradis des oisifs et des curieux ; le soir, c'était l'Opéra, reconstruit en 1770, enclavé dans la princière demeure, qui l'absorbait dans son ensemble. Le duc d'Orléans s'y trouvait chez lui par droit de propriétaire. Les appartements communiquaient directement avec ses loges réservées, que la Ville et le régisseur étaient tenus de tapisser pour les cérémonies de gala : un balcon de douze places aux secondes loges du côté de la Reine, la première loge des secondes près le dit balcon, la lanterne à la suite, et les deux petites loges au dessus⁵. En se levant de table, il lui suffisait d'ouvrir les portes de la salle à manger pour accéder au balcon. Les jours de représentation d'Opéra, la porte du duc et de la duchesse de Chartres était ouverte à toutes les personnes présentées qui pouvaient y venir souper, sans aucune invitation : c'était les *grands jours*, les grands soupers où défilait l'élite des dames de la cour, et parmi les plus jeunes et les plus remarquables, la princesse d'Hénin, la piquante vicomtesse de Laval, la princesse de Poix, la duchesse de Polignac, M^{me} de Sabran, future M^{me} de Boufflers. Les autres jours, les *petits jours*, rassemblaient la société intime qui, inscrite sur une liste et invitée une fois pour toutes, venait à volonté. Autour de la duchesse de Chartres s'empressaient la comtesse de Blot, sa dame d'honneur, et ses trois dames pour accompagner : la vicomtesse de Clermont-Gallerande, amie de M^{me} de Montesson, naguère remariée au chambellan du duc d'Orléans, la comtesse de Genlis, la mignonne comtesse de Polignac, jeune veuve. Quelques dames, attachées à la feuë duchesse d'Orléans, avaient conservé leur logement au palais et

⁴ GENLIS, *Mém.*, II. 168 sq.

⁵ Art. 6 et 7 des lettres patentes du 7 févr. 1764.

dînaient ou soupaient chez la jeune princesse : la marquise de Barbantane, amie et contemporaine de M^{me} de Blot et gouvernante de M^{lle} d'Orléans jusqu'à son entrée dans le monde, la vieille marquise de Polignac, laide comme un singe, recherchée et redoutée pour sa malice, et qui s'amusait elle-même de sa passion toujours vivace pour le comte de Maillebois, la vénérable comtesse de Rochambeau, gouvernante du duc de Chartres en sa tendre enfance, qui devait à ses vertus la plus belle vieillesse qu'on eût jamais vue, la comtesse de Montauban, mère de M^{me} de Clermont, dont le grand âge n'avait diminué ni la gourmandise, ni la distraction, ni la manie du jeu.

Autour du duc de Chartres se groupaient le comte de Pons Saint-Maurice, premier gentilhomme de la chambre du duc d'Orléans, le chevalier de Durfort, l'enjoué comte de Thiard, d'une laideur remarquable, le comte de Schomberg, bel esprit et voltairien entêté, confident des femmes qui le jugeaient trop fade comme amant, le comte de Valencey, frère du marquis d'Étampes et parent de MM. de Genlis, amateur de peinture et qui incarnait à merveille les amoureux de Marivaux, le comte de Blot, l'homme le plus borné de ce beau monde, l'original comte d'Osmond, type du perpétuel distrait, le vicomte de la Tour du Pin, dont l'esprit pimpant valait dans les proverbes et la comédie de société, le vicomte de Clermont, dont quelques tics déparaient la figure, grand liseur mais mémoire confuse, le baron de Poudens, premier maître d'hôtel, qui par sa bonté désarmante tranchait sur le marquis de Barbantane, un persifleur.

A ces dames et à ces officiers du Palais-Royal se joignaient les amis des princes qui accueillaient volontiers les plus proches parents ou les intimes de ces amis. Sans être attachées à la Maison, M^{me} de Beauvau, la comtesse de Boufflers, la maréchale de Luxembourg « modèles parfaits de l'amabilité, de la politesse et de la grâce sociale », M^{mes} de Ségur, mère et belle-fille, l'irréprochable baronne de Talleyrand et l'évaporée marquise de Fleury, les deux amies intimes de la duchesse de Chartres, le baron de Talleyrand dont la conversation ne valait pas la figure, étaient les habitués des petits

soupers. On y rencontrait la candide M^{me} de Dampierre, le chevaleresque marquis de Rouffignac, si prompt à se battre, le loyal Dampierre, le gracieux chevalier de Boufflers, le grave marquis du Châtelet et son angélique femme, l'amie de la duchesse de Grammont, le marquis de Durfort, dit le grand Durfort, dont la noble figure répondait à la droiture, le laconique comte, depuis duc de Chabot, le chevalier d'Oraison, aussi galant que savant, le maréchal de Castries, brillant soldat dont la modestie dans le monde touchait à la nullité. Le vicomte de Ségur, un fat qu'obligeait sa réputation d'agréable, le chevalier de Chastellux, un académicien, le comte de Vaudreuil, l'impérieux ami de la comtesse Jules de Polignac, étaient des convives plus rares. Maison jeune et brillante, le Palais-Royal s'annexait aussitôt les étrangers de passage dont on citait l'esprit, la beauté ou l'agrément. C'est ainsi que M^{me} de Genlis amenait aux grands, puis aux petits jours M^{me} de Potocka, la belle Polonaise. Ces petits soupers réunissaient quelquefois dix-huit ou vingt personnes, d'ordinaire dix à douze. « On n'y jouait point ; la princesse et toutes les femmes, établies autour d'une table ronde, parlaient ou travaillaient à de petits ouvrages ; les hommes, assis à côté ou derrière, soutenaient la conversation qui en général était spirituelle et piquante¹. »

La bonne compagnie se partageait alors en deux camps. Raisonneurs ou sentimentaux, jurant par J.-J. Rousseau et guindant leur sensibilité, s'emportaient en d'éloquentes professions de foi ; leur affectation avait ligué contre eux les héritiers de la Régence, sceptiques et désabusés, qui se piquaient de mettre en doute les beaux principes que leurs adversaires affirmaient avec tant d'intempérance. Leur légèreté taquine suivait le contre-pied de la gravité d'autrui ; ils se jetaient de parti pris dans le persiflage de l'amour, de l'amitié, de la vertu ; leur mot d'ordre était la gaieté à tout prix, dussent-ils en perdre le sens commun. Le comble de l'agrément pour eux était « d'avoir de l'enfance dans l'esprit » et leurs assauts d'enfantillage amusaient follement M^{me} de Genlis²,

¹ GENLIS, *Mém.*, II, 212.

² *Souv. de Félicie*, p. 39.

que sa vocation de régente moraliste rangeait cependant parmi les prudes. Le duc de Chartres appartenait, de naissance, au clan des étourdis ; il possédait le signe requis : de l'enfance dans l'esprit. Sa plaisanterie, courte et légère, convenait aux escarmouches contre les collets montés que M^{me} de Blot représentait au Palais-Royal. L'affectation de ses thèses qui tournaient au galimatias agaçaient le jeune prince qui eût plutôt toléré le méprisable que le ridicule. Il ne savait pardonner le manque de mesure et de goût. Dans les discussions des petits soupers, ses saillies et sa grâce mettaient, autant que sa condition, les rieurs de son côté. Un soir que M^{me} de Blot, prise d'enthousiasme pour la *Nouvelle Héloïse*, déclarait « qu'il n'existait pas une femme véritablement sensible, qui n'eût besoin d'une vertu supérieure pour ne pas consacrer sa vie entière à Rousseau, si elle pouvait avoir la certitude d'en être aimée passionnément, » le duc de Chartres, qui s'était planté droit devant elle, réclamait à ses hôtes le secret de cet aveu, parce que, si Rousseau en avait connaissance, il viendrait enlever son admiratrice « et qu'ainsi elle serait perdue à jamais pour M. de Blot, le Palais-Royal, ses amis et la société⁴. »

Ce persiflage cavalier tourna contre lui le clan des moralisateurs qui feignit de le prendre au mot et de le juger sur ces boutades. Leur dépit commença de décrier son naturel et ses mœurs ; ils lui accordèrent de l'air et du ton, ils lui refusèrent du cœur. M^{me} de Montesson, qui se rangeait dans la secte sérieuse et sensible, rallia sans peine, autour de son inimitié de belle-mère, nombre de menues rancunes. La retraite du duc d'Orléans dans son hôtel de la rue de Provence n'épargnait point les froissements inévitables entre un beau-fils et une marâtre, qui, n'ayant pas abdiqué à l'égal de son mari, prétendait user du mobilier de la Maison. Un jour on enlevait à l'improviste toute l'argenterie du Palais-Royal pour la porter à Sainte-Assise, parce que l'on refondait celle de M^{me} de Montesson, de style démodé. L'hiver suivant, l'on réclamait à la duchesse de Chartres les pierreries de la famille :

⁴ GENLIS, *Mém.*, II, 214.

il s'agissait de garnir une robe de velours que la marâtre devait arborer aux lumières¹. Ces incidents entretenaient la petite guerre entre les deux ménages. M^{me} de Montesson, très réservée, ne s'exprimait sur le jeune prince qu'à demi-mot et avec des soupirs qui laissaient tout entendre.

A ces griefs mondains et domestiques s'ajoutaient ceux des conseillers de la Maison qui avaient déploré, au cours des affaires du Parlement, « la tête ingouvernable » du duc de Chartres. Sa brusquerie, son manque de circonspection dans ses propos lui avaient aliéné d'autres personnes au dehors, en particulier dans l'entourage du prince de Condé. Il n'était point jusqu'aux enragées parfileuses qui ne pouvaient lui savoir gré de la leçon qu'il leur avait donnée à Villers-Cotterets, dans l'automne de 1772, pour les guérir d'une fureur qui cachait une industrie scandaleuse. Il entraît un soir dans le salon, l'habit couvert de brandebourgs d'or, et les dames de l'assaillir pour le dépouiller. Mais quand elles eurent bien parfilé, séparé l'or de la soie, il leur déclara qu'elles avaient mélangé l'or faux à l'or vrai, se moqua d'elles sans pitié².

Et il faisait d'autres victimes, qui ne pardonnent guère. Il se lassait, changeait vite en amour ; son inconstance ressemblait à l'insensibilité. La princesse de Monaco, l'amie du prince du Condé, se faisait l'écho des juges sévères ou hostiles, le 3 mai 1773.

M^{me} de Genlis, du Palais-Royal, écrivait-elle à M^{me} de la Vau-palière, a été fort mal de la rougeole et son fils en est mort dans le même temps. Ces deux événements n'ont occasionné ni tristesse, ni inquiétude, ni peine à M. le duc de Chartres, ce qui étonna tout le monde, car il est subjugué et se laisse mener par elle depuis longtemps, ce qui a prouvé qu'il était faible et qu'il n'avait pas de cœur, choses dont j'étais persuadée depuis longtemps. Il s'est bien fait connaître depuis quatre mois³...

M^{me} de Monaco, en précisant le temps, nous donne la raison de sa sévérité : c'est l'attitude cinglante du jeune prince dans le remariage de son père et dans les affaires parlemen-

¹ GENLIS, *Mém.*, II, 123.

² GRIMM, *Corresp.*, X, 159.

³ *Aff. Etr. France*, 319.

taires, là même où on le faisait agir plus qu'il n'agissait lui-même, qui lui a valu ce premier lot d'inimitiés.

Cependant il ne s'agit là que de rancunes domestiques et mondaines, restreintes pour le dehors au cercle de Chantilly. Par contre, cette humeur intraitable et cavalière lui a concilié la Ville, qui se montre indulgente à ses fantaisies. Jusqu'au mardi gras de 1778, sa réputation reste intacte, et les nouvellistes consignent volontiers les allées et venues du duc de Chartres, sans ombre de critique, même les caprices qu'ils devaient regarder bientôt d'un autre œil. Le dimanche 13 septembre 1776, à la fête de Saint-Cloud, les promeneurs n'ont d'yeux que pour le jeune prince qui conduit lui-même la voiture de sa femme ; ils admirent « les grâces et la dextérité de cet illustre automédon¹ ; » le 3 avril 1777, dix mille badauds se pressent sur les quais de la Seine pour applaudir à une partie de cabriolets et de bateau, conduite par le duc. Dans un cabriolet découvert que précèdent deux piqueurs, chaque gentilhomme mène une des plus jolies dames de la cour, vêtue avec l'élégance la plus simple. Après plusieurs tours de ville, les cabriolets sortent par la porte Saint-Antoine ; l'on déjeune magnifiquement à la Rapée, puis l'on s'embarque sur un bateau enguirlandé et l'on traverse Paris en musique jusqu'au Collège des quatre Nations, spectacle charmant pour l'île Saint-Louis et les maisons riveraines. Puis les cabriolets parcourent le faubourg Saint-Germain et roulent vers le nouveau boulevard².

Dans une jeune cour, — où le Roi ennuyé et ennuyé s'effaçait de lui-même devant la Reine friande de plaisirs, et devant son frère le comte d'Artois, élégant cavalier, — un boute-en-train comme le duc de Chartres devait être le bienvenu. Sans doute Louis XVI ne prisait guère sa pétulance et son libertinage ; il le lui témoignait par boutades. Mais que comptait le Roi ? Au reste, il s'accordait du moins avec son cousin sur une passion commune : la chasse. Aux premiers mois de l'avènement, point de jour où le duc de Chartres ne vienne à la Cour. La Reine ne peut se passer du comte d'Ar-

¹ Bach., 20 sept.

Journ. de Paris, 5 avril.

tois ni le comte d'Artois du duc de Chartres qui, avec Lauzun, le forme à la science du plaisir. Marie-Antoinette, très sensible à la grâce, aime la tournure chez les hommes : et personne de son entourage n'avait meilleur air que son cousin. Des goûts tout pareils les disposaient à la camaraderie : comme lui frivole, rebelle au sérieux et à l'application, et guettée par l'ennui, elle cherchait l'amusement avec un égal besoin. Il n'était point jusqu'à la plaisanterie sautillante du prince qui ne revint singulièrement à cette jeune femme moqueuse. A Marly, pendant l'inoculation du Roi, le duc de Chartres semble fort occupé de la Reine¹, pour le plaisir de qui il organise maintes parties de cheval ou de calèche ; les médisants en jament ; il l'accompagne à cette promenade nocturne sur les hauteurs de Marly qui inspire le fameux libelle en vers *Le lever de l'Aurore* ; la duchesse de Chartres introduit alors chez la Reine la marchande de modes, M^{lle} Bertin².

Le séjour à Versailles de l'archiduc Maximilien, frère de Marie-Antoinette, provoque des tracasseries d'étiquette qui jettent un nuage sur cette camaraderie. Mal conseillé par ses mentors, les comtes de Rosenberg et de Lemberg, ce grand garçon de 19 ans, indifférent et gauche, néglige à sa première course dans Paris de rendre visite aux princes du sang. Ceux-là flairent une prétention de sa part et se tiennent sur la réserve, soutenus par l'opinion qui leur sait gré de maintenir contre un prince autrichien les prérogatives nationales. Ils ne paraissent plus à Versailles et se montrent avec affectation dans les rues parisiennes, aux applaudissements du public. La Reine s'attendait à ce qu'on fêtât son petit frère : elle ressentit ce parti pris comme une injure. L'absence du duc de Chartres, son compagnon de plaisirs, dont l'attitude fut, comme d'ordinaire, plus agressive que celle de ses cousins, la toucha particulièrement³, mais c'est avec le duc d'Orléans, qui se prévalait de l'incognito de l'archiduc pour exiger la première visite, qu'elle s'expliqua vivement :

¹ Abbé BAUDEAU, *op. cit.*, 11 juill. 1774.

² M^{me} CAMPAN, *Mém.*, éd. Barrière, p. 95 sq.

³ *Corresp. entre le comte de Mirabeau et le comte de la Marck*, I, 68 sq. ; M^{me} CAMPAN, *op. cit.*, p. 107.

Le Roi et ses frères n'y ont pas regardé de si près... Laissant de côté la qualité d'archiduc, vous auriez pu remarquer que le Roi l'a traité en frère et qu'il l'a fait souper en particulier dans l'intérieur de la famille royale, honneur auquel je suppose que vous n'avez jamais prétendu. Au reste, mon frère sera fâché de ne pas voir les princes, mais il est pour peu de temps à Paris, il a beaucoup de choses à voir : il s'en passera¹.

Il ne semble pas que Marie-Antoinette ait gardé contre le duc de Chartres le ressentiment tenace que lui prête le comte de la Marck. C'eût été imprudent à elle de perpétuer une querelle de famille et de prérogatives nationales qui commençait son impopularité. Mercy la calma et Marie-Thérèse lui conseilla « de ne plus remuer cette affaire ». Elle était encore trop jeune, trop occupée de divertissements pour s'embarrasser d'une rancune. La preuve en est que le duc de Chartres fut excepté de la petite quarantaine infligée par Louis XVI, à titre de punition, aux princes du sang.

... J'espère que bientôt, mandait la Reine à sa mère le 17 mars 1775, on ne parlera plus de la tracasserie des princes qui a été bien envenimée par de vilaines gens qui en auraient voulu faire une division éternelle. Après le départ de mon frère, le Roi a fait dire aux princes, hors M. le duc de Chartres, de ne pas venir, de dix ou de douze jours, souper chez lui. Mardi dernier, M. le Prince de Condé et son fils sont revenus souper ; je les ai traités comme à l'ordinaire, sans leur parler de rien. M. le duc d'Orléans et M. le prince de Conti ne sont pas encore revenus, mais c'est qu'ils ont la goutte.

Ce différend fut donc oublié, comme l'avait été, en février 1774, l'incident provoqué par la dame d'honneur de la duchesse de Chartres, M^{me} de Blot, qui avait voulu s'arroger de par sa charge le droit des grandes entrées chez la Dauphine, malgré la comtesse de Noailles, dame d'honneur².

Au reste, la Maison d'Orléans, le duc de Chartres en particulier, avait auprès de la Reine une patronne alors puissante : M^{me} de Lamballe. Et l'agrément des bals et des courses de chevaux où régnait le jeune prince faisait le reste. Contre

¹ D'ARNETH et GEFROY, *op. cit.*, II, 307, note.

² *Ibid.*, II, 106.

l'usage, Marie-Antoinette daigne accepter en février 1776 un bal au Palais-Royal où elle s'amuse davantage qu'au bal masqué de l'Opéra ; les princes, ses deux beaux-frères, l'y suivent à défaut du Roi¹. Le jeudi 30 janvier 1777, elle consent de nouveau, après hésitation, s'il faut en croire Mercy, à honorer de sa présence un bal demi-paré sans masque, où elle danse et se promène volontiers de minuit à six heures du matin ; et le jeudi suivant, sur les instances personnelles du duc de Chartres, elle revient pour voir les élégants quadrilles d'un ballet figuré, que la mort soudaine du marquis de Hautefort avait ajourné. Elle ne cache point son plaisir et chaque fois, de la loge du duc d'Orléans, regarde le bal masqué de l'Opéra, sans descendre dans la salle. Le lendemain du premier bal, le secrétaire des commandements du duc de Chartres avait fait insérer dans le *Journal de Paris* une note dont la tournure choqua Mercy :

Vendredi 31 janvier 1777.

Aujourd'hui, à minuit, S. A. S. M^{gr} le duc de Chartres a donné au Palais-Royal un bal auquel la Reine et la Famille Royale ont été invitées.

L'ambassadeur impérial exigea raison de ce dernier mot et fit réprimander le secrétaire et le journaliste : une Reine ne pouvait être invitée ; quand elle daigne venir, elle honore une assemblée de sa présence. Marie-Antoinette, sans relever cette impertinence, s'empressa d'excuser l'intention du duc de Chartres, au regret de Mercy qui déplorait la négligence de la souveraine pour tout ce qui regardait sa dignité extérieure.

En ces années 1776, 1777 et 1778 sévissait l'hippomanie. Mêlée à la cohue familière des hommes de sport et des maquignons, la Reine présidait en gracieuse arbitre, sans souci de son rang, aux courses répétées où rivalisaient le comte d'Artois et le duc de Chartres, — félicitant les vainqueurs, consolant les vaincus. « Sa Majesté après avoir été la nuit du 11 (février 1776) au bal de l'Opéra jusqu'à 5 heures

¹ D'ARNETH et GEFFROY, *op. cit.*, II, 427.

du matin, rentra à Versailles à 6 heures et demie et en repartit à 10 heures pour voir une course de chevaux qui se faisait près du bois de Boulogne¹. » Ces réunions tombent souvent le mardi, jour d'audience des ambassadeurs et des ministres étrangers : trois semaines de suite, la Reine se dispense de les recevoir. Elle leur préfère la compagnie de son beau-frère et de son cousin, sur la pelouse, autre tapis vert qui réunit plusieurs attrails : le jeu, le pari, le sport.

C'est en pleine fièvre de divertissements que Joseph II surprend sa sœur quand il séjourne à Paris incognito sous le nom de comte de Falkenstein (18 avril-31 mai 1777). L'entourage de la Reine, le comte d'Artois, le duc de Chartres, M^{me} de Lamballe en particulier, lui déplait fort, et il le déclare à Marie-Antoinette, l'après-dîner du 22 avril, à Trianon, dans une longue conversation. Cette fois, les princes du sang ne chicanent pas sur l'étiquette. Les princesses de Conti et de Lamballe, le duc de Penthievre vont se faire inscrire à la porte de S. M. I. le lundi 12 mai ; le duc de Chartres les imite, avant de partir pour la Hollande (15 mai)².

Les remontrances de Joseph II ne changent guère la vie de sa sœur. Sur la foi d'Anglais qui comparent à un tripot le jeu de la Reine à Fontainebleau, il lui écrit une lettre d'une seule page, énergique et sévère (décembre 1777) où il relève les impertinences du comte d'Artois et du duc de Chartres et la friponnerie de quelques femmes. Marie-Antoinette prend la défense de son cousin autant que de son beau-frère. « ... On serait bien surpris ici de voir nommer le duc de Chartres comme mauvais joueur ; il n'a pas joué une seule fois du voyage chez moi... » Et Mercy de corriger : « ... J'ai à observer là-dessus que la réponse de la Reine ne se fonde que sur un échappatoire qui consiste à dire que le duc de Chartres n'a pas joué, ce qui est vrai, mais ce prince était intéressé au jeu des autres et sa contenance bruyante méritait bien l'épithète que lui donne Sa Majesté l'Empereur... »

Au carnaval de 1778, le duc de Chartres offre encore à la

¹ Mercy à Marie-Thérèse, 28 févr. et 13 avril 1776.

² Arch. Nat., K. 161, 10 à 11 bis.

Reine un somptueux bal masqué pour lequel Piètre dispose et décore une nouvelle salle, qui restera désormais la salle de bal du Palais-Royal¹. Parti le 12 février en Bretagne pour inspecter son régiment d'infanterie et le vaisseau qu'il devait monter, le prince comptait revenir à temps ; mais des lettres de la Cour le retenaient à Brest et la duchesse de Chartres faisait seule les honneurs de la fête ; la Reine s'y plut de minuit à cinq heures, ne manqua pas de passer dans une loge pour regarder le bal de l'Opéra, mais, à la satisfaction de Mercy, elle s'abstint de jouer au très gros pharaon du Palais-Royal (jeudi gras 1778).

*

Jusqu'alors, agréable à la Cour autant qu'à la Ville, le duc de Chartres est bien traité de tous les novellistes. La grande maîtrise des francs-maçons ajoute à cette faveur publique un semblant de gloire. Les hommages empressés, que lui rendent en voyage les loges de province, rehaussent les honneurs dus au prince du sang.

Quand, à la mort du comte de Clermont (16 juin 1771), les francs-maçons de Paris choisirent pour grand maître de toutes les loges régulières de France Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, duc de Chartres, ils ne se méprenaient point à l'égard de ce jeune prince inappliqué². Le vénérable, les officiers et la plupart des membres de la loge Montmorency-

¹ Bibl. Maz., Nouv. à la main, 24 févr.

² Principales sources de ce chapitre d'histoire maçonnique : *Ce que c'est que les francs-maçons et leurs cérémonies*. Documents divers 1760-1778. Bibl. Arsenal : B, 10.247. — *Planche à tracer générale de l'installation du T. S. T. R. et T. Cher Frère L. P. J. d'Orléans, duc de Chartres, prince du sang, en qualité de grand maître de l'Ordre Royal de la Franche-Maçonnerie en France*, broch. in-4°, 23 p. timbre, scel. sign. — J. DE LA LANDE, *Francs-maçons*, article inséré dans le t. 3 du suppl. de l'*Encyclopédie*, 1777 ; — J. DE MAISTRE, *Notice sur la franc-maçonnerie*, remise le 30 avril 1793 au baron Vignet des Etoiles et p. par E. Dermenghem ; — J.-J. MOUNIER, *De l'influence attribuée aux philosophes, aux francs-maçons et aux illuminés sur la Révolution de France*, Paris, 1822, in-8° ; — G. A. THORY, *Acta Latomorum...*, Paris, 1815, 2 vol. in-8° ; — G. BERTIN, *Madame de Lamballe*, Paris, 1888, gr. in-8° (chap. VII) ; — L. AMIABLE, *Une loge maçonnique d'avant 1789 : la R. L. les Neuf Sœurs*, Paris, 1897, in-8° ; — G. BORD, *La franc-maçonnerie en France*, t. I, 1688-1771, Paris, 1908, in-8°, etc.

Luxembourg⁴ qui décida de cette élection, étaient ses compagnons de plaisir, qui savaient à quoi s'en tenir sur sa capacité.

Transplantée à Paris vers 1725 par des Anglais jacobites, la société, après une première vogue passagère, avait connu des jours difficiles depuis que les réunions de « frimassons » avaient déplu au cardinal de Fleury et à Louis XV.

Le 14 mars 1737, le cardinal-ministre mandait à Hérault, lieutenant de police, d'interdire ces réceptions et assemblées. Une faction en faveur du prince de Nassau venait d'être découverte en Hollande et dissimulée dans les loges. Les loges parisiennes, qui groupaient nombre de grands seigneurs et, disait-on, plusieurs secrétaires d'Etat, n'offraient-elles point un abri aux cabales, sous le couvert du secret juré ? En vain l'Ecossais Ramsay, disciple de Fénelon, écrivit par deux fois au cardinal, les 20 et 22 mars, pour l'assurer qu'à « soutenir la société des francs-maçons dans les grandes vues qu'ils se proposent, S. E. rendrait son nom bien plus glorieux que Richelieu ne fit le sien par la fondation de l'Académie française ». Le prudent ministre persista dans sa méfiance.

Pour réprimer la maçonnerie, il n'était pas besoin de soumettre au Roi un nouvel édit : il suffisait d'appliquer les arrêts du Parlement, sentences et règlements de police. Nul n'ignorait en France que toutes assemblées étaient prohibées, sauf permission royale. En droit comme en fait, les loges étaient de ces assemblées irrégulières, suspectes de mauvaise foi ou sentant le libertinage, qui donnaient prise à la police. Hérault reçut donc ordre de sévir.

Mais ces premières mesures se heurtaient aussitôt au crédit des gens de qualité, qui continuèrent à se réunir, en loges

⁴ Tableau de la loge en 1772. Vénérable, Anne-Charles-Sigismond de Montmorency-Luxembourg ; premier surveillant, son fils Anne-Paul-Emmanuel de Montmorency ; second surveillant, le prince de Rohan-Guéméné ; orateur, Paul-Etienne-Auguste de Beauvilliers, comte de Buzançois ; secrétaire, duc de Lauzun ; grand-expert, marquis de Fitz-James ; membres : vicomte d'Adhémar, marquis de Barbantane, S. A. R. de Bourbon, prince de Condé, comte de Chabot, duc de Coigny, chevalier de Durfort, duc de Fronsac, marquis de Laval, prince de Ligne, prince de Nassau, comte d'Osmond, etc... La loge, en 1776, comprenait trente-six membres.

plus discrètes, dans leurs hôtels ou leurs châteaux, à l'abri des perquisitions. Seuls des frères obscurs furent embastillés pour peu de temps. Comme l'on ne découvrait rien de sérieux dans le secret de ces loges, même du commun, Marville (gendre et successeur de Hérault) et ses agents finirent par se lasser d'épier des maçons qu'on relâchait sans délai.

Pour sa part Louis XV ne tenait pas rancune aux contrevenants. Ses accès de sévérité contre la maçonnerie ne durèrent pas ; les courtisans se justifient sans peine auprès de lui du délit maçonnique. Bien qu'il eût déclaré avec le cardinal, sur la fin de l'hiver de 1737, qu'on ne lui ferait point sa cour en s'affiliant à l'ordre, le duc d'Antin, premier grand maître français et second grand maître régulièrement élu l'année suivante, acceptait et exerçait sa dignité.

Dans les provinces où, d'après le chancelier Daguesseau, la « folie des francs-maçons » se répandait comme une maladie « contagieuse » (4 mai 1744), le traitement des loges variait selon les villes avec les procureurs du Roi ou les juges qui souvent étaient maçons. La magistrature fournissait force recrues à l'ordre, dont les cérémonies rompaient la monotonie de la vie provinciale et revêtaient chacun d'importance. Si le chancelier Daguesseau inclinait à la répression, Guillaume-François Joly de Fleury, procureur général près du Parlement de Paris, conseillait le calme et l'indulgence à ses subordonnés¹.

Il ne se soucie guère du mystère et du prétendu secret des maçons. Il regarde les loges comme des réunions privées où la police ne doit intervenir, comme partout ailleurs, qu'en cas de bagarre ou de tumulte. La maçonnerie ne fait plus question : il ne s'agit plus que de la simple tranquillité publique. Du jour où les frères, mieux recrutés et surveillés, assureront eux-mêmes leur police, ils seront quittes envers la police royale qui tolérera ouvertement leurs assemblées.

D'ailleurs les maçons français refusent de se reconnaître dans la constitution *In eminenti* du 28 avril 1738, et dans la bulle *Providas romanorum Pontificum* du 18 mai 1751, non

¹ Ch. GÉRIN, *Les francs-maçons et la magistrature française au XVIII^e siècle*. Rev. des Quest. histor., 1875, t. 18.

reçue en France à la vérité, « fulminées toutes deux sur des caractères qui n'étaient point ceux des véritables francs-maçons... Ils se regardent tous comme étant très en sûreté de conscience, malgré les bulles : la pureté de leur morale et la régularité de leur conduite, affirmera Lalande, doit en effet les rassurer totalement ».

Une déclaration de MM. de Sorbonne, rendue publique (1754), et portant qu'on ne devait ni entrer ni rester dans la maçonnerie, ne les atteignit pas davantage dans l'opinion. Si, durant une trentaine d'années, jusqu'à la réforme du Grand Orient, ils furent de temps à autre tracassés par la police, ce fut leur propre faute, car l'ordre subit alors tous les maux de l'anarchie : querelles intestines, confusion et désordre des rites, corruption et scandales, dont il faillit périr.

Le troisième grand maître, le comte de Clermont, élu le 11 décembre 1743, de préférence au prince de Conti et au maréchal de Saxe, trompa les espoirs de l'ordre. Aussitôt rebuté par la monotonie des travaux d'atelier et la sécheresse du détail administratif, ce prince du sang abandonna ses pouvoirs à des substituts successifs. Les grands seigneurs, dignitaires maçonniques, l'imitèrent sans délai : leurs délégués, moins respectés et quelque peu négligents, ne purent maintenir contre les maîtres de loges parisiens l'autorité centrale de la Grande Loge.

De 1743 à 1762, le maître à danser Lacorne, intendant des plaisirs du comte de Clermont, disposa, comme *substitut particulier du grand maître*, de l'administration maçonnique. La Grande Loge, composée à son goût, devint sa chose. Ce fut un long scandale qui chassa les honnêtes gens. L'on vit le chevalier Beauchaine installer sa loge dans le cabaret où il couchait, au *Soleil d'Or*, rue Saint-Victor, et donner, pour six francs, chacun des grades de la maçonnerie. La manie des titres, des cordons, des bijoux, des croix de toute sorte, multiplia, sous couleur de nouveaux rites, les nouveaux grades et gâta la simplicité de l'institution première.

Enfin l'indignation des maçons zélés arracha au comte de Clermont la révocation de Lacorne. Chaillou de Joinville, *substitut général du grand maître*, parvient à réunir la

Grande Loge et entame un plan de réorganisation de l'ordre. Mais la faction Lacorne, écartée à dessein des offices par l'élection du 2 juin 1765, rompt avec la Grande Loge et distribue contre ses dirigeants des libelles injurieux. Par décret renouvelé (5 avril et 14 mai) la Grande Loge bannit de la société les frères rebelles. Ceux-ci se présentent en nombre à la grande solennité de la Saint-Jean d'été 1767 et forcent l'entrée du temple. On en vient aux coups. La police interdit désormais à la Grande Loge toute réunion ; les frères exclus, qui ne se jugent pas touchés par cette défense, se rassemblent en secret et tâchent à s'arroger l'autorité de la Grande Loge, dont les travaux sont suspendus.

Pourtant il lui faut sortir d'inertie à la mort du comte de Clermont. Le 21 juin 1771, elle délibérait en assemblée générale, sans espoir d'aboutir, quand les frères exclus se présentent avec la promesse écrite d'acceptation de la grande-maîtrise qu'ils tiennent du duc de Chartres. En échange de cette pièce, ils réclament le rapport des décrets pris contre eux et la révision de toutes les opérations accomplies en leur absence. Les conditions sont admises : le 24 juin 1771, la Grande Loge assemblée élit à l'unanimité le très-sérénissime frère duc de Chartres pour *grand maître* et le très-illustre frère duc de Luxembourg pour *administrateur général*.

Comment, après avoir éprouvé les fâcheux effets de la négligence d'un prince épicurien, l'ordre pouvait-il se confier en son jeune cousin, mobile comme le mercure, impatient de toute obligation ? C'est que l'administrateur général, véritable grand maître onéraire, répondait pour le grand maître honoraire, le duc de Luxembourg pour le duc de Chartres. Anne-Charles Sigismond de Montmorency-Luxembourg, duc de Luxembourg, d'Olonne et de Châtillon-sur-Loing, pair et premier baron chrétien de France, brigadier des armées du Roi, colonel du régiment de Hainaut, présidait l'importante loge militaire issue de ce régiment et constituée par la Grande Loge de France en 1762 sous le nom de Montmorency-Luxembourg. Sur la fin de sa vie, le comte de Clermont, fort embarrassé de la confusion où sa grande maîtrise avait jeté la société, avait abdiqué ses pleins pouvoirs entre les mains de

cet officier. Ainsi l'avait-il chargé d'initier le duc de Chartres aux mystères maçonniques. Dans le désarroi de l'ordre, guetté par la police, les frères se ralliaient volontiers autour de ce grand seigneur, maçon convaincu. C'est par lui que la faction Lacorne avait trouvé accès auprès du duc de Chartres et obtenu l'agrément du prince à sa propre nomination. Offrir à l'ordre le patronage du fils du premier prince du sang, c'était se concilier les frères zélés, las de l'inaction de la Grande Loge et qui souhaitaient la concentration, sous une seule autorité, de tous les ateliers.

Il s'agissait donc en 1774 de s'assurer, non d'un chef de secte, mais d'un patron puissant qui finirait les tribulations et les divisions de l'ordre. Ni le duc d'Antin, malgré son rang, ni le nonchalant comte de Clermont, quoique prince du sang, n'avaient pu préserver leurs frères des désordres du schisme ni des mesures intermittentes de la police. Il importait de se rallier et de s'abriter presque à l'ombre du trône, en invoquant le Palais-Royal. Ce rôle de protecteur d'une société clandestine, réprouvée par deux bulles pontificales et une déclaration de MM. de Sorbonne, et qu'allait bientôt illustrer la persécution de Naples (1777), convenait au duc de Chartres. Volontiers les princes d'Orléans frondaient les ministres et la police : la franc-maçonnerie répondait à ces velléités de lumières et de philanthropie, à ce mécénat des philosophes d'avant-garde et des irréguliers qu'ils se léguaient comme une tradition. Les honneurs d'une dignité, à la fois secrète et publique, agréeraient d'autant mieux au duc de Chartres qu'ils ne le chargeaient d'aucune obligation. Son inapplication même garantissait qu'il ne serait point un grand maître embarrassant. Chef nominal et décoratif, il ne dépenserait ni son temps, ni sa peine, mais parfois son argent ; il prêterait surtout l'éclat de son nom, capable de pourvoir l'ordre d'une importance mondaine qui le devait rendre inattaquable.

Pourtant cette grande maîtrise n'alla point toute seule. Vingt-huit mois passèrent entre l'élection et l'installation du prince, qui sembla se dérober. Le 17 octobre 1774, une circulaire de la Grande Loge de France qui annonçait à la

fois la nomination et l'acceptation du grand maître, invitait les loges provinciales à assister par députés à la solennité de l'installation, prévue pour la fin de novembre. Or le duc de Chartres ne signait le procès-verbal d'acceptation que le 5 avril 1772¹; et c'est seulement le 22 octobre 1773 qu'il daignait se prêter à la cérémonie de son installation.

Il avait accompli ses 25 ans, l'âge requis pour le grade de maître, dès le 13 avril 1772. Ce n'est donc pas dans l'attente d'une majorité maçonnique à laquelle le grand maître n'était pas soumis, qu'on laissa courir un tel délai. Le fait est que le prince, à peine élu, faillit rejeter sa dignité. La Grande Loge, après l'élection du 24 juin 1771, s'était reprise en reconnaissant dans le parti du duc de Luxembourg l'ancienne faction Lacorne. Ce parti entreprenant et actif tendait à une réforme générale de l'ordre qui menaçait l'indépendance et l'immovibilité des maîtres parisiens, propriétaires de leurs loges. Plusieurs d'entre eux, mécontents de s'être laissé imposer un chef du choix des adversaires, déclaraient illégale l'élection du duc de Chartres. Le jeune prince, qui se moquait de ces disputes et risquait d'être moqué à son tour, ne voulut plus rien entendre et laissa le champ libre à l'administrateur général. C'est en dehors de lui et sans lui que s'accomplit la réorganisation de la société. Ce véritable interrègne de 28 mois appartient au duc de Luxembourg, grand réformateur et restaurateur de la maçonnerie, grâce à son rang, à son zèle et à son assiduité qui devaient triompher d'une opposition négligente.

Sur les représentations énergiques des frères bannis puis rentrés en grâce, la Grande Loge s'était décidée à nommer huit commissaires qui devaient chercher remède aux maux dont souffrait l'ordre. Cette commission travailla chez l'administrateur général et d'accord avec lui, sans plus se soucier du corps qui l'avait élue. En six mois, elle avait rédigé un projet de statuts, trop nouveaux pour gagner l'adhésion de tous les maîtres parisiens. Aussi le duc de Luxembourg engagea-t-il par circulaire, au nom de l'égalité, les loges de pro-

¹ Voy. cet acte donné par le duc de Broglie (TALLEYRAND, *Mém.*, I, 167, note).

vince, qui jusqu'alors n'avaient pris aucune part à l'administration générale, à députer, vers Paris, pour délibérer sur ce projet. La difficulté des voyages rendait presque illusoire cet essai de représentation. Maintes loges provinciales devaient s'en rapporter à des frères étrangers : elles furent invitées à envoyer leurs pouvoirs en blanc à l'administrateur général qui aurait soin de leur choisir comme député « quelque frère distingué par son zèle et par ses lumières ».

Le 5 mars 1773, ces députés des provinces, parisiens pour la plupart, parvinrent à se grouper chez le duc de Luxembourg. Le 8 mars, ils confirmaient par acclamation l'élection du grand maître et de l'administrateur général : le lendemain, réunis aux huit commissaires de Paris sous le maillet du duc, ils déléguaient sept d'entre eux, conduits par l'administrateur général, au très-sérénissime frère duc de Chartres pour lui faire part de son élection confirmée et recueillir son acceptation dernière. Puis ils se proclamaient seul et unique tribunal de l'ordre sous le titre distinctif de *Grande Loge Nationale de France* dont le frère baron de Toussaint était nommé d'office secrétaire général. Les maîtres de Paris, distribués en cinq divisions, chargeaient de leurs pouvoirs quinze députés pour les y représenter.

Le 28 mai, une neuvième assemblée élisait au scrutin le respectable frère comte de Buzançois pour grand conservateur ; elle proclamait, sur la désignation du très-illustre administrateur général, les quinze officiers d'honneur, confirmés dans l'assemblée suivante, le 10 juin.

Les quatre premiers chapitres des *Statuts de l'Ordre royal de la Franc-Maçonnerie en France* arrêtés en Grande Loge nationale, le 26 juin 1773, étaient adressés et soumis aux loges des provinces, avec demande d'approbation. Selon ces statuts, le corps central invariablement fixé à Paris, qui aurait seul désormais droit de législation dans l'ordre et charge de correspondre avec les différents orientes du royaume et de l'étranger, prenait le nom de Grand Orient de France. Le Grand Orient, composé des officiers, des vénérables en exercice et des députés des loges, tant de Paris que des provinces, octroierait seul des titres constitutifs de loges et

chaque loge adhérente devrait se faire reconnaître et reconstituer par lui : il se réservait ainsi d'épurer le personnel de l'ordre. Fidèle aux principes de liberté maçonnique, ce conseil représentatif déclarait illicite l'inamovibilité des maîtres qui durent se démettre. Désormais il n'y eut plus dans les ateliers que des officiers électifs et temporaires ; le titre de vénérable remplaça celui de maître.

Trois sortes de recettes couvriraient les dépenses de ce gouvernement central : le produit de constitution de loges (dont le droit fut fixé à 120 livres), le prix des passeports (6 livres) qui donneraient aux frères en voyage la clef des loges du royaume et des orientes étrangers, enfin les dons gratuits des loges, proportionnés au nombre et aux facultés de leurs membres.

Le duc de Luxembourg avait présidé exactement à toutes les assemblées, où il avait répandu « autant de lumières que d'aménité ». La connaissance intime qu'il avait acquise des divers membres, dans les comités particuliers, assura le succès de cette petite révolution. Le 24 juin 1773, jour de la Saint-Jean, il avait offert à la Grande Loge nationale une fête magnifique qui s'était prolongée fort avant dans la nuit. Au son des instruments et au bruit des décharges multipliées, l'on porta la santé du Roi, celle du grand maître, celle de l'administrateur-général, celle de la Grande Loge et de toutes les loges. Par un heureux hasard, l'on y comptait 81 frères « nombre parfait ». C'était la première fois où l'on vit tous les maçons de France réunis ou représentés par des députés de tous les points du royaume et même du Nouveau Monde. Et quels hommes ! l'élite de l'ordre, grands seigneurs, militaires et savants réputés, se pressait autour de l'administrateur-général triomphant. La lettre circulaire aux frères des provinces chantait la louange de celui qui, « après avoir été le restaurateur de nos travaux, la source de notre gloire, le protecteur et le guide de nos opérations, a voulu encore être l'auteur de nos plaisirs ! »

Le temple achevé, le Grand Orient se vit dans la nécessité de rappeler au duc de Chartres son acceptation de la grande maîtrise. Le mardi 31 août 1773, le comte de Buzançois,

grand conservateur, le chevalier de Luxembourg, premier grand surveillant, Bacon de la Chevalerie, grand orateur, et le baron de Toussainct, secrétaire général, sollicitèrent une audience pour présenter à leur chef le corps complet des opérations de la Grande Loge nationale, depuis le 5 mars jusqu'à ce jour : ils ne furent pas reçus.

La naissance du duc de Valois, fils unique et premier-né du très-sérénissime grand maître (6 octobre), fournit l'occasion d'une nouvelle démarche. La joie paternelle rendrait le prince plus accessible. Dès le lendemain 7, les officiers d'honneur, les présidents et les orateurs des trois chambres du Grand Orient se rendirent en corps au Palais-Royal pour complimenter le grand maître. Cette fois, l'administrateur général avait pris les devants et obsédait le duc de Chartres, crainte d'un nouveau refus : il les pria de repasser le lendemain à la même heure.

Enfin ce vendredi 8 octobre, le grand orateur, entouré des notables de l'ordre, put haranguer le grand maître.

... Le Grand Architecte vient de vous accorder un successeur ; tous nos cœurs ont partagé ce bienfait, vous daignez nous admettre à vous en féliciter. Croyez, très sérénissime frère, qu'il n'est aucun de nous qui ne sacrifiât son héritier, qui ne se sacrifiât lui-même, pour vous conserver ce précieux rejeton du sang qui nous est le plus cher...

Le duc de Chartres remercia, approuva toutes les opérations accomplies jusqu'alors, assura l'ordre de sa protection et promit de donner jour pour son installation au retour du voyage de Fontainebleau. Le lendemain, il daignait signer la *planche à tracer* (le procès-verbal) des travaux tenus en sa présence et de son agrément.

Le mardi suivant, 12 octobre, les frères Bacon de la Chevalerie, le chevalier Destours, grand trésorier et le comte de Stroganoff, premier expert de la Chambre d'administration, vinrent prendre les ordres du grand maître qui fixa sont installation au vendredi 22 courant, à midi.

Ce jour-là, le Grand Orient s'assembla en la maison dite *la Folie-Titon*, rue de Montreuil, faubourg Saint-Antoine, dans une vaste galerie, tendue d'une étoffe couleur feu,

ornée de festons, de franges et de crépines d'or, « éclairée du nombre parfait de 84 étoiles, représentant le peuple maçon, et de 66, représentant le nombre complet des officiers ». L'Orient était décoré de velours cramoisi, semé de lis d'or ; à l'occident, un soleil couchant au naturel dardait ses rayons expirants. La voûte de la salle était d'azur, parsemé d'étoiles et bordé de glands d'or. Les députés du Grand Orient étaient réunis et rangés, suivant le rite : les officiers d'honneur à l'orient, sur des fauteuils ; les officiers en exercice sur des banquettes, au pourtour du temple. Tous étaient revêtus de couleur feu, habillés et armés de leurs outils.

A midi, le duc de Luxembourg ouvre les travaux. Le duc de Lauzun, second grand surveillant, le médecin Gardane, quatrième expert de la Chambre d'administration, et Hue de Bréval, garde des sceaux, faisant fonctions de maître des cérémonies, vont avertir le grand maître que les ouvriers sont à l'atelier. Le prince Adam Czartorysky, lieutenant général de Pologne, accueilli comme visiteur, se met à la droite du secrétaire général.

Le grand maître se fait annoncer. Cinq frères, députés pour le reconnaître, le conduisent sous la voûte d'acier jusqu'aux degrés de l'Orient où l'administrateur général reçoit son obligation, lui donne le baiser de paix, lui présente le premier maillet et l'installe. Tandis qu'éclatent les acclamations et les applaudissements réguliers, Méry d'Arcy, grand héraut d'armes, saisit le glaive flamboyant de l'ordre, le duc de Lauzun, le maillet de surveillant. Alors l'administrateur général renouvelle entre les mains du grand maître le serment qu'il avait prêté au Grand Orient et lui tourne un compliment discret.

... Flatté de vous avoir initié dans nos mystères, il m'était dû de vous inaugurer et de vous installer parmi nous. Dirigez nos travaux, soyez-en le protecteur et daignez ne jamais oublier l'hommage tendre et sincère que je vous consacre dans ce moment, au nom du peuple maçon, et que mon cœur répète avec le plus grand plaisir.

Le grand orateur Bacon de la Chevalerie, plus disert, rappelle « l'état affligeant, presque désespéré » de la maçon-

nerie française, tombée dans « le mépris des Orient étrangers », par la négligence du comte de Clermont, et indique à grands traits la réforme accomplie sous le nom du duc de Chartres : l'épuration et la réconciliation des membres de la société, administrée désormais par trois chambres élues pour trois ans. Il appartient au grand maître de vérifier ces travaux pour les légitimer, pour imposer à l'ordre tout entier la loi de les reconnaître. Quinze officiers d'honneur, à son choix, assurent la correspondance entre lui et l'ordre. Nommés par la force des circonstances avant l'installation de leur chef, ils offrent de se retirer. Mais le très-sérénissime grand maître confirme leur nomination et reçoit le serment que le grand orateur prononce en leur nom ¹.

Puis, en marge de la page 35 des *Statuts généraux*, il fait mettre l'apostille suivante : « *Nous confirmons et approuvons les présents statuts et réglemens pour être exécutés par toutes les Loges dans toute l'étendue du globe François Maçon, le 22 octobre 1773.* » Il paraphe *F. L. P. J. d'Orléans*. Au-dessous, son secrétaire particulier pour les affaires maçonniques contresigne : « Par mandement du très-sérénissime Grand-Maître : *Gardane.* »

Enfin le duc de Chartres ferme les travaux du Grand Orient, signe le procès-verbal, y ordonne d'apposer son sceau qui décorera désormais tous les actes, selon les statuts et réglemens.

L'assemblée se sépare ; les députés des Chambres se groupent dans leurs ateliers respectifs. Seuls demeurent auprès du grand maître, l'administrateur général et les offi-

¹ Grand conservateur de l'Ordre, le comte de Buzançois ; représentant du grand maître, le prince de Rohan-Guéménée ; premier grand surveillant, Anne-Paul-Emmanuel de Montmorency ; second grand surveillant, le duc de Lauzun ; grand officier, J.-J. Bacon de la Chevalerie ; grand secrétaire, L.-J.-B. marquis de Seigneley ; grand roi d'armes, Jean Bretagne, duc de la Trémoille et de Thouars, prince de Tarente ; grand expert, prince de Pignatelli, grand d'Espagne ; grand garde des sceaux, Anne-Emile-J.-B. vicomte de Rouault ; grand garde des archives, Adrien-J.-Ch. chevalier de Launay ; grand trésorier, Pierre-Catherine Giraud-Destours ; grand architecte, le comte d'Ossun ; grand introducteur, marquis de Clermont-Tonnerre ; grand maître des cérémonies, marquis de Fitz-James ; grand hospitalier, comte de Périgny ; grand aumônier, marquis de Briqueville. La plupart étaient officiers ou membres de la loge Saint-Jean de Montmorency-Luxembourg.

ciers d'honneur qui lui font cortège. Précédé du comte de Périgny, grand hospitalier qui porte le glaive flamboyant de l'ordre, le prince traverse successivement la *Chambre d'administration*, couleur de feu, la *Chambre de Paris*, couleur vierge, et la *Chambre des provinces*, couleur des élus ; chacune éclairée de 21 étoiles, par allusion aux 21 membres qui la composent. Chaque fois reconnu et salué d'une harangue, il vise et scelle les lettres d'érection de chaque chambre, et remet le maillet au président, qui lui exprime l'obligation des officiers présents.

Pendant les frères invités attendent sur le parvis l'heure du banquet. Trois frères sont chargés de recueillir les lettres d'invitation et d'en reconnaître les porteurs. Ils n'admettent que les maçons réguliers. Un frère Le Clerc, se disant vénérable et député d'une loge de Lyon, « signalée comme trop spéculatrice », et qui d'ailleurs ne s'est pas mise en règle, est éconduit à titre d'exemple. L'on fait de même l'appel et la reconnaissance des frères servants.

Alors sept frères introduisent le très-illustre administrateur général, qui est conduit à l'orient sous la voûte d'acier et reçoit le premier maillet. Trêve aux travaux ! c'est l'heure du banquet servi dans la galerie où s'est accomplie la cérémonie du matin. Les cristaux, les figures, les fleurs et les fruits couvrent les tables dressées en fer à cheval. A dix heures, au milieu du repas, on commence à célébrer les santés : la première, celle de Louis XV, « l'auguste monarque » et de la famille royale. « Les applaudissements mystérieusement répétés ont été accompagnés des vœux les plus sincères pour la conservation des jours précieux de Sa Majesté, la gloire de son règne et la prospérité de l'Etat. » La seconde appartient au sérénissime, très respectable et très cher frère Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, prince du sang, grand maître : mais il manque à la fête. Il a cédé volontiers la place au très respectable et très cher frère Anne-Charles-Sigismond de Montmorency-Luxembourg, duc de Luxembourg, administrateur général dont la santé, la troisième, appelle des applaudissements marqués. Après la septième santé, ce véritable chef proclame solennellement pour la troisième

fois l'installation du sérénissime grand maître. Les deux surveillants lui font écho, l'un après l'autre. L'applaudissement rituel se répète quand l'administrateur général porte la santé du duc de Valois. Après les chants et le divertissement en musique, le baron de Toussaint entonne le cantique de l'ordre, pour célébrer la dernière santé d'obligation « celle de tous les frères répandus sur la surface de la terre ». Puis chacun signe le procès-verbal de ce jour « glorieux » qui finit heureusement « au sein de la paix, de l'union et de l'harmonie ».

La cérémonie, qu'on s'était efforcé d'accorder avec la dignité de l'ordre, revint à 3.348 livres 10 sols, plus une contribution de 30 livres pour chaque frère présent : il n'en avait coûté au duc de Chartres qu'un peu de patience.

Les statuts avaient taillé à sa mesure ces fonctions de grand maître. Le pouvoir personnel du premier officier de l'ordre se bornait à la nomination des quinze officiers d'honneur, personnages de pure représentation comme lui, bien qu'ils eussent place à la Grande Loge ou loge du Conseil, qui siégeait une fois par mois pour préparer les affaires soumises au Grand Orient ou recevoir les appels. Tous les actes de l'ordre étaient expédiés en son nom : les constitutions de loges, les provisions des officiers, les lettres des officiers honoraires étaient scellées de son sceau. Mais ses prérogatives étaient facultatives. « Il pourra se présenter et présider à toutes les assemblées de l'ordre », édictait l'article 1, tandis que l'article 2 le déchargeait aussitôt de toute obligation : « Le grand maître, ne pouvant se livrer au détail de l'administration, il référerà à l'administrateur général les mémoires ou les demandes qui pourront lui être adressées relativement à l'ordre. »

A la fin de 1775, les deux autres grands officiers, l'administrateur général et le grand conservateur, abandonnant leur qualité d'immovibles, devinrent électifs pour trois ans comme les officiers en exercice. Seul immovable, le duc de Chartres offrit sans délai le sacrifice de son privilège : le Grand Orient s'y refusa. Du moins le grand maître put-il renoncer l'année suivante à la nomination des officiers d'honneur qui devinrent

électifs à leur tour. Ainsi n'avait-il pas usé une seule fois de ce pouvoir, puisqu'il s'était borné dès l'abord à confirmer le choix de l'administrateur général. Jamais souverain constitutionnel ne fut plus détaché de ses prérogatives.

Il répugnait trop au travail de loge pour jalouser la prépondérance effective du duc de Luxembourg. S'il était flatté, par occasion, des hommages que lui attirait son office, il préférerait aux assemblées pompeuses les loges privées d'où la contrainte était bannie. A l'exemple de l'administrateur général, il eut sa loge personnelle, la loge Saint-Jean de Chartres, à l'orient de Mousseaux, constituée par le Grand Orient le 9 septembre 1774, à la date du 20 décembre 1773, et dont Gardane, docteur en médecine, rue des Prouvaires, était le député et le secrétaire. Les banquets ou loges à table, les loges d'adoption ou loges à femmes, les réceptions où les novices essayaient des épreuves plaisantes, voilà sans doute ce qui amusait le jeune prince et pourquoi il avait fait installer, au Palais-Royal même, dans la cour des Fontaines, une petite loge richement décorée. Une lettre, qu'il écrivait de Chantilly à M^{me} de Genlis le 6 août 1772, montre dans quel esprit il exerçait ses fonctions :

On s'ennuie beaucoup ici et, pour se dédommager, comme M. de Fronsac et M. de Lauzun ont parlé francs-maçons, M^{me} de Courtebonne et M^{me} de Laval avaient imaginé de se faire recevoir et, quand je suis arrivé, elles m'ont demandé de les recevoir. J'ai accepté, comme vous croyez bien. Mon père devait être de la loge ; j'étais charmé de l'avoir là, sous ma férule. Mais il a fait réflexion que cela ne serait pas honnête pour M. le prince de Conti, que cela disperserait la compagnie : il m'a dit qu'il ne fallait pas et cela n'a pas eu lieu...¹ »

Le grand maître ne prenait guère l'ordre au sérieux : ses frères ne cesseront de le lui reprocher².

Malgré ces frivoles dispositions, la magistrature du duc de Chartres favorisa aussitôt la société secrète. Le Grand Orient, qui jusqu'alors n'avait tenu séance que chez des traiteurs, en des salles de fêtes louées pour la circonstance, se mit dans

¹ Aff. Etr. France, 319.

² ROUZET DE FOLMON, *op. cit.*, I, 45.

ses meubles, affirmant ainsi sa sécurité, sa stabilité et sa confiance dans l'avenir. Pour un loyer annuel de 5.400 livres, il occupait, à dater du 24 juin 1774, au coin de la rue de Mézières et de la rue Pot-de-Fer, faubourg Saint-Germain, l'ancien noviciat des Jésuites, somptueusement aménagé en temple maçonnique par les soins du frère Poncet, architecte et vérificateur de la caisse.

O changement ! O instabilité des choses humaines ! Qui l'eût dit, s'écriait Mercier dans son *Tableau de Paris*, que des loges de francs-maçons s'établiraient rue Pot-de-Fer, au noviciat des Jésuites, dans les mêmes salles où ils argumentaient en théologie ; que le *Grand-Orient* succéderait à la *Compagnie de Jésus*... Quand je suis sous ces voûtes inaccessibles aux grossiers rayons du soleil, ceint de l'auguste tablier, je crois voir errer toutes ces ombres jésuitiques qui me lancent des regards furieux et désespérés. Et là j'ai vu entrer frère Voltaire, au son des instruments, dans la même salle où on l'avait tant de fois maudit théologiquement...

Au premier étage, trois salles successives, où la profusion des lustres en cristal redoublait l'éclat de la décoration bleue, or et argent, abritaient les ateliers qui communiquaient par des portiques d'enfilade. Dès l'entrée, on apercevait entre les colonnes, à l'orient de la longue salle du fond (celle des travaux) plafonnée d'azur, le trône du grand maître, élevé de sept degrés : un fauteuil de velours bleu, rehaussé d'or sous un vaste dais d'or et d'argent ; un tapis aux nuances éclatantes recouvrait l'autel, c'est-à-dire la table. La marche inférieure portait les deux fauteuils de velours bleu du très-illustre administrateur général et du très-respectable grand conservateur. Trois degrés plus bas, des sièges semblables placés en demi-cercle étaient réservés aux officiers d'honneur¹.

Le 12 août 1774, le Grand Orient prenait possession de sa nouvelle demeure. L'astronome Lalande, en qualité de grand orateur, prononçait le discours d'inauguration. Le trône du

¹ *Etat du Grand-Orient*, 1777, 4^e partie, p. 7 sq. Le musée Condé possède un portrait du duc de Chartres en costume maçonnique, avec les insignes symboliques.

grand maître était vide : le duc de Chartres se trouvait ailleurs, fort occupé des intrigues de cour qui obsédaient alors les tout jeunes souverains.

De 1774 à 1777, trois années durant, le Grand Orient tint ses trois assemblées générales d'obligation, et la Grande Loge de France ses quatre assemblées de quartier, sans qu'y parût le duc de Chartres. L'on y prit cependant des décisions d'importance : le Grand Orient arrêta qu'il ne reconnaîtrait pas les comédiens et gens attachés aux théâtres publics comme membres de l'association, car, soumis par leur état aux caprices du public, ils ne sauraient requérir le secours dû aux frères en cas d'injuste humiliation. Pareille exclusion, pour un motif analogue sans doute, fut prononcée contre tous ceux qui dans les arts et métiers, ne seraient pas maîtres. Enfin l'expression *ordre royal*, qui désignait jusqu'alors la confrérie, fut proscrite comme contraire au principe d'égalité ; elle s'intitulerait désormais simplement *l'ordre maçonnique*.

A ces délibérations le grand maître n'assistait pas, même en peinture. Le 11 avril 1777, la Grande Loge du Conseil députait vers lui pour obtenir son portrait. Il le promet aux députés, disant avec bonne grâce : « Je suis trop heureux que vous l'ayez désiré. » A ce portrait, l'ordre ajoutera la légende flatteuse : « *L'âme de Louis XII. L'esprit de Philippe. Le cœur de son Père.* »

Le 3 juillet 1777 marqua dans les fastes maçonniques. Ce jour-là le grand maître présida, pour la première fois depuis son installation, le Grand Orient. Une gravure allégorique, représentant le Temple de la Sagesse, commémora cette séance. Le Sérénissime Grand Maître, L. P. J. d'Orléans, duc de Chartres, sous la figure de Minerve, y éclairait les travaux de l'art royal. Calliope lui présentait toutes les autres Muses qui lui faisaient hommage de leurs talents.

Le grand orateur profita de cette rare et illustre présence pour proclamer les décisions prises en dehors du chef. Ainsi fut établi, en son nom, l'usage du mot semestriel, qui, donné par lui et communiqué aux seuls maçons réguliers, ne devait être prononcé par eux qu'en loge régulière ou à la rentrée de la loge, comme signe de reconnaissance.

A coup d'arrêtés et d'exclusions, le Grand Orient poursuivait son œuvre de réforme. Alors il dominait l'ordre de fait : trois cents loges françaises relevaient de lui, et il correspondait avec douze cents loges étrangères. Par sa bonne composition, son activité, son désir sincère de réorganisation, il avait triomphé, sans la détruire, de l'ancienne Grande Loge qui l'avait déclaré subréptice, schismatique, œuvre illégale d'une poignée de factieux (13 juin 1773) :

Il n'avait cesse de combattre la défiance, la circonspection ou l'indifférence des loges de province dont lui manquait l'appui financier. Surtout il lui fallait composer avec le rite écossais ou avec d'autres sectes, qui menaçaient de le contrebalancer.

En 1776, cédant sur le principe qui prononçait l'irrégularité de toutes loges constituées en France par d'autres corps que le Grand Orient, il traitait avec les trois directoires écossais de la réforme de Dresde, établis à Lyon, Bordeaux et Strasbourg, secte choisie qui avait pris pour grand maître le duc de Bouillon. Le Grand Orient devait transiger encore avec la Mère-Loge du rite écossais philosophique, installée à Paris le 5 mai 1776 sous le titre du *Contrat social*. Sommée de renoncer au titre de Mère-Loge, à peine d'être rayée de la liste des loges régulières, elle résista jusqu'au 5 novembre 1781, date de la transaction. De même, la brillante loge des *Neuf-Sœurs*, qui rassemblait l'élite des écrivains, des savants et des artistes, démolie d'abord par la Grande Loge du Conseil (19 mars 1779), obtenait bientôt son rétablissement, après un procès retentissant (19 avril 1780).

Sourd à ces disputes, étranger à ces divisions, le duc de Chartres planait sur ces diverses compagnies rivales qui l'invoquaient tour à tour. Il appartenait de si loin au Grand Orient qu'il pouvait accepter sans surprise l'hommage des dissidents. N'avait-il pas été élu d'abord le 24 juin 1771 par l'ancienne Grande Loge qui se réclamait de lui, et proclamé le surlendemain par le souverain conseil des empereurs d'Orient et d'Occident, sublime mère loge écossaise, souverain grand maître de tous les conseils, chapitres et loges écossaises du grand globe de France ? Parfait souverain cons-

titutionnel, il restait arbitre indifférent entre les partis. On le vit bien quand les loges de toute affiliation célébrèrent sa convalescence après une grave fluxion de poitrine à l'automne de 1777.

Les loges de province ne connurent le grand maître qu'à la faveur de ses voyages; et celles-là seules qui se trouvèrent sur son chemin. Au printemps de 1776, quand le duc et la duchesse de Chartres traversent nos provinces méridionales pour se rendre de Paris à Bordeaux, puis de Bordeaux à Toulouse, les loges de Poitiers, d'Angoulême, de Bordeaux, d'Agen, de Montauban, de Toulouse, de Montpellier lui portent leur hommage et lui offrent des fleurs. A Bordeaux, le 12 avril, jour de son arrivée, le prince se rend à la loge de *l'Amitié* des Chartrons, et préside ses travaux à l'issue desquels il y a souper, feu d'artifice et bal, dans l'hôtel même de la loge, magnifiquement décoré et illuminé. Le duc et la duchesse assistent à ces divertissements. Le surlendemain, le grand maître posait la première pierre de l'édifice destiné aux travaux de la *Loge française*; car les riches maçons bordelais se peuvent conformer à l'arrêté réitéré du Grand Orient qui défend aux loges de se réunir chez les traiteurs ou dans les cabarets : ils possèdent pignon sur rue. A Toulouse, le prince recevait les députations des loges de la ville et d'alentour et conciliait leurs débats. Aussi, dès son retour au Palais-Royal (21 août), le Grand Orient s'en vient-il le remercier du bon accueil qu'il avait fait, à la rencontre; aux sociétés maçonniques.

Se rend-il à l'Écamp pour passer la revue d'un régiment de hussards? la loge de la *Triple Unité* députe vers lui pour le complimenter, et il lui fait présent de son portrait (15 juillet 1779). Le 29 juin 1780; à mi-chemin de l'Italie, il préside les loges réunies de Besançon, qui lui offrent une fête magnifique dans une vaste galerie de bois dressée pour la circonstance sur la promenade publique du Champ de Mars illuminé.

Selon *l'Espion anglais*, le grand maître donnait régulièrement, au printemps de 1778, un jour par semaine pour les signatures. Son humeur nous laisse douter de cette assiduité. N'avait-il pas un secrétaire particulier des commandements

pour les affaires maçonniques, le médecin Gardane d'abord, puis M. de Chaumont, le fondateur de l'ordre des chevaliers et nymphes de la Rose, qui prêtait serment au Grand Orient le 21 novembre 1779 ? On sait trop de gré au prince de se souvenir parfois de sa magistrature et de daigner recevoir en personne les députations fraternelles. Chacun de ces accueils compte dans les annales maçonniques où on les relève de loin en loin. A la veille de son départ pour Brest (14 mai 1778) les députés du Grand Orient viennent le complimenter et lui demander ses ordres pour la Saint-Jean prochaine ; mais il n'en sera point, retenu par le service du Roi. En janvier 1780, la loge de la *Fidélité* à Paris fait frapper une médaille qui porte sur la face l'effigie du grand maître. Une délégation présente au prince une épreuve en or. Il l'accepte et permet aux membres de la loge de s'en décorer comme d'un bijou distinctif.

En ce temps-là, de 1776 à 1782, la maçonnerie connaissait une prospérité mondaine qu'elle ne retrouvera plus. Elle occupe la chronique et la curiosité publique et, triomphante comme une mode, se montre et se manifeste au grand jour. Le secret des loges est éventé ; les démêlés de la loge des *Neuf-Sœurs* avec le Grand Orient divisent Paris, pris à témoin, « Paris où l'ordre a pullulé merveilleusement¹. » Chaque année, le Grand Orient constitue des loges nouvelles ; en 1789 leur nombre devait dépasser le triple de ce que comptait l'ancienne Grande Loge de France sous la magistrature du duc de Clermont. La vanité de frayer avec le fils du premier prince du sang, entouré des plus grands noms de France, recrute nombre d'adhérents dans le clergé gallican, la noblesse, la robe, la bourgeoisie. Le peuple est exclus : artisans, domestiques et gens de maison ne sont admis que comme frères servants. La maçonnerie ne répond-elle pas aux idées de philanthropie que l'on respire alors ? Elle tend à vulgariser, à mettre en pratique la morale éclairée des philosophes. Comment ne pas souscrire aux premiers principes de la déclaration proposée par les commissaires de la loge

¹ Bach., 9 janvier 1780.

des *Neuf-Sœurs* : « Le but de la franc-maçonnerie est l'amélioration du sort des hommes. Les moyens qu'elle emploie pour atteindre ce but sont la propagation de la morale et de la bienfaisance, etc. » Le Roi lui-même et ses deux frères, pour ne point retarder sur les idées du jour, et entraînés sans doute par leur cousin qui prenait plaisir à les tenir sous sa férule, se font discrètement initier. Le 1^{er} août 1775 était fondée, « à l'orient de la Cour », la *Militaire des Trois Frères Unis*, loge dont le titre est transparent¹.

D'ailleurs les francs-maçons se tenaient dans les formes. N'exigeaient-ils point du « profane proposé » certificat de bonnes vie et mœurs, et profession de la religion catholique, apostolique et romaine ? N'assistent-ils pas en corps aux offices, particulièrement à la Saint-Jean, solennité de l'ordre ? Ne font-ils point célébrer de service pour le repos de l'âme des frères défunts ? Ne participent-ils point aux joies publiques par des *Te Deum* et des messes d'actions de grâces ? en décembre 1778 pour la naissance de Madame, en octobre 1781 pour celle du Dauphin, en mars 1785 pour celle du duc de Normandie, en 1783 à l'occasion de la paix conclue avec l'Angleterre.

Autant de gages répétés au culte traditionnel du royaume et au pouvoir royal. Ils ne craignent rien tant que de se brouiller avec le gouvernement et s'attachent à gagner sa confiance ; au moindre soupçon, au moindre incident, ils s'inclinent devant le lieutenant de police, même au prix de difficultés intestines. C'est ce souci de docilité qui provoque les démêlés de la loge des *Neuf-Sœurs* avec le Grand Orient.

Assemblées irrégulières, les loges bénéficiaient d'une tolérance tacite qu'il fallait entretenir par la prudence et la soumission. Dépouillant son caractère clandestin, l'ordre tendait à devenir, de société secrète, simple société fermée. Depuis 1777, il publiait par fascicules trimestriels *l'Etat du Grand Orient*, où les magistrats même profanes pouvaient lire les circulaires, les procès-verbaux, les tableaux géographiques des loges qui se recrutaient en chaque ville parmi les

¹ Voy. L. AMIABLE, *Les Bourbons francs-maçons* (La Révol. française, 1895).

notables. Ces tableaux, listes imprimées des noms de frères, s'échangeaient entre loges comme des billets de visite. Ils donnaient confiance par la condition, l'honneur et les sentiments de ceux qui les composaient. Aussi la censure fraternelle, à laquelle était soumise toute publication maçonnique, prévenait la censure royale qui se reposait sur elle.

En s'associant la femme et en tournant à la mondanité, l'ordre devait pleinement désarmer la police. Le goût du merveilleux et de la superstition, qui possédait ce monde sceptique, le livrait à toutes les sortes de charlatanisme. Les symboles et les allégories maçonniques attiraient nos incrédules qui brûlaient de participer au secret de « l'art royal ». Les curieuses se pressaient à la porte du temple qui s'entr'ouvrit galamment. On institua pour elles les loges d'adoption, que le Grand Orient dut prendre sous son gouvernement et soumettre à une discipline particulière (10 juin 1774).

Comme elle s'était prêtée à l'inoculation, par complaisance conjugale, la duchesse de Chartres s'affiliait à la maçonnerie des dames, le 28 février 1773, dans la salle de la Folie-Titon, rue de Montreuil. Tout de blanc vêtue (robe blanche, tablier de peau blanche doublé et bordé de soie bleue et gants blancs), portant en écharpe le cordon de moire bleue, d'où pend un cœur enflammé contenant la pomme symbolique, et à gauche le brassard de satin blanc qui montre brodés en bleu les mots : *Silence* et *vertu*, l'auguste sœur honore particulièrement de sa présence les assemblées de la loge d'adoption *Saint-Jean de la Candeur*, fondée sur le désir de la marquise de Courtebonne, des comtesses de Polignac et de Choiseul-Gouffier par le marquis de Saisseval. Cette loge, qui réunissait en femmes et en hommes la fleur de la Cour, fut installée le 21 mars 1773 ; elle se tenait à Paris, rue des Petites-Ecuries du Roi, faubourg Saint-Denis. Le registre des procès-verbaux des séances¹ consigne les visites du duc et de la duchesse de Chartres : c'était de brillantes assemblées que celles où le ménage princier était introduit sous la voûte d'acier, au cri de *Eva ! Eva !*. Chaque fois un bou-

¹ Analysé par G. Bertin, *op. cit.*

quet de grandes dantes y recevait l'initiation maçonnique.

Mais la duchesse de Chartres cède les honneurs à ses deux belles-sœurs : à la duchesse de Bourbon, proclamée grande maîtresse des loges d'adoption, dans une loge extraordinaire tenue au Vauxhall du sieur Torrè à la fin de l'hiver 1776, à la princesse de Lamballe, nommée grande maîtresse de toutes les loges écossaises régulières de France le 10 janvier 1781.

L'allocution du comte de Sesmaisons, colonel au régiment de Royal Roussillon, chargé d'instruire les illustres sœurs, le 5 février 1778, dans la 26^e assemblée de la loge d'adoption de *la Candeur*, nous donne le ton de ces séances :

Nos constitutions imposent à nos Sœurs trois devoirs pénibles : *travailler, obéir et se taire*. Nous prendrons pour nous une partie de leurs obligations : qu'elles *travaillent* à notre bonheur, qu'elles *obéissent* à nos cœurs, nous nous chargerons de nous *taire*.

Chaque loge d'importance jugeait convenable de tenir une loge d'adoption, au sortir des travaux sévères de l'atelier. Elles se muaient à l'envi en clubs mondains qui avaient leur orchestre ou harmonie et leur personnel de frères servants : concierges, décorateur, messenger, etc... Ces loges d'adoption, d'où la galanterie bannissait la fatigue et l'ennui, étaient prétexte à divertissements dont les nouvellistes consignaient le programme : illumination, concert, opéra-comique ou proverbe avec couplets de circonstance et bal dont le bénéfice revient aux pauvres. Les cotisations, les quêtes et les amendes sont employées en bienfaits : prix de vertu ou récompense d'actes de courage, délivrance de prisonniers pour dettes et en particulier de pères de famille endettés pour mois de nourrice, dotation de pauvres filles, mise en apprentissage d'enfants d'ouvriers.

A cette extension mondaine, qui rassurait les ministres et la police, l'ordre maçonnique avait gagné de paraître au grand jour et de pouvoir s'associer, comme un corps toléré, aux joies et aux deuils publics¹. Dès 1771, les francs-maçons

¹ « La police surveille encore ces sociétés mystérieuses qui, sous prétexte de franc-maçonnerie, pouvaient devenir dangereuses à l'ordre.

anglais n'avaient-ils pas demandé au Parlement d'être reconnus et autorisés comme tous les autres corps de l'Etat ? Ils faisaient valoir leurs ressources, suffisantes pour bâtir une loge qui embellirait la capitale et pour établir une fondation d'utilité publique. La requête eût été admise, sans l'opposition des frères de la Chambre Haute qui craignirent que cette publicité ne fit dévier la maçonnerie¹. A cet exemple, les loges françaises manifestent leur « patriotisme ». Le 13 juillet 1779, la *Triple Espérance* de Saint-Malo propose l'armement aux frais de l'ordre d'une frégate de 40 canons ; la loge *la Candeur* reprend le projet en 1781 ; le vaisseau, nommé le *Franc-Maçon*, devait être monté par des officiers maçons et commandé par un capitaine maçon. La Mère-Loge du rite écossais philosophique rejeta le vœu comme contraire aux principes de l'institution maçonnique (2 janvier 1782). En novembre 1783, lors du voyage à Bordeaux du comte d'Artois, la loge bordelaise l'*Amitié* votait une somme de 200 livres pour être distribuée en gratification aux gens de mer sur le visa du comte d'Estaing ; elle créait à perpétuité le fonds nécessaire à l'éducation de trois orphelins matelots.

Mais l'autorité que l'ordre tenait du mystère n'avait pu résister à cette ostentation et à ce goût de l'amusement. Il se décréditait auprès des esprits graves. Tel nouvelliste traite de « gaieté » la maçonnerie d'adoption, tel autre parle de la « dégénérescence » de l'ordre et s'étonne que Voltaire s'en soit laissé imposer par les « pompeuses niaiseries » du spectacle que lui offre pour sa réception la loge des *Neuf-Sœurs*. A quoi bon, songeaient les profanes, tant de secret, de signes et de symboles, lorsqu'on ne se rassemble que pour le plaisir ?

Au sein de l'ordre même, certains frères, dont l'esprit sec-taire boudait contre les distractions, déploraient que la société, en s'agrégeant des princes et des femmes, fût tombée en

public... enfin, ces assemblées étant plus connues et les loges étant ouvertes aux plaisirs de la société et aux douceurs de l'amitié plutôt qu'à des pratiques superstitieuses ou à des orgies tumultueuses, la police a modéré ses poursuites et paraît moins autoriser ces loges que les tolérer, en s'assurant qu'il ne s'y passe rien de contraire aux mœurs, à la religion et au gouvernement. » DES ESSARTS, *Dict. univ. de police*, t. 4, 1787.

¹ LALANDE, *op. cit.*

enfance et en quenouille. « Les francs-maçons rigoureux, observe Mercier, trouvent un si grand relâchement dans les assemblées maçonniques qui se tiennent à Paris, qu'ils regardent tous les francs-maçons de la capitale comme des profanes qui s'occupent d'enfantillage ». La bienfaisance relevait du moins cette recherche de l'agrément et le chroniqueur du *Tableau de Paris* concluait pour eux à la bienveillance. « Ils s'amuse et sont charitables. »

Mode, la franc-maçonnerie devait éprouver le sort des modes. La faveur de la Cour et de la Ville ne l'enrichit point ; le Grand Orient connaît bientôt les embarras d'argent. Les loges de province et les loges militaires répondent mal à ses appels de fonds. Il ne peut couvrir ses dépenses annuelles indispensables qu'il évaluait à 16.000 livres. Les officiers se lassent de subvenir seuls aux frais de l'institution : un grand nombre déserte dès 1780. Aussi, le 3 mars, le Grand Orient supprime-t-il le droit de bienvenue de 150 livres que chacun d'eux devait payer à sa nomination ; leur redevance annuelle est fixée à 96 livres. *L'Etat du Grand-Orient* qui, proposé en souscription aux loges et aux maçons réguliers, devait former un tome annuel de quatre fascicules trimestriels, ne paraît aisément qu'en 1777 et 1778. Par économie, il est réduit à six fascicules pour les trois années 1779, 1780, 1781, et les tableaux de loges, d'abord imprimés en format in-8°, adoptent en 1785 le format in-32 sous le titre de *Calendrier du Grand-Orient*.

Cette gêne matérielle trahit un grave défaut de conviction chez les frères qui fuient le travail d'atelier. En vain quelques maçons zélés voudraient fonder l'institution sur une doctrine solide qui rallierait tous les rites. L'indifférence accueille ces *convents philosophiques*, ces fameux congrès qu'on a présentés dans la suite comme de noirs conciliabules qui auraient machiné d'avance les troubles de France. Le premier convent, décidé le 26 novembre 1777, s'ouvrit le 26 décembre suivant : Court de Gebelin y discourt en sept séances sur les allégories les plus vraisemblables des grades maçonniques. Les convents devaient se renouveler chaque année sur le même plan jusqu'en 1789 ; deux seulement en France ont laissé un

souvenir : le convent des Gaules (1778) et le convent de Paris (1785). Le convent des Gaules, tenu à Lyon sous la présidence de M. de Willermoz du 25 novembre au 27 décembre 1778, tenta d'amener l'ordre maçonnique sous l'égide de Ferdinand de Brünswick, supérieur général de cette réforme de Dresde qui avait attiré et retenu Joseph de Maistre. Le convent de Paris de 1785 s'ouvrit le 15 février rue Saint-Honoré, dans l'hôtel et sous la présidence de Savalette de Langes, philalète enthousiaste. Les opérations n'aboutirent point et furent prorogées au 15 juillet 1786.

Le plus indifférent des francs-maçons de France, leur grand maître, ne songea point à traverser une seule séance de ces convents : l'on n'eût point manqué de proclamer son nom parmi les congressistes, s'il s'y était laissé simplement entrevoir.

L'accord manquait parmi les frères, comme le sérieux et la conviction. Des brouilles, de sourdes dissensions, les rivalités de personnes et d'influences éloignaient sans cesse l'unité maçonnique en espoir. Tout plan d'entente cosmopolite échouait. Convoqués au convent de Paris de 1785, Ferdinand de Brünswick, Saint-Martin et Mesmer refusaient d'y prendre part. La Grande Loge américaine de la *Vraie Espérance* à Frédérickton transmettait-elle au Grand Orient le projet d'une banque de fortune dont les bénéfices reviendraient aux maçons malheureux ? Invité à souscrire avec toutes les loges de France, le Grand Orient décidait « que ce projet ne doit être considéré que comme un objet civil, qui tendrait d'ailleurs à faire sortir des fonds du royaume, et que les règlements de la maçonnerie ne permettent pas de s'en occuper. » (6 avril 1784).

Chez eux, les maçons français ne parvenaient point à mettre debout une fondation de bienfaisance. Le 24 avril 1784, l'on proposait au Grand Orient une souscription pour un acte de bienfaisance annuel, en faveur des orphelins, dits *enfants trouvés*, à Paris. Le plan, examiné dans huit assemblées et approuvé du ministre, n'aboutissait point.

D'ailleurs le rite écossais enlevait bientôt au Grand Orient la faveur mondaine. Ses loges aristocratiques se distinguaient aussitôt aux yeux du public par la qualité de leurs membres,

recrutés dans la fleur de la société, par la régularité, l'abondance et la justice des aumônes. La secte écossaise recherchait au dehors la somptuosité des décorations, des fêtes et des festins, dans l'idée de nourrir et de propager la bienfaisance et la vertu. C'était une puissance que la Mère-Loge du rite écossais philosophique, dite de Saint-Jean d'Ecosse du *Contrat Social*, avec laquelle le Grand Orient avait dû transiger, car elle menaçait d'entraîner dans un schisme nombre de loges parisiennes et provinciales. Le 19 juin 1779, elle avait acquis à Paris, rue Coq-Héron, la maison connue sous le nom de l'Hôtel des Archives de la Grande Chancellerie de France ; le 24 décembre suivant, le jour même où elle recevait parmi ses membres l'intrépide Paul Jones, le marquis de La Rochefoucauld-Bayers, grand maître du rite, posait la première pierre d'un nouvel édifice qui fut inauguré solennellement le 13 décembre 1780. De l'ancien hôtel ne subsista que la galerie peinte par Huet, galerie dont le vaisseau immense abritait les grandes assemblées de communication. L'installation dans la Mère-Loge écossaise d'adoption de la princesse de Lamballe, comme grande maîtresse de toutes les loges écossaises régulières de France, marqua le triomphe du rite (20 février 1781) ; les fêtes brillantes de la rue Coq-Héron allaient éclipser celles de la loge *la Candeur*, atteinte vers 1785 par la rupture décidée entre la société de la reine et le Palais-Royal. C'est là que le duc de Chartres, devenu duc d'Orléans, viendra papillonner le plus volontiers jusqu'en 1789.

Une grave fluxion de poitrine, déclarée le 30 août 1777, qui met en danger les jours du jeune prince et ranime pour un temps l'amour paternel du duc d'Orléans, provoque maintes démonstrations publiques. Elles nous donnent la note de la première réputation du duc de Chartres. Bien qu'il n'eût pas été administré, un *Te Deum* fut chanté à Saint-Eustache, sa paroisse, le 14 septembre, pour rendre grâces de sa convalescence ; on y remarqua, derrière le duc d'Orléans, le duc de Choiseul à son rang de marguillier d'honneur. Quand le jeune prince parut dans sa loge à l'Opéra, le quatrième jour après son rétablissement, le public manifesta sa joie. Les francs-maçons, illustrés par la récente persécution de Naples

interrompue à la prière de Marie-Caroline, ne manquèrent point de fêter en grande pompe l'heureuse guérison. A l'issue même du *Te Deum* à Saint-Eustache, la Mère-Loge du rite écossais philosophique donna une fête brillante au Vauxhall : trois pauvres filles furent mariées et trois enfants de maçons malheureux mis en apprentissage. A la suite du banquet, on tint une loge d'adoption sous les auspices de la princesse de Lamballe. Le mercredi 17 septembre, la loge des *Neuf Sœurs* fit chanter une messe et un *Te Deum* en musique dans l'église des Cordeliers ; par billets imprimés, elle invita nombre de personnes de tout rang ; il y eut une marche différente pour les hommes et pour les femmes qui n'entrèrent qu'avec des signes de reconnaissance. L'on vit dans la nef douze prisonniers pour dettes que la loge venait de délivrer et, à l'offrande, l'on quêta pour les pauvres. Le 1^{er} novembre, la Grande Loge de France suivit cet exemple dans l'église des RR. PP. de Nazareth, rue du Temple, et une députation d'officiers s'en fut au Palais-Royal présenter au grand maître une épître en vers de circonstance. L'événement fut commémoré par la gravure et par le livre. L'on colporta

L'hommage de la Loge de Thalie, sur la convalescence du Très-Illustre Frère L. P. J., duc de Chartres, Grand-Maître de toutes les loges de France : discours prononcé en loge par le F. Dusausoir, membre de la J. E. parfaite Loge de Thalie, à l'O. de Paris. Le 29^e jour du 7^e mois de l'an de la V. L. 5.777.

.....

Viens, cher Prince, on t'attend et nos palmes sont prêtes ;
 Nos femmes, nos vieillards te préparent des fêtes :
 Tu verras nos enfants, oubliant leurs ébats,
 Pour mieux te regarder s'élancer dans nos bras.
 D'une sombre terreur cessant d'être la proie,
 Nous frapperons les airs des cris de notre joie.
 Viens ! satisfais aux vœux de nos cœurs empressés,
 Entends tous les Maçons réunis et fixés
 Répéter avec moi, dans ce jour plein de charmes :
 « Le Dieu de l'univers, touché de nos alarmes,
 D'un succès éclatant a couronné nos vœux :
 En nous rendant Bourbon, il nous rend tous heureux ¹. »

¹ Métra, 22 nov.

Dans ce concours de vers de circonstance, l'on retint surtout les couplets de Sedaine, que les musiciens chantèrent pendant le dîner du prince, et le conte en vers, intitulé *Daphnis et Chloé*, de l'abbé de Favre.

Une gravure allégorique figura *le rétablissement de la santé de S. A. S. M^{re} le duc de Chartres*.

Les Parques, disait la légende, ourdissent la trame des jours du Grand-Maitre L. P. J. d'Orléans, duc de Chartres... Esculape en soustrait le fil précieux au fatal ciseau d'Atropos. La Maçonnerie voit avec consternation sa lumière sur le point de s'éclipser, tandis que l'Hymen, assis sur les attributs des Arts, tenant dans son bras deux couronnes de myrte (symbole de la naissance des princes : le duc de Valois et le duc de Montpensier) pose sur l'écusson de S. A. S. deux autres couronnes tissues de roses, figurant les deux princesses jumelles nouvellement nées¹.

Ses jours filés par la Félicité
Echappent au ciseau de la Fatalité.

A ces fêtes parisiennes firent écho les fêtes de l'apanage. Des *Te Deum* furent chantés à Villers-Cotterets, à Saint-Cloud à Livry. L'Université et l'Hôtel de Ville de Poitiers firent célébrer des messes solennelles. Un horloger de Chaumont-en-Bassigny, qui avait le titre d'horloger-dessinateur de S. A. S., imagina une petite fête touchante dont parla la *Gazette de France* (24 octobre 1777).

Aimable par sa tournure, son élégance et son esprit, chéri du public, envié pour sa fortune, qui s'annonçait plus brillante et plus indépendante que celle d'aucun membre de la famille royale, le duc de Chartres pouvait alors passer, aux yeux des gentilshommes, pour « l'homme le plus heureux du royaume². »

¹ M^{lle} d'Orléans et M^{lle} de Chartres, nées le 23 août 1777.

² D'HÉZECQUES, *Souvenirs*, p. 79.

CHAPITRE VIII

AU SERVICE DU ROI : LE MARIN

Cependant la duchesse de Chartres, après quelque attente, donnait à la Maison des princes et des princesses. Le 10 octobre 1771, elle était accouchée d'une princesse mort-née ; au mois de juillet de l'année suivante, elle prenait les eaux de Forges pour accroître ses chances d'heureuse maternité. Elle se laissait devancer par sa belle-sœur, la duchesse de Bourbon qui, le 2 août 1772, mettait au monde le duc d'Enghien, héritier des Condé. Enfin, le 6 octobre 1773, l'allégresse emplissait le Palais-Royal. Le duc de Valois, le futur roi Louis-Philippe, venait au jour à trois heures et demie du matin, sous les yeux du prince de Condé et du duc de Bourbon¹. « En l'absence du Parlement », trois notaires dressaient, devant ducs et pairs, l'acte de notoriété que Louis XV signait, sans difficulté, malgré l'avis de Maupeou qui protestait contre la méconnaissance de son parlement². Le 3 juillet 1775 naissait le duc de Montpensier, puis, le 23 août 1777, des princesses jumelles aussitôt ondoyées sous le nom de M^{lles} d'Orléans et de Chartres. L'aînée devait mourir avant l'âge de cinq ans, le 6 février 1782, après la venue d'un troisième prince qui fut nommé comte de Beaujolais³ (7 octobre 1779).

Selon la coutume, tout le bien du duc de Chartres était substitué à l'aîné, le duc de Valois. Il fallait assurer la fortune des cadets, éviter qu'en leur personne la Maison ne vînt à

¹ *Arch. Nat.*, K. 142, n^{os} 24 et 26.

² HARDY, I, 421 sq.

³ *Arch. Nat.*, K. 142, n^{os} 28, 36 à 38.

déchoir. Le choix de leurs noms avait déjà posé la difficulté de leur sort. Les plus beaux noms qui s'offraient aux fils de la Maison étaient ceux des quatre duchés de l'apanage : Orléans, Chartres, Valois et Nemours. Aussi avait-on songé à nommer duc de Nemours, le cadet du duc de Valois. Mais, puisqu'aucune terre d'apanage ne pouvait échoir aux cadets, il parut plus convenable au duc d'Orléans de donner à ses petits-fils puînés le nom d'une terre qu'ils pussent posséder. Le duché de Montpensier, ainsi que le comté de Beaujolais, domaines hérités de la branche de Montpensier, étaient deux biens patrimoniaux qui leur pouvaient un jour revenir¹.

Chaque génération éloignait du trône la Maison d'Orléans. De Fils de France avec Monsieur, frère de Louis XIV, — son chef était devenu petit-fils de France avec le Régent qui n'avait conservé que par grâce le traitement de Fils de France et le titre d'Altesse Royale². Louis le Génovéfain, que les juristes du Palais-Royal qualifiaient d'arrière-petit-fils de France, avait dû se contenter de l'Altesse Sérénissime, mais en gardant rang et qualité de premier prince du sang. Selon les meilleurs juristes, — notamment du Tillet — il restait en effet le plus proche du trône après les fils et petits-fils du roi régnant, lesquels, — ne comptant que comme une seule et même personne, pour être tous d'une même condition et dans la ligne directe, — ne l'empêchaient pas d'être, comme premier collatéral, *la seconde personne de France*. Ces rang et qualité emportaient, avec les grands honneurs, le droit d'avoir chancelier et grands officiers³.

Le fait est que le duc d'Orléans se trouvait alors le seul prince apanagiste du royaume, et que cet apanage, distrait et émané de la couronne même dont il retenait quelque chose, le faisait être et estimer en droit, partie et portion du Roi même, caractère inné qui le mettait au-dessus de tous les premiers princes du sang des précédents règnes. En outre,

¹ *Nouv. extraord.*, 19 oct. 1779.

² MADAME, *Corresp.*, trad. Jaeglé, I, 108 et II, 53, 54.

³ *Arch. Nat.*, K. 557. *Mémoire de M. Aubry, avocat de S. A. R. aux Conseils du Roy, sur le droit d'avoir un chancelier et d'autres grands officiers appartenant à M^{te} le duc d'Orléans* (juin 1701); *Mémoire sur le droit de S. A. S. M^{te} le duc d'Orléans d'avoir un chancelier*, 7 déc. 1723.

d'après l'édit même de constitution de l'apanage (1661) et les déclarations des 2 avril 1661 et 24 avril 1672, Louis XIV avait donné à Monsieur et à ses hoirs mâles la pleine provision de tous les offices ordinaires des quatre duchés et de toutes les seigneuries qui le composent. Afin de pourvoir à tous ces offices, le duc d'Orléans avait besoin d'un chancelier et d'une chancellerie. L'édit de janvier 1724 avait accordé au fils du Régent le chancelier et les officiers nécessaires à l'apanage.

En 1752, la Maison d'Orléans reculait au quatrième degré, en la personne de Louis-Philippe dit le Gros. Resterait-il premier prince du sang ? Les gens de cour se posèrent la question. Louis XV la trancha en faisant prendre les armes par ses gardes du corps devant son cousin, qui venait le saluer au lendemain de la mort de son père ; car cet honneur n'appartenait pas aux autres princes du sang. Il lui conserva la même maison avec chancellerie, et y ajouta même, à la place d'un simple gentilhomme de la vénerie, une charge de premier veneur, supprimée en 1701 à la mort de Monsieur, grâce véritable, puisque c'était le Roi qui payait tous les premiers officiers des maisons princières¹. Ainsi soldés par Sa Majesté, les gens de qualité ne faisaient pas difficulté d'y entrer. Mais Louis-Philippe le Gros, aimable et rond, avait toujours été bien en cour. Qu'advierait-il à sa mort ? Quel serait le rang et la condition du duc de Chartres ? Les conditions avaient changé, depuis treize ans, pour le Palais-Royal.

Les deuils qui avaient frappé dans leur descendance Louis XIV et Louis XV avaient, à trois reprises, mis le duc d'Orléans sur les marches du trône. En juillet-août 1721, la maladie de Louis XV tourne tous les regards sur le Régent, héritier désigné de la Couronne. Puis le Dauphin, fils de Louis XV, né le 4 septembre 1729, se trouve seul à barrer Louis le Génovéfaïp. Le duc de Bourgogne n'a pas un an accompli que la petite vérole attaque le Dauphin son père (1^{er} août 1752) : Louis-Philippe le Gros devient à son tour le point de mire des courtisans. Le 20 décembre 1765, le

¹ Arch. Nat., R¹ 1097, n^o 1950 ; Lunyes, XI, 396 ; Barbier, III, 343.

Dauphin disparaît, après ses deux fils aînés, le duc d'Aquitaine (1754) et le duc de Bourgogne (1761). Restaient pour succéder à Louis XV trois petits-fils de onze, dix et huit ans, encore à la merci d'une épidémie. Car l'événement l'avait montré : le nombre et la diversité même du domestique faisait que la santé des petits princes était moins bien gardée que celle des petits bourgeois.

Mais depuis, ces trois héritiers royaux, résolus à vivre, avaient échappé à l'enfance et s'étaient mariés. Si l'aîné, devenu roi, et son cadet, le comte de Provence, semblaient jusqu'ici frappés de stérilité, le troisième, le comte d'Artois avait déjà poussé deux rejetons : le duc d'Angoulême (6 août 1775) et le duc de Berri (24 janvier 1778). Louis XVI avait apanagé ses deux frères qui, en leur qualité de Fils de France, précédaient de loin le premier prince du sang. Bien que leur Maison fût montée chacune sur un plus grand pied, ils jalousaient la Maison d'Orléans, leur doyenne apanagiste¹, plus brillante de fait, puisque, longtemps unique, elle avait pu s'annexer charges et privilèges, sans rivalité. Le duc de Chartres aurait d'autant plus de peine à succéder aux titres, honneurs et prérogatives du duc d'Orléans, son père, qu'il faudrait désormais pourvoir les fils et petits-fils de France. La concurrence serait plus dure encore à ses enfants. Quel sort leur serait fait ?

Il s'agit donc de défendre, contre ces apanagistes nouveaux venus et besoigneux, la situation acquise de la Maison d'Orléans, en particulier l'héritage des parents : le comte d'Eu, le prince de Conti, le duc de Penthievre, dont les charges et dignités doivent revenir, non moins que les biens, au Palais-Royal. C'est l'objet de la politique familiale que le duc de Chartres poursuit à la jeune Cour, en exploitant l'influence de sa belle-sœur, M^{me} de Lamballe, et sa propre camaraderie avec le comte d'Artois.

La princesse de Lamballe, chef du Conseil et surintendante de la Maison de la Reine depuis le 16 septembre 1775, soutenue par le comte d'Artois et le duc de Chartres, rivalise

¹ Bibl. Nat. Mss. Nouv. acq. fr., 21.448, f^o 30 et 31. Lettre d'Elie de Beaumont à Bellisle, 5 août 1774.

avec l'intime amie de Marie-Antoinette, la comtesse Jules de Polignac, qu'appuient M^{me} de Guéménée, gouvernante des Enfants de France, le baron de Besenval, plusieurs agréables de la Cour et les débris du parti Choiseul. La Reine se rend après souper, soit chez la surintendante où se rassemble le clan du Palais-Royal, dont Mercy¹ redoute infiniment les menées, soit chez la gouvernante qui réunit la coterie Polignac. Chacun y travaille selon son plan d'intrigue : de part et d'autre, les insinuations et les sollicitations vont leur train.

En 1771, le duc de Chartres avait vu, non sans dépit, le comte d'Eu, grand-cousin de la duchesse, se démettre de la charge de colonel général des Suisses et Grisons, au profit du comte d'Artois. En 1773, la grande maîtrise des ordres royaux militaires et hospitaliers de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem, qui avait appartenu trente-deux ans au fils du Régent, lequel avait songé à les supprimer par scrupule de conscience, passait du Dauphin au comte de Provence. Il ne s'agissait là que de 1.500 livres de revenu ; et le patronage onéreux de cet ordre, fort gêné dans ses affaires, promettait maints embarras. Mais le Palais-Royal devait regretter la clientèle de ces chevaliers et de ces grands officiers qui achalanderaient la cour du nouveau grand maître².

Plus grande fut la déception qu'il essuya à la mort du comte d'Eu (13 juillet 1775), dont le gouvernement du Languedoc fut donné au maréchal de Biron (30 juillet)³. Son intrigue manqua, malgré la Reine, qui sur les instances de Besenval tenait pour son cousin, malgré les calculs du duc d'Orléans qui croyait avoir mis dans son jeu M. de Malesherbes et le maréchal du Muy, secrétaire d'Etat à la guerre. Maurepas dut menacer de se retirer, si le Roi négligeait la promesse déjà faite au maréchal⁴. Monsieur et le comte de la

¹ Lettre à Marie-Thérèse, 15 nov. 1775.

² Voy. René PÉTIET, *Contribution à l'hist. de l'Ordre de Saint-Lazare...*, Paris, 1914, 8°.

³ M^{me} du Deffand à H. Walpole, 30 juill. « M. le comte d'Eu est mort aussi ; j'aurais beaucoup de choses à vous conter sur sa succession ; elles seraient trop difficiles à écrire, et puis elles ne sont pas encore arrangées... »

⁴ Dépêche de Mercy à Kaunitz, 16 août 1775.

Marche, rival insignifiant, s'étaient mis sur les rangs, ainsi que le duc d'Orléans. Celui-là, qui cherchait à « fortifier le roi dans l'idée de ne point donner de gouvernement à ses frères » regardait comme un grand moyen contre Monsieur d'avoir un gouvernement à remettre — le Dauphiné — en échange du Languedoc. Ce troc, qu'il consentait en faveur de Biron, permettrait au Roi de tenir parole au maréchal¹. Le duc de Chartres s'en tiendrait à la promesse de celui de Guyenne et Gascogne, que détenait depuis 1755 le vieux maréchal de Richelieu ; l'attente ne pouvait être longue. Ainsi les beaux gouvernements de Languedoc et de Guyenne et Gascogne qui avaient appartenu aux fils du duc du Maine — le prince de Dombes et le comte d'Eu, — reviendraient au gendre et aux petits-fils de leur cousin-germain, le duc de Penthièvre. Par sa femme, le duc de Chartres se regardait comme l'héritier des princes légitimés.

Ce fut le gouvernement du Poitou qui lui échet l'année suivante. C'était partie des dépouilles du prince de Conti, son oncle, mort au Temple le 2 août 1776, et dont la succession agita la Cour plus encore que celle du comte d'Eu. Le duc de Chartres se trouvait en mer ; de Plombières, la princesse de Lamballe sollicita la Reine par lettre en faveur de son beau-frère². Le Roi manda aussitôt cette grâce à la duchesse de Chartres ; par dérogation au nouveau règlement qui réduisait ce gouvernement à 30.000 livres, Sa Majesté accorda que le duc en jouirait sur le même pied que le prédécesseur et dans toute son intégrité³. Mais le meilleur morceau de la succession et le plus disputé, le grand prieuré de France de l'ordre de Malte, revint au duc d'Angoulême, à peine âgé d'un an. Le Palais-Royal en murmura, non moins que l'ordre de Malte qui se trouvait de fait frustré de biens qui, après avoir été un siècle durant l'apanage des princes, passaient à la branche régnante⁴. Les conseillers de la Maison d'Orléans observaient

¹ Bibl. Nat. Mss. Nouv. acq. fr. 21.448, f° 85 et lettre de Monsieur au maréchal de Biron (24 juillet 1775).

² Mercy à Marie-Thérèse, 17 août.

³ Le duc prêta serment à Versailles, entre les mains du roi, le 28 août à midi, *Arch. Nat.*, K. 142, n° 35.

⁴ *Espion angl.*, IV, 7 août 1776.

que le petit duc d'Angoulême, alors unique à Versailles et quasi dauphin, n'avait pas lieu d'être pourvu comme le cadet du duc de Valois, le petit duc de Montpensier¹.

Parmi les charges que le duc de Chartres considérait comme biens de famille, la plus belle et la plus désirable était celle d'amiral, que possédait, conjointement avec le gouvernement de Bretagne, le duc de Bourbon-Penthièvre, son beau-père. Les pouvoirs de l'amiral s'étendaient sur tous vaisseaux et bâtiments, qui devaient porter ses enseignes, bannières et étendards, et dont les chefs, capitaines ou maîtres, lui prêtaient serment. Ses droits, fort avantageux, lui valaient le tiers des épaves, le dixième des prises et des prisonniers de guerre, le total des amendes adjugées en juridiction ordinaires et la moitié de celles adjugées aux Tables de marbre, où, sous son nom et son autorité, l'Amirauté générale de France tenait audience².

Jusqu'alors aucun prince du sang n'avait servi sur mer. Le duc de Penthièvre lui-même n'avait jamais navigué que durant son éducation, sur une flottille en miniature, construite à Brest, transportée pièce à pièce, remontée et lancée sur les canaux de son domaine de Rambouillet : ainsi il s'était borné à des simulacres de combat, d'incendie et de voyage autour du monde. La question d'étiquette, la crainte d'exposer des vies précieuses attachaient au rivage nos princes du sang. L'idée qu'il serait le premier à s'aventurer sur mer piquait et flattait le duc de Chartres, dont l'humeur inquiète aimait les hasards et les risques. Son caprice servirait ici son intérêt, puisqu'il lui fournirait des titres à la succession de son beau-père. Au rez-de-chaussée de la seconde cour du Palais-Royal, des proues et des ancres marines ne rappelaient-elles pas la charge de grand maître surintendant du commerce et de la navigation, détenue par Richelieu, bâtisseur et premier occupant de l'édifice ?

¹ ROUZET DE FOLMON, *op. cit.*, IV, 178.

² Au 1^{er} janvier 1788, les droits d'amirauté, parties casuelles des offices, droits d'annuel rapportaient net 267.000 livres ; l'indemnité à cause de la suppression du dixième des prises, 133.500 livres. Le duc avait dû transiger sur ce droit, à l'ouverture de la guerre d'Amérique (ordonnance royale du 28 mars 1778). Voy. *Etat des revenus de S. A. S. M^{te} le duc de Penthièvre...* G. BERTIN, *op. cit.*, append. C.

Dès mai 1772, le duc de Chartres faisait de Rennes à Brest son premier voyage de curiosité, qui fut occasion pour les Bretons de fronder Versailles par maintes ovations au prince disgracié. Son séjour dans le port (5-11 mai) laissa chacun sous le charme, malgré les embarras et les tracasseries qu'il provoqua entre le commandant de la marine, l'intendant et le chef de l'escadre d'évolutions et la rivalité entre le corps de la marine et le régiment de Guyenne. Laissant les voitures à Landerneau, le prince descendit l'Elorn et arriva par eau. Chacun des corps rivalisa en démonstrations : trois fêtes sur les vaisseaux de l'escadre avec deux simulacres de combat, deux bals à la salle de spectacle avec souper des plus élégants. Lui-même se prodigua en honnêtetés. Il fit une partie de barres avec les officiers de la marine, mena les dames par la main à la fête populaire qui se donnait sur le *Champ de Bataille* et ne manqua pas de distribuer sa bourse aux marins, ouvriers et forçats. Il préféra même au fauteuil qu'on lui avait préparé au parquet de la Comédie, honneur que le duc de Praslin avait eu naguère le tort d'accepter en sa qualité de secrétaire d'Etat, une loge ordinaire où il se tint derrière les dames. Mais c'est en vain que le comte de Roquefeuil, son hôte, tenta de le retenir pour lui montrer le port plus en détail. Affable et charmant mais toujours impatient, le voyageur, salué par les salves du port et du château, remontait bientôt l'Elorn pour reprendre ses voitures à Landerneau¹.

Sa coquetterie envers les officiers de marine laissa penser aux courtisans qu'il avait des vues sur ce corps. Le bruit courait en février 1773 qu'étourdiment il avait sollicité la survivance de la charge d'amiral, par l'intermédiaire de Bougainville et de Guillaume du Barry, beau-frère de la favorite, chez laquelle cependant il se vantait tout haut de ne plus mettre les pieds depuis son retour à Versailles : invité par d'Aiguillon à demander le consentement de son beau-père, puisqu'il était d'usage de n'accorder la survivance qu'au gré du titulaire de la charge, il s'était, disait-on, attiré de Penthievre une réplique peu encourageante. « Etonné et se possédant néan-

¹ Arch. Mar., B³ 598, f^o 14-29, B¹ 118, f^o 92, *Nouv. extraord. et Espion angl.*, VIII, 83, note 1.

moins, il lui a répondu qu'en lui donnant sa fille il n'avait pas renoncé au mariage, et que, n'ayant à laisser aux enfants qui pourraient en provenir que la charge en question, il le priait de trouver bon qu'il la conservât... » C'est piqué par les refus du Roi et de son beau-père, que le jeune prince aurait demandé au Roi la permission d'aller à Chanteloup. Ces rumeurs semblaient au moins prématurées et, comme bien d'autres, tendancieuses¹. Naguère n'avait-on pas donné comme sûre la nouvelle que Louis XV avait ôté au duc de Penthièvre la place d'amiral, le 29 juin 1771. On n'en devinait « d'autre raison que d'être père de M^{me} la duchesse de Chartres » et la société de Villers-Cotterets s'en affligeait beaucoup² : il n'en était rien. Quoi qu'il en soit, dans les premiers jours de mai 1773, on prétendait que le duc de Chartres avait demandé au Roi la permission d'aller servir sur la flotte qu'on armait à Toulon. Mais Louis XV n'y avait pas consenti, pour diverses raisons, entre autres la grossesse de la duchesse de Chartres³.

La faveur dont le prince jouissait dans la jeune cour de Louis XVI lui ouvrit la carrière de marin à l'été de 1773. Le 29 juin à 9 heures du soir, il partait pour Rochefort, bien que la duchesse fût sur le point d'accoucher. Le conseil de santé, considérant l'extrême sensibilité de la jeune femme, avait décidé que mieux valait la séparation avant qu'après l'événement.

Cette fois le Roi semblait acquiescer aux projets du duc de Chartres. Le cas d'un prince du sang, servant dans la marine, avait embarrassé les bureaux : ils s'en tinrent à l'usage admis dans l'armée de terre. « Il n'y a point d'ordonnance qui règle le rang dans lequel un Prince du sang doit commencer son service à la guerre ni qui fixe le temps qui lui est nécessaire pour monter à chaque grade. Mais l'usage est qu'un prince du sang fait sa première campagne sans qualité, qu'il est fait maréchal en commençant la seconde, et lieutenant général en commençant la troisième⁴... » Le duc servirait donc

¹ Aff. Etr. *France*, 319. N° au baron de Breteuil, 20 févr. ; M^{me} de Boufflers à M^{me} de Bassompierre, 5 mars 1773.

² *Ibid.* Marquis de Longueil à sa femme, 30 juin 1771.

³ *Nouv. extraord.*, 14 mai 1773.

⁴ *Arch. Mar.*, C¹ 231.

comme volontaire, pour cette première campagne ; au départ de la seconde, il serait fait chef d'escadre, et, à la veille de la troisième, lieutenant général des armées navales.

Quelle raison l'engageait à souffrir les incommodités d'un rude métier ? Tant de suite et d'insistance chez un prince pétulant donnait à penser. Les commentaires revenaient sans cesse à l'idée qu'il s'agissait pour lui d'obtenir l'agrément royal à la survivance de la charge du beau-père¹. Une petite escadre d'évolutions « pour exercer les officiers de marine et former des équipages » devait sortir des ports du Ponant au printemps. Il fut convenu que le duc s'y embarquerait, sans qualité. L'intention de S. M., comme celle du prince, était qu'il ne lui fût rendu aucun honneur, soit dans les ports et arsenaux, soit à la mer. Il renonçait à toute distinction et prérogative, la campagne durant. Rassemblée à Brest sous les ordres du comte de Guichen, l'escadre cingla le 1^{er} juin vers l'Espagne, sans attendre S. A. S. retenue par la cérémonie du sacre royal, où elle représentait l'un des anciens pairs, le comte de Toulouse. Aussitôt libre, le prince devait s'embarquer à Rochefort sur *la Tourterelle* et rejoindre l'escadre entre les caps Ortegal et Finisterre, où l'on devait évoluer à portée de la côte².

La nouvelle du séjour prochain du duc à Rochefort agita aussitôt les corps de la marine et de la ville. L'intendant, comptable des deniers du Roi, assailli par les demandes du commandant de la marine et des officiers, qui tenaient à bien faire leur cour, craignait d'en faire trop et réclamait des ordres de Versailles. L'occasion d'héberger un prince du sang n'arrivait pas deux fois dans la vie d'un gentilhomme : le commandant briguait cet honneur ruineux qu'il ne pouvait laisser à d'autres. Toute une correspondance s'échangea entre le port et les bureaux : il s'agissait d'aménager décemment la frégate pour le logis du prince à bord, de choisir le tendelet qui abriterait son canot et surtout d'obtenir qu'il se relâchât de son fâcheux incognito. Une dépêche du 26 juin

¹ *Nouv. extraord.*, 14 juill. 1775.

² *Arch. Mar.*, B¹ 124, f^o 13 et 27 ; pour le détail de cette campagne voy. B² 406 et 407, B³ 619, B⁴ 639 ; C¹ 84 et 85, f^o 89, 113, 206.

accorda que les honneurs seraient rendus à l'arrivée et au départ. Le prince qui, de la Rochelle, avait envoyé un officier pour prévenir M. de la Touche qu'il voyageait en simple particulier, se soumit aux ordres du Roi. Le lundi 3 juillet au soir, il arrivait à Rochefort et descendait au château chez M. de la Touche, où il recevait l'hommage des corps de la marine et de la ville. Les jours suivants, il visita le port, de l'avant-garde à l'amiral et de l'amiral jusqu'à l'arrière-garde : magasins, chantiers, ateliers, suivit les cours et les exercices des gardes de marine, honora de sa présence la réception de neuf chevaliers de Saint-Louis, ne manqua pas à la parade des troupes. Le mercredi 5, il soupait à l'Intendance, quand lui parvint la nouvelle de la naissance du duc de Montpensier. Ce fut un beau prétexte aux officiers d'enfreindre la consigne : S. A. S. pouvait-elle défendre qu'on célébrât la venue d'un petit-fils du duc de Penthièvre, leur amiral ? Le lendemain, le prince fut réveillé par une salve de l'arsenal à quoi répondirent la salve du rempart, le carillon de la paroisse et celui des capucins. Les illuminations du château se répétèrent comme la veille et ne prirent fin qu'avec un grand bal. Le dimanche 9 juillet, le major des armées navales conduisit le duc à bord de *la Tourterelle*, selon le même cérémonial qu'à l'arrivée. Mais les vents contraires retenaient le duc en rade, une semaine durant ; il supportait cette contrariété « sans ennui ni impatience » visitait à cheval l'île de Ré, chassait dans la garenne de Chatelaillon, poussait jusqu'à la Rochelle. Enfin, le 17 juillet, à la pointe du jour, *la Tourterelle* mettait à la voile par un bon vent N. E.

Ce prince, Monseigneur, écrivait au ministre l'intendant de la marine, a paru très satisfait des soins qu'on s'est donné généralement pour lui, tant ici qu'à l'île de Ré et à bord de la frégate. Il a montré un goût décidé pour la marine et pour tous les exercice qui y ont rapport : et il n'est personne, grands et petits, qui n'ait été honoré des marques de ses bontés¹.

Le 19, M. de Rochechouart rejoignait le comte de Guichen et remettait à son bord le duc de Chartres « jouissant de la

¹ Arch. Mar., B^s 619, f^o 284.

meilleure santé ». Le 22, le vaisseau amiral *la Terpsichore* relâchait dans le port de la Corogne ; le prince, sous le nom de comte de Joinville, logeait dans la maison consulaire. Le lendemain, il assistait aux solennités et aux divertissements de Saint-Jacques, surtout au combat du taureau, et le doyen du chapitre lui offrait une image du saint en or, garnie de diamants. Le 27, il se rendait par mer au Ferrol, malgré le gros temps qui ne l'incommodait point et visitait le magnifique vaisseau *la Trinité*, armé de 112 canons. Enfin, le 31 juillet, le vent, jusque-là calme ou contraire, permettait au comte de Guichen d'appareiller vers la France.

Ses instructions lui prescrivaient de se rapprocher subitement, dès les premiers jours d'août, des côtes de France et d'évoluer entre les îles d'Yeu et de Noirmoutier jusqu'au passage du Raz, de manière à rentrer dans la rade de Brest du 7 au 9 septembre, avec l'aide du vent. Cependant le duc de Chartres écrivait au Roi et au ministre pour leur témoigner sa satisfaction des manœuvres de l'escadre. Louis XVI lui répondait avec amitié « ... Votre exemple ne pourra qu'être très utile à mon service. J'ai appris avec plaisir, depuis, que vous n'aviez pas été incommodé de la mer et que vous vous portiez fort bien ; c'est une grande commodité pour suivre la carrière que vous avez commencée¹. »

L'escadre ne devait séjourner à Brest que le temps nécessaire aux réparations. Mais le duc d'Orléans souffrait alors d'une violente fièvre quarte : le Roi ne jugea pas à propos que le duc de Chartres continuât la campagne. Le 12 septembre, à 4 h. du matin, il descendait au Palais-Royal. Le Roi l'accueillait cordialement et lui demandait comment il s'était trouvé de la mer. Si bien, répliquait le prince, qu'il était prêt à se rembarquer. Il était revenu fort maigre et fort sec, mais le mal de mer ne l'avait pas dégoûté du métier². Il ramenait avec lui le chevalier de Langle, enseigne de vaisseau et son maître de manœuvre à bord, un gros Bas-Breton qu'il s'attacha avec l'agrément de ses camarades, comme gentilhomme de sa chambre³.

¹ 12 août 1775. *Corresp. de L.-P.-J. d'Orléans*, VI.

² Bach., 15 sept. 1775.

³ Métra, 18 nov.

Cette première campagne lui avait réussi à souhait. Le corps de la marine se louait de l'affabilité du prince qui admettait tout le monde à sa table, même les gardes-marine, sans relever l'insolente familiarité de ces officiers qui s'asseyaient devant lui, chapeau en tête. Les nouvellistes jugeaient vains ces préparatifs de l'ambition. L'espoir du duc de remplacer son beau-père dans la charge d'amiral leur semblait hasardeux : le duc de Penthièvre ne devrait-il pas la céder bientôt par la nécessité de pourvoir les frères du roi chargés d'une nombreuse maison¹.

Toutefois, il n'était pas encore dans la pensée de Louis XVI de décourager son cousin. En prévision du grade de chef d'escadre où le prince devait être promu, le roi priait le duc d'Orléans de recevoir son fils en qualité de chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis (6 février 1776). Le lendemain, on remarquait le duc de Chartres à l'audience de M. de Sartine² ; une lettre du roi du 17 février lui donnait le commandement d'une des divisions de l'escadre de Brest et du vaisseau *le Solitaire* de 64 canons³. Le prince choisissait aussitôt pour capitaine de pavillon un officier d'âge et d'expérience, La Motte-Picquet, capitaine de vaisseau depuis 1762, ami de son métier et de la gloire autant qu'ennemi des Anglais, brave comme son épée, petit homme têtue en diable et qui, coiffé de son grand chapeau, eût fait trembler tout l'enfer⁴ ; il désignait pour capitaine en second Bougainville, fils de notaire résolu à parvenir, grand voyageur, pourvu d'audace, que les officiers rouges tenaient pour un flibustier et dont ils redoutaient l'ascendant sur le jeune prince. Le duc de Chartres se montrait curieux de tous manuscrits sur la marine. Tous les matins il tenait un comité d'officiers de marine pour s'instruire de la théorie qu'il comptait bientôt mettre en pratique⁵.

Les événements promettaient. Au cours de l'été précédent,

¹ Bach., 12 août et 28 sept.

² *Nouv. extraord.*, 20 fév.

³ *Arch. Nat.*, K. 142.

⁴ *Espion angl.*, 12 fév. 1778.

⁵ *Ibid.*, 4 mars et 4 juill. 1776.

le royaume avait appris, à n'en plus douter, la révolte des colonies anglaises d'Amérique. Depuis lors, les nouvelles enfièvreient la marine royale qui brûlait de s'affranchir, à la faveur des circonstances, de la servitude où nous tenait la marine anglaise. Le ministère français, d'humeur aussi pacifique que Louis XVI, demeurait dans l'expectative entre Londres et les Insurgents qu'il encourageait sous main à l'irréremédiable rupture, sans posséder encore les moyens de déclarer la guerre à l'ennemi national. Les équipages, les vaisseaux, l'argent surtout manquaient. Le traité de Paris (10 février 1763) en nous enlevant le Canada et Louisbourg et en restreignant nos pêcheries, avait privé le Roi de la meilleure raison d'exercer ses marins. Louis XV ne s'était guère soucié d'armer et de substituer aux navigations en Amérique des courses vers le Nord de l'Europe, d'où nous aurions rapporté pour nos chantiers, chanvre, goudron et bois, à meilleur compte. Avant l'escadre d'évolutions de 1775, la moitié des gardes-marine n'avait pas affronté la mer.

Sartine, poussé par l'esprit de revanche des officiers et l'intérêt des armateurs qui s'enrichissaient à ravitailler les Insurgents, — car nos Antilles servaient d'entrepôt à cette contrebande, — travaillait au renouveau de notre marine avec l'ardeur d'un ministre tout frais. En 1776, vingt-cinq à trente de nos bâtiments se montraient enfin dans la Baltique. Toute une série de mesures : l'ordonnance d'amnistie en faveur des déserteurs (13 janvier 1776), l'annonce d'une nombreuse promotion dans le corps de la marine d'où nombre de capitaines de vaisseau, fatigués ou médiocres, étaient invités à se retirer (février), les préparatifs d'une escadre d'évolutions plus puissante que la précédente, le commandement d'une division confié à un prince du sang, marquaient un dessein suivi. Notre diplomatie prétextait à Londres la défense de nos colonies, la protection de notre commerce, le respect de notre pavillon contre les brimades des vaisseaux britanniques qui couraient les mers à la chasse des navires rebelles : au vrai, l'intention de Vergennes et de Sartine était d'exciter les Insurgents à une guerre ouverte, par l'espoir d'une action prochaine.

Le 1^{er} avril 1776, le duc de Chartres recevait les provisions de chef d'escadre des armées navales. Le 8, il quittait Paris avec la duchesse pour gagner Toulon, à travers l'Aquitaine, la Gascogne et la Guyenne, voyage de plaisance et de curiosité, où l'hommage des francs-maçons à leur grand maître accrut les honneurs rendus au prince du sang. Aux tracas de M. de Ruis, intendant de la marine à Brest, qui, chargé d'aménager et de meubler *le Solitaire*, avait à se défendre des exigences de La Motte-Picquet, répondaient les soucis du marquis de Saint-Aignan, commandant de la marine à Toulon, courtisan fieffé, qui se préoccupait de loger le duc et la duchesse et de leur rendre le séjour du port aussi agréable que possible. La volonté du prince et du ministre était qu'on ne préparât aucune fête et que l'on se bornât aux honneurs de l'arrivée ; mais Toulon craignait de se trouver en reste avec Brest et Rochefort ; la dépense des divertissements était faite quand parvint l'ordre de Versailles. Le mauvais temps empêcha la mise sous voile de deux frégates, le simulacre d'un combat naval et le feu d'artifice qu'on avait disposé. Ces fêtes ne pouvaient se donner sans les ressources du port : le corps de la marine s'était offert à rembourser le déchet des effets prêtés par les magasins. La dépense monta à 4.897 livres 5 sols 11 deniers : les bureaux, sans lésiner, la firent passer dans les consommations ordinaires. Le marquis de Saint-Aignan, qui s'était mis en frais pour ses hôtes, dut réclamer le 2 juin l'arriéré de sa pension ¹.

Le 30 avril, tandis que la duchesse de Chartres se rendait à Antibes avec l'intention de s'embarquer vers Gênes, le duc montait à bord de *La Provence* : la division de Toulon, commandée par d'Abon, devait rejoindre les divisions de Brest et de Rochefort, vers la mi-mai, au cap Saint-Vincent. Le prince soutenait bien la traversée de la Méditerranée « hors un seul jour en traversant le golfe du Lion qu'il faisait fort gros temps et qu'il a supporté avec un courage héroïque, ayant toujours voulu rester sur le pont, malgré qu'il souffrît

¹ *Arch. Mar.*, B³ 626, f^o 51 ; B³ 632, f^o 13 à 62 ; C¹ 87, f^o 149 ; C¹ 88, f^o 229.

beaucoup¹... » Le 14 mai, d'Abon ralliait du Chaffault entre le cap Saint-Vincent et Lagos.

Cependant le vaisseau que devait monter le duc, *le Solitaire*, atteint du scorbut, avait dû relâcher en rade de Lagos ; le prince prenait néanmoins son commandement et restait dix jours à l'ancre, pour laisser à ses malades le temps de se rétablir, tandis que du Chaffault allait promener le pavillon du Roi sur les côtes de Barbarie. Le 26 mai au soir, *le Solitaire* appareillait de Lagos ; le 28, le prince commandait la manœuvre de toute l'escadre. « Le duc de Chartres, mandait du Chaffault à Versailles, nous a tenus tout le jour dans les plus grandes évolutions : il paraît se bien entendre et j'avais le plus grand plaisir... » Mais le 1^{er} juin, par la faute du prince qui avoua loyalement son tort, *le Solitaire* abordait *la Terpsichore* et les deux bâtiments relâchaient à Cadix pour se remettre en état : la dépense fut de 6.254 livres. Le duc logeait chez le consul de France, assistait à une course de taureaux et visitait la côte jusqu'à Gibraltar, sous le nom de comte de Joinville.

Je ne puis m'empêcher de vous dire que je n'ai jamais fait de campagne plus pénible, écrivait du Chaffault à Sartine le 29 juillet. M. le duc de Chartres soutient cela avec une fermeté incroyable. Je crois qu'il ne s'embarquera pas sur le vaisseau *la Provence* et qu'il restera sur *le Solitaire*. J'ignore s'il débarquera à Quiberon ou s'il ira jusqu'à Brest.

La vérité est que le prince perdait parfois patience. Dès le 31 mai, il songeait au retour, prétextant les affaires qui exigeaient sa présence à Paris pour le 20 septembre, et abandonnait le projet qu'il avait d'abord formé avec d'Abon de visiter au retour différents ports d'Espagne.

Le 4 juin, la corvette *la Boussole* avait apporté à du Chaffault de nouvelles instructions secrètes, en date du 12 mai, qui modifiaient les premières². Les anciennes lui prescrivaient d'évoluer quatre mois durant, de mai à août, sur les

¹ D'Abon au Ministre, 17 mai ; voy. pour le détail de cette campagne B² 409 et B¹ 134 pass.

² V. texte de ces Instruct. B² 409, f^o 878 ; B¹ 134, f^os 79 et 104.

côtes d'Espagne, de Portugal et d'Afrique. Le public supposait même que l'escadre relâcherait à Lisbonne et que le duc achèverait à la Cour de Portugal la négociation du mariage de M^{me} Elisabeth, sœur de Louis XVI, avec le prince de Beira afin de rompre l'ancienne liaison de cette Cour avec l'Angleterre et de réconcilier, sous notre médiation, Espagne et le Portugal¹. Les instructions du 12 mai, rigoureusement secrètes, enjoignaient à du Chaffault d'abandonner aussitôt les parages espagnols pour se porter sur Ouessant, jusqu'à l'ouverture de la Manche. Chemin faisant, il détacherait deux croisières, l'une chargée de parcourir la côte septentrionale de Bretagne et les côtes normande et picarde jusqu'à Dunkerque, l'autre, chargée de suivre la côte méridionale de Bretagne, Bellisle, l'île d'Yeu, les côtes du Poitou, de Saintonge, Guyenne et Gascogne jusqu'à Bayonne, pour guetter la marine anglaise. Le reste de l'escadre évoluerait, depuis Ouessant jusqu'au cap Finisterre, se rapprochant plutôt des côtes de Bretagne que de celles de Galice, arraisonnant tous bâtiments, sans toutefois gêner le commerce, pour s'informer de la position, du nombre et de la force des vaisseaux de Sa Majesté Britannique qui vogueraient dans le voisinage. Il importait de serrer la côte, de manière à ce que les Anglais, crainte de se trouver pris entre la terre et l'escadre, ne pussent se porter à l'entrée de nos ports pour intercepter les bâtiments qui chercheraient à y aborder. Ordre était de répéter le branle-bas de jour et de nuit, tout comme s'il s'agissait de livrer combat. *L'Espion anglais* en avait bien jugé : l'escadre d'évolutions était devenue escadre d'observation pour faciliter aux Insurgents l'entrée des ports de France.

C'est que, de mars à mai, la liaison avec les colonies d'Amérique était devenue plus franche pour répondre à leurs récriminations ; les Insurgents, inquiets de la temporisation de Vergennes, déclaraient hautement qu'ils ne se seraient pas portés aux extrémités contre la mère-patrie sans l'espoir d'une diversion ouverte de la France ou de l'Espagne.

Cette croisière devant Ouessant fut particulièrement pénible.

¹ *Nouv. extraord.*, 6 août.

... Vingt-six jours en croisière, sans quitter Ouessant de vue et les roches de Sein, mandait du Chaffault le 1^{er} août, et cela par des vents du Sud et d'Ouest très forts, la mer grosse, de la pluie, de la brume, sans se voir, des courants très rapides qui portent à terre. Nous avons été quinze jours sans faire d'évolutions, toujours en basse voile, et, lorsque le temps me l'a permis, nous avons été jusque dans les Pierres Noires...

L'escadre devait faire escale à Quiberon pour se rafraîchir. Selon la permission royale, le prince débarquait à Vannes le 17 août, partait d'Auray le 20, et le 21 à deux heures du matin arrivait au Palais-Royal. L'escadre devait reprendre la mer et ne rentrer que le 25 septembre à Brest : La Motte-Picquet continua la campagne sur *le Solitaire*.

La prise de l'Isle-Longue par les Anglais eût ralenti nos préparatifs, si le ministère n'eût craint de décourager les Insurgents. A l'automne, l'activité redouble dans nos ports, les agents américains y enrôlent soldats et officiers, achètent des munitions, tandis que leurs cargaisons et leurs prises trouvent asile et vente. Les rouliers y mènent des fusils, des bombes, des canons, des mortiers, dont la destination n'est plus cachée. Au Havre, Beaumarchais surveille le chargement d'un navire pour Saint-Domingue ; Franklin débarque à Nantes, résolu à ébranler enfin le ministère de Versailles (4 décembre 1776). Du Chaffault confère à Fontainebleau avec Sartine qu'obsède le comte d'Estaing, revenu de Toulon. Le duc de Chartres, non moins assidu chez le ministre, supplie Sa Majesté de lui accorder le grade de lieutenant général des armées navales, dont les provisions lui étaient expédiées à la date du 4 janvier 1777. Les novellistes présumaient que le prince serait bientôt en activité ; au sentiment de l'*Espion anglais*, un prince du sang serait le meilleur général que la Grande-Bretagne pût désirer qu'on lui opposât sur mer.

Au début de cette campagne de 1777, les deux Cours de Londres et de Versailles se donnaient une mutuelle assurance de paix. L'embargo mis sur nos navires en partance était levé : d'ailleurs l'élite de nos matelots était retenue pour la marine royale. Cependant la tournée des Fils de France

dans les ports y excitait l'ardeur belliqueuse : le comte d'Artois arrivait à Bordeaux le 1^{er} juin, Monsieur le 14 et Joseph II, sous le nom de comte de Falkenstein, succédait à Monsieur. Le comte d'Artois confiait aux Bordelais qu'on se battrait dans un an et qu'il demanderait d'en être au Roi son frère. Il avait séjourné huit jours à Brest, huit jours de parades et de réjouissances. Le spectacle de la flotte en rade l'avait transporté. On lui prêtait des propos qui ôtaient au duc de Chartres l'espoir de succéder à son beau-père. Les audiences de Sartine devenaient de plus en plus brillantes : chacun souhaitait un emploi. Mais la France n'avait pas encore mis ses colonies en défense ni rassemblé ses équipages : Vergennes devait calmer Stormont, l'ambassadeur anglais, qui dans des explications véhémentes le sommait d'opter entre la paix et la guerre.

Le 16 octobre 1777, la capitulation de Burgoyne à Saratoga précipitait les choses. Le 7 novembre, Franklin se montrait publiquement pour la première fois à l'Opéra ; le 12, l'on remarquait sa sérénité à la séance publique de l'Académie des Sciences. Il tranchait maintenant de l'ambassadeur. Le 6 février 1778, Louis XVI traitait avec les Etats-Unis, qu'il reconnaissait par là même et auxquels il dépêchait, comme représentant, Gérard, premier commis des Affaires Étrangères. Dès le 4 février, l'ordre d'armer la flotte était parvenu à Brest.

Au contraire des malins propos, ni le Roi ni Sartine ne songeaient encore à écarter du service le duc de Chartres. *Etre employé*, ce vœu constant des princes du sang, que contrariait la monarchie en souvenir de la féodalité, allait être exaucé pour lui. Il se rendait à Landerneau inspecter son régiment, et de là à Brest, où il séjournait huit jours pour faire la connaissance du vaisseau qu'il devait monter. Toujours affable et gai, il visitait arsenaux et magasins, traversait les ateliers qu'il animait de sa présence, et revenait brusquement le mardi gras à Paris, où l'applaudissait le public de l'Opéra. Ce voyage en Bretagne dans la mauvaise saison, un séjour de deux jours à Versailles, — où il ne couchait jamais, — passés à conférer avec Sartine, faisaient présumer qu'il

commanderait l'armée navale. Dans son impatience, il demandait tout haut au ministre au lever du Roi : « Quand dois-je partir? — Je sais, Monseigneur, que vous êtes toujours prêt », répliquait Sartine. Le 6 mars, en uniforme de lieutenant général des armées navales, il prenait officiellement congé du Roi et de la Reine. Le 12, à la prière du ministre, il renonçait au commandement en chef pour céder le pas à ses cadets, d'Orvilliers et du Chaffault. Il recevait en revanche, outre le commandement de la 3^e division, des lettres de service d'inspecteur général :

pour s'assurer que chaque vaisseau est armé, équipé et approvisionné conformément à ce qui a été ordonné ; que les équipages sont complets et bien tenus ; que le service se fait avec exactitude et, en même temps, pour instruire les officiers et former les équipages par tous les exercices de manœuvre et de guerre¹...

Le 14 mai, à trois heures du matin, le prince partait pour Brest où il arrivait le 19, à huit heures du soir. Il dut attendre jusqu'au 23 la mise au net des rôles d'équipage pour entamer son inspection. ! « Je ne peux que me louer, mandait confidentiellement le comte au ministre, des bontés et des attentions que me témoigne M. le duc de Chartres. Ce prince remplit, avec toute la dignité de son état et les grâces possibles, l'inspection dont il est chargé². » Le premier effet de sa venue avait été d'obliger tout le monde à coucher à bord : lui-même avait montré l'exemple en couchant dès le premier soir à bord du *Saint-Esprit*. Le 26, dînant à bord de *la Bretagne*, il permit seulement que l'on tirât le canon à la santé du Roi, point à la sienne pour économiser la poudre.

Il appartenait surtout à l'inspecteur de prêcher la soumission aux ordonnances nouvelles, de veiller à la bonne disposition des esprits, et de mettre l'harmonie entre les différents corps de l'armée, officiers de terre, officiers de marine et officiers auxiliaires. Pour parer à l'insuffisance des soldats de marine répartis sur les vaisseaux, il avait fallu embarquer, dès le 15 mai, quinze cents hommes des régiments d'alentour.

¹ Arch. Mar., B¹ 136, f^o 75-76.

² Ibid., f^o 109 et B³ 650, f^o 159 et 202.

Non seulement les officiers de terre prétendaient être logés à bord, avant les auxiliaires, mais encore ils réclamaient la droite sur les troupes de marine, suivant l'ancienneté des régiments. La marine acceptait de prendre la gauche, à terre, mais, à bord des vaisseaux, dans le port et à l'arsenal, elle exigeait la droite. Autant de contestations que devait trancher le ministre.

Le plus malaisé était d'accorder les officiers de la marine royale, les *rouges*, avec les *bleus*, auxiliaires venus de la marine marchande. Le « diabolique » esprit de corps de la marine mettait une démarcation infranchissable entre l'officier marchand et l'officier du Roi. Le premier, quoi qu'il fit, restait toujours exclu de la marine royale et des honneurs de la guerre : l'émulation lui manquait. Le second eût cru déroger en servant durant la paix dans la marine marchande où il eût appris son métier : l'inaction le gâtait. Les gardes-marine, — pépinière des officiers du Roi, où l'on n'était admis que sur preuves de noblesse — ne montaient que les vaisseaux royaux où les états-majors, trop nombreux et trop souvent inactifs par économie, réduisaient d'autant plus la tâche de chacun que la familiarité entre pairs y relâchait la discipline. Ils refusaient de servir sous un officier bleu, voire de faire campagne avec les capitaines de flûte, les lieutenants de frégate brevetés, les capitaines de brûlot, hiérarchie des grades intermédiaires réservés aux auxiliaires. Ils considéraient même comme *intrus* parmi eux ceux qui, malgré leur noblesse, n'avaient pas passé par les grades : d'Estaing, La Touche-Tréville, Bougainville étaient détestés comme intrus et aimaient d'autant plus les officiers bleus¹.

Sartine qui, depuis 1776, avait dépensé, disait-on, plus de cent millions pour relever la marine, n'entendait pas laisser son œuvre à la merci de cet esprit de corps. « Je sais tout ce qu'il y a à dire pour et contre les auxiliaires, écrivait-il au prince le 25 mai 1778. Faites-moi le plaisir, Monseigneur, de traiter à fond ce chapitre et de me faire part de vos réflexions avant même la fin de votre inspection. Si ces auxiliaires

¹ *Espion angl.*, 4 juill. 1775 et 6 juill. 1778.

étaient bien choisis, tout le monde en serait content, mais les bons n'ont pas d'empressement à servir sur les vaisseaux du Roi. Croyez-vous que les officiers de terre, commandant les piquets, puissent suppléer aux auxiliaires en quelque partie ?... »

Pour bousculer ce préjugé de caste et obtenir l'union par l'estime mutuelle, le duc de Chartres invita pêle-mêle à sa table les bleus et les rouges. Aux rouges, il fit observer que Duguay-Trouin et Jean-Bart étaient sortis de la marine marchande ; aux bleus, il déclara que lui, prince du sang, se ferait honneur de servir à leurs côtés¹.

Après avoir inspecté chaque bâtiment et présidé aux exercices de chaque équipage, — manœuvre, exercice du canon, — il s'en fut le 10 juin aux mines de Poullaouen et d'Huelgoat qu'il visita sous la conduite de Lavoisier et du comte d'Arcy, membre de l'Académie des Sciences, l'un des propriétaires. Il admira d'abord les machines hydrauliques qui épuisaient l'eau, puis, descendant au fond de la mine, parcourut trois heures durant les galeries souterraines. Pendant deux jours, il s'informa de l'exploitation, de la police et de l'administration des mines, des mesures d'assistance et de prévoyance ouvrières ; les paysans d'alentour lui offrirent le spectacle de la lutte et de leurs danses².

Divers simulacres de combat et de descente à terre entretenaient la flotte qui attendait avec impatience l'ordre de sortie. Brest était en fièvre ; depuis les premiers jours du printemps, le voyage de Bretagne était à la mode, et Sartine avait dû fermer la ville à la curiosité des Parisiens et des étrangers. Louis XVI lui-même avait résolu de s'y rendre incognito sous le nom de comte de Dampierre. Mais le roi pouvait-il quitter secrètement Versailles où le retenait l'examen des dépêches pressantes ? Sa présence eût exposé l'arsenal à une dangereuse affluence de badauds. De vrai, Sartine ne se souciait pas de mettre sous les yeux du souverain les altercations et les rixes entre officiers d'épée et de plume, entre officiers de terre et de mer, entre bleus et rouges qui trou-

¹ *Corresp. secrète*, I, 171 et Métra, 28 mai.
Journ. de Paris, 27 juill.

blaient chaque jour l'armée¹. Aussi, pour amuser la cour, avait-il fait figurer en relief dans la galerie de Versailles le port et la rade bretonne ; des marins y faisaient évoluer une escadre en miniature qui répétait les simulacres de combat auxquels présidait le duc de Chartres.

Cependant l'opinion réclamait à grands cris l'ouverture des hostilités. Le ministère, pour décider l'Espagne, attendait la provocation britannique. Le combat de *la Belle-Poule* qui, après avoir soutenu fièrement l'honneur du pavillon, vint mouiller à Brest, aux acclamations de la rade, fournit l'occasion et le prétexte attendus (17 juin 1778). Le duc de Chartres se transportait aussitôt à bord de la frégate, embrassait M. de la Clocheterie, complimentait l'état-major et l'équipage auquel il distribuait une bourse pleine de louis.

Ce n'est qu'après avoir bien constaté la séparation des deux flottes anglaises et l'impossibilité de leur réunion soudaine que Louis XVI donnait ordre à la sienne de sortir.

Le 8 juillet, l'armée navale de Brest levait l'ancre avant l'aube et, sortant du goulet sans le moindre accident, prenait enfin la mer à trois heures après-midi, au nombre de 43 voiles. Le lendemain, mettant en panne, le comte d'Orvilliers rassemblait à bord de *la Bretagne* les officiers généraux et les capitaines de vaisseau pour leur prescrire, selon l'ordre du Roi, de courir sus aux bâtiments de Sa Majesté Britannique et de ses sujets et de les amener dans les ports du royaume. Tous, le duc de Chartres à leur tête, le supplient d'obtenir du Roi la permission d'entrer dans la Manche pour y attaquer jusque dans ses rades l'amiral Keppel, s'il s'obstine à n'en point sortir. Lecture est faite aux marins et soldats de l'ordonnance concernant les prises et de la déclaration concernant la course sur les ennemis de l'Etat : rapportant les anciens règlements, Sa Majesté abandonne en entier aux équipages preneurs tous bâtiments de guerre et corsaires enlevés sur l'ennemi et ne prélève plus qu'un tiers sur la valeur des navires marchands et de leur cargaison, au profit des invalides de la marine. Des acclamations répétées

¹ Corresp. secrète, I, 166.

et des cris de *Vive le Roi!* saluent cette munificence. C'est enfin la rupture ouverte, préparée dès le printemps par ces mesures législatives, qui trahissent l'intention d'une guerre de commerce autant que de revanche. Honneur et profit aux corsaires ! il s'agit de détruire la marine britannique¹.

Le jeudi 23 juillet, les flottes adverses, gênées par le gros temps, s'entrevirent dans une éclaircie et s'efforcèrent de se joindre pour engager la bataille, chacune avec l'avantage du vent. Mais ce n'est que le lundi 27, que le vent à Ouest avec apparence de temps favorable leur permit la manœuvre. A peine le comte d'Orvilliers avait-il formé son armée dans l'ordre de bataille naturel, qu'il saisit le projet de Keppel : frapper notre centre et notre arrière-garde, en prolongeant notre ligne au même bord. Il fit alors virer toute l'armée ensemble, afin de prendre l'ordre de bataille renversé, si bien que, quand les premiers vaisseaux ennemis se présentèrent pour assaillir par derrière l'escadre *bleue*, ils la trouvèrent à l'autre bord, en bataille et comme en réserve, tandis que les escadres *blanche* et *blanche et bleue* couraient au bord opposé, trop serrées pour qu'on pût les rompre.

L'escadre bleue, devenue avant-garde, commença le feu qui continua sur toute la ligne, chacun de nos vaisseaux échangeant sa bordée avec chaque vaisseau ennemi. Mais l'armée anglaise, placée sous le vent de notre flotte, disposait de toutes ses batteries, alors que l'inclinaison des vaisseaux nous obligeait à rentrer les canons des premières batteries qui plongeaient dans l'eau et à fermer les sabords. Pour la priver de cet avantage, d'Orvilliers fit signal à l'escadre bleue d'arriver par un mouvement successif et ensuite à toute l'armée de se ranger en ordre, l'amure à tribord. La lenteur de cette évolution laissa le temps à Keppel de revirer pour rallier ses vaisseaux désarmés par notre artillerie.

Cependant notre armée, passée sous le vent de l'ennemi et toujours dans l'ordre renversé, offrait la bataille depuis deux heures après-midi jusqu'au lendemain, tous ses feux à vif :

¹ *Espion angl.*, 6 juill., 6 août.

l'amiral anglais profitait de la nuit pour se retirer en tenant le vent.

Le combat s'était borné à une canonnade, selon le mot qu'un nouvelliste prêtait à Sartine dans une prétendue lettre à l'amiral¹. La rencontre restait indécise puisque, de part et d'autre, aucun vaisseau n'avait été pris ni coulé : chaque amiral la pouvait présenter à sa guise au public qui n'avait, dans l'ensemble, aucune idée de la mer ni d'une armée navale. Néanmoins l'apparence de la victoire appartenait plutôt à notre flotte qui s'était maintenue sur le champ de bataille. Si nos pertes dépassaient un peu les pertes britanniques², du moins d'Orvilliers, avec une artillerie réduite à ses secondes batteries, avait-il désarmé une quinzaine de vaisseaux ennemis et enlevé à Keppel sa liberté de manœuvre. L'armée française, formée en bataille sous le vent de l'adversaire, tous feux ouverts, ne pouvait qu'accepter la lutte, non l'imposer ; Keppel, libre d'arriver sur elle, puisqu'il tenait le vent, avait préféré la retraite, tous feux éteints³.

Le 31 juillet, la flotte britannique mouillait devant Plymouth ; le 28, l'armée d'Orvilliers, qui croisait malgré vents et courants, découvrit soudain l'île d'Ouessant. Le soin des blessés, le besoin des rechanges la déterminèrent de relâcher à Brest. Le 30 juillet, à dix heures du matin, sur l'assurance de son chef que l'armée ne sortirait pas avant trois semaines, le duc de Chartres partait pour Paris, avec le comte de Genlis : la duchesse, toute tremblante encore d'inquiétude, le rejoignait en cours de route à Mortagne. Dans la nuit du 1^{er} au 2 août, le prince arrivait à Versailles, parlant victoire, et faisait au roi le récit d'Ouessant. Le lendemain Louis XVI réclamait à la chapelle, au lieu du motet ordinaire, un *Te Deum*, où assistait le duc d'Orléans.

¹ Insérée dans le *Courrier de l'Europe* du mois d'août ; *Nouv. extraord.*, 11 août.

² D'Orvilliers avoua 163 tués, 517 blessés ; Keppel, 133 tués et 373 blessés (B¹ 136, f^o 179) ; *Courrier de l'Europe*, IV, 78 et 113.

³ Sur ce combat d'Ouessant voy. B¹ 136, f^o 99, tableau de l'escadre de Brest ; f^o 125, tableau rapproché des flottes anglaise et française au combat ; f^o 129 et sq. lettres de d'Orvilliers sur les mouvements de l'armée (9 et 29 juill.), celle-ci suivie de l'extr. du *Journal* publié presque littéralement dans le supplément à la *Gazette de France* du 3 août.

Le 2 août, à cinq heures, le duc de Chartres débarquait au Palais-Royal. A la descente du carrosse, l'abbé de Launay lui présentait le *Bulletin du Parnasse* : le prince ne parvenait qu'à grand'peine à percer la foule qui l'attendait et la cohue des courtisans qui encombraient le grand escalier. Le peuple ne se dispersa que quand il se fut montré au balcon, avec la duchesse, pour recevoir l'acclamation pompeuse : « Vive le triomphateur ! » C'était jour d'opéra ; il s'y rendit aux applaudissements du public, qui écoutait debout l'entrée triomphale exécutée par l'orchestre. Le soir, durant le souper du prince, les sieurs Larrivée, Gelin, Moreau et toutes les demoiselles des chœurs chantèrent le morceau de *Pyrame et Thisbé*.

Honorez un héros, digne sang de vos rois,
Honorez un héros que la gloire couronne ;
Chantez, célébrez ses exploits !...
Ninus le veut, Ninus l'ordonne.

et l'impromptu de Moline, sur l'air du chœur de *Vertumne et Pomone* :

Grand héros que la gloire guide,
La France te revoit vainqueur ;
Le doux plaisir sur les pas d'un Alcide
Vole et ramène le bonheur...

La nuit, LL. AA. SS. parurent dans le jardin et se mêlèrent à la foule, qui dans sa frénésie traîna, bafoua et noya un mannequin qui représentait Keppel.

Le lundi 3 août, le duc honora de sa présence la Comédie-Italienne, où on le salua d'un petit couplet. Les flâneurs du Palais-Royal organisèrent un concert et un feu d'artifice : le populaire entra librement dans les jardins et même dans le Palais, qu'éclairait magnifiquement l'illumination des rues et des maisons adjacentes. Le mardi 4, S. A. revenait à l'Opéra ; son entrée interrompait le spectacle d'*Ernelinde*, et Larrivée, quittant son rôle de Ricimer, lui débitait un compliment.

Jeune et brave guerrier, c'est à votre valeur
Que nous devons cet avantage.
Recevez le laurier : il est votre partage.
Ce fut toujours le prix qu'on accorde au vainqueur.

Les jardins du Palais-Royal, encore en fête, ne se turent, cette nuit-là, qu'après le départ du prince¹. Le 8 août au soir, il avait regagné Brest.

Le port était rempli de brillants personnages ; huit cordons bleus à la fois — parmi lesquels le maréchal de Broglie, le comte de Lusace, le prince de Darmstadt — « nous mangent jusqu'à nous gêner » mandait d'Orvilliers à Versailles. Le duc de Chartres avait ordre de transporter son pavillon sur *la Couronne* et de prendre le commandement de la deuxième division à la place de du Chaffault, qui, blessé grièvement le 27, ne pouvait se remettre en campagne. Mais chacun travaillait à se mettre en état de sortir au plus tôt : pour éviter l'embarras et la perte de temps de ce changement, le prince garda *le Saint-Esprit* et le comte de Guichen suppléa du Chaffault. A dire vrai, le duc de Chartres, ennuyé du service, avait déclaré à Sartine qu'il ne voulait plus retourner à la mer. Le ministre s'était gardé de le prendre au mot : c'est à contre-cœur et pressé par les siens qu'il avait repris son poste, ramenant avec lui le cortège de noises et d'intrigues, inséparable d'un prince du sang.

D'Orvilliers ne se trouvait pas à l'aise avec lui.

... M. le duc de Chartres m'a confié, Monseigneur, écrivait-il à Sartine, qu'il était convenu avec vous de quitter l'armée les premiers jours de septembre.

Quelque confiance que j'aie dans ce que S. A. S. veut bien me dire, je serais néanmoins bien mieux à mon aise, si vous aviez la bonté de me faire part vous-même de vos intentions...

Les ordres de Versailles lui parvenaient dans la journée même et il mandait dès le lendemain : «... Je suis actuellement à mon aise sur le débarquement de M^{sr} le duc de Chartres²... » Le ministre laissait le prince libre de quitter l'armée dès l'occasion. Selon la Gazette de Leyde, le duc devait se trouver à l'inoculation de ses fils, Valois et Montpensier.

Cependant, il avait charge de hâter la sortie : d'Orvilliers consciencieux et lent, tardait trop au gré de nos armateurs inquiets depuis sa rentrée. « De grâce, pressez la sortie, Mon-

¹ Bibl. Ch. Dép. (mss. Z. 492) compliments et chansons composés à l'occasion d'Ouessant (collect. provenant des archives de Penthièvre)

² B¹ 136, f^os 165, 183 et 190.

seigneur, mandait Sartine au prince le 7 août ; l'honneur du pavillon l'exige. »

Enfin le 17 août, l'armée navale sortait à nouveau de Brest pour couvrir le retour des navires de commerce attendus des Indes et des Antilles. Elle roulait dix jours dans la Manche, où, constamment contrariée par les vents E. et N. E. et aveuglée par les brumes, elle ne pouvait reconnaître les côtes britanniques, ni même les Sorlingues. Le 27 août, selon ses instructions, d'Orvilliers, orientant ses voiles S. S. O., se portait sur le cap Finisterre. Il en rendait compte au prince et lui proposait de le conduire à Ouessant, comme il avait paru désirer, mais S. A., renonçant à son projet, voulut suivre le sort de l'armée royale, qui poursuivit sa campagne dans la brume, sans rencontre ni succès. Aussi le 10 septembre, d'Orvilliers mandait à Sartine en post-scriptum : « Je suis, Monseigneur, pressé on ne peut davantage par M. le duc de Chartres de prendre la route de Brest et, si la brume continue à me contrarier, je céderai à son désir demain au soir¹. »

La flotte fût rentrée sans prise, si, le 17 septembre, deux frégates *la Sensible* et *la Résolue* n'avaient amariné la goëlette anglaise *l'Hélène* et un corsaire de 18 canons. Le lendemain, l'armée, prévenant l'équinoxe, mouillait dans la rade de Brest. Dans la saison des brumes et des coups de vent, et durant les petits jours d'hiver, observait d'Orvilliers à Sartine, l'inexpérience de la plupart des capitaines ne permettait pas la réunion d'une armée. Ce jour même, à 5 heures et demie, le duc de Chartres prenait la route de Paris, où il arrivait le 21 à six heures du matin².

Ce retour ne ressemblait guère au précédent : le triomphateur d'hier devait défendre sa réputation.

Le 2 août, le public, transporté par l'enthousiasme de cette guerre de revanche, avait saisi avidement l'idée d'une victoire, dont le prince apportait la première nouvelle et recueillait le mérite. Mais, bientôt détrompé par les rapports officiels, il était disposé à rendre le duc responsable de sa déception. Bien qu'il se fût montré fort modeste à Versailles, les

¹ B¹ 136, 10 sept.

² Sur cette seconde sortie de la flotte, B¹ 136, f^os 165 à 208. 339-340.

ovations répétées du Palais-Royal avaient donné aussitôt de l'humeur aux courtisans et aux ministres. Les clients de Monsieur et du comte d'Artois colportaient leur envie contre le jeune prince, trop désireux d'obtenir la survivance de la charge d'amiral. Vergennes, qui avait beaucoup espéré de ce premier combat pour décider l'Espagne à entrer en lutte, rapportait toute sa déconvenue au duc de Chartres qu'il avait des raisons de ne pas ménager¹. Sartine, déçu lui-même, puisqu'il fallait que son homme, le comte d'Orvilliers, remportât un franc succès pour le soutenir en crédit, avait laissé publier in extenso dans la *Gazette de France* du 3 août l'*Extrait du Journal de l'Armée Navale du Roi* qui remettait les choses au point, selon d'Orvilliers, et laissait entendre que l'escadre bleue, celle du prince, avait éloigné la victoire, pour n'avoir pas saisi à temps les signaux du général. Les ennemis de la Maison d'Orléans ne manquèrent point de relever le passage que le ministre avait autorisé, contre l'usage qui ne permettait point que l'on parlât dans la gazette des faits et gestes d'un prince du sang, sans sa permission. Déjà sans doute les compagnons du duc de Chartres, le comte de Genlis en particulier, avaient parlé et n'avaient point épargné le comte d'Orvilliers. Derrière lui, ils atteignaient Sartine, dont la politique et les dépenses ne pouvaient s'accommoder d'un échec, ni même d'un demi-succès.

Les commentaires allèrent bon train. Aux chansons et aux compliments qui saluaient le prince répondirent aussitôt les satires. Avant même de regagner Brest, le duc de Chartres entendit chanter sur un air à la mode lors du retour du Parlement, l'air des *Revenants* qui lui-même faisait épigramme, un vaudeville assez bien tourné pour amuser les gens d'esprit. Le vieux Maurepas ne le laissa-t-il pas fredonner à sa table, en petit comité ?

Vous faites rentrer notre armée !
L'Angleterre très alarmée
Vous en louera :
Et vous joindrez à son suffrage
Le laurier et le digne hommage
De l'Opéra, etc...

¹ DONIOL, *Hist. de la particip. de la France à l'établ. des États-Unis*, III, 491.

Mais le prince pouvait en rire : à Brest, où il retournait, et dans tous les ports de France l'on chantait sa louange qui allait atteindre l'Amérique. Le 25 septembre 1778, la municipalité de Boston, recevant avec chaleur le comte d'Estaing et les officiers de son escadre, tostait à tour de bras : l'une des vingt-trois santés qui furent alors portées, tout d'une suite, s'adressait « *A Monseigneur le duc de Chartres !* »

Le vaudeville sur l'air des *Revenants* s'en tenait au premier des griefs relevés contre S. A. S. : enivrée d'avoir vu le feu, elle aurait engagé son chef à relâcher à Brest, dès le 29 juillet, pour apporter elle-même la nouvelle du combat — ce qui était le fait d'un subalterne — et quérir les acclamations du Palais-Royal. Mais, en septembre, les critiques allaient jusqu'à mettre en doute, non plus seulement sa connaissance des signaux, mais sa bravoure personnelle. Aux premières nouvelles, l'on avait exagéré le péril couru par le prince du sang : l'on contait que *le Saint-Esprit* avait essuyé le feu de sept gros vaisseaux ennemis et que *l'Artésien*, qui s'était sacrifié pour le couvrir, avait été tout désarmé¹. Or l'escadre bleue s'était trouvée, de par les évolutions commandées, à l'écart du combat et comme en réserve : *le Saint-Esprit* en particulier n'avait compté qu'un matelot tué et quatre blessés. Aussi les médisants déclaraient-ils que le grand souci de d'Orvilliers dans sa manœuvre avait été de protéger le prince du sang. Encore le duc, malgré sa position en réserve, avait-il fait bastinguer sa précieuse personne.

Les rapports de d'Orvilliers disculpaient le prince de ces deux chefs : manquement au service et lâcheté. Comme il l'avait avoué loyalement à l'audience royale, en présence de Maurepas et de Sartine, le commandant de l'armée s'était décidé, de lui-même, de rentrer à Brest, sans consulter le duc qui n'avait point communiqué avec lui depuis le 26 ; il avait permis le voyage à Versailles, il avait reconnu la bravoure du prince « admirable » qui, au vif du combat, passait à sa poupe pour lui demander ses ordres. Vêtu de blanc et décoré de son cordon bleu, le duc de Chartres avait suivi le combat sur le

¹ *Nouv. extraord.*, 11 et 28 août.

banc de quart, badinant avec La Motte-Picquet et le comte de Genlis. Loin de chercher abri, *le Saint-Esprit* avait commencé et fini le combat. Le 26, c'était le prince qui avait pressé d'Orvilliers d'affronter l'ennemi ; le 27, c'était lui qui avait commandé la première bordée pour forcer l'irrésolution d'un chef hésitant, puisque certains bâtiments ne s'étaient pas encore mis au branle-bas, lui encore qui avait envoyé la dernière bordée pour provoquer de nouveau l'ennemi à la bataille.

Restait un troisième grief, la méconnaissance des signaux, faute sur laquelle d'Orvilliers revenait avec insistance dans ses lettres à Sartine.

Le 29 juillet, il s'était borné à mettre cette victoire manquée au compte de l'amiral Keppel qui avait fui le combat décisif.

... Je me flatte même qu'il aurait eu un succès bien glorieux au pavillon français, si les ennemis avaient accepté le second combat que je leur ai offert depuis deux heures après-midi jusqu'à la nuit. Il y a toute apparence que l'armée anglaise était bien battue, malgré le nombre supérieur de ses canons...

Le 31 juillet (sans doute avait-il eu vent des critiques que murmuraient déjà contre lui les entours du prince et les états-majors) il s'en prenait à l'escadre bleue, c'est-à-dire au duc de Chartres.

... J'ai lieu de croire que si la tête de l'escadre bleue, dans l'ordre renversé où nous avons combattu, avait mieux répondu à mes signaux, la Providence aurait couronné nos travaux d'une journée bien glorieuse à votre ministère et au pavillon français. Mais si elle n'a pas permis que nos succès fussent complets, au moins a-t-elle accordé une protection visible aux armées du Roi, n'ayant que retardé cette manœuvre et faisant exécuter avec précision toutes les autres qu'elle m'a inspirées...

Et il reprenait en terminant :

M. le duc de Chartres est parti hier à dix heures du matin pour Paris, et le prince, aussi aimable que respectable, a bien voulu m'assurer qu'il était satisfait des mouvements que j'ai fait faire à l'armée en sa présence. Si vous l'êtes de même, Monseigneur, je

le serai aussi de moi-même. Mais au moins devez-vous l'être des membres ; leur ardeur pour le service de Sa Majesté excuserait des fautes qui ne peuvent jamais être aussi considérables que celles du chef.

Le 3 août, en adressant à Sartine les noms des vaisseaux et capitaines qui lui avaient paru le mieux manœuvrer, il observait :

... Je ne comprends point les officiers généraux : ils ont presque tous mon suffrage et j'ai cherché à mériter le leur... En général, si l'on excepte les vaisseaux de l'escadre bleue qui ont manqué d'attention aux signaux, tout le monde a bien fait le jour du combat et a manœuvré à merveille...

Le 12 août, il reprenait son grief, à propos du procès ordonné contre le vicomte de Rochechouart et Trémigon l'aîné, qui, manquant aux signaux du vaisseau amiral, s'étaient séparés de la flotte dans la nuit du 23 au 24 juillet.

... D'après les événements, je pense de M. de Trémigon l'aîné comme de M. de la Cardonnie. L'un et l'autre ont prouvé leur bravoure. Je les crois bons marins, mais je ne puis leur accorder d'être officiers. Le dernier surtout — et les vaisseaux de la même division qui le suivaient n'en sont pas entièrement irréprochables — ont avec la plus grande vraisemblance privé la nation d'un brillant succès dans la journée du 27 juillet. Je dis vraisemblance, car il reste incertain quel parti l'amiral Keppel aurait suivi des deux sens qu'il avait à prendre : celui d'abandonner les vaisseaux de son arrière-garde, qui auraient été infailliblement coupés par le mouvement et battus par les quatre vaisseaux de mon avant-garde qui n'avaient pas combattu, ainsi que par les trois de réserve que j'avais destinés à cet objet, ou de venir au secours des siens et de faire des efforts pour les dégager. Dans le premier cas, il avouait honteusement sa défaite ; dans le deuxième, la mêlée devait devenir très chaude, mais il y a tout lieu de croire qu'il y aurait eu d'autant plus de désavantage que, pour y parvenir, il lui fallait combattre de nouveau les escadres blanche et bleue et que, le prenant sous le vent, je lui ôtais la force supérieure de ses vaisseaux à trois ponts dont je noyais et rendais inutiles les premières batteries. Mais enfin, Monseigneur, ces fautes sont purement d'ignorance et il n'y aura jamais d'affaire générale entre deux armées considérables de terre ou de mer qu'il ne s'en rencontre de semblables. Je tiens donc toujours,

et je pense que ce sera le sentiment le plus universel, qu'il ne faut pas rechercher les choses avec une grande sévérité, surtout lorsque le succès est favorable. D'ailleurs, votre corps de marine est trop réduit pour pouvoir vous priver des services d'une partie de ses membres qu'il vous est impossible de remplacer...¹

Sur l'ordre du Roi, dont l'esprit se trouvait partagé par ces débats sur Ouessant, le chevalier d'Escars, ancien garde-marine et gentilhomme d'honneur du comte d'Artois, s'en fut à Brest faire une enquête auprès de ses anciens camarades. «... Je puis certifier que je me fis expliquer cette journée par les trente-deux états-majors de l'armée et que tous rendaient unanimement hommage non seulement à la bonne conduite de M. le duc de Chartres, mais même à la capacité dont il avait fait preuve..... »² *Le Saint-Esprit*, par la manière même dont s'engagea le combat, n'avait pu échanger de boulets avec l'ennemi. Était-il juste d'en faire grief au prince qui avait tâché de l'approcher? Car l'idée de couper l'arrière-garde britannique revenait au prince, qui le premier avait fait signal à son escadre d'arriver successivement. Par la faute du vaisseau de tête, *le Diadème*, la manœuvre manqua; pour la décider, *le Saint-Esprit* sortit de la ligne, mais d'Orvilliers, sans saisir l'intention du duc, lui fit aussitôt signe de rentrer dans le rang. Le comte d'Orvilliers s'était donc approprié après coup dans ses courriers l'idée que le duc de Chartres avait dû sacrifier à la discipline.

Le chevalier d'Escars retrouva le Roi sur la terrasse du bord de l'eau, à Choisy où séjournait la Cour (20-27 septembre). Pour répondre aux questions dont Sa Majesté l'accablait, il tira son épée et traça sur le sable le plan des évolutions du combat d'Ouessant. Frais revenu de Brest, il ignorait encore le bruit public, alors presque unanime contre le duc de Chartres, et, en passant au souper, plusieurs courtisans l'avertirent qu'il venait de bien mal faire sa cour, par une relation qui disculpait le prince. « Ma foi, répondit-il, que la Cour et la Ville réforment l'opinion de toute l'armée navale, de tout le corps de la marine : je n'ai été que l'écho de l'un et

¹ B¹ 136, f^os 129, 153-154, 165 et 195.

² *Mém.*, I, 179 sq.

de l'autre ». Le lendemain, la duchesse de Chartres mandait près d'elle le franc enquêteur pour lui exprimer son remerciement. « Faites-le au corps de la marine, lui dis-je, je n'ai parlé que d'après lui, je n'ai rendu au Roi que son propre jugement. »

Ce jugement justifiait le duc aux yeux de Louis XVI, non auprès du public, trompé par « la haine des uns et la jalousie des autres ». La *Gazette de France*, aux ordres de Sartine, n'avait redressé avec sa réserve ordinaire qu'une part des calomnies dont son premier compte rendu avait fourni le prétexte. Le ministre avait ordonné à Bret, le rédacteur, de suspendre l'article qui devait tempérer aussitôt le fâcheux effet du supplément du 3 août ¹. L'article n'avait passé le 10 août que dans les termes les plus modestes ². Cet entrefilet excusait du moins le prince de son voyage à Paris et affirmait son courage. La *Gazette* du 14 août donnait la lettre de Keppel à l'amirauté, lettre publiée à Londres dès le 3 août et que le chevalier de Fleurieu, confident de Sartine, commentait dans le supplément. En démontrant l'avantage de notre armée sur l'ennemi, il justifiait le *Saint-Esprit* de n'avoir reçu que quelques boulets, mais il s'en tenait pour les signaux au rapport de d'Orvilliers. Bref la version officielle attribuait le déconvenue d'Ouessant à l'escadre bleue. « Il est bien malheureux, écrivait Vergennes à Montmorin, que les vaisseaux de l'escadre de M. le duc de Chartres... n'aient pas aperçu ou compris le signal de M. le comte d'Orvilliers, l'arrière-garde ennemie aurait été coupée et nous aurions très certainement conduit à Brest des signes non équivoques de la victoire. » Et les amis du comte d'Orvilliers excusaient encore l'insuccès de la seconde sortie par la présence du duc de Chartres, dont l'inexpérience étourdie jetait le chef dans l'embarras ³.

¹ *Espion angl.*, IX, 275.

² « Le duc de Ch., commandant de l'escadre bleue au combat naval d'Ouessant, a profité du temps que les vaisseaux devaient passer en rade pour venir en cette capitale, avec l'agrément du Roi, jouir un moment des embrassements du duc d'Orléans son père, de ceux de la princesse, son épouse, qui avait volé à sa rencontre, et de ceux des princes, ses enfants. Partout où ce prince a paru, des acclamations sans nombre ont été le prix de la valeur intrépide qu'il a montrée dans le combat : il est retourné à Brest, dès le 4 de ce mois, pour reprendre son commandement. »

³ *Espion angl.*, X, 51.

Le prince était excité par ses entours à ne pas tolérer ce décri. Des copies de lettres, parties du Palais-Royal, passaient de main en main : les deux premières, signées du comte de Genlis et datées de Paris, 22 septembre 1778, invoquaient le témoignage de La Motte-Picquet, chef d'escadre des armées navales, et du vicomte de Laval, colonel du régiment d'Auvergne, embarqué avec le duc de Chartres sur *le Saint-Esprit*. Dans leurs réponses, datées de Brest, 27 septembre, le marin et le soldat s'inscrivaient en faux contre la calomnie qui les prétendaient brouillés, à la suite de conseils timides que Genlis aurait imposés à l'heure du combat. N'aurait-il pas arrêté la manœuvre hardie de La Motte-Picquet, en lui rappelant qu'il répondait du prince sur sa tête ? Tous deux rendaient hommage à la valeur du duc de Chartres et de son capitaine des gardes. Selon La Motte-Picquet, le prince, en prenant l'initiative du combat, avait empêché l'arrière-garde d'être écrasée : voilà le vrai. Le signal auquel le prince n'avait pas obéi, selon le gazetier, n'avait pas existé : de signal, il n'y avait eu que celui parti du *Saint-Esprit*¹.

La discussion gagnait le port de Brest, où dominaient les partisans du prince. Au Palais-Royal, l'on se proposait, pour démentir la version officielle, de publier avec ces quatre lettres ostensibles, le journal de bord de La Motte-Picquet et les dépositions des vingt-huit capitaines de l'armée qui concordent. Mais Sartine, qui avait ordonné le silence aux gazetiers, ne pouvait laisser ouvrir ce procès public qui tendait à discréditer l'amiral de son choix et à troubler la marine pour toute la guerre. Le Roi fit entendre qu'il désirait qu'on n'imprimât rien sur l'affaire d'Ouessant.

Une requête du prince fournit le moyen de finir ces tracasseries. Il écrivit au Roi une lettre sincère dans son amertume : pour avoir voulu servir Sa Majesté sur mer, là où jamais encore prince de sang n'avait servi, et avec l'intention sans

¹ *Espion angl.*, 2 nov. Voy. le texte de ces lettres : B⁴ 136. f^o 90-93 ; Bibl. Ars. Mss. 4.518, 25^o. Le comte de Genlis avait mauvaise presse ; à peine embarqué, il aurait par ses projets et ses conseils semé la zizanie parmi les officiers dont plusieurs auraient été mis à terre. En octobre, il fulminait contre d'Orvilliers, même contre La Motte-Picquet, et Sartine l'aurait fait exiler, pour tout apaiser. (*Corresp. secrète*, I, 189 sq.)

doute de mériter la survivance de la charge d'amiral, il voyait tout compromis « l'estime de son beau-père, le sort de ses enfants, le bonheur de sa femme, sa gloire, sa réputation ». Il sollicitait, comme témoignage public de satisfaction à l'adresse de ses ennemis, la création pour lui d'une place de colonel-général des troupes légères¹.

Qui lui avait suggéré cette fausse démarche ? Les juges impartiaux, que l'injustice du public inclinait vers le prince, soupçonnèrent celle qui passait déjà pour sa conseillère, M^{me} de Genlis, et son mari, qui, mêlé particulièrement à ces tracas, avait le plus d'intérêt à les finir au mieux. Le comte d'Artois et la Reine, qui remit elle-même la requête au Roi, s'employèrent avec « toute la suite et la chaleur possible² » à son succès durant le voyage de Marly (novembre 1778), si bien que Louis XVI, malgré les objections de Montbarey³, ministre de la guerre, écrivit de sa main, sur l'original même de la lettre, le satisfecit désiré.

Cette charge de colonel général des hussards, avec un régiment colonel général pour lequel S. A. devait travailler directement avec Sa Majesté, entraînait autant de dépense que d'embarras. Aussitôt les colonels et officiers des régiments de dragons supplièrent le Roi que leur fût épargné le dégoût réel de voir le nouveau corps des troupes légères prendre rang sur leur corps, plus ancien⁴. La charge créée ne convenait guère au fils du premier prince du sang, puisqu'elle n'était qu'un démembrement de celle du marquis de Béthune, colonel général de la cavalerie légère depuis 1759. Elle devait exciter la jalousie de Condé, en faveur duquel Louis XVI créera, moins de deux ans après, le 9 avril 1780, la charge de colonel général de l'infanterie française et étrangère⁵.

Mais on avait présenté au Roi cette grâce comme le moyen de faire tomber la discussion sur Ouessant : le 18 novembre, le duc de Chartres prêtait serment, comme colonel géné-

¹ *Arch. Nat.*, K. 154.

² Mercy à Marie-Thérèse, 17 nov.

³ *Mém. autogr.*, II, 313 sq.

⁴ *Arch. Nat.*, K. 164.

⁵ *Ibid.*, K. 546.

ral des hussards et troupes légères, entre les mains de Sa Majesté.

Il avait mal calculé. Loin d'en imposer à la malignité, cette récompense d'une campagne sur mer prêtait au ridicule. L'on ne manqua pas de le surnommer *colonel général des têtes légères*. Ses vrais amis et les esprits sages, disposés à le juger sans haine ni jalousie, blâmèrent cette capitulation. Quel que fût l'ordre du Roi ou le désir d'un ministre, un prince ne pouvait transiger sur le soin de sa gloire. Se contenter d'une satisfaction de ce genre, c'était souscrire à demi aux inculpations répandues, qu'il s'engageait à ne plus relever, renoncer à sa justification et par là même à la charge d'amiral, objet de ses soins. Cette démission tacite donnait gain de cause à ses ennemis. L'opinion ne s'y trompait pas. « Le parti que M^{sr} le duc de Chartres a pris de quitter la marine a fait renouveler le bruit que M^{sr} le duc de Penthièvre cédera sa charge d'amiral à Monsieur, frère du Roi¹. »

Mais il s'agissait moins pour lui de retourner l'opinion que de rentrer dans la confiance de son beau-père, de qui dépendait le sort de ces cadets. Le duc de Penthièvre n'avait pas tardé à prendre ombrage de l'intérêt que son gendre prenait à la marine. L'on insinuait au beau-père qu'il ne lui restait plus que le titre d'une charge dont le jeune prince remplissait les fonctions et dont il comptait obtenir la survivance, à son insu. Quelle figure eût faite alors, devant le corps de la marine, si dur aux demi-nobles et aux parvenus, auprès du survivancier, fils du premier prince du sang, le titulaire de la charge, simple prince légitimé? En vain le duc de Chartres promit-il à son beau-père de refuser cette survivance, si le Roi avait la bonté de la lui donner : le succès de son inspection, son ascendant sur le corps de la marine, le triomphal voyage de Brest à Paris ravivèrent les soupçons du duc de Penthièvre. On lui laissait entendre que la promesse de son gendre n'était faite que pour l'endormir, que ses campagnes et ses démarches poursuivaient évidemment l'intrigue dont il s'était défendu. S'il était venu si vite à Paris, au lendemain d'Oues-

¹ *Nouv. extraord.*, 20 et 27 nov., *Espion angl.*, X, 44 sq.

sant, c'était pour surprendre le roi dans la fièvre d'une prétendue victoire et dépouiller son beau-père de sa charge. Ainsi les campagnes du prince, en le desservant auprès de Penthièvre, éloignaient de lui cette charge qu'il désirait tenir pour la léguer comme bien de famille à ses enfants. L'aurait-il obtenue, au débotté de Brest, qu'il se fût brouillé sans retour avec son beau-père, qui eût déshérité sa fille et ses petits-fils¹. Car Penthièvre, comme le lui faisaient dire les médisants, était encore d'âge à se remarier, à avoir des enfants d'un second lit qu'il avantagerait par ressentiment. Dans l'intérêt même de cette politique familiale qui conduisait le duc de Chartres, mieux valait donc se contenter d'une demi-satisfaction. Renoncer, du moins pour un temps, à son ambition de marin, c'était dissuader son beau-père et regagner son amitié. Le public ne saisit point cette tactique domestique et n'entrevit dans la requête du prince que la transaction d'une molle inconsistance.

Il attachait un tel prix à cette charge de colonel général des hussards qu'il n'eut point de cesse que le brevet ne lui fût expédié. Bien qu'il eût reçu la parole du Roi, il rendit visite en solliciteur à Montbarey qu'il n'aimait guère, assiégea le surlendemain la porte du cabinet intérieur où le souverain travaillait avec le ministre, lui prit des mains la décision royale et s'empressa de la copier toute fraîche sur la cheminée de l'antichambre. Mais il doutait de la bonne volonté de Montbarey qui ne lui avait pas caché ses objections. Echauffé par les ennemis du ministre qui affirmaient la vénalité de ses commis, il se laissa entraîner dans un souper à promettre trois mille louis à qui lui ferait obtenir dans la huitaine le brevet dont celui-ci retardait à dessein l'envoi. Ainsi la preuve serait faite du trafic qu'exerçaient les bureaux de la guerre ; et le ministre serait culbuté à sa honte. Mais Monsigny, valet de chambre du duc d'Orléans, entendit ce complot de soupeurs et en rendit compte à son maître. Le bon prince, tout chagrin, prévint Maurepas et Montbarey, le Roi lui-même. Peu s'en fallut que Louis XVI ne fit arrêter sur le

¹ *Arch. Nat.*, K, 164, lettre citée.

champ le duc de Chartres ; déjà il mandait le marquis de Sourches, grand prévôt de l'Hôtel. Sur les instances de ses ministres qui craignaient un éclat, et par égard pour le duc d'Orléans, il se contenta de signifier au duc de Chartres de n'avoir plus à paraître d'un mois à la Cour ni devant lui. Le marquis de Laubépine, qui pressé d'argent, s'était offert au prince pour traiter avec les bureaux, et qui d'ailleurs s'était trahi lui-même auprès de son oncle, le comte de Maillebois, ami de Montbarey, fut exilé et noté comme indigne de tout emploi¹.

Le prince devait regretter bientôt le mouvement de dépit et de lassitude qui l'avait porté à se démettre ainsi, maudire cette grâce fâcheuse², et, s'en prenant à ceux-mêmes qui l'avaient aidé de leur crédit, s'entêter dans l'idée qu'il avait été joué. Ne dut-il pas attendre jusqu'à la signature de la paix pour obtenir le régiment de hussards à son nom qui lui avait été promis ?

La canonnade d'Ouessant n'avait été que le signal de la guerre qui s'étendait sur les deux continents et jusqu'en Afrique, où Lauzun, à la tête d'un corps de troupes, s'emparait du Sénégal (28/30 janvier 1779). Les lauriers de son ami, surtout la gloire de La Fayette, qui débarquait triomphalement à Brest le 6 février, piquaient d'émulation le duc de Chartres, impatient de s'agiter plutôt que d'agir. De Brest au Havre, tout le long de la côte, l'on préparait à force une descente en Angleterre. Le 16 juin 1779, l'Espagne s'était enfin rangée à nos côtés. Les flottes alliées se groupaient tant bien que mal sous les ordres du comte d'Orvilliers (25 juillet) et, chassant devant elles l'armée de l'amiral Hardy, évoluaient pour bloquer les ports britanniques. Le jeune prince suivit avec envie les préparatifs qui se poursuivaient dans nos ports

¹ MONTBAREY, *Mém., autogr.*, II, 313.

² Elle n'aurait pas été annoncée dans la *Gazette de France*, selon le désir du prince qui la jugeait « de trop mince importance ». D'ailleurs la permission qui lui avait été accordée en même temps de lever une légion de Chartres lui fut retirée, pour couper court aux réclamations du comte d'Artois et du prince de Condé (*Corresp. secrète...*, *op. cit.*, I, 235 et 240). Le régiment de hussards colonel général ne fut mis sur pied que par ordonnance du 31 juillet 1783.

de la Manche. Sous le nom de comte de Joinville, il partait pour le Havre avec l'intention, disait-on, de passer à bord du premier bâtiment où il trouverait place pour lui et son domestique : le Roi n'avait dit ni oui ni non. Il y restait trois jours, puis le 17 juillet, gagnait Saint-Malo et de là Saint-Servan, où l'avaient précédé deux menins, le duc de Fitz-James et le comte de Genlis. Pour embarquer les troupes et mettre à la voile, nos bâtiments attendaient avec impatience des nouvelles du comte d'Orvilliers, qui devait couvrir l'expédition.

Dans la nuit du 3 août, le duc de Chartres revenait au Palais-Royal. Le public, s'imaginant qu'il y attendait simplement la nouvelle du succès de d'Orvilliers, lui prêtait encore le dessein de s'embarquer incognito avec le comte de Rochambeau, désigné pour commander les cinq mille grenadiers de l'avant-garde expéditionnaire. Le bruit courait qu'à cet effet il avait affrété deux bâtiments pour transporter ses équipages¹. De fait, le prince avait été touché par une lettre de la Reine, en date du 20 juillet qui, pour lui épargner « la forme sévère d'un ordre » lui notifiait, de la part du Roi, défense de se joindre à l'armée². Sous couleur d'amitié, l'interdiction était formelle : cette fois les ministres n'avaient pas cédé au Roi, ni le Roi « aux instances les plus vives qui le touchent de plus près ». Montbarey ne se souciait pas d'exposer son département aux tracasseries qu'avait subies Sartine. Le duc de Chartres resta spectateur de la guerre, où il avait brûlé de servir.

Du moins s'employa-t-il contre les deux ministres qu'il rendait responsables de son inaction. Déjà il comptait avec le comte d'Artois parmi les ennemis déclarés de Montbarey ; il entraînait bientôt son cousin dans la cabale contre Sartine.

Quels soins pourtant n'avait pris ce ministre, habile courtisan, pour s'attacher le jeune prince ! quel intérêt n'avait-il pas professé pour sa gloire ! Les lettres personnelles de Sartine en témoignent : on ne pouvait ménager ni conseiller mieux un enfant gâté. « Je finis, Monseigneur, — lui mandait-il à Brest le 25 mai 1778, après lui avoir tracé la marche de son inspection, — en vous suppliant de lire cette lettre avec

¹ *Nouv. extraord.*, 20 et 30 juill., 10 et 13 août 1779.

² *Corresp. de L.-P.-J. d'Orléans*, XIV.

attention », et il ajoutait en post-scriptum : « Je vous supplie, Monseigneur, que mes lettres particulières ne soient que pour vous seul. » *Pour vous seul*, reprendra-t-il encore le 18 juillet. Aux prières et conseils il mêlait la flatterie : « Dernièrement, étant avec le Roi, Sa Majesté me dit de vous, Monseigneur, des choses qui ne m'ont laissé aucun doute sur ses dispositions et sur sa satisfaction. Jugez de la mienne... Dites-moi, Monseigneur, si vous êtes content et si vous me conservez vos bontés. » Le 16 août 1778, quand s'élevait la querelle sur le combat d'Ouessant, il feignait d'incliner vers lui, tentait de le retenir « ... J'ai profité de vos avis, Monseigneur, l'armée recevra des grâces. La lettre du Roi en était une bien grande. Je sais tout, mais ce n'est pas le moment de paraître si bien instruit... Je vous supplie de compter toujours sur la fidélité de mon attachement¹. »

Mais comment plier à la discrétion, à la patience cette humeur ingouvernable, encline aux brusques démarches et toujours accessible aux conseils téméraires, alors que fermentait tout le corps de la marine ? A suivre le prince, même de loin, le ministre se serait jeté dans les pires embarras. L'affaire d'Ouessant les brouilla donc.

Le duc de Chartres ne tardait point à déprécier Sartine chez la Reine². L'insuccès, qui avait contraint le comte d'Orvilliers de se retirer, avait atteint le ministre, son patron. Les opérations sur mer étaient lentes, et les retards de la victoire décisive, qui semblait reculer chaque jour, impatientaient l'opinion déçue dans son premier enthousiasme. Les insinuations du Palais-Royal ajoutèrent sans peine à la malechance de Sartine.

Tandis que le ministre ne voyait guère que par les rouges, le prince soutenait plutôt les intrus, tels le comte d'Estaing et Bougainville qui excitaient une ardente jalousie dans le grand corps de la marine. D'Estaing paraissait à l'Opéra dans la loge du duc de Chartres ; en février 1780, l'on parla beaucoup du dîner des mécontents qui avait réuni chez Bougainville les pires ennemis de Sartine : le duc de Chartres, le

¹ Bibl. Institut. Mss. N. S., t. L.

² Mercy à Marie-Thérèse, 17 déc. 1779.

comte d'Estaing, le prince de Nassau. L'on avait exclu les laquais pour comploter tout à l'aise¹.

Sans doute le jeune prince comptait-il par ces cabales forcer la main au ministre, car il n'avait pas renoncé à être employé. En août 1780, instruit avant le public de la résolution de du Chaffault, qui préférait demander sa retraite plutôt que de mener sa division à Cadix, sous les ordres du comte d'Estaing, il s'offrit à Maurepas et à Sartine pour remplacer l'entêté. Les deux ministres se gardèrent bien de l'accueillir : « Sire, observa Sartine, je dois convenir que M. de Maurepas vit dans le temps beaucoup mieux que moi par rapport à ce prince. Je vous le proposai dans la persuasion que sa soumission aux ordonnances nouvelles, que je vous ai engagé de publier, serait d'un bon exemple pour établir dans la marine une bonne discipline. Je lui dois la justice de dire qu'il a rendu ce service. Mais j'avoue aussi qu'il m'a bien embarrassé dans la suite. Et j'ai reconnu la vérité de la prédiction de M. de Maurepas que je me repentirais de vous l'avoir proposé. Les princes du sang, me disait-il, ne doivent avoir de commandement que lorsqu'on a presque la certitude de la supériorité de leurs talents². »

Malgré le duc de Chartres, Sartine se maintint dans la faveur royale jusqu'à l'automne de 1780. Alors Necker, las de ses demandes d'argent, irrité des libertés qu'il prenait avec le Trésor, l'attaquait auprès de Louis XVI. Pour avoir sacrifié les officiers de plume au ressentiment des officiers d'épée, Sartine avait mis le désordre dans les comptes de son département et ne pouvait justifier ses dépenses. Le 1^{er} octobre, travaillant avec le souverain, le directeur général des finances l'avait prié de choisir entre lui et le ministre de la marine. Sartine était plus agréable, mais Necker plus utile : comment continuer la guerre sans les ressources que son crédit procurait au Trésor ? Le 18 octobre, Sartine devait céder la place au marquis de Castries ; deux mois après, Montbarey, cerné par une cabale plus acharnée encore, se retirait à son tour devant le comte de Ségur (19 décembre).

¹ Métra, 19 fév. 1780 ; *Lettres de M. de Kageneck*, p. 89.

² Journal inédit de l'abbé de Véri.

Cette double révolution ministérielle, agréable à Marie-Antoinette comme à Necker, passait pour une victoire du parti Choiseul, dont les espérances, sourdement entretenues auprès de la Reine, se ranimaient dans l'attente de la succession de Maurepas. L'octogénaire, paralysé par la goutte, n'avait pu défendre ses hommes : Sartine et Montbarey. Il ne s'agissait plus que de sa fin ou de sa retraite.

En juillet 1780, le duc de Chartres et le comte d'Artois, passant de compagnie près de Chanteloup, ne manquaient pas de rendre à Choiseul une visite significative. On parlait d'une entente secrète entre Necker et l'ancien ministre de Louis XV qui aurait promis au Genevois le rétablissement de l'Edit de Nantes. Il semblait que le ministère se garnissait d'amis ou d'alliés de Choiseul pour assurer son retour aux affaires. Mais le vieux Maurepas, jaloux de la prépondérance croissante du directeur général des finances, prenait sa revanche en exploitant le *Comte bleu*. Necker, abandonné du Roi, remettait sa démission, alors même qu'il pensait devenir le chef du ministère.

Le duc de Chartres suivait la mode et la tradition de sa Maison en se mêlant sur la route de Saint-Ouen au défilé des *Neckromanes*. La rancune échauffait son esprit d'opposition. Il s'agitait d'autant mieux avec le comte d'Estaing pour le retour de l'ex-directeur, que les nouveaux ministres, quoique clients du Palais-Royal, ne s'avisèrent pas de l'employer. La sévérité de Castries ne parvenait point à calmer l'insubordination dans la marine où la présence du jeune prince n'eût fait qu'empirer les choses. Des chamaillis éclataient sur l'escadre même du comte de Grasse qui portait les espoirs du pays. Bougainville adressait à Versailles de longs mémoires contre son chef : le duc de Chartres et le comte d'Estaing les appuyaient avec chaleur. L'humiliante journée du 12 avril 1782, où le comte de Grasse tombait aux mains de l'ennemi avec son vaisseau amiral, redoublait l'irritation des esprits, partagés en deux camps intraitables. Le général portait contre son lieutenant Bougainville neuf chefs d'accusation ; Bougainville réclamait hautement un conseil de guerre, toujours différé malgré le duc de Chartres et le comte

d'Estaing. Le pis était que cet échec aux Antilles avait, en soulevant l'enthousiasme populaire de Londres, retardé les pourparlers de paix. Le crédit de Castries vacillait. Le vœu général remettait au comte d'Estaing, sinon le portefeuille de la marine, au moins le commandement de la grande flotte. Et l'on ne doutait point que le duc de Chartras ne dût l'accompagner.

Le bruit public se trompait une fois de plus. Le prince, comme tout le monde, était las de la guerre, las même des intrigues où il s'engageait à la légère. S'il recherchait un emploi, c'était par amour-propre et pour témoigner contre la paresse, l'insouciance, la peur qu'on lui prêtait. Mais il ne tenait guère à abdiquer sa liberté d'allées et venues, même pour le service du Roi. Il n'était satisfait qu'à condition de voyager à sa guise¹. D'ailleurs, depuis plusieurs mois de gros soucis de finance le préoccupaient contre la gloire. Malgré l'état de guerre, il avait fait une fugue à Spa en août 1780 ; il y avait rencontré le roi de Suède avec lequel il avait joué gros jeu, puis piquant sur Givet et Rocroi où il inspectait la garnison, était revenu par Bruxelles. A la mi-janvier 1782, il parlait de suivre dans le Levant le comte de Choiseul-Gouffier : il voulait voir Constantinople, toute la Grèce et même l'Egypte, avec deux amis le prince de Nassau et le duc de Fitz-James. Or le séjour d'un prince du sang chez le Grand Turc entraînait maintes difficultés qui souriaient peu à notre ambassadeur à la Porte : le Roi s'opposa à ce projet, mais à l'automne, il permit à son cousin de demander à Vergennes des passeports pour l'Italie. Il s'en débarrassait afin d'assoupir la querelle du comte de Grasse et de ses lieutenants qui s'échauffaient trop volontiers au Palais-Royal.

Le comte d'Estaing partait alors pour Cadix prendre le commandement d'une armée franco-espagnole qui tenterait, disait-on, la conquête de la Jamaïque. Le départ du duc de Chartres en Italie ne parut d'abord qu'une feinte pour tromper les curieux ; on croyait que le prince s'embarquerait à Antibes pour aller rejoindre à Cadix son ami le vice-

¹ Selon l'aveu qu'il fera à ses fils le 4 mai 1792. (Bibl. Institut. Mss. N, S., t. XLVIII, 83.)

amiral¹. Pourtant, le comte d'Artois venait de montrer au siège de Gibraltar combien la présence d'un prince gêne le commandement... et le comte d'Estaing aimait ses coudées franches.

Le duc de Chartres portait ses soins ailleurs : il partit simplement à Rome dans le plus strict incognito, sous le nom de comte de Joinville ; il eut le tort de recueillir en chemin le prince de Guéménée, tout frais déshonoré par sa banqueroute. Pie VI lui donna audience et le traita fort aimablement. Pour lui plaire, il fit illuminer dans l'église de Saint-Pierre une grande croix qu'on n'allumait que le jeudi et le vendredi saint, enjoignit au Sacré Collège de rendre la première visite, et fit même avancer l'ouverture de la saison théâtrale. D'ailleurs le comte de Joinville ne chicanait pas sur le cérémonial et ne comptait pas vieillir en Italie ; à peine arrivé, il demandait qu'on lui envoyât un bâtiment à Livourne pour revenir par mer dès la fin de janvier. Ainsi Bernis, notre ministre à Rome, qui maudissait ce voyage inopportun, s'en tira, sinon sans dépense, du moins sans désagrément².

Cependant les hostilités avaient cessé entre la France et l'Angleterre, et le prince était pleinement engagé dans une entreprise trop fameuse, quand la paix générale et définitive, prévue depuis un an, fut conclue à Versailles le 3 septembre 1783. Il comptait exactement trois campagnes sur mer : soit dix mois vingt-sept jours de navigation, dont cinq mois dix-neuf jours en guerre, un commandement en division d'escadre devant l'ennemi et un combat³. Ses états de services s'étaient arrêtés au 18 septembre 1778 : ce lieutenant général des armées navales, tout jeune encore, ne devait plus naviguer un seul jour sur les vaisseaux du Roi.

¹ *Lettres de M. Kagenack*, 12 nov. 1782.

² Fréd. MASSON, *Le cardinal de Bernis*.

³ Voy. son brevet d'amiral délivré à Paris le 1^{er} janvier 1793 par le Conseil exécutif provisoire. Sign. Garat et Monge. (Bibl. Institut. Mss. N. S., t. XLVIII.)

CHAPITRE IX

L'HOMME D'AFFAIRES : L'ENTREPRISE DU PALAIS-ROYAL

Au public la guerre d'Amérique laissait un doute sur la capacité du duc de Chartres, en raison même de cette affaire d'Ouessant qui avait brusquement interrompu sa carrière de marin. Au prince elle laissait un regret, celui de n'avoir pas agi à sa fantaisie, regret mêlé de rancune contre le Roi et les ministres qui, sourds à ses velléités d'action, lui avaient refusé l'occasion de se justifier, en servant à nouveau.

Autant qu'il se pouvait en lui, le duc avait témoigné d'un goût, sinon d'une vocation pour la marine. Il l'avait poursuivi avec plus d'attention qu'on n'eût attendu de lui. L'intérêt familial le stimulait sans doute : néanmoins il avait tenté un effort qu'il s'exagérait volontiers. Or la campagne d'Ouessant, où il avait conscience d'avoir bien servi, le desservait à la Cour comme à la Ville. Ouessant devait rester, sa vie durant, un sujet d'épigrammes, propres à rafraîchir son double ressentiment contre le public et l'autorité royale.

La sottise de l'opinion, il l'avait déjà éprouvée à ses dépens en mars 1778, à propos d'un futile incident de carnaval¹. Le mardi gras, au bal de l'Opéra, la duchesse de Bourbon harcelait de sarcasmes le comte d'Artois qui promenait à son bras M^{me} de Canillac, cette dame de compagnie que la princesse avait récemment congédiée. L'on s'échauffa sous le masque et des libres propos l'on en vint aux gestes. D'un coup d'éventail la duchesse releva la barbe postiche du prince qui

BESENVAL, p. 237 sq ; Marie-Antoinette à Marie-Thérèse, 18 mars 1778.

riposta en lui froissant son loup sur le visage. Monsieur intervint heureusement : et chacun disparut dans le brouhaha. Le lendemain la duchesse riait elle-même de l'aventure qu'elle racontait à son frère : c'était dans l'ordinaire des bals de l'Opéra. Aussi le duc de Chartres s'en allait-il le jeudi, comme de coutume, courre le sanglier à Saint-Germain avec le comte d'Artois chez lequel il dînait, après la chasse. Or ce soir-là, la duchesse de Bourbon, offrant à souper, s'animait au récit de l'incident et déchaînait ses convives contre l'insolence du comte d'Artois. Les propos, rapportés de part et d'autre, envenimaient la querelle qui tournait en orage de cour. L'anecdote, grossie de bouche en bouche, soulevait l'indignation de la Ville contre le frère du Roi ; les novellistes n'assuraient-ils pas que la duchesse de Bourbon avait demandé réparation à Louis XVI, « moins comme princesse que comme femme et citoyenne¹ ? » Trait heureux, sinon exact, qui lui ralliait les cœurs féminins de toute condition. La vérité était que le souverain avait de mauvaise grâce essayé de réconcilier les parties par une explication en famille où chacun avait désavoué pour sa part les propos colportés. Cependant le comte d'Artois, pour satisfaire l'opinion, acceptait au bois de Boulogne une rencontre à l'épée avec le duc de Bourbon. On se hâtait de les séparer et les deux princes indemnes s'embrassaient sur le champ. L'après-midi, le comte rendait visite à la duchesse de Bourbon et le Roi exilait pour huit jours les duellistes désobéissants, l'un à Choisy, l'autre à Chantilly.

L'on se plut à dire que seul le duc de Chartres était sorti blessé de l'affaire, sans avoir combattu. Il partagea bien à tort, dans cette occasion, l'impopularité qui touchait déjà la Reine et la famille royale. Comme il savait à quoi s'en tenir et qu'il ne craignait rien tant que le ridicule et les sots éclats, il n'avait pas pris au sérieux cette brouillerie de cour et n'avait rien changé à sa camaraderie avec le comte d'Artois. On le jugea trop détaché de l'honneur de sa sœur ; cette indifférence parut le calcul de l'ambitieux, qui se lançait alors dans

¹ *Espion anglais*, VIII, 272.

la marine. A ceux qui le pressaient de prendre parti, il répondait agacé que la duchesse de Bourbon n'était ni sa fille ni sa femme et qu'elle comptait assez de vengeurs. Toutefois, la veille même du duel, il s'était enquis auprès du comte d'Artois, et devant Besenval, des propos qui couraient la ville : le prince lui avait répondu qu'il serait bien chagrin de manquer à quelque femme que ce fût, à la duchesse de Bourbon moins qu'à toute autre, et principalement à la sœur du duc de Chartres. Mal informée, l'opinion, jusqu'alors indulgente, lui tint rigueur d'une sage neutralité. Aussi le duc s'abstint de paraître, le soir même du duel, à la Comédie-Française qui donnait la première représentation d'*Irène* : la duchesse de Bourbon, son mari et son beau-père y étaient salués de bravos et bravissimos répétés, tandis que le comte d'Artois et la Reine recueillaient à peine quelques battements de mains.

Cette première expérience renseignait déjà le duc de Chartres sur le prix de la popularité. Au lendemain d'Ouessant, l'injustice du public, qui passait si aisément de l'acclamation au dénigrement, l'en désabusa pleinement. Tant d'inconséquence le dégoûtait du soin de sa gloire, du soin même de sa réputation. Chose grave pour un prince que cette prise en dédain du qu'en dira-t-on, puisque ce qu'on croit des grands, de leur conduite et de leurs propos importe plus en histoire que ce qu'ils sont et font en effet.

Le pis, c'est qu'il se désintéressait tout à la fois du service du Roi. Ce lieutenant général qui figure en tête des états de solde du grand corps, mais pour mémoire seulement, reste sans doute curieux des choses de marine. Il favorise le *Journal de Marine* que publie Blondeau, entretient un cabinet de marine¹, surtout patronne les essais du marquis Ducrest, homme à idées. En juillet 1785, le marquis lance au Havre une frégate de 26 canons, construite aux frais du prince, sur des proportions toutes nouvelles. Tirant moitié moins d'eau que ses pareilles et portant bien la voile, elle joignait la

¹ « Ecole ou encyclopédie de marine complète, formée en grande partie par les soins de l'ingénieur Groignard et qu'il convient de conserver précieusement » dira Buache dans son rapport du 20 nivôse an II à la Commission temporaire des Arts (*Arch. Nat.*, F⁷⁷A, 1052A).

vitesse de la marche à la facilité de manœuvre. Elle arrivait heureusement dans la baie de Spithead où l'amiral Montagu par prudence lui refusait l'accès du port. Le prince et l'inventeur se promettaient de renouveler en grand cet essai avec une frégate de 36 canons qui naviguerait au long cours, sur des mers plus difficiles¹.

Mais ce sont là fantaisies de riche particulier, d'inquiet voyageur, avide de vitesse, qui aimerait d'avoir ses paquebots à Dunkerque ou à Calais pour passer la Manche à son aise.

Peu lui importent en vérité la flotte royale et le service du Roi. Les princes du sang, même sous Louis XIV, n'avaient jamais subi, comme les simples gentilshommes, le prestige du souverain qui les cousinait. Comment le duc de Chartres déçu n'eût-il pas manifesté ce dégoût du service, ce détachement de la personne royale qui s'était insinué dans la haute noblesse, au déclin de la monarchie?

« Aujourd'hui, observait l'abbé de Véri en 1779, personne presque n'oserait dire dans les cercles de Paris : *Je sers le Roi* (sauf les grands valets de Versailles). *Je sers l'Etat, j'ai servi l'Etat*, voilà l'expression la plus usitée. La différence des expressions dénote sûrement la différence des sentiments. Par contrecoup, *planter des choux, végéter dans son village*, ne sont plus des expressions de mépris. On honore maintenant le gentilhomme cultivateur autant que le gentilhomme destructeur. Dans la suite, on lui donnera la préférence. »

Le duc de Chartres boude Versailles où le Roi l'entrevoit sans plaisir. Désormais aucun intérêt de carrière, aucune ambition ne l'y appelle ; il y paraît de moins en moins, et presque uniquement aux jours de représentation pour les cérémonies de commande. En vain la frivolité et le goût commun de la dissipation rapprochent la Reine du prince. Les relations entre Trianon et le Palais-Royal se sont ralenties à mesure que la princesse de Lamballe, si dévouée à son beau-frère, perdait le cœur de Marie-Antoinette. Dès septembre 1776, la surintendante trop attachée au cérémonial,

¹ Métra, XVIII, 242.

le cédait à sa rivale la comtesse Jules de Polignac ; encore tolérée en juillet 1779, elle était exclue l'été suivant de l'intimité royale. A l'automne elle quittait la Cour et allait vivre près du duc de Penthièvre.

Le comte d'Artois lui-même, qui à l'occasion sollicite la Reine pour son compagnon de plaisirs, le duc de Chartres, voit son crédit décroître. La première grossesse de Marie-Antoinette avait restreint la familiarité des promenades et des amusements avec son beau-frère préféré. Bientôt la naissance d'un dauphin (22 octobre 1781), qui renverse la fortune des frères du Roi, change quelque peu les sentiments et l'attitude de la Reine. Forte d'avoir assuré l'avenir du trône, elle tâche de tenir à égale distance le comte de Provence et le comte d'Artois. Toute la faveur, toute la confiance appartiennent désormais aux Polignac qui la claquemurent dans leur coterie. Leurs calculs ne s'accordent guère avec ceux du Palais-Royal. Ce sont deux clans debout l'un contre l'autre entre lesquels va se poursuivre une guerre à coups d'épingle : babillages, cancans, calomnies, railleries surtout, trop agréables à la jeune souveraine.

La mésintelligence entre le duc de Chartres et Marie-Antoinette date sans doute de ce billet du 20 juillet 1779 où elle lui signifiait, de la part du Roi, défense formelle de se joindre à l'armée. Louis XVI eût-il pu résister « aux instances les plus vives de ce qui le touche de plus près ? » comme l'affirmait la Reine. Ce que femme veut, Roi le veut, dut songer le prince avec dépit. De ce jour, il se dit qu'il n'avait plus à compter sur Trianon. Certes Marie-Antoinette et le duc se rencontrent encore au bal, au concert, parfois même en petit comité, comme en avril 1780 à cette parodie répétée en secret au foyer de la grande salle de spectacle de Versailles, après laquelle toute la famille royale se livre jusqu'à l'aube aux espiègeries du *decampativos*. Mais la camaraderie des premiers mois du règne est rompue. Dorénavant Reine et prince font société à part.

L'affaire d'Ouessant marque donc le tournant de la vie de L.-P.-Joseph d'Orléans. Elle brise en lui les deux ressorts les plus propres à maintenir la destinée d'un prince : le soin de

sa gloire et le dévouement au trône. N'attendant plus rien des souverains ni de la Cour, il se rejette dans son privé. Comme d'autres gentilshommes se promettent de « planter leurs choux », il entreprend de faire valoir ses biens et même son apanage. Les embarras du Roi, qu'il critique et fronde avec détachement comme un spectateur au théâtre, passent loin après les siens. Son unique vœu est de contenter librement ses besoins et ses fantaisies d'homme moderne.

Par nécessité, sinon par goût, le marin fit place à l'homme d'affaires, en pleine guerre, avant d'avoir perdu tout espoir de servir à nouveau.

Au printemps de 1780, Séguin, le trésorier du prince, avait jeté l'alarme dans cette insouciance dissipation traversée de velléités d'action et d'intrigues ministérielles. Il se déclarait à bout d'écus et d'expédients. Les intérêts des dettes égalaient maintenant les revenus du jeune ménage princier. Faute de prêteurs, il avait dû avancer de ses deniers onze cent mille livres, presque tout son avoir¹. Il se donnait au diable : comment éviter la banqueroute ?

Le duc de Chartres avait dépensé sans compter depuis son mariage, comme naguère son père dans sa folle jeunesse. Bâtiments, chasses, jeu, débauche, tout avait conspiré à obérer Louis-Philippe le Gros, qui sans cesse retranchait d'un côté pour prodiguer de l'autre, selon le caprice du jour. « Avec un revenu énorme, on est toujours embarrassé dans cette maison », disait alors au marquis d'Argenson² l'un des principaux officiers du Palais-Royal. Pour soutenir son train, le fils du Génovéfain empruntait de toutes mains à rente viagère. Les contrats se multipliaient chez M^e Doyen : 447 prêteurs dans le cours de 1752 et 1753 lui avaient apporté un capital de 2.447.724 livres contre 231.853 livres, 14 sols, 7 deniers de rente. Soixante-quinze contrats de 1754 à 1756, 25 du 11 août 1756 au 23 juin 1761 ; 19 du 17 janvier au 16 août 1760 avaient produit 253.445 livres, contre 25.320 d'intérêt³. Cependant les arrérages s'amassaient, grevant la dépense

¹ Georgette DUCREST, *op. cit.*, I, 100 sq.

² *Journal*, IX, 19.

³ *Arch. Nat.*, R⁴ 1068.

annuelle ; il fallait emprunter encore pour payer ces rentes accrues. C'était la course à la ruine.

Ainsi avait fait Louis-Philippe-Joseph. Son luxe, ses voyages, ses fantaisies de toutes sortes, son jeu effréné dévoreraient ses revenus avant terme. Les deux immenses successions qu'il était appelé à recueillir l'avaient pourvu dès son mariage d'un crédit dont il avait usé jusqu'à l'excès.

Il y avait juste quatre ans que, par convention arrêtée au conseil de la Maison (1^{er} janvier 1776), le duc d'Orléans qui jusqu'alors avait nourri et entretenu ses enfants, avec chevaux et équipages, leur avait remis la jouissance et l'administration des biens propres et personnels énoncés au contrat de mariage¹.

Le duc de Chartres avait été marié avec les biens et droits qui lui appartenaient de son chef, comme héritier en partie de la duchesse d'Orléans, sa mère ; plus avec les biens qui lui revenaient de par la donation entre vifs que lui avait fait précédemment son père, avec réserve d'usufruit, par acte du 10 mai 1757 :

Savoir le domaine de Joinville, le canal d'Orléans, le canal du Loing, les francs bords des dits canaux, une action d'un 30^e dans le canal de Briare, les domaines de Mortain, d'Auge, de Domfront, de Carentan Saint-Lô ; les droits d'insinuation et de 400^e denier dans les trois domaines ci-dessus énoncés, le contrôle des actes de Mortain et d'Auge, du domaine d'Auge, de celui d'Yerville, de la rivière d'Ourcq, du domaine d'Ouchy, un hôtel à Paris rue Neuve des Petits-Champs, trois hôtels sis à Versailles, un hôtel à Fontainebleau, l'hôtel d'Orléans à Compiègne, des héritages sis à Villers-Cotterets, une rente de 45.750 livres sur la recette générale de Rouen, une rente de 9.000 livres sur la ville de Caen, les offices et droits domaniaux acquis ou retirés dans les domaines d'Orléans, Chartres, Nemours² :

soit environ, pour sa part, 250.000 livres de revenu.

Le duc de Penthièvre avait constitué en dot à sa fille six millions sur lesquels il lui avait donné aussitôt pour en jouir, du jour du mariage :

¹ *Arch. Nat.*, R⁴ 826.

² *Ibid.*, T 1655, cote 982.

1° la terre et marquisat d'Albert en Picardie, affermée 55.000 livres.

2° la terre et duché de Carignan au pays de Luxembourg, affermée 30.000 livres.

3° Les domaines engagés de Coutances, Perrier et Saint-Sauveur Landelin en Basse-Normandie, produisant 62.000 livres de rente.

4° enfin 3.000 livres de rente au principal au denier 25 à prendre dans un contrat de plus grande rente sur l'Hôtel de Ville de Paris de la création de 1758.

Soit 150.000 livres de rentes, évaluées pour les capitaux à 3.865.000 livres.

Les 2.135.000 livres, reste de la dot promise, seraient après le décès du duc de Penthièvre, payées à la princesse en terres patrimoniales au denier 30, en domaines engagés au denier 20, et en rentes au taux du Roi, sans intérêts jusqu'au dit décès.

Bien qu'il eût remis au jeune ménage la jouissance de ces 400.000 livres de revenus, le duc d'Orléans continuait néanmoins de le loger, meubler et de le faire servir par les officiers et domestiques de sa Maison et lui payait en outre par quartiers une pension de 400.000 livres. Logés, meublés et servis, le duc et la duchesse de Chartres disposaient donc depuis le 1^{er} janvier 1776 de 800.000 livres de revenus qui se trouvaient, en 1780, mangés d'avance par la masse des rentes viagères que le prince avait constituées.

Or, jusqu'à la mort du duc d'Orléans et du duc de Penthièvre, la fortune du ménage n'était point susceptible d'accroissement ni de plus-value, puisqu'elle se composait de rentes et de terres affermées à longs baux. Selon l'éternel usage, on eut recours aux parents. Le duc de Penthièvre n'eût pas laissé sa fille dans la gêne. Mais ses affaires étaient dérangées « à force d'arrangements » et il réservait bon an mal an 400.000 livres pour ses charités. Pourtant il lui avançait 235.000 livres à valoir sur le reliquat de sa dot. Le 1^{er} avril 1780, un contrat de 11.750 livres de rentes qu'il lui consentait annonce qu'il reste dû à la duchesse de Chartres 1.900.000 livres, et non plus 2.135.000. Bien plus, le 4 avril

1780, il lui constituait, par supplément de dot et en sus du revenu qui lui avait été assigné par le contrat de mariage, une rente perpétuelle de 50.000 livres¹.

Le duc d'Orléans n'était guère moins bonhomme que le duc de Penthièvre, mais il n'était pas aussi riche. Les biens de la Maison rapportaient net 3.003. 120 livres, 4 s. 2 d. en 1753, après liquidation de la succession de son père². Fort obéré pour sa part, il était trop souvent court d'argent. Il fallut l'assigner en restitution des 150.000 livres, cadeau de mariage du Roi au duc de Chartres, bien propre et personnel énoncé au contrat. M^{me} de Montesson arrêta, dit-on, cette procédure désagréable en engageant ses diamants que son tendre mari se hâta de retirer³.

Ces secours d'un moment ne pouvaient combler le gouffre qui s'était ouvert sous les pas du jeune prince. Il consulta les hommes d'affaires les plus habiles de la capitale : aucun ne put le tirer d'embarras.

Le frère de M^{me} de Genlis, le marquis Ducrest, dont la tête bourdonnait de projets, engagea alors le duc de Chartres à exploiter le Palais-Royal, l'un des biens morts de la maison. Il lui représenta le grand parti à tirer de ce jardin, entouré de maisons disparates, dont les maîtres en prenaient à leur aise avec l'apanage. Dans ces premières années du règne de Louis XVI, Paris, fiévreuse capitale dont la figure change sans cesse, accélérât le cours de ses métamorphoses. Il se desserrait au centre et débordait ses limites. Sur la rive droite en particulier, spéculateurs et architectes se donnaient carrière : ils dépeçaient à cœur-joie les hôtels du dernier siècle, afin d'ouvrir de nouvelles rues. Brongniart bâtissait le quartier de la Chaussée d'Antin ; dans le voisinage même du Palais-Royal, le bel hôtel du duc de Choiseul venait d'être vendu avec son superbe jardin à une compagnie d'entrepreneurs. L'enclos de l'hôpital des Quinze-Vingts, transféré de la rue Saint-Honoré au faubourg Saint-Antoine, donnait lieu à une spéculation où s'engageait le duc de Chartres. Dès l'au-

¹ Arch. Nat., T 1655, cotes 55 et 56.

² *Etat des biens de la Maison d'Orléans en 1753* (Bibl. Nat. Mss. fr. 7.869).

³ Bach., 23 avril 1782.

tomne de 1776, l'on isolait sur le papier le jardin des Tuileries par une rue parallèle à la terrasse des Feuillants. L'on ne parlait que de percées ; les plaisants disaient que la ville ressemblerait bientôt à un crible, et l'on calculait que le bénéfice des façades, ainsi ménagées sur les nouvelles voies, compenserait avec avantage les frais de ces remaniements.

L'exemple était tentant pour le seigneur du Palais-Royal. Que ne mettait-il en coupe réglée ce domaine précieux, qui occupait le centre des plaisirs parisiens et les rassemblait tous à l'Opéra ! Mais le duc de Chartres n'était que simple occupant : pour entamer cette entreprise, capable de rétablir ses finances, il fallait d'abord que le duc d'Orléans lui transférât dès à présent la pleine et entière propriété du Palais-Royal. Le marquis Ducrest se chargea de la négociation. M^{me} de Montesson, sa tante, qui n'avait point renoncé à se concilier les bonnes grâces de son beau-fils, s'y employa volontiers ; elle se désintéressait de ces grandes demeures de la Maison, Palais-Royal et château de Saint-Cloud, où elle ne pouvait faire figure de princesse. Le duc d'Orléans, dans l'espoir de mettre la paix autour de lui, signait le 30 décembre 1780, au Raincy, la donation entre vifs au duc de Chartres du Palais-Royal et de ses dépendances « irrévocablement, en la meilleure forme que donation puisse valoir », avec tous les droits qu'il tenait de la cession faite par Louis XIV à Monsieur, son frère unique, par lettres patentes de février 1692, et toutes les réunions qui y avaient été faites depuis¹.

La bonne foi du duc d'Orléans n'avait pas été surprise. Le projet de spéculation sur le Palais-Royal avait été mûrement examiné au conseil de la Maison : les clauses et les réserves mêmes de la donation en témoignent. En vertu de la permission octroyée par Louis XIV à Monsieur, le duc de Chartres était libre de démolir, reconstruire et augmenter à son gré, mais sous certaines conditions : il ne pourrait déloger aucune des personnes attachées à la Maison sans leur rendre un logement équivalent, ni toucher aux salles des archives avant d'en avoir construits d'autres, aussi hautes, aussi

¹ Arch. Nat., R⁴ 282.

larges, aussi sûres que les anciennes. De grandes pièces devaient être aménagées dans les nouveaux bâtiments pour ranger et exposer sous leur jour le plus avantageux les collections de tableaux. Enfin le public conserverait l'agrément des cours et du jardin.

La donation du père au fils ne comprenait que le palais nu. Il en avait exclu tous les tableaux, médailles, pierres gravées, statues, sculptures, bronzes, livres, bibliothèques et généralement tous les meubles meublants et effets mobiliers, sauf ceux qui garnissaient les appartements du duc, de la duchesse et de leurs enfants qu'il leur avait abandonnés, moins les tableaux. Le duc de Chartres n'aurait la jouissance de tout ce mobilier que sous le bon plaisir du duc d'Orléans, qui serait libre d'en disposer en tout ou partie, de l'enlever ou de l'aliéner sans conteste. Une clause spéciale et additionnelle, qui insistait sur cette réserve, fut signée le surlendemain, 4^{er} janvier 1781 après-midi, dans l'hôtel de la Chaussée d'Antin.

D'ailleurs le duc d'Orléans n'était point tout à fait évincé du palais : il s'y réservait son appartement d'apparat, tel quel, la nomination aux logements actuellement existants, et la désignation du concierge qui disposerait d'une certaine quantité de boutiques d'un revenu de dix mille livres ou serait appointé de la même somme. En cas de prédécès du duc de Chartres, le père reprendrait l'administration et la police intérieure du Palais-Royal, à charge de tenir tous les arrangements arrêtés par son fils.

Aussi bien, avant d'entreprendre les constructions nouvelles, le duc de Chartres devait avoir réuni les fonds nécessaires pour leur entière confection. Clause prudente qui ne sera point respectée !

Quelques jours après cet acte notarié, le bruit se répandait à la Ville que Louis, l'architecte du théâtre de Bordeaux, méditait de construire une rue au beau milieu du Palais-Royal. Victor Louis, un Parisien de la rue du Pont-aux-Biches, fils d'un maître maçon et filleul d'un maître paveur, ancien pensionnaire du Roi et premier architecte du comte Poniatowski, roi de Pologne, (grâce à M^{me} Geoffrin) puis du maréchal de Richelieu et de Monsieur, avait eu la chance de

promener le duc de Chartres sur son chantier même de Bordeaux, alors qu'enivré du bonheur d'élever un grand monument, il se riait de toutes les difficultés de l'entreprise. Le prince, séduit par l'entrain de l'artiste, avait accepté de poser la première pierre de l'édifice, déjà sorti de terre. Cette cérémonie improvisée du 13 avril 1776 allait assurer la fortune de Victor Louis. Revenu et réinstallé à Paris, où son activité fiévreuse menait de pair le travail et le plaisir, il reprenait rang aussitôt parmi les hommes à la mode ; sa femme, Emmanuelle Bayon, belle et spirituelle, pianiste et compositeur de talent, tenait brillamment salon rue de la Michodière¹. M^{me} de Genlis, qui aimait et appréciait la musicienne, dut servir le mari auprès du duc de Chartres. Dans toute la force de l'âge et du talent, l'architecte qui avait achevé la belle salle de comédie bordelaise, malgré la pénurie d'argent et les désaccords répétés avec le corps de ville, était bien le gaillard propre à conduire la vaste aventure du Palais-Royal.

Plusieurs semaines durant, il s'enfermait avec le marquis Ducrest pour étudier les plans et les devis des nouveaux bâtiments : plus de doute ! on allait construire dans le jardin du palais. Les propriétaires d'alentour, qui, grâce à la négligence débonnaire des ducs d'Orléans, s'étaient ménagé peu à peu, par un véritable empiètement, des jours et des issues sur le jardin princier, n'en voulurent pas croire leurs oreilles. Ils se jugèrent menacés dans leurs droits les plus légitimes : toucher au jardin, c'était troubler, amoindrir leur propriété. Ils étaient soixante-douze et la plupart, grands seigneurs, magistrats, financiers², disposaient d'une grande influence. Ils protestèrent d'abord auprès de Séguin, sollicitèrent la médiation de la duchesse de Chartres, du duc de Penthièvre, du duc d'Orléans. Ensuite ils s'adressèrent au duc de Chartres lui-même. Une députation solennelle des plus notables d'entre eux se présenta au Palais-Royal le vendredi matin 6 avril 1781, à l'heure indiquée par le prince qui se fit attendre longtemps. Il parut en robe de chambre et en caleçon. La discussion fut vive et l'on se sépara sur des menaces. Le duc

¹ Ch. MARIONNEAU, *Victor-Louis*, Bordeaux, 1881, in-8°.

² *Elat des biens des propriétaires...*, Arch. Nat., R⁴ 288.

déclara que toutes les représentations seraient vaines et qu'il ferait valoir son bien, comme il l'entendait. « Nous ayons deux millions à dépenser pour nous défendre, prononça le marquis de Voyer. — Et moi quatre, répliqua le prince ». Enfin ils firent donner l'archevêque de Paris, qui, possédant le droit de lods et ventes sur la plupart de leurs maisons, était intéressé à ce qu'elles ne perdissent pas de leur valeur. Il vint le 16 avril en grande cérémonie prier le duc de laisser les choses en l'état. L'autre lui observa qu'il le croyait trop juste pour exiger d'un propriétaire qu'il se gênât dans la manière d'exploiter son bien, en considération de la petite diminution que cela pourrait apporter par contre-coup au revenu d'un voisin richissime¹... Déjà, pour remettre les choses au point, le conseil du prince avait fait afficher dans le jardin du Palais-Royal une ordonnance qui renouvelait le règlement pour la police du lieu. On y remarquait cette phrase délibérée : *Les propriétaires des maisons autour du jardin qui tiennent de la bienveillance de Monseigneur des jours et des issues sur le dit jardin*², etc...

Alors ils consultèrent, barbouillèrent du papier, recoururent au Roi et finalement entamèrent un procès. Au lieu de prouver leur propre droit, ils contestèrent celui du duc de Chartres, simple usufruitier à leurs yeux et non propriétaire du Palais-Royal, selon le testament du cardinal de Richelieu. Ainsi ils attaquaient la donation même de Louis XIV à Monsieur, sur le prétexte que Richelieu n'avait légué sa demeure au Roi qu'à condition que le souverain l'habiterait lui-même ou, à son défaut, l'héritier présomptif de la Couronne.

Surtout ils excitèrent et attroupèrent le public : nouvelles et badauds, qui se voyaient déjà privés du jardin, limonadiers, boutiquiers et marchands ambulants des boulevards, logeurs des foires Saint-Germain et Saint-Laurent, qui se sentirent menacés par le déplacement d'intérêts que devait entraîner dans la capitale l'aménagement du Palais-Royal. Ce fut une véritable révolte de l'opinion qui s'acharna, des mois durant, contre le prince : calembours et quolibets,

Corresp. secrète, 18 et 26 avril 1781; Bach., 2, 7, 8 avril,
Bach., 9 avril.

chansons à ses oreilles, la plupart assez plates, placards à sa porte ou dans son escalier, gravures et pamphlets infâmes, huées en public, manifestations à son nez au théâtre, il essuya toute la gamme de l'impopularité. Il affronta gaiement ce décri factice, provoqué par une coalition de gros et menus intérêts, trop injuste, trop outré pour ne pas virer un jour à son profit. Le Régent en avait vu bien d'autres ! La Ville lui reviendrait quand elle serait détrompée par l'aspect engageant du palais neuf.

Pourtant, s'il ne céda point sur son projet, il dut manœuvrer avec cette ligue de propriétaires hostiles, avec cette opinion dont il se moquait à part lui. Fait singulier sous une monarchie réputée absolue que ce prince du sang, si peu maître chez lui, obligé par le cri public de rendre compte, de soumettre ses plans au Roi d'abord, aux badauds ensuite, comme s'il s'agissait d'une affaire d'Etat.

Les plans de Louis, arrêtés et signés le 12 juin 1781, étaient produits au Conseil, dont l'arrêt, rendu sur requête du prince par lettres patentes du 17 juin 1781⁴, prononçait à l'intention du public réprobateur une sorte d'arbitrage entre le duc et ses voisins récalcitrants. Ces lettres justifiaient et coloraient, selon le droit, l'entreprise princière. Louis XIV avait donné le Palais-Royal à Monsieur « afin que notre dit frère et sa postérité masculine puissent y avoir un logement qui réponde à la grandeur de leur naissance. » Aussi lui avait-il permis d'y faire telles augmentations, améliorations ou décorations que bon lui semblerait, du prix desquelles, en cas de réversion à la Couronne, les héritiers de Monsieur seraient remboursés par lui ou ses successeurs Rois. Chaque duc d'Orléans (et Louis-Philippe le Gros en particulier) avait déjà amélioré le Palais-Royal, sans que le public songeât à protester ni à chicaner. Il était juste que le duc de Chartres cherchât à remplir l'objet de la donation, en ménageant à ses trois fils des logements convenables pour l'époque prochaine de leur établissement. Les rues larges de vingt-quatre pieds qu'il se proposait de tracer sur les trois côtés de sa demeure,

⁴ Arch. Nat., R¹ 282.

entre les maisons riveraines du jardin et les nouvelles maisons sur plan, offriraient aux propriétaires mécontents des jours et des sorties libres, au lieu des jours et des sorties de souffrance qu'il tolérait présentement. Le rétrécissement du jardin, dont le public gardait la jouissance, serait compensé par l'agrément des promenades couvertes qui lui feraient bordure.

Mais le prince avait sollicité un arrêt du Conseil moins par désir de l'approbation royale que par besoin d'argent. La convention du 30 décembre 1780 l'obligeait envers le duc d'Orléans à réunir, préalablement aux travaux, les fonds nécessaires à leur entière confection. Or son crédit était épuisé et la malveillance du public, les menaces de procès n'étaient guère propres à lui attirer des prêteurs. Le plus simple semblait donc d'aliéner une partie du terrain ; les acheteurs y feraient bâtir à leurs frais, suivant les plans de Louis. Le produit de la vente pourvoirait aux constructions du palais proprement dit.

Par ces lettres patentes du 17 juin 1781, le Roi permettait bien à son cousin d'aliéner 2.300 toises superficielles du jardin du Palais-Royal, à prendre dans son pourtour, selon l'indication du plan levé par Louis, plan qui demeurerait annexé au contre-scel du parchemin. Mais le prince devait en employer le prix au paiement des améliorations du palais, sans pouvoir, dans le cas où ces constructions excéderaient le produit de la vente, répéter la moindre somme contre le Domaine de la Couronne, et à charge, dans le cas contraire, d'employer le surplus en acquisition de fonds qui rentreraient dans l'apanage.

Cette clause gênait fort le duc de Chartres qui recherchait précisément dans l'opération le bénéfice indispensable au rétablissement de ses finances. Néanmoins l'administration de Louis XVI n'était point assez rigoureuse pour ôter à un prince du sang l'espoir d'un accommodement. L'essentiel, en ce moment, était que le plan de son entreprise fût publié par les soins et avec l'approbation du Roi lui-même.

Les premiers plans de Louis avaient été remis en question, quatre jours avant la signature du duc, par la ruine de l'Opéra

qui avait pris feu le vendredi 8 juin 1781, fête de saint Médard, un quart d'heure après la représentation d'*Orphée*. L'Opéra, appartenant au Palais-Royal, faisait partie de cet ensemble de bâtiments auxquels l'architecte avait dû adapter ses dessins. L'incendie, qui déblayait le champ, n'était pas inopportun pour lui. Il imaginait aussitôt un théâtre plus vaste, plus moderne, et le duc de Chartres adressait quelques semaines plus tard à M. Amelot un mémoire dicté par l'artiste qui contenait sur la réfection de la salle les propositions les plus avantageuses.

Mais l'Opéra serait-il rebâti à la même place ? Bouquet de tous les arts, il composait le plus brillant, le plus goûté des plaisirs de la ville, celui dont les Parisiens pouvaient le moins se passer, et le Roi, c'est-à-dire la Reine, désirait le mettre à sa porte, sur la place du Carrousel, tout près du château des Tuileries et non plus du Palais-Royal. Seul l'état de guerre et le besoin d'économies ajournaient ce projet. Grave souci pour le duc de Chartres ! car la présence dans sa demeure d'un spectacle comme l'Opéra donnait grand prix à son domaine. Enlever l'Opéra au Palais-Royal, c'était le découronner. Voilà pour lui un sujet d'incertitude, une autre source de difficultés et de procès dont se réjouissent ses ennemis.

« Encore si c'était le Palais-Royal ! » avaient-ils proféré en regardant flamber l'Opéra. Les propriétaires, qui affirmaient leur décision de s'opposer aux lettres patentes, les limonadiers inquiets de leur commerce, les flâneurs troublés dans leurs habitudes, souhaitaient mille morts au prince, comptant sans cesse sur quelque traversé pour rompre son entreprise. Mais la persévérance du duc, indifférent à leurs sarcasmes, les jetait hors d'eux-mêmes. Leur fureur d'injures finit même par lasser les nouvellistes, dégoûtés de tant de platitudes. À entendre le bruit public, l'on aurait cru que l'affaire du Palais-Royal dominait toutes les autres : l'expédition de Gibraltar, les nouvelles de la guerre passaient au second plan.

Cependant le prince et son conseil, sans se laisser intimider, opéraient avec adresse. Ils en appelaient au public impartial ; les plans originaux, profils et élévations, étaient exposés dans un appartement du Palais-Royal où, dès le

9 juillet, chacun pouvait les voir et juger de ses yeux.

La caricature qui représentait le duc travesti en chiffonnier, cherchant des loques à terre (locataires), était une calomnie. Il n'entreprenait point une spéculation sordide. Homme de goût, il aimait le noble, sinon le grand, l'agréable sinon le beau ; et le talent de Victor Louis répondait que l'art réhausserait l'utile dans les nouvelles constructions.

Thiery, l'auteur de *l'Almanach du voyageur à Paris*, a interrogé pour nous l'architecte, dans toute la fièvre de son œuvre.

Selon les désirs du prince, il devait : 1° Edifier au midi, dans toute la largeur du jardin, un corps de bâtiments, en augmentation de l'ancien palais. — 2° Encadrer le jardin, sur les trois autres côtés du rectangle, d'une suite de maisons, propres à masquer le désordre des anciennes et à loger de riches particuliers, assez décorées donc pour paraître une dépendance immédiate et nécessaire du palais. — 3° Ouvrir le long de cette architecture rectangulaire des promenoirs couverts et continus qui s'élargiraient en péristyles sous le nouveau palais comme sous l'ancien, que l'on éviderait plus tard jusqu'au premier étage.

L'on ne saurait dire que le prince et son conseil trahissaient ainsi l'objet de la donation de 1692. Pourtant ces maisons de rapport, destinées à des particuliers, ces galeries pratiquées à l'intention du public et sous lesquelles s'ouvriraient des boutiques, accusaient un dessein financier, fort étranger à Louis XIV et à son frère. Ce mélange hardi de grandeur et d'industrie, presque effronté pour le temps, marqué bien la fin d'un siècle qui, instruit par Law, avait livré la haute noblesse au démon des affaires.

Le difficile pour Victor Louis était de camper cet ensemble architectural dans un espace étroit et fermé et d'accorder les percées, l'exhaussement et la décoration du palais neuf avec le corps de logis et les deux ailes du palais existant. Pour annoncer « la vaste enceinte du palais d'un prince de la Maison de France à tous ceux qui entreraient dans le jardin » l'artiste, dédaignant la variété des masses et des ornements, que les arbres eussent offusqués, s'en tint à une simple façade

en ligne droite, d'une décoration uniforme, plus grande par son uniformité même. Un seul ordre, l'ordre composite avec pilastres cannelés, embrasserait de la base au faite tous les étages et dominerait toujours les plantations du jardin.

Sur les trois faces destinées aux particuliers, le rez-de-chaussée et l'entresol, en retrait sous les arcades qui formeraient promenoir public, seraient occupés par des boutiques de luxe et d'agrément. Le premier étage serait pris dans la hauteur de l'ordre, le second dans l'entablement décoré de consoles et de guirlandes, le troisième dans la mansarde que cacherait à demi une balustrade supportant des vases gracieux. Les combles dissimuleraient force logements pour domestiques.

Au midi, la quatrième face, contiguë au palais, serait la demeure du prince. Elle offrirait le même ordre d'architecture que les trois autres côtés, sauf que les colonnes remplaceraient les pilastres et qu'un seul étage serait pris dans le reste de l'ordre. Au-dessus, un attique, dont la richesse répondrait à la colonnade inférieure, décorerait le second étage. Le principal promenoir, pratiqué sous ce palais neuf, serait porté par six rangs de colonnes doriques, d'une hauteur égale à celle des galeries du jardin. Une partie du premier étage sur le jardin serait consacrée à un Musée qui rassemblerait sous le meilleur jour, pour l'instruction des artistes et des amateurs, toutes les collections d'art de la Maison.

Ce vaste plan fut expliqué dans l'*Exposé des changements à faire au Palais-Royal*, imprimé par ordre de S. A. S. le duc de Chartres, prince du sang ; Paris, juillet 1784, — brochure in-quarto répandue à profusion dans le public. C'était un plaidoyer qui vantait les avantages du nouveau jardin, capable d'effacer le regret de l'ancien.

Le jardin qui sera bordé par la grande colonnade du palais et par des maisons régulières, toutes assujetties à une façade uniforme (en pilastres de l'ordre corinthien), qui communiquera sur tout son pourtour à la promenade couverte, la plus vaste et la plus magnifique, éclairée d'ailleurs le soir, et même la nuit jusqu'à deux heures, par 188 réverbères suspendus sous le cintre des arcades et par les appartements des nouvelles maisons, paraîtra peut-être

au public plus qu'un dédommagement de la perte de la grande allée, qui est presque le seul endroit où l'on se porte aujourd'hui et qu'il faudra bien se résoudre à perdre dans peu d'années. Spectacle à la fois et promenade de toutes les saisons et de tous les moments, ce local présentera un genre de beauté dont il n'y a pas d'exemple à Paris et convaincra le public que, dans les plans arrêtés par S. A. S., il n'a pas été un seul instant oublié.

Un amateur d'espace libre répondit dans un petit pamphlet manuscrit que les Parisiens avaient moins besoin d'arcades que d'air pour respirer.

Il s'en faut de beaucoup qu'on en ait assez au Palais-Royal et vous voulez supprimer le peu qui en reste. Si vous avez envie d'orner le jardin d'arcades et de réverbères, achetez la rue Richelieu d'un côté, de l'autre la rue des Bons-Enfants et alors vous pourrez faire croire à votre magnificence ainsi qu'à votre générosité¹...

Un matin, on trouva sur les plans exposés les nouvelles rues ainsi dénommées : *rue d'Ouessant*, *rue de Saint-Esprit*. Mais les esprits le moins échauffés, ramenés par le prospectus, ne riaient plus ; surtout les entrepreneurs, alléchés par l'examen des plans, offraient leurs concours. Ducrest entamait des pourparlers avec des banquiers génois, qui devaient aboutir le 9 août, chez M^e Duclos et son confrère, à un contrat de constitution de la somme de 50.000 livres au denier 20 d'un million de livres de France². On laissait courir le bruit que le prince avait emprunté cinq millions³ ; c'était à peu près la somme estimée nécessaire pour l'ensemble des constructions. Ainsi, pour le public, l'on semblait être en règle avec la clause de la donation paternelle qui défendait de rien commencer, avant d'avoir réuni les fonds capables de soutenir jusqu'au bout l'entreprise.

Fort de ce prêt qui lui fournissait un premier fonds, le duc de Chartres avait donné son désistement des lettres patentes et l'avait fait signifier à tous les propriétaires opposants (30 juillet). Paris était ainsi privé du spectacle d'un grand procès

¹ Métra, XI, 366.

² Arch. Nat., T 1655, cote 1294.

³ Corresp. secrète, I, 423.

qu'on se promettait pour décembre, après les vacances. Un instant les adversaires du prince crurent qu'il abandonnait son projet : ils se réjouissaient trop tôt. Le mardi 24 juillet, dans son propre jardin, le duc avait été entouré et hué par une foule hostile. Rentré précipitamment, il aurait aussitôt par dépit donné l'ordre de commencer les travaux dès la semaine suivante.

Le bruit avait couru que les portes du jardin seraient cadennassées, par crainte du public. Mais c'est toutes portes ouvertes, sous les yeux des badauds amusés malgré tout, que la cognée fut mise aux arbres de la grande allée le mercredi 1^{er} août. Le soir même, une douzaine gisaient tristement. Le lendemain, à 5 heures du matin, le « régiment de la pioche », qui avait construit le chemin de Neuilly, envahissait la célèbre allée pour la jeter à bas. Au 15 août, cette promenade ombreuse n'était plus qu'une grande place rase où le soleil régnait en maître. Le public se consolait en lisant les *Adieux de l'arbre de Cracovie*, en suivant le travail des bûcherons et des terrassiers. Mais tous les hôtes du Palais-Royal, les limonadiers et autres marchands qui étaient dans la grande allée, les habitués du café de Foy et du Caveau, nouvellistes et gens de la bourse, élégants et filles enrageaient ou semblaient perdus. Les limonadiers surtout criaient à la ruine : ils ne cédaient le terrain que pas à pas. D'abord ils se réfugiaient dans le petit bois qui faisait face au Caveau : on y transportait toutes les chaises, et Jousserand, maître du café de Foy, résolu à tenir jusqu'au bout, y installait une tente pour la dégustation des glaces. « Les abatis de dindon » se poursuivaient rapidement, sous l'œil des curieux. Le 15 septembre, on enlevait et on rassemblait les statues derrière une grille, dans un petit enclos voisin. *Conseil du prince !* y affichait un plaisant. A la mi-octobre le jardin, mis à nu, ressemblait à un vaste chantier où l'on vendait quelques cordes de menu bois. Seuls une vingtaine d'arbrisseaux restaient debout près du bassin : ils devaient être épargnés et abriter la boutique en bois, dernier refuge de Jousserand. La curiosité était maintenant la plus forte ; ce changement à vue amusait comme un spectacle les flâneurs qui ne tenaient

plus compte des épigrammes ni des injures quotidiennes à l'adresse du prince.

Cependant ses adversaires n'avaient pas encore renoncé à l'arrêter dans son entreprise. Chaque incident leur rendait l'espoir. Le 15 août, M. Amelot, ministre de Paris, informait le duc de Chartres que l'intention royale était de rebâtir l'Opéra à proximité du château des Tuileries et qu'il pouvait disposer du terrain de l'ancienne salle. L'éloignement de l'Opéra dépréciait les terrains du Palais-Royal; de plus un édit, publié la semaine précédente, augmentait fort la dépense du bâtiment par de nouveaux impôts sur le moëllon, le plâtre, la charpente. On se flatta que le prince, sensible à ce coup, se raviserait cette fois. Le fait est qu'il répondait gaîment à ceux qui lui représentaient qu'il ne pourrait achever, faute d'argent, cette longue et coûteuse entreprise, évaluée par eux à vingt millions. « Si, car tout le monde me jette la pierre! » Il lui fallait grossir ses revenus, coûte que coûte: il persévérerait à faire valoir son bien, envers et contre tous.

Les propriétaires riverains du Palais-Royal, un peu déconcertés par son renoncement aux lettres patentes, cherchèrent une voie d'opposition. Ne seraient-ils pas admis à demander contre lui défense provisoire de rien entreprendre jusqu'au jugement du fond? Sur l'avis favorable des trois jurisconsultes Babbille, Collet et Treilhard, daté du 29 août, ils présentèrent aussitôt leur requête (30 août). Au mémoire répandu par eux dans le public, le conseil du prince répliqua par un autre plus bref: « *Précis sur le provisoire*, pour M. le duc de Chartres défendeur, contre quelques propriétaires des maisons situées sur le jardin du Palais-Royal, demandeurs. » Quelques propriétaires, observait-il, car la moitié à peine des riverains du palais plaidaient sans bonne foi. Ce précis rétablissait net les faits, les actes, les lois, la possession, les intérêts même qui témoignaient en faveur du prince. Les demandeurs faisaient remonter la date et l'origine de leurs fenêtres au temps où Louis XIV habitait lui-même le Palais-Royal, alors que, papiers en main, les maisons actuelles n'avaient été bâties que depuis la jouis-

sance des ducs d'Orléans. Les escaliers et saillies de ces maisons empiétaient si bien sur le sol même du palais jusqu'au grillage qui fut dressé en 1732, que Louis le Génovéfain, pour interrompre cette propriété qui peut s'acquérir par la prescription, avait exigé d'eux la reconnaissance formelle que ces jouissances étaient précaires et amovibles. Il ne s'était point soucié des fenêtres et vues droites qui, hors de toute prescription, requièrent un titre précis. Enfin les demandeurs ne se plaignaient-ils pas mal à propos des intentions du prince qui, loin de chercher à leur nuire, travaillait de ses deniers à l'amélioration de leurs terrains?

Ils en furent pour leurs grimoires et leurs actes de procédure. Le conseil princier avait eu soin de diviser le groupe de ces opposants. Il examinait juridiquement les droits de chaque partie et transigeait avec les plus notables. Ainsi les héritiers du marquis d'Argenson devaient rétrocéder au prince en 1784 l'hôtel familial, sis rue des Bons-Enfants, contre une rente foncière de 10.000 livres payable jusqu'au dernier survivant de leur postérité mâle ou femelle¹.

Sans autre forme de procès, le duc de Chartres faisait donc arracher le grillage qui séparait les maisons de son jardin. Les ouvriers fouillaient et remuaient le sol, les excavations s'ouvraient, et l'entrepreneur Berthault accumulait à la hâte force matériaux... Il avait signé avec le duc un traité rigoureux le 9 novembre 1781². Il s'était engagé, solidairement avec sa femme, à lui remettre au plus tard le 1^{er} avril 1784, clefs à la main, prêts à être habités, les corps de bâtiments parallèles aux rues Richelieu, Neuve des Petits-Champs et des Bons-Enfants. Le forfait pour la totalité des ouvrages et constructions avait été fixé invariablement à 3.302.250 livres, sur l'offre même de Berthault qui déclarait avoir étudié les devis tout à loisir, d'après les conseils les plus solides.

Quoi qu'il advînt, ni le délai de réception ne pourrait être prorogé, « sous quelque prétexte que ce soit et puisse être, à peine de toutes pertes, dépens, dommages et intérêts », ni le

¹ *Arch. Nat.*, X⁴ 9181.

² *Ibid.*, R⁴ 282.

prix convenu souffrir de variation en plus ou en moins « tel cas fortuit prévu ou imprévu qui puisse arriver, augmentation ou diminution de droits, frais, abondance ou rareté de matériaux, etc... »

Le prince s'obligeait de verser à Berthault, par les mains de son trésorier, la somme dite, en espèces sonnantes ayant cours, sans aucuns papiers, billets, ni effets royaux, de quelque nature qu'ils soient et quelque cours qu'ils aient dans le commerce en vertu d'édits royaux, au bénéfice desquels il renonçait expressément ainsi qu'à toutes voies suspensives de paiement. Il devait s'acquitter par échelons à termes fixes « avec l'exactitude la plus stricte », savoir : trois paiements de 40.000 livres les 15 novembre, décembre et janvier suivants, deux de 60.000 le 15 février et le 5 mars 1782 ; puis vingt-quatre paiements égaux, chacun de 410.000 livres, se succèderaient le 15, de mois en mois à partir du 15 avril, sauf le dernier qui aurait lieu le 1^{er} avril 1784. Chacun de ces versements se ferait contre certificat du sieur Louis, premier architecte, des sieurs Lebrun et Paris, contrôleurs des bâtiments de S. A. S., constatant que la valeur des ouvrages faits depuis l'échéance dernière excédait le paiement à faire, et à l'égard du premier, que l'entrepreneur avait fait voiturier une quantité de matériaux excédante dans le jardin du Palais-Royal.

Le reste du forfait, soit 422.250 livres, serait payé immédiatement après le procès-verbal de visite et de réception de la totalité des ouvrages, s'ils étaient finis, parfaits pour le 1^{er} avril 1784 ; sinon, cette somme ne serait exigible qu'à l'expiration d'autant d'années qu'il se serait écoulé de mois du 1^{er} avril 1784 jusqu'à la perfection totale de ces ouvrages. D'ailleurs, à défaut de paiement en tout ou partie aux échéances déterminées, Berthault, à moins que le retard ne procédât de l'insuffisance des travaux, ne serait plus assujéti à tenir le marché.

Le contrat passé par le prince avec l'architecte répondait à celui passé avec l'entrepreneur. Louis devait recevoir sur ce devis à forfait le sou pour livre, c'est-à-dire 165.412 livres qu'il toucherait par fractions de 5.000 livres et par quartier, à

compter du 1^{er} octobre 1781, soit un total de 50.000 livres au 1^{er} avril 1784. Le reste ne lui serait versé qu'après la réception des bâtiments. Dans le cas où la dépense prévue par Berthault serait dépassée, le duc retiendrait à Louis quinze pour cent du surcroît à sa charge¹. L'architecte était donc intéressé contre l'entrepreneur, et tous deux étaient liés par cette date stricte du 1^{er} avril 1784. Le duc de Chartres était pressé : la question de bonne ou de mal façon lui importait moins que la question du délai.

Il ne s'agissait dans ces deux traités que des maisons de rapport, à construire sur les trois côtés parallèles à la rue Richelieu, Neuve des Petits-Champs et des Bons-Enfants. Les plans et les devis du quatrième côté, destiné à l'habitation du prince, restaient encore à l'étude.

Cette façade n'avait été que le prétexte de l'entreprise, et d'ailleurs la question de l'Opéra, qui jusqu'alors avait fait corps avec le palais, suspendait de ce côté la décision du prince.

Autant le procès dont l'avaient menacé les propriétaires voisins avait laissé le duc indifférent, autant celui qu'il engageait avec la Ville au sujet de ce théâtre lui tenait à cœur.

Son père avait fait de grands débours pour maintenir chez lui, coûte que coûte, l'Académie royale de musique après l'incendie du 4 avril 1763. C'est en sacrifiant plusieurs maisons patrimoniales qu'il avait fourni tout le terrain nécessaire à la salle plus spacieuse et plus commode que la Ville, administratrice de l'Académie, faisait construire à ses frais, comme juste dédommagement à l'ancienne salle bâtie par Richelieu dans son palais. Par traité du 24 mai 1764, sanctionné par un édit du mois d'août suivant, enregistré au Parlement purement et simplement le 28 dudit mois, les officiers municipaux de Paris, en qualité d'administrateurs à perpétuité de l'Académie royale de musique, avaient eu comme par le passé, sous le bon plaisir du Roi et du duc

¹ *Arch. Nat*, R¹ 289. Le 20 sept. 1784, Louis offrit lui-même de réduire ses honoraires à 6 deniers pour livre au lieu d'un sol (T 1677, cote 1.110); le 25 déc. suivant le prince, pour ne pas être en reste, lui accordait un brevet de pension de 6.000 livres (T 1678, cote 1253).

d'Orléans, la jouissance et l'usage (seulement pour les spectacles et les bals de l'Opéra), de cette nouvelle salle qui appartenait en toute propriété comme l'ancienne — partie de son apanage — au duc d'Orléans.

Mais, dans le cas où le Roi jugerait à propos, soit de supprimer, soit de transférer l'Opéra, la Ville devait restituer à ce prince la salle de spectacle, avec toutes ses décorations tant intérieures qu'extérieures, pour en réunir la jouissance avec la propriété. Aussi l'édifice une fois terminé d'après les plans annexés au contrat, le duc d'Orléans fut-il appelé, le 4 mai 1771, jour de réception des travaux, à prendre possession de sa propriété.

La décision de Louis XVI, à la suite du nouvel incendie, de transférer ce théâtre aux Tuileries, faisait jouer en faveur du duc de Chartres la clause de restitution par la Ville. Le jeune prince assignait donc le prévôt des marchands pour qu'il lui remit la salle de l'Opéra dans le même état qu'en 1771, ou qu'il lui en payât la valeur suivant les devis et marchés faits et passés alors : somme fort ronde, puisqu'elle avait coûté net 2.300.00 livres.

Or, depuis mars 1780, le Roi avait retiré à la Ville l'administration de l'Opéra de plus en plus dispendieuse. Elle se jugeait donc délivrée de son engagement et hors de cause, puisque le feu avait pris plus d'un an après la fin de son administration. Les officiers municipaux demandèrent l'évocation du procès au Conseil : le duc désirait que l'affaire restât en justice réglée. M. Amelot l'informa par lettre du 24 janvier 1782, que Sa Majesté en laisserait la connaissance à la Grand'Chambre. Ce procès retentissant provoqua de part et d'autre, à la veille de l'audience, des mémoires qu'on disputa vivement. *Le mémoire pour les Prévôts des marchands et Echevins de la Ville de Paris contre M. le duc de Chartres*, qui retraçait l'histoire du fameux théâtre, le cédait, semblait-il, au mémoire adverse, attribué à l'abbé Baudeau qui, pour actionner la Ville, se retranchait dans les règles du droit, la foi des traités et l'autorité de la chose jugée. Il protestait, au nom de la justice et des droits de la nation, qu'un arrêt du Conseil ne pouvait balancer, encore moins détruire

un acte légal, revêtu de toutes les formalités, comme le traité de 1764, et que le Roi n'était censé prononcer, sous cette forme impérative, même dans ses affaires propres et particulières, qu'avec cette restriction : *sauf le droit d'autrui*. Le duc de Chartres revendiquait donc le droit d'exiger de la Ville, *en justice*, la restitution de ce théâtre qui avait été mis à sa charge, en vertu de lettres patentes qui ne pouvaient cesser ni s'affaiblir que par des actes en même forme. Or l'arrêt du Conseil de mars 1780 lui restait étranger, inconnu, puisqu'il était dénué de tout enregistrement authentique et qu'il ne rétractait par ailleurs aucune des obligations imposées à la commune pendant la durée du privilège de l'Académie royale de musique, dont elle se qualifiait avec l'approbation du Roi, dans l'acte solennel de 1764, *propriétaire à perpétuité*.

Pourtant, le 13 mai 1782, l'avocat général Séguier portait la parole à la Grand'Chambre et, avec une netteté qui saisissait l'auditoire, prouvait invinciblement que le duc, malgré la validité de l'acte dont il se réclamait, n'avait aucune action à exercer contre la Ville. Les juges condamnèrent le plaideur aux dépens envers elle pour avoir mal dirigé sa demande, sauf à lui à se pourvoir pour toutes indemnités contre l'Académie royale de musique elle-même, que le Parlement avait reconnue pour un corps réel, subsistant, ayant une propriété, des revenus ; aussi lui adjugèrent-ils tous les effets de l'ancien Opéra, pour prévenir nantissement.

Les détracteurs du prince ne se tinrent pas de joie : ils applaudirent bruyamment à l'arrêt de la Grand'Chambre. Ils comptaient que cette déconvenue le brouillerait enfin avec son entreprise du Palais-Royal. Justement ce jour-là une grosse averse dispersa les ouvriers hors du chantier soudain désert. Le bruit courut aussitôt que le maître, dans un accès de dépit, avait donné l'ordre de cesser les travaux. Sans doute l'échec de son action contre la Ville lui était lourd : l'indemnité en restitution de 2.300.000 livres eût joliment arrangé ses affaires. Mais il ne se jugeait pas encore battu sur la question même de l'Opéra. La construction d'une nouvelle salle avait été remise à la paix : jusque-là la pénurie du

Trésor et le besoin d'économie, surtout la faiblesse du Roi qui ne refuserait pas compensation à son cousin pour la perte de ce procès, où il avait produit des titres valides, pouvaient rendre l'Opéra au Palais-Royal. Au pis aller, il était bien résolu à rebâtir un théâtre dans sa demeure, qui devait rester coûte que coûte, pour ne pas déchoir, la capitale de Paris.

Il se retrouvait donc pressé d'argent plus que jamais. La construction rapide de maisons de rapport à façade uniforme, le long de son jardin, restait sa dernière ressource. Comment y eût-il renoncé? Les travaux, loin de s'arrêter, furent poussés avec une sorte de rage. Dès le lendemain du procès, le nombre des ouvriers fut doublé, et à la fin de ce mois de mai, cent arcades étaient formées. Elles s'élevaient à vue d'œil, et déjà les locataires des premiers étages de la rue des Bons-Enfants ne voyaient plus que des murs. On achevait la démolition de l'ancien Opéra dont les pierres servaient à fonder les nouveaux bâtiments. En vain les difficultés se multipliaient entre l'entrepreneur et l'architecte : Louis apportait des modifications à son premier plan ; Berthault lui-même, pour la perfection des ouvrages à lui confiés, devait l'améliorer par des retouches techniques qui l'entraînaient à dépasser les devis convenus : d'où une correspondance énorme¹, un échange de mémoires pleins de récriminations auxquelles restaient sourds le prince et son conseil, forts du traité léonin qui astreignait l'entrepreneur. Avant tout, il fallait aboutir au plus vite.

Le duc de Chartres s'était jeté à corps perdu dans cette entreprise qui réclamait tous ses fonds disponibles. Il se retirait assez cavalièrement, dit-on, des mauvaises opérations de la société des Quinze-Vingts où l'avait engagé sans doute son trésorier Séguin².

Puis, à l'improviste, sur les conseils de l'abbé Baudeau, il congédiait ce financier, qui abusait pour spéculer des fonds à lui confiés, et remettait à l'abbé économiste le gouvernement de ses affaires (mi-octobre 1782). Les amis de Séguin et les ennemis de l'abbé Baudeau se joignirent donc aux détracteurs du prince qui s'échappait alors en Italie.

¹ *Arch. Nat.*, R¹ 288 sq.

² *Ibid.*, T 1655, cotes 350, 351 et 1027; Métra, XIV, 237.

Mais tous ces mécontents n'entraînaient plus le gros public à leur suite. La rapidité des constructions qui se dessinaient l'avait amadoué, et surtout le jardin qui, replanté aussitôt à l'automne d'arbres de trente ans, avait pris tournure dès l'été suivant. Rétréci, il semblait plus long qu'auparavant ; aucun boulingrin ni quinconce ne coupait plus la ligne des deux grandes allées de marronniers qui le traversaient, encadrant une esplanade rectangulaire, propre à faire valoir la façade du palais. L'on se promettait de dresser au pied des arbres, en bordure de cette esplanade, les statues de nos grands hommes, illustre assemblée que devait présider Henri IV, campé au fond, au point milieu. Et déjà les acquéreurs se disputaient le bail des premières arcades.

Le 3 mai 1782, le duc de Chartres avait déposé chez M^e Rouen l'ordonnance en seize articles « *pour la police des locataires des maisons que l'on construit actuellement au pourtour du jardin du Palais-Royal et qui auront vue tant sur le Palais-Royal que sur les passages qui seront parallèles aux rues des Bons-Enfants, Neuve des Petits-Champs et de Richelieu, et les charges auxquelles les principaux locataires et locataires particuliers seront obligés de se conformer*¹. » C'était un modèle de police pour maison tenue bourgeoisement, sinon princièrement. Elle réglait l'éclairage, le balayage, l'enlèvement des boues, surtout l'usage du jardin fermé aux porteurs de paquets, provisions, meubles ou autres objets, même en cas de déménagement, voire aux maîtres en déshabillé, et interdit aux domestiques (sauf le jour de saint Louis, fête du Roi et de S. A. S).

Boutiques et appartements étaient réservés au commerce de luxe et d'agrément. Les marchands et ouvriers sans maîtrise, tous les gens de métier bruyant, malpropre ou malodorant, depuis les maréchaux, taillandiers, forgerons, jusqu'aux marchands de saline, vidangeurs et filles du monde, étaient exclus nommément.

Cinq jours après, le 8 mai, l'on signait les premiers baux de location des arcades. Bailleur et preneurs allaient plus

¹ Arch. Nat., R^e 282.

vite en besogne que les ouvriers. Nécessité pressait l'un, la fièvre du commerce les autres. Le fait est que le traité qui liait le duc et l'entrepreneur souffrit quelques accrocs. Le duc fut-il exact aux échéances? La question se pose, bien que Berthault ne figure pas en 1793 sur la liste des créanciers du prince qui l'avait à peine remboursé¹. Quoiqu'il en soit, Berthault ne put livrer les maisons de rapport au 1^{er} avril 1784, date de rigueur. Si le gros œuvre était presque terminé en avril 1783, le plus long, l'aménagement intérieur, restait à faire, et les baux des dernières arcades ne commencèrent à courir que du 1^{er} janvier 1785, date à laquelle les bâtiments se trouvèrent habitables. Le maître se montra bon prince et permit aux preneurs de s'y loger provisoirement et gratuitement, plusieurs mois avant l'ouverture du bail. Ainsi firent Dubuisson, le cafetier du Caveau, locataire principal des arcades 89 à 92, Le Bihan, peintre de S. A., locataire des arcades 93 à 95, François Beudet, riche sucrier, conseiller au Conseil supérieur de Port-au-Prince à Saint-Domingue, preneur à vie des arcades 16 à 20². Le duc trouvait avantage à cette tolérance, car les occupants, campés entre les murs nus, s'empressaient de faire garnir à leurs dépens la bâtisse de parquets, boiseries, lambris, cloisons, carreaux de verre, peinture, dorure, stuc, sans compter les malfaçons de l'entrepreneur qu'il fallait corriger. Il en coûta 50.000 livres à François Beudet, au témoignage même de Louis. Mais le Palais-Royal, frais sorti de terre, tout battant neuf, avait la vogue, et limonadiers, restaurateurs, libraires, bijoutiers, perruquiers, docteurs en médecine se hâtaient de s'y installer à grands frais.

Cependant, bien que la plupart des locataires pressés eussent payé six mois d'avance, les revenus de ces maisons ne rentraient pas encore régulièrement. L'argent allait man-

¹ *Arch. Nat.*, R¹ 385. On lit dans le compte de Prévost, marchand bou-
tonnier et débiteur du prince en 1793 comme acquéreur des arcades 63
à 67. « M. Prévost, en empruntant, s'engagerait à rembourser les 140.000 l.
qu'il lui doit, et sur le champ le prince emploierait cette somme à rem-
bourser le sieur Berthault, entrepreneur et constructeur du bâtiment de
S. A. »

² *Arch. Nat.*, R¹ 284.

quer pour continuer les travaux intérieurs et pour élever au midi le corps de logis du palais neuf, dont on avait commencé les fouilles en janvier 1783. Le conseil du prince pensa que les trois faces à peu près bâties du quadrilatère donnaient assez de confiance au public pour qu'on lui proposât l'amorce d'un emprunt indéfini (14 avril 1783). Il tenta de lancer les « *Actions survivancières, instituées avec l'agrément du Roi par LL. AA. SS. Monseigneur le duc et M^{me} la duchesse de Chartres*, en faveur des officiers, employés, rentiers viagers, grevés de substitutions, douairiers et simples usufruitiers qui désireraient assurer, après leur décès, un capital disponible pour servir de gage à leurs créanciers, de legs à des parents, amis ou domestiques, et, en cas de mariage, de douaire à leurs femmes, de patrimoine à leurs enfants. »

Ce prospectus ne concernait que les prêteurs depuis l'âge de huit ans jusqu'à celui de soixante. En faveur des enfants plus jeunes et des vieillards plus âgés, un prospectus proposa bientôt des sociétés d'actions survivancières. Il parut encore plus compliqué et plus savant que le premier. Ces sortes de tontines, ébauche prématurée de nos assurances sur la vie, dépaysaient le public. Si les économistes y applaudissaient, les moralistes, insensibles à la science du calcul, les jugeaient aussi désavantageuses qu'indécentes.

... Avez-vous un enfant de huit ans dont la santé délicate vous annonce la courte vie ? Prenez sur sa tête une de ces actions survivancières combinées, dit-on, par l'abbé Baudeau. Le capital n'est que de 5.000 livres, laquelle somme devient à la vérité une redevance annuelle jusqu'à la mort de l'actionnaire. Mais aussi recevrez-vous à cette époque, arrivât-elle deux jours ou vingt ans après la souscription, un remboursement de 21.000 livres. Et si vous préférez prendre cette action sur la tête d'un père, âgé de soixante ans, vous recevrez à sa mort, dût-elle n'arriver qu'à quatre-vingts ans, le remboursement de 5.000 livres. Notez bien que vous aurez annuellement payé votre redevance des 500 premières livres, ce qui vous ferait une mise dehors de 10.000 livres sans compter les intérêts, pour recevoir 5.000 livres. Et puis les délicieux sentiments qu'une telle perspective nourrit nécessairement dans le cœur des pères ou des enfants, en attachant un attrait à la perte des uns et des autres. O, comme ce calcul est

évangélique et beau ! comme il vise à resserrer les liens de la société'...

Les actions survivancières ne réussirent pas. On n'en parlait plus guère à la fin de l'année et le *Journal de Paris* du 24 décembre dut en rappeler l'existence et en refaire la démonstration. Cette fois le duc de Chartres combinait ses actions avec le nouvel emprunt royal. Cette combinaison offrait aux capitalistes l'avantage de s'assurer six pour cent de rente quittes, avec l'espoir de quelques lots et la rentrée certaine de leur première mise à une époque déterminée.

Il est clair que l'entreprise du Palais-Royal n'allait pas toute seule, d'aussi beau train qu'on se l'était promis en traitant avec Berthault. Le prince ne savait que décider entre toutes les idées qu'on lui soufflait pour l'achèvement de sa demeure et le public ne savait que croire, entre tous les bruits qui couraient sur ses projets vrais ou supposés.

De fait, il n'avait pas renoncé à rebâtir l'Opéra chez lui : la venue au département de la maison du Roi du baron de Breteuil, client de la Maison d'Orléans (18 novembre 1784), lui avait donné l'espoir de ramener dans son domaine le spectacle favori des Parisiens. Il temporisait donc, d'autant mieux que l'argent lui faisait défaut. Les actions survivancières de l'abbé Baudeau n'avaient rapporté que quinze mille livres ; il fallait quatre millions pour édifier sur le jardin la façade du palais, dont les fondations traînaient en longueur. Tandis que l'aménagement intérieur des maisons de rapport s'achevait tant bien que mal, les chantiers extérieurs semblent languir durant toute l'année 1784, en comparaison des travaux précédents qui avaient été poussés avec une célérité incroyable. L'entreprise traversait un temps mort.

Pour en sortir, le duc de Chartres n'avait pas d'autre moyen que d'accenser les maisons fraîchement bâties sur les trois côtés parallèles aux rues des Bons-Enfants, Neuve des Petits-Champs et Richelieu. Mais elles étaient construites sur le sol même de l'apanage, inaliénable en principe. Métra annonçait dès le 16 janvier 1784 que le prince négociait l'obtention de

⁴ Métra, XIV, 289.

lettres patentes à cet effet ; les malheureux propriétaires ci-devant riverains de son jardin, auxquels il faisait offrir cette acquisition peu sûre, se promettaient bien d'y faire opposition. Leur animosité se réveillait de plus belle.

En attendant, le duc, à l'exemple du prince de Galles, recourait à une mesure extrême, celle qui viendrait la première à l'esprit d'un bourgeois, mais à laquelle nos princes, bons maîtres, esclaves de leur domestique, ne se résignaient qu'en dernier lieu : il réforma sa maison et retrancha sur son luxe¹. Il vendait à la Reine et au comte d'Artois ses équipages de chasse pour la grosse bête, même ses chiens. A la fin de mars il avait réduit ses écuries de 200 à 300 chevaux, et congédié cent valets de tout étage. Il ne gardait que deux cuisiniers et un maître d'hôtel et réglait désormais sa table sur le pied d'un simple particulier. Sur un revenu de 1.800.000 livres, il ne comptait réserver que trois cent mille écus pour son train de maison. Le surplus devait payer ses créanciers et subvenir à ses bâtimens. Ainsi les valets congédiés grossirent le nombre des mécontents et ajoutèrent par leurs propos à sa déconsidération. On disait que la duchesse de Chartres avait refusé net de renvoyer son monde. S'il était bien à un prince de vouloir payer ses dettes, observait Métra, l'entretien d'anciens serviteurs ne comptait-il pas parmi les dettes sacrées et n'eût-il pas mieux valu d'abord se guérir de la ruineuse passion du jeu, éviter les pertes folles, comme celle de 180.000 livres que le bruit public accusait pour lui le 30 mars 1784².

Ces tardives économies ne pouvaient fournir les millions immédiatement nécessaires pour l'achèvement du palais. Il s'agissait de les tirer d'un arrangement avec le Roi, grâce à la complaisance de Calonne et de Breteuil. Plusieurs biais furent examinés. On chuchotait le 16 juin que Calonne, grand courtisan des princes du sang, verserait d'avance quatre millions à valoir sur ce qui serait dû aux héritiers de la branche d'Orléans sur les améliorations faites au Palais-Royal, en cas de réversion à la couronne pour défaut d'hoirs mâles³. Mais

¹ *Courrier de l'Europe*, Métra, 30 mars 1784.

² Métra, 5 avril.

³ Bach., 16 juin.

c'était préjuger un avenir indéfini : le présent n'était point si aisé que l'on grevât le Trésor pour une éventualité encore lointaine. L'on se rabattit sur l'idée de nouvelles lettres patentes, qui, plus avantageuses par leurs clauses que celles dont il s'était naguère désisté, devaient satisfaire pleinement le jeune prince. Les lettres patentes du 17 juin 1781 le conduisaient à une opération indifférente, puisqu'il en devait rendre compte et supporter le risque sans bénéfice comptant. Celles du 13 août 1784, qui ne soufflaient mot des premières, lui rendaient la main¹. Elles lui permettaient « d'accenser les terrains et bâtiments parallèles aux trois rues des Bons-Enfants, Neuve des Petits-Champs et Richelieu comme aussi le sol des passages nécessaires au service d'iceux, soit en tout 3.500 toises » et non plus seulement 2.300. Mais les augmentations et améliorations qui en résulteraient pour le Palais-Royal ne donneraient lieu à aucune indemnité contre le prince apanagé, de la part de ses cohéritiers, ni contre le Roi et ses successeurs, en cas de réversion de l'apanage à la couronne.

La spéculation y était colorée le mieux du monde et le prince pleinement justifié. Pour entamer le plan d'embellissement de sa demeure, il lui avait fallu se procurer des avances dont il devait se rembourser, sous peine de ne pouvoir achever son projet qui ne tendait qu'à l'amélioration de l'apanage, sans préjudicier aux intérêts de la couronne. Les lois qui régissaient le Domaine autorisaient dans les grandes villes l'accensement des terrains de simple agrément quand il s'agissait d'y construire et entretenir des bâtiments qui rendent le sol plus productif par le cens annuel qui y est imposé, par le droit des mutations, fréquentes dans une capitale, et autres droits en tout genre utiles aux finances royales. Ainsi François 1^{er} avait accensé l'ancien hôtel de Saint-Pol, Charles IX le palais des Tournelles, Henri IV le terrain de la Place Dauphine qui formait le jardin du palais des anciens Rois.

En vain le duc de Chartres s'était-il entouré de toutes les garanties pour faire sortir clairement de l'apanage ces

¹ Arch. Nat., R¹ 282.

3.500 toises, en vain l'opération, après mûr examen, avait-elle été approuvée et consentie par son père, par acte notarié du 19 août, en vain les lettres patentes assuraient-elles aux acquéreurs possession en toute propriété libre et disponible, contre un cens annuel de vingt sols tournois, emportant lods et ventes aux mutations, — le public restait défiant, ne voyait point de sûreté dans cette acquisition que d'autres lettres patentes pourraient défaire. Les premiers contrats de vente de ces maisons de rapport ne devaient être signés que trois ans après : le 23 mai et le 23 juin 1787.

Sans doute, lors de l'enregistrement de ces lettres patentes, les trois côtés de l'enceinte n'étaient pas encore achevés, mais le Palais-Royal, après trois ans de fouilles, de chantiers et d'échafaudages, sortait du chaos. Si les gens d'affaires se tenaient encore dans l'expectative, si l'entreprise souffrait encore de quelque discrédit, entretenu par ceux qu'elle lésait ou dérangeait, le public du moins était revenu de ses préventions, et les nouvellistes les moins bien disposés accordaient quelque éloge, du bout des lèvres.

Les ennemis irréductibles du prince cherchaient à ridiculiser le nouveau Palais-Royal, d'un mot qu'on attribuait à Sophie Arnould. Il avait offert aux Parisiens « le plus beau trou-madame » que l'on pût imaginer. Le rédacteur des *Mémoires secrets* jugeait en promeneur maussade qui boude son plaisir. Pour lui le jardin n'était plus qu'un parterre de moines, un cloître étranglé dont les arcades, frappées successivement du soleil, enflammaient l'air que la brise du soir rafraîchissait et renouvelait à peine. Les murs, dont la très belle sculpture était fastidieuse à force d'uniformité, portaient trop haut leurs combles sans grâce. Que ne les avait-on couronnées à l'italienne par des jardins suspendus, qui eussent rappelé la magnificence de Sémiramis ?

Les galeries mesquines, mal éclairées par des réverbères, sentaient la foire avec leurs boutiques. Les maisons nouvelles, sans cour ni dégagement, se déchargeaient de leurs immondices dans les rues de derrière. Le plan de cette entreprise avait été si peu réfléchi, les travaux si précipités qu'on avait oublié les égoûts qu'il fallut creuser après coup.

L'architecte n'avait pas observé que la rue Vivienne était d'un niveau plus élevé que celui des nouvelles rues : force lui fut de ménager sur la rue de Beaujolais une pente pour les carrosses, ce qui enterrait les maisons et ne laissait aux piétons qu'un couloir.

Ce novelliste oubliait que l'agrément du public n'était pas seul en cause, et que Louis avait dû marier dans ses plans l'utile et le beau, l'art et l'intérêt du prince propriétaire qui avait sans doute voix au chapitre. *L'Almanach du voyageur à Paris* recueillit la réponse de l'artiste à ces critiques malveillantes. Il n'avait pas bâti sur le sol ras, librement, mais bien d'après des données gênantes. N'avait-il pas dû d'abord assujettir les ouvertures, les espacements et la hauteur des nouveaux bâtiments aux ailes et au corps de logis principal du palais existant ? Ainsi s'étaient trouvées fixées les dimensions des arcades. Plus hautes et plus larges, elles auraient exigé pour supports des massifs proportionnés qui eussent juré avec l'ordre élégant et svelte de l'ensemble. Aussi bien n'annonçaient-elles pas des portes cochères, mais de simples portes de galeries, ouvertes sur une promenade intérieure. Et il s'était gardé de rapetisser son architecture, selon le procédé ordinaire, pour en favoriser les effets. Qu'eût donné, dans cet étroit espace, la variété des masses et des décorations dont l'air n'aurait pas dessiné les formes et qu'auraient de plus en plus offusquées à la longue les plantations du jardin ? Les grandes façades droites à l'antique, avec décoration uniforme, répondaient au sentiment de grandeur cherché ici ; la richesse ne devait parler que dans le détail de la sculpture et de l'ornement.

La majorité du public, qui ne promenait ni griefs ni rancunes au Palais-Royal, approuvait l'œuvre de Louis. Dès ce printemps de 1784, le jardin redonnait de l'ombrage, et dans ce nouveau cadre architectural, planté d'un seul jet, dont l'élégance, relevée de grandeur, caressait l'œil, la Cour et la Ville se donnaient rendez-vous. Pour ces flâneurs, auxquels la vie ne semblait possible qu'en société, la promenade y était un spectacle perpétuel, un délice, surtout au déclin du jour, quand tombait la fraîcheur du soir ; et la nuit venue, c'était

jusqu'à onze heures, à la lueur des réverbères des galeries, des quinquets des boutiques et des lustres des appartements, une sorte de bal charmant, une fête vénitienne puisque le cloître, si dédaigné du continuateur de Bachaumont, donnait l'illusion de la place Saint-Marc. Les étrangers surtout en subissaient l'enchantement qui paraît encore dans la *Correspondance de Grimm*. Le duc de Chartres, après avoir éprouvé la difficulté de surveiller cette nouvelle république, s'était décidé de la remettre au lieutenant général de police. La garde devait se montrer exacte, vigilante, dans cette foire qui lui donnera désormais presque autant de besogne que le reste de la capitale.

Louis-Sébastien Mercier s'enthousiasme quand il aborde le Palais-Royal. Grand admirateur du Régent, dont l'esprit hardi avait changé en un clin d'œil les mœurs de la nation et les devait gouverner longtemps encore, il avait fait crédit à son arrière petit-fils. Franc-maçon de la loge des Neuf Sœurs, il ne s'était pas laissé emporter dans le mouvement de réprobation contre le grand maître.

... O Parisiens, toujours ignares et sottement ennemis des moindres modifications, songez donc que votre ville nagerait dans un cloaque sans la main qui a rompu vos maussades habitudes ! Laissez les puissants en monnaie modifier votre habitation. Qui l'a fait ce qu'elle est ? Eux seuls. Taisez-vous, plats bourgeois, et laissez les princes vous construire des monuments agréables. Voyez autour de vous, tous sont de leur création. Promenez-vous un peu plus loin, importants novellistes, et attendez le don magnifique et riant que votre lourde et ingrate cervelle ne peut pas même apercevoir en idée...

C'est d'un œil bienveillant qu'il avait vu s'élever avec une rapidité magique les constructions de Louis. Il n'exprimait qu'un regret, c'est que l'enceinte du jardin, trop peu développée, ne fût pas oblongue, plutôt que rectangulaire, forme claustrale qu'il n'aimait point. Mais ce regret n'allait pas jusqu'à la critique. Il célébrait le Palais-Royal, cette guinguette unique, la plus gracieusement dépravée du monde, et évoquait à sa louange Platon, Lucullus et la volupté romaine, la féerie de Renaud dans le palais d'Armide.

Ce séjour enchanté est une petite ville luxueuse renfermée dans une grande... on l'appelle la capitale de Paris. Tout s'y trouve... Un prisonnier pourrait y vivre sans ennui et ne songer à la liberté qu'au bout de plusieurs années. C'est justement l'endroit que Platon voulait qu'on assignât à un captif, afin de le retenir, sans geôlier et sans violence, par des chaînes douces et volontaires... Lucullus lui-même ne pouvait procurer à ceux qu'il traitait les jouissances que goûtèrent nos jours un jeune prodigue qui, retranché au Palais-Royal, réunit à sa table splendide plus de sensations qu'on n'en avait dans les plus beaux jours de la grandeur romaine...

Et Mercier se promettait merveille de la colonnade qui, portant le palais neuf, devait fermer l'enceinte de la demeure princière. « Ce sera le plus charmant et le plus majestueux palais de la capitale, et la capitale, dans cent ans, pour peu que cela continue, deviendra la plus magnifique de l'Europe ».

Ces colonnes promises et attendues s'élèvent déjà à un mètre. Mais l'argent manque : les quatre millions requis pour construire ce corps de logis d'apparat sont encore à trouver. Le duc de Chartres, sourd au marquis Ducrest et à l'architecte Louis qui le pressent de poursuivre jusqu'au bout le plan entrepris, saisit l'une des idées qu'on lui propose. Il suspend ces travaux de magnificence et en ajourne la reprise à des temps meilleurs. A la fin de décembre 1783, on l'avait engagé à laisser s'établir contre redevance dans sa demeure une troupe de spectacle foraine. L'abbé Baudeau, toujours ingénieux, a trouvé mieux. Que toutes les échoppes, qui viennent d'être supprimées dans la plupart des rues de Paris, trouvent asile au Palais-Royal. Entre les montants des colonnes, le prince fait donc installer une galerie de bois qui ferme le quadrilatère et la promenade couverte⁴. Cette galerie provisoire, qui ne lui coûte que 49.247 livres, sera d'un revenu immédiat.

Beau prétexte à calembours, à sarcasmes et à chansons que

Ce palais de sapin

Dont la solidité

Fait la beauté.

⁴ Bach., 30 octobre, Métra, 5 nov.

Les toits, les murs et les montants
Sont faits de planches de bois blanc
Dont le plus ou moins de longueur
N'a pas un pouce d'épaisseur.
Mais vive la coupe des plafonds
Qui sont de toiles à torchons !¹

Ce petit édifice de menuiserie formait deux galeries couvertes, chacune bordée de boutiques, une centaine au total, dont la décoration uniforme répondait à celle des arcades. Elles ne purent être prêtes pour le 1^{er} janvier 1785, comme on l'avait compté ; au 12 janvier, on y travaillait encore jour et nuit. L'ouvrage fini, le coup d'œil parut assez joli. Ce camp des Tartares, dont on se gaussait, allait lancer définitivement le Palais-Royal, *le Palais-Marchand*. Le duc de Chartres avait loué le tout quinze mille livres par an au sieur Romain.

Voici que cette nouvelle spéculation lui suscite de nouveaux ennemis. Les locataires des arcades, dont le loyer est lourd et qui rivalisent à grands frais de luxe ou de clinquant, protestent hautement contre les concurrents inattendus des boutiques de bois, logés à meilleur compte. « Vous avez tort, leur répond un mauvais plaisant. La boutique que vous occupez, vous la tenez du prince. Mais celles qu'on ajoute, ce sont celles du colonel général des hussards ! »

Ces locataires des arcades sont d'autant plus mécontents que la mise en vente des maisons qu'ils occupent leur enlève toute quiétude ; les dernières lettres patentes leur ont mis le marché à la main. Beaucoup ont dépensé leur avoir dans une installation toute fraîche : où trouveraient-ils les moyens d'acheter leur boutique ? Va-t-il falloir abandonner tout cela au prochain acquéreur ou subir ses conditions ? — Tous ne s'enrichissaient pas, tous ne profitaient pas de cette attraction qui au Palais-Royal tirait l'argent des poches, surtout de celles des étrangers. Les faillites se comptaient par douzaines. Pour couvrir leurs frais, les marchands triplaient et quadruplaient les prix, vendaient du cuivre pour de l'or, du strass pour du diamant, comptant sur le décor de la montre pour fasciner le badaud.

¹ *Corresp. de Grimm*. XIV, 73.

Mais les mécomptes des uns n'empêchaient point les illusions des autres. Le Palais-Royal avait la pleine vogue ; hors de là, plus de commerce, plus de fortune possible, semblait-il. L'année 1785 est celle où il achève de se meubler à l'envi de spectacles au rez-de-chaussée, de clubs à l'entresol. Les maisons à arcades sont enfin terminées, l'enceinte du jardin provisoirement close par le camp des Tartares. Entre ces murs tout frais, l'esprit de spéculation déploie tous les calculs. Sur l'entreprise du prince se greffent maintes sous-entreprises. Les nouveautés, qui s'y succèdent, tiennent le public en haleine et entretiennent autour du palais la fièvre de l'industrie et de la curiosité. Qu'il s'agisse du *Lycée de Paris*, club littéraire que tente d'établir M. Bassi (24 avril 1784), ou des bains du sieur Sérain, baigneur de S. A. S., bains en tous genres, dont on peut augmenter ou diminuer l'activité selon les cas et qui ont reçu l'approbation de la Société royale de médecine (6 juin 1784), — le duc de Chartres patronne de son nom chacune des institutions et attractions nouvelles qui chauffent le succès de sa spéculation. Le *Journal de Paris* en reproduit fidèlement les prospectus flatteurs, et l'*Almanach du Palais-Royal* tient à jour le catalogue de ce bazar universel, le programme de cette foire perpétuelle, le guide de ce marché des plaisirs.

Quatre inaugurations, quatre premières firent surtout du bruit. Le samedi 23 octobre 1784, les petits comédiens de bois de M. le comte de Beaujolais donnaient leur spectacle d'ouverture. Des marionnettes gesticulaient sur la scène, tandis que, derrière la toile, des compères récitaient le dialogue. Mais les drames vertueux de M^{me} de Genlis et de Berquin, qui composèrent leur premier répertoire, ne plurent guère aux spectateurs. L'abbé Baudeau, qui passait pour le principal directeur de ce théâtre édifiant, fut sifflé dès la première représentation. Le surnom lui resta de « confesseur des marionnettes ».

Le premier décembre suivant, Pilâtre de Rozier étrennait en grand appareil le nouvel hôtel de son *Musée*, illuminé de feux de couleur. La même semaine, le prince, tenant sa promesse, rendait au public le fameux cadran solaire sur

lequel à l'heure de midi, les badauds, montre en main, tenaient leur yeux braqués. Maintenant une petite chambre à poudre, pratiquée dans la ligne méridienne, explosait au premier rayon du soleil, et cette amusette achalandait le quartier mieux que tout le reste. Ce coup de canon de midi eût presque réconcilié le public avec l'entreprise du prince, si celui-ci s'en était soucié. *Midi ou le coup de canon du Palais-Royal*, sujet de lithographies populaires, survivra à la Révolution et à la vogue du jardin.

Le 1^{er} janvier 1785, s'ouvrait du côté de la rue de Richelieu le théâtre des Variétés qui, l'avant-veille encore, jouait sur les boulevards sous le nom des *Variétés amusantes*. Ce spectacle de second ordre tendait à devenir, de par son transfert même au Palais-Royal, l'émule des premiers spectacles. Il avait augmenté le prix des places à proportion. Les travaux, commencés à la mi-novembre, s'étaient poursuivis avec une célérité qui tenait du prodige. La salle à peine finie, toute fraîche et pimpante, terminée en verdure, s'était emplie de curieux ; on approuva le bon air, le choix des décorations et des habillements, la richesse du spectacle, l'esprit du prologue, le *Palais du bon goût*, qui flattait le public presque aux dépens du prince. Signe des temps et de la disposition des esprits. A peine l'auteur avait-il glissé par convenance deux mots à la louange du maître, mais si enveloppés qu'ils ne pouvaient exciter ni applaudissements ni murmures. Le duc se présenta dans le cours de la représentation ; il ne fut guère claqué que par les gens de sa maison, tandis que la duchesse, fêtée singulièrement et avec insistance par toute l'assemblée, remerciait de sa loge grillée par plusieurs révérences.

C'est que la troupe des mécontents grossit autour du prince à mesure que prospère le Palais-Royal. Chaque spectacle nouveau y attachait le public qui ne se donne plus la peine d'aller chercher l'Opéra à la Porte Saint-Martin, ni la Comédie-Française à l'extrémité du faubourg Saint-Germain.

Le Palais-Royal aspire toute la substance, toute la vie parisienne. Les autres quartiers, la rive gauche en particulier, abandonnés comme la province, maigrissent et dessèchent. Mercier souhaite que, pour rétablir l'équilibre

entre les deux rives, Monsieur, à l'exemple du duc de Chartres, aménage le palais et le jardin du Luxembourg et mène à bien l'opération que lui ont soumise des spéculateurs dès avril 1781 : aliéner environ un tiers du jardin à l'ouest du palais pour y tracer des rues bâties de hautes maisons de rapport. Ainsi avait été fait en 1782, mais le terrain aliéné trop fouillé en carrières, ne trouvait pas preneurs et restait à l'abandon. Même le projet d'y installer la nouvelle foire Saint-Germain, avec quelques guinguettes, n'aboutissait pas.

Le boulevard, avec ses cafés, ses concerts, ses jeux de toute sorte, les foires Saint-Germain et Saint-Laurent avaient aussitôt souffert du reflux du public vers le Palais-Royal. Cette foire perpétuelle au cœur de Paris retenait maintenant les petits spectacles qui garnissaient d'obligation les deux grandes foires solennelles de la ville. Aux premiers jours de février 1784, les propriétaires du privilège et des loges de la foire Saint-Germain durent sommer, avec l'approbation du lieutenant général de police, les spectacles forains ainsi que les marchands de curiosités d'obéir à la coutume. Les Fantocini italiens, les Figures de Curtius, les Optiques, la Chienne savante déguerpirent donc du Palais-Royal, où ils s'étaient mis en boutique, pour aller figurer à la foire du faubourg.

Le duc de Chartres se heurta même, avec le nouveau théâtre des Variétés, au privilège des Comédiens français qui, alarmés de cette concurrence trop voisine, prétendaient en vain l'interdire (12 novembre 1784). Ils obtinrent seulement du ministre de Paris un droit de censure sur le nouveau théâtre. Ils seraient libres de retenir pour eux toute pièce dont ils jugeraient le sujet trop relevé pour les Variétés du Palais-Royal, mais à charge de la jouer eux-mêmes dans l'année. De même, les Comédiens italiens, invoquant le privilège exclusif du chant qu'ils avaient acheté de l'Académie royale de musique, dénonçaient hautement le tort que leur portaient les petits comédiens de M. de Beaujolais depuis que délaissant leurs bamboches, ils représentaient de menus opéras-comiques, dont des enfants jouaient la pantomime sur la scène, tandis qu'on chantait leur rôle dans la coulisse. Un moment réduit par ces plaintes à reprendre ses marionnettes,

le petit théâtre revenait bientôt, à la grande satisfaction des amateurs, à ce genre si neuf de pantomime chantée, où l'accord parfait de la voix et du geste laissait douter qu'il y eût deux personnes à se partager le même rôle.

Le jardin du Palais-Royal offrait, à l'heure de la promenade, un pêle-mêle bigarré de tous les âges, de toutes les conditions ; mais quand cette foule refluaît sous les galeries, elle se dispersait selon les goûts, la fortune, le rang, dans les divers lieux de réunion qui occupaient le rez-de-chaussée : spectacles, cafés, restaurateurs, billards. Elle se distribuait et se classait surtout dans les appartements du premier étage dont la plupart, trop coûteux pour des particuliers, logeaient des clubs ou des cercles. Le besoin de se grouper entre hommes, dans des salons anonymes, aux moindres frais de politesse, multipliait dans ce rendez-vous des élégances les clubs à l'anglaise. Le désir de jouir avait chassé celui de plaire. La vie sociale accélérât, précipitait son rythme ; on rognait les formes de l'ancienne courtoisie pour épargner le temps. Rien ne semblait ridicule comme « l'air vieille cour ». Au club on n'avait pas l'embarras d'une maîtresse de maison, qui vous eût obligé chez elle à quelque galanterie. On s'y connaissait tout juste assez pour s'asseoir à la même table ou échanger quelques propos ; on entraît, on dînait, on soupait, on sortait à sa guise en saluant d'un signe. C'étaient des relations libres, faciles, courantes, de viveurs pressés. On avait l'illusion de la société sans la gêne.

Le Salon des Arcades, tenu par le chevalier de Champgrand, ex-lieutenant-colonel de dragons, n'était guère qu'un cercle de gros joueurs. Mais le Club des chevaliers de Saint-Louis, le Club maçonnique qui, fondé par la loge Olympique, s'appellera tout court le Club Olympique, le disputent aussitôt en considération au Salon de la Comédie-Italienne, leur aîné, qui a pignon sur le boulevard. Le Club Olympique, cercle tout mondain, qui n'eut de maçonnique que le nom, s'adjoignit bientôt une sorte de loge d'adoption, ou club de dames, dans l'intention toute profane d'organiser des fêtes : concerts, bals et soupers. Il comptait en février 1785 cent dames de qualité dont trois princesses du sang et environ

quatre cents hommes de la Cour ou de la Ville. Le Salon des Arts, cercle de savants, de littérateurs et d'artistes, et le Club politique, établis tous deux au-dessus du café du Caveau, avaient proscrit d'eux-mêmes toute espèce de jeux. Le Club des Echecs, le Club des Américains se soutinrent également, plus heureux que bien d'autres clubs éphémères. Il en naissait, il en mourait chaque jour.

Le propre de ces sociétés était de ne se recruter que par voie de scrutin. Elles se censuraient et se contrôlaient elles-mêmes. Aussi était-il cuisant d'en être écarté. Aux roués qui n'avaient pu être admis dans ces cercles recommandables, un plaisant proposa de composer le Club des Roués. Le gouvernement, qui d'abord avait pris ombrage de cette multiplication d'assemblées, finit par les tolérer. L'opinion n'était-elle pas plus facile à suivre et à surveiller, ainsi encadrée et modérée dans ces cercles publics où la décence était de commande ? Il se contenta de leur signifier défense de jouer, même les jeux licites. D'ailleurs le Club Olympique passa outre et revendiqua l'exception accordée au Salon de la Comédie-Italienne et au Club des Chevaliers de Saint-Louis.

Du moins au Club Olympique la présence des dames maintenait la galanterie et l'esprit de société à la française. Elles étaient admises également au *Musée*, l'institution la plus heureuse et la plus durable du nouveau Palais-Royal. Le *Musée autorisé par le gouvernement sous la protection de Monsieur et de Madame* avait été fondé par Pilâtre de Rozier, intendant des cabinets de physique, de chimie et d'histoire naturelle de Monsieur en son palais du Luxembourg, — et ouvert le mardi 11 décembre 1781, rue Sainte-Avoie. Le 20 novembre 1784, porté par le succès et la mode, il s'était installé en son hôtel tout frais, dans le nouveau Palais-Royal, au coin de la rue Saint-Honoré, sur l'ancien emplacement de l'Opéra. L'on vit le soir de l'inauguration (1^{er} décembre) un homme fameux, le bailli de Suffren, couronner le buste de Buffon, à la louange duquel un musicien de Notre-Dame chantait une cantate de circonstance. Ce *Musée* était une véritable académie ouverte, même aux femmes et aux gens du monde, et qui se proposait d'améliorer l'éducation

publique par celle de chacun en particulier. Les versements de fondateurs et les souscriptions permettaient d'entretenir pour les savants et les amateurs des salles de conversation et de travail, des cabinets d'étude et d'exposition, des laboratoires, une salle de physique, une bibliothèque. Des cours, professés par les maîtres les plus réputés, visaient à l'instruction générale et à la diffusion des langues étrangères. Mais l'idée chère à Pilâtre de Rozier était de favoriser le progrès des sciences industrielles, en enseignant aux commerçants l'usage des machines et leurs applications : il y avait donc un cours sur la fabrication des étoffes, les teintures et les apprêts. Aucun établissement ne présentait autant de ressources que ce *Musée*, en correspondance régulière avec les Académies, les collèges, les communautés, les amateurs du royaume et de l'étranger. L'Observatoire royal, la Société royale de Médecine, l'École royale vétérinaire l'encourageaient. Après la mort tragique de Pilâtre de Rozier (15 juin 1785), le *Musée*, aussitôt réorganisé sous le nom de *Lycée*, et avec la protection immédiate de Monsieur et du comte d'Artois, groupa l'élite des littérateurs et des savants. Ses cours brillants firent fortune. Un mois après son ouverture (décembre 1785), il compta plus de sept cents souscripteurs à quatre louis. Le nom des plus grandes dames ornait cette liste de choix. Et le Palais-Royal aidait et participait à ce succès.

Les affaires les plus prospères du Palais-Marchand étaient sans contredit celles de Jousserand, maître du café de Foy, et de Dubuisson, maître du café du Caveau. Ils tenaient deux cercles, toujours ouverts et accueillants, où l'on n'était pas soumis au scrutin, et qui formaient comme les deux poumons de la promenade à la mode.

Le premier avait été ouvert en 1725 par un ancien officier, M. de Foy, sous l'enseigne *Au café de la Foy*, rue de Richelieu, face à la rue Villedo, sur un passage descendant au jardin. Jousserand, dont le père avait succédé à Foy en 1748, avait loué sans tarder au duc de Chartres sous la galerie Montpensier sept arcades (N^{os} 56 à 62), vis-à-vis du fameux arbre de Cracovie. Sa situation, le privilège qu'il avait seul obtenu de servir dans le jardin sous un pavillon coquet, en

avaient fait le café du bel air. Bientôt il pourra acheter ses arcades, à prix d'ami, chuchotera la chronique, grâce à sa jolie femme.

Le café du Caveau ne démentait point son nom. Dubuisson avait reçu ses premiers clients dans une cave noire, humide, où l'on descendait par quelques marches à ciel ouvert. Mais des poètes et des gens de lettres avaient pris l'habitude d'y venir disputer, ils avaient attiré des curieux. La qualité des glaces, qui passaient pour plus fines que celles du café de Foy, avait fait le reste. Le caveau malodorant s'était transformé en belle galerie souterraine que présidaient les bustes des plus grands musiciens du temps. On y admirait deux superbes paysages et l'on se penchait avec respect sur une table de marbre qui portait ces mots en lettres d'or : *On ouvrit deux souscriptions sur cette table : la première, le 28 juillet, pour répéter l'expérience d'Annonay ; la deuxième, le 29 août 1783, pour rendre hommage par une médaille à la découverte de MM. de Montgolfier.* Au-dessus de la table était accroché le médaillon des deux frères célèbres. Le café était devenu le quartier général des agio-teurs, comme jadis la rue Quincampoix. Aussi les nouvelles qui s'y débitaient prenaient-elles de l'importance. Il contribuait plus que le café de Foy à faire l'opinion. Cuisinier, à qui Dubuisson cédera son fonds pour 82.000 livres en 1786, acquerra au prix fort les sept arcades dont il était locataire.

Cependant cette fièvre d'affaires et de plaisirs qui bat le Palais-Royal ne saurait rétablir du jour au lendemain les finances du prince. Maints baux de location ne courent que du 1^{er} janvier 1785 ; en attendant la perception pleine et régulière des loyers ou la vente des arcades, il faut acquitter l'onéreux intérêt des dettes hypothéquées. L'achat du château et parc de Saint-Cloud par la Reine vient à point pour tirer d'embarras le duc de Chartres. Arrêté le 24 octobre 1784, le contrat de vente¹ ne fut passé par devant notaires que le 19 février 1785 entre les deux fondés de pouvoirs : Lemoyne de Bellisle, chancelier de l'apanage du duc d'Orléans, et le

marquis de Paulmy, chancelier garde des sceaux de Marie-Antoinette. Louis-Philippe le Gros ne fit pas sans chagrin le sacrifice de Saint-Cloud, cette maison des fêtes et des délices où Monsieur, le Régent et lui-même avaient passé leurs plus beaux jours. Mais il n'y avait pas moyen de résister à la lettre que la Reine lui avait écrite de sa main. Calonne, à l'insu de qui le baron de Breteuil avait entamé les pourparlers, chercha en vain avec Bellisle un prétexte de rompre l'affaire¹. L'impérieux désir de Marie-Antoinette, qui en fit une question d'amour-propre, prévalut sur toutes les objections. Du moins les conditions furent-elles avantageuses au vendeur. Quelques années auparavant, dans un moment de gêne, le duc d'Orléans avait offert ce château, selon l'abbé de Véri, pour quinze cent mille francs ou deux millions. Il eût été payé à trois millions, observe Augeard, secrétaire des commandements de la Reine.

Bellisle, en plaidant le crève-cœur de son maître, obtint le double, payable en trois termes : deux millions comptant à la signature du contrat, deux autres au 31 décembre 1785 et les deux derniers à pareil jour de 1786.

Est-il croyable que le duc de Chartres s'échappa jusqu'à dire hautement qu'il n'eût pas été aussi accommodant que son père ? En négociant son consentement, il avait trouvé son compte à cette cession. D'après l'accord conclu à Sainte-Assise le 15 octobre 1784² entre le père et le fils et ratifié par l'acte de vente, le prince avait permission de traiter avec le contrôleur général pour se faire payer sur le prix de Saint-Cloud quatre millions de livres. Le duc d'Orléans, en considération de ce que Leurs Majestés s'obligeaient à ne pas prendre des lettres de ratification sur le contrat de vente, s'engageait à prendre les quittances de son fils pour comptant, jusqu'à concurrence de cette somme. Les deux millions de la première échéance devaient servir à acquitter partie des créances contractées par le duc de Chartres, à condition que le duc d'Orléans pût affecter jusqu'à pareil chiffre à ses « dettes particulières, présentes et futures, subsidiairement

¹ Lettres inédites. Bibl. Nat. Mss. Nouv. acq. fr. 21.448.

² Arch. Nat., K. 546, n° 89.

à ses autres biens libres, les fonds compris en la donation entre vifs qu'il lui avait faite en 1757, avec la réserve de l'usufruit ». Les deux millions du troisième et dernier terme imputés au jeune prince à cinq pour cent d'intérêt, sans aucune retenue, à dater du jour du paiement, éteindraient le quart de la rente constituée par le père au fils, en vertu de son contrat de mariage.

C'était là une réalisation de rente inespérée. Mais ces quatre millions, dont le duc de Chartres n'avait encore touché que la moitié, n'étaient au demeurant qu'une simple avance qui lui permettait de respirer, d'attendre des prêteurs un taux plus raisonnable. Ils ne suffisaient point à combler le gouffre ouvert par les dettes du prince et l'entreprise du Palais-Royal. Aussi, un mois après la vente de Saint-Cloud, un arrêt du Conseil d'Etat¹ permettait-il au duc et à la duchesse de Chartres d'ouvrir à Gènes un emprunt de quatre millions pour paiement des constructions du palais (25 mars 1785). Ces nouveaux millions suffiraient-ils enfin ? Entraîné par ses gens d'affaires, le prince était pris dans le tourbillon des chiffres. Et les lanceurs jonglaient déjà avec les millions au nez des badauds éblouis :

On parle aujourd'hui d'un million comme on parlait, il y a cent ans, de mille louis d'or, notait Mercier. On compte par millions ; on n'entend parler que de millions pour toutes les entreprises. Les millions dansent sous vos regards lorsqu'il s'agit d'un édifice, d'un voyage, d'un camp. Ces millions appauvrissent tout le monde en idée, et l'on n'ose plus parler d'une fortune de quarante mille livres de rente.

Le 24 octobre 1785, le bruit se répandait à Paris que le duc de Chartres avait obtenu des lettres patentes pour faire un nouvel emprunt de six millions, divisibles en six mille actions survivancières². Il avait été si ingénieusement combiné par l'agent de change Biers qu'il était déjà rempli avant l'enregistrement.

Ces lettres patentes du 27 novembre 1785 donnaient l'assu-

¹ *Arch. Nat.*, T. 1655, cote 1288.

² *Ibid.* T. 1655, cotes 1289 à 1291.

rance aux prêteurs que la totalité des loyers des nouvelles maisons du Palais-Royal montait à plus de 550.000 livres et que la plupart étaient assurées à Londres contre l'incendie¹. La mort du duc d'Orléans, survenue le 18 novembre, avait fourni une meilleure garantie encore. Tout obérée qu'elle fût, son immense succession rétablissait d'un coup le crédit du principal héritier. Elle allait lui permettre la reprise des travaux du Palais-Royal, et d'abord la construction de ce théâtre moderne qui lui tenait tant à cœur, puisqu'il rendrait à sa demeure l'attrait perdu avec l'Opéra.

A cette date, le total des loyers du palais dépassait donc le demi-million de livres. Mais étaient-ils tous régulièrement payés et couvraient-ils l'intérêt des dettes assumées pour l'entreprise ? Si adroitement menée fût-elle, cette vaste opération qui, à tout prendre, n'avait pas été mal conçue, réclamait, pour aboutir, la longueur de temps et la faveur des circonstances.

Pour l'heure, sa réputation y perdait plus que n'y gagnait son trésor. Des calomnies et des ennemis, voilà ce que lui valait l'entreprise où l'avait engagé la nécessité. Cet homme que les amis de l'Ancien Régime honnissent comme l'un des auteurs de la révolution, porte la peine, avant 1789, d'avoir déplacé à son profit le centre des plaisirs et du luxe parisiens. Petite révolution toute économique, la seule dont il fût capable assurément, car l'économique intéressait bien plus que la politique ce viveur si moderne. Dès 1781, il est assailli d'un cortège malveillant : propriétaires riverains de l'ancien jardin du Palais-Royal, limonadiers, marchands de toute sorte, nouvellistes, propriétaires du privilège et des loges des foires Saint-Germain et Saint-Laurent, Comédiens français et italiens, locataires des arcades mécontents du camp des Tartares et de la mise en vente de leurs boutiques, badauds même, tous ceux que l'entreprise princière trouble dans leurs intérêts ou leurs habitudes, tous gens fabriquant l'opinion et menant le public moutonnier. A leurs yeux, le duc de Chartres reste responsable des décisions de son con-

¹ *Nouv. extraord.*, 28 oct., 20 et 30 déc. 1785.

seil, des manœuvres de ses gens d'affaires, de la friponnerie des clercs et des courtiers⁴ qui grappillent à l'envi, à titre d'intermédiaires, autour de sa spéculation. Cependant, à quoi se bornaient les torts du prince? à essayer de faire valoir son bien, non sans ménager ce public qui avait fini par se croire chez lui dans le jardin du Palais-Royal.

⁴ Voy. *Extrait des Nouvelles à la main du 22 juillet 1787 ou Préservatif contre les escroqueries faites ou à faire aux Locataires des boutiques du Palais-Royal*. A Berne, 1788, broch., in-8°, 31 p., pamphlet contre Barceloup, l'un des agents de Ducrest et du prince.

CHAPITRE X

LE GOUVERNEMENT DE M^{me} DE GENLIS

A ce cortège hostile, où l'on distingue les amis de Séguin et les ennemis de l'abbé Baudeau, se joignaient les ennemis de M^{me} de Genlis depuis que le duc de Chartres lui avait confié l'éducation de ses fils (4 janvier 1782). Songeons dans quelle atmosphère tomba cette nouvelle inouïe ! Les arbres du Palais-Royal venaient d'être abattus ; le jardin n'était plus qu'un chantier. Il n'avait pas encore repris tournure ; aucun critique n'avait encore été converti. Quels battements de mains, quel brouhaha, quelles démonstrations de joie allaient accueillir au printemps la sentence de la Grand'Chambre, qui déboutait le prince sur le litige de l'Opéra ! Jamais opinion n'avait été moins disposée à admettre une nouveauté, qui semblait un défi au sens commun. Le duc de Chartres se moquait donc du monde ; il avait pris le parti de se singulariser. Il remettait ses fils à une femme, à l'âge même où l'on a coutume de les retirer des mains féminines. Et quelle femme ! M^{me} de Genlis était la moins propre à se faire pardonner ce choix singulier qui, renversant tous les usages, faisait injure à tout le sexe mâle, à certaines ambitions en particulier. C'était une femme à talents et à prétentions, espèce toujours ridicule et agaçante dans le pays de Molière, avant le féminisme.

L'insolente fortune de cette petite demoiselle de province mettait le comble au scandale... Depuis que, chassée de Bourgogne par la misère, elle avait échoué à Paris avec sa mère, cette enjôleuse avait trouvé, à peine adolescente, le moyen

de faire parler d'elle. Les salons de Paris et de Versailles se rappelaient volontiers les tribulations de la mère et de la fille, leur vie aventurière.

Née le 26 janvier 1746 à Champcéry, Etiennette-Félicité Ducrest de Saint-Aubin avait grandi à la grâce du ciel entre un père imprévoyant, toujours en quête d'expédients, et une mère originale et futile qui jouait la comédie dans sa maison délabrée¹. A dix ans, elle perd son nid, le père s'expatrie, et mère et fille, devenues parasites, s'en vont de gîte en gîte chez le financier la Popelinière, qui les héberge parmi sa brillante « basse-cour » de Passy, « réceptacle de tous les états ». Heureux port où la fillette fera provision de talents et d'amitiés par quoi elle conquerra la grande ville. Plaire et amuser, c'était tout alors dans ce monde de loisir qui ne redoutait qu'une chose : l'ennui. Etiennette-Félicité semble née pour cette vie de théâtre ; sa gentillesse et son esprit lui font place... Elle met à contribution tous les artistes de la maison et se munit d'une dot d'agréments hors de pair. Deshayes, le maître de ballet des Italiens, Gaiffre, le maître harpiste qu'on surnomme le roi David, lui donnent leurs leçons. A treize ans, la voici devenue l'une des étoiles de ce théâtre de Passy : le vieux « Pollion » soupire avec d'autres auprès de sa jeune hôtesse. Dès lors, la jeune artiste de société vit de ses talents qu'elle cultive et multiplie vaillamment. Les salons parisiens la produisent à l'envi : on se dispute l'enfant-prodige, bien résolue à parvenir.

Dans ce rude apprentissage de la vie, elle gagne, pour prix de sa candeur et de l'humiliation quotidienne, l'ingéniosité, la souplesse, la tenacité, l'âpre vouloir de la revanche. Son père, qui avait en vain cherché la fortune à Saint-Domingue, la rencontre pour sa fille en Angleterre, dans la personne du comte de Genlis, son compagnon de captivité. Ce jeune officier s'éprend, sur une miniature, de la jeune harpiste. Bientôt il libérât le père de ses dettes, rentait la mère, dotait et

¹ Bibl. Nat. Mss. fr. 11.360, f° 667. *Note de police sur la famille du Crest et Montesson* (octobre 1777) ; J.-N. MOREAU, *Mes Souvenirs*, Paris, 1898-1902, 2 vol. in-8° ; J. HARMAND, *M^{me} de Genlis. Sa vie intime et politique*, Paris, 1912, in-8° ; Amédée BRITSCH, *Sur M^{me} de Genlis* (Correspondant du 10 février 1912).

épousait la fille. Le 8 novembre 1763 à minuit, dans l'église Saint-André des Arts, le mariage était béni en secret. Mais la colère de l'oncle, Louis-Philogène Brulart, marquis de Puisieux et de Sillery, l'ancien ministre et secrétaire d'État des Affaires Etrangères, le publiait le lendemain à son de trompe, comme rarement le fut mésalliance. La comtesse de Genlis ne comptait que dix-sept ans. Ce mariage inespéré, qui lui apporte un nom et quelque fortune, marquait sa première étape.

Mais le monde lui ferma ses portes à l'exemple de sa belle-famille qui ne la reconnaît pas encore. La naissance d'une fille (4 septembre 1765) réveille en sa faveur la voix du sang ; on la présente à la Cour (26 avril 1767) ; elle se montre docile à souhait ; pour fléchir la morgue des Puisieux, ses talents feront le reste. Elle chante et danse tout à la fois ; tour à tour, elle joue du clavecin, de la harpe, de la guitare, de la musette, du tympanon, de la vielle : elle est étourdissante de ressources et d'agréments. Elle déride le vieux Puisieux, l'homme le plus ennuyé de son temps, qui meurt dans l'admiration de sa nièce (8 décembre 1770). Que sera-ce de sa veuve, qui désormais ne peut plus se passer de la comtesse de Genlis !

Introduite au Palais-Royal par sa tantâtre, M^{me} de Montesson⁴, la jeune femme amuse le duc d'Orléans qui songe à s'assurer de cette fée à talents comme d'une précieuse ressource pour les longs voyages de Villers-Cotterets. Une première fois elle décline l'offre d'une place de dame pour accompagner la duchesse de Chartres : c'est qu'elle espère entrer dans la maison de Madame, l'épouse d'un Fils de France !

Déçue, elle se retourne vers le Palais-Royal dont l'élégance et le bel air lui sourient. Mère de trois enfants, ne doit-elle pas considérer les avantages pratiques que lui promet la Maison d'Orléans ? La jeune duchesse de Chartres, si angélique, si affable, s'offre d'elle-même à la tutelle de l'amitié. La comtesse de Genlis entre donc au Palais-Royal, par la petite

⁴ M^{me} de Montesson était fille du marquis de la Haye, veuf lui-même, qui avait épousé la veuve Mézières, mère de M^{me} Ducrest de Saint-Aubin. Celle-ci garda toujours rancune à sa mère de ce remariage.

porte de la rue de Richelieu, à la fin de 1771 ou au début de 1772. L'enjôleuse a franchi sa seconde étape. Elle a charmé le comte de Genlis, les Puisieux, le duc d'Orléans. Elle règne bientôt sur la duchesse de Chartres, et cette faveur souveraine l'entoure de jalousies.

Installée au Palais-Royal, posée dans le monde et sûre du lendemain, l'artiste de société renonce aux divertissements et se voue à l'étude. A l'étude elle fait le sacrifice des spectacles et des bals dansants : le jour de ses vingt-cinq ans, elle renonce sans retour à la danse. Minute à minute, elle défend son temps, arrache du loisir aux inutilités. Elle lit jour et nuit, dévore des bibliothèques, — celle du Roi, en particulier, grâce à l'obligeance de l'abbé des Aulnais, premier bibliothécaire, — barbouille des rames de papier, compile avec le zèle inlassable, la diligence d'une fourmi. Elle met à profit les relations et les visites du Palais-Royal, interroge les étrangers sur leurs pays, les voyageurs sur leurs voyages, les artistes sur leur art, les savants sur leur science, et le soir elle note la fleur de ces entretiens.

Fort avancée déjà dans la littérature et l'histoire, elle s'attaquait aux sciences, abordait l'histoire naturelle avec Valmont de Bomare, qui, trois fois la semaine, venait après dîner donner à la duchesse de Chartres une leçon récréative, formait un cabinet de minéraux et de coquillages, organisait en société particulière un cours de physique chez Signault de la Fond, un cours de chimie appliquée aux arts chez Mithouart. Elle avait un maître de langue anglaise, un maître d'italien avec le comte de Fleurieu qui lui enseignait l'horlogerie de surcroît, un maître de géographie avec M^{lle} Thouin, sœur du premier jardinier du Roi, qui lui faisait connaître Buffon, chez qui elle rencontrait Bailly, Hérault de Séchelles, Lacépède. Cette rage encyclopédique ne lui interdisait ni les ouvrages de dames, ni la peinture, ni surtout la musique : deux fois la semaine, Gluck venait avec Monsigny et le fameux violon Jarnowitz musiquer chez elle.

Elle fut la première femme qui eût un *bureau*. Obéit-elle seulement au goût de l'étude et à la vanité de se distinguer ? ou ne poursuivait-elle pas déjà un plan plus ou moins

entrevu ? Quoi qu'il en soit, elle s'improvisait institutrice de la duchesse de Chartres, dont l'instruction avait été négligée au couvent... Elle lui donnait des leçons d'orthographe, de mythologie, puis d'histoire et, pour ce, faisait peindre par le Polonais Myris de petits sujets à la gouache d'après les beaux traits qu'elle avait tirés de l'histoire grecque et romaine. Encadrés et commentés au dos d'une écriture très fine par M^{me} de Genlis, et rangés d'abord par ordre chronologique dans le cabinet de la princesse, ces cent quinze tableautins servirent dans la suite pour l'éducation de M^{lle} d'Orléans. Tant d'activité, de connaissances et de talents captivèrent la duchesse. Que pesait cette âme molle et faible auprès de cette industrielle et tenace volonté ? Elle s'abandonna à cette étonnante jeune femme, dont la force l'enchantait, en fit sa secrétaire, sa conseillère de tous les instants. S'il advient une fille, on promet de la confier à ses soins. Et déjà il est convenu avec la princesse que la gouvernante, redressant l'usage ordinaire, s'en chargera dès le berceau, pour ne pas perdre le temps, si précieux pour l'éducation, des premières impressions.

Dirigeant la duchesse, elle ne tarde pas à subjuguier le duc, son cadet de quinze mois. Peu de femmes de la noblesse auraient eu assez de vertu pour s'en faire scrupule. Arrêter les regards et le désir du Roi ou d'un prince, n'était-ce pas le plus beau coup de fortune que rêvait alors toute ambitieuse ? Jolie, d'un visage à la fois angélique et piquant, avec des saillies et de l'enfantillage dans l'esprit, toujours prête aux gageures, cachant sous ses agréments son esprit de domination, elle a de quoi lui plaire et le mener. Le comte de Genlis n'aime plus guère sa femme ; il n'est pas d'humeur moins commode que la plupart des maris de son temps et de son rang. Il est d'ailleurs absent, en garnison à Charleville. Ce qui devait arriver arriva. Les secrètes amours du duc de Chartres et de M^{me} de Genlis n'échappèrent à personne de leurs entours, excepté à la duchesse.

Le cabinet noir de Louis XV a intercepté et copié les lettres des amants, à l'heure ardente de leur liaison. Ces copies

trahissent pour nous la manière de la comtesse¹. C'était au début de juillet 1772. La duchesse de Chartres prenait les eaux de Forges, comme jadis Anne d'Autriche, pour remédier à sa stérilité. Le prince avait été installer sa femme, et, à la faveur de ce voyage, nos deux amants avaient goûté, à défaut du libre bonheur, quelques heures de folie. Mais le duc de Chartres repart le samedi 18 juillet pour Chantilly, où sa sœur la duchesse de Bourbon est sur le point d'accoucher. Et la duchesse de Chartres ne doit quitter Forges que le 13 août après souper. Ce mois d'absence paraît long aux amants qui comptent les jours et s'écrivent souvent. Quelques jolis mots de tendresse et d'amour viennent à la plume de M^{me} de Genlis ; ils nous laisseraient croire à la sincérité du sentiment, si son esprit naturellement calculé ne se répandait aussitôt en effusions qui sentent l'artifice. Tous deux s'appellent « *mon enfant !* » surtout M^{me} de Genlis, et cette appellation convient à son amour qui revêt une forme maternelle et pédagogique. Il tend à la tutelle. Elle lui donne un dessin à faire, comme à un écolier, le reprend sur ses lettres, le moralise sur la belle âme de la jeune duchesse que son mari semble ignorer... et l'amant s'exécute. Il s'applique à ce dessin, lit et relit le conte charmant d'après lequel il commande deux tableaux à Frago. « Rien ne me fait ce plaisir et cet effet là ! J'ai encore pleuré en le relisant la dernière fois. Oh ! mon amour, mon cher enfant, il n'y a rien de tendre et d'aimable comme vous. » Il s'est fait tatouer le bras à deux reprises, en l'honneur d'elle, il se promène dans le jardin de l'Arsenal pour y rencontrer ses enfants « car, ne pouvant vous voir, je voudrais bien voir au moins ce que vous aimez le mieux. »

La duchesse de Chartres doit à peine toucher Paris le 14 août pour gagner Chantilly d'où elle ne reviendra que le 24 au soir ; soit pour la comtesse huit jours de liberté que les amants se promettent de passer à Paris, en tête-à-tête. Mais voici le trouble-fête. Une lettre de Charleville parvient à Forges le 24 juillet. Le comte de Genlis demande un congé. Inquiet de la santé de ses enfants, il veut les établir avec leur

¹ Aff. Etr. *France*, 319.

mère à la campagne et reprendre la vie commune. L'amante se désole, mais qu'elle a vite fait de prendre son parti !

J'ai le cœur bien oppressé et je vois clair dans l'avenir. Le temps de mon bonheur est passé...

Ah ! mon amour, je ne puis aimer véritablement que vous ! Vous êtes l'objet unique de tous mes sentiments et de toutes mes pensées. Je me suis accoutumée à passer la moitié de ma vie à vous voir et le reste du temps à vous attendre, vous espérer ou vous désirer... Cependant, si je suis forcée d'accepter la loi qu'on voudra m'imposer, vous connaissez mes résolutions, elles sont inébranlables ; je n'aurai plus près de vous d'autres droits et d'autres titres que ceux que donnent l'amitié. J'emploierai ma raison, s'il m'en reste, à modérer la violence d'un sentiment qui ne pourrait servir, tel qu'il est, qu'à me désespérer⁴...

Elle sait que le beau feu du prince s'éteindra pour elle ; mieux vaut, avant la satiété, ménager une heureuse rupture qui permette quelques revenez-y. Et déjà elle se prépare à troquer le rôle passager de maîtresse contre le rôle plus sûr et plus stable d'Egérie.

... Vous m'avez dit quelquefois qu'il eût été plus heureux pour moi que je me fusse attachée à tout autre qu'à vous ; mon amour, croyez que ma destinée était de ne rien aimer ou de vous aimer passionnément ; mais, quand je serais sûre d'éprouver par la suite les plus grands, les plus affreux malheurs, je ne me repentirais jamais un seul instant de tout ce que j'ai fait pour vous. Oui, mon cher ami, je me suis livrée, donnée à vous avec transport ; jamais ami, jamais enfant, jamais amant n'a été aimé comme vous l'êtes. J'ai pour vous plus de confiance que l'amitié n'en inspirera jamais ; je mets à vos succès et à votre réputation plus d'intérêt que je n'en aurais pour mon fils. Pour le dernier sentiment, il serait impossible de trouver une comparaison qui en donnât l'idée⁵...

Au printemps suivant, M^{me} de Genlis perdit son fils, le petit Casimir, de la rougeole. Elle-même la prit et se trouva fort mal. La maladie éteint les passionnettes. Le duc de Chartres ne parut ni triste ni inquiet du deuil et de la santé de la com-

⁴ Forges, ce 24 juillet 1772.

⁵ *Ibid.*, Samedi, [25 juillet 1772].

tesse ; l'on prétendit qu'ils étaient séparés. Sans doute le jeune prince était-il allé à d'autres caprices. Mais peu importe à l'industrielle de ne plus parler aux sens du duc, si elle règne sur lui par l'esprit.

Les indiscretions du cabinet noir témoignent que dans l'été de 1773, elle gouvernait les maîtres du Palais-Royal, la duchesse avec assurance, le duc avec circonspection.

Le prince est parti le 24 juillet pour la Belgique, nanti de tous les conseils de la comtesse qui lui a recommandé de travailler à plaire. « Il me semble que c'est cela que quelqu'un qui a bien de l'amitié pour moi et en qui j'ai une confiance bien entière m'a conseillé¹ ». Il lui rend compte de ses démarches comme à un mentor. C'est le moment où le duc d'Orléans et M^{me} de Montesson manœuvrent pour faire accepter leur union de leurs entours. M^{me} de Genlis joue entre le Palais-Royal et le Raincy un rôle dont la duplicité nous choque. Elle dicte au duc de Chartres ses démarches et ses propos, tandis que, d'autre part, elle conseille sa tantàtre sur l'attitude à tenir envers le beau-fils, comme si elle ne tenait pas dans ses doigts la ficelle du personnage. Elle est l'amie fermement installée, bien plus redoutable qu'une maîtresse d'un jour. Ainsi le jeune prince, qui déplore et juge ridicule l'asservissement de son père par M^{me} de Montesson, subit lui-même la tutelle de la nièce. Mais, autour de lui, père, femme, beau-père, amis, clients, étaient des êtres mous, sans caractère, incapables de rien prendre sur eux. Il ne sentait d'autorité que chez cette jolie femme. Tenace, persévérante, elle le domine par des qualités, si rares alors sous des dehors aussi aimables. Tout lui imposait en elle, jusqu'à cette singularité de femme savante qui se claquemurait pour l'étude.

M^{me} de Genlis a loué son propre désintéressement ; à l'en croire, le crédit dont elle jouissait au Palais-Royal et auquel chacun avait recours s'est répandu en grâces jusque sur ses ennemis. Pourtant elle n'a pas négligé de pourvoir les siens. Moins friande d'argent que d'influence et de domination, elle fut au Palais-Royal comme M^{me} de Polignac au Trianon, se

¹ Lettre à M^{me} de Genlis, Bruxelles, 29 juillet 1773.

gardant bien de rompre sur ce point la tradition des dames de maison royale ou princière. D'abord elle marie son frère avec avantage. Leurs Majestés signent au contrat du marquis Ducrest, lieutenant-colonel d'infanterie, avec Marie-Louise Bonne Alexandrine de Raffetot, qui est présentée à Versailles le 28 avril 1776. M. de Genlis cède son appartement tout meublé au jeune couple qui, dix mois durant, sera logé et nourri au Palais-Royal. Le 8 septembre suivant, le duc de Chartres, devenu gouverneur du Poitou, présente au Roi le comte de Genlis en qualité de capitaine de ses gardes.

La comtesse use surtout de cette faveur pour pousser sa célébrité. Elle se faisait la correspondante des nobles polonaises qui venaient à Paris ; elle fondait un ordre tout de société et de galanterie qui groupait en quelques mois quatre-vingt dix chevaliers ou dames, triés sur le volet. Tous les quinze jours, on se réunissait en uniforme blanc sous une tente : le Temple de l'honneur. Hommes et femmes portaient une écharpe gris de lin brodée d'argent. Il y avait les initiés et les spectateurs, à peine adolescents. Tout se passait en cérémonies : initiations, réceptions, départs des guerriers, quand les chevaliers partaient pour leurs régiments. Le récipiendaire avait à deviner des énigmes, à trancher des cas de conscience, à faire l'éloge d'une vertu à son choix. Puis il prêtait le serment à la fois religieux, patriotique et chevaleresque. La séance se terminait par une quête pour les pauvres. Rien de frivole : ni danse, ni musique, ni même rafraîchissements. Ce mélange d'ancienne chevalerie et d'usages académiques, prétexte à devises, discours et exhortations, à prix de vertu, accusait la manie pédagogique de la fondatrice, qui avait pris pour corps de sa devise une lampe posée sur un bureau à côté d'une écritoire, avec ces mots pour âme : « *Pour éclairer, je me consume !* » L'ordre de la *Persévérance* fit tant de bruit que la Reine s'en informa. On l'eût acclamée comme grande maîtresse, si l'on n'avait tenu à garder son indépendance et à s'épargner les frais ruineux de cette réception royale.

C'était un jeu qui ne dura pas ; d'autres soins requièrent le zèle de M^{me} de Genlis. D'abord, elle voyagea. En juin 1778.

elle séjourne à Spa, rendez-vous cosmopolite, pour se reposer des tracasseries du Palais-Royal, puis, au printemps suivant, elle décide la duchesse de Chartres à s'échapper en Italie. Elle se lie à Rome avec le cardinal de Bernis, et au retour rend visite à Voltaire, à Ferney (août 1776). Elle fait connaissance avec Gibbon ; M. de Schomberg lui amène d'Alembert. Le samedi 30 mars 1776, M^{me} de Genlis avait été présentée, selon son désir, à M^{me} du Deffand par les La Reynière. L'impression était à son avantage. « Elle a beaucoup de talent, écrivait le lendemain la correspondante de Walpole, est grande musicienne, a une assez belle voix, chante fort bien, et joue de la harpe divinement... »

Elle se met sur les pas du comte de Falkenstein quand, dans la matinée du 4 juin 1777, il vient voir la collection de tableaux du Palais-Royal, lui sert de cicerone ; et le lendemain, l'Empereur se fait inscrire chez elle. Surtout, elle commence à écrire : des pièces éducatrices que ses filles jouent avec le plus grand succès. Pulchérie dans *La Curieuse*, Caroline dans *Les Dangers du Monde* furent acclamées. Toute la salle réclama l'auteur qui ne parut point. Cette brillante saison théâtrale de l'hiver 1777-1778 se prolongea jusqu'à l'été. Sauvigny imprimait dans le *Parnasse des Dames* sous le titre de *Pièces d'une jeune dame* trois de ces bluettes : les *Fausse Delicatesses*, la *Mère Rivale*, l'*Amant anonyme*.

Ce faisant, l'auteur dramatique se préparait à son rôle d'institutrice. Deux princesses jumelles étaient nées au Palais-Royal le 23 août 1777. La gouvernante s'était promis de s'en charger dès le maillot et d'entrer avec elles dans un couvent. On ne les laissa aux mains de M^{me} de Rochambeau que le temps de bâtir, sur les plans de la comtesse, le charmant pavillon de Bellechasse. Il s'élevait bientôt au milieu du jardin de ce couvent avec lequel il communiquait « par un long berceau de treillage, recouvert de toile cirée et chargé de vigne ».

L'entrée à Bellechasse marquait le plus beau jour de sa vie (juillet 1779).

Toute la communauté des chanoinesses du Saint-Sépulcre, conduite par la prieure, vint, à la grande porte du couvent, recevoir les petites princesses avec leur gouvernante et les

conduisit à l'église. Pour M^{me} de Genlis, attentive au souvenir de M^{me} de Maintenon, commençait un grand rôle dont elle se promettait la gloire. Elle comptait trente-trois ans et demi et semblait se retirer du monde pour s'enfermer avec des enfants. Quelle singularité pour une jolie femme encore jeune ! Cette gageure lui plaisait comme celle qu'elle avait soutenue dix ans plus tôt de quitter le rouge à trente ans. Elle entra dans « un doux empire » où elle devait régner sans conteste ; elle y gagnait, avec l'indépendance, le calme et le loisir favorables à l'étude et à la composition littéraire. Bellechasse souriait à sa vocation, à ses visées. Institutrice au dedans, elle se produirait au dehors comme femme de lettres. Car cet ermitage de l'ambition n'était pas un cloître. Le samedi, de 6 à 9 heures et demie, la gouvernante recevait toutes les personnes de sa connaissance. Chaque soir, de 8 à 10 heures, elle recevait ses intimes, puis, la grille fermée, recueillie dans sa chambre, elle composait et écrivait jusqu'à deux ou trois heures du matin. Le lendemain, ses femmes l'éveillaient à dix heures... C'était un quartier pédagogique et littéraire d'où elle pouvait à souhait cultiver sa double célébrité d'auteur et de gouvernante-modèle, unique, croyait-elle, dans l'histoire de l'éducation.

Institutrice-née, elle l'était, et tout, dans ce pavillon de Bellechasse, respirait les préoccupations de l'institutrice. Dans ce cadre étudié rien n'était inutile. De son luxueux appartement du Palais-Royal, tout en glaces et tapissé de damas bleu encadré d'or, elle n'avait emporté que son bureau et son cabinet d'histoire naturelle. Sa fille aînée, Caroline, qu'elle venait de marier au marquis de la Woestine, lui succédait dans ce logement et prenait sa place auprès de la duchesse. Le comte de Genlis se retirait de même devant son gendre qui était présenté au Roi le 30 avril 1780, en qualité de capitaine des gardes du duc de Chartres. Lui-même avait été fait brigadier de dragons le 1^{er} mars précédent.

Comme le mobilier de Bellechasse lui devait revenir, M^{me} de Genlis avait voulu qu'il fût simple : trait ostensible de désintéressement. Tout enseignait dans ce logis de la pédanterie, l'ameublement comme la décoration : les murs

de l'escalier, tapissés de cartes, parlaient géographie, la chambre des princesses d'histoire romaine. Deux grands paravents contaient l'histoire de France; les écrans montés et les écrans de main rappelaient la mythologie. Au-dessus de la porte grillée, elle avait fait graver en lettres d'or ces mots d'Addison, tirés du *Spectateur anglais* : « Le véritable bonheur est naturellement caché et fuit la pompe et le bruit. »

Dans ce royaume « délicieux », elle régentaient tout jusqu'au menu détail : le ménage comme l'éducation. Elle surveillait le cours des Halles, dosait les épices, mesurait le bois de chauffage, économisait et prêchait à ses élèves l'économie qui seule permet aux princes l'utile magnificence. Ainsi elle entendait manifester que les femmes savantes ne sont pas, de nécessité, mauvaises ménagères.

Pour justifier son titre de gouvernante, elle publiait coup sur coup les quatre volumes de son *Théâtre d'éducation à l'usage des jeunes personnes*¹. Le premier, qui paraissait en juillet 1779, servit à libérer les quatre frères de Queissat, gentilshommes bordelais condamnés, sous peine de prison perpétuelle, à payer 75.000 livres de dommages et intérêts au négociant Damade qu'ils avaient maltraité. L'édition fut enlevée en moins de 5 à 6 jours. Le jour même de son entrée à Bellechasse, elle allait retirer ses protégés du Fort-l'Evêque, et ils dinaient avec Gerbier, leur avocat, dans le pavillon que la gouvernante étrennait : trait ostensible de bienfaisance qui posait l'éducatrice et lançait sa réputation littéraire. La famille royale, les princes, la noblesse et les militaires avaient pris le parti des frères de Queissat. Le volume libérateur fut traduit dans toutes les langues de l'Europe, et M^{me} de Genlis, félicitée par Catherine le Grand et l'électrice de Saxe, put croire qu'elle avait été l'émule de Voltaire, défenseur de Calas.

Le duc de Chartres avait le cœur paternel. Il ne négligeait pas de venir le soir à Bellechasse, entre huit et neuf heures, s'informer de ses filles. Sensible aux talents, au savoir, au jugement de la gouvernante, qui se piquait d'idées neuves et

¹ Paris, Panckoucke, juillet 1779 — janvier 1780.

faisait volontiers profession de corriger les préjugés reçus, il s'en rapportait à elle en matière d'éducation. C'est sur sa désignation qu'il avait donné pour sous-gouverneur à ses fils le chevalier Bernard de Bonnard, un protégé de Buffon et du maréchal de Maillebois. Ame sensible et gentil esprit, cet officier d'artillerie sentait un peu la province, il visait plus à se faire aimer des jeunes princes qu'à les corriger, et ses manières fades, son accent un peu niais commençaient à déteindre sur ses élèves. Le duc de Chartres était fort délicat sur le ton et l'air des personnes. Il désirait pour ses fils moins de connaissances que de grâce, une grande politesse avec les femmes et de la droiture dans le caractère. Le ton, le goût, le sens du ridicule, telles étaient selon lui les qualités nécessaires et suffisantes à un prince. Cependant, toujours positif, il n'entendait point abandonner l'éducation de ses fils à un gentilhomme de sa maison sans talents ni instruction.

Le 4 janvier 1782, très mécontent des expressions du duc de Valois qui prenait le ton de garçon de boutique, il déclarait à M^{me} de Genlis qu'il était temps de leur donner un gouverneur ; et il la consulta sur le choix. Il écarta M. de Schomberg pour sa pédanterie, le chevalier de Durfort pour son exagération et son emphase, le comte de Thiard pour son insouciance. « Eh bien, moi ! » proposa la gouvernante en riant. « Pourquoi pas » ? reprit le duc sérieusement.

« Je proteste que je n'avais cru faire qu'une plaisanterie, et que, dans nos conversations précédentes, rien n'avait jamais dû me préparer à une idée aussi singulière ; mais l'air et le ton de M. le duc de Chartres me frappèrent vivement : je vis la possibilité d'une chose extraordinaire et glorieuse et je désirai qu'elle pût avoir lieu. Je lui dis franchement ma pensée. M. le duc de Chartres parut charmé et me dit : « Voilà qui est fait, vous serez leur gouverneur¹. »

Cet événement la portait au comble de ses vœux. Telle était sa joie que, dans l'instant, elle écrivit au cardinal de Bernis les conditions de l'arrangement à peine conclu avec le prince.

¹ M^{me} DE GENLIS, *Mém.*, III, 142.

Vous m'avez témoigné tant de bonté, Monseigneur, et le souvenir m'en est si cher que j'ose me flatter que vous voudrez bien prendre quelque part à un événement très intéressant pour moi. Je suis depuis trois ans gouvernante de Mesdemoiselles d'Orléans et, dans cet instant, M. le duc de Chartres vient de me charger encore de l'éducation des trois princes ses fils, dont l'aîné est âgé de huit ans. Ainsi jamais ces princes n'auront de gouverneur, puisque je leur en tiendrai lieu.

Je passerai tous les ans huit mois avec eux à la campagne ; les quatre mois d'hiver, ils resteront à Paris, et tous les jours on me les amènera à Bellechasse, et je les garderai trois heures chaque jour pour leur donner les instructions dont je me charge personnellement. Du reste, je dirigerai toutes leurs études, je conduirai leur maison, et j'aurai la même autorité que j'ai dans celle des princesses, leurs sœurs. Quand ils seront en âge d'aller à la Cour, M. le duc de Chartres nommera deux personnes pour les suivre, mais qui n'auront aucun titre et aucun droit sur l'éducation.

En acceptant cette marque de confiance jusqu'ici sans exemple, je n'ai demandé que deux choses : d'être maîtresse absolue et de n'accepter pour prix d'un semblable dévouement que l'honneur si distingué qui s'y trouve attaché.

Je me flatte que Monseigneur daignera me pardonner ces détails. Je mets un si grand prix à son estime qu'il m'est impossible de ne pas l'instruire de tout ce qui m'y donne de nouveaux droits.

Adieu, Monseigneur, daignez me donner quelquefois de vos nouvelles et ne pas oublier entièrement une personne qui vous conserve l'attachement le plus vrai et le plus tendre que vous ayez jamais inspiré.

De Bellechasse, ce 4 janvier 1782¹.

M^{me} de Genlis devait enseigner elle-même, ce qui n'était jamais arrivé aux gouverneurs de princes. Aussi le duc de Chartres lui offrit-il un traitement extraordinaire de vingt mille livres. Elle refusa net, comptant bien se prévaloir de la gratuité reconnue de cette éducation. Elle se paierait de ses soins par la gloire et l'autorité. Simplement chargée des fonctions, elle ne pouvait être présentée à la Cour avec le titre et le rang de gouverneur. Pourtant, quand les deux aînés de ses élèves recevront dans la chapelle de Versailles le supplément des cérémonies du baptême (12 mai 1788), elle

¹ Cité par Fréd. Masson. *Le cardinal de Bernis depuis son ministère*, Paris, 1884, in-8°, p. 377.

jugera « honorable et singulier » d'obtenir la grâce de douze mille livres que le Roi faisait à cette occasion au gouverneur du prince. Le duc de Chartres hésitera à porter cette demande qui prête au ridicule, mais, à force d'importunités, elle le décidera à l'exprimer au Roi qui ne refusera point. Satisfaite dans sa vanité, M^{me} de Genlis abandonnera la moitié du présent aux personnes de l'éducation qui étaient sous ses ordres : « chose qu'aucun gouverneur et que nulle gouvernante n'avaient faite avant moi. »

Du moins s'est-elle appliquée à justifier, à mériter la singularité de ce gouvernement. Les conditions qu'elle a posées au duc de Chartres répondent autant à son orgueil, à son désir de régenter qu'aux besoins de sa tâche qu'elle considère à la fois de haut et de près. Cette institutrice, marquée au front, se montre possédée de l'importance et de la gravité de son rôle. L'on peut railler cette femme en culotte de pédagogue, la caricaturer, la critiquer dans ses excès. Reste que son système abonde en idées ingénieuses qu'elle poursuit avec ténacité et que nous retrouvons aujourd'hui à la mode. Elle se flatta d'enseigner par l'image ; elle mit la Bible et l'histoire en lanterne magique et en tableaux vivants, en action aussi les voyages célèbres que ses élèves jouaient dans le parc de Saint-Leu, maison charmante que le prince avait achetée pour ses enfants. Avec eux elle tourna, menuisa, tressa, tissa, cartonna, relia, dessina, peignit ; les arts alternaient avec les métiers pour occuper les récréations. Les leçons de choses se multipliaient pour épargner l'ennui des traités livresques. Maîtresse et élèves roulaient à travers Paris et provinces pour visiter ateliers et usines. Chemin faisant, la gouvernante ne manquait point de tirer le précepte de chaque rencontre, perpétuelle morale en action suivant la philanthropie à la mode. Il s'agissait pour ces petits-fils de Henri IV de ne rien ignorer, de s'habituer à tout, même à la dure, de garder sans cesse l'esprit et le corps alertes. Point de rêve : chaque minute avait sa tâche. Elle ne souffrait aucune infraction à l'emploi du temps qu'elle avait strictement réglé.

Les jeunes princes, levés le matin à sept heures au Palais-

Royal, prenaient d'abord avec l'abbé Guyot leurs leçons de latin et de catéchisme, puis celle de calcul avec leur sous-gouverneur Lebrun, homme correct et doux, ancien secrétaire du comte de Genlis, qui avait remplacé Bernard de Bonnard, démissionnaire. Lebrun les amenait à Bellechasse. Mais ils n'y venaient point chaque jour dès onze heures, comme M^{me} de Genlis l'a écrit dans ses *Mémoires* : la femme de lettres s'était ménagé quelque liberté dans sa servitude. Ils ne dinaient à Bellechasse que trois fois par semaine : le dimanche, le mercredi et le vendredi ; ces jours-là, ils venaient donc à midi et demi, traversant à pied quand il faisait beau le jardin des Tuileries. Les autres jours, ils n'arrivaient qu'à cinq heures. Le soir, ils s'en allaient à huit heures et demi, excepté le dimanche où le souper les retenait jusqu'à neuf heures. Bref, ils ne passaient guère chez M^{me} de Genlis qu'un après-midi sur deux. Il est vrai qu'elle se chargeait elle-même des leçons d'histoire, de mythologie, de littérature, des exhortations morales, et que les princes prenaient toutes les autres leçons sous ses yeux.

Pour parer aux heures d'absence, Lebrun avait ordre de tenir un journal détaillé de la matinée et de la soirée des princes, en laissant une marge pour les observations de la régente. Elle-même avait consigné sur les premières pages ses instructions particulières à l'adresse du sous-gouverneur. Chaque jour, elle lisait ce rapport, grondait ou louait, punissait ou récompensait. L'après-midi, elle écrivait ses observations à la marge et rendait le journal à Lebrun qui le lui rapportait le lendemain. Ces cahiers, conservés avec soin, étaient recopiés et reliés par quartier. D'autre part, elle rédigeait un journal particulier de tout ce qui se passait entre ses élèves et elle, commentait et exhortait d'une plume infatigable. Chaque soir, elle leur lisait ce détail de la journée et le leur faisait signer à tous. Ce véritable compte rendu de l'éducation, jour par jour, heure par heure, s'adressait au public, à l'histoire. Faisant à l'occasion le procès des gouverneurs défunts, elle comptait servir d'exemple aux gouverneurs à venir. Le mardi 25 janvier 1785, ne terminait-elle pas par ces mots une fastidieuse explication avec ses collaborateurs :

« J'ai dû me justifier dans ce journal où je veux que l'on puisse trouver, dans tous les temps, des preuves incontes-
tables de ma conduite et de mes vrais sentiments et le
tableau fidèle de nos soins pour nos élèves et de nos pro-
cédés mutuels ». Le duc et la duchesse de Chartres ne
prirent jamais la peine de lire cette littérature pédagogique :
ils s'en remettaient entièrement à la gouvernante.

De ces registres dispersés en 1848, lors du sac du Palais-
Royal, quelques-uns sont revenus chez le duc d'Aumale à
Chantilly. Ils nous peignent M^{me} de Genlis dans son gouverne-
ment et nous laissent entrevoir la vie de famille au Palais-
Royal. Les heureuses journées que celles de janvier 1785 et
comme ces souvenirs rafraîchis devaient être doux à Louis-
Philippe, Roi ! Le dimanche 2, à onze heures, la duchesse de
Chartres fait demander ses enfants ; elle est encore au lit. Ils
babillent et musent seuls avec elle jusqu'à une heure et demie.
Puis leur tante, la duchesse de Bourbon, arrive à l'heure du
goûter et fait maintes caresses à ses neveux qui lui montrent
les étrennes que leur a données *papa d'Orléans*. Ils sont assez
« causants » avec elle et la conduisent chez leur maman
qu'ils embrassent ainsi que leur papa et partent pour les
Ombres Chinoises où ils s'amuse beaucoup. Le lendemain,
lundi 3 janvier, ils se rendent avant midi rue du faubourg du
Temple, chez Astley père et fils. Le duc de Chartres est
témoin de la leçon d'équitation ; il paraît content de la tenue
du duc de Valois qui s'annonce bon cavalier. Car il suit parti-
culièrement l'éducation physique de ses fils. Il leur donne
volontiers lui-même des leçons d'équitation, de natation, de
tir au pistolet. Et voici le duc de Penthièvre qui vient voir ses
petits-enfants. Le jeudi suivant, Lebrun et l'abbé Guyot sont
libres : c'est papa et maman qui conduisent les princes à
Bellechasse. On y dîne en famille et l'on tire le gâteau des
Rois. Le jeudi 13 janvier, ils vont voir le cabinet de figures
du sieur Curtius ; ils s'y reconnaissent, « mais pas tout à fait
ressemblants ». D'aimables visites rompent parfois la rigueur
de l'emploi du temps. Comment l'honnête sous-gouverneur
écarterait-il ces jolies femmes qui viennent faire leur cour
aux petits princes ? Il note pour le mardi 22 février 1785 :

« A midi et demi, les Princes ont reçu la visite de M^{me} de Rochemont, qu'ils ont traitée avec amitié. Peu après je les ai conduits chez M^{me} la duchesse de Chartres, où ils sont restés jusqu'au dîner qu'on a servi à une heure et demie. » La terrible gouvernante sourcille et observe à la marge :

Je vois ici une récréation d'une bonne heure passée à ne rien faire ! M^{me} la duchesse de Chartres n'aurait pas demandé ses enfants pour tout ce temps, si M. Lebrun lui eût dit qu'on employait les récréations utilement, comme à jouer au billard, à repasser l'architecture, et puis un quart d'heure de trictrac ou d'échecs. Je le prie qu'à l'avenir, quand le temps ne permettra pas la promenade, ce temps soit employé dans ce genre, comme je l'avais recommandé.

Elle ne cède point, même en faveur de la mère. N'est-il pas convenu qu'elle serait maîtresse absolue ? Même plus tard, les visites imprévues ne trouveront jamais grâce devant elle. Elle les interdit au Palais-Royal et ne les tolère qu'à Bellechasse, à jour fixe et sous son regard. « Je désire que les princes ne perdent plus de temps à recevoir des visites chez eux. On doit répondre qu'ils sont à leurs études, et aux personnes de la société qu'ils ne reçoivent des visites qu'à Bellechasse les jeudis, à commencer seulement du premier jeudi de novembre. »

Les personnes de l'éducation ne coulaient pas doucement leurs jours sous cette férule. Le patient Lebrun était un véritable souffre-douleur. Elle corrigeait son journal comme un devoir, critiquait, chicanait, tranchait, réprimandait.

« Je demande très positivement à M. Lebrun, mandait-elle le 22 mars 1783, d'avoir à l'avenir plus d'exactitude sur les choses dont nous sommes convenus. Je commence à être lasse de l'obligation de répéter les mêmes choses. Je n'ai pas assez de temps pour cela. » Même à distance, elle apparaît franchement insupportable. Qu'en était-il donc dans le moment et sur le vif ? On conçoit que Bernard de Bonnard, l'ancien sous-gouverneur, eût préféré se démettre plutôt que se soumettre. *Le Journal de l'Education des Princes* pour 1783 est rempli de discussions et d'explications entre Lebrun et l'abbé Guyot d'une part, l'institutrice d'autre part. Tout

cela se termine par une réconciliation, provisoire sans doute, mais touchante et pleine de sensiblerie.

... La manière noble, franche et touchante avec laquelle l'abbé Guyot m'a parlé, le lundi matin, lui a acquis ma plus tendre amitié et pour ma vie. Il est sensible ! Quelque chose qui arrive, il sera toujours mon ami. Si quelques petits nuages s'élèvent entre nous, je me rappellerai cet air vénérable et attendri qu'il avait en me parlant, je me rappellerai avec quelle douce satisfaction nous nous sommes embrassés, et je suis sûre que ce souvenir me préservera à jamais de l'aigreur de tout mouvement semblable...

Mais que de récriminations et de barbouillages pour en arriver là ! Sermoneuse, suffisante, cassante, autoritaire, envahissante jusqu'à disputer à l'abbé précepteur le soin de préparer le duc de Valois à la première communion, revenant sans cesse à l'apologie personnelle, elle joue impitoyablement son rôle pour la galerie. Elle est en scène, entourée de ses élèves ; si, pour reprendre un mot de Sainte-Beuve, le théâtre imite la vie, la vie, avec elle, imite encore plus le théâtre.

J'ai tant vécu avec des enfants, tant réfléchi sur les enfants, tant écrit pour les enfants que, sans avoir plus de mérite que beaucoup d'autres, je suis persuadée que j'ai un attrait particulier pour les enfants, je les aime passionnément, je m'en suis occupée toute ma vie, il est juste peut-être que la nature m'ait accordé un charme particulier pour eux et que je ne me trouve que pour eux seuls. D'après cela, il y a beaucoup de choses que j'ai voulu montrer à ceux qui nous sont confiés, parce que je crois et je vois que je leur en impose davantage et qu'ils m'écoutent avec plus d'attention. Pour la première communion, j'avais un plan et un ouvrage ; les croyant bons, je ne pouvais sacrifier ni l'un ni l'autre...

Je veux les élever de mon mieux, — déclarait-elle le mercredi 14 septembre à Lebrun et à l'abbé Guyot, au terme de cette explication qu'elle croyait la dernière, — voilà mon unique et seul but. Ces Messieurs pourront jouir de notre ouvrage commun et de la juste reconnaissance de nos élèves, ils resteront au Palais-Royal, ils les verront et pourront cultiver leur affection.

Pour moi, très irrévocablement décidée, et au fond du cœur, depuis l'instant où je suis entrée à Bellechasse, décidée, dis-je, à quitter le monde sans retour quand l'éducation sera finie, je ne

vivrai par conséquent ni à Paris, ni aux environs de Paris, quoique je laisse croire à ceux qu'une telle résolution affligera, que je ne mettrai point une grande distance entre eux et moi. Mais mon parti n'en est pas moins irrévocablement pris. C'est alors qu'on verra que l'ambition d'aucun genre, pas même celle de jouir dans le monde d'une grande considération, n'a influé sur ce que j'aurai fait, et que tant de travaux et de sacrifices n'auront eu que l'amitié pour objet, que le désir d'être utile pour but. D'après cet aveu, je prie ces Messieurs de réfléchir s'il m'est possible d'être susceptible des mouvements d'une puérile vanité et de sacrifier le bien de la chose à de petites prétentions ou à des considérations frivoles ! Il n'y a pour moi qu'un objet : c'est de bien remplir ma tâche et de pouvoir emporter avec moi, en quittant tout, le souvenir consolant d'avoir rempli, dans toute leur étendue, des devoirs si importants.

Sincère, elle l'était en écrivant ces lignes, mais d'une sincérité théâtrale, bornée au rôle du moment. Bellechasse n'était qu'un ermitage de parade, où elle eût été bien fâchée qu'on l'oubliât. Tandis que seule une véritable modestie eût pu lui faire pardonner cette singulière fortune de gouvernante, et désarmer le parti de l'ancien sous-gouverneur qui l'attendait à l'épreuve, elle se produisait au dehors avec ses prétentions et ses travers, telle qu'elle se montrait avec les personnes de l'éducation. Elle entendait légitimer le choix du duc de Chartres, publier à son de trompe ses idées, sa méthode, son système, enseigner toutes les classes de la société par-dessus ses élèves et à travers les cloisons de glace sans tain qu'elle avait indiquées pour Bellechasse. Mais la Cour et la Ville n'avaient pas les mêmes raisons de patienter que Lebrun et l'abbé Guyot : à force de soigner sa célébrité, M^{me} de Genlis la gâta.

Déjà, avant son entrée au couvent, sa prétention à trancher dans la conversation, à vouloir régenter les concerts ou les comédies de société, cette singularité qui la portait à se renfermer chez elle, lui avaient valu bien des inimitiés mondaines, celle de la Reine entre autres qui, après avoir goûté son talent de harpiste, ne pouvait plus la souffrir, sans doute depuis qu'elle avait sévèrement traité M^{lle} Bertin et chapitré ses clientes dans le proverbe : *les Dangers du Monde*. Pourtant son *Théâtre d'Éducation* avait été bien accueilli. M^{me} du

Deffand, qui s'empressait d'envoyer le premier volume à Horace Walpole, louait ses petites comédies.

Il y en a trois ou quatre que je trouve extrêmement jolies, d'un très bon style, facile, simple, naturel ; c'est ce qui m'a fait le plus de plaisir de tout ce que nous avons eu de nouveau depuis plusieurs années .. On ne saurait douter que cette M^{me} de Genlis n'entende très bien l'éducation et qu'elle n'ait beaucoup d'esprit.

Les journalistes et le public jugèrent de même. Cette brillante entrée sur la scène littéraire grisa l'auteur. La femme d'esprit perdit bientôt tous ses avantages devant la critique en tournant à l'homme de lettres.

Dès le quatrième volume du *Théâtre d'éducation*, paru en janvier 1780, elle visait à étendre son public. Jusqu'alors, prétendait-elle, les pédagogues n'avaient travaillé que pour une seule classe. Les proverbes de ce volume : *La Rosière de Salency*, *La Marchande de Modes*, *La Lingère*, s'adressaient « uniquement » aux enfants de marchands et d'artisans, même au-dessous, aux femmes de chambre, aux jeunes filles de boutique, aux paysans qui savaient lire. L'auteur avait observé avec soin « la classe de citoyens » à laquelle elle offrait ce volume. Elle en appréciait la piété, les mœurs pures, l'esprit familial.

Puisse ce volume, souhaitait-elle, être lu seulement par les citoyens estimables pour lesquels il fut fait ; puisse-t-il occuper les moments de loisir des bonnes mères qui chérissent leurs enfants ; qu'il soit trouvé, non dans une vaste bibliothèque, mais sur un comptoir : voilà le sort et les succès que l'auteur lui désire et le seul but qu'elle se soit proposé.

Aussi dans la préface des *Veillées du Château* (mai 1784) réclamait-elle contre le *Journal de Paris* qui le 25 février 1784 avait annoncé, comme toute neuve, une *Vue patriotique sur l'éducation du peuple, tant des villes que des campagnes*. Elle revendiquait la « gloire chère à son cœur » d'être le « premier auteur » qui se soit occupé de l'éducation populaire.

Désormais elle occupe de son œuvre les feuilles publiques,

annonce les volumes qu'elle compose, rappelle ceux qu'elle a publiés, répond aux critiques, avoue ou désavoue les intentions ou les ouvrages qu'on lui prête, tout le petit manège de l'écrivain... En novembre 1780, Grimm annonçait d'elle deux ouvrages nouveaux, les *Annales de la Vertu* et un *Cours d'éducation par lettres*; il en citait des mots et en indiquait le plan. Elle réimprimait dans son *Théâtre de société*, avec quelques pièces nouvelles, des proverbes remaniés comme *La Curieuse* (sept. 1781). Enfin paraissait en janvier 1782 *Adele et Théodore* avec ce sous-titre fastueux : *Lettres sur l'éducation contenant tous les principes relatifs aux trois différents plans d'éducation des princes, des jeunes personnes et des hommes*, 3 vol. in-8°. C'était au lendemain même du choix du duc de Chartres : ce manifeste du « gouverneur » fit scandale, irrita la Cour et la Ville comme une provocation. Peu importait son système d'éducation qui ne présentait aucune idée nouvelle ; mais, habile à varier le ton d'un ouvrage dont le sujet rebattu n'eût pas retenu le lecteur au long de trois volumes, M^{me} de Genlis avait entremêlé son roman par lettres de satires et de portraits. Elle connaissait à merveille le monde, les petits intérêts qui le mènent, les mots dont il s'habille. Elle savait saisir et rendre le ton, la nuance des mœurs du jour. Plusieurs sociétés, plusieurs dames (M^{me} de Reynière, M^{me} de Montesson) crurent se reconnaître dans ces peintures légères et piquantes. L'auteur raillait l'affectation sentimentale, l'excès d'esprit dans les billets, surtout l'industrie effrontée du parfilage : et les parfileuses, s'il faut l'en croire, délaissèrent leurs énormes sacs pour revenir à la broderie et à la tapisserie de leurs aïeules. Pour la première fois, une femme jeune encore, ayant vécu dans le plus grand monde, s'avisait de le peindre. N'était-ce pas trahison ? Bien plus, elle n'épargnait aucune des classes d'hommes qu'elle avait été à même d'observer. Elle disait leur fait aux littérateurs qui, dépourvus de politesse et de conversation, parlaient musique et littératures étrangères, sans y rien connaître ; elle s'en prenait aux philosophes en soutenant qu'il n'est point de vertu véritable sans solide piété. Il n'est pas jusqu'au clergé qu'elle n'indis-

posât en affirmant qu'il n'existait point de livre de dévotion qu'on pût laisser sans inconvénient entre les mains d'une jeune personne. Aussi se promettait-elle de publier elle-même un livre d'*Heures* conforme à ses principes.

Adèle et Théodore déchaînait contre M^{me} de Genlis l'esprit de corps et l'esprit de parti : autant d'inimitiés mondaines, littéraires, philosophiques qui se déclarèrent d'autant plus vives que l'ouvrage était lu avec avidité. Les chansons, les énigmes, les couplets de toute sorte l'assaillirent. Le mercredi 10 avril 1782, la comtesse pouvait mesurer au Théâtre Français l'animosité du public à son égard. Les comédiens, qui avaient étrenné la veille leur nouvelle salle, donnaient *les Femmes Savantes*. La gouvernante arriva avec ses pupilles et le duc de Chartres ; elle fut huée malgré la présence du prince, tandis que, l'instant d'après, M^{me} de Montesson, accompagnée du duc d'Orléans, était applaudie singulièrement. Les loges de la tantâtre et de la nièce se faisaient vis-à-vis. Ce fut un jeu pour le public pendant toute la comédie d'appliquer à M^{me} de Genlis le ridicule des pédantes, tandis que, se retournant avec de grands battements de mains vers M^{me} de Montesson, il lui attribuait l'honnêteté et la franchise d'Henriette. Cette impopularité ne déplaisait point à la femme-auteur. Comme elle rendait coup pour coup, elle entretenait autour de son nom un bruit avantageux. L'essentiel était qu'on parlât d'elle, qu'elle occupât le public de sa personne et de ses idées, au fur et à mesure qu'elle empilait les volumes. Après les *Annales de la Vertu*, où elle se vengeait de La Harpe qui l'avait abandonnée aux philosophes, elle publiait, en mai 1784, les *Veillées du château* ou *Cours de morale à l'usage des enfants par l'auteur d'Adèle et de Théodore*, 3 vol. in-8°. Cet ouvrage, dédié à son neveu César Ducrest, était destiné aux enfants de dix à douze ans qui devaient vivre à la campagne. Mais la femme de lettres, doublant l'institutrice, y avait glissé deux contes qui servaient ses rancunes. Le *Palais de la Vérité* attaquait la philosophie et les philosophes ; les *Deux Réputations*, où Marmon tel était en cause, ripostaient à l'Académie qui avait attribué, dans son assemblée du 16 janvier 1783, aux *Conversations*

d'*Emilie* de M^{me} d'Epinay, le « prix d'utilité » qui revenait à *Adèle et Théodore*. Elle était si sensible sur l'article de la vanité qu'elle ne put souffrir le *Précis historique de la vie de M. de Bonnard*, par Garat, petit in-16 de 109 pages. Garat, dans le passage qui la concernait, lui avait mesuré l'éloge. « J'ai dit d'elle tout le bien que j'en pensais, mais je n'ai pas dit celui que je n'en pensais pas et, en femme habile, elle a entendu mon silence ». La brochure n'était pas mise dans le commerce. Comment l'atteindre ? On avait imprimé, sans l'aveu du duc de Chartres, la lettre honorable que le prince avait écrite à Bernard de Bonnard au moment de sa retraite. Cette lettre, imprimée toute vive dans une brochure pleine de réserves et de réticences, échauffa la colère de la gouvernante. Elle obtint que le duc de Chartres se plaignît au garde des sceaux de cette impression contraire à l'usage, et le sieur Didot, l'imprimeur, passa, dit-on, quarante-huit heures à la Bastille pour les beaux yeux irrités de la comtesse¹. Aussi s'empressa-t-on de tirer de cette brochure une contrefaçon de 139 pages, plus répandue que l'original. Elle contenait quelques malices de plus au compte de M^{me} de Genlis.

Cet incident montre bien où en étaient, au mois de septembre 1785, les rapports de M^{me} de Genlis avec la Cour et la Ville. Femme-auteur, elle attirait sur l'institutrice, avec la jalousie des deux sexes, force épigrammes et sarcasmes et cette censure aiguë qu'elle-même exerçait sur autrui. On ne manquait pas de dénoncer le désaccord piquant entre ses principes de régente et ses faiblesses de jolie femme. Comment n'eût-on pas méconnu ses meilleures intentions ?

Curieuse des langues étrangères qu'elle cultivait avec zèle (anglais, italien, allemand, espagnol), jusqu'à apprendre le portugais pour lire les *Lusiades* dans le texte, elle leur faisait une belle place dans son programme d'études et tenait à les enseigner par la méthode directe, chère à nos polyglottes modernes. « Je suis la première institutrice de princes en France, prétendait-elle dans ses *Mémoires*, qui ait imaginé d'imiter l'excellente coutume pratiquée dans les pays étran-

gers, d'apprendre aux enfants les langues vivantes par l'usage... » Servies par une femme de chambre anglaise, et une autre italienne, les princesses d'Orléans, à l'âge de cinq ans, parlaient l'anglais aussi bien que le français et entendaient l'italien. Pour les familiariser avec l'anglais, la langue dominante du temps, la gouvernante avait songé à leur donner pour compagne de jeux une petite Anglaise à peu près de leur âge. Une petite fille de la colonie anglaise de Paris ne sut pas plaire. Alors le duc de Chartres pria son correspondant de Londres, Nathaniel Parker Forth, de rechercher parmi les enfants trouvés que nourrissait le roi d'Angleterre, une petite fille brune, jolie, âgée de six ans seulement « qui n'ait surtout pas le nez trop long et ne sache pas un mot de français » (3 octobre 1779). Le duc compte l'élever avec ses filles qui ont trois ans : aussi N. P. Forth doit-il arranger les choses de façon que jamais personne ne puisse la réclamer. Revenant sur son désir, il consentait à la prendre plus âgée d'un an ou deux, « pourvu qu'elle ait une bonne prononciation¹ ». A Pâques 1780, le marchand de chevaux Saint-Denis amenait à Paris avec « la plus jolie jument, la plus jolie fillette de l'Angleterre », Nancy Syms, née à l'île de Fogo le 28 février 1774 de Guillaume Brixey et de Marie Syms. La ravissante enfant n'eut qu'à paraître pour enchanter Bellechasse et le Palais-Royal. La gouvernante l'aima bientôt comme ses propres filles ; admise au cercle de famille, Paméla reçut les honneurs du dessin et de l'estampe entre M^{lle} d'Orléans et M^{lles} de Gentis. Bellechasse abritait toute une colonie d'enfants. La comtesse avait installé auprès d'elle sa mère et ses deux filles ; dès la première année, elle avait fait venir de Bourgogne sa nièce Henriette de Sercey, une créole orpheline, âgée de neuf ans qu'elle élevait avec les princesses. A la fin de 1782, elle joignait aux trois princes son propre neveu, César Ducrest, dont la mère venait de mourir à Nice. De plus elle invitait volontiers des enfants du dehors à partager les jeux ou les leçons de ses élèves : elle accueillait ainsi en 1784 M^{lle} de Montault-Navailles, future duchesse de Gontaut,

¹ Lettre du 13 déc. 1779, Voy. mon étude : M^{me} Lafarge et Louis-Philippe. *La légende et l'histoire* (Le Correspondant, 10 avril 1913).

parente de son nouveau gendre, le vicomte de Valence, qui devint la compagne assidue des enfants d'Orléans.

Paméla passa d'abord inaperçue, à la faveur de son jeune âge. Mais quand, grandissant en charme et en beauté, elle excita la tendresse démonstrative de sa protectrice qui la produisait et se grisait de ses succès, alors on la remarqua. Elle ressemblait à la duchesse de Polignac, avec plus d'avantages encore : une jolie taille, un front pur, une expression angélique. La Cour et la Ville se prirent à jaser au mois de mai de 1785, comme si Paméla fût arrivée de la veille.

C'est que, ravie de ce premier essai, M^{me} de Genlis avait demandé à N. P. Forth une autre fillette, qu'elle destinait à Pulchérie, sa fille cadette. Une première resta borgne des suites de l'inoculation ; une autre, plus heureuse, fut amenée à Paris par M. et M^{me} Forth eux-mêmes, au printemps de 1785 sans doute. C'était Hermine Compton, née vers 1776 ou 1777 des amours d'un officier anglais avec la fille d'un respectable pasteur, celle qui, devenue M^{me} Collard, sera la grand'mère de M^{me} Lafarge... Ce projet d'élever avec ses pupilles deux orphelines anglaises parut étrange. Ceux qui avaient surpris chez la gouvernante les faiblesses de la prudence la sentaient fort encline, avec son imagination affectée, à tourner un caprice coupable en histoire édifiante ; et l'audace de mêler à ses enfants légitimes deux filles de la main gauche, doublement adultérines, semblait convenir au duc de Chartres, tel qu'on se le figurait, dans son effronté dédain des usages ou des règles qui restreignaient sa fantaisie.

Insensible aux caquets, M^{me} de Genlis poursuivit son expérience pédagogique. La « poule de Rousseau » tenait dans ces deux orphelines, dans Paméla surtout qui éclipsait la discrète Hermine, l'élève idéale ne relevant que du maître, dont elle avait rêvé sur les pages de *l'Emile* :

Emile est orphelin. Il n'importe qu'il ait son père et sa mère. Chargé de leurs devoirs, je succède à leurs droits. Il doit honorer ses parents, mais il ne doit obéir qu'à moi. C'est ma première ou plutôt ma seule condition.

J'y dois ajouter celle-ci, qui n'en est qu'une suite, qu'on ne nous ôtera jamais l'un à l'autre que de notre consentement. Cette

clause est essentielle et je voudrais même que l'élève et le gouverneur se regardassent tellement comme inséparables que le sort de leurs jours fût toujours entre eux un objet commun¹.

Aussi, tremblant que la mère de Paméla ne vînt lui faire des scènes et lui reprendre sa fille, pressa-t-elle N. P. Forth de dérouter la pauvre femme dans ses recherches et de s'arranger avec elle, après l'avoir fait comparaître devant lord Mansfield, le chief justice qui délivrerait le certificat nécessaire pour faire naturaliser Paméla et l'attacher à sa gouvernante.

Où M^{me} de Genlis ne suivait qu'un jeu de pédagogue, la nature se glissa et son cœur de femme fut surpris. Elle resta captive de son élève. Elle chérit Paméla comme l'enfant de sa chair, car l'élève arrachait le cri maternel à celle qui était née institutrice. Cette passion n'a pas lieu de nous étonner dans sa vie : elle n'est qu'une fantaisie de sa touchante manie d'adoption. Pendant la misère de l'exil, elle prendra avec elle le petit Berlinois, Casimir Baecker, fils de sa logeuse. Rentrée en France et toujours dans la gêne, elle recueillera encore Alfred Le Maire, enfant trouvé ! Jusqu'à l'extrême vieillesse, elle tentera, régente inlassable enchantée par le jeune avenir, des essais d'éducation. Croira-t-on qu'elle ait voulu, par ces exemples répétés, tromper la chronique et l'histoire sur deux péchés de jeunesse ? ou la soupçonnera-t-on d'être la mère des divers enfants auxquels elle ouvrit les bras, sur l'ordre de son irrésistible démon ? Toute une suite de lettres authentiques, extraites d'une abondante correspondance originale, dément la fable forgée par la malignité mondaine, rafraîchie par les mensonges de Paméla et la vanité de ses descendants qui, par une singulière inconséquence, maltraitent la mémoire de cette Genlis, dont ils se réclament à tout prix.

Comment n'eût-elle pas adopté de fait, ne pouvant l'adopter en droit, cette orpheline anglaise, puisqu'elle s'appropriait moralement les enfants d'Orléans, en vertu des principes de l'*Emile* ? Etre maîtresse absolue de l'éducation, telle est la première condition qu'elle avait posée au duc de Chartres et qu'elle jugeait indispensable pour aboutir. Il faut

¹ Ed. Dalibon, 1826, I, 55.

plaindre la duchesse sans trop charger la gouvernante. C'est le lot des grandes dames de livrer leurs enfants aux nourrices et aux gouvernantes, qui recueillent l'amour avec la peine. Les enfants d'Orléans furent d'autant plus attachés à M^{me} de Genlis qu'elle se dévoua à eux, qu'elle remplit son rôle avec respect, zèle et ténacité. Sensible à ses talents, à sa passion pédagogique, le duc de Chartres s'en remit d'autant mieux à elle qu'il la voyait chérie de ses élèves : ils l'appelaient *mon amie* et lui rendaient un culte. Quand elle les quitta de Saint-Leu, le samedi 25 juin 1785, pour un voyage d'un mois en Angleterre, ce fut un événement. Pour la première fois, elle s'éloignait d'eux : longue séparation de six semaines, seul et unique congé qu'elle s'accorda durant l'éducation. La veille, elle avait longuement entretenu ses élèves qui étaient sortis du chapitre la mine sérieuse et les yeux gros de larmes. Le mardi précédent, elle avait rédigé une *Distribution de la journée des princes*, pour le temps de son absence. Trois copies avaient été faites de cet écrit : l'une pour la duchesse, la seconde pour le duc, la troisième pour l'abbé Guyot et M. Lebrun. L'autographe original avait été rendu à l'auteur. Cet emploi du temps, qui réglait en particulier les promenades à pied de l'après-midi, la journée du dimanche et le régime, se terminait par des observations générales :

Avoir la plus grande attention à la manière de marcher de M^{sr} le duc de Valois qui dandine beaucoup, ronge ses ongles, niaise avec tout ce qu'il trouve sous ses doigts. La même attention à sa manière de parler : il parle sans desserrer les dents. Le faire lire quelquefois tout haut aux lectures de piété et lui faire ouvrir la bouche et articuler ainsi que lorsqu'il dit les vers : il faut le faire prononcer avec affectation pour qu'il puisse arriver à une prononciation distincte. Pour la politesse, les engager à faire des révérences un peu plus marquées et à répondre honnêtement et distinctement. Ne leur permettre aucune manière proverbiale ou ignoble de parler. Prendre garde aux rires forcés et trop bruyants.

Enfin une instruction particulière, dont trois copies avaient été faites également, devait être lue tous les soirs au duc de Valois et au duc de Montpensier. Ainsi elle gouvernait

encore, même de loin. Aux repas du dimanche, où l'on parlait librement en français, les jeunes princes ne s'entretenaient que de leur amie absente. Le 18 juillet, jour de sa fête, toute la maisonnée buvait du Malvoisie à sa santé et, au sortir de table, les enfants portaient son fauteuil en triomphe dans le corridor. Le duc de Valois le précédait, battant de la caisse, et, en le déposant, tous répétaient à plusieurs reprises et avec joie : *Vive Félicité !* Lorsqu'elle revint, le mercredi 27 juillet, annoncée par son courrier Ambroise, Saint-Leu fut sens dessus dessous. On avait, pour aller à sa rencontre, préparé la veille une charrette garnie de feuillages et de fleurs, mais le cortège la manqua, et c'est la voyageuse qui reçut son monde sur l'escalier parmi l'attendrissement général¹.

N'en déplaise aux moqueurs, M^{me} de Genlis réussit l'éducation qui lui fut confiée. M^{me} du Deffand, voisine de Bellechasse, accorde que la gouvernante s'y entendait, et, à la Révolution, la baronne de Staël assurait à Gustave III qu'en dépit des brocards, le « gouverneur » avait bien mené sa tâche.

J'étais un garçon faible, paresseux et poltron, confessait à Victor Hugo le roi Louis-Philippe ; j'avais peur des souris ! elle fit de moi un homme assez hardi et qui a du cœur... On a beaucoup parlé de M^{me} de Genlis, on l'a peu connue. On lui a attribué des enfants qu'elle n'avait point faits, Pamela, Casimir... Du reste, ma sœur et moi, nous aimions M^{me} de Genlis².

Pourtant l'éducatrice n'avait point péché par complaisance ; les premiers mois avaient été pénibles pour le jeune duc de Valois ; la gouvernante avait dû sévir contre lui, avant de recourir à la raison et à l'amitié, car M. de Bonnard n'avait jamais mis les princes en pénitence.

L'ainé alors avait huit ans, écrivait-elle sur le *Journal* le dimanche 17 avril 1785, en réponse à une longue lettre de l'abbé Guyot, il était grossier, ignorant, poltron, prêt à s'évanouir à la vue d'un chien, impoli et menteur, faisant de gaité de cœur de petites histoires aussi dépourvues de vérité que de sens : tout

¹ *Journal de l'éducation des princes*, Musée Condé.

² *Choses vues*, éd. Hetzel, 1887, p. 80.

cela méritait bien des pénitences et bien appliquées. Aussi les ai-je prodiguées pendant plus de dix-huit mois. Enfin, lorsque je le vois instruit au-delà de son âge, poli, cherchant à plaire, vrai, sensible, spirituel et dans sa douzième année, je crois ne devoir plus le traiter en enfant mal élevé, mais je suis toujours prête à reprendre la sévérité et les pénitences, s'il se conduisait mal... »

Jusqu'au bout de l'éducation, elle ne passera rien au duc de Valois, devenu duc de Chartres. Le mardi 11 décembre 1787, elle mettra au pain sec pour huit jours ce grand garçon qui va sur quinze ans et le privera d'aller aux premières chasses.

Cette nomination de M^{me} de Genlis comme « gouverneur », qui excita si fort la malice de la Cour et de la Ville, fut la plus heureuse fantaisie du duc de Chartres. On rencontre dans l'histoire de France peu de princes et de princesses aussi bien élevés que ses fils et sa fille, aussi bien pourvus à la fois pour l'infortune et pour le trône. Sans doute Louis-Philippe et M^{me} Adélaïde joignirent aux leçons de M^{me} de Genlis celles de l'expérience et du malheur, mais les unes les avaient singulièrement préparés à recevoir les autres sans défaillance.

M^{me} de Genlis, femme-auteur, fit méconnaître l'institutrice et le père qui l'avait choisie. En déchaînant contre elle l'espèce irritable des philosophes et des gens de lettres, elle accrut autour du prince le cortège des inimitiés, formé dans le jardin du Palais-Royal.

CHAPITRE XI

LA SECONDE RÉPUTATION DU DUC DE CHARTRES L'ANGLOMANE

Cette meute d'inimitiés, jamais assoupies, poussait à l'envi, selon l'usage du temps, des couplets, des placards, des libelles, dont l'on ferait un recueil. L'on osait afficher en haut du grand escalier du Palais-Royal le placard qui engageait le prince entrepreneur à ouvrir une souscription : si chacun de ceux qui le méprisaient versait seulement un écu, il recueillerait de quoi bâtir toute une ville. Plus violent fut le papier que l'on posa sur la porte même du palais, au lendemain de son départ pour l'Italie (décembre 1782), et que l'on remit sans pitié à la duchesse de Chartres. Il disait sur le ton tragique :

Il est parti ce prince ingrat, injuste,
Qui verse en ce séjour l'amertume et l'horreur.
Il est parti ! Vénus, déesse auguste,
Ecarte son retour ; c'est celui du malheur.

La plus sanglante des chansons, qu'on entendit jusque dans le Palais-Royal et à la table des ministres, fut sans doute le pot-pourri qu'on adressait, à la même date, à la jeune princesse : *Couplets sur S. A. Indignissime M^{se} le duc de Ch...* et que terminait ce couplet sur l'air : *La plus belle promenade.*

Grâce à Dieu, dans l'Italie
Il est allé voyager ;
Mais le peuple ne l'oublie
Et veut toujours en parler.

Il le déteste de sorte
 Qu'il dit dans son souvenir :
 Que le diable l'emporte !
 C'est notre plus grand désir !

Mais toutes ces pasquinades passaient la mesure en tournant à l'imprécation. Leur violence même en amortissait l'effet. Ces haines manquaient par trop d'esprit. Le seul piquant de ces platitudes était de braver la demeure même du prince.

Un pamphlet, plus adroit, fit pelote de toutes les fables et anecdotes malignes, semées le long de la jeunesse du prince : *Vie privée ou apologie de Très-Sérénissime Prince Monseigneur LE DUC DE CHARTRES, contre un libel diffamatoire écrit en mil sept cent quatre-vingt-un; mais qui n'a point paru à cause des menaces que nous avons faites à l'Auteur de le décèler.*

Par une Société d'Amis du Prince.

A cent lieues de la Bastille, 1784, in-8°.

Ce n'était plus un libelle ordinaire, un de ces simples feuillets lancés comme supplément à la *Gazette de France*, mais bien une brochure de 101 pages, provoquée, semblait-il, par l'opinion même qui lui promettait le succès. La satire avait d'autant plus de chance de porter qu'elle gardait cette fois le semblant du calme et de l'impartialité, qu'elle feignait même de réfuter un libelle manuscrit qui avait circulé dans le public au printemps précédent :

Lettre de Danguy, danseur de l'Opéra, péri dans le feu du 8 juin dernier, à sa mère, touchant les véritables causes de l'incendie de cette salle. — Des Champs-Élysées, le 8 juillet 1781.

Deux machinistes, brûlés avec le danseur, avouaient à Pluton leur crime d'incendiaires. Ils n'avaient mis le feu à l'Opéra que dans l'espoir d'y envelopper le palais, voire la personne d'un prince exécré des Parisiens. Ils retraçaient sa vie, tissu de débauches, de lâchetés, d'escroqueries qu'annonçait ainsi l'épigraphe : *Poltron sur mer, escroc sur terre, prince nulle part, polisson partout*¹.

La haine se nourrit à bon marché ; ces vilénies trouvaient des lecteurs. Quel ne serait pas le succès d'une réplique calculée comme une apologie perfide et d'où le prince sortirait, blanchi sans doute de quelques calomnies énormes, mais d'autant mieux atteint et convaincu de libertinage effréné ?

Le folliculaire Théveneau de Morande, réfugié à Londres, « à cent lieues de la Bastille », s'improvisa donc biographe par ouï-dire du duc de Chartres. Une tradition, adoptée par les bibliographes J.-M. Quérard et A. Barbier, le désigne pour l'auteur de cette brochure anonyme. Pourtant, depuis le marché avantageux qu'il avait conclu en mars 1774 avec Beaumarchais, le *Gazetier cuirassé*, muni d'un bel et bon contrat de rente de quatre mille livres, dont Louis XVI consentit à lui racheter la moitié pour vingt mille francs, s'était mué en mouche : le braconnier s'était fait garde-chasse ; il travaillait maintenant à la solde de notre ambassade. On ne s'expliquerait point que cet homme rangé se fût attaqué à un prince du sang, s'il n'y avait été encouragé de haut. Ces libelles, qui chatouillaient une société si friande de raillerie et de médisance, étaient une arme surnoise dont les grands se servaient les uns contre les autres ; ils tenaient lieu de nos campagnes de presse. Les ennemis du duc comptaient d'assez gros personnages pour soudoyer le maître du genre qui, cette fois, n'opérait plus à ses risques, mais sur commande.

Sans grand souci des dates et des temps, Théveneau énumérait, sous couleur de les discuter, tous les racontars qui avaient circulé jusqu'alors sur le compte du prince : chemin faisant, il décochait son trait le plus aigu, alors même qu'il semblait le plus occupé de plaider. Pour peindre ces fameuses orgies, dont le prince de Ligne a déclaré qu'elles étaient des fables, le pamphlétaire laissait la parole à un prétendu témoin, qui s'inspirait évidemment bien plus de l'Arétin et de Boccace que de ses propres souvenirs. Libelle trop plat et trop froid au demeurant pour être cruel, et où l'on sentait plus de méchanceté que d'esprit, plus de métier que de passion : mais tout cela amusait et faisait scandale.

La brochure, d'abord rarissime, introduite avec une pru-

dence calculée pour allécher le public, était signalée à Paris vers la Noël 1783. On disait que Monsieur avait glissé le premier exemplaire dans sa bibliothèque; et cet empressement nous laisserait à penser. Puis chacun avait voulu l'avoir, et en janvier l'on ne regardait point à payer douze livres cette brochure de cent pages¹ qui devait à la fois nourrir et fixer la calomnie. Il y en eut au moins trois tirages différents en la seule année 1784; elle fut si largement répandue qu'aujourd'hui encore elle n'est pas introuvable.

Les diverses biographies du prince, publiées sous la Révolution à Londres, Cologne, Hambourg, villes d'émigration, procéderont toutes de ce premier modèle: elles n'auront en plus que l'échauffement de la haine. Mais l'autorité de l'imprimé est invincible: dès 1784, auprès des braves gens toujours crédules, le duc de Chartres court risque de passer pour le type même du dépravé.

« *Je m'en f...* » répondit énergiquement le prince à celui qui lui remettait le libelle: C'était là son mot ordinaire, qu'il avait emprunté sans doute aux vieux marins. Et il répétait à sa femme qui, tourmentée par le qu'en dira-t-on, s'en désolait, et promettait deux mille louis à qui en découvrirait l'auteur²: « Un écu dans ma poche vaut mieux que toute l'opinion publique ». Si Théveneau avait compté faire chanter sa victime, comme naguère M^{me} du Barry, il eût été fort déçu. Le duc de Chartres ne fatigue de ses plaintes ni l'ambassadeur à Londres, ni le lieutenant de police: il laisse courir libelle et libelliste.

Cette colonie de Français réfugiés à Londres, et qui vivaient tant bien que mal de leur plume, faisait le cauchemar de nos représentants outre-Manche. En vain chacun d'eux souhaitait-il qu'on traitât ces diffamateurs par le mépris, selon l'usage anglais, c'était conseil facile à donner quand l'on ne se trouvait pas en cause. En France, où la malignité des coteries leur faisait un sort, ces petits écrits étaient redoutés et la chasse aux libelles devenait une affaire d'Etat: quand la Reine ou M^{me} de Polignac étaient menacées, ambassadeurs et

¹ Bach., 27 déc. 1783 et 9 janv. 1784; Métra, 3 juillet 1784.

² *Lettres de M. de Kageneck*, 6 févr. 1784.

ministres n'en dormaient plus ; ils encourageaient la disgrâce royale, si l'édition passait la mer. Car le lieutenant de police ne parvenait pas à arrêter dans le royaume le colportage de ces pamphlets qui souvent franchissaient la douane sous le couvert des grands, ceux-là même qui les avaient inspirés peut-être. Puisque la loi anglaise ne permettait pas de poursuivre au criminel et que les ministres britanniques refusaient à ces vils écrits l'importance que leur accordait Versailles, restait un seul moyen, et le pire, acheter l'édition toute entière à l'imprimeur ou au libraire, c'est-à-dire payer rançon. Ainsi Beaumarchais avait traité pour M^{me} du Barry avec Théveneau de Morande en mars 1774, et pour la Reine avec Guillaume Angelucci en juillet suivant ; ainsi Goëzmann, baron de Thurne, indicateur de notre ambassade, versait à l'éditeur Boissière le 31 juillet 1781 la somme de 17.400 livres, argent de France, ensemble une lettre de change de 50 louis payable à Ostende le 30 août, — contre toute l'édition de l'ouvrage en vers français intitulé : *Les amours de Charlot et Toinette*, estampes et planches y compris.

On ne pouvait mieux encourager cette industrie qui ne chômait guère. Sur la fin de novembre 1782, la princesse de Bouillon recevait de Londres une lettre datée du 22 novembre 1782 qui contenait l'annonce d'un pamphlet flétrissant pour elle : il ne tarderait point à paraître, si l'on ne versait certaine somme pour le supprimer. La princesse ne répondit pas : une seconde lettre, datée du 3 janvier 1783, l'informa que le libelle venait d'être lancé. Les *Petits soupers et les nuits de l'hôtel de Bouillon*, sous forme de dialogue, ne comptaient que 93 pages en gros caractères. Le duc de Chartres s'y trouvait maltraité en compagnie de la princesse de Bouillon, de la princesse d'Hénin, de la duchesse de Lauzun, du duc de Bouillon, du comte de Genlis, du prince de Guéménée, du chevalier de Coigny, du marquis de Castries, etc... L'envoi était daté de Paris, 30 mai 1782. La princesse de Bouillon chercha le moyen de poursuivre l'auteur au criminel, mais aucun de ses hôtes ne s'en émut, et l'ambassadeur du Roi à Londres ne s'en fût pas autrement soucié, s'il n'avait reçu avis, en même temps, de deux autres pamphlets prochains :

Les Passe-temps d'Antoinette, avec figures, et les *Amours et aventures du Vizir Vergen*. Un officier de police, Receveur, fut envoyé à Londres, avec mission de dépister et d'enlever l'auteur, s'il se pouvait. Toute la correspondance politique de l'ambassade pour 1783 est pleine de cette affaire de police qui semble presque balancer en importance les laborieuses négociations du traité de Versailles¹.

Du libelle fabriqué contre le duc de Chartres, il n'est point question ; gageons que l'ouvrage, indifférent à l'intéressé, ne fâchait point Versailles. Mais ni les ministres, que le prince eût pu tracasser, ni le public ne lui savent gré d'une crânerie approuvée par le populaire *Figaro* : « Il n'y a que les petits hommes qui redoutent les petits écrits. » Brouillé avec l'opinion qu'il jugeait irrémédiablement sotte, en guerre ouverte avec le public qui s'était montré si injuste, le duc de Chartres se moquait d'une satire de plus ou de moins. Son nom, comme saturé d'épigrammes et de médisances, n'en pouvait plus retenir de nouvelles ; l'homme lui-même était endurci, cuirassé ; les traits s'émoussaient sur lui. Calomnié, il dédaignait de se justifier. Il imaginait que la calomnie se détruisait d'elle-même, et loin de la ruiner d'un mot, comme il aurait pu le faire, il s'y montrait insensible ou même affectait de la nourrir ou de l'irriter par des bravades qui n'exprimaient que son mépris. D'où, pour réduire cette indifférence délibérée, pour forcer le prince à sortir de son calme, un crescendo de fables et d'imputations odieuses qui, ravivées par les haines de 1793, s'inscriront dans les copieux mémoires, fabriqués au volume, pour les cabinets de lecture de la Restauration.

Le duc de Chartres paraît donc dans le monde comme en pays ennemi, toujours prêt à essuyer quelque avanie, à maltraiter le premier mouvement, si vif lorsqu'on est moqué en face et en public. L'on suit pas à pas chez les novellistes, et en particulier dans les *Mémoires secrets*, le progrès de cette déconsidération, depuis l'incident du mardi gras 1778 et surtout depuis le combat d'Ouessant (27 juillet 1778). Sans

¹ Aff. Etr. *Corresp. polit. Anglet.* 541 à 546.

doute le prince perd-il beaucoup avec Pidansat de Mairobert, le doyen et le plus considéré des nouvellistes, censeur royal, qu'il avait nommé secrétaire de ses commandements. Le 2 avril 1779, ce septuagénaire, se croyant déshonoré par un blâme du Parlement rendu dans le procès du marquis de Brunoy, s'ouvrait les veines chez le baigneur Poitevin et s'achevait d'un coup de pistolet. Le duc de Chartres devait solliciter un ordre du Roi pour que le curé de Saint-Eustache lui accordât, très discrètement, la sépulture chrétienne.

Beaumarchais ne se consolait pas de n'avoir pu reconforter à temps « cette mauvaise tête et ce galant homme », si circonspect dans l'information, qui eût peut-être enrayé la malveillance de ses confrères à l'endroit du prince.

Le moindre propos lancé contre le duc est recueilli, publié avec empressement, et se répercute en maints échos et variantes. Le jour de l'an 1779, le comte d'Artois et son cousin s'étaient amusés, dit-on, à classer toutes les femmes présentées qui venaient faire leur cour à Versailles dans une liste à sept colonnes : belles, jolies, passables, laides, affreuses, infâmes, abominables. Copies de cette liste, vraies ou fausses, circulèrent aussitôt, et je laisse à penser le dépit des dames mal classées. La marquise de Fleury, rangée parmi les abominables, se serait expliquée avec le duc de Chartres dans un souper au Palais-Royal. « Heureusement, Monseigneur, il y a à appeler de votre jugement ; on sait que vous ne vous connaissez pas mieux en signalements qu'en signaux. » Le prince serait resté fort sot. Encore une allusion à ce combat d'Ouessant, la meilleure journée de sa vie, qui devait lui valoir les sarcasmes les plus acharnés, de l'avis même de Ducoin, l'un de ses biographes sans indulgence¹. Toutes les femmes intéressées à se venger colportèrent ce mot à l'envi. « Il n'est guère possible que ce prince se relève du ridicule et de l'infamie (un mot bien gros) qui en rejaillit sur lui, car il persiste à rester insensible, ce qui indigné les gens même de sa Maison, convaincus qu'il n'est pas coupable². » M^{me} de Genlis, en effet, a protesté dans ses

¹ *Op. cit.*, p. 14.

² Bach., 17 janv. 1779.

*Mémoires*¹ contre cette « calomnie tout à fait absurde ». M^{me} de Fleury, l'une des amies intimes de la duchesse de Chartres, était fort jolie. Le duc l'aimait tant qu'il l'appelait sa sœur, elle l'appelait aussi son frère ; et aucun nuage n'assombrit jamais cette constante intimité.

Ce fut, au carnaval suivant, un assaut de malices contre ce sourd qui ne voulait pas entendre. « On ne saurait nombrer les propos piquants que le duc de Chartres a remboursés dans ces jours de liberté et de licence où sous l'incognito se disent bien des vérités² ». Point de mésaventures qu'on ne lui attribuât, point de cabales où l'on ne découvrit ses menées envieuses, contre l'*Amour français*, par exemple, cette pièce qu'on l'accusait d'avoir voulu discréditer, parce qu'elle contenait une tirade à la gloire de la Fayette. « Il sent qu'il aurait dû y occuper une place, s'il se fût bien conduit, et cette omission est regardée comme une satire au Palais-Royal³ ».

Ainsi harcelé, le jeune prince ne bronchait point. « Quel changement depuis un an, notait le 25 avril 1779 le rédacteur des *Mémoires secrets*. On ne peut revenir de voir ce prince se laisser dégrader à ce point, et le peu de soin qu'il a lui-même de sa propre réputation force ses partisans à l'abandonner et à croire vrai tout le mal qu'on en dit ». C'est l'argument dont s'armera plus tard contre la mémoire du duc le véhément Crétineau-Joly ; le fait même qu'on ait pu inventer, débiter tant de calomnies sur Egalité, et qu'elles aient trouvé créance, condamne l'accusé.

Il n'était encore pourtant en cette année 1779 qu'un « très aimable libertin », au témoignage du chevalier des Cars⁴. Mais l'opinion butée ne retenait point les traits à son avantage qui se glissaient parfois dans la chronique, et que relève surtout le recueil entrepris par Métra, le nouvelliste des Tuileries. Un jour d'été de 1779 qu'il chassait dans une vigne, le duc de Chartres avait sévèrement défendu à ses gens de grappiller. Son coureur Joseph, qui s'était tapi pour manger

¹ T. II, 348.

² Bach., 25 févr. 1779.

³ *Ibid.*, 14 mai 1779.

⁴ *Mem.*, I, 191.

du raisin, se releva au moment même où son maître tirait une perdrix, un peu en arrière de lui ; il reçut à quinze pas tout le plomb dans l'épaule et le cou. Le prince s'élança vers lui, déchira sa propre chemise pour le panser, le prit dans ses bras et le porta lui-même dans sa voiture. Il le fit soigner à domicile par ses meilleurs chirurgiens et lui rendit visite chaque jour jusqu'à son rétablissement. Mais le blessé devait mourir, quelques mois après, des suites de l'accident : le duc servit à sa veuve une rente de quinze cents livres, assura l'éducation et le sort de sa fille unique qu'il maria et dota¹. Il aimait avec passion la chasse à tir et tirait fort bien : pourtant il y renonça dès lors et pour toujours. Il avouait au comte de La Marck que, lorsqu'il tenait un fusil en main, il se sentait aussitôt trembler et croyait voir un homme au bout de son arme.

Cette bonté compatissante dépassait le cercle de ses gens. Durant le terrible hiver de 1783-84, où l'on compta, du 40 décembre jusqu'au 20 février, soixante-dix jours consécutifs de gelée et de neige, la porte du Palais-Royal fut ouverte à tous : on donnait du feu à qui en demandait². Les hommes, en démêlé avec l'opinion, étaient assurés de son patronage : il soutenait le peintre Bounieu contre l'âpre cabale de ses rivaux, se rendait chez lui et achetait sa *Bethsabée* 6.000 livres, le prix auquel l'artiste l'avait mis³. A la rencontre, il savait négliger l'offense : le vendredi saint 1783, il se promenait à pied, enveloppé d'une lévite à triple collet, dans l'allée de Longchamp. Il heurte vivement par inadvertance un particulier qui lève sa canne et le frappe. La garde accourt : « Sauve-toi, malheureux, lui dit-il, je suis le duc de Chartres ! » Ce mot, observait le nouvelliste, détruit vingt épigrammes⁴. Illusion ! le public aurait pu se relâcher de sa sévérité envers le héros du combat d'Ouessant, il voulait mal de mort à l'entrepreneur du Palais-Royal, qui touchait, dérangeait ou lésait trop d'intérêts tout vifs.

¹ GENLIS, *Mém.*, III, 96.

² Métra, 11 févr. 1784.

³ Bach., 29 sept. 1779.

Métra, 28 avril 1783.

Cependant d'autres princes, d'autres grands seigneurs s'étaient fourvoyés dans la spéculation. Choiseul, dérangé par une mauvaise opération de vastes bâtiments pres de la Comédie-Italienne, n'obtenait-il pas du Roi un prêt de quatre millions à 4 %, en mai 1784¹ ? Les Fils de France eux-mêmes, les comtes de Provence et d'Artois, toujours besoigneux, n'avaient-ils pas songé à se procurer des ressources en lotissant et en bâtissant, l'un le jardin du Luxembourg, dont on projetait de restaurer et de rajeunir le palais, l'autre les terrains du Colisée, où l'on devait tracer le plan d'une petite ville à l'anglaise qui s'appellerait *la nouvelle Londres*² ? C'est Marie-Antoinette qui écrivait à sa mère, au sujet de Monsieur, des le 12 novembre 1775 : « Il emploie pour faire ses affaires et avoir de l'argent de petites intrigues, dont un particulier honnête rougirait. » Plus insouciant, le comte d'Artois se laissait tomber en déconfiture, et son surintendant des finances, Radix de Sainte-Foy, forcé de se démettre de sa charge, déposait le bilan des affaires de son maître au 8 août 1781 : de son propre aveu, la dette avait dépassé l'avoir de 2.246, 238 livres, 16 sols, 8 deniers.

Mais il est convenu que tout doit être pris en mauvaise part chez le duc de Chartres, même les goûts, les fantaisies, les caprices qu'on admet ou qu'on excuse chez les autres. Tels nouvellistes, oubliant que le Grand Roi se plaisait à mener lui-même par monts et par vaux sa voiture de chasse, lui faisaient grief de montrer les goûts d'un cocher ou persiflaient son adresse à conduire quand il paraissait à Longchamp, juché sur un whisky, sorte de cabriolet à deux roues, importé d'outre-Manche. Les mêmes acceptaient que le comte d'Artois menât la calèche de la Reine à la fête de Saint-Cloud (septembre 1779) ; le cérémonieux Penthievre ne conduisait-il pas en personne le carrosse où il promenait dans le parc de Sceaux la comtesse du Nord ? (13 juin 1782). On s'indignait que le duc de Chartres apprît l'escamotage avec Comus, pour tricher au jeu, prétendaient ses diffamateurs : et le comte d'Artois ne manquait point de prendre des leçons de

¹ Abbé de VÉRI, Journal inédit.

² Métra, 20 avril 1781 et 10 avril 1783.

ce prestidigitateur. Il s'exerçait même quelque temps dans le plus grand secret, tous les matins au petit Trianon, à danser sur la corde avec les maîtres du genre, le sieur Placide et le petit Diable, et il faisait à la Reine, en petit comité, la surprise de ce nouveau talent⁴. Durant la semaine sainte de 1781, à la promenade de Longchamp, consacrée au défilé des équipages, le duc de Chartres trottait en causant à la portière du carrosse d'une fille, M^{lle} Beaupré, « ce qui n'a pas augmenté pour lui la vénération publique, » ajoutait sévèrement le rédacteur des *Mémoires secrets*. Si l'heure et le lieu étaient mal choisis, il y avait beau temps que ces jours des Ténèbres avaient tourné à la parade mondaine. Le duc n'était point le seul à s'afficher en galante compagnie, mais, point de mire des observateurs malveillants, il attirait, quoi que fissent ses pairs, quoi qu'il fît et bien qu'il fût le plus souvent à la suite, toutes les critiques.

C'est ainsi qu'aux yeux de la Cour il finit par passer pour le meneur de cette anglomanie, qui possédait alors plus que jamais notre haute société. Si son brillant exemple de prince du sang aggravait cet engouement, du moins n'avait-il fait qu'épouser le courant venu des générations précédentes.

La France de Louis XIV n'avait connu que l'anglomanie des écuyers, introduite par la cour de Saint-Germain-en-Laye : aussi bien le maître n'en eût point souffert d'autre. L'entente cordiale, conclue par le Régent, jeta sur le détroit un pont qui favorisait un échange continu d'idées et de personnes. La Grande-Bretagne, victorieuse du Grand Roi, revêtue du prestige d'arbitre de la paix, ferme en son assiette politique, imposait aux esprits son exemple.

La France, épuisée, s'avisait que son gouvernement n'était point parfait et songeait à réformer les lois et l'administration dont elle croyait souffrir. Nos gens de lettres se mirent à l'école anglaise, citèrent Locke, prônèrent la constitution, les libertés d'outre-Manche : l'anglomanie des philosophes prolongeait celle des écuyers. Par mode et par fronde, les gentilshommes passèrent la Manche, à la suite de Voltaire

⁴ Bach., 12 juin 1780.

et des politiques. La comédie de Boissy, *Le Français à Londres*, un acte en prose, est représentée dès le 19 juillet 1727. Les victoires répétées de l'Angleterre à nos dépens ne ralentirent point ce mouvement. L'opinion française se séparait de la Cour : elle considérait, semble-t-il, que la défaite du Roi et des ministres n'était point la sienne. Peu importait l'humiliant traité de Paris, s'il apportait avec la paix le moyen de reprendre d'agréables visites. Les chassés-croisés reprirent de plus belle, d'un bord à l'autre du détroit, chacun jugeant que la vie était meilleure en face. Tandis que Londres abritait toute une colonie de réfugiés français, banqueroutiers et libellistes suspects, fils de famille égarés, tous mauvais sujets, Paris accueillait nombre d'Anglais, tous plus ou moins joueurs ou maquignons, qui, fuyant leurs créanciers, venaient rétablir leurs affaires, grâce à la vie moins chère. Olivier peignait le *Thé à l'anglaise* chez le prince de Conti, et Saurin faisait enfin le constat de l'anglomanie, en portant le mot et la chose au théâtre : *L'Anglomane ou l'orpheline léguée* (23 novembre 1772).

En dehors et au-dessus des deux gouvernements qui s'observaient, s'était formée une société cosmopolite⁴ qui plaçait au-dessus de tout le bien vivre et le plaisir social. Elle semblait simple spectatrice de la rivalité politique, coloniale et commerciale qui dressait les deux nations l'une contre l'autre. Les lettres de M^{me} du Deffand à Horace Walpole témoignent de ce singulier état d'esprit qui aujourd'hui friserait la trahison. En pleine guerre, on n'hésitait point à échanger des nouvelles militaires ou maritimes qui renseignaient l'ennemi. « Je vous envoie la liste de nos officiers, de nos troupes, — écrivait la marquise à son correspondant, le mardi 13 juin 1779, dans une lettre qui partait à l'insu des bureaux — elle parut il y a cinq ou six jours, et j'ai reçu ce matin une liste de l'augmentation qui monte à huit mille hommes. On disait hier, mais cela demande confirmation, qu'on envoyait aussi huit mille hommes dans le Roussillon, sous le commandement de MM. de Stainville et d'Egmont. » Cette guerre de revanche,

⁴ Le mot est admis, après la chose, au *Dict. de l'Acad.*, 1762.

tant caressée par notre armée et nos armateurs, n'était pour ce beau monde qu'un insupportable contretemps, qui gênait, sans les rompre, d'aimables relations, devenues indispensables. Car l'état de guerre avait ceci de piquant, qu'il ne suspendait point les communications ni les correspondances entre les deux pays, grâce aux vaisseaux dits parlementaires. Libre aux Anglais de venir en France, d'y résider sans difficulté : on les priaît seulement de ne point voyager dans nos ports ou sur nos côtes. Il ne leur fallait un passeport que pour retourner de France en Angleterre : M^{me} du Deffand, qui s'employait aux Affaires étrangères pour ses amis d'outre-Manche, ne manquait point d'en avertir son correspondant.

L'avènement d'un roi, aussi timide que jeune, sans le moindre prestige, avait exempté de toute retenue l'anglomanie qui maintenant semblait défier les circonstances. Dès 1775, la balance du commerce accusait le tribut que le royaume payait à l'industrie anglaise. On ne pouvait plus se passer non seulement des chevaux, des chiens, des carrosses, des draps, des lainages, et des charbons, mais encore des cotonnades, des velours, des satins, des gazes, de l'acier et de la quincaillerie, de la faïence, des cuirs, des estampes, des cartes et des livres d'outre-Manche¹; seule la marque anglaise garantissait élégance et solidité. Malgré la répugnance personnelle du souverain, cette invasion pénétrait jusqu'à la Cour, à la faveur du jeu et des courses hippiques : les plus beaux joueurs et les plus fins maquignons étaient toujours venus de Londres. Du tapis vert, l'anglomanie allait gagner les modes et atteindre par là les usages, la galanterie, l'esprit même de la société française.

Le voyage de Fontainebleau, à l'automne de 1776, où l'hippomanie fit rage, sentit l'Angleterre d'une lieue, et Mercy, le mentor de la Reine, s'offusqua de la grande affluence d'Anglais et des hontés que S. M. ne laissa pas de leur témoigner. Le duc de Chartres (à la suite du comte de Lauragais, des marquis de Voyer et de Conflans, du duc de Lauzun) et le

¹ Voy. LA COMBE, *Tableau de Londres...*, Londres-Bruxelles, 1784, p. 173. *Marchandises anglaises exportées en France à profusion, à la honte du ministère de Versailles et presque toutes par contrebande et fraude.*

comte d'Artois (à la suite du duc de Chartres), n'avaient de pensées et de soins que pour leurs écuries. Ils ne quittaient plus leurs bottes ni le costume de cheval, s'attardaient, sur la piste tracée dans la bruyère, à mesurer leurs coursiers ou à les tenir en haleine. La Reine, juchée dans un kiosque circulaire, assistait à ces exercices, entourée de jeunes gens en négligé, qui pariaient bruyamment. Impatiente de l'étiquette, ennemie de la représentation et de la contrainte, elle souffrait cette tenue et ces façons d'écurie qui annonçaient, dans la toilette et les mœurs, la révolution de la simplicité, prélude de la révolution politique. La confusion des habits et des manières provoquait celle des rangs ; bientôt pareille à la noblesse par les dehors, la bourgeoisie n'acceptera plus l'intervalle des conditions.

En vain Marie-Antoinette désapprouvait-elle chez son beau-frère l'imitation d'une nation odieuse, si déplacée chez un fils de France ; elle autorisait, par sa présence même, ces courses hippiques auxquelles elle eût souhaité substituer des carrousels, des jeux de bague à la française. Mais c'était la passion du jeu plutôt que l'amour du cheval qui menait tous ces cavaliers ; rendus sur le jeu de paume, ils ouvraient encore des paris. Chacun brûlait de franchir la Manche pour fouler les fameuses pistes de Newmarket ou d'Épsom, et y parier en règle. Dès le printemps de 1776, le duc de Chartres, secouant ses obligations de prince du sang, projetait tout haut de se rendre à Newmarket, tandis que le comte d'Artois, déplorant la grandeur qui l'attachait plus strictement au rivage, se consolait en transformant ses équipages à l'anglaise.

Le duc de Chartres rencontrait alors sur les champs de course, qu'il étrennait fiévreusement avec le comte d'Artois¹, le chevalier N. P. Forth, un de ces Anglais qui passaient et repassaient le détroit pour joindre les plaisirs de Paris à ceux de Londres.

Très flatté d'approcher la fleur de la noblesse française, très obligeant et très serviable, la bouche pleine de compliments, mais vif, ombrageux et prompt à se redresser en fier

¹ Voy. mon étude : *Les Courses de chevaux sous Louis XVI* (Le Correspondant, 25 juin 1914.)

Anglais, Forth n'avait point tardé à se ménager maintes relations à la Cour comme à la Ville, et d'abord auprès de M^{mes} de Flamarens et de Maurepas. L'estime et l'amitié de lord Mansfield le poussaient auprès du vieux ministre, l'un des rares grands seigneurs de sa génération qui eût appris l'anglais. Aussi, quand les rapports se tendirent entre les deux Cours à propos des Insurgents, Maurepas, qui ne sympathisait guère avec lord Stormont, l'ambassadeur officiel de Grande-Bretagne et qui tendait à poursuivre une politique personnelle qu'il n'avait point la force d'imposer au Conseil, écrivit-il à lord North et fit-il écrire Louis XVI, afin que George III accreditât N. P. Forth, comme *son envoyé particulier à la Cour de Versailles* (13 février 1777). Cette situation particulière de diplomate officieux, les entretiens confidentiels qu'il avait avec Maurepas, ses allées et venues entre Londres et Versailles, faisaient de lui un personnage dont Vergennes, agacé, se demandait les titres exacts.

Depuis le Régent, les étrangers, et les Anglais d'abord, avaient toujours été les bienvenus au Palais-Royal. Ils apportaient en compagnie leur singularité, ce remède à l'ennui, et surtout un air de fronde et d'opposition qui seyait à la Maison d'Orléans. Bel homme et cavalier intrépide, hardi chasseur jusqu'à assommer un sanglier de son fouet plombé devant la Reine et les dames, beau joueur, gai soupeur, voyageur infatigable et actif débrouilleur d'affaires, N. P. Forth avait de quoi plaire au duc de Chartres, dont il n'était l'ainé que de trois ans. Il l'initiait dans les choses anglaises, dont l'autre se montrait si curieux. Entre eux se noua bientôt une amitié de plaisir et de bons offices, qui n'a guère de secret pour nous : car l'envoyé de Georges III était un homme d'ordre qui, prenant son rôle à cœur, tenait registre de son temps et conservait ses archives avec soin.

A travers son journal et sa correspondance qui n'ont pas voyagé jusqu'à nous sans dommage, nous suivons, depuis l'automne de 1777, le progrès de cette liaison. Les relations, ébauchées aux courses, se resserrent à la chasse, au jeu, durant le voyage de Fontainebleau où Forth est admis de pair avec les ambassadeurs. L'envoyé particulier n'a qu'à se louer

de l'accueil et des prévenances que chacun lui témoigne, même Vergennes, « remarquablement poli », chez lequel il dîne à deux reprises. Il n'est pas jusqu'à la Reine qui, infidèle à la promesse concédée à Mercy de garder désormais plus de réserve envers les Anglais, ne se montre gracieuse. Mais à la suite de je ne sais quelle « trahison » de lady Clermont, une Anglaise bien en Cour, Forth perd la bienveillance de la souveraine qui défend au comte d'Artois de le recevoir. Soudain dégrisé, il éprouverait toute l'amertume de cet injuste retour sans le duc de Chartres qui dit du bien de lui à qui veut l'entendre. La connaissance est faite et les confidences viennent.

Forth communique au prince les journaux anglais. Tous deux font échange de nouvelles politiques, échange qui, dans ces circonstances délicates, semble rester à l'avantage de l'envoyé anglais, plus circonspect, car l'amitié finit pour lui là où commence l'intérêt de sa patrie. Le vendredi 5 décembre, Forth apprend la capitulation de Burgoyne à Saratoga : c'est le duc de Chartres, rencontré chez lady Barrymore, qui lui donne copie de la dépêche du Congrès et le sonde sur une offre de conciliation. Le prince, à l'occasion, lui rend visite et ne s'oublie pas moins d'une heure entière, lui si impatient, à causer sur la guerre, les chiens, les libelles, les conditions d'un voyage en Angleterre. C'est encore par un message du duc de Chartres que Forth est informé le lundi 22 décembre que les ministres français auraient résolu d'aider les Américains. Mais l'anglophile Voyer d'Argenson lui démontre l'absurdité de cette nouvelle, et le surlendemain 24, Maurepas, qu'il surnomme *Timeo*, niant tout ce qui est relatif au traité et à la proposition de Franklin, l'autorise à rassurer lord North. Le mardi 6 janvier 1778, le duc de Chartres lui-même, recevant Forth très affectueusement avant cinq autres personnes, lui déclarait : *Nous n'aurons pas de guerre!* et le lui répétait encore le vendredi 6 février.

L'ambition que nourrissait alors le prince de servir dans la marine lui donne-t-elle la force de dissimuler? Malgré son entregent, Forth ignore que l'ordre d'armer la flotte est parvenu à Brest le 4 février, et il semble à cette date bien mal informé à l'égard même de son ami. Il note le 11 février que

le duc de Chartres ne s'est rendu en Bretagne dans la mauvaise saison que pour inspecter son régiment à Landerneau, que défense formelle lui aurait été faite d'aller à bord d'un navire. Or, de Landerneau, le prince s'en allait bel et bien à Brest où il séjournait huit jours, animant tout de sa présence, arsenaux et magasins. Ce jour-là même, Maurepas signifiait à Forth par sa réserve que le grand pas était franchi : pour lui la guerre entre les deux royaumes ne faisait plus de doute. Il n'échappe plus à Forth que « le duc de Chartres remue ciel et terre pour commander la flotte. » (9 mars). Lord Stormont, rappelé, quitte Paris le 24 mars ; il ne reste plus à l'envoyé particulier de George III qu'à prendre congé des ministres français. Tous deux ont perdu la partie et Forth, plus candide et plus novice en diplomatie, ne se retire pas sans éclat. Sa dernière visite est pour le Palais-Royal. Il voit le chevalier de Foissy, l'écuyer du prince, et le prince lui-même : on s'attarde en une longue et amicale causerie. Le matin même du départ, il envoie prendre chez le comte de Genlis, qui sera désormais son fournisseur ordinaire, neuf cents bouteilles de champagne à six livres pièce. Le dernier Français, dont il fasse rencontre au port, est encore un familier du Palais-Royal : il croise à Calais le duc de Lauzun qui, après avoir tenté de jouer un rôle diplomatique en Angleterre, s'en vient briguer à Versailles un commandement militaire dans la guerre imminente. Ils dînent et soupent ensemble, s'entretiennent de Junius et de la constitution anglaise ; et Forth, au moment de prendre congé, fait cadeau à Lauzun de housses pour chevaux.

A peine débarqué, il s'occupe d'obtenir, en faveur du duc de Chartres, un laissez-passer pour huit chevaux et vingt chiens qu'il lui expédie le 10 mai, sous la conduite du valet Tom. Les lettres, les commissions et les envois vont se succéder pendant toute la guerre. Forth sera le correspondant attitré du prince, le confident de ses fantaisies et de ses affaires, le pourvoyeur de ces choses anglaises dont le prince ne peut se passer, et pour lesquelles ils obtiennent aisément, chacun de leur côté, un passeport. Le prince lui écrit toujours de sa main car, indiscret dans les affaires publiques, il reste

cachottier pour ces menues commissions. Cette correspondance, dont la plus grande partie nous est parvenue, est purement privée : point de politique, point de visée ambitieuse, à peine un écho des événements en tant qu'ils gênent ou favorisent les petits arrangements personnels du duc. Transport de chevaux et de chiens, commande de voitures et de tapis, de lanternes, de chapeaux, de gants, d'aiguilles, d'almanachs, de gravures à la manière noire, consultation sur un pari, recommandations pour le danseur Vestris et le marquis Ducrest, etc... voilà les grands soucis qui mettent la plume à la main du prince. Evidemment, de pareilles lettres, qui valent une confession, n'ont guère renseigné l'ex-envoyé de George III sur l'opinion française, ni sur les intentions de nos ministres.

En février 1782, Forth met le duc dans la confiance de son prochain passage à Paris. Il vient en mission secrète et passe une heure et demie dans le cabinet de Vergennes (14 mars). Il présente de vagues propositions inacceptables : cette démarche témoigne du moins que le cabinet de Saint-James incline à la paix. La France n'est pas moins disposée à traiter, mais d'accord avec ses alliés et sans les sacrifier. « Tout le monde parle de paix ; ainsi j'espère que je me trouverai bientôt en Angleterre », mande le prince à son correspondant, dès le mois d'août suivant. Telle est l'idée qui le poursuit : adieu l'ambition, la noble émulation avec Lauzun qui s'évertue à servir selon son rang. Cette guerre, où il lui est défendu de paraître, l'importune. La paix tarde trop, au gré de cet impatient. Qu'on la signe sans plus attendre, pour que soient libres les allées et venues d'un bord à l'autre du détroit, pour que s'abrège l'ennuyeux supplice de l'inaction.

Forth est retourné à Londres avec mandat d'y rechercher une maison pour le duc. Comme pour sa part cet Anglais aime la grande vie, le brillant et le faste, il s'enquiert d'une demeure digne d'un prince du sang. L'autre se hâte de le détromper. « C'est exactement un pied-à-terre que je désire avoir à Londres, où je pûsse arriver de Paris quand bon me semble et n'avoir à rendre compte de ma conduite à personne ». Plus tard, il se peut qu'une fois acclimaté, le comte de Joinville se relâche de son incognito et meuble une grande

maison pour y tenir éclat et recevoir M. le duc de Chartres et ses enfants. Pour l'instant, il ne désire « qu'un trou », avec des écuries pour douze chevaux et donnant sur une promenade. « Peu importe que ce pied-à-terre soit dans le quartier des gens de bon ton. Il aimerait mieux louer qu'acheter... » L'obligeant correspondant se met en quête : au mois d'août, le prince tient sa maison dans Portland Place n° 35, pour 350 louis par an. Le loyer dépasse le chiffre qu'il avait pensé, mais la position de la maison l'enchanté. Tout ce qu'il y a d'anglais à Paris lui affirme que c'est un quartier neuf, et il a hâte de déployer un plan de Londres pour y repérer son pied-à-terre.

Le seul inconvénient, c'est qu'il faille prendre les meubles avec le logis : deux mille louis à jugement d'experts ou jurés. Le duc prie Forth de s'en défaire : il préférerait les choisir lui-même, quitte à payer un peu plus cher, « car je suis persuadé que les meubles, ainsi que les femmes, il faut les prendre selon la fantaisie du moment ». Il traite brièvement et nettement l'affaire, sans négliger aucun détail. Ses questions témoignent d'un esprit bourgeois et pratique qui jure avec son insouciance princière. Bref, le 25 août, tout est conclu : Forth est chargé de passer le bail sous le nom de Louis-Philippe-Joseph, comte de Joinville. Il avait proposé d'habiter partie du logement, en payant un tiers et les frais. Le duc accepte volontiers l'arrangement, mais repousse la contribution : « Vous me ferez grand plaisir d'y loger, quand vous viendrez à Londres ; outre la satisfaction que j'aurai de vous rendre ce petit service, j'aurai celle d'être sûr que ma maison sera bien tenue et bien entretenue. » Forth sera donc sous-locataire du prince au n° 35 de Portland Place, d'octobre 1782 à octobre 1788.

Le duc de Chartres se réservait de faire lui-même, une fois à Londres, les acquisitions nécessaires à un ménage, « car je veux arranger cette maison de manière que j'y arrive de Paris comme j'arrive à Monceau : c'est une de mes fantaisies que l'on trouvera peut-être extraordinaire, mais n'importe ! » Ce ton agressif trahit le ressentiment du maître du Palais-Royal, alors harcelé par le public.

Aussi recommande-t-il le secret à son correspondant, même envers le fidèle Ducrest. Mais le bruit qu'il avait loué un hôtel à Londres ne tarde pas à se répandre. En vain essaiera-t-il de dissimuler son départ et son arrivée. Si voyageur soit-il, un prince du sang ne peut se déplacer sans attirer l'attention. Et les gazettes anglaises, fort indiscrètes, ne manqueront pas de renseigner les nouvellistes français, si par hasard le prince a pu franchir la Manche sans trompette.

En attendant la paix qui doit lui ouvrir l'Angleterre, et pour se reposer des tracas du Palais-Royal, le prince s'esquive en Italie. A son retour, les préliminaires du traité sont signés ; la cessation d'armes est proclamée le 4 février 1783 par Louis XVI, le 14 par George III. Le 8 mars, les paquebots anglais reprennent leur service quotidien entre Douvres et Calais, et les passagers, en groupes élégants, s'empressent d'une rive à l'autre. Si l'on en juge par l'accueil réciproque, la guerre ne semble pas avoir laissé de ressentiment dans l'esprit de ce beau monde. Les Anglais qui ont envahi Paris se louent de la politesse et des égards de leurs hôtes et se piquent chez eux de ne pas être en reste. William Pitt s'étonne que son nom soit traité sans inimitié et que sa mère puisse lui écrire, sans détour, en mettant son adresse tout au long. George, duc de Manchester, accrédité le 25 avril comme ambassadeur extraordinaire, reçoit de Louis XVI et de la famille royale la réception la plus distinguée.

Moins zélé, l'ambassadeur de France, le comte d'Adhémar, ne se présente à George III que le 14 mai. Le duc de Chartres l'a précédé à la sourdine. Il courait à Londres, depuis le 4 mai au soir, sous le nom de comte de Joinville. La saison d'outre-Manche commençait en avril avec les courses de Newmarket pour finir en mai avec celles d'Epsom. Le prince se trouvait donc en retard : les affaires avaient différé son départ, comme elles devaient avancer son retour. Son voyage s'était effectué au chronomètre, en compagnie du duc de Fitz-James et du marquis de Conflans, qu'il avait pris au Vaudreuil. Il avait parié de se rendre de Paris à Londres en trente heures de marche, sans compter le temps des haltes qu'il se réservait de mesurer à sa guise. Aussi,

malgré la tempête qui sévissait à Dieppe, avait-il obligé le pilote récalcitrant à prendre le large vers Brighton¹.

Il comptait faire la tournée des plaisirs de Londres avec l'heureuse liberté d'un riche particulier. Vergennes n'avait pas annoncé sa venue, et notre chargé d'affaires, le comte du Moustier, n'apprit la présence du prince que par oui-dire. Mais le peuple anglais allait traiter cet hôte incognito en ambassadeur malgré lui et lui rendre les honneurs princiers. Dès 1776, les gazettes de Londres n'avaient-elles point parlé du goût que témoignait le duc de Chartres pour les choses anglaises, des courses qu'il organisait en France, des égards qu'il avait prodigués à Sir Thomas Rich, capitaine du vaisseau *Entreprise*, rencontré en mer²? On savait quel désir le pressait de connaître l'Angleterre, les difficultés que ses projets de voyage outre-Manche avaient rencontrées auprès de Louis XVI, les boutades qu'il avait essuyées d'un souverain anglophobe qui ne l'avait laissé partir qu'à contre-cœur. On renchérisait même sur ses intentions : on lui prêtait l'idée de s'établir en Angleterre avec sa famille et M^{me} de Genlis, pour élever ses fils à l'anglaise³. Ces bruits divers, sa visite, le plaisir qu'il ne dissimulait pas à parcourir tous les lieux d'agrément, flattaient l'amour-propre national des Londoniens, et partout il trouvait sur ses pas un concours de personnes de tous états et conditions qu'il charmait par son affabilité et sa simplicité⁴. Heureux de plaire, savourant cette bienvenue qui lui semblait si douce après les huées du Palais-Royal, il plaisait d'autant plus.

L'on répétait ses mots qui faisaient fortune. L'un de ses premiers soins avait été d'assister dans la galerie des Communes aux débats sur la réforme parlementaire (7 mai). Et il avait déclaré en sortant aux membres qui lui faisaient cortège : « Je me trouverais très heureux de siéger parmi vous, si j'étais Anglais, et j'admire un gouvernement où l'autorité n'est que la volonté de tous ». L'on remarquait surtout l'élé-

¹ *Nouv. extraord.*, 20 mai.

² *Annual register*, 1776, p. 131, 167.

³ *Bach.*, et *Métra*, 16 mars.

⁴ *Courrier de l'Europe*, 13 mai.

gante simplicité de sa mise qui faisait contraste avec le luxe inouï du prince de Galles ; car en France la mode masculine n'avait emprunté aux Anglais que les costumes de cheval et de campagne, propres à favoriser le sans-façon et la familiarité de la vie, et le luxe y avait décrû à proportion même qu'il croissait outre-Manche. On ne critiquait qu'un détail chez le duc de Chartres : les anneaux d'or qu'il portait aux oreilles¹. Par respect pour la modestie des dames anglaises, il avait changé les boutons de son habit — quelque mythologie trop libre, émaillée ou peinte — qu'il avait étrennés dans les salons français sans choquer les Parisiennes².

Il allait de festin en festin, de fête en fête chez le duc de Cumberland, chez lord Shelburne, chez le duc de Richmond, chez le duc de Dorset. Il était difficile qu'un hôte aussi populaire ne se relâchât point de son incognito, par égard pour le Roi. Tout Londres connaissait déjà le duc de Chartres quand, dans la matinée du 14 mai, le prince fut présenté à George III par notre chargé d'affaires, le comte du Moustier, qui prenait congé du souverain. La simplicité du comte de Joinville agréa fort au Roi qui gémissait sur les folles dépenses de son fils aîné. Mais ce qui toucha le plus George III, ce fut que le prince, qui avait annoncé son départ pour la fin du mois, le retardât afin d'assister à la fête de l'anniversaire royal (mercredi 4 juin). Le souverain ne cacha point sa satisfaction de le voir, ce jour-là, à son lever, d'où le duc repartit immédiatement pour Paris : il la témoigna même à plusieurs reprises au comte d'Adhémar.

Cet ambassadeur courtisan, frais échappé de Trianon, se félicitait du voyage du prince et de ses compagnons dans sa dépêche à Vergennes du 6 juin 1783. « Il serait bien désirable, écrivait-il, que l'on ne vît dans les pays étrangers que des Français de cette espèce. » Il n'était pas jusqu'aux paris que le prince et Conflans avaient liés, sous l'arbitrage de Fox, pour les courses prochaines de Fontainebleau, qui ne lui parussent heureux pour notre diplomatie. Vergennes se souciait peu de pareils auxiliaires. Aucune de ses lettres ne

¹ Métra, 21 mai.

² *Daily Advertiser*, 10 et 22 mai.

fait mention du duc de Chartres, lors de ces voyages en Angleterre. Il avait ses raisons pour ne pas aimer la Maison d'Orléans et pour se défier en particulier des services diplomatiques du jeune prince. D'ailleurs, hostile à l'anglomanie, il désapprouvait cet empressement vers Londres de notre haute société. Le comte du Moustier, rentrant, lui mandait de Boulogne le 24 mai qu'il avait laissé à Londres un grand nombre de voyageurs de distinction. Les plus marquants, après le duc de Chartres, étaient le duc de Coigny et sa société : le duc de Polignac, le marquis et la marquise de Coigny, le comte de Coigny, le comte et la comtesse d'Andlau, la comtesse de Châlons, le comte Valentin d'Esterhazy, etc., qui, arrivés le 18 mai, repartirent le 29.

Le duc de Chartres, qui n'avait pu séjourner en Angleterre assez longtemps à son gré, s'était promis de se dédommager l'année suivante. Dès le 1^{er} mars 1784, ses domestiques arrivent à Portland Place, présageant sa venue¹. Mais Louis XVI, dont il vient prendre congé, l'engage à patienter quelques jours encore².

L'anglomanie de son cousin irritait le Roi, le blessait dans ses sentiments les plus vifs. Au regard des souverains du continent la nation anglaise apparaissait abominable, telle aujourd'hui à notre bourgeoisie la Russie des soviets. Elle était celle qui avait décapité son Roi, qui récemment encore venait de massacrer les catholiques (émeute du 2 juin 1780), et qui se permettait dans les journaux, les libelles et les estampes, une satire sans frein. En vain Majestés et Excellences prétendaient-elles jouir dans les papiers de Londres des égards dont le Roi britannique et ses ministres étaient privés eux-mêmes. Louis XVI et Marie-Antoinette surtout y étaient sans cesse mis au pilori dans de vils écrits que la paix ne tarissait point. Les articles que ces gazettes osaient imprimer sur la jeune Reine nous confondent. Ces plates infamies, qui déshonoreraient aujourd'hui la moindre feuille, ne seraient plus tolérées dans aucun pays du monde³. Marie-

¹ *Morning Herald and Daily Advertiser*, 4 mars.

² *Lettres de M. de Kageneck*, 5 mars ; *Nouv. extraord.*, 6 avril.

³ Voy. le *Morning Post* des 11, 13 et 17 déc. 1784.

Antoinette avait d'ailleurs prévenu par son antipathie cette animosité de nos voisins d'outre-Manche. Elle surenchérisait à leur égard sur sa mère Marie-Thérèse. L'idée que son frère Joseph II pût projeter un voyage en Angleterre la révoltait. « J'espère qu'il y pensera plus d'une fois, observait-elle à sa mère le 13 juillet 1780, avant d'aller dans un pays ennemi décidé de tous les souverains, et où les lois les plus nécessaires à la tranquillité et à l'honnêteté publiques sont réduites à rien par l'esprit de liberté et d'indépendance. » Et Marie-Thérèse lui répondait : « Il m'a un peu amusé de vous voir si vive sur ce point. Je ne le suis pas moins, et, depuis quelques années, cette nation gagne furieusement partout ; on ne peut assez se précautionner et prévenir leur séduction et influence en tout ».

L'Angleterre d'après-guerre offrait dans son relâchement un tumulte de passions qui manifestait aux observateurs du continent toute l'originalité de ses mœurs politiques. Notre ambassadeur, le comte d'Adhémar, nouveau-venu dans le pays, n'en pouvait croire ses yeux ni ses oreilles. Il s'étendait dans ses dépêches sur les scènes dont il était témoin, sur les intrigues où il se perdait. A lire ces rapports dont lui revenait au moins l'écho, Louis XVI cultivait, excitait jusqu'à l'horreur son anglophobie.

La Grande-Bretagne avait perdu son équilibre constitutionnel depuis que l'opiniâtre George III, intervenant dans les affaires au delà de son rôle d'arbitre, avait par la division constitué parmi les tories écossais, contre les whigs, champions de l'indépendance ministérielle, un troisième corps ou parti, celui de l'influence secrète de la couronne. Derrière les ministres, la lutte se poursuivait entre deux principes et deux hommes : George III et Charles Fox, Charles III, disait-on, qui par deux fois s'imposait au souverain et le supplantait dans la nation. Au début de janvier 1784, le général Conway disait en plein Parlement : « Les conjonctures où nous sommes rappellent le règne des Stuarts ! » A l'occasion de l'anniversaire de « l'assassinat juridique » de Charles I^{er}, courait une estampe, intitulée *Le miroir patriotique*, où Charles Fox fort reconnaissable, quoique vu de dos, se regar-

daît dans une glace, qui réfléchissait le portrait de Cromwell. « Je sais de bonne part, notait le comte d'Adhémar, que M. Fox a été sensible à cette caricature. » George III était résolu à se retirer en Hanovre, à risquer sa couronne plutôt que de se déshonorer sous le joug de l'adversaire qui lui déniait les deux derniers privilèges du trône : le droit de nommer les ministres et celui de mettre son veto aux bills votés par les deux Chambres.

Mais il avait trouvé en W. Pitt l'homme intrépide et sage, capable de faire front à la Chambre des Communes pour le maintien du pouvoir royal. Le 18 décembre 1783, George III avait repris les sceaux à l'odieux ministère de la coalition. Mais Fox, passé au banc de l'opposition, continuait de paraître aux Communes en costume complet, selon l'usage des ministres en place, manifestant ainsi que, quoique congédié par le Roi, il se considérait toujours au pouvoir, devant la Chambre.

C'est à la fois comme Roi et comme père que Georges III abhorrait Charles Fox, car ce rival, qu'il avait dû subir, lui avait aliéné le cœur de son fils aîné en le corrompant. Le Roi n'avait jamais aimé le prince de Galles qui, infidèle à l'éducation qu'il avait reçue dans la cour morose de Saint-James, semblait « échappé d'une cave à cidre ». Sous l'influence de son oncle, le duc de Cumberland, homme de plaisir, il était devenu bientôt, à l'école de Fox et de Fitz-Patrick, le plus extravagant des débauchés. A peine observait-il avec son père, qu'il fuyait, la stricte bienséance. Quand le Roi invitait à dîner le prince de Galles, celui-ci ne venait qu'à regret et en retard ; et tous les domestiques voyaient le souverain attendre son fils une heure durant. Chassaient-ils ensemble, le jeune homme ne soufflait mot ; un jour que la chasse avait fini dans un village écarté, le duc de Cumberland et son neveu, s'emparant de l'unique voiture du pays, plantèrent là Sa Majesté.

Cependant le prince de Galles écrivait sans cesse à Fox des billets confidentiels : *Mon cher Charles*, lui disait-il familièrement. A peine majeur et introduit dans la Chambre des Lords, (41 novembre 1783) il s'était rangé dans l'opposition. Il votait

pour le bill de l'Inde, présenté par Fox, alors même que Georges III sollicitait contre ce bill les suffrages des pairs. N'avait-il point envers ce ministère de coalition, que le Roi nommait le ministère de son fils, des obligations particulières ? Lorsqu'au printemps s'était posée la question de son établissement particulier, Fox s'était engagé à demander pour le prince au Parlement une dotation annuelle de cent mille livres. Mais George III, inébranlable à cette prétention exorbitante, n'avait consenti, pour maintenir son fils sous son contrôle, qu'à lui accorder moitié de cette somme sur sa liste civile. Ce double ressentiment paternel et royal entretenait, selon Walpole, un ulcère à vif dans cette âme sévère et repliée. George III vivait dans le tourment de penser que le prince de Galles caracolait dans cette opposition qui menait le siège tumultueux du cabinet Pitt et de la royauté. Les séances aux Communes se déroulaient en accusations perfides et en menaces. « Quelles mœurs ! que nous sommes heureux de n'en avoir que le spectacle ! » soupirait le comte d'Adhémar.

Cette furie des partis, où se faisait jour une guerre sacrilège entre père et fils, faisait horreur à Louis XVI. L'on conçoit son hésitation à laisser partir dans cette société perdue le fils du premier prince de son sang, trop attiré vers ce prince de Galles qui se vantait d'être « le premier gentilhomme de l'Europe ».

Pourtant, lorsque W. Pitt, jugeant que l'opinion publique avait tourné en sa faveur, détermina son souverain à dissoudre le Parlement factieux (24 mars 1784), Louis XVI de guerre lasse donna campos au duc de Chartres qui se hâta de gagner Londres, le dimanche 28 mars. Le soin des élections avait dispersé la noblesse à travers les comtés et le prince trouvait chez le comte d'Adhémar tout ce qui restait de beau monde. Le soir même, en compagnie du prince de Galles, il rendait visite dans leur loge à chacune des actrices fameuses de l'Opéra, et se retrouvait le lendemain, pour dîner, à la table de notre ambassadeur, chez qui le prince anglais s'était invité. Le soir, on revoyait nos deux princes au théâtre, assis sur le même rang, à peine séparés par lord Onslow qui « figurait le détroit entre Douvres et Calais ». C'était une ca-

maraderie quotidienne, dont les feuilles anglaises relevaient les moindres faits et gestes. Le vin plutôt que les femmes, et le jeu et les chevaux plus encore que le vin, formaient l'ordinaire de leurs passe-temps. L'on voyait enfin sur le turf anglais les couleurs du duc, la casaque noire galonnée de rose, et cette année même, Cantator, l'un de ses chevaux anglais, disputait le Derby d'Epsom.

Le dimanche 9 mai, nos deux inséparables mettaient pied à terre dans Hyde park et se promenaient bras dessus dessous dans Kensington garden. Comme le prince de Galles était aussi pâle que le duc de Chartres était rouge, les flâneurs observaient que l'héritier de la Grande-Bretagne avait laissé la rose d'Angleterre au Bourbon pour épouser les lys de France. « Comme le duc de Chartres est rose ! disait l'un... Il devrait s'appeler le duc de Bourgogne, faisait un autre... Un troisième ajoutait : S. A. sort d'un cercle de parieurs : il est rouge de succès¹. »

C'était la promenade de l'adieu. Le prince français, qui devait rester en Angleterre jusqu'à la Pentecôte, abrégait son séjour. Il quittait Londres dans la journée du lundi 10 mai et, faisant diligence comme de coutume, arrivait au Palais-Royal le mercredi soir.

Les gazettes discutaient la raison de ce retour précipité. Le *Morning Herald* du 11 mai affirmait que le duc avait obéi à l'ordre de Louis XVI, qui ne voulait pas le laisser davantage au spectacle des luttes politiques et à la contagion des principes libéraux. Le *Morning Intelligencer* du 15 mai prétextait la visite à Paris du roi de Suède, que le prince ne pouvait manquer : S. A. reviendrait incessamment à Londres, rappelée par un pari considérable lié avec lord Cholmondeley. Suivant le *Courrier de l'Europe* et la *Gazette de Leyde*, mieux informés, il était rappelé par les négociations pour la vente de Saint-Cloud. L'affaire était d'importance, puisqu'il en était réduit alors à chercher de l'argent de tous côtés : Durest tentait combinaison sur combinaison pour obtenir des emprunts.

¹ *London Gazette*, 10 mai.

Ce départ anticipé privait le voyageur d'un spectacle singulier : le pompeux triomphe de Fox à travers les rues de Londres, après la clôture du poll de Westminster (17 mai), cortège houleux aux bannières déployées que le comte d'Adhémar se plaisait à décrire dans sa dépêche du 18 mai. Le prince en lut du moins le récit dans les papiers anglais qu'il recevait régulièrement en bon anglomane. Il n'eut pas de peine à l'imaginer, d'après les scènes qu'il avait vues de ses yeux en compagnie du prince de Galles ou de notre ambassadeur. Lui qui n'aimait, au dire de M^{me} de Genlis, que le désordre et l'imprévu, avait goûté sans doute le mouvement des élections de Londres.

La candidature de Charles Fox à Westminster avait été servie avec passion par les plus grandes familles. Tout ce beau monde avait souscrit 60.000 guinées ; cette cagnotte promettait paiement aux fournisseurs qui voteraient docilement : les autres perdraient leur pratique et ne rentreraient pas dans leurs fonds avant longtemps. Le parti adverse avait fait de même, mais moins endetté, il avait moins de prise sur les marchands. Tandis que Fox caressait la multitude, buvait en pleine rue avec la canaille et poursuivait de porte en porte la quête des suffrages, embrassant pour les obtenir père, mère, enfants, toute la maisonnée, — la belle duchesse de Devonshire, à la tête d'un charmant essaim de grandes dames, se livrait à des menées incroyables. Arborant sur les promenades et dans les rassemblements des rubans qui portaient *Fox and Liberty*, travestissant leurs gens pour les faire voter, elles allaient à domicile solliciter les électeurs. Embrassées par tous les polissons de leur parti, elles subissaient en revanche les invectives et les ordures du parti contraire, sans rien perdre de leur considération dans ces démarches indécentes. Le duc de Chartres vit les candidats de Westminster, montés sur des tréteaux, haranguer, prier sans vergogne la populace qui les sifflait ou les applaudissait à son gré, et chacun des partis, s'il se sentait faiblir, barrait le chemin aux électeurs adverses qui venaient faire inscrire leurs noms sur le registre ouvert. D'où des bagarres sauvages. Le 6 avril, le comte d'Adhémar était

témoin de la mort de plusieurs matelots, partisans de l'amiral Hood, assommés par les porteurs de chaises et les pick-pockets, deux redoutables corporations enrôlées au service de Charles Fox. Pourtant, et si la nuit la canaille cassait bras et jambes à ceux qui ne criaient point avec elle : *Fox for ever*, cet acharnement des partis, sans cesse excités par des harangues ou des écrits véhéments, restait dans l'ordre. Le flegme britannique gouvernait malgré tout cette licence.

Les journaux anglais, libres de tout dire, n'en étaient pas à une erreur près. Comme la santé du comte d'Adhémar était atteinte, le *Morning Herald* du 12 juillet annonçait que le duc de Chartres allait revenir bientôt à Londres en qualité d'ambassadeur de la Cour de Versailles. La vérité était tout simplement que le prince, à l'exemple de Lauzun, s'était assuré d'une maison à Brighton, pour jouir de la société du prince de Galles. Le vendredi soir 29 juillet, le duc de Chartres touchait Londres et repartait le lendemain pour Brighton, centre des plaisirs d'été, le Paris du littoral qui éclipsait toutes les villes voisines, grâce au pavillon chinois du prince anglais. Il pariait furieusement aux courses de Brighton. Et S. A. s'échauffait à ce point qu'elle serait, disait-on, montée dans un ballon, s'il s'en fût trouvé un tout équipé sous sa main¹. Le jeudi 12 août, il dînait avec Lauzun chez le duc de Queensbury dans Dover Street et repartait le lendemain, emmenant M. de Ségur si vivement que le comte d'Adhémar, pour ménager l'impatience du prince, devait bâcler la dépêche qu'il confiait au jeune ministre. Revenait-il sur l'ordre du Roi, comme l'annonçait encore le *Morning Intelligencer* ou tout simplement, selon la *Gazette de Leyde*, pour la seconde expérience de son ballon aérostatique, promise vers la mi-août ?

Le *Morning Herald* du 20 août se faisait l'écho d'un faux bruit persistant : le duc de Chartres aurait donné l'ordre à ses fils et à sa fille de s'embarquer avec M^{me} de Genlis, afin de s'installer à Bath pour leur éducation. Mais Louis XVI aurait mis le holà, sans vouloir s'expliquer avec le duc d'Orléans. Plus vraisemblable et plus exacte était la nouvelle

¹ *Morning Herald*, 9 août.

d'un prochain voyage du prince de Galles sur le continent : le prince confiait au comte d'Adhémar, dans les premiers jours de l'été, qu'il s'en allait à Spa, d'où il se rendrait à Paris. A la mi-juillet, le lieutenant de police Le Noir avait vent de sa prochaine arrivée : le duc de Lauzun accompagnerait le prince depuis Londres, le duc de Chartres irait à sa rencontre. Ce projet était à la vérité une sorte de chantage que le prince de Galles exerçait sur son père qui se refusait à payer des dettes engagées au profit de Fox et de l'opposition. Le fils prodigue menaçait de s'expatrier, à l'exemple des Anglais peu scrupuleux qui fuyaient leurs créanciers. Aussi George III s'opposait-il fermement à son départ, tant que le débiteur ne se serait pas libéré. Le voyage, dont s'était déjà préoccupé Vergennes, était donc remis à plus tard.

Plus libre de sa personne, quoi qu'il prétendit, le duc de Chartres passe et repasse la Manche par trois fois en 1785. L'autorité de Pitt avait affermi la prérogative royale. Bien que la lutte se poursuivît âprement aux Communes où se posaient ensemble tous les problèmes dont dépendait le sort de l'Empire, George III, après les dégoûts éprouvés, connaissait des jours meilleurs. Louis XVI se trouvait donc moins répugnant à laisser partir son cousin qui, dès le 20 janvier, priait N. P. Forth de tenir sa maison prête. Il se hâtait de mettre ses affaires en règle et arrivait à Londres le 14 février. Le surlendemain, le comte d'Adhémar le présentait à George III, au lever selon l'usage. L'ambassadeur se félicitait de la correction du prince qui ne pouvait manquer de toucher le souverain, boudé et délaissé par son fils. Était-ce pour répondre au souci de Louis XVI ou par complaisance pour le comte de Joinville qu'il écrivait à Vergennes ce 20 février : « Ses liaisons avec M. le prince de Galles ne le portent point à partager ses excès et le maintien de M. le comte de Joinville à Londres est excellent sous tous les rapports. »

Le soir même de la présentation au Roi du duc de Chartres, le prince de Galles offrait en son honneur grand souper et bal où évoluaient quarante-deux couples, tant du corps diplomatique que de la noblesse. Le dimanche 6 mars, le duc dînait chez le comte d'Adhémar avec Fox triomphant. L'issue du

scrutin de Westminster en faveur de « l'homme du peuple » avait été connue l'avant-veille et trois jours d'illumination avaient manifesté la joie populaire. Puis le comte de Joinville s'en allait chasser en Leicestershire et, le 21 mars, gagnait Newmarket avec le prince de Galles, pour essayer des chevaux favoris avant la grande course¹. Il revenait à Paris, juste pour être témoin de la naissance du duc de Normandie (27 mars), rapportant que le comte d'Adhémar venait d'être frappé d'apoplexie dans l'appartement même de la Reine.

Les courses de Newmarket le rappelèrent outre-Manche pour une quinzaine (13-28 avril). Il ne négligeait point de saluer ou de prendre congé de LL. Majestés Britanniques à Saint-James, ni d'assister le 26 avril à la fête de l'anniversaire de l'Académie royale.

On parlait de nouveau des projets de voyage du prince de Galles, dont les dettes montaient à un chiffre exorbitant. George III ne voulait point les payer sans explications ni retranchement. Son fils, soutenant qu'il y a beaucoup de dépenses que l'honneur défend de justifier, se refusait à tout contrôle et se déclarait prêt à partir pour le continent. Il menaçait de congédier les officiers de sa maison et de vendre son haras. Mais il fallait, pour la décence de ce départ, que le Roi ou le Parlement accordassent les fonds nécessaires au voyage et au paiement des dettes. Or W. Pitt ne semblait guère disposé à faire appel à la nation. Ces dettes faisaient le tourment du père et du fils. « Mon père me hait », disait le prince de Galles, et George III souhaitait encore de se retirer dans ses Etats d'Allemagne où il avait fait élever ses autres fils pour les garantir de la contagion de l'ainé, perverti selon lui par les mœurs anglaises. Cependant le fils se présentait devant le père (4 juin), et le Roi, pour éviter l'éclat d'une rupture publique, consentait à un nouvel accommodement.

Le prince de Galles, incorrigible, ne changeait rien à sa vie. Il continuait de tenir table ouverte à Brighton où le duc de Chartres séjournait sur la fin de juillet. Notre anglomane inspectait son écurie et se défaisait de quelques jolis chevaux,

¹ *London General Advertiser*, 22 mars.

mais mauvais pour la course, qu'il envoyait chez Tattersall. Il ne poussait même pas jusqu'à Londres, et le jeudi matin 4 août, gagnait Tunbridge pour se rembarquer à Douvres. Son retour passait inaperçu et il écrivait de Paris à N. P. Forth que les journaux anglais, le croyant encore à Londres, le citaient parmi les danseurs de Windsor ou les convives du prince de Galles à Carlton-House. Ces nouvellistes anglais s'informaient bien à la légère. Le *Morning Chronicle* du 19 août ne publiait-il point que le duc avait amené son fils âgé de dix-huit ans, qui achèverait ses études à Oxford. Le *London Chronicle* démentait aussitôt ce bruit qu'il jugeait absurde. L'anglophobie de Louis XVI, les traditions du cabinet de Versailles, la différence de religion formaient autant d'obstacles insurmontables à l'expatriation du duc de Valois qui comptait à peine douze ans.

Sans doute le passage de M^{me} de Genlis, cet été même, avait-il donné naissance à ce racontar. L'institutrice avait enfin réalisé le projet qu'elle caressait depuis la paix : visiter l'Angleterre. Dès le printemps de l'année précédente, la chronique avait annoncé sa venue à Bristol, où elle devait prendre les eaux, après le beau mariage de sa fille Pulchérie, qui l'avait décidée, disait-on, à laisser sa place au marquis Ducrest.

C'était un voyage de curiosité et d'études qu'entreprenait le « gouverneur ». Elle entendait bien se dérober au monde, sacrifier le moins possible à la frivolité, ne voir que les grands personnages, utiles à son expérience et à sa réputation : tels lord Mansfield et Horace Walpole. Aussi a-t-elle réduit son train ; elle n'est accompagnée que de Paméla, de l'aimable dessinateur Myris et d'une seule femme de chambre, Victoire. Le secret avait été demandé à N. P. Forth, chargé d'ouvrir à la voyageuse la maison du duc de Chartres.

Pourtant elle ne put se soustraire à nombre d'invitations flatteuses ni échapper à l'indiscrétion des gazettes. La haute société anglaise, dont elle avait déjà rencontré maints personnages à Paris, connaît aussitôt la présence de la femme célèbre. C'est à qui la relèvera de son vœu d'incognito, la conquerra pour une journée, pour une part de ce temps

qu'elle partage avec soin en courses, visites et fêtes. Les papiers anglais la suivent galamment dans ses allées et venues, accueillent des petits vers en son honneur ; le poète Hayley se met en frais d'une ode qui paraîtra dans ses œuvres complètes. Rien ne vaut l'incognito pour exciter la curiosité publique et faire valoir un voyageur de marque. D'ailleurs M^{me} de Genlis ne le pousse pas jusqu'à l'anonymat ; partout où elle passe, la femme de lettres ne manque point à signer de son nom sur le registre de visite, trop heureuse si on ne l'a pas reconnue à temps (comme à Blenheim chez la duchesse de Marlborough) de produire son effet tardif et de faire courir après elle. Elle savoure ces égards, ces empresses et ces hommages, dont le goût reviendra encore, après quarante ans, à l'octogénaire qui rédige ses mémoires.

D'abord la passion de s'instruire la conduit au jardin botanique de Curtis, au Museum que dirigent Paradice et Planta, surtout à la Chambre des Communes, spectacle si nouveau pour un Français et qui donne la clé de la constitution anglaise. Contre l'usage, les députés admettent la gouvernante aux honneurs d'une séance, à condition qu'elle ne mène aucune femme avec elle : lord Inchiquin l'introduit avec cérémonie. La tragédie chôma l'été : on donne pour elle une représentation d'*Hamlet*. Le prince de Galles, dont la maison était alors transportée à Brighton, lui offre une fête chez lord Gordon : la comtesse admire sa figure et reste sous le charme d'un sourire, le plus agréable qu'elle eût jamais vu. La Reine la fait mander à Windsor par son lecteur et la garde plus de deux heures en audience particulière. Le jardinier de Kew a ordre de la fournir de plantes et de graines rares, et l'institutrice enrichit son herbier à plaisir. Le 10 juillet, jour de sa fête, n'a-t-elle pas reçu de lord Mansfield une corbeille pleine de roses mousseuses ? Cette fleur nouvelle l'enchantait et elle se promet d'en importer en France le premier plant.

Burke, qu'elle ne connaît que de nom, vient la prendre à Londres pour la conduire à sa maison de campagne, où elle rencontre Windham et le chevalier Reynolds, le grand peintre à la mode. Elle accorde deux jours à l'Université

d'Oxford, où elle s'enquiert du plan d'études et s'arrête au retour à Strawberry Hill, le prieuré gothique de H. Walpole. Elle tient à regarder la fameuse galerie de tableaux, mais il pleut et fait si noir qu'elle peut à peine distinguer une toile. La visite — deux heures au plus — se passe en conversation. L'hôte, si prévenu qu'il soit à l'égard de la « poule de Rousseau », subit le charme de la voyageuse. Il la trouve agréable, elle lui paraît avoir été jolie. Il attendait une pédante, aussi précieuse qu'affectée ; il entend une femme d'esprit, qui joint le naturel à la raison⁴. Le lendemain 23 juillet, M^{me} de Genlis repartait en hâte à son devoir.

Cette femme extraordinaire avait trouvé le temps, parmi ce tourbillon de courses et de visites, de travailler la déclamation anglaise et d'apprendre d'un bijoutier l'art de façonner de jolis ouvrages en perles collées. En chemin elle avait dévoré force ouvrages anglais, non sans relever l'orgueil mal-séant de ces auteurs insulaires, qui affectaient le mépris des écrivains du continent, surtout des nôtres, trop faciles ceux-là pour ne pas louer tout de la nation et de l'art de ces injustes voisins. Pourtant elle n'avait pas résisté à l'envie de faire ses dévotions à la mémoire de Richardson, plus glorieuse en France qu'en Angleterre. Elle fléchissait la sauagerie du gendre, M. Bridget, qui lui entre-baillait sa porte. Elle s'asseyait dans le jardin, sur le banc légendaire dont le bras droit s'ouvrait pour former écritoire : là l'auteur de *Paméla* composait et rédigeait durant la matinée. Elle s'inclinait dans l'église de Sainte-Bridge sur la tombe du touchant moraliste, simple dalle où, prosternée, M^{me} de Tessé avait gémi et pleuré toutes ses larmes, l'année précédente. Bien qu'elle eût refusé la tâche de traduire littéralement *Paméla*, d'après un manuscrit original qu'il lui offrait, Bridget ne manquait pas à la promesse de lui envoyer la copie en miniature du portrait en pied qu'elle avait contemplé et qui lui avait rappelé la figure de Milton.

M. et M^{me} Forth avaient entouré la voyageuse de prévenances et d'amitiés : leur obligeance avait facilité cette bril-

⁴ Lettres à la comtesse d'Ossory, 4 et 23 juillet 1785.

lante tournée où l'institutrice montrait partout l'impatience de retourner à son devoir. Elle essuya en gouverneur courageux une véritable tempête, « une des plus terribles que l'on ait vues dans le détroit », pour regagner Saint-Leu en fête (27 juillet). Le duc de Chartres remercia vivement N. P. Forth du soin qu'il avait pris de M^{me} de Genlis. « Tous les jours, je vous ai des obligations nouvelles, lui écrivait-il de Brighton le 25 juillet, et tous les jours ma reconnaissance augmente. »

Les voyages du prince en Angleterre avaient ralenti leur correspondance, mais non la suite des commissions dont le duc chargeait son ami, dans l'intervalle de ses allées et venues. Forth était à Londres son véritable fondé de pouvoirs, mandait les ouvriers et les fournisseurs, examinait et payait les mémoires, ce que le comte de Joinville trouvait le plus difficile outre-Manche, car, dans sa dissipation, il ne manquait pas d'ordre : il tenait à régler ses comptes chaque semestre. Aucune lettre qui n'indique quelque emplette ou quelque paiement, sinon quelque opération de banque ou quelque spéculation. Voilà bien le prince, modernisé, embarqué dans la finance, et dont le ton devient net, bref, quand il s'agit d'affaires à traiter ; voilà au vrai l'anglomane qui s'équipe au dehors, sans trop songer au commerce français. Il est vrai que nombre de marchandises que Forth lui procure : aiguilles à coudre, flanelle, gants, serrures, pilules, chapeaux, cristaux, baromètre, etc... sont exceptées des arrêts prohibitifs pour la bonne raison que l'industrie du royaume ne saurait les fournir¹.

Les commissions du prince ont trait le plus souvent à ses écuries et à ses équipages ; il est le fidèle client de Howard, le sellier-carrossier. Chaque saison, ses jockeys passent la Manche pour acheter des chevaux, et il finit même par installer chez lui à Portland Place un homme sûr, avec mission d'acheter des chevaux de carrosse à mesure qu'il en trouverait, car il était fort difficile de s'en procurer en France.

A l'Angleterre encore le duc de Chartres demandait son

¹ Arrêt du Conseil concernant les marchandises étrangères prohibées dans le royaume, 17 juillet 1785.

peintre, pour faire le portrait qu'il désirait échanger avec le prince de Galles, en gage d'amitié. C'est sans doute pendant son premier séjour de 1785 qu'il posa devant Reynolds ; en août le portrait était terminé et il en commandait la bordure. Reynolds réclamait bon prix de sa toile : deux cent cinquante guinées, somme que Forth et les amateurs jugeaient un peu forte, mais le prince en passait par là. Libre à l'artiste de faire graver son œuvre, mais à ses frais ; le duc ne voulait rien donner ni gagner sur cela : une ou deux douzaines d'estampes est tout ce qu'il en souhaitait. Il pria son correspondant d'en faire faire une copie en buste par « le peintre de son ami » ; s'il en était content, il lui commanderait une « copie en entier ». Dès que le dessin pour la gravure serait achevé, Forth devait porter le portrait original chez le prince de Galles, en lui rappelant, de la part du duc de Chartres, qu'il lui avait promis le sien⁴.

Ce portrait, aujourd'hui retiré dans une des salles de Hampton-Court, après avoir été endommagé dans l'incendie de Carlton-House, passe pour l'un des chefs-d'œuvre de Sir Joshua Reynolds. Le duc de Chartres a grand air dans le somptueux costume de colonel général des hussards qu'il porte avec aisance : tel, il pouvait figurer sans désavantage dans la demeure du prince qui se vantait d'être le plus bel homme de l'Europe. Debout, tourné vers la droite et le visage de trois quarts à gauche, campé sur la jambe droite et appuyant sur l'autre le talpach de fourrure qu'il retient par le plumet blanc, il a rejeté négligemment sur l'épaule sa pelisse rouge, bordée de martre. Le grand cordon bleu ciel du Saint-Esprit barre le dolman bleu sombre aux brandebourgs d'or. De la manche au parement rouge, doublée d'une dentelle mousseline, sort une main fine et grasse. La jambe est belle dans la botte molle de cuir rouge que bat le sabre à la hongroise. La taille déjà épaisse, que comprime une ceinture-écharpe, garde de l'élégance, grâce à la tête que le peintre a rapetissée à dessein pour atténuer la bouffissure des traits et l'enluminure du visage. Ce nez charnu, cette bouche sen-

⁴ Forth ne remit le tableau au prince de Galles qu'à la fin de mars 1786.

suelle, ce plein visage bourbonien respirent la satiété, proche du dégoût de la vie. Le front haut, dégarni de cheveux comme les tempes, accuserait quelque orgueil sans la douceur du regard, qui, fixe, joue la fermeté. Derrière le tertre qui sert de piédestal au personnage, se montre un cheval fougueux que retient l'ordonnance, cheval géant à l'œil et aux naseaux pleins de feu, digne de porter ce puissant cavalier. Pour fond un ciel d'orage ; de l'horizon encore lumineux, chassent les nuages qui, dominant de leur masse grisâtre la tête du prince, font retentir les tons accordés à merveille¹.

Pour ce bel homme de trente-huit ans la quarantaine a sonné d'avance. A peine rappelle-t-il le prince juvénile que nous présentait, dix ans plus tôt, le tableau de Lepeintre, (1776), gravé par Saint-Aubin en 1779². Le voici venant rendre visite à sa femme qui, assise sur un sofa, tient sur ses genoux leur dernier-né, le duc de Montpensier, tandis que Valois s'accroche au bras maternel. Tête nue, les cheveux noués en queue, le duc de Chartres porte l'habit ouvert avec le grand cordon en sautoir, culotte courte et bas de soie. Il s'incline avec grâce et tendresse, le chapeau à la main, tandis qu'à ses pieds aboie un petit chien. De Lepeintre à Reynolds ont passé dix années de dissipation et d'excès, de caprices et de déconvenues. Ce quadragénaire alourdi a gaspillé sa jeunesse comme sa fortune. Il devra en ménager les restes et bientôt combattre l'obésité menaçante par le sévère régime des jockeys.

Pour l'ami du prince de Galles, l'Angleterre demeure la patrie de la liberté individuelle, le paradis des chevaux et des joueurs. Il y débarque, comme un écolier en vacances, heureux d'avoir laissé à Dieppe ou à Calais le fardeau de son rang et d'y trouver un public bienveillant qui lui sait gré de ses goûts britanniques. Un paquebot anglais, *le Duc de Chartres*, demande en juillet 1785 l'accès régulier au port du Hayre. Mais ces goûts ne s'affirment guère que dans ses écuries et ses équipages. Il se garde de suivre, pour sa part,

¹ GRUYER, *La peinture au château de Chantilly. Ecoles étrangères*, p. 317.

² Bibl. Nat. Est. Collect. Hennin, n° 9.589 et Collect. de Vinck, n° 5.751.

les extravagances du prince de Galles et, quand il adopte les chapeaux et les vêtements de campagne d'outre-Manche, c'est en les francisant et parce qu'ils répondent à ce besoin de simplicité qui entraînait alors notre mode masculine. L'un des premiers, il quitte l'habit à la française pour le frac, le chapeau sous le bras pour le chapeau rond, l'épée au côté pour la canne, les hauts talons pour les souliers plats. La simplicité élégante de sa mise ne surprend-elle pas les Anglais, à sa première venue à Londres, au printemps de 1783 ? Ils en étaient restés au petit-maître de Louis XV, type arrêté du gentilhomme français qu'ils bernaient toujours sur leur théâtre, tandis que le luxe et la parure éclataient sur leurs costumes de ville à proportion qu'ils déclinaient sur les rives de la Seine.

Cependant le duc de Chartres avait vu de ses yeux les élections anglaises de 1784 ; il avait assisté, dans ces jours d'orage, aux séances passionnées du Parlement, au tumulte de la rue. Il avait été témoin de l'opposition ouverte du prince de Galles et des grandes familles du parti whig. Ces spectacles réveillaient en lui, sans nul doute, la tradition frondeuse, toujours latente chez les cousins de la branche régnante et au Palais-Royal en particulier. Louis XVI et ses ministres prévoyaient juste en redoutant pour le jeune prince l'exemple des libertés anglaises. Devenu duc d'Orléans, le duc de Chartres imitera le prince de Galles lorsqu'en plein Parlement il osera se lever et protester, malgré la timidité ordinaire aux princes, contre le lit de justice tenu par le Roi (19 novembre 1787). Ses souvenirs d'outre-Manche l'aideront à traverser avec quelque insouciance les premières journées révolutionnaires. C'est alors que le parti de la Cour lui fera grief d'une anglomanie politique, alors qu'il n'aura jamais été, à la suite de plusieurs autres, qu'un anglomane d'écurie et de turf.

Cet anglomane, que sa condition de prince du sang mettait malgré lui en vedette, joignait au sens de la mesure trop d'amour-propre pour copier servilement les modes et les usages du dehors. S'il avait installé à Monceau, près de sa petite maison, la Folie de Chartres, une écurie toute anglaise,

le jardin qu'il avait demandé au talent de Carmontelle rompaît avec le genre anglais proprement dit, dont le Moulin-Joli de Watelet et le jardin d'Auteuil de M^{me} de Boufflers avaient donné le modèle. A l'exemple de son voisin Boutin, le receveur général des finances, qui, d'un terrain aride et plat, avait fait surgir Tivoli, jardin pittoresque, au désordre artificiel, machiné comme un décor, le duc de Chartres avait voulu avoir le sien, plus magnifique et plus extraordinaire encore, qui surpassât tous les autres, sans ressembler à aucun.

Son désir de nouveauté laissait libre cours à l'ingéniosité de Carmontelle. Le prince s'accordait avec l'artiste pour penser que nos jardins, loin de singer ceux d'outre-Manche, devaient répondre à nos fortunes, à nos mœurs, à nos goûts, à notre climat, si différents de leur voisinage. Carmontelle ne reconnaissait qu'un mérite au jardin anglais : celui de nous avoir donné l'idée de varier le nôtre, jusque-là figé dans la régularité et la symétrie. Il se piquait de s'affranchir de cette nation qui passait le rouleau sur tous les gazons et gâtait la nature qu'elle invoquait « en y montrant partout l'art compassé du jardinier sans imagination ». Ces pelouses sans fin, d'un vert uniforme, n'étaient bonnes qu'à attrister les âmes françaises qui recherchent des impressions douces, vives, gaies. Point de jardins de penseurs : il s'agit de plaire, d'amuser, de retenir par la diversité des objets qui changent d'eux-mêmes, selon l'heure du jour, et varient d'effets sous la lumière. Les promeneurs de Carmontelle sont des gens prompts à l'ennui qui bailleraient bientôt dans la franche campagne, sans les plaisirs de société. Il leur faut du divertissement, des travestis comme à l'Opéra : d'où l'idée d'un jardin à tableaux, décoratif, scénique, qui donnât l'illusion à la porte de Paris « de tous les temps et de tous les lieux » et variât les climats en faisant oublier le ciel réel¹.

Sur 47 arpents dont il disposait, à la barrière du Roule, dans la plaine de Clichy, l'artiste juxtaposa donc, entassa pavillons et fabriques, tous les sites, toutes les scènes que le

¹ CARMONTELLE, *Jardin de Monceau*, Paris, 1779; et Prospectus de l'ouvrage, Paris, 1778.

prince avait rencontrés, soit sur ses terres, soit dans ses voyages ou qu'il avait entrevus en idée. Face à l'entrée principale, rue de Chartres, un portique chinois ouvrait le jardin ; sur la droite, une galerie couverte menait au pavillon bleu, d'où l'on passait au pavillon transparent, puis au pavillon jaune, enfin à travers les serres chaudes, à un autre pavillon chinois, orné de glaces peintes en arabesque. Le jardin d'hiver, vaste féerie, dont les troncs sculptés et coloriés supportaient les vitraux et la voûte peinte en ciel, recélait une grotte profonde donnant accès au pavillon blanc, pièce semblable à une tente, toute tendue de toile blanche bordée de perse, et qui formait point de vue. Dans ce labyrinthe dont seul un itinéraire, à défaut de plan, pouvait donner l'idée, l'on marchait de surprise en surprise : ruines du temple de Mars, moulin à vent hollandais, château d'eau du domaine, laiterie aux parois de marbre blanc, aux vases de porcelaine, bois des tombeaux, pyramide égyptienne, vigne italienne sur un coteau que présidait Bacchus, cirque ou naumachie, vaste bassin ovale où se mirait une gracieuse colonnade corinthienne, pont de bois peint en gris et en noir, d'où l'on apercevait une tente tartare, le temple de marbre et le fameux jeu de bague chinois, renfermé dans une île, en avant du pavillon principal. Autant de décors ou tableaux, animés de figurants en costume, qui, dessinés et gravés, formaient dix-sept vues et estampes, propres à garnir des boîtes d'optique.

Bien que ce champ d'illusions fût bordé d'un simple fossé qui élargissait l'horizon, les critiques reprochaient à Carmon-telle d'avoir resserré trop d'objets sur trop peu d'espace. Il priait qu'on ne regardât pas son œuvre du dehors, mais du dedans et par la belle saison, quand la verdure, formant les masses et divisant les plans, favorisait la magie. De quoi s'agissait-il ici ? D'une simple fantaisie où le prince ne cherchait qu'un bref passe-temps. En deux heures, on l'avait parcourue pas à pas. Si l'artiste avait retranché tels objets et effets, il eût diminué la variété et partant l'agrément ; s'il avait dispersé davantage ces pavillons et ces spectacles sur un domaine plus étendu, il eût fallu s'y promener à cheval ou

en calèche. « Lorsqu'on ne compte pas rencontrer dans ce qui appartient aux princes les plus grands efforts de l'art, observait Carmontelle avec une pointe de dépit qui répondait aux boutades du duc, on espère y voir au moins des choses peu communes, et cependant on y blâme ce qu'on y désire : la nouveauté. »

Cette fantasmagorie, entreprise au printemps de 1773, grevait le budget princier. Dès janvier 1775, on disait que la dépense dépassait le million. Les ouvrages, les travaux, les fournitures ne cessaient pour Monceau ; les mémoires s'entassaient par liasses. L'entretien, les remaniements, l'extension du domaine, qui englobait peu à peu les propriétés voisines, multipliaient les frais. Carmontelle, le crayon à la main, se plaisait à parcourir son œuvre, toujours cherchant, toujours combinant de nouveaux effets. Il croyait employer des moyens neufs, variés, imprévus : il ne faisait que mêler les genres. Tandis qu'aux abords du pavillon principal verdoyait encore le style régulier anglais, les vives couleurs de nos anciens parterres se réveillaient au cœur du parc : jardin jaune, jardin rose, jardin bleu, marais de fleurs. Mais dans l'ensemble, et malgré quelques souvenirs bric-à-brac de l'antiquité classique, la chinoiserie l'emportait, avec un souci d'irrégularité agreste, chinoiserie transmise, il est vrai, par la Hollande et l'Angleterre, et dont l'architecte anglais Chambers venait d'enseigner la théorie dans sa *Dissertation sur le jardinage de l'Orient* (1772). A la fin de juin 1775, le duc de Croÿ, qui s'y entendait, trouvait plaisir à examiner du dehors, le long des blés, ce singulier jardin de Monceau : « C'est le vrai ton riche chinois et une décoration de la Chine réalisée », approuvait-il. C'est à titre de parc à la chinoise que Marie-Antoinette faisait copier l'œuvre de Carmontelle pour la reproduire à Trianon ; la seule réduction en plâtre du jeu de bague coûta 4.246 livres¹. Néanmoins, Monceau continuait à figurer dans les almanachs comme jardin à l'anglaise et son maître de passer pour le plus intraitable des anglomanes.

Cependant le duc de Chartres, toujours vif sur les nouveautés, se mettait en frais pour les ballons, et ce mécénat, digne d'un prince du sang, tournait encore à sa déception. A l'hippomanie, sœur aînée de l'anglomanie, avait succédé la manie des ballons, toute française celle-là. Les progrès de la physique et de la mécanique avaient ramené naturellement les chercheurs au problème du vol des oiseaux et de la navigation aérienne qui avait toujours tourmenté les esprits hardis. La guerre avec l'Angleterre, qui se poursuivait sans décision, surexcitait les inventeurs. Qui donc trouverait le moyen d'atteindre cette rivale, invincible sur mer ?

Le mécanicien Blanchard s'était vanté, au printemps de 1782, d'avoir construit un bateau volant, capable de fendre l'air comme un vaisseau l'océan. Le duc de Chartres, si friand de vitesse et de voyage, n'avait pas manqué de l'encourager avec Monsieur et le comte d'Artois. Le 5 mai 1782, la foule assiégeait la rue Taranne où Blanchard, hôte de l'abbé de Viennoy, faisait une simple démonstration de son appareil. L'ouverture de la nouvelle salle de la Comédie-française n'attirait pas plus de monde, ni plus de voitures. Blanchard avait remis irrévocablement sa première expérience aux premiers jours de juin : il devait lever l'ancre de Pantin et cingler en un clin d'œil vers les jardins du Raincy, où l'attendrait le duc de Chartres, qui lui avait promis mille louis, s'il atterrissait sain et sauf¹. Mais l'expérience manqua, et les railleurs, qui retournaient facilement l'enthousiasme du public déçu, firent huer et chausonner le présomptueux inventeur.

Au printemps suivant, les expériences d'Annonay, réussies par les frères Montgolfier, remuaient de nouveau les imaginations, et la lutte s'engageait pressante, sous les yeux de Paris et du Roi, entre la montgolfière et le ballon du physicien Charles qui prenait aussitôt l'avantage. C'est au Palais-Royal, au café du Caveau, que l'aujas de Saint-Fond organisait une souscription publique : tout souscripteur d'un billet à un écu aurait droit à trois places dans l'enceinte, lors de l'ascension. *Le Globe*, ainsi construit par souscription,

prenait son essor du Champ de Mars et disparaissait dans un nuage, suivi des yeux par la multitude, immobile sous la pluie battante (27 août). Le 11 septembre, l'artiste peintre Deschamps lançait le premier ballon de baudruche, ancêtre d'un jouet charmant qui prit alors les formes les plus grotesques ou les plus scandaleuses : un beau jour, le duc de Chartres faisait mettre sous la serviette de ses invités des ballonnets phalloïdes qui, s'échappant et survolant la table, mettaient la compagnie en gaieté.

Le public, qui s'était passionné pour ces premiers essais à ballon perdu, délira quand la montgolfière, construite chez Réveillon, emporta du jardin de la Muette nos premiers voyageurs aériens : Pilâtre de Rozier et le marquis d'Arlandes (21 novembre 1783). Le vent indiquait la route que devait suivre la machine, et des courriers postés purent la suivre et la rejoindre lorsqu'après un vol de vingt à vingt-cinq minutes elle descendit dans un champ, près des Trois Moulins, à une portée de fusil de la Salpêtrière. Le duc de Chartres, après avoir assisté les navigateurs au départ, avait rivalisé avec les courriers. Passant le bac vis-à-vis des Invalides, il suivit l'aérostat ventre à terre et arriva juste à temps, derrière le comte de Laval, pour complimenter les héros et prendre soin de Pilâtre, dont la redingote aussitôt mise en pièces avait dû fournir le peuple de reliques.

Quelques jours après, Charles et Robert cadet effaçaient le souvenir de ce bref voyage par un vol de deux heures, dans un char triomphal, bleu et or, suspendu à un globe de taffetas fort lisse, découpé en losanges rouges et jaunes du plus joli effet (1^{er} décembre). Ils s'élevaient du parterre des Tuileries à 1 h. 40 malgré l'ordre du Roi qui, circonvenu à la dernière heure, avait défendu au nom de l'humanité, d'exposer derechef des vies précieuses, car Versailles et la Cour, le duc et la duchesse de Polignac en tête, tenaient pour les montgolfières, tandis que la Ville et le Palais-Royal tenaient pour les charlottes ou carolines. Mais Charles, au départ, s'est réconcilié publiquement avec Montgolfier en le priant de couper le fil du petit ballon d'essai : le duc de Cumberland et les grands seigneurs qui l'entourent ont servi d'écuyers de

main aux aéronautes, et la duchesse de Bourbon en personne a tranché le dernier lien de la superbe machine. Une centaine de cavaliers s'élançant pour la suivre au plus près, grâce aux relais disposés avec soin. Le globe, arrivé à la hauteur de Monceau, planait puis, au gré d'un vent modéré, traversait la Seine entre Saint-Ouen et Asnières, survolait Gennevilliers, et franchissant de nouveau le fleuve près d'Argenteuil, cinglait vers le Vexin. Le duc de Chartres et le duc de Fitz-James, vainqueurs de ce rallye-ballon, survinrent au moment même où les aéronautes dressaient le procès-verbal de leur descente, à dix lieues de Paris environ, entre Nesle et Hédouville, avec le témoignage des curés voisins. Le prince et son compagnon mettaient leur signature au bas du document et écoutaient avidement le récit de Charles.

« Ce n'est pas tout, Monseigneur, je m'en vais repartir. — Comment repartir ? — Vous allez voir. Il y a mieux : quand voulez-vous que je descende ? — Dans une demi-heure. — Eh bien ! soit, Monseigneur, dans une demi-heure, je suis à vous ». Robert descendit du char et Charles repartit seul, comme un trait, à plus de quinze cents toises ; mais, ballotté par des courants contraires, il eut la plus grande peine à redescendre, à une lieue du premier atterrissage, après trente-cinq minutes d'angoisse. L'impression de cette folle course fut telle qu'il ne devait plus se hasarder dans l'air.

Le duc de Chartres, se jouant de la distance, rapportait le procès-verbal et le remettait le soir même au *Journal de Paris*, en sorte que, dès le lendemain 2 décembre, toute la capitale informée s'entretenait de l'événement.

Un peuple immense attendait Charles à sa porte pour l'acclamer. Il revenait simplement par la diligence, avec son compagnon, à 5 h. et demie du soir et recevait les compliments et les bouquets des poissardes. Puis il se rendait au Palais-Royal pour remercier le duc de Chartres : la Fayette lui-même l'y menait dans son carrosse. La foule s'amassait alentour ; quand Charles sortit, les plus enthousiastes coururent le prendre jusque sur l'escalier, l'enlevèrent et le portèrent en triomphe jusqu'à la voiture. Ils eussent dételé les chevaux et l'auraient reconduit à bras, à l'anglaise, si les

plus sages n'avaient observé qu'il fallait respecter le carrosse du marquis de la Fayette.

A huit heures du soir, le globe qui, après avoir été vidé et plié, avait cheminé sans dommage, rentrait à Paris triomphalement par le faubourg Saint-Denis ; la lueur des flambeaux et l'acclamation populaire l'escortaient jusqu'à la place des Victoires¹.

Le maître du Palais-Royal, qui s'était tant démené autour des aéronautes, ne recueillait pour sa part le moindre brin de laurier, le moindre mot d'approbation. On l'eût gouaillé plutôt. Quelques jours après, raconte l'abbé de Véri, l'on parlait de ce voyage aérien devant la famille royale, dans le moment d'une consultation des médecins. Un courtisan, pour flatter l'antipathie du Roi, voulut ridiculiser le duc de Chartres en le surnommant le *jockey des globes*. Un médecin, mandé de Paris et encore neuf à la Cour, osa dire son mot : « Ne vaut-il pas mieux courir après une curiosité aussi intéressante que de courir toute la journée après des cerfs ? » Un silence général et profond suivit cette réflexion : chacun sentit la critique de cette passion de la chasse, si enracinée chez les princes et surtout chez le Roi.

Le voyage de Charles autorisait tous les espoirs. L'air semblait tout près d'être conquis et l'amour-propre national rimait aussitôt ce quatrain :

Les Anglais, nation trop fière;
S'arrogent l'empire des mers ;
Les Français, nation légère,
S'emparent de celui des airs.

La nation se flattait de précéder cette fois dans la navigation nouvelle nos éternels rivaux. Maintes tentatives vont se succéder l'année suivante dans nos plus grandes villes : Lyon, Dijon, Marseille, Strasbourg, Rouen, Bordeaux, Versailles auront chacune leur aérostat et leurs aéronautes ; 1784 est l'année de la fièvre ballonnière. Le ciel, cette année-là, est affronté par mille montgolfières ou ballons perdus. Cha-

¹ Bach., 3 déc. 1783.

cun s'offre une expérience à bon marché : c'est la marotte publique que la police doit réfréner. Ces petites montgolfières transportent avec elles leur réchaud ; une éponge imbibée d'esprit-de-vin, et les propriétaires redoutent pour leur toit ces engins incendiaires. Une ordonnance de police du 23 avril 1784 régleme cette nouvelle circulation : défense de fabriquer ou de lancer des ballons emportant des réchauds, des artifices ou autres matières en flamme ; ordre de déclarer toutes les machines aérostatiques destinées à voler. Seront seuls autorisés à prendre l'air, au jour et à l'heure fixés, les aéronautes reconnus.

Les dames, pour s'initier à l'aéronautique, s'attardent aux cours de physique et de chimie ; leurs rubans proclamaient le parti qu'elles avaient embrassé : Charles ou Montgolfier ! Le duc de Chartres devance tous les amateurs. Le succès de Charles et de Robert l'engage aussitôt à posséder son ballon ; sa caroline, et dès janvier 1784, les frères Robert se mettent à l'œuvre à Saint-Cloud. Ils construisent un ballon cylindrique de 52 pieds de long, terminé par deux hémisphères de trente pieds de diamètre : le taffetas, enduit sur ses deux faces de gomme élastique, était le plus fort qui se fabriquât. Les expériences précédentes avaient prouvé que l'aérostat peut trouver un soutien dans l'air : il s'agissait maintenant de le diriger. Les constructeurs comptaient diriger leur machine avec de larges rames ou ailes de taffetas que commandait un long levier à un bout de la galerie, tandis qu'à l'autre bout était adapté un fort gouvernail. Au printemps, le ballon devait être transporté à Calais : le prince comptait entreprendre le passage de Calais à Douvres, voire le voyage de Londres¹. Il attendait avec impatience l'achèvement de cette grande machine qui lui coûtait, dit-on, quarante mille livres.

Le moment venu, le physicien Charles, qui ne se fiait pas à cet appareil de direction, ne voulut pas garder la responsabilité de l'expérience. Il déclara que l'aérostat ne valait pas mieux que l'autre et que c'était un jeu d'enfant de recommencer la même chose. Pourtant le prince persistait à vouloir y

Métra, 27 janv. 1784 ; *Courrier de l'Europe*, 13 févr.

monter. A la veille de l'essai, on annonça que les aéronautes iraient simplement dîner à Villers-Cotterets, à quatorze lieues : M^{me} de Lamballe parlait de les accompagner. Le gros temps endommagea le ballon et retarda encore le lancement attendu.

Le bruit avait couru que le départ aurait lieu enfin le mardi 13 juillet au matin, et la foule des curieux, venus dans la nuit à pied ou en voiture, emplissait le parc de Saint-Cloud. Dès quatre heures, deux mille carrosses stationnaient en longues files. Mais une barrique de gaz détona, desouda les tuyaux et blessa aux mains les frères Robert. Force fut de remettre l'aventure au surlendemain jeudi 15 juillet. Nombre de gens ne quittèrent pas la place et, à l'aube du grand jour, l'affluence, massée sur le terrain en amphithéâtre qui permettait à tous de voir, faisait elle-même un spectacle extraordinaire.

Une fois gonflé et équipé, le ballon, d'un volume trois fois plus considérable que la caroline des Tuileries, fut transporté de l'Orangerie dans le parc, sur la place dite des quatre-vingts jets, aux applaudissements de l'assistance saisie par la majesté de cette machine. Les jeunes femmes des frères Robert tenaient à droite et à gauche deux des cordes qui la retenaient. A huit heures, les deux pilotes et leurs beaux-frères s'embarquèrent ; puis le duc de Chartres monta à son tour en saluant l'assemblée qui répondit par des acclamations. Les Suisses, les travailleurs et les premiers rangs du public masquaient la vue de la galerie : on leur cria de se baisser ou de s'asseoir. Alors ils mirent un genou en terre et l'aérostat s'élança, parmi ces hommes prosternés. Les aéronautes, dans leur crainte de donner contre les arbres, jetèrent trop de lest, le prince tout le premier, et le ballon, happé par la nue, disparut en moins de trois minutes. Quarante minutes après, on l'apercevait dans sa rapide descente. On apprenait bientôt qu'ils avaient atterri dans le parc de Meudon, après avoir rasé l'étang de la Garenne. Une femme, qui gardait des vaches, s'était enfuie épouvantée à leur approche ; plus hardi un enfant, attrapant le grelin lancé par le prince, leur avait permis de débarquer à sec. Le

duc, aussitôt rejoint par un des jockeys qu'il avait envoyés en station sous le vent, enfourchait son cheval et arrivait à Paris à neuf heures un quart, le premier des courriers pour tirer d'inquiétude la duchesse de Chartres¹.

La *Gazette de France* ne souffla mot de ce voyage manqué qui donnait trop à jaser aux badauds. Construire une superbe machine pour voler juste quarante-huit minutes, de Saint-Cloud à Meudon, cette disproportion des préparatifs au résultat n'échappait pas au ridicule. La malveillance eut tôt fait d'expliquer cet insuccès ; si après leur beau départ, les aéronautes étaient descendus piteusement, c'est que le prince, pris de froid et de peur, avait demandé à regagner la terre.

Au vrai, il avait gardé tout son sang-froid et accompli lui-même la manœuvre de salut. L'aérostat, soudain emporté et enveloppé dans les nuages, tourbillonnait sous le vent qui le secouait avec fureur. Les voyageurs durent sacrifier aussitôt leur appareil de direction qui offrait trop de prise à la tourmente. Spectacle horrible ! « Une mer de nuages informes, se roulant les uns sur les autres », semblait leur ôter l'espoir de revenir jamais à terre. Toute leur machine, de plus en plus secouée, faisait entendre de sinistres craquements. Les cordes de soie qui suspendaient le ballon intérieur (nouvel organe imaginé pour assurer à volonté la montée ou la descente sans aucune déperdition de gaz), se rompirent ; libre, ce ballon tomba sur la soupape et la boucha, précipitant encore l'ascension. En vain ils tentèrent avec un bâton de repousser ce funeste engin qui crevait avec le fracas d'un canon... Les frères Robert, effrayés du danger où s'était exposé un prince du sang, trop confiant en leurs talents, n'avaient plus leur tête : l'un deux s'écria : « Monseigneur, nous sommes perdus ! — Il doit cependant y avoir quelque chose à faire, riposta le duc. — Oui, c'est de percer le ballon — En quel endroit ? — Où vous voulez ! » Le prince saisit un des étendards et perça par deux fois l'aérostat qui se déchira d'environ sept à huit pieds. Ils descendirent aussitôt, jetant du lest pour modérer la vitesse de leur chute. Personne ne fut blessé :

¹ Bach., 16 juillet; *Nouv. extraord., Courrier de l'Europe*, 23, 27, 30 juillet.

des six bouteilles pleines qu'ils avaient simplement posées sur le plancher de la galerie, une seule se trouva cassée¹.

Le public malicieux préféra en croire les vaudevilles et les brocards. On avait chanssonné le prince avant, d'après le mot de M^{me} de Vergennes qui avait observé que le duc de Chartres s'embarquait dans l'air, « apparemment pour se tenir au-dessus de ses affaires » ; on le moqua bien davantage après. Il fut admis que la bravoure lui avait fait défaut au ciel comme sur mer et qu'il ne valait rien sur aucun élément. Ses ennemis aux aguets, prompts aux allusions malignes, ne manquèrent pas une occasion de le mortifier. Un soir qu'il assistait à une représentation de *Zémire et Azor*, le public applaudit à tout rompre, en se tournant vers la loge du prince, cette ariette de la scène 4 du second acte :

Plus de voyage qui me tente !
Je veux mourir vieux, si je puis.
Je ne serai plus qu'une plante
Et je prends racine où je suis.
Passe encore pour aller sur terre,
C'est un plaisir quand il fait beau !
Passe encore pour aller sur l'eau,
Quoique je ne m'y plaise guère.
Mais voyager sur les nuages
Et voir là-bas, là-bas, là-bas,
La terre s'enfuir sous ses pas...
Cela dégoûte des voyages :
La tête tourne d'y penser.
Je ne veux plus recommencer.

Le duc essaya d'abord de faire bonne contenance ; mais il ne put y tenir et se retira, tandis que l'on criait *bis* à l'acteur qui n'osait reprendre le couplet².

Il fit présent à l'Académie des Sciences du ballon de Saint-Cloud, qui n'avait point souffert de l'aventure. Il en coûtait deux mille écus rien que pour le remplir de gaz. Aussi la compagnie comptait-elle le garder simplement parmi les machines curieuses, sans en faire aucun usage.

¹ Relation des frères Robert (Métra, t. 16, p. 330 sq.).

² Bach., 17, 21 juillet ; 4 et 13 août.

Il est dommage qu'à l'exemple du physicien Charles, le duc de Chartres, saisi par l'impression du grand danger qu'il avait couru, n'ait point voulu recommencer, comme dans la chanson. Ses compagnons, les frères Robert, repartis des Tuileries le 19 septembre suivant, réussissaient à tenir l'air pendant six heures quarante minutes et, le 7 janvier 1785, Blanchard franchissait la Manche sur son vaisseau volant, de Douvres à Guines.

Mais comment le prince eût-il mis fin aux quolibets, puisque les plus hardis aéronautes mêmes n'échappaient point à la moquerie ? Devant le monument élevé en son honneur dans la forêt de Guines, Blanchard, après avoir mesuré le diamètre et la hauteur du socle, s'écriait : « Messieurs, je ne crains plus, grâce à vous, le persiflage et la calomnie : il faudrait cinquante mille rames de libelles pour masquer sur toutes ses faces la colonne que vous m'avez érigée ». La conduite du public, à l'égard de ceux qui risquaient leur vie dans ces aventures aériennes, justifiait le dédain que le duc de Chartres professait pour l'opinion. Contre quelques enthousiastes, l'on comptait nombre de sceptiques toujours prêts à gouailler. La masse, toujours moutonnière, se rangeait avec les uns ou avec les autres, selon le succès de la tentative. Les frais en étaient le plus souvent couverts par souscription ; et, le jour venu, les souscripteurs exigeaient qu'elle se fit, quel que fût l'état de l'atmosphère. Ils en voulaient pour leur argent, au jour dit, et n'acceptaient point de remise. Malheur aux inventeurs dont la machine ne s'enlevait pas ! Les spectateurs, se croyant dupés, envahissaient l'enceinte et écharpaient l'aérostat, sinon les pilotes. Le 11 juillet 1784, deux aéronautes malheureux, l'abbé Miollan et le sieur Janinet, échappaient à grand peine à la fureur populaire : puis les quatrains et les calembours achevaient sans pitié leur défaite.

L'expérience de Saint-Cloud n'éveillait la rancune d'aucun souscripteur. Mais elle fournissait un trop facile prétexte à ridiculiser l'entrepreneur du Palais-Royal. Le vaisseau *le Saint-Esprit* et *la Caroline* de Saint-Cloud furent accolés désormais par dérision dans le blason calomnieux du prince.

Le combat d'Ouessant et l'ascension du 15 juillet 1784, ces deux meilleures journées de sa vie, lui ont valu les sarcasmes les plus acharnés. Jamais encore pourtant aucun prince du sang ne s'était aventuré sur mer ni en plein ciel : « hasardeux et de sang-froid dans un ballon et de bon exemple à Ouessant, quoi qu'on en dise », écrivait en 1793 le prince de Ligne, l'admirateur de Marie-Antoinette, à l'un de ses correspondants qui désirait savoir son opinion, alors même que la haine était le plus déchaînée contre la mémoire du régicide.

Par cette injustice renouvelée, l'opinion méritait peut-être le mépris que le duc de Chartres affectait trop pour elle. Mais cette déconsidération auprès des badauds ne dépassait point la Cour et la Ville. Le peuple parisien, inaccessible aux libelles et aux médisances de société, restait indulgent aux fantaisies du prince.

« ... Le duc de Chartres, presque aussi longtemps qu'il eut parmi nous ce nom, avoue Montjoie¹, ne fut pas mésestimé du public². Ses défauts et ses vices n'excitaient ni le mépris ni la haine. Les Parisiens, le voyant sans cesse parmi eux, le rencontrant dans tous leurs spectacles, dans toutes leurs promenades publiques, partout où il y avait un grand concours, lui savaient gré de se rapprocher ainsi continuellement de la multitude ; ils le chérissaient, ils le couvraient de leurs applaudissements ; il était, pour ainsi dire, le seul de nos princes qu'ils semblassent apercevoir. »

Ses folies mêmes ne profitaient-elles pas au commerce de la capitale ? La sévérité populaire allait plutôt au comte d'Artois, dont les prodigalités portaient davantage, semblait-il, sur le Trésor public. A celui-ci et à la famille royale s'adressait l'impopularité qui laissait alors moins de traces écrites, tandis que la déconsidération dont souffrait le duc de Chartres, inscrite dans les nouvelles et les papiers du temps, s'est reflétée de là dans l'histoire.

¹ *Op. cit.*, I. 68.

² Entendre ici le gros public, la foule, non le public mondain.

CHAPITRE XII

LES DERNIÈRES ANNÉES DE LOUIS-PHILIPPE LE GROS

Il n'est pas jusqu'aux brouilleries, semées par M^{me} de Montesson entre le père et le fils, qui n'alimentent la chronique aux dépens du duc de Chartres. Tous les incidents, inévitables entre belle-mère et beau-fils, se tournent contre lui : il récolte tous les torts.

Le duc d'Orléans, embourgeoisé, n'occupait plus guère les novellistes que par ses accès de fièvre-quarte, ses complaisances pour son épouse sans titre et ses boutades contre son fils. A peine reparaissait-il à Versailles pour les cérémonies du nouvel an, du jeudi saint et de la Pentecôte. En 1783 et 1784, il n'assiste qu'au chapitre du Saint-Esprit, le lundi de la Pentecôte. En 1785, il se montre davantage : il est présent au lavement des pieds le 24 mars, au chapitre du Saint-Esprit, le 15 mai et, le 17 mai, au baptême du duc d'Enghien, son petit-fils. Il restait huit mois de l'année à la campagne, soit à Sainte-Assise, chez sa femme, soit au Raincy où il retrouvait son plus grand plaisir, la chasse, avançant volontiers son départ et retardant son retour à Paris où il vivait retiré dans son hôtel de la Chaussée d'Antin.

Il représentait sous Louis XVI une survivance de cette époque Louis XV, qu'on avait condamnée dans l'esprit du jeune Roi comme le règne même de l'immoralité ; aussi ne se sentait-il plus à l'aise à la Cour, où pourtant sa bonhomie et sa facilité lui ménageaient toujours le meilleur accueil. Il était resté hautement l'ami de Choiseul, le plus grand ministre à ses yeux que la France eût jamais connu. Patriote, il aurait

presque partagé les préventions populaires. Il supportait impatiemment l'anglomanie, et ce sentiment l'eût rapproché de Louis XVI, s'il n'eût d'abord désapprouvé la guerre d'Amérique qu'il jugeait injuste dans son principe¹.

Ainsi il n'était plus duc d'Orléans que sur l'*Almanach Royal*; ne pouvant faire que sa femme fût déclarée princesse, il s'était fait à la lettre M. de Montesson. Resté prince du sang, ne lui eût-il pas fallu paraître seul en public, partant renier chaque fois l'épouse qui souffrait tant de rester clandestine. Son histoire n'est plus que celle de sa femme.

M^{me} de Montesson devait tenir le rôle difficile d'épouse sans titre. Humble comme une maîtresse, elle eût été moquée; haute comme une épouse légitime, elle eût été haïe; sa patience, sa raison parvinrent à l'asseoir dans cette situation scabreuse de déclassée. Elle n'était pas princesse, elle n'était plus marquise : elle fut *Madame* tout court, comme M^{me} de Maintenon. Elle rejeta même son nom de veuve et, par lettres patentes discrètement enregistrées sur requête au petit jour le mardi 28 août 1781, fut autorisée à procéder tant dans les tribunaux que dans les actes et contrats volontaires sous ses seuls noms de Charlotte-Jeanne Béraud de la Haye de Riou, dame de la baronnie de Saint-Port². Elle finit par gagner la bienveillance presque générale, mais en tirant avec elle son gros prince en marge du monde officiel, hors des tracasseries de l'étiquette.

Pour le retenir et toujours à l'exemple de M^{me} de Maintenon, elle le tourna vers les œuvres et la dévotion. Dès l'automne de 1775, il obtenait l'établissement d'une paroisse, annexe de Saint-Roch, dans son quartier de la Chaussée d'Antin, qui serait desservie par les Capucins du faubourg Saint-Jacques³. Le lundi 15 septembre 1783, ces Pères quittèrent en procession le couvent de Saint-Honoré pour se rendre dans leur nouveau monastère, construit par Brongniart non loin de l'hôtel du duc d'Orléans. L'église conti-

¹ M^{me} de Montesson, Lettres à l'abbé Maury, *Rev. rétrosp.*, 2^e série, t. 7, 1836.

² *Arch. Nat.*, X^{1a} 8.834, f^o 183.

Bach., 21 oct. 1775, 21 et 23 oct. 1778,

guë et ouvrant sur la rue avait été bénite par l'archevêque de Paris le 20 novembre 1782.

Sensible par complexion, le prince, qui avait mérité du chevalier de Boufflers le surnom de « montagne de bonté », pratiquait naturellement la bienfaisance. Bon an, mal an, il y employait deux cent vingt mille livres, répandues sur ses terres, en particulier sur celle de Saint-Port qu'il choyait et vivifiait et sur sa capitainerie du Raincy, où il adoucissait la rigueur des lois pour la chasse.

Pour l'amuser et prévenir en lui le regret de son rang, M^{me} de Montesson s'ingénia à rassembler tous les agréments d'un luxe de bon goût. Elle tint donc grand état, mais sans faste, groupant autour d'elle une sorte de cour.

La considération qu'on refusait à la princesse vint à la maîtresse de maison. Depuis que la haute société s'était émiettée en compagnies intimes, en coteries, Paris ne comptait plus guère, comme grandes assemblées, que les dîners du maréchal de Biron et les vendredis de la duchesse de la Vallière. L'hôtel de la rue de Provence fut une des dernières maisons de l'Ancien Régime, un des derniers refuges de la politesse française¹. La salle de spectacle y était aussi simple qu'agréable : un rang de loges circulaires, qu'occupaient les dames de la maison, cernait l'amphithéâtre de forme ovale. Ce théâtre de société primait sur tous les autres, non seulement par le rang et le talent des acteurs, par l'éclat de l'assemblée, mais par le choix même des pièces et leur mise en scène. L'Anglais d'Hele, Marmontel, le Fèvre le dirigèrent successivement. Il donnait jusqu'à deux ou trois représentations par semaine, et comme il jouait durant le carême, tandis que les théâtres publics étaient clos, et qu'il présentait des nouveautés, hasardant même des pièces refusées par la censure comme le *don Carlos* de le Fèvre (mardi 22 avril 1783), chacun à la Cour comme à la Ville souhaitait d'y être admis. Les saisons d'hiver, de 1777 à 1780, y furent particulièrement brillantes. Le duc d'Orléans, le vicomte de Gand, les frères de Ségur, le comte d'Onézan, M^{me} de Montesson, la

¹ LÉVIS, *Souv. et portr.*, Paris, 1813, p. 248.

comtesse de La Marck, la marquise Ducrest composaient l'illustre troupe. Le prince partageait avec sa femme le goût des planches. Il avait acheté au printemps de 1775 la superbe collection dramatique rassemblée par Pont-de-Veyle, l'une des plus complètes connues ; il jouait les rôles de paysan et de financier avec sa rondeur ordinaire ; il se surpassa dans le personnage de Forlis, des *Dehors trompeurs* de Bussy, et dans celui de Freeport, de l'*Ecossaise* de Voltaire. Sa femme, en comprimant son embonpoint, tenait l'emploi de jeune première, avec moins d'art que d'adresse¹.

Ce théâtre de société était surtout destiné à produire les œuvres de la maîtresse de maison. M^{me} de Montesson ne se contentait pas d'être actrice. Elle grillait de se faire applaudir comme auteur non-seulement sur son théâtre, mais encore à la Comédie-Française. C'était là le faible de cette femme, ailleurs si judicieuse, et par où elle donnait prise aux envieux, qui guettaient l'occasion de la mortifier. Comme elle avait obtenu chez elle des succès de déférence, elle se crut de taille à réussir sur une grande scène. Le jeudi 5 mai 1785, les Comédiens Français annonçaient la première représentation de la *Comtesse de Chazelles*, comédie en cinq actes et en vers, que l'acteur Molé avait présentée à ses camarades sans en nommer l'auteur. Mais le bruit public désignait M^{me} de Montesson, et les gens de la cour se promettaient d'assister en force à cette première. Le duc d'Orléans flairait quelque cabale : il était venu tout exprès à Paris et attendait dans les transes les nouvelles qu'on lui apportait d'acte en acte. Au troisième, la pièce était sifflée, et le lendemain tout Paris en blâmait l'immoralité. Un véritable conseil littéraire se tint rue de Provence. Le marquis de Montesquiou, le maréchal de Duras, le comte de Bissy, Suard opinèrent. Suard seul conseillait de tenter une seconde représentation : l'auteur, se rangeant à l'avis général, eut la sagesse de retirer sa pièce, mais elle voulut la faire imprimer pour en appeler du parterre au lecteur². Femme de lettres désignée parmi celles qui

¹ *Corresp. de Grimm*, mars 1777, avril 1778 et 1780 ; Bach., 10 mars, 16 avril 1775 et 18 avril 1783.

² *Corresp. de Grimm*, mai 1785.

devaient composer la section féminine de l'Académie française, projetée par d'Alembert, elle s'était déjà offert les joies de l'édition. Dès 1772, elle avait réuni quatre pièces en deux volumes in-8°. De 1782 à 1785, elle faisait tirer à douze exemplaires par Didot l'aîné ses œuvres complètes (soit douze comédies, deux tragédies et quelques mélanges), en huit volumes grand in-8° sur papier d'Annonay. Aucun ne fut vendu. Consciente de son rang qui ne lui permettait point de courir les risques des auteurs vulgaires, elle les distribua à ses amis sous le titre d'*Œuvres anonymes*.

Le duc d'Orléans ne connaissait plus qu'un souci : épargner à *Madame*, cette femme nerveuse et sensible pour la santé de qui il tremblait sans cesse¹, toute déception littéraire ou mondaine. Mais, même dans cette retraite de la Chaussée d'Antin, les rigueurs de l'étiquette atteignaient parfois l'épouse sans titre. Sans doute avait-elle par deux fois en avril 1778 la gloire de compter Voltaire parmi les spectateurs de son théâtre. Elle le recevait dans sa loge avec le duc d'Orléans ; et comme l'illustre vieillard pliait le genou, elle le relevait en l'embrassant, le cajolait et lui disait d'une voix attendrie : « Voilà le plus beau jour de mon heureuse vie ! » Mais elle souffrait qu'on remarquât chez elle l'absence de la famille royale, de la maison de Condé, de certains ambassadeurs, et, jusqu'à la donation du Palais-Royal, du duc et de la duchesse de Chartres. Le 4 juin 1782, le comte et la comtesse du Nord acceptèrent de se rendre à la fête que leur offrait le duc d'Orléans. Mais ils se bornèrent à paraître au spectacle, le comte, sous prétexte d'indisposition, se retira avant le magnifique souper de fraises qui leur avait été préparé : par respect pour l'étiquette, ils ne crurent pas pouvoir manger chez M^{me} de Montesson².

Du moins à la campagne, en voyage, où l'étiquette fléchissait, la vie redevenait possible et le duc d'Orléans respirait. Il se sentait à l'aise à Chanteloup, où l'on ne chicanait pas sa femme sur son titre de princesse. La duchesse de Choiseul se félicitait de son hôte avec M^{me} du Deffand : « Je suis fort

¹ Bach., 22 sept. 1782.

² M^{me} D'OVERKIRCH, *Mém.*, 4 juin, 2 juillet 1782 ; Bach., 6 juin 1782.

contente de mon gros prince. Il est très bon homme. Je ne le vois que pour faire sa partie de trictrac ou le voir jouer au biribi, tandis que je joue au pharaon : le reste du temps, il chasse ou se promène. Il paraît content de tout ce qu'il voit ou de tout ce qu'il fait. Il a le mérite de laisser l'âme en paix. Sa chaste et modeste épouse est douce, polie, réservée jusqu'à la contrainte ; elle remplit son cœur et il remplit sa tête ; cela leur suffit à l'un et à l'autre et à moi aussi¹. » Ce fut un séjour flatteur que M^{me} de Montesson fit à Brieune en 1783. Le comte de Brieune la traita en princesse, la petite ville prit le ton d'un Versailles en miniature, et le souvenir de ces fêtes resta dans la mémoire des élèves de l'École Militaire. Le duc d'Orléans et sa femme présidèrent à la distribution des prix : Bonaparte et son camarade Bourrienne obtinrent le prix de mathématiques, et la tradition veut que M^{me} de Montesson ait couronné le futur Consul qui devait lui rendre sa fortune². — Le prince Henri de Prusse, qui avait figuré rue de Provence en 1782, ne dédaignait point de s'arrêter, sur la voie du retour à Sainte-Assise, les 4 et 5 novembre 1784. Le duc d'Orléans prenait plaisir à causer avec lui de choses militaires. Quel gré ne lui savait-il pas de cette halte que notait la Gazette de Leyde !

Pour sa femme il eût acheté toutes les complaisances. Il eût passé par tous les projets de son fils, pourvu que le duc de Chartres se montrât aimable envers sa belle-mère. Il écrivait de Sainte-Assise le 8 juin 1781, à de Mary, secrétaire de ses commandements au Palais-Royal :

... Je doute fort, d'après ce que m'a dit mon fils et la manière dont il s'y prend, que l'Opéra revienne jamais au Palais-Royal ; il croit s'entendre en affaires et n'y entend rien du tout. Il est ici, et toutes les duchesses, d'une manière charmante pour Madame : c'est toujours cela de gagné dont il faut jouir. Le reste est tant pis pour lui³.

Dans sa discrète ténacité, M^{me} de Montesson ne désespérait

¹ De Chanteloup, 20 juin 1779.

² BOURRIENNE, *Mém.*, éd. Garnier, I, 23; Georgette DUGREST, *op. cit.*, I, 41.

³ *Rev. des autogr.*, V^{me} G. Charavay, janv. 1902.

pas de lasser avec le temps l'impitoyable étiquette. Son rêve eût été de recevoir la Reine chez elle, ne fût-ce qu'un instant. Marie-Antoinette passait sous les fenêtres de Sainte-Assise quand elle se rendait par eau à Fontainebleau. En 1784, Sa Majesté consentait à emprunter pour son voyage le yacht du duc d'Orléans, mais ne lui faisait point la grâce de se reposer dans le château de sa femme. Le 10 octobre 1785, la Reine s'embarquait à Choisy, sur une magnifique galiote, construite et ornée pour son plaisir, et qui, halée par seize chevaux, devait remonter la rivière jusqu'à Valvins. La veille de ce départ arrivait à Sainte-Assise une caisse et une lettre adressées à M^{me} de Montesson ou en son absence à M^{gr} le duc d'Orléans. La caisse contenait un très beau filet de gaze, garni de guirlandes en fleurs et tissu d'or et d'argent. Il mesurait cent quatre-vingts aunes de long, de quoi barrer le fleuve pour prendre galamment au passage la royale sirène et l'obliger à la halte. Le duc d'Orléans, se méfiant, retourna le tout au lieutenant de police, avec prière de le rendre à l'envoyeur. Monsieur, à cette nouvelle, se trahit, en s'écriant d'un ton piqué : « Avec tout leur esprit, qu'ils sont bêtes à Sainte-Assise¹ ! »

L'existence que M^{me} de Montesson avait arrangée à son mari pouvait passer pour « le chef-d'œuvre des jouissances sociales² » puisque, de sa condition princière, il ne retenait plus que les avantages. Avait-il jamais assumé lui-même la moindre affaire, la moindre responsabilité ? Vingt-quatre ans durant, il s'était reposé sur son chancelier, l'abbé de Breteuil, de la lourde administration de la Maison ; quand ce fidèle serviteur mourut, il se trouvait déjà remplacé par Bellisle, son adjoint en survivance, que le duc avait présenté à Leurs Majestés dès le 21 janvier 1781. Le prince fainéant ne prenait même pas la peine d'écrire les lettres qui devaient être de sa main. Mandant ses ordres à de Mary en mars 1781, il lui recommandait de répondre au roi d'Angleterre, George III, comme à l'ordinaire, et d'adresser ses condoléances à quelque princesse. « Ces lettres doivent être de ma main, observait-

¹ Bach., 26 oct. 1785.

² M^{me} DE CHASTENAY, *Mém.*, I, 93.

il ; par conséquent il faut qu'elles soient écrites et signées en contrefaisant mon écriture, comme cela s'est toujours fait, et je parafe la minute que vous m'apporterez¹. »

Mais la quiétude du bonhomme dépendait encore de ses enfants, qui rappelaient plutôt, par leur impatience à porter le joug des mœurs, l'indépendance d'esprit et la franchise d'allures de leur mère. Si le duc de Chartres avait rencontré la femme tendre et docile qui lui convenait, sa sœur était entrée au Palais-Bourbon dans l'antre de la noise². Le ménage de sa fille était devenu aussitôt pour le duc d'Orléans une source de tracas, qui avaient même précédé les embarras financiers de son fils.

Le duc de Bourbon, *l'Amoureux de quinze ans*³ à peine, qui avait dû enlever sa femme au lendemain d'un mariage prématuré, n'avait pas tardé à la négliger pour les filles de l'Opéra et les dames de son entourage. Toute mignonne et pimpante, la jeune duchesse n'avait qu'un tort, celui d'être de six ans l'aînée de son mari. Cœur tendre, mais tête vive, elle n'entendit pas être dupe. Jalouse et curieuse par jalousie, elle épia, compta les infidélités de l'époux. Des scènes violentes dans l'intimité, des éclats en public, et (après la naissance du duc d'Enghien, 2 août 1772, qui ne changeait rien à la manière d'être du père), les coquetteries et les intrigues auxquelles s'abandonnait la duchesse, par ennui autant que par dépit, désunirent sans retour les deux époux. Dans l'été de 1773, la jeune femme gardait à peine une illusion de bonheur. « Je vois approcher le 1^{er} août, mon cher papa, avec bien du plaisir, écrivait-elle de Chantilly où elle se sentait comme reléguée. Je me fais une fête de me retrouver avec vous et dans un lieu qui vous appartient. Si je ne vous eusse jamais quitté, je n'aurais pas éprouvé tous les chagrins que j'ai eus et dont je ne suis peut-être pas quitte... » Elle se retournait vers son père, qui appartenait à sa belle-mère (car à Villers-Cotterets comme à Chantilly régnaient tous les inconvénients du

¹ *Rev. des autogr.*, V^o G. Charavay, déc. 1901.

² M^{me} DE CHASTENAY, *Mém.*, I, 95.

³ Comédie de Laujon, jouée le jeudi 18 avril 1771 par les Comédiens Italiens.

veuvage), vers son frère, qui lui rendait gentiment sa tendresse, autant que le permettait sa légèreté et son plaisir, vers son amie la vicomtesse de Laval, qui éprouvait sa part de chagrins conjugaux. Quelques lettres, interceptées alors par le cabinet noir¹, nous montrent dans le tête-à-tête les deux amies, le frère et la sœur, le père et la fille. Aucun ne perd à cette divulgation : le sentiment de famille, si humain, si nôtre, qui les possède, nous touchera toujours. Mais seule la princesse nous retient, nous attache, en se peignant elle-même avec une rare sincérité, en découvrant à notre surprise, parmi ces ombres frivoles, une réelle personnalité digne d'un souvenir.

Cette petite Mademoiselle d'Orléans apparaît à la fin de l'Ancien Régime comme l'extrême fleur de la Maison, formant bouquet à elle seule des vertus, des talents et des défauts du lignage. L'éducation sérieuse, qu'elle recevait à l'abbaye de Panthémont par les soins de la marquise de Barbantane et de M^{me} Esmangart, lui rendait le fonds de piété et de vertu qui avait armé ses aïeules et réveillait chez elle tous les talents et les curiosités qui avaient orné le Régent. Bonne et gourmande comme son père, mais entière comme sa mère et son frère et friande à leur exemple d'imprévu et de divertissement, aussi faible et indécise qu'eux tous, voire même un peu fantasque, elle devait se réfugier, au bout de ses erreurs et de ses chagrins, dans la dévotion et le mysticisme de son grand-père, Louis le Génovéfain. Par charité, elle y joindra, volontiers guérisseuse, le goût et la pratique des sciences occultes, magnétisme et mesmérisme, et professera par renoncement le républicanisme².

Le charme de cette figure originale lui vient d'une franchise toute unie. Elle se laisse voir telle qu'elle est, se livre, se confesse sans fard dans l'inconstance de ses esprits, avec la netteté, la sincérité d'un miroir. Sa grâce défie l'impudence ; elle épanche par écrit ces aveux les plus intimes qu'on ne murmure qu'à soi-même dans le secret de la cons-

¹ Aff. Etr., *France*, 319.

² M^{me} d'Oberkirch, confidente de la duchesse, l'a peinte avec sympathie. *Mém.*, t. II, p. 15 sq.

cience. La simplicité, la transparence de cette âme princière forcent l'estime la plus rêche.

La voici à sa toilette, étudiant son visage, ses mines et son humeur, toute sa personne des pieds à la tête, cherchant le secret de retenir un mari aussi maussade que volage. Elle reconnaît qu'elle loge en elle deux sœurs jumelles, inséparables et cependant contraires, malgré leur ressemblance, « deux mensonges en une vérité », la duchesse des bons jours et celle des mauvais jours. L'une, dans sa gaité folâtre, faisait vaioir de jolis traits, beaux yeux bruns aux larges paupières, sourcils dessinés au pinceau, bouche petite et vermeille, nez mutin, menton à fossette et les beautés menues d'un corps délicat, vif et lesté : gorge bien faite, bras ronds, mains blanches et adroites, petits pieds, jambes de biche. Elle respirait toute la vertu d'un cœur aimant, prodiguait sans y penser les dons d'un esprit droit, pénétrant et piquant, déployait maints talents : elle dansait, jouait du forte-piano et de la harpe, chantait, dessinait et peignait, jouait la comédie et surtout l'opéra-comique, avec sentiment. Ainsi, sans qu'elle fût belle au physique ni parfaite au moral, elle captivait et faisait tourner les têtes.

Mais, sous la piqure de la méfiance ou de la jalousie, à la moindre déconvenue, les yeux d'un brun foncé devenaient durs, le teint s'échauffait, bourgeonnait et toute sa personne, enlaidissant à vue d'œil, déplaisait dans le détail autant que dans l'ensemble. Les talents, raidis, sentaient la prétention, sa conversation tournait à l'aigre. Il ne restait plus qu'une étourdie tranchante, bizarre, farouche, insociable, prête à devenir la fable des gens sensés, bref « l'être le plus désagréable par sa figure et le plus insupportable par son caractère et son esprit », se rendant compte de cette alternative, et d'autant plus morose ou sémiillante qu'elle souffrait ou jouissait de la métamorphose ¹.

« Vous me demandez des nouvelles de mes esprits, écrivait-elle à sa confidente le 29 août 1772. J'en suis assez contente aujourd'hui ; peut-être que demain, il n'en sera pas de

¹ *Corresp. entre M^{me} de B. [Bourbon] et M. R. [Ruffin] sur leurs opinions religieuses*, Barcelone, 1812-1813.

même. Vous savez qu'ils sont rarement deux jours de suite dans le même état... » Trompée dans l'amour ardent qu'elle portait à son mari, les inconséquences de son humeur ne firent que croître. Plutôt que d'endurer son indifférence, elle s'attache à provoquer son aversion. Elle exige avec éclat le congé de M^{me} de Canillac, sa dame d'honneur et son amie, qui avait répondu au caprice du duc de Bourbon. Le jeune prince cède, mais quelle rancune ! « Je lui pardonne son ressentiment, avouait la duchesse à son père, et comme j'avais calculé dessus en me l'attirant, il ne m'étonne ni ne m'afflige ». Cette animosité féminine se réveillait au bal de l'Opéra (mardi gras 1778), lorsque l'amie trahie apercevait sa rivale au bras du comte d'Artois et suscitait l'orage de cour qui troublait tout Paris et eût prolongé le scandale, sans le rappel de l'ambassadeur d'Angleterre, qui faisait événement dès le lendemain.

Après avoir eu d'abord raison dans le fond, la duchesse se donnait tort dans la forme. Bientôt même, elle violait à son tour la foi conjugale. Dans une société toute au plaisir et à la galanterie, cette tendre jeune femme à l'abandon se trouvait à la merci des consolateurs. « Je crains en même temps que je désire de me détacher de M. le duc de Bourbon, observait-elle le 29 novembre 1774. Je ne puis trop définir l'état actuel de mon âme : il me semble qu'il n'est pas fait pour durer et que quelque événement m'en fera sortir. Je ne sens pas que ce doive être quelque chose d'heureux. » Par ennui et besoin d'affection autant que par dépit, elle fit l'expérience du caprice avec le chevalier de Coigny, dit-on (1773), celle de l'amour avec le chevalier de Roquefeuil, (1775), fils aîné du vicomte de Roquefeuil, son écuyer et chevalier d'honneur, chef d'escadre et ancien gouverneur du prince de Lamballe. Elle comptait vingt-cinq ans ; il en avait dix-huit, vrai chérubin dont elle fixa la jeunesse. Elle-même a dépeint, à l'approche de la soixantaine, les délices du romanesque amour, dont elle avait goûté les douceurs et les délicatesses plus que les emportements et les fureurs¹. Une tradition de famille prétend même qu'une fille serait née de

¹ *Opuscules ou Pensées d'une âme de foi sur la religion chrétienne*, [Barcelone], 1812.

cette liaison, Adélaïde-Victoire Damassy, celle-là même que la princesse maria, vers mars 1792, avec Joseph-Antoine Gros, secrétaire de ses commandements.

Mais ce bonheur était traversé de remords, de contretemps, de soupçons, de trop justes alarmes. Garde-marine, enseigne, puis lieutenant de vaisseau pour sa belle conduite au combat de la *Surveillante* (6 octobre 1779), Alexandre de Roquefeuil se noya le 22 août 1785 dans le port de Dunkerque, en regagnant sa corvette *la Cérés*. L'amère douleur de la duchesse de Bourbon, son désespoir dans sa solitude morale ne s'apaisèrent qu'au sentiment de la grâce divine.

Alors le duc de Bourbon, « votre hibou » écrivait le duc de Chartres à sa sœur, « l'homme des bois » disait elle-même la duchesse, avait déjà rompu publiquement avec une épouse décidément trop spirituelle pour ses goûts et trop inconmode à ses libertés. Homme de cheval, chasseur et danseur, il tenait de préférence dans la comédie les rôles muets. Pourtant à l'automne de 1780, il avait consenti à apprendre avec son père et M^{me} de Monaco un proverbe de la composition de la duchesse, quand chacun s'aperçut, au lendemain de la représentation, qu'il s'était joué lui-même. Ce père noble, dominé par une femme autoritaire qui n'était point sa légitime épouse, n'était-ce point le prince de Condé, soumis à M^{me} de Monaco ? Le jeune seigneur, épris d'une fille de peu qui, tout en acceptant sa flamme, gardait un perruquier pour amant, n'était-ce point le duc de Bourbon, alors lié avec la Michelot, qui (selon la fable publique) chérissait encore son coiffeur ?

Cette fois, le ressentiment du mari dépassa ce qu'avait escompté la malice de l'épouse. La duchesse de Bourbon avait été passer quelques jours à Paris ; elle se disposait à regagner Chantilly, quand elle reçut du duc cette lettre brutale comme un congé. « Il est inutile, Madame, que vous preniez la peine de venir nous trouver, parce que vous déplaitez autant à mon père qu'à moi et à la société¹. » (28 octobre 1780)

Révoltée sous l'outrage, la duchesse voulut se retirer aus-

¹ Arch. Bast., 10.169, f° 472.

sitôt chez son père qui tenta d'abord une conciliation. Cette querelle de ménage fut portée devant Maurepas, devant le Roi lui-même. Mais les deux parties étaient trop animées l'une contre l'autre. D'ailleurs le duc de Bourbon, par dérision pour l'épouse légitime et en témoignage de la fidélité de sa maîtresse, osait faire baptiser sous son nom la fille que venait de lui donner M^{lle} Michelot, dite Mimi. L'enfant était tenu sur les fonds baptismaux par le maréchal de Soubise, grand-père du jeune duc, au nom et à l'insu de M^{lle} de Condé ¹.

Le duc d'Orléans dut donc négocier, bien à regret, la séparation du ménage si mal assorti : il fallut convenir de la pension que la Maison de Condé devrait verser à la jeune femme pour qu'elle pût tenir son rang, des visites que la mère pourrait rendre à son fils, le petit duc d'Enghien. C'est alors que le chef de la Maison d'Orléans écrivit à la duchesse de Polignac cette requête, qui atteste à la fois la haute faveur de la nouvelle duchesse et la posture de sollicitateurs où en étaient réduits les princes du sang.

du Raincy, ce samedi au soir [9 décembre 1780].

Vous m'avez accoutumé, Madame la Duchesse, à compter sur votre amitié : je la réclame encore dans ce moment si important pour moi, puisqu'il va décider du sort de ma fille. La Reine m'a témoigné tant de bonté et d'intérêt dans cette circonstance que c'est en elle que je fonde tout mon espoir.

J'ai eu l'honneur de l'instruire des conditions que j'ai cru devoir présenter à M. le Prince de Condé : Elle les a approuvées. Son suffrage a ajouté un grand poids à ma propre opinion, je ne puis donc ni ne dois retrancher aucun point de mes demandes.

Dans la conversation que j'ai eue hier avec M. le Prince de Condé il m'a dit que l'état de ses affaires ne lui permettait pas de donner à ma fille les cinquante mille livres de rente que j'exige qu'il ajoute à ses biens dont il lui rend la jouissance, mais en même temps il est convenu que le Roi devait être notre arbitre. M. de Maurepas s'est chargé de prier Sa Majesté de nous accorder une audience mardi prochain. Il faut que le terme soit aussi rapproché pour que je puisse me déterminer à importuner la Reine dans un moment si pénible pour son cœur². Mais je connais trop sa bonté

¹ Bach., 16 nov. et 1^{er} déc. 1780.

² La nouvelle de la mort de Marie-Thérèse (29 nov.) était parvenue le 7 déc. au matin.

pour n'être pas certain qu'Elle voudra bien disposer le Roi à décider par ses ordres le Prince de Condé.

Il faut, Madame, que j'entre avec vous dans quelques détails : pardon de vous causer cet ennui. Le revenu de ma fille ne monte qu'à deux cent trente huit mille livres de rentes (y compris la pension du Roi), déduction faite des impositions et des charges. Les dépenses indispensables auxquelles elle sera obligée annuellement sont fort au delà de ce revenu et rendent absolument nécessaire le supplément de cinquante mille livres de rente que je demande à M. le Prince de Condé.

Il prétend que le mauvais état de ses affaires le force à le refuser, il en doit mettre la preuve sous les yeux du Roi ; mais il faut convenir qu'il est à peu près le maître de dire sur cela ce qu'il lui plaira.

Sans discuter sur ce point, il est un moyen de subvenir par les bontés du Roi, sans que M. le Prince de Condé puisse se plaindre. Sa Majesté lui doit un dédommagement pour la suppression des droits casuels de la charge de Grand Maître ; le Roi ne pourrait-il pas lui accorder une somme au-delà de celle qui lui appartient à toute rigueur et, sur la totalité du traitement, Sa Majesté lui ordonnerait de payer à Madame la Duchesse de Bourbon cinquante mille livres de rentes effectives qu'elle toucherait sur ses quittances au trésor royal. Il est à présumer que, indépendamment de la circonstance actuelle, le Roi lui accorderait un traitement plus favorable que celui qui lui appartient strictement. Il ne s'agit donc que de faire tourner cet arrangement au profit de ma fille dont le malheur doit inspirer de l'intérêt à Sa Majesté.

Celui que la Reine a eu la bonté de me témoigner pénètre mon cœur de la plus sensible reconnaissance, et j'ai espoir qu'elle ne m'abandonnera pas dans une occasion où mon bonheur est essentiellement lié à celui de ma fille. Servez-moi d'interprète auprès de Sa Majesté, Madame ; soyez persuadée de la tendre amitié que j'ai pour vous et du plaisir que je trouve à vous en renouveler l'assurance.

L.-PHIL. D'ORLÉANS.

Il est encore un point qui intéresse vivement ma fille et dont le cœur sensible de la Reine sentira bien l'importance. M. le Prince de Condé consent qu'on lui mène son fils une fois par semaine, mais il ne veut pas qu'elle le vienne voir au Palais-Bourbon, excepté dans le cas de maladie. Elle désire que cette liberté lui soit rendue. Je puis bien être garant qu'elle n'en abusera pas et je ne puis consentir à une restriction aussi dure qu'humiliante⁴. »

⁴ Inédit. Bibl. Nat. Mss. Nouv. acq. fr. 21.448.

Cette lettre était toute de la main, sinon du style, de M^{me} de Montesson et le prince avait ajouté d'une grosse écriture, lourde et appuyée :

« De l'humeur de goutte, qui me trotte dans la tête et qui me fait beaucoup souffrir, m'oblige à me servir d'une autre main : j'espère qu'elle ne vous paraîtra pas étrangère. »

Le mardi 12 décembre 1780, une audience royale terminait l'affaire : les deux pères écrivaient, sous la dictée du monarque, les conditions de la séparation et signaient séance tenante. Le duc d'Orléans les avait obtenues telles qu'il les désirait, « à cela près de l'argent dont je n'ai que la moitié de ce que j'avais demandé ». Le duc de Bourbon rendait à sa femme les 200.000 livres de rente qu'elle lui avait apportées, lui versait une pension de 25.000 livres et lui fournissait l'argenterie, les meubles et les équipages nécessaires à son rang. Il se chargeait de toutes les dépenses concernant l'entretien et l'éducation du duc d'Enghien, que la mère serait libre de voir soit à Paris, soit à Saint-Maur. Si l'enfant tombait malade, elle serait avertie aussitôt, mais on ne le lui enverrait qu'une fois la semaine, et elle ne pourrait le mener au spectacle qu'avec la permission paternelle.

La séparation ne faisait plus mystère. Le duc d'Orléans, qui ne se souciait pas de garder sous son toit une princesse authentique qui avait le pas sur M^{me} de Montesson, s'occupa sans délai d'acquérir une maison pour la duchesse de Bourbon. Celle-ci, pour sa part, préférait l'indépendance ; elle s'installait peu après pour l'hiver dans l'ancien hôtel de Clermont qui occupait rue de Varenne l'emplacement actuel de la rue Barbet de Jouy ; pour l'été, elle disposa des terres et du château de Petit-Bourg. Son père lui en consentait le bail à vie, le 25 décembre 1783, le jour même où il les acquérait du marquis de Ray pour 660.000 livres ¹.

Restait au duc d'Orléans l'obligation d'assurer le sort des trois enfants qu'il avait eus de Marquise. Sa passion pour M^{me} de Montesson ne lui avait pas ôté le souvenir de cette

¹ Arch. Nat., X⁴⁴ 9.181.

filles droite, discrète, prudente, qu'il avait faite dame de Villemomble avec une belle existence : deux cent mille livres de rente, un hôtel à Paris (à l'angle de la rue de Grammont et du boulevard des Italiens) et un château à Noisy-le-Sec. Les entours du duc s'étaient pris à regretter Marquise, qui méritait l'éloge pour la sagesse qu'elle apportait à l'éducation de ses enfants. Un dessin de Carmontelle nous la représente dans l'intimité le jour de sa fête, le 26 décembre 1781, entourée de ses deux fils en soutane et de sa fille qui tiennent chacun une fleur à la main. Elle est assise dans son cabinet, en toilette du matin ; sa figure franche aux traits masculins est rehaussée par l'édifice des cheveux relevés en natte sur le front et retombant en boucles derrière l'oreille ¹. L'aîné, Louis-Etienne de Saint-Farre, placé à gauche, la main dans celle de sa mère qui lui désigne un livre ouvert, montre une mine poupine, épanouie, éclairée de malice, tandis qu'à droite le cadet Louis-Philippe de Saint-Albin, moins aimable, ferme à demi ses yeux à la chinoise. Leur sœur Marie-Perrine d'Auvilliers (dite M^{lle} de Villemomble), jumelle de ce dernier, s'efface derrière le fauteuil de sa mère sur l'épaule de laquelle repose sa main droite. Son visage, d'un ovale un peu long mais assez régulier, succombe sous l'énorme échafaudage de plumes, de gazes et de fleurs qu'imposait alors la mode. A cette date, elle avait déjà donné une fille Louise-Philippine-Fortunée au comte de Brossard, premier écuyer du duc d'Orléans, qu'elle avait épousé trois ans auparavant.

Ses frères étaient voués au célibat de par leur bâtardise. « Ces espèces-là ne se mariaient pas », avait déclaré rudement Louis XIV au comte de Toulouse. En 1781, le duc d'Orléans, malade et voulant mettre ordre à ses affaires, manda le comte de Saint-Farre, dont la majorité venait de sonner, et l'invita à s'engager dans les ordres ecclésiastiques. Le jeune homme répondit qu'il lui ferait plus d'honneur comme marin ou comme soldat. Mais le prince insista, affirmant « qu'un refus lui donnerait la mort. » Emu, l'autre se résigna à « sacrifier plus que sa vie : sa liberté, mais à condi-

¹ COMBROUSE, *Mon. de la Maison de France*, Paris, 1856, pl. 48 et 49.

tion qu'il ne serait astreint à aucune tenue, devoirs ou pratiques ecclésiastiques. » Le père y consentit et sur-le-champ le fils s'engagea, fut fait sous-diacre.

Le surlendemain l'abbé de Breteuil s'en fut demander, de la part du prince et pour son fils naturel, une abbaye au ministre de la feuille. Mais celui-ci se retrancha derrière la règle qu'aucun abbé, de quelque condition qu'il fût, ne pouvait posséder la moindre abbaye avant d'être prêtre. Sans doute le clergé et le public admettraient-ils une exception en faveur d'un fils du duc d'Orléans, mais au moins fallait-il qu'il fût reconnu comme tel. Or il ne figurait point sur l'*Almanach Royal*. Depuis Louis XIV, aucun acte parlementaire n'avait constaté la reconnaissance d'un bâtard ; le Régent lui-même n'avait pas légitimé le fils qu'il avait eu de M^{lle} Florence, danseuse à l'Opéra. Louis-Philippe le Gros l'avoua en soupirant à son cher Saint-Farre : « Mon enfant, tu sais que je t'aime de tout mon cœur ainsi que ton frère. Je voudrais faire tout pour toi ; mais je suis obligé de prendre pour règle ce que Monseigneur le Régent a fait pour l'abbé de Saint-Albin, archevêque de Cambrai, qu'il aimait tendrement. Voici mes armes que je te donne ainsi qu'à ton frère et telles que l'Archevêque les avait. » Et il lui remit son cachet qu'il avait fait graver lui-même aux armes d'Orléans brisées, leur permit ses couleurs et sa livrée, les traita publiquement en fils pour les investir de considération, grâce à cette reconnaissance tacite.

En 1782, le duc d'Orléans profita du voyage de Fontainebleau pour présenter l'abbé de Saint-Farre au Roi, avec la permission de Sa Majesté. Le chevalier de Durfort, premier gentilhomme de la chambre du prince, conduisit le jeune abbé chez « tous les honneurs ». Il le présenta à chacun comme fils naturel et reconnu de L.-Ph. d'Orléans et les pria de vouloir bien, le dimanche suivant, le présenter aux princes et princesses de la famille royale. Les mêmes formalités eurent lieu deux ans après à Versailles, pour le cadet, l'abbé de Saint-Albin.

Ainsi couvert par le Roi, chef de la famille, le duc n'hésita plus à présenter les deux frères au prince son fils « qui eut

l'extrême grâce de nous dire de nous regarder au Palais-Royal comme chez nous et d'y demander tout ce qui pouvait nous être utile et agréable », à la duchesse de Chartres, qui consentit à leur servir de chaperon, à la duchesse de Bourbon qui leur dit, dès l'abord, qu'elle les regarderait toujours comme ses frères. Elle ne cessa de les appeler et de les traiter toujours de même : Saint-Farre, son *frère blond*, et Saint-Albin, son *frère brun*¹.

Par suite de ces présentations, les deux abbés allaient coucher tous les samedis à Versailles chez le duc d'Orléans. Ils passaient la soirée chez M^{me} de Polignac où n'étaient reçues que les personnes présentées, puisque le Roi et la Reine y venaient et que c'était une manière de leur faire sa cour. Le lendemain, il se trouvaient au lever du Roi et faisaient ensuite la tournée des princes et des princesses de la famille royale.

Le duc d'Orléans acheta une maison à son cher Saint-Farre et lui recommanda de la maintenir conforme à l'état qu'il lui avait donné dans le monde en le reconnaissant. Il le pressait de ne point commettre de vilénies et de ne pas oublier « qu'un bâtard d'Orléans reconnu valait tous les gentils-hommes du monde ; que le comte de Dunois, le chevalier d'Orléans, grand prieur de France, et l'abbé de Saint-Albin, archevêque de Cambrai, bâtards d'Orléans, allaient de pair avec les Montmorency, les La Trémouille et tout ce que la France avait de plus grand. » Et le duc de Chartres, présent, ajoutait à cette exhortation que l'abbé de Saint-Farre le savait bien « et qu'il était bien sûr que je ferais toujours sur cela *tout ce que je leur devais*². »

A la mort du duc d'Orléans, ses deux fils naturels jouissaient ensemble de deux cent mille livres de rente.

Ce chasseur impénitent tombait malade au retour de la Saint-Hubert (3 novembre 1785). La maladie, qui s'annonçait d'abord comme une fluxion de poitrine, s'affirma bientôt comme une goutte remontée. Le duc de Chartres, bien que pris de jaunisse, se rendait sans délai au chevet paternel à Sainte-Assise et repartait le mardi, rassuré par le docteur

¹ D'ap. les documents cités par H. Bonhomme, *Le dernier abbé de Cour*.

² Premier factum de Saint-Farre au duc d'Orléans (août 1816).

Barthès¹. Mais l'espoir était trompeur. Le corps de ce gros mangeur, qui expédiait à son repas jusqu'à vingt-sept ailes de perdreaux, sans compter le reste, était usé. La gangrène attaquait brusquement l'une des jambes. Le jeudi soir 17 novembre, le curé de Saint-Eustache, venu comme pour s'informer lui-même du malade, lui administrait à temps les sacrements que le prince recevait avec courage : le lendemain il expirait, à six heures du matin, ayant à peine dépassé la soixantaine.

Jusqu'alors aucun des princes de la Maison n'avait atteint cet âge. Il finissait, bourgeoisement, loin de la Cour et des grandeurs de son rang, chez son épouse morganatique, entouré de tous les siens : ses trois bâtards qui l'avaient veillé sans répit, son fils et sa fille légitimes, sa bru et leur belle-mère, non déclarée, « qui se roulait sur les fleurs de lis, disait la duchesse de Bourbon, avec des bas de coton et des mules éculées », — singulier pêle-mêle où l'étiquette avait peine à se retrouver. Le duc de Bourbon lui-même, le gendre affranchi, y avait paru, car le Roi, qui faisait prendre des nouvelles de quatre heures en quatre heures, lui avait donné l'ordre de se rendre au chevet de son beau-père. « Monsieur, je vous suis reconnaissant de votre visite, lui avait murmuré le prince moribond, mais je le serais bien davantage, si vous me la faisiez avec ma fille². »

Dès le vendredi matin, le duc de Chartres, qui avait oublié sa propre maladie pour ne s'occuper que des devoirs de la piété filiale, allait annoncer lui-même la funèbre nouvelle au Roi qui lui répondait, selon l'usage : « Monsieur le duc d'Orléans, je suis très fâché de la mort du prince, votre père ». Par son testament, Louis-Philippe le Gros avait demandé que son corps fût porté sans aucune cérémonie au Val-de-Grâce, sépulture ordinaire de la Maison, mais il laissait son cœur et ses entrailles à Sainte-Assise, « espérant que la dame du lieu y serait inhumée à ses côtés et voulant qu'ils fussent aussi unis après leur mort qu'ils l'avaient été pendant leur vie. » Son cœur et ses entrailles furent donc enterrés dans le sanc-

Nouv. extr., 18 nov. 1785.

¹ M^{me} d'OBERKIRCH, *Mém.*, II, 173.

taire de l'église de Saint-Port le 20 novembre. Le surlendemain au soir, le corps était déposé au Val-de-Grâce. Le duc de Bourbon et le duc d'Enghien menaient le convoi, suivis des maréchaux de Ségur et de Castries. Toute la maison du prince, avec les livrées en crêpe, une légion de pauvres, porteurs de flambeaux, le guet à cheval escortant les carrosses drapés, formaient le cortège qu'avait grossi la foule du peuple reconnaissant au bonhomme. Dans l'après-midi, le nouveau duc d'Orléans avait voulu se lever pour accompagner le corps paternel, mais ses forces l'avaient trahi¹. La Cour prenait le deuil pour douze jours et les petits spectacles de l'enceinte du Palais-Royal fermaient pour une semaine.

Aucun duc d'Orléans ne devait plus mourir en France, dans son lit et de sa bonne mort. Comme Louis XV avait emporté avec lui l'ancienne monarchie, le lugubre convoi de Louis-Philippe le Gros semblait mener le deuil de la Maison d'Orléans. Et déjà autour du cercueil, dans le cortège, à la Cour comme à la Ville, revenaient les questions curieuses, irritantes, que posait l'immense succession : A qui passerait le titre de premier prince du sang ? Le Roi continuerait-il de payer les officiers du Palais-Royal ? Pour qui disposerait-il du gouvernement et des régiments laissés par le duc défunt ? La branche d'Orléans reculait du trône d'un degré encore, et son lot de prérogatives, de titres et de charges retombait en discussion.

Nouv. extr., 2 déc. 1785.

SOURCES

La société de l'Ancien Régime a fini dans cette rage de médisance et de calomnies qui accompagne d'ordinaire les grands changements. On a parlé et écrit d'une conjuration d'Orléans. Quand on y regarde de près et de sang-froid, on ne découvre guère qu'une conjuration de pamphlétaires contre cette Maison princière en général et Philippe-Egalité en particulier. Ce prince désinvolte avait encouru, à l'avant-veille des troubles révolutionnaires, l'animosité d'une bonne part des privilégiés, ses pairs. Sa facilité à prendre son parti des choses nouvelles exaspéra ses ennemis, doublés chacun dès lors d'un adversaire politique. Son vote régicide, lâcheté d'un parlementaire novice et d'un père aux abois, apparut comme la révélation d'une politique, le dernier trait d'un caractère ignoble : on y puisa la couleur et le ton de toute sa vie. Plus on l'avait recherché et apprécié, plus on le décria. La haine fut portée au point que ceux-mêmes qui l'avaient connu s'obstinèrent à soutenir que ce prince, difforme au physique comme au moral, était horrible à voir. Or, de l'aveu du royaliste Montjoie¹, il était bel homme dans toute la force du terme.

Cette haine furieuse, attisée durant l'émigration par l'amertume et les regrets, flamba de plus belle en 1830 quand le fils du régicide parvint au trône. A la haine des légitimistes s'ajouta en 1848 celle des républicains, puis celle des bonapartistes. Hormis quelques brèves notices, toute la littérature orléaniste est une littérature échauffée, diffamatoire, dont l'historien doit faire table rase.

Il serait fastidieux d'énumérer tous les libelles anti-orléanistes. Un seul intéresse proprement le duc de Chartres, celui qu'on attribue à Théveneau de Morande : *Vie privée ou Apologie de T. S. Prince, M^r le Duc de Chartres...* par une Société d'Amis du Prince. - A cent lieues de la Bastille, 1784, in-8°, 401 p. Nous en parlons à sa date ; toutes les biographies calomnieuses du duc d'Orléans n'en sont que l'écho multiple, quand il s'agit de peindre sa jeunesse.

Des histoires qui embrassent toute la vie d'Egalité, nous ne

¹ *Op. cit.*, I, 71.

retiendrons que deux, les mieux faites pour servir d'exemple et de type, et parce qu'elles marquent bien les étapes de la légende du personnage.

1^o Le gazetier royaliste Galart de Montjoie brassa force témoignages apocryphes pour démontrer que le prince avait été le maître artisan de la Révolution : *Histoire de la conjuration de L.-P.-J. d'Orléans surnommé Egalité*, Paris, 1796, 3 vol. in-8°. Une seconde édition suivit : Paris, Bertrandet, 1801, 6 vol. in-18 ; puis une troisième : Paris, Dentu, 1834, 3 vol. in-8°. C'est cette dernière que nous citons. Il en parut même un précis rédigé en 1838 par M. C... Les dates de ces rééditions sont significatives. Aussi l'ouvrage passe-t-il assez souvent en vente.

Peu de temps après la première édition en parut une critique anonyme, *Explication de l'énigme du roman intitulé : Histoire de la conjuration de L.-P.-J. d'Orléans*, A Vérédishtad, s. d., chez les Marchands de Nouveautés, 4 vol. in-8°. L'auteur, Rouzet de Folmon, avocat toulousain, député à la Constituante puis à la Convention, devenu l'homme de confiance de la duchesse d'Orléans qu'il avait connue en prison, n'est évidemment que le porte-parole de la princesse qui, se ravisant soudain, ne permit de son vivant ni la vente ni la distribution de l'ouvrage. A sa mort, Louis-Philippe fit détruire l'édition de ce plaidoyer diffus, confus et parfois inexact. De rares exemplaires ont survécu. On y glane quelques menus faits.

2^o Le légitimiste Th. P. Gazeau de Vautibault a compilé en sept volumes la somme de la littérature anti-orléaniste.

Les d'Orléans au tribunal de l'histoire, t. I à III, Paris, J. Lévy, 1887-1888, 3 vol. in-12 ; t. IV à VII, Paris, Dentu, 1889, 4 vol. in-12, le tout remis en vente chez H. Daragon en 1908. L'auteur a mandé à la barre tous les ennemis de la Maison. Il y a chance pour que le répertoire de ces anecdotes scandaleuses soit complet : la haine n'oublie rien¹.

Bien qu'ils se réclament solennellement de l'histoire, les quatre ouvrages suivants appartiennent encore à la littérature de combat.

Laurentie, *Histoire des ducs d'Orléans*, Paris, 1832, 4 vol. in-8°. L'auteur retrouve les ducs d'Orléans à l'origine des révolutions ou des désastres qui ont frappé notre pays. Pour lui, l'histoire d'Egalité, qui remplit le t. IV, est l'histoire des forfaits de la Révolution. A peine ajoute-t-il à Montjoie qu'il ne songe pas à corriger.

Auguste Ducoin, *Etudes révolutionnaires. Philippe d'Orléans-Egalité*, monographie, Paris, Dentu, 1845, in-8°, 336 p. En 1861, ce livre, qui témoigne d'une intention d'exactitude gâtée par la passion légitimiste, fut remis en vente, précédé d'un prospectus de

¹ Voy. mon compte-rendu de cet ouvrage, *Annales Révol.*, 1910, p. 601.

trois pages et suivi de notes et d'une « bibliographie des écrits publiés sur Philippe d'Orléans-Egalité (Histoires, Pièces apologétiques et Pamphlets) » qui compte 116 articles.

Laurent de l'Ardèche, *La Maison d'Orléans devant la légitimité et la démocratie*, depuis son origine jusqu'à nos jours, 2^e édit., Paris, E. Dentu, 1861, in-8°. Nombreux extraits découpés à dessein ; la biographie d'Egalité est empruntée à Montjoie.

J. Crétineau-Joly, *Histoire de Louis-Philippe d'Orléans et de l'Orléanisme*, Paris, Aniéris, 1862-63, 2 vol. in-8°. Œuvre véhémement et déclamatoire qui n'exclut pas certain effort vers l'équité, bien qu'à la suite de Michelet, l'auteur soupçonne Philippe-Egalité d'avoir brûlé, dans ses creusets d'alchimiste, le squelette de Pascal pour faire de l'or (t. I, p. 102).

C'est sous cette peinture en surcharge, que j'ai recherché la vraie couleur du sujet. Pour restituer la physionomie de Louis Philippe-Joseph, mon premier soin a été de dresser son itinéraire, jour par jour, avec le plus d'exactitude possible, dans un esprit libre de soupçons. Les Mémoires sur la Révolution, fabriqués au volume pour les cabinets de lecture de la Restauration, nous ont mis dans une disposition romanesque, dont il importe de nous défaire. Une vie d'homme, surtout de prince énérvé par l'éducation et les plaisirs, est une succession d'accidents, de hasards plutôt que d'intentions, subie plutôt que voulue. Où il y a des silences, soit documentaires (les archives ne voyagent pas sans dommage à travers le temps indifférent), soit réels (dans toute existence, il y a des entr'actes, des points morts), gardons-nous de flairer des secrets ou des conspirations.

Un simple coup d'œil, jeté sur le calendrier d'une vie méconnue, suffit pour faire tomber bien des calomnies aveuglément admises. Ainsi l'on ne soupçonnera plus le duc de Chartres d'avoir fait empoisonner par Vénus le prince de Lamballe, son beau-frère avant la lettre, puisque c'est justement la maladie de ce débauché qui engagea les conseillers de la Maison d'Orléans à négocier le mariage de leur jeune maître avec M^{lle} de Penthièvre. De même, l'on fera fi du conte qui nous représente le duc de Chartres perçant son roi Louis XVI en effigie, dans l'une des épreuves de son initiation à la franc-maçonnerie, si l'on observe qu'il fut initié en 1771, alors même que sa prétendue victime n'était encore que dauphin. Sans doute l'abbé Proyart a-t-il écrit un livre pour corriger la légende : *Louis XVI détrôné avant d'être roi*, Manheim, 1800, in-8° ; mais c'est prêter trop de prévoyance aux conspirateurs.

Un copieux dossier, encore inédit, des Archives nationales (K, 142, n° 18) m'a fourni les premiers matériaux du curriculum de Louis-Philippe-Joseph jusqu'en 1777. *Les Principales époques relatives à M^r le duc de Chartres (1747-1777)*, consignées avec soin par

Fontaine, son secrétaire des commandements, sous les yeux du gouverneur, le comte de Pons Saint-Maurice, conduisent pas à pas le jeune prince du berceau au mariage et à son rôle princier. Les questions d'étiquette et de cérémonial sont évidemment les grands soucis du rédacteur. Le cahier liminaire forme une brève chronique, année par année, qui renvoie chemin faisant à une suite de relations et de procès-verbaux annexes. De ces trente-huit cahiers numérotés, neuf manquent : les cahiers 3, 14, 27, 29 à 34 inclus. Les deux derniers donnent le détail de la naissance de M. le Comte de Beaujolais (7 octobre 1779) et de la Pompe funèbre de S. A. S. M^{lle} d'Orléans (8 février 1782), dépassant ainsi la chronique liminaire qui s'arrête à 1777.

Aux Affaires étrangères, le registre *France*, 319 (copie de lettres diverses interceptées par le cabinet noir de 1771 à 1774) recèle entre bien d'autres la correspondance du duc d'Orléans et de M^{me} de Montesson et celle du duc de Chartres et de M^{me} de Genlis. Ce recueil épistolaire semble une véritable coupe pratiquée au vif dans l'opinion et la société française, alors qu'il n'était bruit que du remariage du duc d'Orléans et de la réforme Maupeou. Ce dossier a été exploré, non épuisé, par le comte Ducos (*La mère du duc d'Enghien*, Paris, 1900, in-8°) ; Gaston Maugras (*L'idylle d'un gouverneur*, Paris, 1904, in-8°, 66 p.), Jean Harmand (*L'automne d'un prince*, Paris, 1910, in-16, 95 p., et *M^{me} de Genlis*, Paris, 1912, in-16). Pour ma part, j'ai relevé les lettres 66 à 78, encore inédites, relatives à l'affaire du nouveau parlement ; je dois signaler surtout la lettre 77, celle de l'abbé de Breteuil à son neveu, le baron de Breteuil, du 10 janv. 1773.

J'ai eu la chance de compléter ce recueil par un autre, inutilisé jusqu'ici (Bibl. Nat. Mss. Nouv. acq. fr. 24. 448). Ce recueil factice de lettres et de pièces, tombées sans doute du portefeuille de Belisle, successeur de l'abbé de Breteuil à la chancellerie d'Orléans, nous livre dans l'original tous les documents secrets, relatifs aux démêlés des deux princes avec Louis XV et Louis XVI, au sujet de la réforme Maupeou. Nous y suivons toute la négociation pour leur retour à Versailles (fin décembre 1772). Ce lot de pièces, la plupart sans date, semble avoir été classé et relié au hasard. J'ai dû y rétablir l'ordre chronologique par l'étude minutieuse des faits et des circonstances. Ce dossier capital nous permet de rectifier la thèse de Flammermont qui penche vers Conti, aux dépens du Palais-Royal.

L'on trouvera en outre à la Bibliothèque de l'Institut (*Fonds d'Orléans*, Mss. N. S. t. XLVIII, pièce 10) le texte du mémoire remis à Louis XVI par le duc d'Orléans, le jeudi 19 mai 1774.

J'ai retracé la carrière du prince marin, encore si peu connue, d'après les Archives de la marine, en dépôt aux Archives Nationales

(Séries B et C'). Quelques lettres de Sartine au duc de Chartres, avant et après le combat d'Ouessant, figurent à l'Institut dans le fonds précité.

L'importante série R' des Archives Nationales, réservée à l'apanage d'Orléans, rassemble tous les titres et pièces relatifs au Palais-Royal et à ses transformations, sous les nos 281 à 304. J'ai profité ici des sondages déjà effectués par Victor Champier et G. Roger Sandoz. *Le Palais-Royal*, Paris, 1900, 2 vol. in-4°. — Le dossier T. 1655. *Etat sommaire des titres et papiers de L.-P.-J. d'Orléans*, complété par X^{ts} 9180 et 9181 (Scellés et inventaire après le décès de Louis-Philippe d'Orléans 1785), m'a renseigné d'abondance sur les biens, les revenus et les opérations du duc de Chartres.

M^{me} de Genlis n'a pas tout dit dans les *Leçons d'une gouvernante à ses élèves*, Paris, Onfroy, 1791, 2 vol. in-12. Ses biographes ont négligé la source manuscrite : *Journal de l'éducation des princes*. J'ai fait état des épaves conservées au Musée Condé : années 1785, 1787 et 1788. C'est le miroir de la régente, où l'on aperçoit de biais l'intérieur familial du Palais-Royal.

Si S. A. R. le duc de Vendôme n'a pas cru bon de répondre à ma demande de renseignements, M^{me} E. Le Marchand, petite-fille de Nathaniel Parker Forth, le correspondant anglais du duc de Chartres, a bien voulu me communiquer les papiers de son grand-père. Je tiens à lui exprimer ici toute ma respectueuse gratitude. Grâce à sa libéralité, j'ai pu lire et copier, pièces en mains, tout ce qui m'intéressait. On ne connaissait guère du duc de Chartres que quelques lettres officielles et la copie de sa correspondance avec M^{me} de Genlis, interceptée par le cabinet noir. Les lettres à N. P. Forth, lettres toutes privées, écrites de sa main et de primesaut, valent une confession. Nous tenons là, dans l'original même, une correspondance authentique et suivie où se peint l'anglomane. La lecture aux Archives des Affaires Etrangères des volumes de la *Correspondance politique : Angleterre*, et le dépouillement au British Museum des journaux contemporains m'a remis dans l'atmosphère qu'avait respirée le prince outre-Manche, de 1783 à 1785.

Profane, je n'ai pu être admis aux archives du Grand-Orient. Mais la Bibliothèque de l'Arsenal possède un dossier complet sur la réorganisation de la maçonnerie sous le nom du duc de Chartres (*Arch. Bastille* 10.247). D'ailleurs les ouvrages déjà imprimés et maintes études publiées par nos érudits de province, d'après les archives locales, suffisent pour nous donner une idée nette de la maçonnerie française d'Ancien Régime.

Je n'ai pas manqué d'écouter les diverses clochettes des nouvelles listes : recueils dits de Bachaumont, de Métra, pseudo-*Lettres de M. de Kageneck* ; *Mes loisirs* de Hardy ; *Correspondance secrète*

inédite sur Louis XVI., éd. Lescure ; *Correspondance littéraire* par Grimm... éd. Tourneux ; *Journal historique de la Révolution opérée dans la constitution de la monarchie française* par M. de Maupeou, Londres, 1776, 7 vol. in-12. Je me suis adressé plus volontiers à *l'Espion anglais*, Londres 1777-1785, 10 vol. in-12 ; au *Courrier de l'Europe* ; surtout aux *Nouvelles extraordinaires de divers endroits*, dites *Gazette de Leyde*, dont l'information m'a paru plus sûre et plus circonspecte.

Les Lettres de Marie-Antoinette, éd. de La Rocheterie et de Beaucourt, de M^{me} du Deffand, éd. Toynbee, d'Horace Walpole, éd. Cunningham ; la *Correspondance secrète entre Marie-Thérèse et le comte de Mercy-Argenteau* ; celle de ce dernier avec l'empereur Joseph II et le prince de Kaunitz, plus particulièrement les neuf lettres adressées du couvent de l'Assomption à l'abbé Maury par M^{me} de Montesson, à l'occasion de l'oraison funèbre du duc d'Orléans (*Rev. rétrosp.*, 2^e série, t. 7), m'ont fourni de précieux témoignages.

Entre tous les Journaux et Mémoires, le Journal de Collé, du duc de Croy, si attachant, de la Mise de La Tour du Pin ; le Journal inédit de l'abbé de Véri ; les Mémoires du duc de Luynes, du comte d'Allonville, d'Angeard, de M^{me} Bochsa née Georgette Ducrest, de M^{me} de Chastenay, du duc des Cars, de Dufort, comte de Cheverny, de M^{me} d'Oberkirch ; les Souvenirs de Lévis, de J. N. Moreau, m'ont paru les plus dignes de confiance. J'ai tiré parti, non sans réserve, des Mémoires de M^{me} de Genlis et de Talleyrand, et je n'ai pas hésité à citer les Mémoires de Besenval ; quel qu'en soit le rédacteur, ils me semblent bien informés des hommes et des choses du Palais-Royal.

Je mets à part les *Notices biographiques des princes et princesses de la Maison d'Orléans*, Paris, Impr. de Plassan, 1824, in-8°, 150 p., écrites par le futur roi Louis-Philippe pour le 15^e volume de la *Biographie des Contemporains*. Cette brochure anonyme fut réimprimée et pour cause, sous le titre : *La branche royale d'Orléans ou le Barnave de M. J. Janin réfuté par l'histoire*, Paris, chez les Marchands de nouveautés, 1831, in-8°, 125 p.

Je dois une mention aux ouvrages suivants :

[Gabriel Peignot], *Précis historique, généalogique et littéraire de la Maison d'Orléans*, avec notes, tables et tableau par un membre de l'Université, Paris, 1830, in-8°, livre net, le plus souvent exact, dédié à la mémoire du duc de Penthièvre ; — H. Bonhomme, *Le duc de Penthièvre*, Paris, 1869, in-12 ; *Le dernier abbé de Cour*, Paris, 1873, in-12 ; *La comtesse de Genlis*, Paris, 1885, in-12 ; — J. Flammermont, *Le chancelier Maupeou et les Parlements*, Paris, 1883, in-8° ; *Rapport sur les correspondances des agents diplomatiques étrangers en France avant la Révolution*, Paris, 1896, in-8 ; — Ch. Marionneau, Victor Louis, architecte du théâtre de Bordeaux,

Bordeaux, 1881, gr. in-8°; H. Tronchin, *Un médecin du XVIII^e siècle. Théodore Tronchin*, Paris, 1906, in-8°; J. Turgan, *Les ballons*, Paris, 1851, in-18, tous travaux qui présentent sobrement des documents de bonne source. Le livre clair et fin d'A. Renée, *Louis XVI et sa cour*, Paris, 1858, in-8°, vaut par les confidences que l'auteur a reçues du roi Louis-Philippe; les livres de Gruyer, *La peinture au Château de Chantilly*, Paris, 1896-1898, 2 vol. in-4°; *Les Portraits de Carmontelle*, Paris, 1902, in-4°; la *Jeunesse de Louis-Philippe*, Paris, 1909, in-4°, m'ont renseigné par l'image. L'ouvrage d'A. de Maricourt, *L.-M. Adélaïde de Penthièvre, duchesse d'Orléans*, Paris, 1913, 2 vol. in-8°, encore soumis à l'esprit et aux fables de l'émigration, se perd dans le menu et n'échappe pas à la sensiblerie.

J'omets délibérément quelques volumes qui, recherchant moins l'exactitude que l'agrément, relèvent de la littérature plutôt que de l'histoire. J'ai cité en note, à la rencontre, les volumes ou articles auxquels je n'avais emprunté qu'une simple indication, ainsi que la provenance des pièces glanées dans divers dépôts d'archives.

Telle est la bibliographie strictement utile de mon sujet. J'entends faire grâce au lecteur du fatras que j'ai pris la peine de dépouiller. A quoi rimerait la besogne de l'historien ou du bibliographe, s'il nous obligeait à la refaire après lui?

Au terme de ce volume, je tiens à remercier ceux qui, chemin faisant, ont bien voulu m'aider de leur amitié, de leur exemple, de leur savoir. Je dois d'abord saluer la mémoire du noble Étienne Lamy et nommer en particulier Pierre de Nolhac et Francisque Vial, mes premiers maîtres auxquels ce livre est dédié. M^{me} E. Le Marchand, petite-fille de N. P. Forth, et son cousin le colonel Forth, non contents de se prêter à ma curiosité, ont pris part au besoin à mes recherches. M. Gustave Macon, conservateur au Musée Condé, ne s'est point lassé de répondre à mes questions. M. le baron De Vinck m'a accordé, avec autant de bonne grâce que d'empressement, l'autorisation de reproduire l'une des pièces de sa magnifique collection.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	Pages 9
-------------------	------------

CHAPITRE PREMIER

L'ENFANCE DE LOUIS-PHILIPPE-JOSEPH

I. — DE LA LÉGITIMITÉ DU DUC DE MONTPENSIER	13
---	----

Sa naissance. Une lune de miel manifeste. — Intérêt de la maison d'Anjou à calomnier la filiation de la famille d'Orléans. — Les prétextes : l'incrédulité bizarre de Louis de Sainte-Geneviève, l'inconduite postérieure de la duchesse de Chartres. — Incertitude et contradiction des calomnieurs. — La filiation affirmée par les faits, les dates et les portraits.

II. — L'ENFANCE ANONYME A SAINT-CLOUD	19
---	----

L'ondoiement. La gouvernante, M^{me} de Rochambeau, et les nourrices. — Visite au grand-père moribond. Le duc de Montpensier devient duc de Chartres (4 février 1752). — Le choix d'un gouverneur : un chef de famille incommode. — Le passage aux hommes (3 juillet 1752). L'examen solennel des médecins et des chirurgiens.

III. — LA GALERIE DES AÎEUX	21
---------------------------------------	----

Philippe de France, le chef de la branche : au carrefour de la guerre et des plaisirs. L'efféminé vicieux ; l'aimable maître de maison. — Philippe d'Orléans II du nom : talents et curiosités. Le soldat et le capitaine. Le Régent aimable et populaire : un tempérament de prétendant. — Louis *Le Pieux*, homme d'étude et de pénitence : le débat entre l'amour et la piété. Sa retraite à Sainte-Geneviève : lubies et ridicules. Le Saint vénéré du peuple de Paris et des provinces. Son esprit de réforme et d'examen. Son testament viril. — Louis-Philippe *Le Gros* : de la tutelle de son gouverneur à la tutelle de sa femme. Le bon soldat et le bon vivant. Le chasseur et l'amateur de théâtre. Réceptions somptueuses à Saint-Cloud ; fringale de plaisirs, une attaque de goutte à trente ans.

IV. — L'UNIFORME MORAL DES PRINCES D'ORLÉANS	28
--	----

Entre la guerre et les plaisirs ; la méfiance du Roi. Les richesses et l'apparence de la grandeur, sans aucune réalité de

commandement ou de pouvoir. — Les princesses d'Orléans : heureuse alternance dans les mariages de l'Allemande et de la Française. — Feu Madame, la Palatine, vertu grognonne, plus estimée qu'écoutée. — M^{lle} de Blois ou M^{me} Lucifer : enfance maussade de l'altière bâtarde. Plus mère que femme et plus sœur que mère. Ses ressources d'esprit inutiles à la Maison. — Le veuvage prématuré de Louis d'Orléans. — La Maison d'Orléans tombe une fois encore en quenouille : Louis-Philippe le Gros berné par sa femme, petite-fille de François-Louis et fille de Louis-Armand de Bourbon-Conti. — Une vie vouée à la fantaisie et aux plaisirs. Son effronterie d'esprit. Ce qu'il faut en penser. — L'orgueil dépité de la race porte au dédain universel. Ses qualités de cœur ; sa mort intrépide. — De Monsieur à Louis-Philippe le Gros : alourdissement de la race. Obésité et apoplexie. — L'amollissement du caractère : princes trop bien installés dans leur apanage. — Leurs mœurs : cour particulière où ils s'embourgeoisent. Echange des embarras de la représentation pour les tracasseries domestiques. — Les passe-temps : la chasse et l'amour. — Les nobles goûts de Monsieur et du Régent : collections d'art, patrimoine familial. — Louis le Pieux, théologien hébraïsant, naturaliste. — Louis-Philippe le Gros, le bâtisseur. — Entourage de savants et d'artistes, de gens de lettres et d'acteurs. — Un ministère qu'on ne leur dispute pas : celui de la bienfaisance. — Leur clientèle les entretient dans le sentiment de leur rang et de leurs droits : gloriole et chicane sur l'étiquette. — L'esprit frondeur : étrangers au gouvernement, ils le critiquent en spectateurs. — Leurs démarches d'opposition. Ils revendiqueraient à l'occasion, leur droit conventionnel à succéder au trône. — L'héritage du jeune duc de Chartres, venu à la jonction des deux branches Orléans et Conti : tempérament princier redoublé. — Les Conti montrent même humeur et mêmes mœurs que leurs cousins d'Orléans. — La rébellion de l'arrière-grand-oncle et de l'arrière-grand-père maternels de l'enfant.

CHAPITRE II

L'ÉDUCATION

I. — UNE INSTRUCTION MANQUÉE. 40

Le chevalier de Pons, gouverneur du prince : un homme de tenue et de talents mondains. Son insuffisance : dédain du savoir et des gens de lettres. Il abandonne aux instituteurs le soin des études. L'élève partage cette indifférence. — Deux bons maîtres inutiles : M. de Foncemagne, l'abbé Allaire. — Curiosité courte et capricieuse, quelques dispositions pour les mathématiques, le dessin et les langues vivantes. — Un agréable répétiteur : Carmentelle.

II. — UN GOUVERNEUR FORMALISTE 44

La coutume des gouverneurs de princes. — Le comte de Pons règle l'éducation selon les formes. — Les principales époques relatives à M^{te} le duc de Chartres, (1747-1777). —

Silence sur les maîtres et le programme d'études. — Le service personnel du gouverneur à table et à la toilette. — Obligations du sous-gouverneur et du précepteur. — La maison du jeune prince, le personnel domestique : administration et dépenses. — Etrennes et menus plaisirs. — Un trait de bonté du duc adolescent : sa pitié pour les animaux. — Quelques remarques de Talleyrand, contraires à son dédain des horoscopes. — Un premier portrait du duc de Chartres, à l'âge de treize ans.

III. — LA SANTÉ DU JEUNE PRINCE. 49

La menace de la petite vérole : l'inoculation, méthode réprouvée en France. — Le duc d'Orléans recourt à Tronchin, de Genève. Une soirée émouvante au Palais-Royal, le mercredi 24 mars 1756. — Brillante démonstration de l'inoculation aux risques et à l'honneur de la maison d'Orléans. — Une fausse alerte, neuf ans après (janvier 1765) ; un procès-verbal nécessaire. — Maladies d'enfant : rougeole et fièvre. — Exercices recommandés par Tronchin, premières leçons d'équitation.

IV. — LA RÉCEPTION DES SACREMENTS RELIGIEUX 53

Installation à Paris pour les hivers (1752). — Pose de la première pierre du portail de Saint-Eustache (22 mai 1754). — Une pompe plus grave : cérémonie des sacrements que reçoit la duchesse d'Orléans, le 2 janvier 1759 ; la bénédiction maternelle. — Le jeune prince, orphelin de mère (9 février 1759) ; sa tutelle déferée à son père et à sa grand-mère Conti par lettres patentes du 2 mars. — Le serment de tutelle (11 mars). — La douzième année : la première nuit à Versailles (5 octobre 1759). — Présentation à Louis XV et aux membres de la famille royale (6 octobre) ; les baisers de la Reine, les minuties d'étiquette. — Prérogatives de prince : la chemise au Roi, la serviette à la Reine et au Dauphin. — La pompe du baptême (dimanche 18 nov. 1759). Le duc de Chartres nommé *Louis-Philippe* par le Roi, son parrain, et *Joseph*, par la Reine, sa marraine. Les remerciements, la distribution des dragées. — Voyages à Versailles ; le prince reçoit du monde à dîner. — Première communion (dimanche 20 avril 1760). — Pour la première fois, il reçoit à l'église les honneurs dus aux princes du sang, descendants de saint Louis. — La confirmation à l'Archevêché (24 mai 1760).

V. — L'APPRENTISSAGE DU CÉRÉMONIAL. 57

Conduite au Val-de-Grâce du cœur du feu duc de Bourgogne (lundi 30 mars 1761). — Cérémonie du catafalque de la Reine d'Espagne (9 juillet). — Première séance au Parlement (21 juillet) : contestation. — Un compliment ajourné, puis esquivé. — La réception dans l'ordre du Saint-Esprit (1762). — Dîner à Conflans, chez l'Archevêque de Paris pour l'information de vie et mœurs (3 mai). Profession de foi devant le grand aumônier de France (5 mai). Répétition des révérences et du cérémonial (29 mai) dans la chapelle de Versailles. — La cérémonie de la Pentecôte : l'ordre préalable de Saint-Michel. — La procession du chapitre, le serment sur l'Evangile, la vêtue du grand manteau et du collier. — Premier voyage à Villers-Cotterets

dans l'apanage ; des honneurs de souverain : escortes, acclamations, illuminations, compliments. Une fête sur l'esplanade du château. — Un portrait du duc de Chartres à seize ans : sa noblesse et sa grâce.

VI. — L'APPRENTISSAGE DU MÉTIER MILITAIRE 63

Les princes du sang et l'armée ; importance de l'art militaire dans leur éducation : premiers jouets, premier régiment. — Le duc de Chartres, colonel du régiment d'infanterie de Chartres (20 mars 1752) ; mestre de camp du régiment de cavalerie de Chartres (7 mai 1758). — Il reçoit de son père le détail de ces régiments (1^{er} janvier 1764). — Première revue de son régiment de cavalerie à Varennes, près Noyon (12 août 1764). Visites au camp de Soissons (juillet 1765) ; 6 juillet, manœuvres de cavalerie ; — 22 juillet, manœuvre de 4 régiments de dragons : une carrossée de dames en robe blanche uniforme ; la comédie aux portes de la ville ; — 31 juillet, revue royale des dragons. Souper offert au Dauphin par le duc de Coigny. Le bal sous la tente.

VII. — L'APPRENTISSAGE DES PLAISIRS 66

Les *Plaisirs du Roi*, service du royaume. Règles et usages à apprendre. — Le duc de Chartres s'installe à Versailles pour les hivers (automne 1761). Première chasse avec son père dans la capitainerie de Vincennes (23 août 1762) ; première chasse à courre dans la forêt de Bondy (20 septembre 1762). — Il partage les Plaisirs du Roi ; voyage à Fontainebleau. Séjour à Compiègne (juillet 1765) ; souper dans les cabinets du Roi. « Il n'y a plus d'enfants. » — Premier voyage à Chantilly (17 août 1765). — L'émancipation : 6 novembre 1761, départ de M. de Foncemagne, sous-gouverneur ; 16 août 1763, retraite du successeur, M. de Chateaubrun, qui n'est pas remplacé ; — 23 décembre 1763, première séance à l'assemblée des princes et pairs au Palais-Royal ; — 20 juin 1765, le duc de Chartres affranchi de son gouverneur : une demi-liberté ; — 1^{er} janvier 1766, il obtient les grandes entrées de la chambre ; — 7 janvier, il entre au conseil de la Maison d'Orléans — Dix-neuf ans accomplis : la pleine liberté. — Le terme d'une éducation imprévoyante. — Le prix des honneurs et de l'étiquette pour les princes du sang. — Une représentation du duc d'Orléans à Louis XV. — L'esprit des leçons de cérémonial reçues par le duc de Chartres : la crainte perpétuelle de déchoir aux yeux du public.

CHAPITRE III

LE MARIAGE

I — LE FAUX MÉNAGE DU DUC D'ORLÉANS 71

Marquise et ses enfants. — L'ennui et les souhaits de la société du Palais-Royal. — La surprise de Bagnolet (mi-octobre 1766) : une révolution de palais. — Le renouveau du Palais-Royal. — Fête en l'honneur de Christian VII de Danemark, le faux pas du duc d'Orléans dans le salon d'Oppenordt (25 novembre 1768).

— Le duc de Chartres, maître de maison — Aux cérémonies et dans les gazettes.

II. — LES MOEURS DU DUC DE CHARTRES 76

Anticipations des libellistes. — Un jeune homme retenu, l'entremise paternelle. La première maîtresse, M^{lle} Duthé (mars 1766). — Le tour des plaisirs parisiens : la comptabilité du policier Marais. — Passades et soupers fins. — Compagnes et compagnons. — L'effronterie du novice qui brûle de passer maître. — Caprices mondains : de Sarah Bunbury à la vicomtesse de Cambis. — Une conquête flatteuse.

III. — DESSEINS MATRIMONIAUX. 83

Le devoir « d'étalon royal ». — Du mariage des princes. Une consultation d'Obrecht. — Le droit conventionnel des princes d'Orléans à succéder au trône de France. — L'arrière-pensée de la Maison d'Anjou et des ministres français, héritiers des idées de Louis XIV. — L'effet des renonciations menace de se produire : la petite vérole du Dauphin (1^{er} août 1752), la mort du petit duc de Bourgogne (22 février 1761), la mort du Dauphin (20 décembre 1765). Sa postérité incertaine. — A la veille d'une compétition : campagne de calomnies, chicane sur l'étiquette entre le Palais-Royal et l'ambassade d'Espagne. — Un parti politique au dehors pour le duc de Chartres : Cunégonde de Saxe, sœur de la Dauphine — Le veto de la Dauphine — Un richissime parti au dedans : Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon-Penthièvre, dernière princesse légitimée. — Les biens immenses du duc de Penthièvre, héritier du comte de Toulouse et du duc du Maine. — Les considérations de l'abbé de Breteuil, homme d'affaires. — La répugnance du duc d'Orléans. — Le mal du prince de Lamballe, frère gênant de l'héritière. — Premiers pourparlers, l'entremise du duc de Choiseul. — L'assentiment de Louis XV. — Les sentiments du duc de Penthièvre, son cousinage et sa camaraderie avec le duc d'Orléans. — La condition équivoque et pénible des Légitimés. — Désaccord sur la dot. — Résurrection, puis mort du prince de Lamballe. — Les convoitises du prince de Condé. — Rupture et reprise des pourparlers. — Démarches de la duchesse de Grammont et du marquis de Puisieux. — La déclaration du mariage (1 janvier 1769). — Une calomnie : le duc de Chartres n'a pu débaucher le prince de Lamballe « qu'il n'a jamais voulu avoir dans sa société » et qui, à la veille de mourir (6 mai 1768), n'était pas encore désigné pour son futur beau-frère. — Le duc d'Orléans se rapproche du prince de Condé. — Accordailles de sa fille, Mademoiselle, avec le duc de Bourbon (8 janvier 1769).

IV. — FORMALITÉS ET FÊTES DU MARIAGE 98

Dispenses sur le degré de parenté. — L'Archevêque de Paris hésite à donner son visa. Publication des bans. — La cérémonie. — La grave question des invitations ; disputes d'étiquette. — Les princes du sang contre les empiétements de la noblesse. — Louis-Philippe le Gros, simple invité de Sa Majesté. — Le contrat (4 avril), la messe (5 avril) ; la désinvolture du marié. — Le jeu et le souper chez le Roi. — La toilette des époux, la bénédiction du lit. — Lendemain de noces : la

présentation des gens du Palais-Royal, les visites à l'épousée. — Le somptueux voyage à Villers-Cotterets. — Une fête agreste, les députations. — Chasses, soupers, concerts, spectacles, revue. — Les réparations du Palais-Royal, la nouvelle salle de l'Opéra. — L'inoculation de la duchesse de Chartres.

CHAPITRE IV

EN MÉNAGE

I. — LA FEMME ET LE BEAU-PÈRE 106

La jeune duchesse de Chartres, maîtresse de maison au Palais-Royal. — Une âme sans ressources, toujours en tutelle. — Son portrait : touchante plutôt que jolie. — La petite pensionnaire de la *Tasse de Chocolat* (1767) : un intérieur de famille. — La jeune duchesse de Chartres (1770) par Carmonnelle : sérieux et contrainte. — Un beau-père peu gênant : le duc de Penthievre, mal à l'aise dans monde. Sa bonhomie dans sa petite cour dévote, les gaietés d'un curé de campagne. — Son édifiant amour des pauvres. — Son veuvage respectable : de la ponctualité au goût de l'horlogerie. — Manque d'autorité. — Les vertus des Penthievre inutiles au duc de Chartres : une dot morale inefficace.

II. — LE GENDRE 109

Grâces du corps et de l'esprit ; le visage plein et mou d'un oisif de grand air. Son adresse à tous les exercices. Besoin de bruit et de mouvement. — Inquiétude et pétulance : de l'enfantillage à l'effronterie. L'impatience de toute contrainte : goût du désordre et de l'imprévu. La peur de l'ennui et le règne du caprice. Une vie émiettée en espiègeries et en fantaisies. — Facéties et anecdotes : le souper des veuves offert au comte de Fitz-James (décembre 1768) ; le dompteur, le tigre et l'ours à Vanves (juin 1774). — Une farce anonyme : la mascarade des chevaliers des ordres du Roi au bal de l'Opéra (2 février 1772).

III. — LA FUREUR DU JEU 112

Leçons d'escamotage chez Comus. — Le kreps au Palais-Royal et à Fontainebleau. Les boîtes à jetons, l'Anglais Smith. — Une manie venue d'outre-Manche : paris et gageures. Course à pied de Paris à Versailles (novembre 1776). La gageure des 500.000 points (1777). — Les courses de chevaux : le prince, émule de Lauraguais et de Lauzun, propriétaires d'écuries à Newmarket. — Un premier essai (9 mars 1775). — Un semblant de Jockey-Club ; l'accord, passé d'abord entre le comte d'Artois et le duc de Chartres (juillet 1775), s'élargit : acte secret du 30 octobre 1775 conclu à Fontainebleau. — Les courses se multiplient en 1776 et 1777 comme au salon les parties de cartes. — Succès de l'écurie du duc de Chartres : projet de voyage à Newmarket (31 mars 1776). — La fameuse course du 13 novembre 1776. — Dédain des nouvellistes pour ces réunions hippiques.

IV. — LA PASSION DES VOYAGES 116

Rapidité et incognito. — L'intention politique et militaire de de la première « tournée » (septembre 1769, Nancy, Metz, Strasbourg) : débauche d'honneurs, de parades, de divertissements et de fêtes. — Mai 1772, Rennes et Brest ; juillet 1772, Forges. — Juillet 1773, voyage en Flandre autrichienne. L'hospitalité du prince de Ligne. Hâtives curiosités. Les plaisirs de Spa. La traversée de l'Ardenne. Retour à Metz. Gageures de vitesse. — Juin 1775, départ pour Rochefort : première campagne de mer. — Avril 1776, départ pour Toulon par Bordeaux. — Mai 1777, départ pour la Hollande. — Randonnées de chasses, menus voyages. — La bibliothèque pratique du voyageur. — L'aveu du catalogue : indifférence aux plaisirs de l'esprit. — Langues étrangères, géographie, hydrographie ; marine, guides et cartes. — Caprices scientifiques. — Un musée bijou des Arts et Métiers. Des cours peu suivis. — Les arts d'agrément. Semblant de goût pour le dessin et la musique. — Un amateur sans prétention. — Spectateur plutôt qu'acteur, il préfère au théâtre de société les spectacles burlesques ou singuliers. — Le mot de cette incohérente agitation : « L'onde qui chasse l'onde. »

V. — L'ACCOMMODEMENT CONJUGAL 127

La fille du duc de Penthièvre se met au ton du Palais-Royal. — Voyages incognito en Italie (1776) et en Hollande (1778). — Une orgie conjugale. L'escapade à travers le faubourg Saint-Honoré. — La complaisance sans bornes de la duchesse. L'office du Saint-Esprit. Une grossière boutade de mari : les naïvetés de la jeune femme. — Le duc de Chartres, pénétré d'estime, reste « excellent mari » pendant dix ans. — La duchesse, disposée à toutes les concessions, n'aspire qu'au rôle de « meilleure amie ». — La vie de garçon après le mariage. La nouvelle « maison » de la barrière de Mousseaux. — Fanfaronnade de vices. — Les « fantaisies » du prince : M^{me} de Cambis, de Genlis, la princesse de Bouillon, la marquise de Fleury, la princesse de Lamballe. — L'amour paternel, sentiment dominant. — Attentions bourgeoises auprès de la femme enceinte. — Le duc de Chartres chauffe-la-couche.

CHAPITRE V

LES AFFAIRES PARLEMENTAIRES ET LE REMARIAGE
DU DUC D'ORLÉANS

I. — ENTRE LE ROI ET LE PARLEMENT 133

L'opinion et la tradition inclinent malgré lui le duc d'Orléans vers l'opposition. — Le procès d'Aiguillon-La Chalotais met aux prises le gouvernement et les magistrats, l'exécutif et le judiciaire. — Coup de force de Maupeou : exil et dispersion du Parlement de Paris. — Le Conseil d'Etat installé comme parlement intérimaire (24 janvier 1771) : le duc sommé de « se montrer », — Conciliabules des princes du sang : lettre réproba-

tive de Louis XV (29 janvier). — Démarche du duc d'Orléans à Versailles : sortie du Roi, retour du prince assez penaud. — Seconde intervention des princes du sang à la prière du Parlement de Rouen. Ils préparent un mémoire : seconde lettre de blâme de Louis XV. Ils font passer la substance du mémoire interdit dans leur réponse au Roi, datée du 13 février 1771. — *La Gazette d'Utrecht* du 1^{er} mars divulgue le sens de cette lettre secrète. Importance de cette première démarche collective et motivée des princes du sang. — Création des six Conseils Supérieurs (23 février 1771) ; protestation anticipée des princes du sang au Roi contre l'établissement prochain d'un nouveau parlement (lettre cachée du 19 mars). — Crânerie supposée du duc d'Orléans. — Hardiesse de l'opposition. Une lettre circulaire anonyme aux gentilshommes de la Cour : 25 jeunes seigneurs prient le duc d'Orléans de faire entendre enfin la voix de la noblesse. — Menaces d'exil. — Lit de justice du 13 avril 1771 : transformation du Grand Conseil en parlement, ordre de liquidation et remboursement des anciennes charges dans les six mois. — Abstention des princes du sang qui signifient par huissier au greffe du parlement intérimaire leurs protestations officielles, renouvelées de leur lettre au Roi du 19 mars. Louis XV leur signifie défense de paraître à la Cour : réponse soumise, mais justificative des disgraciés (14 avril). — Déchainement de l'opposition sous leur patronage. — Rage de discussions politiques. — Les fureurs de l'opinion. — Les intérêts en souffrance. — Maupeou maintient son parlement envers et contre tous. — Il tente de négocier avec les princes du sang par l'intermédiaire du duc de Penthièvre. — Les princes mésestiment la force du chancelier, comme le chancelier l'opposition princière.

II. — L'HEURE DE MADAME DE MONTESSON 156

La succession de *Marquise*. — Vertu et coquetterie d'une ambition patiente. A la veille de la mésalliance (décembre 1771). — Soumission de M^{me} de Montesson à la présidente de Gourgues, sœur de Lamoignon et cousine de Malesherbes. — Premières ouvertures du duc d'Aiguillon au prince par l'intermédiaire d'Augeard (14 mai 1771) ; leur échec. — Tracasseries et vexations de Maupeou qui endurcissent le prince dans l'opposition. — L'abbé Terray se propose de couper les vivres aux princes du sang ; le prince d'Orléans se résigne à des retranchements qui le louent auprès du public. — Lassitude de ses officiers qui redoutent la gêne : le parti du rapprochement au Palais-Royal. — Sympathie du Roi pour le duc d'Orléans, antipathie pour le duc de Chartres. — Opposition cinglante du jeune prince ; applaudissements publics. Son voyage triomphal à Brest (mai 1772). — Le duc d'Orléans, incapable d'imposer ses vues conciliantes à son fils, dont il sollicite le consentement à son remariage. — Engagement écrit de M^{me} de Montesson qui se soumet spontanément à un délai de deux ans. — Les patriotes appréhendent la défection du duc d'Orléans qui ne peut se remarier sans permission royale. — La liquidation des charges de l'ancien Parlement de Paris. Tactique de Maupeou qui discrédite les magistrats auprès des princes par de fausses listes de liquidés — et les princes auprès des magistrats par le bruit de négociations supposées avec la Cour. — Le terme des liquidations

remis d'octobre 1771 à avril 1772, puis à janvier 1773. — Obstruction des magistrats insoumis. — Scission des princes du sang. Déception de Maupeou et de Louis XV qui semble indifférent au retour des Condé.

III. — LE RETOUR A VERSAILLES 168

Le Palais-Royal et la Cour négocient (17-28 décembre 1772). — Le prince de Conti intraitable; le duc d'Orléans et son fils obtiennent les honneurs de la guerre. — Impression et distribution de leur lettre au Roi, datée du 27 décembre 1772. — Le fameux « Plan de conduite » approuvé par Louis XV. — Le retour à Versailles; aimable accueil du Roi et de la famille royale; chez M^{me} du Barry. — L'avis circulaire d'Augeard aux robins; aucune liquidation notable. — A la requête du duc d'Orléans, le terme de rigueur est reporté au 1^{er} avril 1773. — Les patriotes blâment ce rapprochement inopiné et inopportun. — Murmures du clan des Condé, mécontentement des Choiseul. — « ... De la bouillie pour les chats... » — Les noëls satiriques, la pantomime du lundi gras échauffent le duc de Chartres. Ses écarts de langage. — Déconvenue de d'Aiguillon: Maupeou se redresse. — La duchesse de Chartres mal reçue du Roi.

IV. — LE MARIAGE CLANDESTIN. 17

Deux lettres à la décharge de M^{me} de Montesson qui inspire à Bellisle l'idée du plan de conduite. — Elle ne refuse point de tirer parti d'une soumission qu'elle n'a pas provoquée. Louis XV se laisse arracher un demi-consentement. — Le vendredi 23 avril 1773, le curé de Saint-Eustache fiance et marie devant témoins le prince et la marquise. — Les courtisans mis en éveil. — L'indiscrétion du duc d'Orléans relève les témoins de leur secret. — Indignation du duc de Chartres: « Une note historique » en marge de l'engagement souscrit par M^{me} de Montesson. — Les raisons du voyage aux Pays-Bas: une séparation de convenance. — Les aveux de la correspondance conjugale, interceptée par le cabinet noir. — La grande affaire: obtenir du Roi la tolérance d'une semi-publicité. — Le grand souci: l'attitude du duc de Chartres. — La mort de M^{me} de Gourgues hâte le retour de l'épouse clandestine. — Le départ significatif du duc de Chartres aux Pays-Bas (24 juillet au soir). — La cérémonie supplémentaire du 29 juillet au matin. — Indécision de la situation malgré la visite de l'archevêque. — Déclaration du duc d'Orléans à ses officiers. — La sagesse de la marquise remet à l'aise ses entours. — Les inquiétudes du comte de Pons, mentor de la maison. — Attitude des duchesses. — Le duc de Chartres viendra-t-il à Villers-Cotterets? — Menues concessions du beau-fils à sa belle-mère. — Epoux sans mystère; mais publicité ne vaut pas déclaration. — Les raisons véritables de la persévérance du duc d'Orléans dans l'opposition parlementaire. — Refus de recevoir le nouveau parlement qui sollicite l'honneur de lui rendre ses devoirs pour la nouvelle année (janvier 1773). — Le catafalque du roi de Sardaigne (25 mai); attaque de goutte opportune; le duc de Chartres quitte Paris, selon le « Plan de conduite ». — Son opposition reste aussi tranchante qu'avant le retour à Versailles. — Sa

lettre au duc de Choiseul qui décline l'honneur de le recevoir à Chanteloup ; il se fait présenter Beaumarchais chez Conti. — Bruit de tentatives du duc d'Orléans auprès de M^{me} du Barry pour faire agréer du Roi un plan de réconciliation avec le Parlement. — Louis XV las de Maupeou ; mission du duc d'Aiguillon.

CHAPITRE VI

LES PRINCES D'ORLÉANS ET LOUIS XVI AU DÉBUT DU RÈGNE

I. — L'ASSAUT AU JEUNE ROI. 196

Les chances des deux partis. — Le duc d'Orléans entame sans délai la grande affaire dans son compliment de condoléance. — Le duc et la duchesse de Chartres à Choisy. — Première audience du Roi au duc d'Orléans (jeudi 19 mai). — Indécision du prince qui au fond n'est « ni parlementaire ni attaché aux anciens individus ». — Ses questions à Bellisle. — Sa tactique avec Maurepas : désir d'entrer dans le Conseil. — La véritable position du Palais-Royal. — Le projet de « replâtrage » de Lamoignon. — Répugnance du duc d'Orléans à l'intrigue et à toute attaque personnelle. — Ses quatre confidents : Maurepas, Sartine, Nivernais, Lamoignon. — Duplicité de Maurepas. — A la veille du service funèbre de Louis XV à Saint-Denis ; Bellisle consulte Maurepas. — Seconde audience royale : le maudit « *Cela est juste !* ». — Démission du duc d'Aiguillon (2 juin) ; cabale contre Vergennes. — L'inoculation du Roi à Marly (17/27 juin) ; le duc et la duchesse de Chartres, hôtes de la famille royale. — Les trois partis de la Cour, selon l'abbé Baudeau. — La méfiance établie vis-à-vis de Maupeou. — La flatteuse gravure de 1754. — Entretien du duc d'Orléans avec Maurepas (18 juillet). — Il prie S. M. de le dispenser de la cérémonie du 27 juillet (lettre du 19). Ordre aux princes d'Orléans de ne plus paraître à la Cour (21 juillet). — Leur popularité s'accroît aux dépens du couple royal.

II. — L'EXIL DU CHANCELIER 207

Crédit persistant du duc d'Orléans à Versailles : la grâce de Thomas du Fossé, magistrat normand rebelle. — Allées et venues entre Compiègne et Villers-Cotterets. — Démission de l'abbé Terray (23 août) ; renvoi de Maupeou (24 août). — Billet triomphant du duc d'Orléans à Bellisle. — Les nouveaux ministres et le travail du rétablissement de l'ancien Parlement. — Intervention hautaine du comte d'Aranda, au nom de sa Cour. — Les princes d'Orléans ne participent au travail que par des mémoires. — Le secret des détails de l'opération. — La future Cour plénière ; protestation de Conti, du duc de Chartres, représentations du Parlement au Roi (18 janvier). — Itératives remontrances adoptées sur l'avis de Conti, contre l'avis conciliant du duc d'Orléans. — Le duc de Chartres partage la popularité de son oncle.

CHAPITRE VII

LA SOCIÉTÉ DU PALAIS-ROYAL
LE GRAND MAÎTRE DES FRANCS-MAÇONS

I. — LE RENOUVEAU DU PALAIS-ROYAL. 214

Le duc d'Orléans suit sa femme à la Chaussée d'Antin. — L'hôtel d'Orléans sur la rue de Provence. — Le duc et la duchesse de Chartres font les honneurs du Palais-Royal. — La cession par donation entre vifs de la propriété du Palais-Royal confirme une situation de fait (acte du 30 décembre 1780). — La société du Palais-Royal. — Les attrait du Palais : le jardin public et l'Opéra. — Grands jours et petits jours. — Officiers, dames et familiers de la Maison. — Invités et étrangers de passage.

II. — LA PREMIÈRE RÉPUTATION DU DUC DE CHARTRES. 221

Les deux clans de la société : raisonneurs ou sentimentaux et désabusés ou étourdis. — De l'enfance dans l'esprit ! — Le duc de Chartres dans le monde. — Rancunes mondaines et domestiques. — Inconstance amoureuse. — « Tête ingouvernable. » — Un premier lot d'inimitiés. — Popularité encore intacte à la Ville ; indulgence du public et des nouvellistes pour les fantaisies du prince jusqu'au mardi gras 1778. — Le duc de Chartres bienvenu à la Cour, malgré les boutades du Roi. — Camaraderie avec le comte d'Artois et la Reine. — Séjour à Versailles de l'archiduc Maximilien : tracas d'étiquette. — Le duc de Chartres excepté d'une petite quarantaine. — M^{me} de Lamballe l'appuie auprès de Marie-Antoinette. — Les bals du Palais-Royal et les courses de chevaux. — Voyage de Joseph II (18 avril-31 mai 1777). — Sa lettre de remontrance : la Reine prend la défense du duc de Chartres.

III. — LE GRAND MAÎTRE DES FRANCS-MAÇONS. 229

Pourquoi les maîtres des loges parisiennes choisirent, à la mort du comte de Clermont, un jeune prince inappliqué (24 juin 1771). — Situation irrégulière de la maçonnerie dans le royaume : embarras et indulgence des hauts magistrats. — Deux brefs pontificaux sans effet. — Désordres et schismes. — Sous le nom du duc de Chartres, l'ordre se rallie et se réorganise, grâce au duc de Montmorency-Luxembourg. — Le Grand Orient de France. — Un grand maître récalcitrant, son installation tardive (22 octobre 1773). — L'administrateur général détient les pouvoirs dont le grand maître n'a que l'apparence. — Dans quel esprit le duc de Chartres exerçait sa dignité. — Le Grand Orient s'installe dans l'ancien noviciat des Jésuites. — Son autorité contestée transige avec des loges rivales. — Indifférence du grand maître. — Hommages des loges de province. — Prospérité mondaine de la maçonnerie : *La Militaire des Trois Frères Unis*. — La docilité du Grand Orient entretient la tolérance des ministres : le procès retentissant de la Loge des Neuf Sœurs. — Loges d'adoption ou loges à femmes. — Affiliation de la duchesse de Chartres (28 février 1773). —

La loge d'adoption *Saint Jean de la Candeur*. — La duchesse de Bourbon, proclamée grande maîtresse des loges d'adoption ; la princesse de Lamballe grande maîtresse de toutes les loges écossaises régulières de France (10 janvier 1781). — Les œuvres pies des frères et sœurs ; leur bienfaisance ostensible et frivole. — Déconsidération de l'ordre auprès des esprits graves. — Les embarras d'argent du Grand Orient ; le manque de conviction chez les frères. — Echec des fameux convents philosophiques. — Impossibilité de l'union maçonnique. — Impuissance de l'ordre. Le rite écossais supprime le Grand Orient dans la faveur mondaine. — Une convalescence fameuse (septembre 1777) : fêtes et démonstrations publiques. — Hommages de toutes les sectes maçonniques : *Te Deum*, loges d'adoption, vers et gravures allégoriques. — « L'homme le plus heureux du royaume ».

CHAPITRE VIII

AU SERVICE DU ROI : LE MARIN

I. — LA POLITIQUE FAMILIALE DU PALAIS-ROYAL 258

La Maison d'Orléans, jusqu'alors seule apanagiste, se trouve en concurrence avec Monsieur et le Comte d'Artois, apanagistes nouveau-venus. — Incertitude du sort des cadets d'Orléans. — La succession du comte d'Eu et du prince de Conti. — En quête d'un gouvernement. — Premières déconvenues. — La charge d'amiral de France, propriété du duc de Penthièvre.

II. — POUR LA SURVIVANCE DE LA CHARGE D'AMIRAL. 265

Premier voyage de curiosité à Brest (mai 1772). — Coquetterie réglée avec le corps de la marine. — Commentaires de cour. — Première campagne sur mer avec le comte de Guichen (été 1775). — Satisfaction du prince. — Bonnes dispositions de Louis XVI et de Sartine. — Le duc de Chartres est reçu chevalier de Saint-Louis (6 février 1776) et fait chef d'escadre (1 avril 1776). — Les nouvelles de la rébellion des colonies anglaises d'Amérique enflèvent nos militaires qui brûlent de prendre leur revanche. — Sartine hâte le renouveau de notre marine. — Seconde campagne du duc de Chartres (printemps et été 1776). — Départ de Toulon. Relâche du *Solitaire* à Lagos, puis à Cadix. — Les instructions de du Chaffault : l'escadre d'évolutions devient escadre d'observation. — Une année de préparatifs et d'expectative : le duc de Chartres lieutenant général des armées navales (4 janvier 1777) ; tournée des Fils de France dans les ports (printemps de 1777). — Capitulation de Saratoga (16 octobre 1777).

III. — EN GUERRE : LA CANONNADE D'OUessant 276

Ordre d'armer la flotte à Brest (4 février 1778). — Voyage du prince dans ce port, malgré la mauvaise saison. — Les conférences à Versailles avec Sartine. — Il renonce au commandement en chef de l'armée navale, mais reçoit celui de la 3^e.

division, avec les lettres d'inspecteur général (12 mai). — Succès de son inspection : il prêche aux *rouges* l'estime des *bleus*. — Excursion aux mines de Poullaouen et d'Huelgoat. — 8 juillet, sortie de l'armée ; 27 juillet, canonnade d'Ouessant, retraite de l'amiral Keppel ; 30 juillet, relâche de d'Orvilliers à Brest, départ du duc pour Paris ; 2, 3 et 4 août, accueil et fêtes triomphales au Palais-Royal. — Le prince promu lieutenant général des armées de terre à la date du 27 juillet ; 8 août, son retour à Brest ; il embarrasse d'Orvilliers ; 17 août, seconde sortie de l'armée ; vaine campagne dans la brume ; 18 septembre, rentrée au port.

IV. — LE REVIREMENT DU PUBLIC. 285

Sartine et la *Gazette de France* : vaudevilles et calomnies. — Les griefs contre le prince : abandon de poste, méconnaissance des signaux, poltronnerie. — Les rapports officiels de d'Orvilliers. — L'enquête à Brest du chevalier d'Escars disculpe le prince devant le Roi, non devant le public. — La *Gazette de France* du 10 et du 14 août : Fleurieu maintient la version de d'Orvilliers. — Lettres ostensibles du comte de Genlis à La Motte-Picquet et au vicomte de Laval et réponse de ces derniers. — Le Palais-Royal se propose de les publier, jointes au journal de bord de La Motte-Picquet et aux dépositions des 28 capitaines de l'armée : interdiction du Roi.

V. — LE DÉPIT DU COLONEL GÉNÉRAL DES HUSSARDS 292

La requête du duc de Chartres : intervention chaleureuse de la Reine et du comte d'Artois en sa faveur. — Création d'une place de colonel général des hussards et troupes légères (18 nov. 1778). — Le blâme des bons esprits. — Le véritable motif de la renonciation temporaire du prince. — Regrets du duc de Chartres. — La Reine lui signifie, de la part du Roi, défense de se joindre à l'armée (20 juillet 1779). — Le prince poursuit Sartine et Montbarey de sa rancune et contribue à la chute des deux ministres (octobre-décembre 1780). — Vaines intrigues pour Necker, le comte d'Estaing et Bougainville. — Une fugue à Spa (août 1780). — Nouveau refus d'emploi et projets de voyage. Un séjour inopportun en Italie (déc. 1782-janv. 1783). — La paix désirée : les états de services du marin.

CHAPITRE IX

L'HOMME D'AFFAIRES : L'ENTREPRISE DU PALAIS-ROYAL

I. — AU TOURNANT D'UNE VIE. 303

Ouessant, sujet perpétuel d'épigrammes à l'adresse du prince. — Première brouille avec l'opinion : l'incident du mardi gras 1778. — Le duc de Chartres partage à tort l'impopularité naissante de la Reine et de la famille royale. — Dégout du service et désaffection de la haute noblesse pour la personne royale. — Le duc de Chartres boude Versailles. — Refroidissement de

Marie-Antoinette pour son ancien camarade : disgrâce de M^{me} de Lamballe; moindre influence du comte d'Artois, compagnon du duc de Chartres, après la première grossesse de la Reine. — Le clan Polignac contre le Palais-Royal. — Le billet décisif du 20 juillet 1779: Reine et prince font société à part.

II. — LA COURSE A LA RUINE 308

En pleine guerre, le marin fait place à l'homme d'affaires par nécessité. — Séguin dépose son bilan. — A père prodigue, fils prodigue. — Les emprunts à rente viagère. — Dès 1780, les revenus du duc et de la duchesse de Chartres (800.000 livres environ) sont mangés d'avance par les intérêts de leurs dettes. — Le duc de Penthièvre consent à sa fille une avance sur le reliquat de sa dot et lui constitue, en supplément, une rente perpétuelle de 50.000 livres.

III. — LA MISE EN VALEUR DU PALAIS-ROYAL 311

Le Paris de Louis XVI en proie aux spéculateurs et aux architectes. — Le projet du marquis Ducrest. — Il négocie auprès du duc d'Orléans, avec l'aide de sa tante M^{me} de Montesson, la cession du palais nu au duc de Chartres. — L'acte de donation du 30 décembre 1780 et la clause additionnelle du 1^{er} janvier 1781. — Obligation pour le jeune prince de réunir, préalablement aux travaux, tous les fonds nécessaires pour leur entière confection. — Un architecte à souhait, Victor Louis.

IV. — LES VICISSITUDES DE L'OPÉRATION. 314

Emoi et protestations des 72 propriétaires, riverains du jardin du Palais-Royal. — Leur députation solennelle au prince (6 avril 1781). — Vaine démarche de l'archevêque de Paris. — Révolte du public, troublé dans ses intérêts et ses habitudes. — Le duc de Chartres, sans céder, manœuvre avec l'opinion : il soumet ses plans au Roi d'abord, aux badauds ensuite. — Les lettres patentes du 17 juin 1781 conduiraient à une opération blanche. — L'incendie de l'Opéra (8 juin 1781). — Le théâtre sera-t-il rebâti à la même place ? grave question pour le duc dont la persévérance exaspère les mécontents. — Leur fureur d'injures finit par dégoûter les novellistes. — L'interview de Victor Louis par Thiéry, l'auteur de l'*Almanach du voyageur à Paris*. — Une brochure répandue à profusion : *Exposé des changements à faire au Palais-Royal*. — Revirement du public : offres d'entrepreneurs. — Ducrest conclut avec des banquiers génois un emprunt d'un million de livres. — Un coup de théâtre : le prince fait signifier son désistement des lettres patentes (30 juillet). — Fausse joie des propriétaires opposants. — La cognée mise aux arbres de la grande allée (1^{er} août) : désarroi des limonadiers et des habitués du jardin. — Epigrammes et injures quotidiennes.

V. — LA QUESTION DE L'OPÉRA 326

Un dernier espoir : M. Amelot signifie au duc l'intention royale de rebâtir l'Opéra, près des Tuileries (15 août). — Nouveaux impôts sur le moëllon, le plâtre, la charpente. — Si,

car tout le monde me jette la pierre ! — A la recherche d'une voie d'opposition : la requête des riverains (30 août) sur l'avis favorable de trois fameux jurisconsultes. — La réplique du Conseil du prince : *Précis sur le provisoire*. — L'entrepreneur Berthault s'engage à remettre, le 1^{er} avril 1784, clefs à la main, les corps de bâtiments parallèles aux rues Richelieu, Neuve-des-Petits-Champs et des Bons-Enfants. — Les clauses du traité à forfait (9 novembre 1781). — Les honoraires de Victor Louis, lié comme Berthault par la date stricte du 1^{er} avril 1784. — La question de l'Opéra suspend au midi les plans de Louis. — Fort du traité solennel du 24 mai 1764, le prince somme la Ville de lui remettre la salle de l'Opéra dans le même état qu'en 1771 ou de lui en payer la valeur : 2.300.000 livres. — La Ville se juge hors de cause. — Echange de mémoires. — Le duc perd ce procès retentissant, aux applaudissements de ses détracteurs.

VI. — LE SUCCÈS DES ARCADES 329

Il pousse les travaux du Palais-Royal avec rage. — A la fin de mai 1782, cent arcades s'élèvent à vue d'œil. — Il congédie son trésorier Séguin et confie le soin de ses affaires à l'abbé Baudéau : nouveau groupe d'ennemis. — Le gros public amadoué par la rapidité des constructions et la tournure du nouveau jardin. — L'ordonnance en seize articles pour la police des futurs locataires, déposée chez M^r Rouen (3 mai 1782) ; signature des premiers baux de location des arcades (8 mai). — Tolérance du bailleur, empressement et coûteuse installation des preneurs. — Echec des actions survivancières. — Langueur de l'entreprise. — Le prince réforme sa maison : les valets congédiés accroissent le nombre des mécontents. — Il obtient par Breteuil et Calonne de nouvelles lettres patentes (13 août 1784) qui lui permettent d'accenser les terrains et bâtiments parallèles aux trois rues, soit en tout 3.500 toises. — Défiance du public. — Le Palais-Royal, sorti du chaos, fléchit les novellistes. — Réponse de Victor Louis aux critiques maussades. — La promenade à la mode. — Enthousiasme de Louis-Sébastien Mercier.

VII. — LE PALAIS-MARCHAND. 339

Faute d'argent, le duc de Chartres arrête au midi la construction de la colonnade et ferme le quadrilatère par une galerie de bois : « le camp des Tartares » lance définitivement le Palais-Marchand. — Nouvelle spéculation, nouveaux ennemis. — Durant 1785, le palais se meuble de spectacles au rez-de-chaussée, de clubs à l'entresol ; l'*Almanach du Palais-Royal*, guide de cette foire perpétuelle. — Quatre inaugurations marquantes : les petits comédiens de bois, le *Musée*, *Midi ou le coup de canon du Palais-Royal*, le théâtre des Variétés. — Le nombre des mécontents grandit avec la prospérité du palais qui déplace maints intérêts et aspire toute la substance de la capitale. — Déclin du Boulevard, des foires Saint-Germain et Saint-Laurent. — Réclamations des Comédiens Français et Italiens. — Les clubs du Palais-Royal : le club Olympique, le Salon des Arts, le *Musée*. — Le café de Foy et le café du Caveau fabriquent l'opinion.

VIII. — EN QUÊTE DE MILLIONS 347

Vente par le duc d'Orléans à la Reine du château de Saint-Cloud (19 février 1785) : quatre millions de livres reviennent au duc de Chartres. — Dans le tourbillon des chiffres : un arrêt du Conseil permet au duc et à la duchesse de Chartres d'ouvrir à Gènes un emprunt de quatre millions pour paiement des constructions du palais (25 mars 1785). — Nouvel emprunt de six millions, divisibles en six mille actions survivancières, autorisé par lettres patentes du 27 novembre 1785.

CHAPITRE X

LE GOUVERNEMENT DE M^{me} DE GENLIS

I. — LA CONQUÊTE DU PALAIS-ROYAL 352

Le public dans toute sa fureur apprend une nouvelle inouïe : M^{me} de Genlis « gouverneur » des princes d'Orléans (4 janvier 1782). — L'insolente fortune d'une petite demoiselle de province, Etiennette-Félicité Ducrest. — La provision de talents d'une jeune artiste de société. — Le mariage inespéré (8 novembre 1763). — La comtesse de Genlis conquiert sa belle-famille et entre au Palais-Royal. — La rage encyclopédique d'une jolie femme savante : leçons et relations profitables ; le prix du temps. — Institutrice et conseillère de la duchesse de Chartres, elle subjugue le duc. — Une correspondance amoureuse (juillet 1772) : M^{me} de Genlis peinte par elle-même. — L'amante passe, sans trop de regret, au rôle plus sûr d'Egérie : lettres de l'été 1773. — Son influence au Palais-Royal lui sert à pourvoir les siens et à pousser sa célébrité. — L'ordre chevaleresque et académique de la *Persévérance* ; la devise de la fondatrice : *Pour éclairer, je me consume !* — Voyages et présentations. — Ses succès d'auteur dramatique la préparent à son rôle d'institutrice.

II. — LE « DOUX EMPIRE » 361

Un grand jour : l'entrée à Bellechasse (juillet 1779), ermitage de l'ambition. — Le logis de la pédanterie ; la gouvernante régente toutes choses, le détail du ménage comme celui de l'éducation. — Ses titres littéraires : *Théâtre d'éducation à l'usage des jeunes personnes*. — Le premier volume paie la libération des frères de Queissat ; M^{me} de Genlis, émule de Voltaire. — Les idées du duc de Chartres sur l'éducation des princes. — Les travers du chevalier de Bonnard. — « Pourquoi pas?... vous serez leur gouverneur ! » — La lettre toute chaude au cardinal de Bernis (4 janvier 1782). — Ce « gouverneur » extraordinaire s'applique à mériter et à justifier la singularité de sa charge gratuite. — Ingéniosité de son système pédagogique. — L'enseignement par l'image. — Alternance des arts et des métiers ; voyages et leçons de choses ; une perpétuelle morale en action. — Un emploi du

temps strictement réglé : la semaine et la journée des jeunes princes. — Le *Journal de l'éducation*, compte rendu heure par heure, rédigé pour l'histoire : M^{me} de Genlis dans ses fonctions, la vie de famille au Palais-Royal. — Le règlement inflexible : pas de visites pour les princes, sinon à jour fixe et à Bellechasse. — Lebrun et l'abbé Guyot à l'épreuve ; discussions et explications écrites. — Une déclaration théâtrale (14 septembre 1785) ; le « gouverneur » toujours en scène. — La Cour et la Ville moins patientes que le personnel de l'éducation ; à force de soigner sa célébrité, M^{me} de Genlis la gâte. — Premier lot d'inimitiés mondaines apporté à Bellechasse : celle de la Reine, en particulier.

III. — LA FEMME DE LETTRES 372

La femme d'esprit se perd en tournant à l'homme de lettres : le « premier auteur » qui se soit occupé de l'éducation populaire. — Le manifeste du « gouverneur » : *Adèle et Théodore* (janvier 1782), succès de scandale. — Piquante critique du monde et de quelques sociétés particulières ; attaques contre les littérateurs, les philosophes, le clergé. — La riposte : pluie de chansons, d'énigmes ; l'impopularité flatteuse de la femme-auteur. — Une soirée au Théâtre-Français (10 avril 1781). — Les *Annales de la Vertu*, satire contre la Harpe ; les *Veillées du Château* (mai 1784), réplique aux philosophes et à l'Académie. — Le *Précis historique de la vie de M. Bonnard* par Garat ; l'imprimeur Didot couche à la Bastille. — Désaccord irritant entre les principes de la régente et ses faiblesses de jolie femme.

IV. — PAMÉLA ET HERMINE 376

Une idée méconnue : la première institutrice de princes en France qui ait imaginé de faire apprendre les langues vivantes par l'usage. — Le duc de Chartres fait venir d'outre-Manche, pour l'élever avec ses filles, une petite Anglaise « qui ne sache pas un mot de français » (3 octobre 1779) ; « pourvu qu'elle ait une bonne prononciation. » — Arrivée au Palais-Royal de Nancy Syms, dite Paméla (Pâques 1780). — Paméla règne sur la colonie d'enfants de Bellechasse. — L'arrivée d'une autre orpheline anglaise, Hermine Compton, fait jaser la Cour et la Ville (mai 1785). — « La poule de Rousseau » poursuit une expérience pédagogique, selon la lettre de l'*Emile*. — Sa touchante manie d'adoption. — La correspondance originale du duc de Chartres avec N. P. Forth ruine la fable mondaine, exploitée par Paméla et ses descendants.

V. — « MON AMIE » 378

M^{me} de Genlis « maîtresse absolue » de l'éducation des enfants d'Orléans. — Respect, zèle et ténacité. — Amitié et culte de ses élèves. — Le témoignage du roi Louis-Philippe à Victor Hugo : une éducation sévère mais fructueuse.

CHAPITRE XI

LA SECONDE RÉPUTATION DU DUC DE CHARTRES
L'ANGLOMANE

I. — DANS LE DÉCRI. 382

Placards et chansons. — Le fameux pamphlet de 1784 : *Vie privée ou apologie de T. S. Prince M^{re} le duc de Chartres*. — « Je m'en f... ». — La chasse aux libelles, affaire d'Etat ; mission de Receveur à Londres en 1783. — Crânerie du prince. — Dans le monde comme en pays ennemi. — Déconsidération progressive auprès des nouvellistes. — Mort de Pidansat de Mairobert. — Propos de carnaval ; « une calomnie absurde ». — Traits de sensibilité que le public ne retient pas à l'avantage du maître du Palais-Royal. — La spéculation de Choiseul, les petits moyens de Monsieur, la déconfiture du comte d'Artois. — Tout est pris en mauvaise part chez le duc de Chartres, même les fantaisies qu'on admet chez les autres princes.

II. — LE PRÉTENDU MENEUR DE L'ANGLOMANIE. 392

Un courant venu de loin : l'anglomanie des écuyers, des philosophes, puis des mondains. — Humeur cosmopolite de la haute société qui tend à rester simple spectatrice de la rivalité franco-anglaise ; trahisons épistolaires de M^{re} du Deffand. — L'anglomanie perd toute retenue à l'avènement de Louis XVI. — Invasion de l'industrie anglaise. — Les Anglais à Fontainebleau, l'hippomanie. — Liaison du duc de Chartres avec Nathaniel Parker Forth, l'envoyé particulier de Georges III à la cour de Versailles (février 1777). — Les papiers du diplomate officieux. — Echange de nouvelles politiques. — Visites et longues causeries amicales. — Forth, de retour à Londres (8 avril 1778), devient le correspondant attitré du prince. — Lettres, commissions et envois malgré la guerre. — Une correspondance toute privée. — Présages et desirs de paix. — Un pied-à-terre à Londres ! arrangement du prince avec Forth. — Un secret difficile à garder. — Le premier voyage à Londres (3 mai-6 juin 1783). — Encore une gageure ; succès du comte de Joinville, ambassadeur malgré lui. — Un auxiliaire dont Vergennes se soucie peu. — Second voyage outre-Manche (26 mars-12 mai 1784). — Le duc de Chartres, d'abord retenu par Louis XVI qui juge inopportun le départ de son cousin, est rappelé par l'ouverture des pourparlers au sujet de la vente de Saint-Cloud. — Du moins assiste-t-il au spectacle des élections de Londres et des menées du parti Fox. — Autre voyage (29 juillet-15 août 1784). — La saison de Brighton. — Faux bruit persistant. — Projet de voyage en France du prince de Galles. — Le duc de Chartres passe trois fois la Manche en 1785 : 1^o Les plaisirs de Londres, chasse et entraînement des coursiers. Un satisfecit du comte d'Adhémar (14 février à fin mars). — 2^o Aux courses de Newmarket (13-28 avril). Nouveau bruit de voyage en France du prince de Galles. — 3^o A Brighton, sans pousser jusqu'à Londres (25 juillet-6 août). — Voyage de curiosité et d'étude de M^{me} de Genlis (25 juin-27 juillet). La tournée d'une femme célèbre, guidée par M. et

M^{me} Forth. Ses dévotions à Richardson. — Forth, véritable fondé de pouvoir du duc de Chartres en Angleterre. — Le portrait du colonel général des hussards par Joshua Reynolds. — Du tableau de Lepeintre (1776) au portrait de Reynolds (1785). — Un quadragénaire alourdi. — Quelque mesure dans l'anglomanie. — Monceau, jardin à la chinoise, non à l'anglaise; fantaisie décorative à tableaux et à surprises qui donne, à la porte de Paris, l'illusion de tous les temps et de tous les pays (Carmontelle).

III. — L'AMATEUR D'AÉRONAUTIQUE 423

Ardeur du prince pour les premières expériences. — Gouailerie de la cour : le jockey des globes. — Les frères Robert construisent pour lui à Saint-Cloud une caroline, avec appareil de direction (janvier 1784). — De Calais à Douvres ! — Démission du physicien Charles. — Persévérance du prince qui se promet d'aller dîner à Villers-Cotterets par la voie des airs. — L'aventure du jeudi 15 juillet 1784. — Départ majestueux parmi la foule prosternée. Brusque descente. Quolibets et chansons sur le voyage manqué. — La conduite indécente du public envers les aéronautes justifie chez le prince son dédain de l'opinion. — Déconsidération, mais non impopularité.

CHAPITRE XII

LES DERNIÈRES ANNÉES DE LOUIS-PHILIPPE LE GROS

I. — MONSIEUR DE MONTESSON 433

Un survivant de l'époque Louis XV ; en marge de la Cour. — Une émule de M^{me} de Maintenon : *Madame tout court*. — Vers les œuvres et la dévotion : une paroisse annexe à la Chaussée d'Antin ; la « montagne de bonté ».

II. — UNE MAISON ET UN THÉÂTRE 435

Un théâtre de société, une femme-auteur. — *La Comtesse de Chazelles* à la Comédie-Française (5 mai 1785). — Les joies de l'édition. — Déceptions littéraires et mondaines. — L'indisposition du comte du Nord (4 juin 1782). — Relâchement de l'étiquette en voyage et à la campagne. — Séjours à Chanteloup (1777), à Brienne (1783) ; une distribution de prix légendaire. — Halte du prince Henri de Prusse à Sainte-Assise (4 et 5 novembre 1784). — De la complaisance à tout prix. — Père et fils : un billet qui en dit long. — La Reine passe sous les fenêtres de M^{me} de Montesson : le filet inutile (octobre 1785). — Une existence « chef-d'œuvre des jouissances sociales ». — De l'abbé de Breteuil à Bellisle ; le prince fainéant et son secrétaire de la main.

III. — LA FILLE INCOMMODE 440

Deux enfants terribles. — La duchesse de Bourbon dans un antre de tracasseries. — Le mari trop jeune, l'épouse jalouse et curieuse. — L'extrême fleur de la lignée ; une âme transpa-

rente. — L'allégorie des sœurs jumelles inséparables : la duchesse des bons jours et celle des mauvais jours. — L'aversion plutôt que l'indifférence ! Les revanches de l'épouse trahie. — Un romanesque amour : le chevalier de Roquefeuil. — Sa mort. — De la solitude morale au mysticisme. — La rupture : un proverbe trop malicieux. — La lettre brutale comme un congé. — Essai de conciliation du duc d'Orléans. — Le suprême affront du duc de Bourbon à sa femme légitime. — La requête du duc d'Orléans à la duchesse de Polignac. — L'audience royale du 12 décembre 1780 : les conditions de la séparation définitive. — La duchesse de Bourbon fait maison à part.

IV. — LE SORT DES BATARDS 447

Louis-Etienne de Saint-Farre, Louis-Philippe de Saint-Albin, M^{re} de Villemonble, devenue comtesse de Brossard (1778). — Deux abbés de cour ; reconnaissance tacite. — Présentation à Versailles et au Palais-Royal. — Le « frère blond » et le « frère brun. » — Exhortation du prince aux bâtards d'Orléans.

V. — LE DEUIL DE LA MAISON D'ORLÉANS 450

La fin d'un chasseur impénitent : visite opportune du curé de Saint-Eustache (17 novembre). — Pêle-mêle familial au chevet du moribond. — Les dernières volontés du prince défunt.

SOURCES 453

TABLE DES MATIÈRES 461

Vu, le 18 novembre 1925,
Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,
FERDINAND BRUNOT

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur
de l'Académie de Paris,
P. LAPIE

